

# RAPPORT ANNUEL 2018







**Couverture** : propre composition Belfius.

Merci aux collègues de Belfius Banque (de gauche à droite) :

Aurélie Thiran, Joris De Kelder, Delphine Belle, Nawfal-Morad Mouhal, Miek Bellings, Nicolas Fruy et Matthias Baillieul.



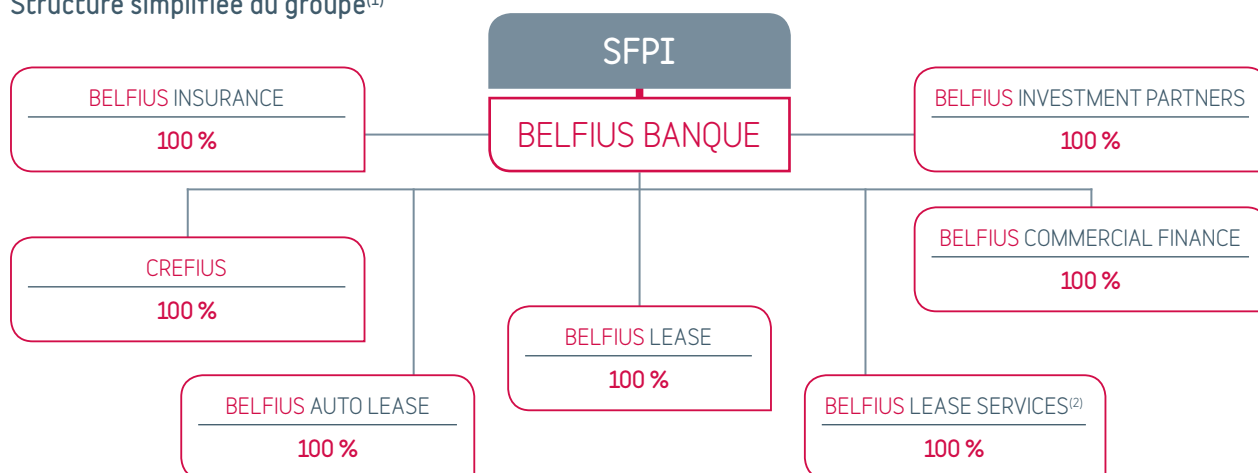
# SOMMAIRE

Profil de Belfius	2
Notre mission et ambition	6
Rapport de gestion	9
Comptes consolidés	145
Comptes sociaux	337
Global Reporting Initiative (GRI) - tableau	400
Abréviations	404
Informations complémentaires	406

# PROFIL DE BELFIUS

Belfius est un groupe bancaire et d'assurances entièrement détenu par l'État fédéral belge au travers de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI). Fin 2018, le bilan total consolidé de Belfius s'élève à EUR 164 milliards.

Structure simplifiée du groupe<sup>(1)</sup>



## NOS FILIALES COMMERCIALES LES PLUS IMPORTANTES

### 1. Belfius Insurance

Société d'assurances qui commercialise des produits d'assurances vie et non-vie, des produits d'épargne et de placement pour les particuliers, les indépendants, les professions libérales, les entreprises et le secteur Public et Social. Fin 2018, le bilan total consolidé de Belfius Insurance s'élève à EUR 20 milliards<sup>(3)</sup>.

### 2. Crefius

Société d'octroi et de gestion de crédits hypothécaires. Fin 2018, le bilan total de Crefius s'élève à EUR 45 millions<sup>(4)</sup>.

(1) Pour plus de détails, voir la liste des filiales reprise dans la partie « Comptes consolidés » de ce rapport annuel.

(2) Belfius Lease Services également sous le logo Belfius Lease.

(3) Pour plus d'informations concernant Belfius Insurance, voir le rapport annuel 2018 de Belfius Insurance.

(4) Total du bilan IFRS avant ajustements de consolidation.

### 3. Belfius Auto Lease

Société de leasing opérationnel de véhicules et services en matière de gestion de parcs automobiles (entretien, gestion des sinistres...). Fin 2018, le bilan total de Belfius Auto Lease s'élève à EUR 329 millions<sup>(1)</sup>.

### 4. Belfius Lease

Société de leasing financier et renting de biens d'équipement professionnel. Fin 2018, le bilan total de Belfius Lease s'élève à EUR 842 millions<sup>(1)</sup>.

### 5. Belfius Lease Services

Société de leasing financier et renting de biens d'équipement professionnel aux indépendants, aux entreprises et aux professions libérales. Fin 2018, le bilan total de Belfius Lease Services s'élève à EUR 2 068 millions<sup>(1)</sup>.

### 6. Belfius Commercial Finance

Société de financement des créances commerciales envers les débiteurs, couverture du risque d'insolvabilité des débiteurs et récupération des créances sur débiteurs (factoring). Fin 2018, le bilan total de Belfius Commercial Finance s'élève à EUR 999 millions<sup>(1)</sup>.

### 7. Belfius Investment Partners

Société responsable de l'administration et de la gestion de fonds. Fin 2018, le bilan total de Belfius Investment Partners s'élève à EUR 161 millions<sup>(1)</sup> et les actifs sous gestion à EUR 17,0 milliards.

## NOS ACTIVITÉS

Belfius est un bancassureur belge qui sert tous les segments de l'économie belge, y compris les particuliers, les PME, le secteur public et les corporate. Au 31 décembre 2018, Belfius était le deuxième bancassureur retail de Belgique, avec 3,6 millions de clients ; la quatrième banque des PME, avec environ 0,3 million de clients professionnels ; la plus grande banque du secteur public avec près de 100 % de pénétration ; enfin la quatrième banque des corporate, avec environ 50 % du marché belge des entreprises dont le chiffre d'affaires atteint ou dépasse EUR 10 millions. Belfius compte parmi ses clients environ 30 pour cent de la population belge.

Le modèle économique intégré de Belfius s'appuie sur la création et l'exploitation de synergies entre les segments de clientèle, ainsi qu'entre les produits et les activités. Belfius organise ses activités commerciales en un segment Retail & Commercial et un segment Public & Corporate (c'est aussi cette segmentation qui est à la base du reporting financier de Belfius).

## 1. Retail & Commercial

Belfius Banque propose aux particuliers, aux indépendants, aux professions libérales (médecins, avocats, etc.) et aux PME un éventail complet de produits et services retail, de banque privée et commerciale, de gestion patrimoniale et d'assurance. Belfius Banque sert ses 3,6 millions de clients par l'entremise d'un réseau de distribution omnicanal intégré comptant plus de 650 agences, une plateforme d'interaction moderne, Belfius Connect, et un grand nombre de guichets automatiques. Belfius a aussi développé une stratégie digitale et occupe aujourd'hui une place de leader de la banque mobile (Finalta Digital and Multichannel Banking Benchmarking Study 2017), avec plus de 1,25 million d'utilisateurs mobiles actifs.

Belfius Insurance, filiale de Belfius Banque, propose des produits d'assurance à la clientèle via le réseau d'agences Belfius Banque, ainsi que par l'intermédiaire du réseau d'agents exclusifs des AP Assurances. Le modèle de bancassurance de Belfius est entièrement intégré : l'expertise en assurances est mise à la disposition de la clientèle via les agences Belfius Banque et le réseau de distribution omnicanal. Elle offre aussi des produits d'assurance par l'intermédiaire de Corona Direct Insurance, qu'Assuralia considère comme l'assureur tout direct qui grandit le plus vite en Belgique. Corona opère exclusivement via les médias digitaux et le téléphone, avec l'aide d'« affinity partners », des acteurs extérieurs qui commercialisent les produits d'assurance. Par l'intermédiaire de ses marques Elantis et Les AP Assurances, Belfius Insurance propose également à ses clients des prêts hypothécaires et des crédits à la consommation.

## 2. Public & Corporate

Belfius offre ses services aux secteurs public et social belges (y compris les hôpitaux, écoles, universités et maisons de retraite). Ces clients ont accès à un assortiment de produits et services aussi large qu'intégré, alliant crédit, gestion de trésorerie, produits d'assurance, produits des marchés financiers et outils financiers informatiques. Les activités bancaires corporate de Belfius ciblent les entreprises grandes et moyennes dont le centre de décision se trouve en Belgique ainsi que les corporate offrant des services au secteur public.

Belfius Insurance commercialise aussi des produits d'assurance vie parmi ses clients publics et sociaux. Les solutions d'assurance vie spécifiques concernent surtout les assurances pension du premier et du deuxième pilier dans la fonction publique ou les produits d'investissement de la Branche 26 (assurance vie avec capital garanti et rendement minimum garanti, à laquelle peut s'ajouter une formule de participation variable aux bénéfices).

## NOS COLLABORATEURS

Fin 2018, Belfius employait 6 494 collaborateurs, auxquels il convenait d'ajouter environ 3 600 personnes travaillant dans les réseaux indépendants de la Banque et de l'assureur.

(1) Total du bilan IFRS avant ajustements de consolidation.



## CHIFFRES CLÉS

Compte de résultats consolidé (en millions d'EUR)	2014 IAS 39	2015 IAS 39	2016 IAS 39	2017 IAS 39	2018 IFRS 9
<b>REVENUS</b>	<b>2 071</b>	<b>2 184</b>	<b>2 259</b>	<b>2 355</b>	<b>2 361</b>
<b>CHARGES</b>	<b>(1 448)</b>	<b>(1 396)</b>	<b>(1 366)</b>	<b>(1 369)</b>	<b>(1 426)</b>
<b>RÉSULTAT BRUT</b>	<b>623</b>	<b>787</b>	<b>893</b>	<b>986</b>	<b>935</b>
Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit	(59)	(93)	(116)	(33)	(66)
Dépréciations des immobilisations (in)corporelles	(5)	(13)	3	9	(2)
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT</b>	<b>560</b>	<b>682</b>	<b>780</b>	<b>963</b>	<b>867</b>
Charge d'impôt	(100)	(176)	(244)	(357)	(217)
<b>RÉSULTAT NET APRÈS IMPÔT</b>	<b>460</b>	<b>506</b>	<b>535</b>	<b>606</b>	<b>650</b>
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	0	0	0	1
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>462</b>	<b>506</b>	<b>535</b>	<b>606</b>	<b>649</b>
Dont					
Banque	245	290	335	435	445
Assurance <sup>(1)</sup>	217	216	201	171	205

(1) Contribution du groupe Belfius Insurance dans le compte de résultats consolidé.

Bilan consolidé (en millions d'EUR)	31/12/14 IAS 39	31/12/15 IAS 39	31/12/16 IAS 39	31/12/17 IAS 39	01/01/18 IFRS 9 <sup>(1)</sup>	31/12/18 IFRS 9
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>194 407</b>	<b>176 962</b>	<b>176 721</b>	<b>167 959</b>	<b>167 217</b>	<b>164 165</b>
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>186 481</b>	<b>168 302</b>	<b>167 709</b>	<b>158 438</b>	<b>157 772</b>	<b>154 206</b>
<b>FONDS PROPRES TOTAUX</b>	<b>7 927</b>	<b>8 660</b>	<b>9 012</b>	<b>9 521</b>	<b>9 444</b>	<b>9 960</b>

(1) IFRS 9 - bilan d'ouverture : pour plus d'informations, nous renvoyons aux tableaux de transition de IAS 39 vers IFRS 9 dans les comptes consolidés de ce rapport à partir de la page 188.

Bilan consolidé (en millions d'EUR)	01/01/18 IFRS 9 <sup>(1)</sup>	31/12/18 IFRS 9
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>167 217</b>	<b>164 165</b>
Dont		
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	10 237	8 314
Prêts et créances sur établissements de crédit	13 802	13 107
Prêts et créances	85 406	91 123
Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres	30 776	28 569
Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance	2 598	2 838
Dérivés	16 415	12 768
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>157 772</b>	<b>154 206</b>
Dont		
Caisse et avoirs des banques centrales	3 979	3 962
Dettes envers et dépôts des établissements de crédit	7 131	5 867
Dettes et dépôts	76 328	79 661
Titres de créance émis et autres passifs financiers	28 269	26 687
Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance	2 598	2 838
Dérivés	21 196	17 740
<b>FONDS PROPRES DU GROUPE</b>	<b>9 444</b>	<b>9 446</b>
Dont		
Fonds propres de base	8 788	9 055
Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats	657	392
<b>FONDS PROPRES TOTAUX</b>	<b>9 444</b>	<b>9 960</b>
Dont		
Fonds propres du groupe	9 444	9 446
Instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1	0	497
Participations ne donnant pas le contrôle	0	16

(1) IFRS 9 - bilan d'ouverture : pour plus d'informations, nous renvoyons aux tableaux de transition de IAS 39 vers IFRS 9 dans les comptes consolidés de ce rapport à partir de la page 188.

Ratios <sup>(1)</sup>	31/12/14 IAS 39	31/12/15 IAS 39	31/12/16 IAS 39	31/12/17 IAS 39	01/01/18 IFRS 9	31/12/18 IFRS 9
Rendement des fonds propres (ROE)	6,0 %	6,3 %	6,4 %	7,0 %	7,1 %	7,5 %
Rendement de l'actif (ROA)	0,24 %	0,27 %	0,30 %	0,35 %	0,35 %	0,39 %
Ratio coûts-revenus (C/I ratio)	69,9 %	63,9 %	60,5 %	58,1 %	n.a.	60,4 %
Ratio de qualité des actifs	2,33 %	2,29 %	2,54 %	1,99 %	2,15 %	2,05 %
Ratio de couverture	56,0 %	57,1 %	54,4 %	63,3 %	63,3 %	61,6 %
Liquidity Coverage Ratio (LCR) <sup>(2)</sup>	122 %	132 %	127 %	132 %	n.a.	135 %
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	100 %	108 %	110 %	116 %	n.a.	116 %

(1) Non audités.

(2) Moyenne sur 12 mois (à partir de 2017).

Solvency ratios	31/12/14 IAS 39	31/12/15 IAS 39	31/12/16 IAS 39	31/12/17 IAS 39	01/01/18 IFRS 9	31/12/18 IFRS 9
Ratio CET 1 Phased In <sup>(1)</sup>	14,7 %	15,9 %	16,6 %	16,1 %		n'est plus applicable
Ratio CET 1 Fully Loaded <sup>(1)</sup>	13,2 %	14,9 %	16,1 %	15,9 %	16,2 %	16,0 %
Tier 1- ratio Phased In <sup>(1)</sup>	14,7 %	15,9 %	16,6 %	16,1 %		n'est plus applicable
Tier 1- ratio Fully Loaded <sup>(1)</sup>	13,2 %	14,9 %	16,1 %	15,9 %	16,2 %	17,0 %
Ratio Phased In de fonds propres total <sup>(1)</sup>	16,1 %	17,7 %	19,4 %	18,6 %		n'est plus applicable
Ratio Fully Loaded de fonds propres total <sup>(1)</sup>	14,3 %	16,2 %	18,4 %	18,1 %	18,3 %	19,6 %
Ratio de levier Phased In	n.a.	5,3 %	5,4 %	5,6 %		n'est plus applicable
Ratio de levier Fully Loaded	n.a.	4,9 %	5,3 %	5,5 %	n.a.	6,0 %
Ratio Solvency II (avant dividende)	n.a.	209 % <sup>(2)</sup>	217 %	230 %	n.a.	219 %
Ratio Solvency II (après dividende)	n.a.	199 % <sup>(2)</sup>	207 %	219 %	n.a.	203 %

(1) Pour déterminer le ratio de capital selon Bâle III, l'autorité de contrôle demande à Belfius d'appliquer une déconsolidation prudentielle de Belfius Insurance et une pondération de 370 % sur la participation. Ce procédé est de communément appelé « Compromis danois ».

(2) Pro forma.

La RSE en tant que moteur d'activité	2016	2017	2018
Volume total des fonds d'investissement gérés selon des critères de durabilité (SRI) (en EUR millions) <sup>(1)</sup>	1 465	2 264	2 680
Volume total des investissements gérés selon les critères de Portfolio 21 (en EUR millions)	15 489	15 094	13 468

(1) Chiffres retraités pour 2016 et 2017.

Capital humain	2016			2017			2018		
Effectifs	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
<b>TOTAL</b>	<b>3 294</b>	<b>3 135</b>	<b>6 429</b>	<b>3 307</b>	<b>3 125</b>	<b>6 432</b>	<b>3 350</b>	<b>3 144</b>	<b>6 494</b>

## RATINGS DE BELFIUS BANQUE AU 21 MARS 2019

	Stand-alone rating <sup>(1)</sup>	Long-term rating	Outlook	Short-term rating
Fitch	a-	A-	Stable	F2
Moody's	baa2	A2	Positive	Prime-1
Standard & Poor's	a-	A-	Stable	A-2

(1) Qualité de crédit intrinsèque.

# NOTRE MISSION ET AMBITION

Contribuer au maximum à l'économie belge et proposer aux clients le meilleur service et la meilleure expérience client sur le marché sont les moteurs de notre ambition. Outre le solide profil financier et de risque que nous visons en permanence par la diversification et la croissance de nos revenus opérationnels, et par la recherche permanente d'efficacité, notre stratégie à long terme repose sur plusieurs piliers. Nous sommes convaincus que celle-ci offre la meilleure garantie d'un business model « future proof », d'une croissance solide de notre capacité bénéficiaire et d'une valeur ajoutée durable pour l'ensemble des parties prenantes.





### Un bancassureur intégré

Belfius est convaincue qu'un modèle de bancassurance intégré offre une réelle plus-value. Il nous permet en effet d'offrir à nos clients une expérience intégrée et personnalisée, une solution qui répond à leurs besoins bancaires et d'assurance à travers un seul point de contact. Le modèle intégré représente à nos yeux un puissant levier de diversification future des revenus et de croissance, compte tenu du potentiel de nos clients pouvant encore être exploité à la fois par le biais des agences et de la vente digitale.

### Un ancrage dans tous les segments de l'économie belge

Belfius possède un solide ancrage dans tous les segments de l'économie et de la société belges. Les clients apprécient le fait que nous réinvestissons leur épargne dans des crédits affectés à des projets initiés par des particuliers, des entreprises privées et des pouvoirs publics locaux qui améliorent la qualité de la société dans laquelle ils vivent. Forts de notre connaissance des besoins spécifiques de nos clients – particuliers, clients du segment private banking ou wealth management, petites et grandes entreprises, organismes publics ou sociaux –, nous pouvons tirer pleinement parti des synergies entre segments de clients, produits et métiers pour diversifier ainsi nos risques, accroître nos revenus et maîtriser nos coûts.

### Une relation à long terme très différenciée avec nos clients

L'accent stratégique que nous mettons sur la satisfaction des clients est le fondement de nos solides résultats, de la confiance croissante que les clients témoignent à Belfius et d'un profond changement de culture en interne, chaque coût et investissement étant examiné au regard de sa valeur ajoutée réelle pour le client. En remettant en question les habitudes, en repoussant les limites de la bancassurance et en nous mesurant à des acteurs de la technologie et de la communication dans le domaine de l'expérience client, nous ambitionnons une relation à long terme très différenciée et authentique avec nos clients.

### Des centres de décision locaux, proches du client

Belfius dispose de points de contact et de centres de décision locaux et faciles d'accès, qui s'inscrivent dans une stratégie de distribution omnichannel intégrée. Pour les clients, il est essentiel que les décisions puissent être prises rapidement, en Belgique. Ils apprécient également notre connaissance approfondie du marché dans lequel ils investissent. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de coupler une gestion qualitative des relations via des équipes commerciales locales à des canaux digitaux conviviaux et performants. Cette approche combinée nous permet de répondre à l'évolution des besoins du client tout en nous offrant des opportunités d'élargir et d'approfondir la relation avec nos clients.

### Un leadership digital, soutenu par une marque forte

Nous sommes persuadés que grâce à l'innovation, nous pouvons nous rapprocher davantage encore de nos clients, augmenter leur satisfaction et leur offrir un meilleur confort. Belfius entend préserver sa position de précurseur dans le domaine des services financiers mobiles et digitaux en Belgique. Grâce aux processus E2E qui améliorent notre efficacité opérationnelle et à une gestion des données respectueuse, nous proposons à nos clients une expérience « human-digital » différenciée et des solutions personnelles adaptées. Pour un groupe sans cesse croissant de consommateurs digitaux, qui achètent et vendent via différents écosystèmes, une marque aussi forte et crédible que Belfius constitue un label de garantie.

### Un engagement sociétal incontestable

À l'avant-garde d'une nouvelle culture bancaire, Belfius est pleinement consciente de sa responsabilité envers la société que lui confère sa position unique dans le paysage financier belge. Belfius entend assumer cette responsabilité de manière éthique et durable à travers un double engagement sociétal. Sur le plan économique, en tant que partenaire privilégié du secteur public et social, nous sommes l'un des moteurs de l'économie belge et contribuons à une société plus durable et plus « intelligente » grâce à des initiatives comme Smart Belgium. Sur le plan sociétal, nous soutenons des projets à vocation socio-culturelle, souvent portés spontanément par le bénévolat de nos collaborateurs.





# RAPPORT DE GESTION

Message des présidents	10
Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE)	14
Ressources humaines	41
Résultats financiers	49
Reporting par segment	59
Gestion du capital	78
Gestion des risques	89
Gouvernance d'entreprise	123
Informations générales	139





Marc Raisière

Jozef Clijsters

## MESSAGE DES PRÉSIDENTS

En 2018, Belfius a une fois de plus obtenu de solides résultats. Malgré un environnement financier difficile, nous avons été en mesure de renforcer notre position de marché dans tous les segments de clients, de continuer à nous développer en tant que bancassureur, et de combiner investissements dans l'avenir et diversification des activités et des revenus, tout en maintenant une solide solvabilité et un résultat net en hausse.

D'une part, nos résultats reflètent les efforts actuellement requis de la part de toute institution financière pour continuer à progresser tout en se préparant aux défis de demain. D'autre part, ils démontrent une fois de plus que Belfius y parvient avec brio.

### Des résultats financiers solides

Pour la septième année consécutive, nous enregistrons un résultat net consolidé en hausse. En 2018, il a augmenté de 7 % à 649 millions d'euros. Belfius Banque y contribue à hauteur de 444,5 millions d'euros, et Belfius Insurance à hauteur de 204,5 millions d'euros. Les revenus totaux se sont élevés à 2 361 millions d'euros, une légère hausse par rapport à 2017. La persistance des taux bas a entraîné une baisse des revenus nets d'intérêt de la Banque de 2 %, à 1 448 millions d'euros. En dépit de l'aversion au risque des clients pour les investissements sur un marché très volatil, les revenus nets de la Banque issus du commissionnement se sont maintenus à 537 millions d'euros (+1 %). Les activités d'assurance de Belfius, tant en Vie qu'en Non-Vie, ont contribué aux revenus à hauteur de respectivement 283 millions d'euros (+6 %) et 199 millions d'euros (-1 %).

En 2018, Belfius a investi 141 millions d'euros dans des solutions digitales innovantes et dans un service au-delà de la bancassurance pour ses clients, et a recruté plus de 300 talents commerciaux et spécialisés. Ces investissements expliquent en partie l'augmentation des coûts à 1 426 millions d'euros (+4 %). En combinaison à des revenus pratiquement stables par rapport à 2017, cela s'est traduit par un ratio coûts-revenus en légère hausse de 60,4 %.

Le test de résistance de l'European Banking Authority (EBA), effectué à l'échelle de l'Union européenne en novembre 2018, a réaffirmé la solidité et la résistance de Belfius. Fin 2018, le ratio CET 1 Bâle III (Fully Loaded) s'élevait à 16 %, ce qui représente toujours un excellent niveau. Le ratio Solvency II de Belfius Insurance s'élevait à 203 %, et figure toujours parmi les meilleurs d'Europe.

Avec un ratio LCR de 135 %, Belfius a répondu largement aux exigences en matière de liquidités imposées par la BCE et la BNB. Le ratio NSFR s'est établi à 116 %. Tout comme fin 2017, le total des fonds propres du groupe s'est chiffré à 9,4 milliards d'euros. L'excellente solidité de Belfius a permis de distribuer, pour l'exercice 2018 également, un dividende de 363 millions d'euros.

### La satisfaction client et le nombre de nouveaux clients continuent de croître

La satisfaction des clients constitue une priorité stratégique pour Belfius. Elle est en outre le fondement de ses résultats solides et du sentiment de confiance que le bancassureur inspire, année après année, à ses clients. Cette stratégie traduit également un profond changement de culture interne. Chaque coût et investissement est en effet examiné au regard de sa valeur ajoutée réelle pour le client.

En 2018, Belfius a obtenu un score global de satisfaction de 95,97 % et a de nouveau dépassé son ambition stratégique de 95 % de clients satisfaits. Le score s'est établi à 94,7 % auprès des clients particuliers, et à 98,45 % auprès des clients Public, Social et Corporate. L'an dernier, Belfius a pu attirer 228 400 nouveaux clients.

### Une dynamique commerciale soutenue dans un environnement complexe

Dans tous ses domaines stratégiques clés, Belfius a de nouveau réalisé d'excellentes performances l'an dernier. Un montant record de 17,5 milliards d'euros de nouveaux financements à long terme (+14 %) a en effet été accordé à l'économie belge. 8,8 milliards d'euros (24 %) étaient destinés aux clients Business et Corporate, des segments dans lesquels Belfius entend progresser considérablement dans les prochaines années. Malgré la faiblesse persistante de la demande du marché, Belfius a octroyé 1,9 milliard d'euros de crédits à long terme au secteur public et social. Sur le plan des crédits-logement, en particulier, Belfius applique une politique prudente en matière de risques, en veillant à ce que les clients puissent rembourser confortablement leur emprunt tout au long de sa durée. Toutefois, 6,9 milliards d'euros de nouveaux financements à long terme (+9 %) – pour la plupart des crédits hypothécaires – ont pu être accordés l'an dernier à des clients Retail.

La croissance organique, à savoir la croissance abstraction faite des effets de marché, augmente de 3,5 milliards d'euros (+46 %) pour les investissements des clients particuliers (en ce compris le segment Business), le plus haut niveau jamais enregistré. Cette hausse illustre parfaitement la confiance toujours croissante en Belfius.

En 2018, en tant que Banque Privée de premier plan, Belfius a pu attirer 4 000 nouveaux clients Private et a mis en place, avec de plus en plus de succès, une approche spécifique pour le Wealth Management qui combine service exclusif et individuel et offre digitale intégrée. La pertinence de notre choix stratégique d'un modèle de bancassurance renforcé comme moteur de croissance et diversification des revenus a une nouvelle fois été confirmée par l'augmentation, entre autres, du montant des primes encaissées en Non-Vie de 5 % à 704 millions d'euros.

À l'instar des années précédentes, Belfius a continué en 2018 à donner le ton en matière d'applications mobiles. Fin de l'an dernier, nos apps innovantes pour smartphone et tablette comptaient 1 250 000 utilisateurs (+17 %), et la vente via les canaux directs affichait une croissance stable.

### **Belfius et la responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE)**

Belfius occupe une position unique dans le paysage financier belge : un bancassureur belge à 100 % qui déploie ses activités axées exclusivement sur le tissu socioéconomique belge des particuliers, des indépendants, des professions libérales, des PME, des grandes entreprises, des institutions sociales, des pouvoirs publics et des administrations locales.

Belfius est pleinement consciente de la responsabilité sociétale qu'entraîne cette position et entend jouer son rôle d'acteur économique et sociétal important en Belgique de manière éthique, responsable et durable. Comme le présent rapport annuel l'explique largement, Belfius concrétise ce rôle par son engagement économique et social, son respect de la bonne gouvernance, son attention pour l'environnement et la relation à long terme qu'elle entretient avec ses clients.

Sous l'influence notamment d'un large éventail de défis légaux et sociétaux croissants, entre autres dans le domaine de la durabilité des produits et des services, de la transparence, des risques écologiques et de la diversité, Belfius continuera à tout mettre œuvre pour encore améliorer, dans un proche avenir, sa responsabilité sociétale dans ces domaines et dans les domaines proches.

### **Diversifier et investir dans un avenir que nous construisons ensemble**

Malgré un environnement de taux et de marché toujours compliqué, Belfius a réussi, l'an dernier, à encore renforcer sa plus-value pour l'économie belge, et élargir davantage sa position sur le marché en tant que bancassureur dans tous les segments de clients. Non seulement auprès des particuliers et des pouvoirs publics, comme c'était déjà le cas précédemment, mais aussi auprès des entrepreneurs et des entreprises, et de la clientèle Private et Wealth. Cette diversification des activités et des revenus est inhérente à la stratégie à long terme prônée par Belfius, à son choix d'un développement progressif et cohérent du résultat, plutôt que d'un gain à court terme, et elle va de pair avec une intensification des investissements qui soutiennent sa solidité et bénéficient aux clients, aux collaborateurs et à la société belge.



Un montant record de financements sous la forme de crédits à long terme à été accordé à l'ensemble des segments de clients. Ce qui confirme le succès de Belfius en tant que moteur de l'économie belge. Forte de son rôle de pionnier dans le domaine « mobile », Belfius a investi encore plus intensivement, pour ses clients, dans des solutions digitales innovantes. Ils nous apprécient pour tout cela. En témoigne le score le plus élevé jamais obtenu en matière de satisfaction client. En témoignent les 228 400 nouveaux clients qui, l'an dernier, ont choisi Belfius. En témoigne la plus forte croissance organique au niveau de l'épargne et des placements.

Belfius investit également dans ses collaborateurs, car leur talent fait la différence pour les clients. En veillant à leur développement permanent, leur employabilité durable, un environnement de travail stimulant et une politique proactive en matière de bien-être. En confirmant les collaborateurs d'agence – malgré la croissance du « digital » – dans leur plus-value humaine unique, en tant que chargés de relations et conseillers locaux. En privilégiant les engagements (nets) plutôt que les départs via un plan social. Ils nous apprécient pour tout cela. En témoigne un score d'engagement et de satisfaction de respectivement 88 et 95 %.

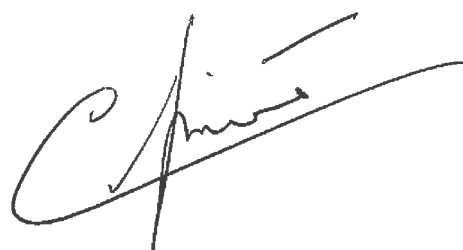
En 2018, nous avons su maîtriser l'influence de ces investissements sur les coûts et l'impact d'un environnement financier ardu sur les revenus d'intérêts et fees, conserver notre exceptionnelle solidité et, qui plus est, augmenter notre résultat net qui, à l'instar du dividende de l'an dernier, sera versé à concurrence de presque 60 % aux pouvoirs publics belges, ce dont profite, *in fine*, le citoyen belge.

Si nous avons pu y parvenir, c'est uniquement grâce à la confiance de notre actionnaire et de nos clients, à l'engagement de nos collaborateurs, de nos agents indépendants et de leurs collaborateurs. Nous leur en sommes sincèrement reconnaissants.

Bruxelles, le 21 mars 2019



**Marc Raisière**  
Président du comité de direction  
Belfius Banque



**Jozef Clijsters**  
Président du conseil d'administration  
Belfius Banque



# RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE L'ENTREPRISE (RSE)

## BELFIUS ET LA RSE

En tant que bancassureur 100 % belge, avec des activités axées exclusivement sur le tissu socio-économique belge des particuliers, indépendants, professions libérales, PME, grandes entreprises, institutions sociales, pouvoirs publics et administrations locales, Belfius occupe une position unique dans le paysage financier belge.

Cette position unique implique une grande responsabilité sociétale, rôle que Belfius, en tant qu'acteur social et économique important en Belgique, entend jouer d'une manière à la fois éthique, responsable et durable. Le rôle spécifique de Belfius en tant qu'employeur responsable et sa politique de diversité sont approfondis dans un autre chapitre ci-dessous.

### 1. Le double engagement envers la société

L'engagement sociétal de Belfius se situe essentiellement sur deux plans :

- Un engagement sur le plan **économique**, comme moteur de l'économie belge : en plus de son rôle historique de financier du secteur public et social, le développement durable est, pour Belfius, un *business driver* d'une importance croissante. Les

facteurs non financiers jouent un rôle de plus en plus important, parfois même central, dans l'approche de ses activités et projets commerciaux.

- Une **dimension sociale** : Belfius apporte traditionnellement son soutien à des projets à finalité sociale, destinés aux moins favorisés et entend continuer à assumer ce rôle à l'avenir.

Belfius concrétise aussi cet engagement externe au niveau interne par divers moyens : de nouvelles valeurs d'entreprise, des actions pour l'égalité des genres, la diversité, le lien intergénérationnel et le volontariat de collaborateurs.

### 2. RSE et gestion des risques

Une série d'aspects de la responsabilité sociétale sont surveillés via la gestion des risques opérationnels et du risque de réputation : l'attitude vis-à-vis des clients, fournisseurs et autres stakeholders, la confiance des investisseurs, les obligations légales, fiscales et de compliance, la sécurité et la santé des collaborateurs, la lutte contre la fraude, la discrimination, le traitement correct des plaintes.

Belfius recourt par ailleurs, pour la gestion de certains produits, à des outils permettant de garantir, par le screening et l'exclusion, l'absence de fourniture de services à des entreprises, pays et secteurs controversés.

### 3. Gouvernance

La cellule RSE est placée sous la direction du manager RSE, au sein du département Communication. Au niveau du comité de direction, le Chief Risk Officer se charge des sujets liés à la RSE.

La commission mixte Responsabilité sociétale de l'Entreprise (RSE) est un groupe de travail opérant dans le cadre de la concertation sociale de Belfius Banque. Le groupe de travail se compose de représentants des travailleurs issus des organes de concertation sociale de la Banque. La commission est présidée par le manager RSE et rend compte au Comité pour la Prévention et la Protection au Travail (CPPT).

La commission RSE est une cellule de réflexion permanente sur la responsabilité sociétale de l'entreprise, qui mène notamment des actions concrètes pour réduire durablement l'empreinte écologique de Belfius. Les collaborateurs sont ainsi sensibilisés à des sujets tels que la réduction des déchets, la consommation d'eau et d'énergie, le recours à des fournisseurs d'aliments (bio) locaux et de produits fairtrade, les actions de promotion des déplacements domicile-travail à vélo, ou la collecte de vêtements pour les pauvres et les sans-abris à Bruxelles, en collaboration avec « Solidarité Grands Froids ».

### 4. Reporting

Le rapport détaillé de 2018 en matière de responsabilité sociétale de l'entreprise est traité dans les chapitres « Responsabilité sociétale de l'entreprise » et « Ressources humaines ». Ce rapport étudie systématiquement l'impact direct et indirect de notre mode de gestion de l'entreprise.

Comme base du reporting, une analyse de matérialité interne a été effectuée en 2017, à partir d'une consultation des stakeholders et par rapport aux sujets jugés « matériels » (les plus pertinents et essentiels à traiter) dans le secteur de la banque et de l'assurance d'après les bureaux de rating et les organisations sectorielles.

### 5. Compliance avec la norme de reporting

Les « GRI Standards », une norme internationalement reconnue en matière de reporting non financier, sont utilisés comme fil conducteur dans tout le processus. Ce rapport a été établi conformément à l'option « core » de ces GRI Standards.

Ce rapport entend également répondre aux exigences de la *Loi belge relative à la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité* et, ce faisant, aux exigences de la *Directive européenne 2014/95/E* correspondante.

### 6. Engagements par adhésion et partenariat

Belfius est membre de plusieurs fédérations financières et économiques et compte un représentant dans les plus hauts organes stratégiques de ces fédérations. Il s'agit de Febelfin (Fédération belge du secteur financier), Assuralia (Union professionnelle belge

des entreprises d'assurance et de réassurance), l'UPC (Union professionnelle du Crédit), l'ABL (Association belge de leasing), l'ABB (Association belge des Banques et des Sociétés de Bourse) et B-Hive, une plateforme européenne innovante de coopération entre banques, assureurs, pouvoirs publics et fintechs.

Belfius est également membre de *The Shift*, le réseau belge de référence en matière de développement durable. *The Shift* réunit des entreprises, des ONG et d'autres organisations en vue de stimuler les partenariats et de réaliser ainsi la transition vers une société et une économie plus durables. Belfius a notamment participé au *change lab* de *The Shift* sur les énergies renouvelables, et a adhéré à la *Belgian SDG Charter for international development*<sup>(1)</sup>, une initiative ministérielle fédérale en collaboration avec ce réseau. La charte s'inscrit dans le cadre des *Sustainable Development Goals* des Nations unies sur le rôle du citoyen, du secteur privé et du secteur public dans la coopération internationale au développement.

Belfius a également adhéré au *Green Deal Circulaire Aankopen*<sup>(2)</sup>, une initiative ministérielle flamande portant sur une politique circulaire en matière d'achats. Belfius est la seule institution financière qui assume ici à la fois le rôle d'acheteur et celui de facilitateur.

Belfius apporte enfin une contribution active à la *Task Force Circular Economy*, au niveau de la fédération sectorielle Febelfin. Cette task force a été créée à la suite de l'appel ministériel lancé au secteur bancaire et des assurances pour que celui-ci répertorie les initiatives et les techniques de financement possibles au sein de l'économie circulaire.

### 7. Belfius distinguée à plusieurs reprises en 2018

- Le 10/01/2018, Belfius a reçu le prix de la meilleure app bancaire, décerné par Bancompare, un site de comparaison entre banques.
- Le 16/01/2018, Belfius a reçu pour la cinquième année d'affilée le prix de N°1 Bond Finance House of the Year pour son rôle stratégique dans l'offre de solutions alternatives de financement sur le marché obligataire.
- Le 30/01/2018, Belfius a reçu le Prix de la Semaine de la Mobilité 2017 récompensant l'entreprise ayant organisé les meilleures actions de sensibilisation à la mobilité alternative et durable, en Région de Bruxelles-Capitale.
- Le 09/03/2018, les cyclistes de Belfius ont remporté le Winter Trophy de Biketowork récompensant la grande entreprise belge ayant le plus de cyclistes se rendant au travail à vélo en hiver.
- Le 16/05/2018, BeCommerce a remis à Belfius un Omnichannel Award pour ses conseils d'investissement ainsi que le Prix du public pour ses services financiers numériques.
- Le 14/09/2018, Belfius a reçu de la Région bruxelloise le Bike Brussels Award pour la promotion des déplacements à vélo.
- Le 02/10/2018, le cabinet de consultance goCX a élu Belfius « la banque la plus conviviale de Belgique ».
- Le 15/11/2018, Belfius a remporté le Corporate HR Award dans la catégorie « Inspiring Workplace & Future of Work ».

(1) Belgian SDG Charter : <http://belfius.be/Belgian-SDG-Charter>

(2) Green Deal Circulaire Aankopen : <http://belfius.be/Green-Deal-aankopen>



## ANALYSE DE LA MATÉRIALITÉ ET DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES

### 1. Analyse de matérialité

Préalablement au rapport RSE, Belfius a procédé à une analyse de matérialité en 2017 afin de déterminer les sujets devant être considérés comme « matériels » (les plus pertinents pour Belfius dans ce contexte) et devant dès lors être traités dans le rapport. Cette analyse a été réalisée par un consultant externe.

L'analyse de matérialité a été réalisée à partir d'une analyse sectorielle, menée par la fédération sectorielle belge Febelfin en 2012 (« Responsabilité sociétale du secteur financier belge. Rapport 2012 »), que sont venus enrichir de nouveaux sujets tirés des analyses standard pour le secteur financier de *Sustainalytics* (agence de notation européenne dans le domaine de la « durabilité ») et de SASB (agence de notation américaine dans le domaine de la « durabilité ») ainsi que des thèmes identifiés comme prioritaires dans une enquête menée auprès des membres de la Commission syndicale mixte pour la responsabilité sociétale, au sein de Belfius.

L'impact des thèmes sélectionnés sur Belfius a été défini par le biais d'interviews et d'un questionnaire complété par des représentants des départements suivants :

- Divisions Corporate : Accounting, Customer Data Analytics, Human Resources, Procurement, Risk Management, General Secretary, Tax, Compliance, Customer Care-Gestion des plaintes, Facility Management, RSE-Communications ;
- Divisions Business : Retail & Commercial Banking, Public, Social & Corporate Banking, Insurance, Lease, Belfius Investment Partners, Wealth Management.

Les résultats ont été présentés dans une matrice de matérialité, permettant d'identifier les sujets à mettre en exergue dans le rapport, en plus de ceux ayant un impact stratégique pour Belfius. Les résultats ont par ailleurs servi à définir des opportunités d'amélioration et des plans d'action pour l'avenir.

## Résultats de l'analyse de matérialité

### PRIORITAIRES

- 3 Produits et services ayant un impact environnemental et social positif
- 23 Éthique, compliance et intégrité des opérations bancaires
- 4 Investissements et octroi de crédits durables et responsables
- 26 Lutte contre la corruption, les pots-de-vin et la fraude
- 29 Limitation de l'impact indirect sur l'environnement et le climat (impact via des produits et services)
- 25 Transparence fiscale
- 24 Politique de rémunération transparente
- 22 Inclusion financière, accès aux services bancaires pour tous
- 10 Stabilité financière sur le long terme
- 2 **Sécurisation des informations et de la plateforme informatique<sup>(1)</sup>**
- 6 **Numérisation et innovation des produits et services<sup>(1)</sup>**
- 7 **Satisfaction de la clientèle, qualité du service<sup>(1)</sup>**
- 9 **Réinvestissement de l'épargne dans l'économie réelle et locale<sup>(1)</sup>**
- 13 **Bien-être des collaborateurs, santé & sécurité au travail<sup>(1)</sup>**

### TRÈS IMPORTANT

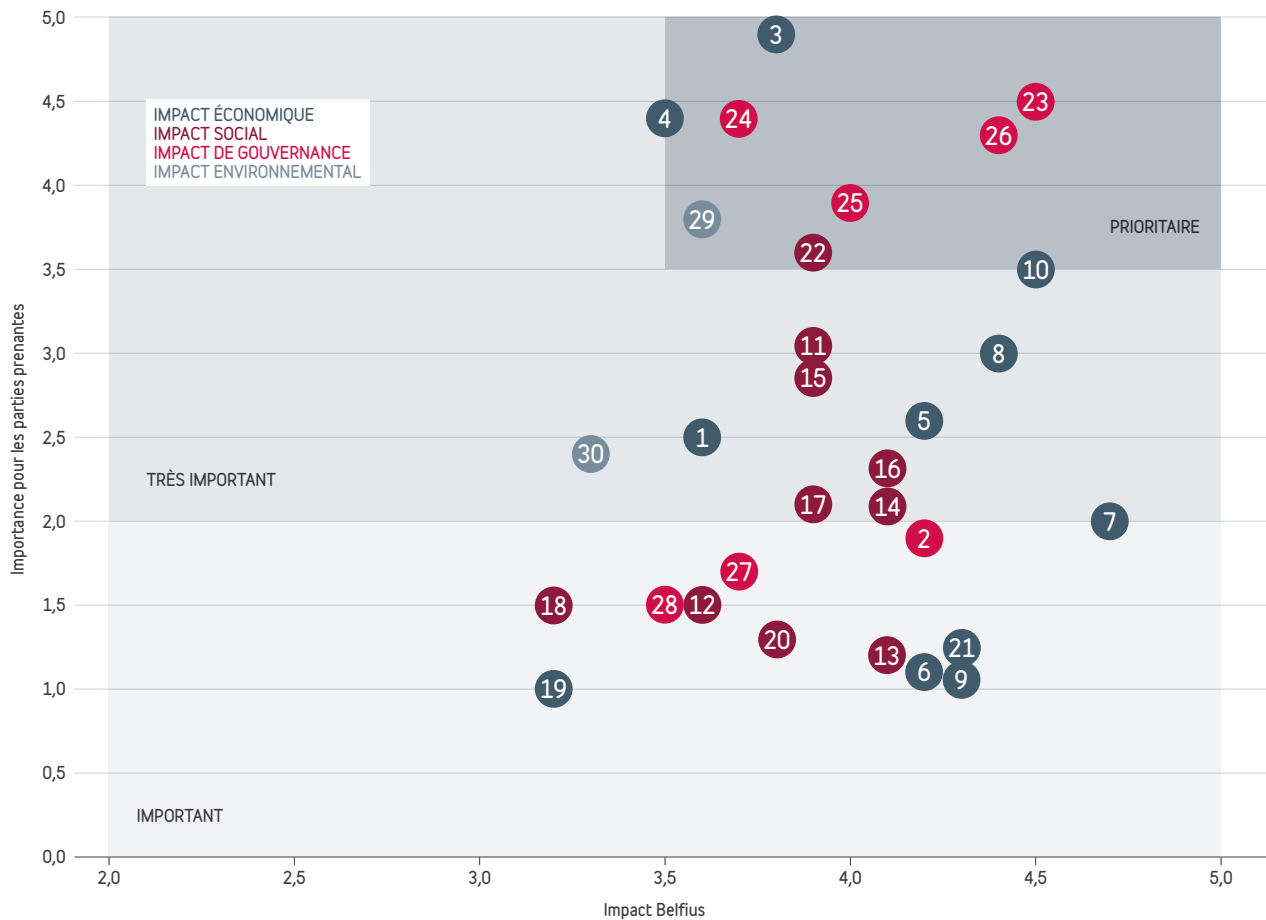
- 1 Gestion globale des risques, y compris des risques environnementaux et sociaux
- 8 Transparence à l'égard des clients : communication correcte et claire sur les produits et services
- 5 Protection de la vie privée et des données des clients
- 11 Conditions de travail et protection sociale
- 14 Développement des talents et formation sur le lieu de travail
- 15 Diversité et politique d'égalité des chances
- 16 Attirer et retenir les talents
- 17 Implication et engagement du collaborateur
- 30 Contrôle et limitation de l'impact environnemental direct de l'entreprise

### IMPORTANT

- 12 Dialogue social et relations avec les parties prenantes
- 18 Culture financière
- 19 Philanthropie d'entreprise
- 21 Respect des droits de l'homme sur le lieu de travail et dans les relations d'affaires
- 27 Politique d'achats responsable et écologique
- 28 Participation au débat public sur les opérations bancaires, investissements et assurances responsables
- 20 **Engagement et investissements sociaux<sup>(1)</sup>**

(1) Importance stratégique pour Belfius.

## Matrice de matérialité



Cette analyse de matérialité a permis de dresser une liste de sujets qui font l'objet d'un consensus auprès de nos parties prenantes et qui serviront de base à la politique RSE de Belfius. Une consultation directe des parties prenantes externes affinera cette analyse.

Les thèmes définis comme « prioritaires » ou « très importants » contribuent également à la réalisation de 8 *Objectifs de Développement Durable (ODD)* sur les 17 inscrits à l'Agenda de durabilité des Nations Unies jusqu'en 2030.



Un exercice de réflexion interne transversal est en cours afin d'analyser la façon d'intégrer les ODD dans les activités clés de Belfius, afin qu'ils deviennent la boussole de la stratégie de durabilité du groupe Belfius d'ici 2030.

## 2. Dialogue avec les parties prenantes

Belfius mène des entretiens systématiques et ciblés avec toutes ses parties prenantes afin d'identifier leurs besoins et attentes. Les principaux sujets abordés au cours de ces entretiens permettent à Belfius de cerner parfaitement leurs attentes et préoccupations.

Partie prenante	Comment instaurons-nous le dialogue ?	Principaux sujets de discussion avec la partie prenante	Lien avec un sujet matériel de l'analyse
Clients	<ul style="list-style-type: none"> <li>Par le biais d'un vaste réseau de 976 agences bancaires et agences assurances locales, chargés de relations, business bankers, public &amp; social bankers, corporate bankers, private bankers et wealth managers, ainsi que par le biais des sites web, canaux numériques et de Belfius Connect (un canal direct de conseil également accessible après les heures de travail ainsi que le samedi par téléphone, mail ou chat)</li> <li>Par le biais d'une enquête continue sur la satisfaction de la clientèle.</li> <li>Par le biais d'un rapport de satisfaction publié annuellement sur <i>belfius.be</i>, lequel fait également mention de la valeur ajoutée de Belfius pour les clients et la société</li> <li>Au moyen d'un processus continu de gestion des suggestions et plaintes de clients, intégré dans les applications bureautiques et faisant l'objet d'un traitement et d'une analyse centralisés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Suggestions et plaintes des clients</li> <li>Investissements responsables et durables</li> <li>Transparence des produits</li> <li>Accès aux services financiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inclusion financière, accès aux services bancaires pour tous</li> <li>Numérisation et innovation des produits et services</li> <li>Satisfaction de la clientèle, qualité du service</li> <li>Transparence à l'égard des clients : communication correcte et claire sur les produits et services</li> </ul>
Collaborateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Par le biais d'un entretien d'évaluation annuel ou intermédiaire et/ou un entretien de carrière et d'une enquête annuelle sur la satisfaction et l'implication des collaborateurs</li> <li>Par le biais de sessions d'informations et de webinaires organisés par le senior management, avec une séance de questions-réponses</li> <li>Sur intranet et par le biais de séminaires organisés en interne</li> <li>Au moyen d'une représentation au sein des organes sociaux, d'un réseau de représentants syndicaux, et par un réseau d'aide psychosociale composé de personnes de confiance et d'un conseiller en prévention</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rémunération équitable et compétitive</li> <li>Coaching et accompagnement de carrière</li> <li>Mise en pratique et formation</li> <li>Conditions de travail agréables et saines : nouvelle organisation de travail pour une culture d'entreprise plus actuelle et plus ouverte</li> <li>Santé physique et psychique des collaborateurs</li> <li>Transparence sur la stratégie, la politique et les résultats</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conditions de travail et protection sociale</li> <li>Développement des talents et formation</li> <li>Bien-être des collaborateurs, santé &amp; sécurité au travail</li> <li>Implication et engagement du collaborateur</li> <li>Diversité et politique d'égalité des chances</li> </ul>
La société	<ul style="list-style-type: none"> <li>Via des études réalisées sur le secteur public et social</li> <li>Via les contacts journaliers des public &amp; social bankers avec les organisations des secteurs public et social</li> <li>Par la création d'un écosystème composé des pouvoirs publics, d'entreprises et d'organisations sociales pour relever certains défis sociétaux majeurs</li> <li>Par la remise annuelle des « Smart Awards » qui couronnent des projets durables imaginés par des pouvoirs publics et entreprises</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Santé financière des autorités locales</li> <li>Vieillesse de la population</li> <li>Conditions de crédit</li> <li>Politique de durabilité</li> <li>Changement climatique, environnement, énergie</li> <li>Économie circulaire</li> <li>Mobilité</li> <li>Développement urbain</li> <li>Santé et prévention</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réinvestissement de l'épargne dans l'économie locale</li> <li>Inclusion financière, accès aux services bancaires pour tous</li> <li>Produits et services ayant un impact environnemental et social positif</li> <li>Impact indirect sur l'environnement et le climat (impact environnemental et climatique via des produits et services)</li> </ul>



Partie prenante	Comment instaurons-nous le dialogue ?	Principaux sujets de discussion avec la partie prenante	Lien avec un sujet matériel de l'analyse
<b>Actionnaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Par le biais d'une concertation périodique et de contacts opérationnels quotidiens avec la Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Transparence sur les prestations et les résultats de l'entreprise</li> <li>Une réponse ad hoc est donnée rapidement et de manière adéquate aux questions externes</li> <li>Préparation d'une introduction (potentielle) en Bourse de Belfius</li> <li>Gestion des risques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Stabilité financière sur le long terme</li> <li>Transparence fiscale</li> </ul>
<b>Fédérations sectorielles, organisations patronales et syndicats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Par le biais d'une affiliation et d'une représentation à la direction des fédérations financières et économiques (Febelfin, Assuralia, UPC, ABL, ABB, BEAMA), des organisations patronales (Unizo, Voka, FEB), des plateformes de collaboration pour l'innovation, la technologie (B-Hive) et le développement durable (The Shift).</li> <li>Via les organes sociaux et les sous-commissions y afférentes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partage des connaissances avec les fédérations sectorielles</li> <li>Concrétisation de la responsabilité sociétale</li> <li>Nouvelle organisation de travail pour une culture d'entreprise plus actuelle et plus ouverte</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dialogue social et relations avec les parties prenantes</li> <li>Conditions de travail et protection sociale</li> <li>Respect des droits de l'homme sur le lieu de travail et dans les relations d'affaires</li> <li>Bien-être des collaborateurs, santé &amp; sécurité au travail</li> <li>Numérisation et innovation des produits et services</li> <li>Participation au débat public sur les opérations bancaires responsables</li> </ul>
<b>Autorités et régulateurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En participant à des initiatives de concertation ministérielles au niveau fédéral et régional</li> <li>En assurant un suivi systématique des initiatives réglementaires ayant un impact sur le secteur financier et en répondant aux consultations publiques</li> <li>En respectant à la lettre nos obligations de rapport et de communication</li> <li>En organisant une concertation périodique avec les organismes régulateurs, et en particulier la BNB et la FSMA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Respect de la réglementation et des obligations légales</li> <li>Rapport financier adéquat</li> <li>Critères d'exclusion dans le cadre de l'octroi d'un crédit</li> <li>Politique d'achats responsable et écologique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Éthique, compliance et intégrité (Intégrité des opérations bancaires)</li> <li>Lutte contre la corruption, les pots-de-vin et la fraude</li> <li>Stabilité financière sur le long terme</li> <li>Gestion globale des risques, y compris des risques environnementaux et sociaux</li> <li>Transparence fiscale</li> <li>Politique d'achats responsable et écologique</li> </ul>
<b>Agences de notation, analystes, presse (financière), agences de notation de la durabilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En organisant des conférences de presse sur les résultats de la banque (qui généreront des appels des investisseurs)</li> <li>Par le biais d'une séance journalière de questions-réponses dirigée par le porte-parole de la Banque</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Transparence sur la gestion de l'entreprise, communication financière et non financière adéquate</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Stabilité financière sur le long terme</li> <li>Transparence fiscale</li> <li>Politique de rémunération transparente</li> </ul>
<b>Partenaires sociaux, organisations de la société civile, ONG, etc.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En dialoguant avec diverses organisations et ONG et en participant à des enquêtes (Le Scan des Banques, Test Achats) et à des évaluations (Sustainalytics, Vigeo, MSCI)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Communication sur la responsabilité sociétale, les ambitions et l'engagement de Belfius</li> <li>Spéculation alimentaire et politique y afférente interdites</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Limitation de l'impact environnemental direct de l'entreprise</li> <li>Limitation de l'impact indirect sur l'environnement et le climat (impact environnemental et climatique via des produits et services)</li> <li>Réinvestissement de l'épargne dans l'économie réelle et locale</li> <li>Diversité et politique d'égalité des chances</li> <li>Sujets 1, 3, 4, 11, 20, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 28</li> </ul>

## IMPACT DES ACTIVITÉS DE BELFIUS SUR LA SOCIÉTÉ

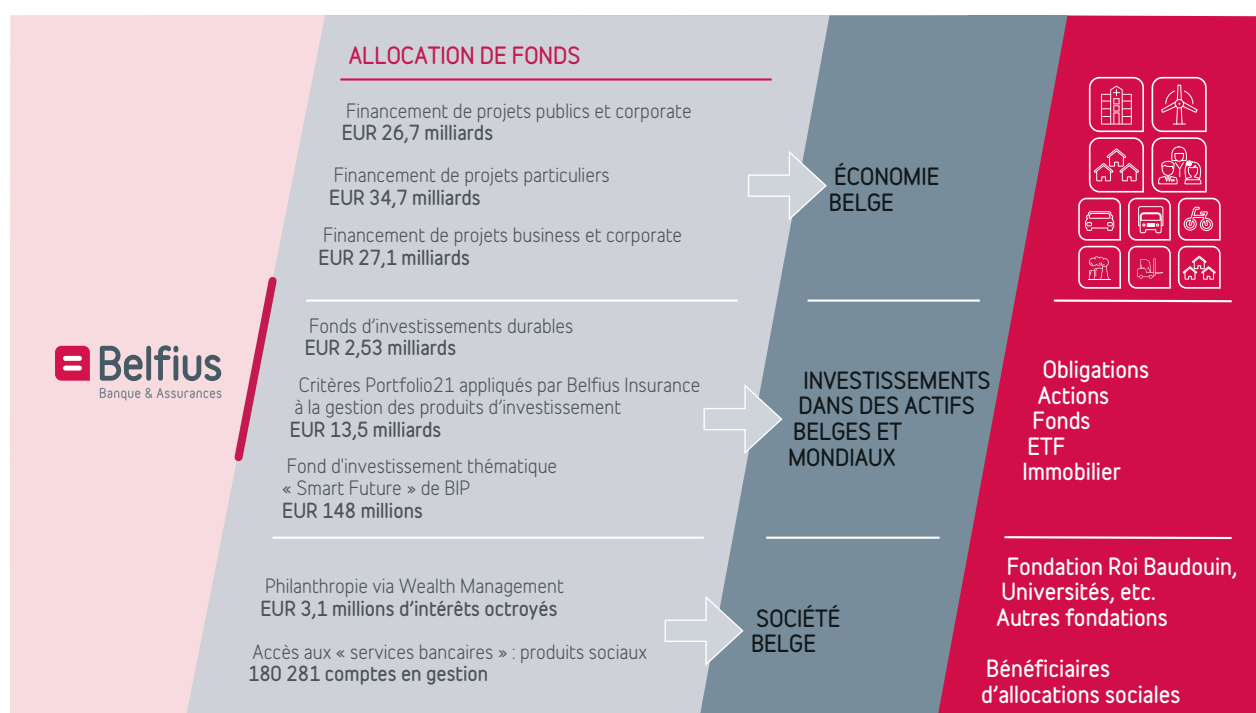
### 1. Impact des activités business sur la société

Indépendamment du soutien qu'il apporte à des projets à finalité sociale, surtout par le biais de partenariats et de la Belfius Foundation, Belfius s'efforce aussi d'avoir un impact positif sur la société via diverses activités business, ou – le cas échéant – tente au moins d'éviter ou limiter les effets potentiellement indésirables de ses produits et services sur l'être humain, l'environnement et la société.

Nos stakeholders, chacun sur la base de son point de vue et de ses préoccupations, formulent de plus en plus souvent des demandes et des attentes spécifiques concernant le caractère durable de nos produits et services.

Dans ce contexte qui évolue rapidement, Belfius entend assumer sa responsabilité et essayer de répondre aux attentes de plus en plus élevées des clients, partenaires, actionnaires et autres acteurs de la société, sur la base de sa propre stratégie et de sa position spécifique sur le marché belge.

### Façon dont Belfius s'efforce d'avoir un impact positif sur la société belge par le biais de ses activités business distinctes



## 2. Impact social via « Smart Belgium »

### 2.1. Smart Belgium en guise d'écosystème

Belfius a poursuivi son déploiement dans le segment du secteur public et des grandes entreprises par le biais de « Smart Belgium » qui officie en tant que cadre stratégique pour ces segments de clients.

#### 2.1.1. Du financement classique à Smart Belgium

Partenaire et principal financier de longue date des pouvoirs locaux, Belfius connaît leurs attentes, besoins et défis. Les enjeux n'ont jamais été aussi nombreux ni complexes, que ce soit au niveau social (vieillesse, environnement et mobilité), numérique (intelligence artificielle, Internet des objets, block Chain) ou encore au niveau technologique (nouvelles méthodes de traitement des déchets et de production d'énergie, solutions e-care).

Compte tenu de son rôle historique, Belfius s'inscrit en partenaire idéal et même logique pour aider les pouvoirs publics à relever ces défis via le concept intitulé « Smart Belgium ».

#### 2.1.2. Échanges

Par le biais de Smart Belgium, Belfius propose un forum où convergent la demande et l'offre, les idées intelligentes de pouvoirs locaux, du secteur social, de dirigeants de petites et grandes entreprises. À partir d'un écosystème - vaste réseau d'organismes et de sociétés - Belfius réunit efficacement les entreprises, les autorités et les institutions de soins afin d'apporter des idées et solutions aux défis de notre société. Belfius va au-delà des solutions financières et met l'accent sur huit domaines : environnement, énergie, enseignement, mobilité, santé & prévention, services Smart City, économie circulaire et développement urbain.

### 2.2. L'engagement de Belfius

Belfius adopte, pour chacun de ces huit domaines, une approche toujours identique. Il s'engage en effet à jouer un rôle actif au sein de cet écosystème d'acteurs, et ce, de quatre façons :

- Rassembler les parties prenantes
- Développer et/ou proposer des solutions innovantes, mais aussi offrir des services de conseil
- Financer des projets (au moyen de solutions de financement innovantes, entre autres)
- Communiquer et partager ses connaissances<sup>(1)</sup>.

#### 2.2.1. Belfius s'engage à mobiliser tous les acteurs « smart » (citoyens, corps académique, entreprises, smart managers, experts) en développant des partenariats avec, entre autres :

- Vlerick business school : cet institut fournit des références scientifiques pour l'approche de l'écosystème et identifie les acteurs sociaux susceptibles d'apporter leur contribution au système et d'en tirer parti.
- Smart City Institute : institut universitaire au sein de HEC Liège, dédié à l'examen des villes durables et intelligentes, sous un angle essentiellement de management. Il est le fruit d'un partenariat entre l'université HEC Liège, quatre partenaires privés (dont Belfius) et la Région wallonne.
- Smart Cities Chair 2.0 - VUB-SMIT : chaire installée par la Vrije Universiteit Brussel (VUB) et imec-SMIT (Studies in Media Innovation and Technology) dont l'ambition est de renforcer l'échange des connaissances entre experts, parties prenantes publiques et privées (managers Smart City, entreprises...) aux fins de favoriser l'implication des citoyens et de garantir le respect du caractère confidentiel des données traitées. La chaire examine également des cas de figure passionnants ayant un impact social et économique concret sur la société.

Smart Belgium se concentre sur huit défis sociétaux :



(1) Plusieurs projets sont entre autres présentés sur le site web Smart Belgium (<http://Belfius.be/smartbelgium-fr>) ainsi que sur le compte Twitter @Smart\_Belgium.

- Vlaanderen Circulair : en juin 2017 déjà, Belfius a adhéré au « Green Deal Circulair Aankopen », une initiative du Gouvernement flamand appelant à la collaboration pour accélérer la création d'achats circulaires en Flandre et contribuer de la sorte à la mise en place d'une économie circulaire. L'augmentation de la demande en produits, services et bâtiments circulaires encourage le marché à commercialiser davantage de solutions circulaires.

### 2.2.2. Belfius propose des solutions innovantes et offre des services de conseil

En 2017, Belfius fonde sa propre filiale, *Smart Belgium Services*, en partenariat avec Strategy& (entité de PwC) dans le but d'accompagner les pouvoirs locaux et entreprises dans l'écosystème Smart Belgium et de faciliter la cocréation de solutions innovantes et durables.

La première mission de Smart Belgium Services est de donner un avis stratégique aux villes et communes, fournisseurs télécoms, fournisseurs d'énergie, etc. en vue de définir une stratégie Smart et d'élaborer un plan d'action concret. Ce plan comporte quatre étapes :

- Smart City Scan : mobiliser des acteurs locaux et dresser un aperçu clair de la situation actuelle et du niveau d'ambition du client ;
- définition d'une stratégie Smart : définir la vision et les axes prioritaires, développer des « cas d'usage », mettre sur pied des projets pilotes afin de déterminer si les services proposés sont réalisables, élaborer des modèles commerciaux viables et tracer un plan directeur ;
- réalisation de projets sur mesure : créer des prototypes pour tester des solutions à petite échelle ;
- mise en œuvre de la stratégie par le biais de projets.

La seconde mission consiste en un accompagnement des pouvoirs locaux dans le cadre de la définition de leur stratégie à l'aube d'une nouvelle mandature où les thèmes « SMART » seront omniprésents.

Créé en 2016, le Studio, filiale à part entière et laboratoire digital de Belfius, développe et exporte le savoir-faire digital de Belfius. Les applications technologiques sont commercialisées sous un nom d'entreprise propre :

- BrightKnight : une application de « Robotic Proces Automation » automatisant certaines tâches administratives répétitives ;
- Buck-E : une solution développée pour les communes souhaitant récompenser les enfants utilisant leur vélo pour se rendre à l'école, et ce grâce aux possibilités offertes par Block chain.

En 2018, Belfius a poursuivi sa collaboration avec la start-up et scale-up accelerator The Birdhouse. Belfius détient une participation minoritaire dans l'entreprise qui se trouve derrière l'accelerator, soutient, sur le plan financier, le fonctionnement journalier de l'accelerator, offre des prêts avantageux aux start-up sélectionnées et met également un capital d'investissement à disposition pour un total de EUR 10 millions. Dans ce cadre, un premier investissement de capital a été effectué dans Hoplr, réseau social des voisins.

The Birdhouse a annoncé son premier programme pour start-up durant l'été 2016 et a accompagné jusqu'à présent 67 projets, sélectionnés parmi plus de 1 250 candidatures composées à 90 % de start-up belges.

En Wallonie, Belfius investit dans le fonds W.IN.G (Wallonia Innovation and Growth) qui lui-même investit dans des start-up wallonnes innovantes et numériques. Depuis sa création il y a deux ans, le fonds W.IN.G a investi dans une cinquantaine de start-up très prometteuses (ex : Koalect, une plateforme de crowd funding destinée aux projets sociaux, environnementaux ou culturels).

### 2.2.3. Belfius finance des projets novateurs dans le domaine de l'économie d'énergie par le biais de techniques et programmes spécifiques

Le Belfius Energy Efficiency Package (en abrégé BEEP) est un bel exemple de ce que Belfius souhaite représenter pour la société au travers de Smart Belgium. Avec le BEEP, Belfius encourage les entreprises, les organismes publics et les organisations du secteur non marchand à continuer à investir dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Le bancassureur destine cette offre aux sociétés de services énergétiques (ESCO) qui réalisent des projets énergétiques clé sur porte auprès de tiers (entreprises et pouvoirs publics) ne disposant pas des moyens ni de l'expertise pour mener à bien de tels projets.

Belfius est la seule banque belge à collaborer de manière exclusive avec la Banque européenne d'investissement (BEI) dans le cadre du programme européen PF4EE (Private Finance for Energy Efficiency). Elle a d'ailleurs conçu avec la BEI un pack unique pour les entreprises et organisations disposées à investir dans l'efficacité énergétique (diminution du besoin en énergie, adoption de sources d'énergie alternatives ou production personnelle d'énergie) :

- Financement à des conditions favorables
- Souplesse dans l'octroi de crédits grâce à la garantie de portefeuille de la BEI
- Remboursement partiel du coût d'un audit énergétique préalable.

Face au défi climatique, investir davantage dans des bâtiments moins énergivores et plus intelligents est une priorité de Belfius. Depuis l'audit énergétique jusqu'à la réception du bâtiment, notre client pourra se faire assister de A à Z et ce, sans tracasseries administratives et avec un seul point de contact central. Avec Smart Building & Renovation Solution, notre client bénéficie ainsi d'une formule all-in unique, basée sur plusieurs années d'expérience acquise par nos propres spécialistes en immobilier et sur l'expertise de partenaires spécialisés et innovants. Un Project Management intégré, durable et complet, financement inclus.

Smart Cities, Climate Action & Circular Economy : après un premier accord de collaboration en 2014 (Smart Cities & Sustainable Development) qui a permis de dégager EUR 400 millions (dont EUR 200 millions octroyés par Belfius) en crédits avantageux pour 62 projets ciblant l'efficacité énergétique locale, le développement



urbain et la mobilité, Belfius et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont renouvelé et élargi leur accord de collaboration avec le programme Smart Cities, Climate Action & Circular Economy. Grâce à cela, EUR 400 millions pour des projets novateurs et durables provenant des pouvoirs locaux ont pu être financés. Nous avons d'ailleurs pu élargir les bénéficiaires et l'objet de leurs investissements.

Le succès de cette démarche nous a conduits en août 2018 à la conclusion d'une nouvelle ligne de EUR 400 millions. Depuis 2014, ce sont donc près de 120 projets pour plus de EUR 1 milliard au bénéfice de plus de 2 000 000 de Belges.

Au moment de leur analyse et évaluation, une attention toute particulière est portée à la valeur ajoutée de ces projets pour l'économie circulaire et la protection du climat.

#### Nombre total et montant total des projets financés dans le cadre des programmes Smart Cities & Sustainable Development (Smart 1.0) et Smart Cities, Climate Action & Circular Economy (Smart 2.0) de la BEI

	Total au 31/12/16 Smart 1.0	Total au 31/12/17 Smart 2.0	Total au 31/12/18 Smart 3.0
Montant total des projets en EUR	481 450 589 <sup>(1)</sup>	518 166 920 <sup>(2)</sup>	357 737 906 <sup>(3)</sup>
Nombre de projets	62	76	54

(1) Dont une ligne de la BEI d'un montant de EUR 200 943 052.

(2) Dont une ligne de la BEI d'un montant de EUR 250 190 948 (avec déjà une partie de ligne de crédit Smart 3.0).

(3) Belfius a davantage utilisé le funding de la BEI, par fois au-delà des 50 % habituels, ce qui a induit moins de projets pour la même enveloppe que les autres années. Les projets étaient moins nombreux mais de meilleure qualité.

La partie restante des montants des projets a été financée par des crédits à long terme octroyés par Belfius, par des avances sur subsides, par des montants de crédits encore disponibles, par des crédits à court terme et par des crédits de caisse octroyés par Belfius (pour utilisation de fonds propres).

#### 2.2.4. Belfius offre un accès à la recherche et à l'information, et stimule le partage des connaissances

**Smart Belgium Awards :** début septembre 2018, Belfius organisait sa troisième édition des Smart Belgium Awards. Cet événement a réuni plus de 150 participants brigant 5 Awards décernés aux meilleurs projets d'entreprises, de start-up, d'administrations locales, de CPAS, d'intercommunales, d'écoles, de centres de recherche, d'institutions de soins etc. apportant une réponse intelligente aux enjeux de la société.



Le nom des gagnants sera dévoilé lors du Smart Belgium Event qui se déroulera le 24 avril 2019 en présence de tous les nominés et de nombreux professionnels et experts de la sphère académique, du monde entrepreneurial et des administrations locales.

Études par Belfius Research : Belfius a développé une tradition de longue date dans des travaux d'études approfondis. Belfius Research étudie les pouvoirs locaux, analyse le secteur non marchand ainsi que les enjeux socioéconomiques. Belfius partage volontiers ces études<sup>(1)</sup> avec les groupes cibles concernés :

- Études sur les finances locales et sur les défis pour la législature communale ainsi qu'un dossier didactique.
- Analyses thématiques : une série d'analyses thématiques spécifiques quant à leur sujet et proches de l'actualité.
- Études Social Profit : analyses sectorielles pour les hôpitaux.

### 3. Politique de crédit comme moteur socioéconomique

#### 3.1. Réinjection directe dans l'économie et la société belges

En tant que bancassureur 100 % belge, Belfius est la seule institution financière qui réinjecte la quasi-totalité des dépôts de ses clients dans la société et l'économie belges.

Les dépôts collectés de la clientèle s'élèvent à un total de EUR 86 milliards.

- Sur ce total, EUR 26,7 milliards ont été affectés aux financements à long terme accordés au secteur public et social. Le financement du secteur public et social est ancré dans l'ADN de Belfius. Leader sur ce marché, Belfius contribue au financement de nouvelles écoles, d'hôpitaux, de piscines, de pistes cyclables, de centres sportifs et d'autres infrastructures publiques.
- EUR 27,1 milliards ont servi à des crédits à long terme octroyés à des indépendants, PME et grandes entreprises au niveau local. L'épargne et les investissements de nos clients contribuent à faire prospérer les entrepreneurs, à créer de l'emploi et à favoriser le bien-être.
- EUR 32,4 milliards ont été octroyés sous la forme de crédits-logement qui ont permis à des ménages belges de réaliser leurs projets immobiliers.

#### 3.2. Choix de l'énergie renouvelable

En ce qui concerne les investissements dans le secteur de la production d'énergie, Belfius se concentre, au niveau des crédits octroyés, des activités de leasing et du financement de projets, sur les énergies renouvelables, au détriment du charbon et d'autres énergies fossiles. Belfius ne finance pas d'activités liées à la production ou à l'exploitation de pétrole, de charbon ou de gaz. Les entreprises actives dans le secteur des énergies fossiles ne seront financées et soutenues par Belfius que dans leurs projets de transition (verts) et de développement de nouvelles techniques et applications dans le domaine des énergies renouvelables.

(1) Plus d'infos : <http://research.belfius.be/fr/>

L'année dernière, Belfius a réitéré son engagement, notamment en participant au refinancement du parc éolien offshore Nobelwind et au financement des parcs éoliens offshore Northwester 2 et Seamade.

Belfius est ainsi la seule banque belge (et ex-aequo avec une autre banque commerciale européenne) qui participe au financement des 8 parcs éoliens offshore belges !

En résumé, Belfius joue son rôle économique dans le secteur de la production d'énergie de façon nuancée mais surtout orientée vers l'avenir et entend ainsi assumer sa responsabilité dans le processus de transition vers de nouveaux systèmes d'énergie durable et une société sans carbone.

La composition du portefeuille de crédits dans ce secteur reflète cette politique.

Au 31 décembre 2018, le montant total des investissements dans les énergies renouvelables chez Belfius s'élevait à EUR 1,4 milliard. Il s'agit de financements de projets et de crédits via Belfius Banque et sa filiale Belfius Lease en matière de biomasse, d'énergie solaire (installations PV), d'énergie éolienne onshore et offshore et de cogénération. Ces projets génèrent de la valeur ajoutée à deux niveaux : ensemble, ils représentent une production annuelle d'énergie renouvelable suffisante pour couvrir les besoins énergétiques de près de 2,6 millions de ménages belges, tout en évitant l'émission de quelque 3,5 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an.

En 2018, Belfius a cédé son dernier crédit qui soutenait la production d'une énergie non renouvelable, soit deux ans plus tôt que prévu. Le portefeuille de financement dans le domaine de la production d'énergie est désormais composé à 100 % de projets d'énergie renouvelable.

### 3.3. Octroi de crédits de manière responsable

En tant que membre de l'Union professionnelle du crédit (UPC), Belfius a adhéré au code de conduite de celle-ci, et s'engage à examiner de manière responsable les demandes de crédits hypothécaires et de crédits à la consommation, c'est-à-dire à prévenir des problèmes de paiement et le surendettement en appliquant une politique de prévention des risques responsable et en anticipant les retards de paiement.

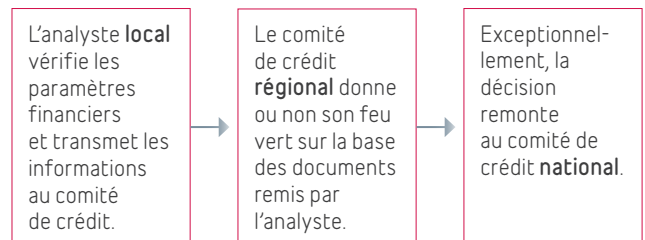
Au besoin, une médiation sera proposée de manière proactive aux clients confrontés à des difficultés de paiement, en vue de trouver une solution acceptable pour les deux parties.

Belfius a également entrepris les démarches nécessaires pour appliquer, dans les délais impartis, la nouvelle loi du 21 décembre 2017 concernant le financement des PME sous toutes ses facettes.

### 3.4. Décision près du client

À l'exception des dossiers concernant le secteur public et social, les décisions de crédit sont prises le plus près possible du client, c'est-à-dire par le chargé de relations, le spécialiste au sein de l'agence locale ou régionale ou, au besoin, le siège central. Les compétences de délégation et critères décisionnels ont été adaptés en ce sens.

Ce mode de fonctionnement permet de cerner parfaitement tous les facteurs pertinents (financiers et autres) et de donner une réponse plus rapide et plus adéquate au demandeur de crédit.



### 3.5. Facteurs financiers et non financiers dans l'analyse

Pour les crédits aux particuliers et aux entreprises, nos analystes et chargés de relations suivent la Directive en matière d'acceptation du crédit (Credit Acceptation Guideline), laquelle impose à Belfius, d'une part, de connaître suffisamment le demandeur de crédit et à l'analyste, d'autre part, de s'assurer au préalable de sa solvabilité et de sa réputation irréprochable, pas seulement au niveau financier, mais aussi dans des domaines à caractère éthique ou à impact social. La décision de signaler un risque éthique ou social dans le chef du demandeur de crédit appartient à l'analyste.

## 4. Investir durablement et de manière responsable

### 4.1. Attentes renforcées des clients

Aujourd'hui, de plus en plus d'investisseurs souhaitent également avoir une idée plus précise de l'usage qui sera fait de leur argent. Pour connaître l'impact de leurs investissements, ces investisseurs privés, corporate et institutionnels s'intéressent de plus en plus aux critères non financiers intervenant dans la composition de leur portefeuille, principalement dans le domaine de l'environnement, des questions sociales (comme les conditions de travail, les droits de l'homme, etc.) et de la bonne gouvernance, soit des critères relevant de l'investissement durable, encore appelés « critères ESG ».

#### Que signifie ESG ?

- **Les critères Environnementaux** indiquent dans quelle mesure une entreprise se préoccupe de l'écologie (consommation d'énergie, bien-être animal...).
- **Les critères Sociaux** mesurent les rapports que l'entreprise entretient avec ses collaborateurs, fournisseurs et clients, et avec la société (conditions de travail, travail des enfants...).
- **Les critères de Gouvernance** mesurent la politique d'une entreprise (transparence de la comptabilité, conflits d'intérêts...).

En d'autres termes, ils souhaitent que leurs investissements soient davantage conformes à leurs convictions personnelles en matière de développement durable, à leurs valeurs d'entreprise ou à leur vision de la société. De plus, ils comptent sur Belfius pour les informer et les conseiller à ce propos et leur offrir les garanties qu'ils sont en droit d'attendre quant à la destination de leur épargne, de leurs investissements ou de leurs liquidités.

## 4.2. Investir durablement chez Belfius

Belfius souhaite pouvoir répondre aux attentes des clients en matière d'investissement durable et continue à ce titre à renforcer sa politique à ce sujet.

Belfius offre aux investisseurs une gamme complète, transparente et segmentée d'investissements durables, qui ne cesse de s'élargir et de s'approfondir<sup>(1)</sup>:

- Le client Belfius qui investit dans un compte d'épargne, un compte à terme ou un bon de caisse sait que son argent est en majeure partie redirigé vers les collectivités locales sous la forme de prêts aux communes, aux écoles, aux maisons de repos, aux hôpitaux et aux centres culturels.
- Gestion des fonds par Belfius IP et Candriam  
Depuis 2016, Belfius dispose de sa propre filiale de gestion et d'administration de fonds d'investissement, Belfius IP (« Belfius Investment Partners SA »). En 2016, Belfius IP a lancé sa propre gamme de fonds pour continuer à compléter l'offre d'investissements à l'intention des clients Belfius, dans le respect de l'ADN et des thèmes stratégiques de Belfius.

Belfius IP a donc un double rôle :

- la gestion complète de ses propres fonds ;
- la gestion administrative et financière, en tant que société de gestion, d'une série de fonds dont la gestion est déléguée à Candriam.

Le 31/12/2018, Belfius IP gère un montant total de EUR 17,6 milliards pour le compte des clients Belfius et est ainsi le principal gestionnaire de fonds d'investissement pour Belfius.

Candriam est, depuis plusieurs années, le partenaire externe privilégié de Belfius pour la gestion des fonds d'investissement. Candriam a lancé ses premiers « fonds d'Investissements Sociétalement Responsables (ISR) » en 1996, faisant ainsi œuvre de pionnier dans le domaine des fonds d'investissement durable.

Candriam a été un des premiers signataires des Principes de l'Investissement Responsable (PRI) édictés par l'ONU.

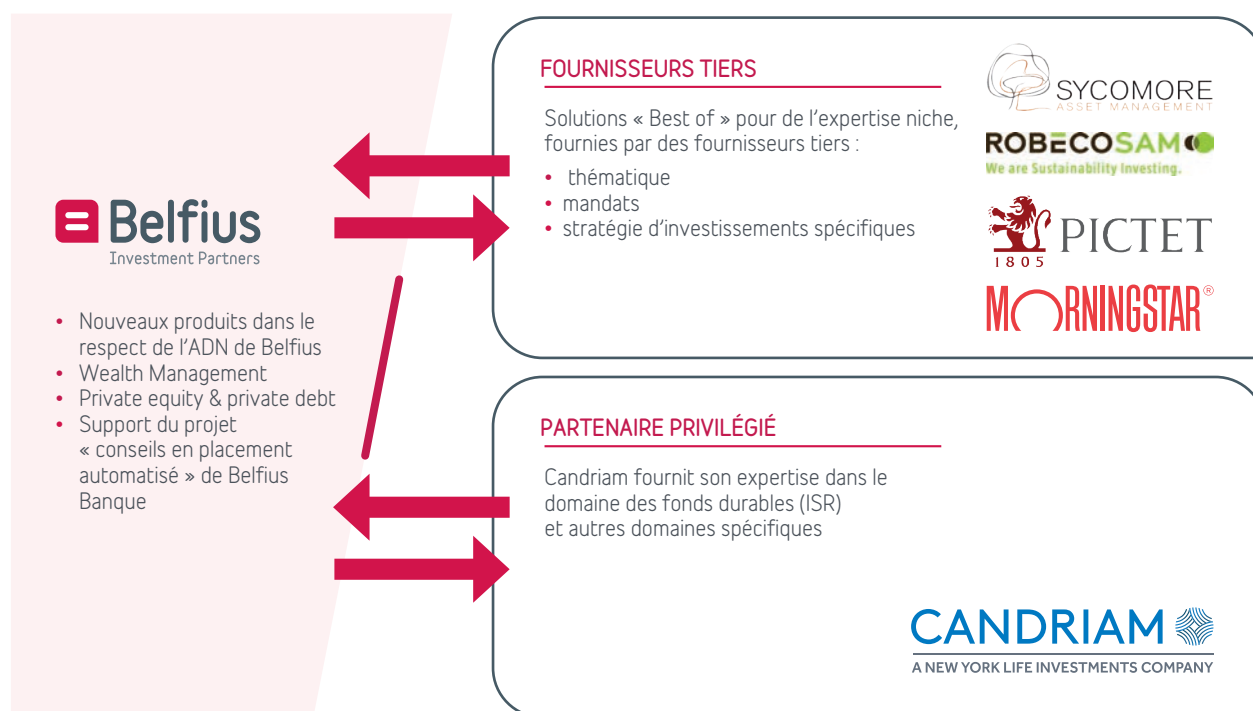
*Signatory of:*



Aux côtés des principaux investisseurs mondiaux, Candriam s'attache à appliquer ces principes, véritables règles de bonne conduite pour l'investissement responsable.

Candriam a continué à renforcer au fil de l'eau son équipe ISR avec l'intention d'exercer un dialogue plus poussé avec les entreprises à propos des questions ESG.

(1) Un aperçu complet de la gamme d'investissements durables de Belfius est disponible sur notre site Internet : <http://belfius.be/Gamme-Investir-Durablement>



### 4.3. Différentes méthodes de gestion durable

En fonction du type d'investissement, divers niveaux de screening sont appliqués ainsi que des stratégies spécifiques d'investissement durable, parfois en collaboration avec des partenaires externes.

L'approche de Belfius, de ses filiales (Belfius Insurance et Belfius IP) et du partenaire externe Candriam en matière d'investissements durables va d'un screening de base en vue d'appliquer les exclusions légales jusqu'à une approche « Best-in-class » et des fonds thématiques. Seules les actions ou obligations d'entreprises ou de pays qui obtiennent de bons résultats sur les aspects environnementaux, les questions sociales ou la bonne gouvernance, ou idéalement sur une combinaison des trois, peuvent figurer dans le portefeuille.

1. Screening de base : critères légaux d'exclusion
2. Stratégies d'investissement durable :
  - Screening approfondi :
    - exclusion de certains secteurs en raison des orientations stratégiques propres à Belfius
    - exclusion de certains secteurs, d'activités controversées et exclusion normative par Candriam
    - exclusion de certaines entreprises et certains pays sur la base de Portfolio21
  - Fonds d'investissement « Best-in-class »
  - Fonds d'investissement thématiques

#### 4.3.1. Screening de base : application de critères légaux d'exclusion

Les investissements dans des entreprises actives dans la fabrication, l'utilisation ou la possession d'armes controversées sont interdits par la loi belge de 2007 (la « Loi Mahoux »). Les entreprises exerçant de telles activités sont exclues de tous les produits d'investissement. Des précisions sont données quant à l'application de cette loi au sein de Belfius dans la Politique de Belfius en matière d'armement<sup>(1)</sup>.

#### 4.3.2. Stratégies d'investissement durable

Belfius va plus loin que les exigences de la loi et applique, pour la gestion de ses fonds d'investissement et assurances placements, différentes stratégies avec des degrés divers de critères d'exclusion extralégaux.

Trois filtres de sélection, de plus en plus fins, sont appliqués dans le domaine de l'investissement durable :

##### 4.3.2.1. Screening approfondi

Belfius a un certain nombre de politiques qui lui sont propres et qui vont au-delà des restrictions légales :

- Secteur de l'armement : Belfius applique les restrictions légales contenues dans une politique à l'échelle du groupe Belfius mais utilise des catégories de moyens beaucoup plus largement définies pour évaluer leur application militaire tant pour le financement que pour les investissements.
- Politique des matières premières agricoles<sup>(2)</sup> : Belfius ne souhaite promouvoir aucun investissement qui implique une spéculation sur les prix des denrées alimentaires.

Candriam, le partenaire externe privilégié de Belfius en matière de gestion de fonds d'investissement, opère, lors de la composition d'une série de fonds d'investissement de l'offre Belfius, une sélection des actifs sur la base d'une liste d'exclusions extralégales relative à certains secteurs et activités controversés<sup>(3)</sup> qui sont de facto exclus des portefeuilles. En outre, certains pays ayant un régime répressif sont également exclus des portefeuilles.

Candriam a par ailleurs annoncé, en septembre 2018, vouloir étendre à l'ensemble de ses investissements, le champ d'exclusion des activités controversées au charbon thermique, au tabac et aux armes chimiques, biologiques et contenant du phosphore blanc, avec application effective au 31 décembre 2018. Cela signifie que tous les fonds d'investissement Candriam détenus par les clients de Belfius sont soumis à des critères supplémentaires.

##### Critères d'exclusion par Portfolio21

Belfius Insurance investit ses réserves selon les principes de Portfolio21, le projet de gestion durable que Belfius Insurance a mis en place avec Candriam et l'agence indépendante Vigeo Eiris. Il s'agit d'une stratégie globale d'investissement, assortie de critères d'exclusion rigoureux, qui veut contribuer au développement durable en ajoutant en toute transparence des critères non financiers au processus de gestion des portefeuilles d'investissement. Ces critères se basent sur le respect de normes et standards (internationaux) spécifiques tels que, en particulier :

- l'OIT (Organisation Internationale du Travail) : Droits de l'homme sur le lieu de travail
- le Fonds de pension norvégien (Government Pension Fund of Norway) : Environnement et changement climatique.

Vous trouverez plus d'informations sur Portfolio21 ci-dessous dans la section « Portfolio21, le label de développement durable de Belfius Insurance ».

##### 4.3.2.2. Fonds d'investissement « Best-in-class »

L'offre Belfius, gérée selon le principe « Best-in-class », comprend :

- Belfius Select Portfolio Sustainable, un contrat de gestion discrétionnaire de patrimoine qui investit exclusivement dans des entreprises et des organismes publics qui obtiennent de bons résultats, non seulement sur le plan des perspectives financières, mais aussi dans le domaine de l'entrepreneuriat durable. Le choix des actifs se fait sur la base des critères ESG.
- 11 fonds « Candriam Sustainable » et 3 fonds « Candriam SRI », émis et gérés par Candriam.
- L'assurance placements Branche 23 « KITE Bold / KITE Mix » avec, entre autres, deux fonds mixtes durables sous-jacents gérés par Candriam. Les investissements portent sur des trackers durables et des fonds durables suivant les convictions du gestionnaire.

(1) Belfius et le secteur de l'armement : <http://belfius.be/Politique-Des-Armes>

(2) Politique des matières premières agricoles : <http://belfius.be/Matieres-Premieres-Agricoles>

(3) Politique d'activités controversées de Candriam : <http://belfius.be/Candriam-Controversial-Activities>



Candriam dispose d'une vaste gamme de fonds « Sustainable » ou « fonds SRI » (Sustainable & Responsible Investing) pour lesquels il utilise la méthode « Best-in-class » pour sélectionner les actifs sous-jacents de ces fonds :

- Candriam investit uniquement dans les entreprises et les pays présentant le meilleur score ESG, c'est-à-dire les plus performants en matière de développement durable dans leur secteur ou leur région.
- Seules les entreprises qui adhèrent aux principes du United Nations Global Compact (UNGC) ou Pacte Mondial des Nations Unies sont reprises dans le portefeuille. Ces principes se fondent sur quatre piliers : les droits de l'homme, le droit du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption. Les entreprises qui violent ces principes sont exclues. Les entreprises qui sont actives dans des activités ou des secteurs controversés sont également exclues.
- Cette approche est combinée à un dialogue actif avec les entreprises, leurs collaborateurs, clients, fournisseurs et investisseurs, de manière à veiller à ce que les critères ESG soient correctement respectés.

#### 4.3.2.3. Fonds d'investissement thématiques

Belfius Investment Partners a, dans sa gamme de fonds ESG, un fonds thématique qui a pour objectif d'investir essentiellement dans des droits de participation à d'autres fonds d'investissement qui sont sélectionnés sur la base de leur politique d'investissement, dès lors que celle-ci se focalise sur une problématique sociétale ou écologique déterminée.

Le fonds Belfius Multi Manager Smart Future est un compartiment du fonds Belfius Multi Manager. Les sous-jacents sont des fonds thématiques qui investissent eux-mêmes exclusivement dans des entreprises apportant des solutions aux enjeux présents et à venir sur le plan sociétal et écologique.

Le fonds investit donc indirectement dans des entreprises qui sont liées aux thèmes ESG et qui ont de surcroît un business modèle compétitif.

L'accent est mis ici sur les 5 thèmes suivants :

- rareté de l'eau et gestion forestière durable
- énergies durables et technologies propres
- approvisionnement et qualité alimentaire
- sécurité et protection des données et des personnes
- bien-être humain.

Belfius IP sélectionne les fonds thématiques sous-jacents en collaboration avec les partenaires tiers RobecoSAM et Pictet and Sycomore (human capital) pour garantir le caractère durable de ces fonds, ainsi qu'à l'aide du Morningstar Sustainability Rating.

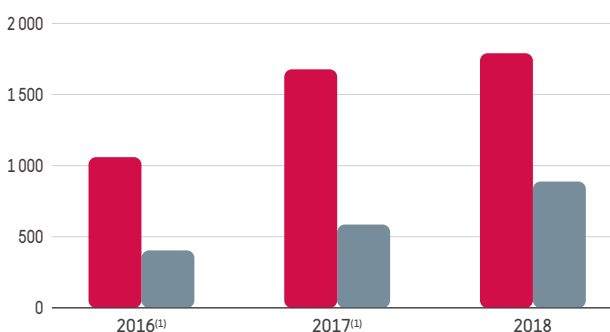
## 4.4. Évolution des fonds gérés durablement

La croissance du volume des investissements durables a été stable par rapport à 2017, après la hausse du volume entre 2016 et 2017 qui résultait d'une campagne spécifique visant à développer le segment des investissements durables chez Belfius. La partie gérée via la stratégie d'investissement Best-in-class a affiché une croissance continue (hausse de 26 % comparé à 2017).

Tant le total des actifs des fonds soumis à un screening de niveau 2.a. (élargi) que les actifs des fonds soumis à un screening de niveau 2.b. et 2.c. (Best-in-class + thématiques) ont enregistré un accroissement au cours des trois dernières années.

### Stratégies d'investissement durable utilisées dans la gestion de fonds chez Belfius - 2016-2018

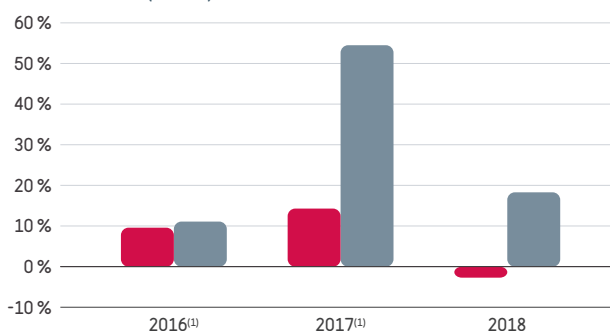
(en millions d'EUR)



Stratégie 2.a. « Exclusions élargies » : Armes/Activités dans des régimes oppressifs/normatif ou uniquement normatif  
Stratégie 2.b. « Best-in-class » 50 % (Candriam) + 2.c. « Fonds durable thématique (Belfius) »

Le volume total des fonds gérés a légèrement reculé en 2018, principalement à la suite de la chute boursière soudaine de décembre 2018. En dépit de cette baisse, le volume total des fonds gérés durablement a progressé de 18,3 % en 2018.

### Croissance annuelle du volume total de fonds durables versus volume total des fonds en gestion chez Belfius - 2016-2018 (en %)



Évolution en volume total de fonds  
Évolution en volume total de fonds durables

(1) Chiffres revus.

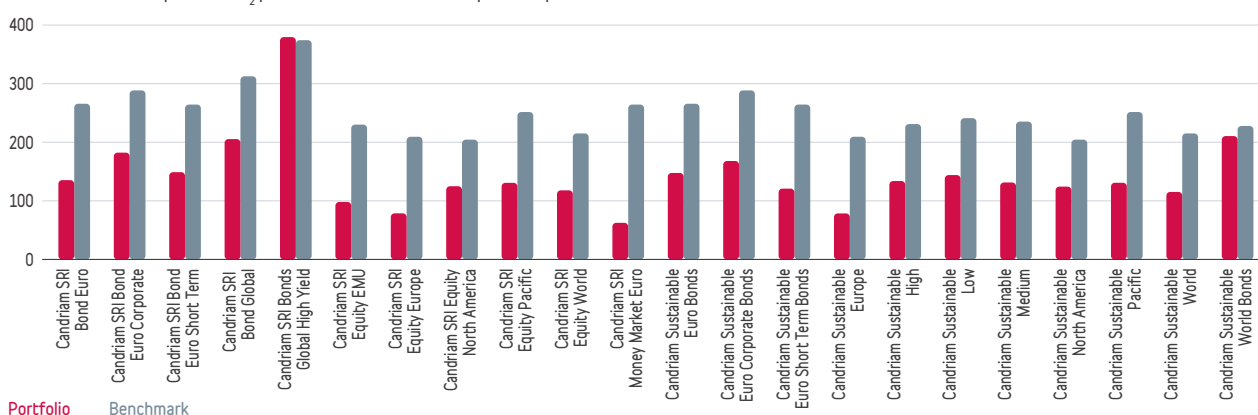
## 4.5. Empreinte carbone

Depuis la COP21, la conférence de Paris sur le climat de 2015, l'empreinte CO<sub>2</sub> ou empreinte carbone fait l'objet d'une grande attention dans la gestion des portefeuilles d'investissement. Candriam calcule et publie l'empreinte carbone de ses fonds ISR depuis le Montreal Carbon Pledge<sup>(1)</sup>.

L'empreinte carbone totale des fonds Best-in-class dans l'offre de Belfius a baissé fortement (-47 %) alors que le volume total des fonds Best-in-class a augmenté de 26 % durant la même période.

### Empreinte carbone pondérée des fonds Candriam « Best-in-class » commercialisés par Belfius en 2018<sup>(2)</sup>

Mesurée en tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par unité de revenus des entreprises du portefeuille



### Empreinte carbone absolue<sup>(2)</sup>

	2016	2017	2018
Empreinte carbone absolue des fonds Best-in-class (ISR) commercialisés par Belfius (t CO <sub>2</sub> e)	32 500	38 669	20 614

### Empreinte carbone moyenne pondérée<sup>(2)</sup>

	2016		2017		2018	
	Portfolio	Benchmark	Portfolio	Benchmark	Portfolio	Benchmark
Empreinte carbone du portefeuille Belfius dans les fonds Candriam Best-in-class (ISR) (t CO <sub>2</sub> e /revenus en millions d'EUR des entreprises figurant dans les fonds)	138,8	236,6	117,1	254,6	118,2	229,1

Source : site internet de Candriam aux pages suivantes :

<https://www.candriam.be/en/professional/market-insights/assets-class/sri/montreal-carbon-pledge-candriam-discloses-its-carbon-footprint2/>  
<https://www.candriam.com/en/professional/market-insights/assets-class/sri/montreal-carbon-pledge-candriam-discloses-its-carbon-footprint/>  
<https://www.candriam.com/en/professional/market-insights/highlighted/montreal-carbon-pledge-carbon-footprint-disclosure-by-candriam/>

## 5. Portfolio21 : le label développement durable de Belfius Insurance

### 5.1. Gestion durable des investissements via Portfolio 21

Portfolio21<sup>(3)</sup> est le projet durable que Belfius Insurance a mis sur pied en matière de gestion d'investissements en collaboration avec Candriam et le bureau indépendant de screening Vigeo Eiris<sup>(4)</sup>. Le projet est le résultat de recherches qui ont permis à Belfius Insurance, Candriam et Vigeo Eiris de conjuguer leur savoir-faire et leurs connaissances spécifiques en matière de gestion durable des investissements. Portfolio21 se propose de promouvoir le développement durable en appliquant de manière transparente des critères également non financiers – comme le respect des droits de l'homme, les conditions de travail et de l'environnement – dans la gestion de son propre portefeuille d'investissement. Le principe de base consiste

à respecter des normes et standards (internationaux) spécifiques tels que :

→ les conventions de l'OIT (Organisation internationale du Travail) qui sont également reprises dans le Global Compact ou Pacte mondial des Nations unies. Un dialogue est noué avec les émetteurs (entreprises ou pays) d'actions ou d'obligations qui sont accusés de ne pas respecter les droits de l'homme sur le lieu de travail, tels qu'ils sont fixés dans les normes de l'OIT, ceci afin d'obtenir des explications et d'améliorer la façon dont ces

(1) Pour plus d'information sur le Montreal Carbon Pledge :

<http://belfius.be/Montreal-Carbon-Pledge>

(2) Toutes les données sont basées sur des calculs effectués par Trucost, à la demande de Candriam.

(3) Voir aussi : <https://www.belfius.be/portfolio21>

(4) Voir aussi : <http://belfius.be/Vigeo>

émetteurs traitent les droits fondamentaux du travailleur. Du résultat de ce dialogue dépend l'admission (le maintien) de l'action ou de l'obligation en question dans le portefeuille ou son rejet ;

- les normes du Fonds de pension norvégien : Portfolio21 n'investit pas dans des entreprises qui provoquent de graves dégâts sur l'environnement en enfreignant les normes environnementales. Il suit pour ce faire les recommandations du Conseil éthique du Fonds de pension norvégien, lequel se base à son tour sur une série de conventions internationales relatives à l'environnement et sur le Pacte mondial des Nations unies.

En 2018, Belfius Insurance a renforcé sa politique Portfolio21 en imposant les mêmes critères aux fonds d'investissement dans lesquels des participations sont prises. Des critères supplémentaires ont été ajoutés en ce qui concerne l'armement. Toutes les entités de Belfius Insurance ont été invitées à souscrire aux critères Portfolio21.

## 5.2. Méthode de travail

Belfius Insurance gère son portefeuille d'investissement en collaboration avec Candriam Asset Management, qui prend en charge le volet conseils en investissements.

- Candriam charge Vigeo Eiris de vérifier si chaque nouvel investissement respecte les critères de Portfolio21.
- Chaque valeur d'actif de l'univers d'investissement reçoit un statut « Accepted », « Watchlist » ou « Not accepted », selon que l'entreprise ou le pays remplit ou non les critères de Portfolio21.
- Grâce à Portfolio21, les entreprises dont la conduite n'est pas conforme aux normes internationales sont aussi encouragées à évoluer dans la bonne direction. Chaque année, Vigeo Eiris noue ainsi un dialogue, au nom de Belfius Insurance, avec 15 à 20 entreprises de l'univers d'investissement. Un Comité technique indépendant décide ensuite du statut de ces entreprises, en fonction du résultat du dialogue.

Un auditeur externe vérifie chaque année si le portefeuille de Belfius Insurance remplit les conditions de Portfolio21 et délivre annuellement un certificat.

## 5.3. Impact sur les clients

Le portefeuille d'investissement de Belfius Insurance se compose en grande partie de la réserve que l'assureur conserve afin de pouvoir répondre à ses obligations contractuelles en matière de versement de capitaux, rentes et indemnités à ses clients. Cette réserve se compose d'une partie des primes d'assurance que le client a payées, tant dans le segment « assurances vie » que dans le segment « assurances non-vie ».

Le portefeuille global comprend plusieurs sous-portefeuilles basés sur des groupes de produits. D'un côté, il comporte toutes les assurances contre les sinistres (auto, incendie, accidents, responsabilité, risques divers) et de l'autre, les assurances pension et vie (parmi lesquelles figurent également les assurances placements à l'exception de la Branche 23). Les critères éthiques et durables de Portfolio21 s'appliquent à la politique d'investissement de tout le portefeuille et, par conséquent, à tous les segments de clientèle.

## 5.4. Portefeuille à forte coloration belge

Au 31/12/2018, le portefeuille d'investissement de Belfius Insurance (hors bâtiments, hypothèques et cash) s'élevait à quelque EUR 13,5 milliards. La majeure partie de cette somme (EUR 8,2 milliards, soit 60,93 %) est investie dans des obligations d'État. La partie cotée en Bourse (actions et immobilier) représente EUR 1 milliard, soit 7,84 % du portefeuille.

Le portefeuille d'investissement a une forte coloration belge : sur le total des obligations d'État, EUR 5,9 milliards, soit 72,68 %, sont investis dans des obligations de l'État belge. De même, le portefeuille d'actions présente une orientation majoritairement belge avec EUR 611,7 millions investis dans des actions d'entreprises belges, soit 57,93 % du total.

## 5.5. Solutions d'assurance spécifiques pour seniors

Lorsque Belfius Insurance a affiné sa gamme de produits, il a été tout spécialement tenu compte des tendances qui ont un impact important sur la société, comme le thème des pensions et la problématique du vieillissement, tant dans le segment des « assurances vie » que dans le segment des « assurances non-vie » :

- Belfius Invest Target Income offre un complément à la pension légale, combiné à une assurance dépendance spécifique et à une solution en matière de succession. Un Belfius Lifeplanner développé en 2018 y sera ajouté en 2019. Le Belfius Lifeplanner attire l'attention des clients sur les années de vie supplémentaires qui résulteront de l'augmentation de l'espérance de vie. Il leur propose d'élaborer un plan de vie pour se préparer à tous les événements importants et l'occasion de réaliser leurs rêves. Simultanément, des solutions adéquates et personnelles sont simulées pour chaque grand moment de la vie.
- Belfius Home & Family offre une couverture supplémentaire pour les petits-enfants sous l'égide des grands-parents et une couverture pour une seconde résidence, surtout axée sur les seniors.
- L'assurance auto Drive for Life des AP offre aux plus de 60 ans une garantie de mobilité. Par conséquent, leur assurance RC auto obligatoire n'est jamais résiliée.

## 6. Le leasing fait le choix stratégique du circulaire, du vert et du numérique

Belfius Lease est la filiale de Belfius Banque qui commercialise des formules de financement sous la forme de leasing financier et de renting de biens d'équipement professionnels aux indépendants, entreprises et professions libérales.

Fin décembre 2018, Belfius Lease gère un portefeuille de 41 300 contrats actifs pour un montant de EUR 2,728 milliards. L'entreprise est active dans quatre secteurs :

- biens mobiliers (machines de production, biens d'équipement pour tous les secteurs, matériel IT, matériel roulant)
- biens immobiliers
- énergie verte/renouvelable
- vendor leasing.

### 6.1. Un choix résolu en faveur des énergies renouvelables

Belfius Lease poursuit son choix stratégique du financement par leasing d'installations de production d'énergie renouvelable.

Indépendamment des contrats de leasing pour des éoliennes et de la cogénération (pour un total de EUR 13 millions), il y avait, fin 2018, 532 contrats actifs pour des panneaux solaires, pour un montant total d'investissement de EUR 390 millions.

À un prix de EUR 1 200 par kWc (kilowatt-crête), ceci représente une production de 338 750 kWc. La consommation d'électricité d'un ménage équivaut à quelque 4 kWc par an. Cela veut dire que Belfius Lease produit, par le biais des différentes installations, autant d'électricité que ce que consomment au total 81 277 ménages par an.

### 6.2. Vendor leasing et économie circulaire

Le vendor leasing est une technique de financement basée sur le leasing grâce à laquelle des clients Belfius (fabricants, importateurs ou distributeurs de machines, entre autres) peuvent proposer à leurs propres clients une solution pour l'utilisation de biens d'équipement contre paiement périodique.

La technique convient parfaitement à des applications dans le cadre d'une économie circulaire.

Belfius Lease achète le matériel du client et le lui loue ensuite. Le client loue à son tour le matériel à l'utilisateur selon le principe du « pay-as-a-service » ou du « pay-per-use », un concept important dans l'économie circulaire : l'utilisateur final paie pour l'utilisation d'un bien, pas pour sa possession.

L'économie circulaire est un concept qui s'inscrit dans le cadre du développement durable visant à maintenir les produits, leurs composants et les matériaux en circulation le plus longtemps possible.

Belfius Lease adhère à ce concept à bien des égards :

- Vendor leasing intègre la notion de pay-as-a service et pay-per-use ;
- depuis 2017, Belfius Lease participe activement à plusieurs plans d'action ministériels, comme la « Task Force Circular Economy » et le « Green Deal Achats circulaires », destinés à encourager les initiatives de financement de l'économie circulaire ;
- Belfius Lease est l'unique société de leasing en Belgique à être partie prenante en tant que participant et acheteur dans le Green Deal Vlaanderen ;
- participation dans 2 projets OVAM, dont un en cours de finalisation en partenariat avec une société active dans l'économie circulaire.
- Open Call OVAM : « Financement de nouveaux modèles économiques circulaires » ;
- Belfius Lease propose à ses clients des formules de leasing qui s'inscrivent directement dans le concept de l'économie circulaire.

### 6.3. Belfius Auto Lease comme « fournisseur de mobilité »

Belfius Auto Lease est la filiale de Belfius qui s'occupe de leasing opérationnel de voitures.

En 2018, Belfius Auto Lease s'est toutefois de plus en plus profilé comme un fournisseur de mobilité en combinaison ou non avec une voiture de société, adhérant ainsi à la stratégie Smart Belgium avec une vision durable de la mobilité.

La flotte actuelle est de 18 334 véhicules fin 2018, soit une progression de 6,37 %.

Les véhicules électriques ont connu une croissance de 45 % entre 2017 et 2018, mais leur volume reste assez limité.

Nous remarquons également une forte augmentation des véhicules « essence » par rapport aux véhicules « diesel », les véhicules à essence représentant 24,45 % de la flotte globale contre 15 % fin 2017.

Belfius Auto Lease offre la possibilité, dans le cadre d' E-Fleet, d'installer des bornes de recharge chez les clients, mais aussi à la maison, permettant ainsi l'utilisation optimale des véhicules électriques.

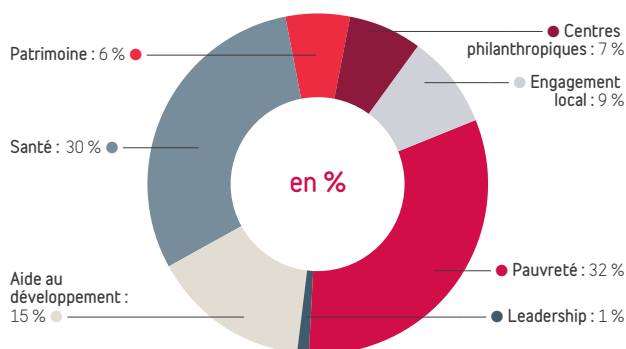
Ces frais d'installation peuvent être inclus dans le loyer si le client le souhaite.

## 7. Philanthropie via Wealth Management

Avec son offre « Philanthropie », Belfius offre au client un cadre spécifique pour faire figurer, de son vivant ou à son décès, une bonne cause comme élément structurel dans sa gestion de patrimoine et/ou son planning successoral.

À cet effet, le capital du client est placé dans un fonds nominatif, sous la supervision d'un « provider ». Il s'agit d'une organisation qui, conformément aux souhaits du donneur d'ordre, se porte garante d'un versement parfaitement étudié à une ou plusieurs bonnes causes. Le client peut aussi assumer de son vivant un rôle dans la gestion du fonds nominatif.

### Wealth Management : allocation par thème des fonds à but philanthropique en 2018





Belfius est l'acteur numéro un dans le domaine des fonds à but philanthropique. Ceux-ci couvrent un large éventail de thèmes comme la santé, la pauvreté, l'aide au développement, l'engagement local...

Plus de 1 200 fonds ont été créés à ce jour. En 2018, 134 fonds étaient actifs. C'est ainsi qu'en 2018, quelque EUR 3,1 millions ont été versés à de bonnes causes.

## 8. Les produits sociaux, une exclusivité Belfius

Il est essentiel que les personnes précarisées aient accès à des services bancaires de base comme les paiements via un compte en banque avec carte de paiement.

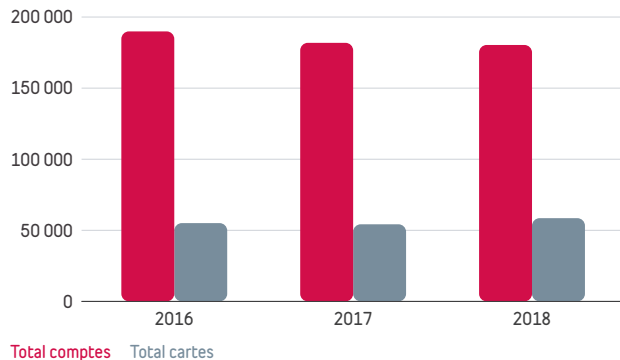
C'est également une solution simple, sûre, transparente et discrète à l'égard des tiers.

- Le compte garantie de séjour : pour le dépôt d'une garantie de séjour par les résidents d'une maison de repos dans le cadre de la convention entre un établissement et ses résidents. Cette solution permet à l'institution d'avoir, en BelfiusWeb, un aperçu centralisé des garanties de séjour dont elle bénéficie.
- Les comptes de garanties locatives centralisées : dans le cadre du logement social, nous proposons aux institutions telles que les CPAS et les sociétés de logement une solution pratique pour le suivi des garanties locatives, des comptes d'épargne individuels bloqués en garanties locatives au nom des locataires liés à un compte de regroupement au nom de l'entité propriétaire.
- Le compte de reconstitution de garantie locative : lorsque le CPAS se porte temporairement garant en faveur d'un propriétaire en établissant la garantie locative pour aider un locataire à faible revenu, le compte de reconstitution de garantie locative permet, comme son nom l'indique, de constituer progressivement le montant de la garantie locative en tenant compte de la capacité financière du locataire.
- Les cartes prépayées : la carte prépayée SSB et la Belfius EasyCard :
  - pour le paiement par le CPAS d'allocations ponctuelles à des personnes non bancarisées, la carte prépayée SSB est la solution adéquate. Cette carte, chargée d'un montant limité multiple de EUR 10 défini à la commande, peut être remise par le CPAS à une personne qui bénéficie, par exemple, de l'aide urgente ;
  - pour des paiements récurrents, la Belfius EasyCard convient mieux. Cette carte est rechargeable et donne à son bénéficiaire la possibilité d'effectuer des paiements Bancontact/Maestro et de retirer des espèces aux distributeurs de billets. C'est le CPAS qui détermine le montant à charger sur la carte et peut à tout moment recharger la carte en temps réel ainsi que suivre son solde, tout cela via BelfiusWeb.

Ces deux cartes constituent des alternatives aux paiements en espèces ou par chèque.

La baisse du nombre de comptes sociaux enregistrée ces dernières années est due au fait que les allocations sociales sont de plus en plus souvent versées sur un compte en banque ordinaire, ainsi qu'à la réglementation bancaire plus stricte. À l'issue de la période d'allocation, le compte social doit en outre être arrêté et remplacé par un compte en banque ordinaire. Depuis 2015, les CPAS ont par conséquent été contraints de clôturer et remplacer bon nombre de comptes sociaux.

## Produits bancaires sociaux : évolution du nombre total de comptes et du nombre total de cartes bancaires



## FONDAMENTAUX ÉTHIQUES SAINS

### 1. Respect de l'avis des clients

Le client est au cœur de la stratégie de Belfius. Développer avec les clients et partenaires une relation durable, basée sur le respect, est aussi important que d'optimiser l'efficacité opérationnelle ou les performances financières. La stratégie de Belfius s'articule ainsi autour de plusieurs principes : engagement, authenticité, entrepreneuriat, orientation clients et transparence.

#### 1.1. La satisfaction des clients progresse encore

Pour mesurer la satisfaction des clients Retail (RCB) et des clients Public, Social & Corporate (PCB), Belfius Banque utilise une seule et même méthode.

En 2018, 487 363 clients RCB ont été invités par e-mail, courrier ou téléphone à participer à une enquête de satisfaction. Le score moyen attribué par les 64 765 participants était de 94,73 %.

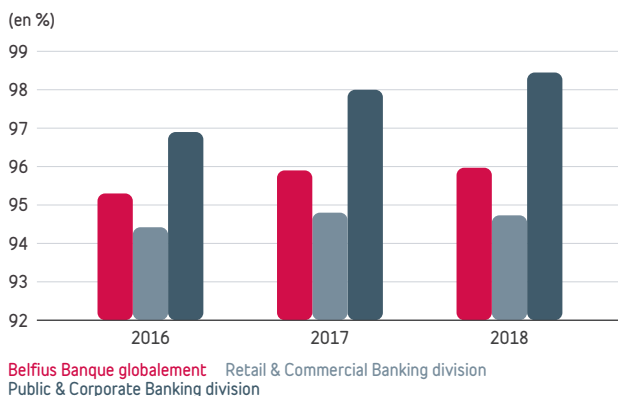
#### Évolution de la satisfaction des clients

(en %)	2016	2017	2018
Globalement	95,30 %	95,90 %	95,97 %
RCB	94,42 %	94,80 %	94,73 %
PCB	96,90 %	98,00 %	98,45 %

Côté PCB, sur les 7 822 clients invités à participer, 500 d'entre eux ont octroyé un score moyen de 98,45 %.

Globalement, Belfius Banque obtient pour 2018 un score de satisfaction de 95,97 %. La Banque dépasse dès lors pour la troisième année consécutive l'objectif de 95 % de clients satisfaits. Dans ce score global, les clients RCB comptent pour 2/3 et les clients PCB pour 1/3.

## Évolution de la satisfaction des clients



## 1.2. Codes de conduite

Outre les politiques internes, Belfius adhère aussi aux codes de conduite suivants :

- Code de conduite Febelfin : ce code de conduite est une initiative de Febelfin, la fédération belge du secteur financier. En y adhérant, Belfius s'engage à rester fidèle aux valeurs du secteur dans ses interactions quotidiennes avec la clientèle.
- BeCommerce : Belfius respecte le code de conduite de BeCommerce, la fédération des entreprises belges opérant dans la vente à distance, sur Internet, et donc dans toutes les formes d'e-commerce. BeCommerce entend permettre au consommateur de faire ses achats en ligne en toute fiabilité et sécurité.

## 1.3. Gestion des plaintes

Résolument axée sur la satisfaction des clients, Belfius accorde également une attention accrue aux plaintes éventuelles de ses clients et met un point d'honneur à leur apporter des solutions. Belfius travaille avec un système de gestion des plaintes automatisant leur traitement et leur analyse, intégré dans les applications bureautiques. Les plaintes sont traitées de manière impartiale et suivent une procédure fixe. Les clients concernés continuent bien entendu à bénéficier du même service.

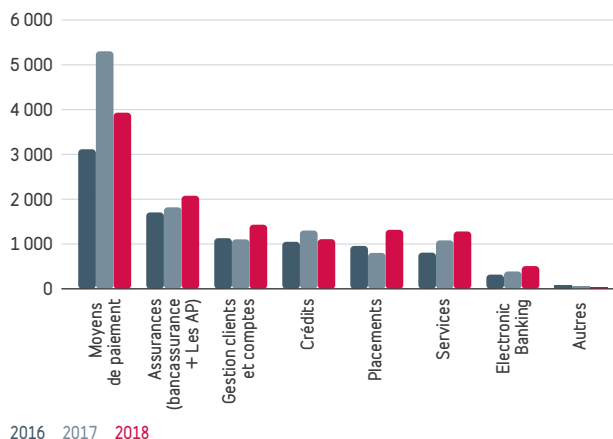
### Comment introduire une plainte ?

1. Les clients qui souhaitent signaler une plainte sont invités à prendre contact avec leur agence ou banquier, idéalement placé(e) pour tenter de trouver une solution. Un problème signalé n'est pas considéré comme une plainte dès lors qu'une solution a pu y être apportée.
2. Si le client est dans l'impossibilité ou refuse de se déplacer à l'agence ou si sa personne de contact n'est pas en mesure de résoudre le problème, il peut introduire une plainte auprès du service Gestion des plaintes qui cherchera une solution.

3. Si la proposition de ce service ne convient pas au client, celui-ci peut contacter par écrit le Negotiator Claims de Belfius Banque.
4. Si aucune solution n'est proposée à ce niveau, le client peut soumettre le dossier à l'Ombudsman du secteur financier<sup>(1)</sup> ou à l'Ombudsman des assurances<sup>(2)</sup>.

### 1.3.1. RCB

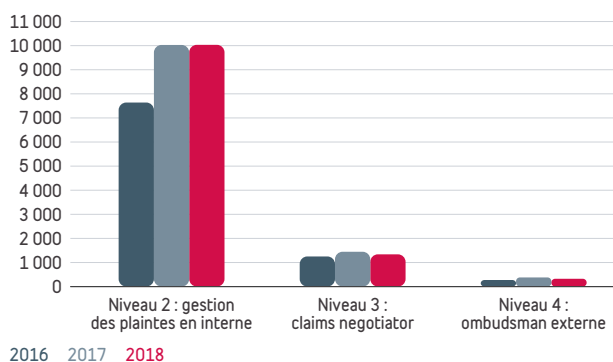
#### Nombre de plaintes traitées, par type - 2016-2018



Le nombre de plaintes liées aux moyens de paiement recule considérablement. Cela s'explique par la nouvelle approche des comptes dormants. Désormais, le client titulaire d'un compte dormant reçoit une lettre qui lui indique l'existence du compte dormant, sans aucune obligation de paiement.

La plus forte hausse concerne les investissements. Elle est presque entièrement imputable au dossier Arco.

#### Nombre de plaintes traitées, par niveau de traitement - 2016-2018



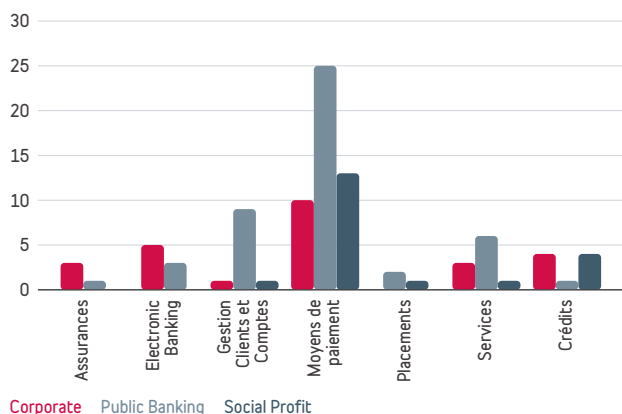
(1) [ombudsman@ombudsfin.be](mailto:ombudsman@ombudsfin.be)

(2) [info@ombudsman.as](mailto:info@ombudsman.as)

### 1.3.2. PCB

Au sein de PCB, le nombre de plaintes reste à peu près inchangé, évoluant de 94 en 2017 à 93 en 2018. La moitié se situe dans Public Banking, tandis que Corporate et Social Profit représentent l'autre moitié.

#### Nombre de plaintes traitées, par type



### 1.4. Plaintes concernant deux thèmes spécifiques

Les plaintes sont enregistrées de manière centralisée par sujet. La précédente analyse de matérialité présentait « Les droits de l'homme » et « La vie privée » comme des thèmes matériels (considérés par les parties prenantes comme les plus pertinents). Le rapport sur la gestion des plaintes établit que le nombre de plaintes relatives à ces deux sujets est limité en comparaison avec le nombre total de plaintes :

- Droits de l'homme : Belfius a traité en 2018 10 plaintes relatives aux droits de l'homme. Parmi les motifs de ces plaintes, nous citerons le racisme, la discrimination, un comportement hostile, un comportement irrespectueux, l'inaccessibilité aux malvoyants et l'inaccessibilité aux personnes à mobilité réduite.
- Vie privée : en 2018, Belfius a traité 78 plaintes sur ce thème. Sur ce total, 27 concernaient la nouvelle législation RGPD.

## 2. Confidentialité des données

### 2.1. Protection des données

Le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en vigueur le 25 mai 2018. Par rapport à l'ancienne directive européenne de 1995, le texte introduit une série de nouveaux aspects. Sur un plan général, le RGPD attribue davantage de droits aux personnes physiques, comme les clients de Belfius. Il impose aussi davantage d'obligations aux sous-traitants et aux responsables du traitement des données à caractère personnel, parmi lesquels on trouve Belfius et ses partenaires/fournisseurs. Le 5 septembre 2018, la loi sur la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel a été publiée au Moniteur belge.

En vue de la mise en œuvre du RGPD au sein du groupe Belfius, un projet a vu le jour, conduit par le département Risk en liaison étroite avec toutes les branches de l'entreprise, les lignes opérationnelles et les directions.

### 2.2. Stratégie et vision : respect de la confidentialité et satisfaction des clients

Le respect de la confidentialité et la protection des données personnelles constituent un engagement essentiel de Belfius. La mise en application du RGPD est intégrée à tous les processus dont le but est de mettre à la disposition de la clientèle les produits (existants, adaptés et nouveaux), les outils numériques innovants, les services et l'information. Le RGPD constitue un des critères des procédures d'approbation. Le Data Protection Officer (DPO), le Chief Information Security Officer (CISO), l'Information Technology Security Officer (ITSO), le département Non Financial Risk (NFR), le service juridique et le département compliance collaborent dans le cadre du respect du RGPD.

Pour plus de détails, nous vous renvoyons à d'autres chapitres :

- Gestion des plaintes : voir « Fondamentaux éthiques sains ».
- Politique de risque et RGPD : voir le rapport « Risk Report 2018 »<sup>(1)</sup>.

### 2.3. Infractions en matière de données à caractère personnel

En ce qui concerne les infractions en matière de données à caractère personnel, nous n'avons pas constaté de fuites significatives de données. Un seul fait a été rapporté à l'autorité de protection des données (APD). Le dossier a pu être clôturé très rapidement, sans risque résiduel.

## 3. Banking intègre et lutte contre la fraude

### 3.1. Banking intègre

Une attitude intègre de la part de tous les collaborateurs Belfius est essentielle au maintien de la confiance de tous les stakeholders internes et externes de Belfius.

#### 3.1.1. Politique de compliance

Belfius applique scrupuleusement toutes les lois et réglementations et respecte les règles et pratiques qui ont cours dans le secteur financier.

De plus, des valeurs comme l'intégrité, la loyauté, la transparence, le professionnalisme et le respect mutuel caractérisent les relations de Belfius avec ses collaborateurs, clients et partenaires, ainsi que les relations des collaborateurs entre eux.

La politique globale de compliance de Belfius est inscrite dans une Charte de compliance et une Politique d'intégrité. Conformément à la circulaire des autorités de surveillance belges à propos de la fonction de compliance, ces documents définissent notamment une série d'orientations stratégiques relatives à certaines situations à risque spécifiques en matière de compliance.

#### 3.1.2. Code éthique et déontologique de Belfius

Outre le code de conduite de Febelfin, Belfius applique son propre Code éthique et déontologique, qui est valable pour tous les collaborateurs Belfius.

(1) <http://belfius.be/riskreport2018>

Ce Code informe les collaborateurs des principes éthiques et déontologiques et des normes de conduite légalement ou réglementairement prescrites qui s'appliquent à l'exécution de leur tâche. Il leur sert aussi de repère pour savoir quelle conduite adopter dans leurs relations avec les collègues, les clients, les autorités et autres parties externes.

Les thèmes sont entre autres : l'éthique, le rapport avec les clients, la discrétion, la confidentialité des données, les conflits d'intérêts, le respect des règles et engagements de Belfius, le blanchiment et le whistleblowing (voir plus loin).

Les infractions au Code sont examinées par le service Audit et jugées ensuite par le (top) management. Le chef du département RH prend la décision finale.

### 3.1.3. Information et formation

Pour sensibiliser les travailleurs et les inciter à la vigilance par rapport à ces thèmes, tous les textes relatifs à la politique en matière d'éthique et de déontologie sont publiés sur l'intranet. De plus, les collaborateurs peuvent suivre des e-learning et des séances de formation ad hoc sur des thèmes et/ou pour des groupes cibles spécifiques.

## 3.2. Lutte contre la fraude

### 3.2.1. Politique et contrôles internes relatifs à la fraude

Avec le concours des départements Audit et Compliance, une politique globale de lutte contre la fraude a été formulée pour Belfius par le département Non Financial Risk.

Elle a été spécifiquement établie en vue de définir au sein de Belfius le cadre du contrôle interne à mettre en place pour prévenir les fraudes, les détecter et apporter les mesures correctrices nécessaires.

La gestion du risque de fraude dans la Banque relève de la responsabilité du Chief Risk Officer (CRO), qui rend périodiquement compte au comité de direction à ce propos. Chacune des trois lignes de défense (niveaux de responsabilité) demeure néanmoins responsable des domaines qui lui sont assignés et doit veiller au respect du cadre des directives.

Une fois par an, un rapport sur la gestion de la fraude est soumis au comité de direction et au comité d'audit/de risque, rapport sur la base duquel d'éventuelles mesures correctrices sont prises.

### 3.2.2. Politique de prévention en matière fiscale

Les collaborateurs et les agences de Belfius doivent appliquer une politique rigoureuse de prévention en matière fiscale, basée sur quatre principes :

- respecter rigoureusement toutes les obligations légales et réglementaires dans le domaine fiscal ;
- ne pas collaborer, directement ou indirectement, avec des clients qui s'adressent à notre Banque pour échapper à leurs obligations fiscales ;
- se limiter à fournir des données objectives, correctes et neutres ;
- veiller à une transparence et une traçabilité totales de toutes les opérations et transactions.

### 3.2.3. Politique anti-blanchiment

La problématique du blanchiment et la lutte contre le financement du terrorisme sont d'une actualité brûlante. Vu leur impact planétaire, elles ont donné lieu à de nombreuses initiatives législatives et/ou réglementaires internationales sur lesquelles la législation belge est également basée. Le cadre pratique dans lequel Belfius lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme est décrit dans la Politique anti-blanchiment<sup>(1)</sup>.

### 3.2.4. Politique d'acceptation des clients

Une politique d'acceptation des clients<sup>(2)</sup> est également précisée dans la Politique anti-blanchiment. Des critères d'exclusion sont entre autres appliqués sur la base de l'existence d'un lien significatif avec certains pays et certains secteurs. La Country Watchlist est la liste - actualisée en permanence - des pays exclus, sur la base d'embargos de l'UE, de sanctions des États-Unis, d'une indication de la FATF (Financial Action Task Force on Money Laundering) ou parce qu'ils sont considérés comme des « paradis fiscaux ».

### 3.2.5. Tolérance zéro et procédure de whistleblowing

Belfius applique une politique de tolérance zéro en matière de fraude. Omettre de signaler une fraude est considéré comme de la complaisance passive.

Un système de signalement interne (whistleblowing)<sup>(3)</sup> donne à chaque travailleur, ainsi qu'aux dirigeants, l'occasion de signaler une fraude potentielle. Ce système de signalement complète les autres procédures et ne doit être utilisé que s'il n'existe aucune autre possibilité de signalement ou si les possibilités existantes s'avèrent inefficaces, inappropriées ou insuffisantes. Le système s'étend d'ailleurs au-delà des seuls cas de fraude.

- Dans un classement par catégorie d'incidents survenus au cours des trois dernières années, 0,3 % de la perte totale est la conséquence d'une fraude interne.
- Aucun incident lié à de la corruption n'a été recensé en 2018.
- Aucun cas de whistleblowing n'a été enregistré au cours des trois dernières années.

## 3.3. Politique anti-corruption

En 2018, Belfius a mis en place une politique anti-corruption<sup>(4)</sup>. Ce document regroupe les textes existants en la matière, notamment la politique de cadeaux. Il réitère la volonté de tolérance zéro du groupe Belfius à l'égard de toute forme de corruption. Les fournisseurs doivent signer une charte éthique<sup>(5)</sup> contenant une clause anti-corruption similaire.

(1) Voir belfius.be : <http://belfius.be/AML-policy>

(2) Voir belfius.be : <http://belfius.be/CustomerAcceptance-FR>

(3) Voir belfius.be : <http://belfius.be/Whistleblowing-FR>

(4) Voir belfius.be : <http://belfius.be/Anti-bribery-policy-FR>

(5) Voir belfius.be : <http://belfius.be/Ethics-Charter-FR>



## 4. Transparence fiscale

### 4.1. Politique fiscale de Belfius

En tant que bancassureur ancré dans la réalité locale, et comme le précise sa mission, Belfius veut communiquer en toute transparence vis-à-vis de tous ses stakeholders, également sur le plan fiscal :

- Belfius veut être un contribuable responsable, qui tient compte des intérêts de toutes les parties concernées : collaborateurs, clients, actionnaires, sans oublier les pouvoirs publics et la société.
- Belfius appliquera scrupuleusement toutes les lois et procédures fiscales auxquelles la Banque est soumise, et s'abstiendra de toute participation à une quelconque fraude.
- Belfius retiendra les impôts et précomptes dont le client est redevable et les versera au fisc, comme le prescrit la loi, et fournira les informations requises aux administrations fiscales nationales et étrangères, dans le respect maximal de la vie privée de ses clients.
- Belfius veut organiser ses activités d'une manière fiscalement efficace, comme l'exige une bonne gouvernance où chaque activité doit être justifiée par des considérations professionnelles valables, doit avoir un contenu pertinent et doit être transparente.
- Belfius ne souhaite pas s'établir dans des paradis fiscaux visés par la législation belge.

Cette mission a été traduite en une série d'objectifs, de lignes directrices et de responsabilités qui sont décrits en détail dans la Note de politique fiscale du groupe Belfius<sup>(1)</sup>, signée par les comités de direction de toutes les entités Belfius.

Sur le plan organisationnel, la fiscalité relève du département Affaires fiscales, dirigé par le CFO, de sorte que l'expertise en matière de fiscalité est centralisée et qu'une gestion uniforme est garantie.

### 4.2. Règles de l'OCDE

Belfius respecte toutes les règles de l'OCDE en vigueur en matière de Base Erosion and Profit Shifting (BEPS ou érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) qui figurent dans la législation belge et dans la législation d'autres juridictions où des entités de Belfius sont établies.

« BEPS » est un plan d'action de l'OCDE portant sur l'évasion fiscale par l'utilisation de lacunes dans la réglementation fiscale et de différences entre règles fiscales, pour ensuite déplacer artificiellement des bénéfices vers des endroits peu ou pas imposés sans avoir d'activité notable sur place. Pour lutter contre cette évasion fiscale, le plan comprend une série de mesures de l'OCDE groupées en 15 points d'action.

Pour ce qui est notamment de la disposition légale en matière de transfer pricing (point d'action 13), Belfius respecte scrupuleusement tous les reportings requis.

### 4.3. Filiales étrangères : Luxembourg et Irlande

Pour ses activités commerciales, Belfius se concentre exclusivement sur le marché belge, mais a néanmoins des entités au Luxembourg et en Irlande pour des activités très spécifiques :

- Au Luxembourg, Belfius Financing Company SA délivre certains titres de créance à des investisseurs externes. Pour des raisons financières, techniques et opérationnelles, la décision a été prise de réaliser ces émissions au Luxembourg, en toute transparence vis-à-vis du fisc belge et après obtention d'un ruling positif en Belgique. Belins Insurance Finance gère un portefeuille d'actions et d'obligations.
- Belfius Ireland, établi en Irlande, détient un portefeuille historique d'obligations de long terme. La présence irlandaise de Belfius est un vestige du passé et ne peut en aucun cas être considérée comme une optimisation fiscale. En 2018, la présence irlandaise a été simplifiée par la fermeture de l'agence de Dublin de Belfius Banque, après transfert préalable du portefeuille à Belfius Ireland.

### 4.4. Belfius en tant que contribuable

#### Comptes annuels consolidés

(en milliers d'EUR)	2016	2017	2018
<b>CASH IMPÔTS ET CONTRIBUTIONS</b>	<b>(494 043)</b>	<b>(603 375)</b>	<b>(601 241)</b>
Charges d'impôts courants <sup>(1)</sup>	(53 788)	(157 071)	(143 246)
Taxes du secteur <sup>(2)</sup>	(220 215)	(217 513)	(221 919)
Contributions patronales d'assurances sociales	(119 377)	(112 474)	(112 174)
TVA non déductible	(61 567)	(70 649)	(80 792)
Autres impôts et taxes indirects	(39 096)	(45 668)	(43 109)

(1) Cf. Note « 7.16. Annexe au compte de résultats consolidé » de Belfius Banque.

(2) Cf. Note « 7.9. Annexe au compte de résultats consolidé » de Belfius Banque.

#### Compte de résultats consolidé

(en milliers d'EUR)	Résultat net avant impôts : base de l'impôt (A) <sup>(1)</sup>	Impôt sur le résultat de l'exercice (B)	Taux d'imposition effectif (B)/(A)
2016	774 505	262 884	33,90 %
2017	958 334	388 241	40,50 % <sup>(2)</sup>
2018	865 131	232 201	26,80 %

(1) Résultat net avant impôts hors bénéfices et pertes des sociétés mises en équivalence.

(2) À la suite de la réforme de l'impôt des sociétés belge, Belfius a réalisé une réévaluation de ses impôts différés, entraînant un résultat négatif via P & L de EUR 106 millions. Sans la réforme de l'impôt des sociétés belge, le taux d'imposition réel aurait été de 29,5 %.

Pour plus de détails : voir le commentaire 7.16. du compte de résultats consolidé dans le rapport annuel de Belfius.

(1) Voir belfius.be : <http://belfius.be/Fiscal-Policy-FR>

## COLLABORATION DURABLE AVEC LA SOCIÉTÉ

Belfius n'investit pas seulement dans l'économie belge mais nourrit aussi une solide tradition de soutien à des projets à finalité sociale. Notre engagement social est inscrit dans nos gènes et correspond parfaitement à notre stratégie. Le personnel de Belfius s'investit chaque année activement au profit de diverses actions de solidarité et autres initiatives.

Dans la ligne de sa stratégie, Belfius privilégie des partenariats au niveau belge, conclus sur le long terme avec des organisations qui militent pour les droits des personnes moins favorisées.

### 1. Projets pour la bonne cause

#### 1.1. Viva For Life

Depuis 2014, Belfius soutient Viva for Life (une initiative de la RTBF avec la collaboration de Cap 48) et en est même devenu le sponsor principal depuis 2016. Tous les dons et gains de l'opération sont gérés par Cap 48, qui se charge aussi de la sélection des dizaines d'associations qui seront soutenues. Ce sponsoring permet à Belfius de venir en aide à diverses associations en Wallonie et à Bruxelles qui luttent contre la pauvreté infantile. Afin de récolter des fonds, Belfius a organisé plusieurs initiatives, dont Stairs for Life, une vente de boules de Noël et une tournée dans plusieurs villes.

#### Évolution des chiffres

(en EUR)	2016	2017	2018
Montant Belfius <sup>(1)</sup>	350 941	376 555	385 252
Total des recettes <sup>(1)</sup>			
Viva For Life	3 452 310	4 115 330	4 929 220

(1) Le « montant Belfius » est le montant récolté par Belfius grâce à toutes les actions menées, tandis que le « total des recettes » correspond aux recettes que l'action Viva For Life a permis de récolter dans toute la Wallonie et Bruxelles.

#### 1.2. Journée des Nez rouges

Belfius soutient, en collaboration avec VTM et Q-Music, la Journée des Nez rouges, une action menée au profit de jeunes confrontés à des problèmes psychiques. Toutes les recettes de la Journée des Nez rouges 2018 sont confiées au Fonds Nez rouges, géré par la Fondation Roi Baudouin. L'argent sera utilisé en 2019 pour soutenir les écoles qui œuvrent pour le bien-être mental de leurs élèves. Le Fonds Nez rouges entend donner aux écoles les moyens pour promouvoir concrètement la santé psychologique de leurs élèves.

Les écoles qui ont des idées ont l'occasion de les transformer en projets concrets (p.ex. groupes de soutien entre pairs à l'école, workshops, espace tranquille où les élèves peuvent se retirer, témoignages d'experts de terrain).

#### Évolution des chiffres

(en EUR)	2015	2016	2017	2018
Recette Journée des Nez rouges	3 858 814	4 103 677	N/A <sup>(1)</sup>	4 269 073

(1) Aucune action n'a été menée en 2017.

L'initiative peut émaner de toute personne se sentant concernée : d'abord les élèves eux-mêmes (conseil d'élèves, classe, groupe d'élèves...), mais aussi les enseignants, les éducateurs, l'association des parents...

#### 1.3. Special Olympics

En partenariat avec Special Olympics Belgium (depuis 2014), nous mettons à l'honneur les personnes atteintes d'un handicap mental et favorisons leur intégration dans la société belge par l'intermédiaire du sport.

En 2017, Belfius est devenue pour 3 ans le « Silver Sponsor » des Special Olympics. Outre le soutien financier auquel elle s'est engagée, Belfius a également encouragé ses collaborateurs à participer bénévolement à l'organisation de la 36<sup>e</sup> édition des Jeux. Les Jeux de 2018 se sont déroulés à Tournai et Mouscron et ont permis à 3 397 athlètes de relever un défi sportif, au travers de 19 disciplines différentes.

#### 1.4. École 19

Belfius est devenue en 2018 l'un des sponsors de l'École 19 (située à Uccle), créée sur le modèle de l'École 42 à Paris.

Gratuite, ouverte 7 jours/7 toute l'année, sans profs, l'École 19 est une école très innovante qui enseigne le codage informatique à des jeunes de 18 à 30 ans, sans prérequis de diplôme. Les étudiants se forment eux-mêmes, via une pédagogie par projets et un enseignement peer-to-peer.

### 2. Belfius et l'art

Depuis 9 ans, Belfius partage sa passion pour l'art avec le public. Chaque année, Belfius expose dans la Belfius Art Gallery, au 32<sup>e</sup> étage de la Tour Belfius (siège bruxellois de Belfius), une sélection thématique d'une soixantaine d'œuvres d'art de la collection Belfius qui, avec 4 300 chefs-d'œuvre, représente la plus grande collection privée d'art belge. Afin de faire profiter le plus grand nombre de cet héritage artistique, Belfius ouvre la galerie au grand public deux fois par mois, uniquement sur rendez-vous. Plus de 10 000 visiteurs ont ainsi pu apprécier au 2<sup>e</sup> semestre 2018 l'exposition Magma Cloud Ashes. Une visite virtuelle à 360° est également possible en ligne<sup>(1)</sup>. Nous organisons aussi, avec les asbl Audioscenic et Culturama, des visites guidées pour les malvoyants, qui peuvent découvrir la collection par audiodescription.

Notre soutien à l'art belge se traduit également par le prêt d'œuvres d'art de la collection à des musées belges, par l'achat d'œuvres de jeunes talents belges et par notre participation à des événements tels que Art Brussels, où nous sommes également présents avec une sélection thématique des œuvres de la Belfius Art Collection.

(1) Voir belfius.be : <https://www.belfius.be/art>

### 3. La fondation privée Belfius Foundation

La fondation Belfius Foundation coordonne le mécénat de solidarité de Belfius. Belfius Foundation est juridiquement indépendante de Belfius Banque. Elle dispose d'un conseil d'administration à part entière et d'un site web propre<sup>(1)</sup>. En 2018, la Belfius Foundation disposait d'un budget de EUR 174 000 lui permettant de soutenir exclusivement des projets sociaux sans but lucratif. En 2018, pour aider les hôpitaux à améliorer le confort de leurs patients, la Belfius Foundation a organisé la 7<sup>e</sup> édition de Colour your hospital, concours dans le cadre duquel tous les hôpitaux du pays peuvent présenter des projets pour améliorer la qualité de vie de leurs patients. L'année dernière, un jury indépendant a sélectionné 21 lauréats parmi 200 candidatures. Ils se sont réparti un budget Foundation de EUR 150 000 pour réaliser leurs projets.

En ce qui concerne le microcrédit, la Fondation gère encore une équipe d'une trentaine de volontaires Belfius, actifs dans le coaching de micro-entrepreneurs, auprès des asbl Crédal et Hefboom.

En 2018, la Fondation a aussi soutenu le projet « Spring Eens Binnen » de la Croix-Rouge, qui s'efforce de sortir les seniors de leur isolement en leur rendant des visites régulières.

#### IMPACT DIRECT DE BELFIUS SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE CLIMAT

Dans ce chapitre, nous mettons l'accent sur les éléments qui ont le plus grand impact direct sur l'environnement et le climat : l'énergie consommée pour nos bâtiments, le tri des déchets, la consommation de papier et les déplacements du personnel. Le tout est aussi traduit en empreinte carbone.

#### 1. Durabilité dans les bâtiments et la mobilité

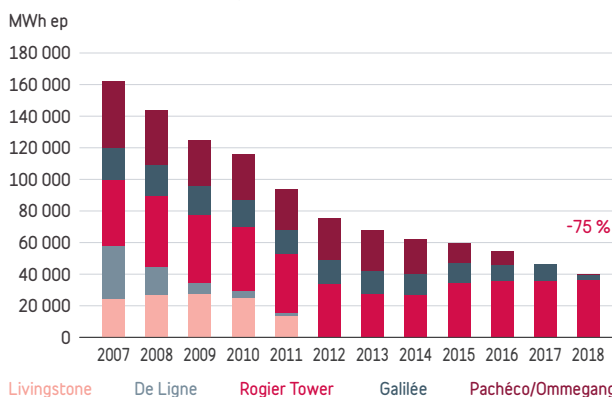
##### 1.1. Économies d'énergie

En 2007, il a été décidé de diminuer de moitié en cinq ans la consommation en énergie primaire de ses bâtiments centraux à Bruxelles. Des audits énergétiques approfondis avaient été menés dans les bâtiments centraux, dans les bâtiments régionaux et dans certaines agences. Depuis 2012, l'optimisation des surfaces de bureau a été portée au premier plan (paysager, postes de travail pour 70 % des travailleurs, outils permettant le télétravail).

Plus récemment, le regroupement des collaborateurs dans la Tour Rogier et la décentralisation « Dual office » ont tous deux permis de poursuivre l'élan de réduction des ressources consommées. Les mêmes règles sont appliquées pour les nouveaux sites.

Le tout s'illustre par une réduction de notre consommation en énergie primaire de 47 % sur les 6 dernières années. Ce qui constitue finalement depuis 2007 une réduction de 75 %. Mais, même quand on tient compte de la diminution des effectifs par rapport à 2007, le résultat reste honorable avec une réduction de 52 % par collaborateur.

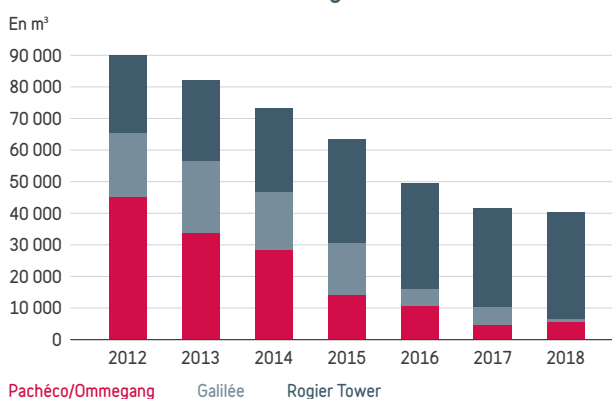
#### Évolution de la consommation d'énergie primaire dans les bâtiments du siège central à Bruxelles



Notons que Belfius consomme exclusivement de l'électricité verte, garantie par certificats d'origine depuis 2008. Un nouveau contrat a été conclu en 2016 pour prolonger ce type d'approvisionnement jusqu'en 2021.

En ce qui concerne la consommation d'eau des sièges centraux : elle a diminué de 55 % en 6 ans. Rapportée par collaborateur, elle a diminué de 27 % sur la même période.

#### Consommation d'eau des sièges centraux



Relevons ici que si la location d'une grande partie du Pachéco en 2017, l'abandon du bâtiment Galilée en 2018 et l'augmentation du télétravail contribuent largement aux réductions de consommation constatées ces dernières années, Belfius continue à investir dans des outils de gestion centralisée de l'énergie pour garantir une conduite performante des sites occupés. C'est ce qui permet d'atteindre des ratios de consommation réduits et d'éviter les dérives.

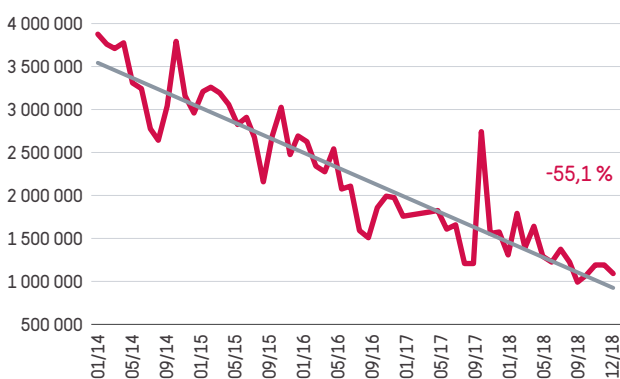
(1) Voir [belfius.be/belfius-foundation](https://www.belfius.be/belfius-foundation) : <https://www.belfius.be/belfius-foundation>

## 1.2. De moins en moins de papier

En dehors des ressources énergétiques, le papier est la principale ressource consommée par Belfius avec près de 940 tonnes par an, dont 97,7 % est FSC. À périmètre constant, la diminution est de 52,8 % en 5 ans.

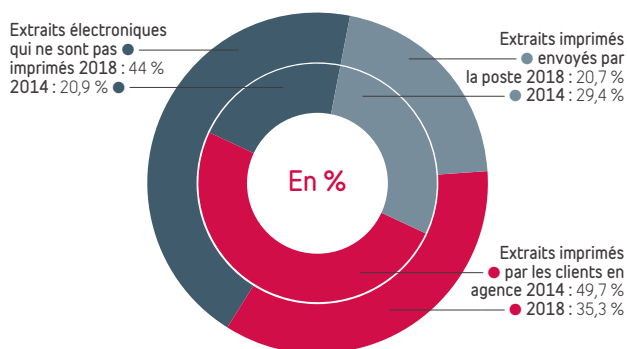
Concernant le papier consommé par le personnel pour les impressions et photocopies, la diminution effective est de 55,1 %. La généralisation des PC portables, la suppression des armoires et une diminution de 30 % du nombre d'imprimantes devraient aider à réduire davantage le volume de pages imprimées dans les années à venir.

### Évolution du nombre de pages A4 imprimées au cours des 5 dernières années



Belfius produit également de gros efforts pour réduire l'impression sur papier des extraits de compte de ses clients en encourageant leur digitalisation. En 2018, la part des extraits imprimés et envoyés au client par la poste a diminué de 44 % en 4 ans et représente moins de 21 % des extraits de compte. 35 % sont imprimés par le client en agences (-44 % en 4 ans). Le nombre d'extraits électroniques (comptes full électronique), non imprimés, a lui augmenté de 66 % en 4 ans, et représente 44 % des extraits de compte.

### Évolution de l'impression des extraits de compte - 2014 (cercle intérieur) - 2018 (cercle extérieur)

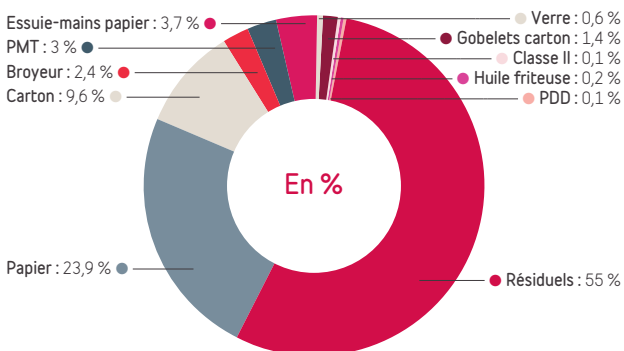


## 1.3. Les déchets sont en diminution régulière

Depuis 2017, Belfius a supprimé les armoires individuelles de son personnel, dans le cadre de sa digitalisation (Paperless) et du concept BeWoW (Belfius Way of Working).

Pour l'exercice 2018, nous constatons une diminution de la production des déchets de 27 % par rapport à 2013. La plus forte diminution concerne les déchets papier (à recycler) qui ont diminué de 40 % en 5 ans, pendant que les déchets non triés diminuaient de 18 %.

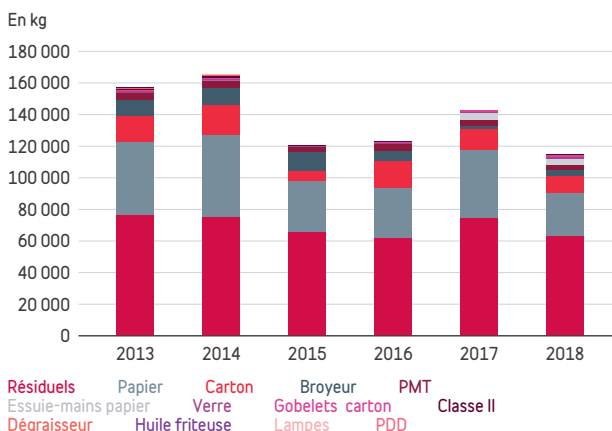
### Répartition des déchets en 2018 au siège central



Les défis pour le futur sont de diminuer le volume des déchets résiduels (non triés) et du papier à recycler, et d'augmenter la part de PMT et de gobelets à recycler. Des campagnes internes sont organisées régulièrement pour sensibiliser le personnel au tri correct des déchets.

Si le poids des déchets par collaborateur par an au siège central est passé de 170 kg en 2013 à 145 kg en 2018. Le volume des déchets papier est descendu à 152 tonnes, contre 254 tonnes en 2013. Notons également que les déchets alimentaires (18 tonnes) sont broyés et évacués pour être convertis en biogaz. De même, une initiative a été prise par Belfius pour recycler les essuie-mains papier (23,5 tonnes/an) et les gobelets (8,8 tonnes/an).

### Production de déchets au siège central

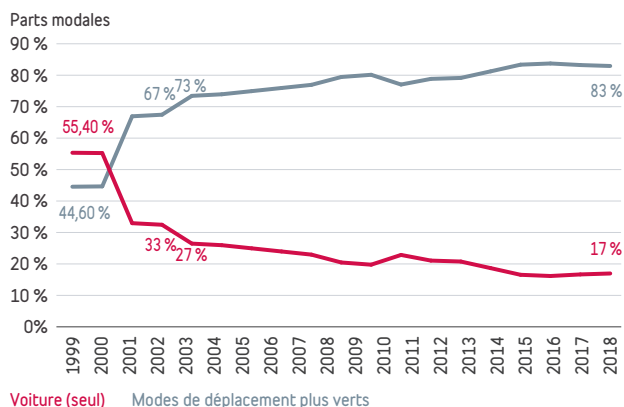


### 1.4. La mobilité domicile-travail durable reste un des points forts de Belfius

Belfius a mis en place en 2000 un Plan de Mobilité ambitieux qui encourage le recours massif aux transports en commun et au vélo, et décourage l'usage de la voiture en solo, en faisant payer le parking aux membres du personnel de la Banque qui se rendent au travail à Bruxelles seul dans leur voiture.

Résultat : à Bruxelles, 78,7 % du personnel de la Banque (situé dans la Tour Rogier) se rend chaque jour au travail en transports en commun. 17,0 % des collaborateurs se rendent au travail seul en voiture, contre 16,7 % en 2017. 8,7 % (272 travailleurs) sont cyclistes quotidiens. 2,5 % se rendent au siège central à Bruxelles à vélo, mais 6,1 % utilisent chaque jour le vélo pour se rendre à la gare et rejoindre Bruxelles en train.

#### Évolution du mode de transport (en voiture solo) du personnel du siège de Bruxelles



Chez Belfius Banque à Bruxelles, la part modale de la voiture en solo a diminué de 70 % en 17 ans, et se maintient depuis quatre ans autour des 17 %.

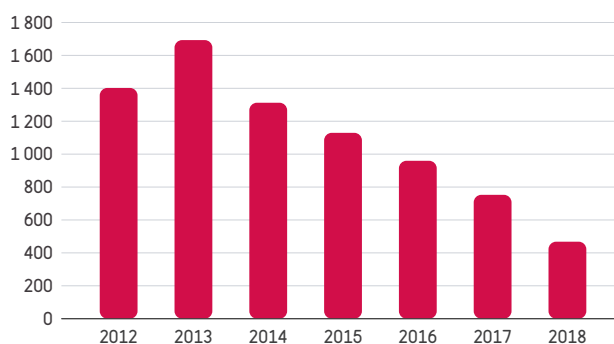
Pour le groupe Belfius sur l'ensemble du pays, en 2018, les parts modales (mode principal utilisé) pour les déplacements domicile-travail sont de 56,8 % pour les transports en commun (contre 55,6 % en 2017), de 39,4 % (contre 40,8 en 2017) pour les transports motorisés privés (auto, moto, covoiturage) et de 3,9 % (contre 3,6 en 2017) pour les modes actifs (à pied, à vélo). 9,1 % du personnel (594 travailleurs) sont cyclistes quotidiens.

Enfin, le télétravail, qui est en augmentation constante, a aussi un effet très positif sur la mobilité. Les 179 139 jours enregistrés chez Belfius Banque en 2018 équivalent à 896 travailleurs (18,7 % du personnel) qui auraient été retirés chaque jour des files de voitures et des trains bondés aux heures de pointe. Et ce ratio monte à 25 % pour le personnel travaillant à Bruxelles. Cette tendance devrait encore s'accroître dans les années à venir.

### 1.5. Kilomètres professionnels parcourus par le personnel en nette diminution

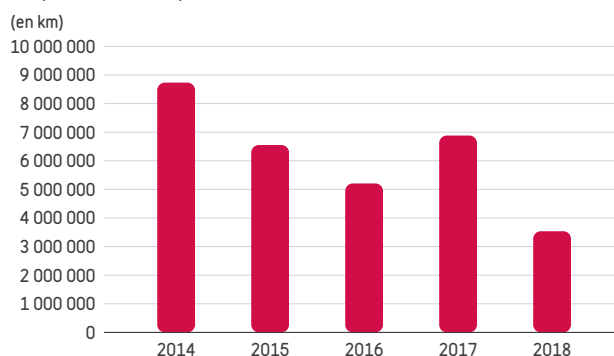
Depuis 2012, le nombre d'emprunts de véhicules de pool par le personnel Belfius a été divisé par trois (de 1403 emprunts en 2012 à 468 en 2018).

#### Nombre d'emprunts de véhicules de pool



Le nombre de kilomètres professionnels parcourus avec tous les types de véhicules (Pool, Flex et Privé) est également en baisse passant de 8,73 millions de km en 2014 à seulement 3,54 millions en 2018.

#### Déplacements professionnels



Quant au nombre de véhicules de Pool chez Belfius Banque, il est passé de 30 en 2012 à 18 unités en 2018, dont un véhicule électrique partagé Zen Car. À ceux-ci s'ajoutent 10 abonnements Cambio depuis 2010.

## 2. Achats durables

Belfius a mis en place une politique interne pour ses achats, qui stipule que les principaux fournisseurs doivent signer une charte éthique. Cette charte éthique<sup>(1)</sup> a été mise à jour en 2018. Pour une série de dossiers d'achat, des parties prenantes, dont la cellule RSE, sont consultées.

Belfius a souscrit à deux Green Deals sur les Achats Circulaires. En tant que seule banque participante, Belfius remplit le double rôle d'acheteur et de facilitateur :

- Les acheteurs de Belfius se sont engagés à lancer deux projets d'achats circulaires et à les mener à bien entre juin 2017 et juin 2018 :
  - Belfius veille à acheter du mobilier durable, fabriqué à partir de composants recyclés, et s'efforce de lui donner une seconde vie lorsqu'il n'est plus utilisé ;
  - le matériel informatique fait l'objet de leasing et reste la propriété du fournisseur qui, en fin de contrat, veille à lui donner une seconde vie. Si le matériel est endommagé, il fera au minimum l'objet d'un recyclage de ses composants.

(1) Voir [belfius.be : http://belfius.be/Ethics-Charter-FR](http://belfius.be/Ethics-Charter-FR)



- En tant que facilitateur, Belfius a introduit fin 2017, avec l'entreprise Eco-Oh, un projet visant à proposer (en collaboration avec Belfius Lease) à des administrations locales (Mechelen, Tervuren, etc.) une formule de location ou de leasing de bancs à partir de plastique recyclé.

Enfin, Belfius sensibilise régulièrement les acheteurs aux principes de l'économie circulaire. Une base de données a été créée comme source d'inspiration pour les achats circulaires.

### 3. Empreinte carbone du groupe Belfius

L'empreinte carbone mesure les émissions de gaz à effet de serre, liées aux produits et services de notre entreprise. Elle permet notamment de mesurer notre dépendance aux énergies fossiles.

Certains chiffres affichés ci-dessous pour 2016 et 2017, peuvent être différents de ceux annoncés en 2017, car cette année, nous avons ajouté les 155 agences du réseau salarié de Belfius Banque qui manquaient précédemment (gaz, électricité, mazout, eau).

Dans le « scope 1 », nous regroupons les émissions directes liées au chauffage en énergie primaire (gaz, mazout) et aux carburants des véhicules de service et des voitures de société, y compris les voitures Flex financées en partie par le personnel.

Notons que les émissions liées aux déplacements domicile-travail ont été déduites (et placées en scope 3), mais que la part des déplacements privés n'a pas pu être déduite. Tous ces déplacements sont donc considérés comme professionnels, ce qui provoque une surévaluation des émissions réelles liées au fonctionnement de l'entreprise.

Dans le « scope 2 », nous reprenons les émissions liées à la production d'électricité que nous consommons. La consommation de Belfius étant entièrement compensée, depuis 2008, par des certificats d'origine 100 % renouvelable (éolien off-shore), les émissions de CO<sub>2</sub> sont considérées ici comme nulles. Elles seraient de 4 210 tonnes si l'électricité n'était pas considérée comme d'origine renouvelable.

Dans le « scope 3 », qui regroupe les autres émissions indirectes, la majeure partie (90 %) est causée par les déplacements domicile-travail, suivis des déplacements professionnels (5 %).

Le Plan de Mobilité, qui a fortement réduit les déplacements en voiture individuelle, a permis d'éviter l'émission d'environ 106 000 tonnes de CO<sub>2</sub> en 18 ans.

Actuellement, le plan permet d'éviter l'émission d'environ 6 000 tonnes par an, soit l'équivalent du scope 3, ce qui revient à diviser par deux les émissions liées aux déplacements domicile-travail.

Enfin, cette année, nous avons ajouté les émissions liées à la production du papier consommé ainsi que celles liées au transport du courrier et des valeurs vers nos agences, afin d'affiner l'évaluation de l'impact de nos activités.

En conclusion, les émissions du « scope 1 » (-6,0 %) et du « scope 3 » (-5,1 %) et le total des émissions (-5,7 %) diminuent malgré une augmentation des effectifs par rapport à 2017.

#### Emissions de CO<sub>2</sub> par source (en tonnes de CO<sub>2</sub>)

	2016	2017	2018
<b>SCOPE 1</b>	<b>13 079,6</b>	<b>13 540,0</b>	<b>12 723,9</b>
Gaz consommé	3 669,0	3 523,7	3 496,7
Mazout de chauffage	813,6	954,8	871,6
Véhicules possédés (véhicules pool, véhicules de société, Flex)	8 597,0	9 061,5	8 355,6
<b>SCOPE 2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Électricité consommée (market-based method)	0,0	0,0	0,0
Électricité consommée (location-based method)	5 066,3	4 751,4	4 209,6
<b>SCOPE 3</b>	<b>6 506,1</b>	<b>6 548,7</b>	<b>6 212,4</b>
Papier consommé	23,4	21,9	20,5
Eau	19,6	16,3	16,0
Déchets (papier, carton, PMT, non trié)	127,6	150,4	121,4
Déplacements domicile-travail	5 843,6	5 886,6	5 612,3
Déplacements professionnels (véhicules privés)	194,0	168,0	175,9
Déplacements professionnels (transports publics)	20,0	18,9	23,0
Déplacements professionnels internationaux en train	1,9	2,5	1,6
Déplacements professionnels internationaux en avion	89,4	116,3	94,2
Transport du courrier	114,0	97,0	79,0
Transport des valeurs	72,6	70,8	68,5
<b>TOTAL DES ÉMISSIONS</b>	<b>19 585,7</b>	<b>20 088,7</b>	<b>18 936,3</b>



# RESSOURCES HUMAINES

La satisfaction des clients est au cœur des préoccupations stratégiques de Belfius. C'est pourquoi la confiance des clients ne cesse de croître d'année en année. C'est ce qui explique aussi un changement radical de culture interne. Tant au niveau individuel que collectif, les RH souhaitent avant tout encourager et soutenir le développement de cet état d'esprit orienté client.

## BELFIUS SE CONCENTRE ICI SUR 6 AXES STRATÉGIQUES :

- Mettre en œuvre une nouvelle culture d'entreprise
- Stimuler l'engagement par l'« empowerment »
- Investir dans de nouveaux talents
- Investir dans le « Learning & Development »
- Les personnes et les échanges de talents, en interne et en externe
- Continuer de développer une politique du bien-être

## 1. Mettre en œuvre une nouvelle culture d'entreprise

### 1.1. Valeurs et culture d'entreprise

Les six valeurs de Belfius donnent le cadre dans lequel notre nouvelle culture d'entreprise est stimulée jour après jour :

- orientation client : la satisfaction des clients comme critère d'évaluation de tout ce que nous entreprenons ;
- transparence : l'ouverture interne et externe comme base pour un bancassureur qui revendique une nouvelle culture bancaire ;
- engagement : assumer pleinement la coresponsabilité de l'avenir de Belfius et de notre société ;
- challenging : entre nous comme sur le marché, nous nous mettons au défi de mener à bien la stratégie que nous avons nous-mêmes choisie ;
- esprit d'entreprise : nous osons emprunter de nouvelles voies, faire reculer les limites, nous repérons et saisissons les occasions qui se présentent avec enthousiasme et à-propos ;
- authenticité : nous agissons plus authentiquement et autrement que les autres. Nous respectons les individualités et trouvons les différences enrichissantes.

Les RH ont concrétisé cette ambition en :

- menant un pilotage actif via l'orientation clients à tous les niveaux ;
- se concentrant sur les besoins du business ;
- incitant chacun à prendre ses propres responsabilités.

## 1.2. Satisfaction et engagement

Belfius est persuadée que des collaborateurs satisfaits et engagés sont la pierre angulaire d'une organisation prospère. En 2018 aussi, le baromètre annuel d'engagement de Belfius atteint des scores élevés, tant sur le plan de la satisfaction que de l'engagement des collaborateurs (voir tableaux ci-dessous).

**Scores « indicateur de satisfaction » de l'Engagement Survey (Belfius Banque et Belfius Insurance)**

	2016	2017	2018
Belfius Banque	94,9 %	92,8 %	95,2 %
Belfius Insurance	93,5 %	93,8 %	90,7 %

**Scores « indicateur d'engagement » de l'Engagement Survey (Belfius Banque et Belfius Insurance)**

	2016	2017	2018
Belfius Banque	86,7 %	85,7 %	88,1 %
Belfius Insurance	85,2 %	86,2 %	84,9 %

## 1.3. Réalisations marquantes

Notre engagement va bien au-delà de notre propre organisation. Belfius ambitionne de participer à la construction d'une société plus durable. Une ambition qui est partagée par les collaborateurs Belfius, comme en témoigne leur engagement volontaire en faveur d'initiatives sociétales, telles que Viva for Life (qui lutte contre la pauvreté infantile) et la Journée des Nez rouges (en faveur du bien-être mental des jeunes), que Belfius soutient aussi de façon structurelle.

## 2. Stimuler l'engagement par l'« empowerment »

### 2.1. Confiance et « empowerment »

Les collaborateurs Belfius sont engagés, prennent leurs responsabilités et ont confiance en leur capacité de relever les défis du futur. Ces défis requièrent non seulement de nouvelles compétences, mais aussi des changements en termes de flexibilité et de disponibilité.

C'est pourquoi, en 2018, Belfius a développé une nouvelle organisation du travail qui apporte une réponse aux défis de l'avenir, aux besoins changeants des clients, et aux attentes des collaborateurs sur le plan de l'équilibre vie privée/vie professionnelle.

Par exemple, la nouvelle organisation du travail requiert du management un autre mode de pilotage, et des collaborateurs, une nouvelle façon de travailler, plus autonome. En effet, en 2018, le nombre moyen de jours de télétravail (par collaborateur pratiquant le télétravail) a augmenté de 50 % pour Belfius Banque. Chez Belfius Insurance, on observe une hausse plus modeste, due au fait que, chez l'assureur, le télétravail était déjà intégré depuis plus longtemps (voir tableau ci-dessous). Pour les deux entités, le télétravail représente plus de 20 % du temps de travail.

## 2.2. Réalisations marquantes

### Nouvelle organisation du travail Belfius Banque

Fin 2017, les syndicats et la direction de Belfius Banque ont conclu un accord à propos d'une nouvelle organisation du travail afin de répondre aux attentes des clients et collaborateurs. Cette nouvelle organisation du travail est basée sur les principes suivants :

- La demande, mais aussi l'octroi, de nouvelles formes de flexibilité et de disponibilité. Belfius souhaite une organisation du travail équilibrée, qui rencontre les besoins de flexibilité des clients, mais offre en même temps aux collaborateurs l'opportunité de s'organiser de manière flexible vie privée et professionnelle.
- L'instauration progressive d'un temps d'adaptation suffisant aux collaborateurs pour qu'ils se sentent bien par rapport aux nouvelles formes de travail et de collaboration.
- Une organisation du travail harmonisée, à laquelle chaque collaborateur peut prendre part sur un pied d'égalité et où les différences statutaires du passé sont effacées de manière équitable.

2018 a été l'année de la mise en œuvre de cette nouvelle organisation du travail. Des coachings de groupe/en équipe, des formations ainsi que la communication ont contribué à instaurer une forme d'organisation du travail plus flexible. Dans l'intervalle, plus de 77 % des collaborateurs concernés ont déjà intégré ce nouveau système, basé sur la flexibilité, la disponibilité, la confiance et la collaboration.

En 2018, Belfius Banque a également entamé avec les partenaires syndicaux des négociations portant sur une nouvelle politique salariale durable. Fin 2018, ces négociations ont débouché sur un accord de principe qui sera finalisé avec les partenaires syndicaux en 2019.

## Évolution du « télétravail » au sein de Belfius Banque et Belfius Insurance

	% de collaborateurs qui font du télétravail			Nombre moyen de jours de télétravail par collaborateur faisant du télétravail			% de télétravail sur le total du « productive time »		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Belfius Banque	79,6 %	78,4 %	85,1 %	1,9	2,4	3,6	10,6 %	12,7 %	21,4 %
Belfius Insurance	68,2 %	68,9 %	69,1 %	3,8	4,0	4,1	18,6 %	19,8 %	20,8 %

### 3. Investir dans de nouveaux talents

#### 3.1. Opportunités de croissance

Belfius souhaite investir dès aujourd'hui dans les solutions de demain.

Pour Belfius comme pour beaucoup d'entreprises, la rotation naturelle du personnel et le besoin de nouvelles compétences constituent un défi de taille. Belfius se met donc en quête de nouveaux talents, et surtout aussi de profils différents. Ceci se traduit concrètement par une politique de recrutement plus active par rapport aux années précédentes, davantage de visibilité sur les réseaux sociaux et l'implémentation d'un nouveau site de recrutement en ligne de candidats potentiels, ainsi que par une présence marquée aux événements des universités, hautes écoles et « business schools ».

En tant qu'employeur, Belfius propose tout un éventail de fonctions, tant centrales que locales, et offre de larges possibilités d'emploi aux candidats potentiels. Du point de vue de la « formation permanente », Belfius a tout ce qu'il faut pour offrir une belle carrière aux personnes talentueuses qui souhaitent se développer et/ou se réorienter.

Pour Belfius, il est crucial de se positionner activement sur le marché belge de l'emploi, afin que l'employeur attractif que nous sommes, soit une évidence pour les talents que nous recherchons.

Les RH ont concrétisé cette ambition en :

- positionnant activement Belfius sur le marché du travail ;
- offrant un large éventail de fonctions dans divers domaines ;
- respectant la diversité dans notre politique de recrutement ;
- mettant en avant l'authenticité comme argument pour attirer de futurs collaborateurs.

#### 3.2. Arrivées et départs

En 2018, 585 offres d'emploi internes et externes pour des fonctions à durée indéterminée ont été publiées pour Belfius Banque et Belfius Insurance.

**Nombre d'offres d'emploi internes et externes chez Belfius Banque et Belfius Insurance, hors offres d'emploi intérimaires**

	2016	2017	2018
Nombre d'offres d'emploi	487	640	585

Parmi les leviers pour attirer de nouveaux talents, Belfius a accueilli 78 stagiaires. C'est une hausse substantielle par rapport aux années précédentes (53 en 2017), avec comme élément frappant, la plus grande représentation des femmes : de 37,5 % en 2016 à 50 % en 2018.

**Nombre de stagiaires chez Belfius Banque et Belfius Insurance (stages scolaires)**

	2016	2017	2018
Homme	30	25	39
Femme	18	28	39
<b>TOTAL</b>	<b>48</b>	<b>53</b>	<b>78</b>

Par ailleurs, le nombre d'entrées en service est constamment en hausse : 323 en 2018, contre 217 en 2017 et 186 en 2016.

**Évolution du nombre d'« entrées en service » par tranche d'âge au sein du groupe consolidé Belfius, hors transferts entre entités**

Année	Tranche d'âge	Homme	Femme	Total
2016	<20		1	1
	20-29	42	50	92
	30-39	30	26	56
	40-49	21	9	30
	50-59	5	2	7
<b>TOTAL 2016</b>		<b>98</b>	<b>88</b>	<b>186</b>
2017	20-29	45	50	95
	30-39	46	19	65
	40-49	27	17	44
	50-59	8	5	13
<b>TOTAL 2017</b>		<b>126</b>	<b>91</b>	<b>217</b>
2018	20-29	78	52	130
	30-39	68	51	119
	40-49	38	26	64
	50-59	8	2	10
<b>TOTAL 2018</b>		<b>192</b>	<b>131</b>	<b>323</b>
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>416</b>	<b>310</b>	<b>726</b>

En chiffres absolus, le nombre de départs a augmenté les dernières années. La majeure partie de ceux-ci sont le fait de collaborateurs dans la tranche d'âge des 60+, qui partent à la retraite : c'est le cas pour 188 des 422 départs, soit 44,5 % du nombre total des départs.

#### Évolution du nombre de « départs » par tranche d'âge au sein du groupe consolidé Belfius, hors transferts entre entités

Année	Tranche d'âge	Homme	Femme	Total
2016	20-29	16	14	30
	30-39	25	28	53
	40-49	32	21	53
	50-59	27	39	66
	60 et +	84	63	147
TOTAL 2016		184	165	349
2017	20-29	20	21	41
	30-39	23	18	41
	40-49	14	24	38
	50-59	28	30	58
	60 et +	105	45	150
TOTAL 2017		190	138	328
2018	20-29	27	19	46
	30-39	35	35	70
	40-49	28	23	51
	50-59	31	36	67
	60 et +	110	78	188
TOTAL 2018		231	191	422
GRAND TOTAL		605	494	1 099

Ce nombre continuera d'augmenter les prochaines années, en chiffres absolus et proportionnellement. Continuer d'investir dans de nouveaux et jeunes talents sera donc à l'avenir plus que jamais une pierre angulaire de notre stratégie RH. En 2016, il y a eu, tant chez Belfius Banque que chez Belfius Insurance, une rotation naturelle de respectivement 5,81 % et 6,61 %. Pour Belfius Banque, ce chiffre a légèrement augmenté, alors qu'il a baissé pour Belfius Insurance. La rotation naturelle relativement élevée chez Belfius Insurance en 2018 est principalement due à l'intégration de collaborateurs Belfius Insurance au sein de Belfius Banque.

#### Évolution de la rotation au sein de Belfius Banque et Belfius Insurance, soit « Nombre de départs pendant l'année N / (effectifs au 31/12 de l'année N-1 + effectifs au 31/12 de l'année N)/2 »<sup>(1)</sup>

	2016	2017	2018
Belfius Banque	5,81 %	5,26 %	6,53 %
Belfius Insurance	6,61 %	12,41 %	11,90 %

#### Répartition des membres du conseil d'administration de Belfius Banque en fonction du genre

2016			2017			2018		
Administrateurs	Dont femmes	% de femmes	Administrateurs	Dont femmes	% de femmes	Administrateurs	Dont femmes	% de femmes
14	2	14 %	15	3	20 %	15	3	20 %

### 3.3. Gender Diversity

Depuis 2015, la politique de diversité a été activée encore davantage au sein de Belfius, de nouveaux indicateurs ont été établis et font l'objet d'un suivi régulier. Ceci a notamment débouché sur un « gender mix » plus équilibré parmi les (plus jeunes) collaborateurs engagés. Mais, en matière de diversité, Belfius a de l'ambition à d'autres niveaux également. Dans la population des managers, la part des femmes a légèrement augmenté, passant de 27,7 % en 2015 à 30 % en 2018. De même, dans le Senior Management où l'on passe de 25,7 % de femmes en 2015 à 31,3 % en 2018. Il reste toutefois du chemin à parcourir et la (gender) diversity demeurera aussi une priorité dans les prochaines années.

### 3.4. Réalisations marquantes

#### 3.4.1. Diversité

La politique de diversité de Belfius vise à offrir à chaque collaborateur la possibilité de s'épanouir et de développer ses talents. Les trois pierres angulaires de celle-ci sont :

- le genre
- les générations
- le type de personnalité.

En ce qui concerne le genre, Belfius a l'ambition de soutenir une plus grande diversité hommes-femmes. L'équilibre des genres dans les conseils d'administration est fixé par la loi<sup>(2)</sup>. Belfius veut étendre cette ambition à tous les niveaux au sein de l'organisation. C'est dans ce but qu'a été créé le Diversity Steering, en charge notamment du suivi et de la mise en œuvre concrète de cette ambition.

« Bridge Builders » permet notamment à Belfius de mettre l'accent sur la plus-value qu'apporte la collaboration entre plusieurs générations au sein de l'entreprise. Cette initiative veut jeter des ponts entre les générations, en faisant travailler ensemble pendant deux jours jeunes collaborateurs et collaborateurs plus expérimentés sur des sujets donnés.

(1) Tous les chiffres relatifs aux collaborateurs concernent la population « active » (sauf mention contraire), c'est-à-dire hors collaborateurs en régime de départ, malades de longue durée, crédits-temps à temps plein, détachés.

(2) Au 01/01/2019, un tiers au moins des membres du conseil d'administration désignés par l'État belge ou par une société contrôlée par l'État belge doit être de sexe différent de celui des autres membres (voir tableau : Répartition des membres du conseil d'administration de Belfius Banque en fonction du genre).



La troisième pierre angulaire est la diversité des profils et des personnalités. Belfius a la conviction que les équipes composées de collaborateurs ayant des personnalités différentes, des talents différents et venant d'horizons différents sont plus performantes. Voilà pourquoi Belfius mise sur des formations comme « Discover Your Colours », « L'Intelligence émotionnelle au service de la communication » et « Boost your creative skills », où les participants apprennent non seulement à mieux se connaître eux-mêmes, mais aussi à mieux communiquer et collaborer avec les collègues et les clients, en tenant compte de la personnalité de chacun.

### 3.4.2. "Young Professionals" (YoPro)

Chez Belfius, deux programmes donnent une place de choix et une voix aux jeunes : « Belfius Young Community » (BYC) et, plus récemment, Belfius Young Professionals. Belfius recrute chaque année une vingtaine de Young Professionals, des jeunes qui viennent de décrocher leur diplôme ou qui ont déjà une expérience professionnelle limitée. Dans le courant de 2018, et dans l'ensemble de l'organisation Belfius, 26 jeunes collaborateurs ont œuvré à des projets stratégiques dans différents départements.

## 4. Investir dans le « Learning & Development »

### 4.1. Développement permanent

Parce qu'une gestion proactive des compétences est importante, Belfius n'a de cesse d'investir dans le développement de ses collaborateurs et dans leur reconversion en cas de changement du contenu de leur fonction.

Belfius reconnaît ici l'importance de la formation continue ou « life-long learning », parce que celle-ci offre la meilleure garantie de renforcement de la faculté d'adaptation des collaborateurs aux besoins changeants du business et des clients.

Les collaborateurs prennent eux-mêmes leur carrière en main. Belfius leur donne l'occasion et les moyens d'investir en eux-mêmes.

Les RH ont concrétisé cette ambition en :

- identifiant de manière proactive les talents dans l'organisation ;
- développant une offre étendue en matière de « Learning » (formations classiques, e-learning, on the job training, formations externes, séminaires, programmes de développement ...) ;
- fournissant une gamme permanente de possibilités de développement ;
- soutenant la mobilité interne ;
- accompagnant les collaborateurs et en les réorientant via le Mobility Center.

### 4.2. Formation & développement

En 2018, Belfius Banque a enregistré en moyenne 7 jours de formation par équivalent temps plein, et Belfius Insurance 5 jours. L'augmentation pour Belfius Banque s'explique notamment par les

formations de type « on the job trainings » qui, jusqu'à récemment encore, n'étaient pas prises en compte.

### Évolution du nombre moyen de jours de formation par équivalent temps plein (Belfius Banque et Belfius Insurance)<sup>(1)</sup>

	2016	2017	2018
Belfius Banque	4,75	4,42	7,00
Belfius Insurance	4,39	5,29	5,00

(1) Ces chiffres englobent le nombre de formations effectivement enregistrées dans nos systèmes ainsi que des formes alternatives de formation comme les « on the job trainings ».

## 4.3. Réalisations marquantes

### 4.3.1. LeaderShift

En 2015, Belfius a lancé son nouveau modèle de leadership, afin de favoriser le changement de culture, notamment grâce à un leadership plus fort. C'est ce modèle de leadership qui a abouti, fin 2018, au nouveau programme LeaderShift. Ce programme vise à insuffler aux Team Leaders un état d'esprit approprié, les outils et pratiques ad hoc, pour avancer dans un monde qui évolue rapidement. Pour se préparer aux nombreux défis et changements auxquels va être confronté le monde financier, et pour les anticiper dans le respect de notre vision et de nos valeurs.

Ce « shift » doit intervenir à différents niveaux :

- état d'esprit : nous avons besoin de collaborateurs avides d'apprendre, qui se caractérisent par leur ouverture d'esprit, leur « growth mindset » et une grande capacité d'adaptation ;
- compétences : dans un monde en constante évolution, apprendre à maîtriser de nouveaux outils et de nouvelles techniques ;
- pratiques : le manager doit être un exemple, un coach qui montre la voie à ses collaborateurs et les aide à développer leurs talents ;
- système : nous devons évoluer vers une organisation plus flexible, qui mise sur la collaboration transversale.

Que signifie LeaderShift dans la pratique ?

- Un trajet de développement et d'apprentissage pour tous les managers de Belfius (plus de 600 collaborateurs) ;
- commençant par une immersion 5 jours durant en petits groupes, avec en alternance des visites d'entreprises, des conférences, des séances de formation intensives et du networking ;
- des moments d'apprentissage sous forme de workshops ou de conférences.

Le programme LeaderShift est un investissement pour tous les collaborateurs Belfius. Chaque manager partage avec son équipe les connaissances et compétences qu'il a acquises, et introduit progressivement de nouvelles habitudes de travail, dans la droite ligne des valeurs Belfius.

#### 4.3.2. Growth Mindset

Growth Mindset est un programme sur 3 ans destiné à préparer Belfius – mentalement et sur le plan du contenu – à innover encore mieux et à relever encore plus efficacement les défis futurs.

En 2018, 2 expéditions Growth Mindset ont été entreprises : la première à San Francisco et Toronto, et la deuxième à Singapour et Peking. Elles ont été pour 49 collaborateurs, une source d'inspiration dans de nombreux domaines lors de contacts avec des entreprises de premier plan dans différents secteurs.

#### 4.3.3. The Academy

Afin de continuer à faire face à la rapidité à laquelle se succèdent les innovations technologiques, et à laquelle évoluent les attentes des clients, Belfius a mis en place le trajet de formation The Academy. Ce trajet d'une durée de 2 ans permet non seulement au collaborateur concerné de se développer dans des domaines tels que Project & Process Management, Intelligence Artificielle, Innovation Technology, mais aussi en matière de Communication, Management, Self-Leadership et sur le plan linguistique. À terme, 2 000 collaborateurs suivront ce trajet. En 2018, 350 collaborateurs ont déjà entamé le trajet, principalement des Analystes Business & Fonctionnels, Business Process Owners ainsi que des Project & Process Managers.

#### 4.3.4. CCT Développement des talents Belfius Banque

Belfius choisit résolument d'investir dans ses propres talents à condition que des accords clairs soient conclus en matière de ré-orientation. Via le Mobility Center, les RH s'engagent à accompagner prioritairement les collaborateurs dans la recherche d'une nouvelle fonction, après une absence de longue durée ou une suppression de fonction, et ce, pendant une période pouvant aller jusqu'à 9 mois.

#### 4.3.5. Initiatives en matière de formations digitales

Depuis la modernisation de la plateforme d'apprentissage (E-Lab), les collaborateurs peuvent suivre des formations en ligne, quand et où cela leur convient le mieux. La plateforme est également accessible sur appareils mobiles.

Pour mieux anticiper la digitalisation actuellement en cours, des « formations digitales » spécifiques ont été organisées. Le parcours de formation « Destination Digital » offre à tous les collaborateurs de Belfius une occasion unique de découvrir l'univers digital d'une

manière originale et ludique et de se familiariser ainsi avec les applications digitales de Belfius.

En complément, plusieurs initiatives ont été développées sur le plan du Digital Dating, les collègues s'aidant ainsi mutuellement à apprendre le monde digital.

### 5. Les personnes et les échanges de talents, en interne et en externe

#### 5.1. Les collaborateurs constituent l'épine dorsale de l'entreprise

Belfius s'appuie sur l'engagement de ses collaborateurs talentueux. La tâche des RH est de faire croître ces talents en favorisant la collaboration transversale, au-delà des frontières traditionnelles des différents départements.

De plus, Belfius est convaincue que les échanges de talents doivent dépasser les limites de l'entreprise, pour qu'elle réalise ses ambitions à travers notamment des échanges de connaissances et d'expériences avec les clients, les partenaires, le monde académique, les étudiants et les associations.

Les RH ont concrétisé cette ambition en 2018 en :

- misant au maximum sur l'« employabilité » de ses collaborateurs ;
- positionnant les RH en tant que partenaire actif pour le business ;
- utilisant activement les données RH lors de la prise de décisions stratégiques ;
- évaluant de façon proactive les impacts de l'intelligence artificielle ;
- favorisant le regroupement des talents et la collaboration entre eux.

#### 5.2. Évolution du personnel

Notre stratégie 2020 est une réponse tenace aux défis non moins tenaces auxquels Belfius, et par extension tout le secteur bancaire, est confrontée aujourd'hui. Dans ce cadre, Belfius n'opte pas pour la voie qui consiste à réduire le nombre d'ETP, mais choisit résolument de soutenir au maximum l'« employabilité » de ses collaborateurs actuels. Ensemble, nous avons la force requise pour affronter les défis de demain.

#### Évolution du nombre de collaborateurs actifs à temps plein/temps partiel au sein du groupe consolidé Belfius (effectif)<sup>(2)</sup>

Régime de travail	2016			2017			2018		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Temps plein	3 202	2 193	5 395	3 209	2 184	5 393	3 251	2 229	5 480
Temps partiel	92	942	1 034	98	941	1 039	99	915	1 014
<b>TOTAL</b>	<b>3 294</b>	<b>3 135</b>	<b>6 429</b>	<b>3 307</b>	<b>3 125</b>	<b>6 432</b>	<b>3 350</b>	<b>3 144</b>	<b>6 494</b>

(2) Tous les chiffres relatifs aux collaborateurs concernent la population « active » (sauf mention contraire), c'est-à-dire hors collaborateurs en régime de départ, malades de longue durée, crédits-temps à temps plein, détachés.

Évolution du nombre de collaborateurs actifs par tranche d'âge au sein du groupe consolidé Belfius (effectif)<sup>(1)</sup>

Groupe d'âge	2016			2017			2018		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
20 ans - 29 ans	194	202	396	207	209	416	242	231	473
30 ans - 39 ans	468	572	1 040	453	521	974	478	514	992
40 ans - 49 ans	1 045	1 173	2 218	1 029	1 114	2 143	980	1 071	2 051
50 ans - 59 ans	1 416	1 136	2 552	1 422	1 231	2 653	1 411	1 251	2 662
60+	171	52	223	196	50	246	239	77	316
<b>TOTAL</b>	<b>3 294</b>	<b>3 135</b>	<b>6 429</b>	<b>3 307</b>	<b>3 125</b>	<b>6 432</b>	<b>3 350</b>	<b>3 144</b>	<b>6 494</b>

(1) Tous les chiffres relatifs aux collaborateurs concernent la population « active » (sauf mention contraire), c'est-à-dire hors collaborateurs en régime de départ, malades de longue durée, crédits-temps à temps plein, détachés.

Depuis le Plan 2013-2016<sup>(1)</sup>, le nombre de collaborateurs au sein du groupe a été réduit progressivement pour se stabiliser depuis 2016. En 2018, Belfius comptait 6 494 collaborateurs (3 144 femmes et 3 350 hommes), dont 97,6 % de détenteurs d'un contrat à durée indéterminée. Dans 84,4 % des cas, il s'agissait de collaborateurs sous un régime de travail à temps plein, ce qui est pratiquement identique à la situation des années précédentes (2017 : 83,8 %, 2016 : 83,9 %, 2015 : 83,7 %).

La pyramide des âges donne la répartition du nombre de collaborateurs par tranche d'âges. Ces chiffres montrent une fois encore que le vieillissement ne constitue pas seulement un des grands défis du futur proche (plus de 45 % des collaborateurs sont âgés de 50 ans ou plus), mais qu'il offre aussi des opportunités sur le plan de l'« employabilité » des collaborateurs « plus jeunes », qui peuvent ainsi poursuivre leur évolution au sein de l'organisation.

### 5.3. Réalisations marquantes

#### 5.3.1. Belfius Young Community (BYC)

La BYC, qui compte actuellement un millier de membres, a été créée par et pour les jeunes collaborateurs Belfius (de moins de 36 ans). La BYC a plusieurs objectifs : mettre les jeunes collaborateurs en contact les uns avec les autres, accroître leur participation et leur engagement, procurer un feed-back récurrent au management pour assurer ainsi un focus permanent sur le long terme.

#### 5.3.2. The Birdhouse

En 2018 aussi, Belfius est restée le partenaire principal de The Birdhouse, un programme accélérateur intensif pour jeunes entrepreneurs. Belfius soutient ainsi de jeunes entrepreneurs sur le plan financier et dans le domaine des assurances ; les start-ups peuvent aussi faire appel à l'expertise de Belfius en matière de Business Development. 37 mentors expérimentés les accompagnent pendant six mois avec comme objectif de leur assurer une croissance durable.

Ce partenariat vient idéalement compléter les conseils sur mesure que les 500 spécialistes en Business Banking dispensent partout dans le pays. Chaque année, 30 start-ups ou scale-ups ont l'opportunité d'entamer leur trajet de croissance avec le soutien et l'expertise de Belfius. Au total, 67 start-ups ont déjà bénéficié de cet accompagnement.

## 6. Continuer de développer une politique du bien-être

### 6.1. Un employeur moderne et attractif

Employeur moderne et attractif, Belfius a beaucoup investi ces dernières années dans des conditions de travail innovantes pour ses collaborateurs.

### 6.2. Une politique structurée de bien-être

Belfius veut s'engager proactivement en faveur du bien-être général de ses travailleurs. Une des initiatives qui a été lancée à cet effet en 2017, et qui a été mise en œuvre en 2018, porte sur une politique structurée de bien-être pour les collaborateurs. Cette initiative comporte deux volets :

- d'une part, la mise à disposition d'un « outil de bien-être » que chaque collaborateur peut utiliser à des moments spécifiques. Il identifie de manière proactive, sur la base d'un questionnaire détaillé (centré sur le contexte professionnel et personnel du collaborateur), les « risques pour le bien-être » par le biais d'un rapport personnel et il fournit, outre un baromètre individuel de la résistance professionnelle et personnelle, des conseils et des aides concrètes pour passer à l'action. À ce questionnaire ont participé respectivement 69 % (Belfius Banque) et 65 % (Belfius Insurance) des collaborateurs. Au terme de ce processus, chacun d'eux a reçu un rapport personnalisé et individuel, avec des résultats détaillés le concernant ;
- d'autre part, le lancement d'un Employee Assistance Program (EAP). Grâce à l'EAP, les collaborateurs peuvent disposer d'un « coach », de façon totalement anonyme s'ils le souhaitent. Les travailleurs en difficulté (pour des raisons professionnelles ou personnelles) peuvent ainsi être soutenus proactivement.

(1) CCT du 10 juillet 2013 fixant un cadre de mobilité interne, des mesures de départ anticipé, des mesures de réduction du temps de travail et des garanties d'emploi dans le cadre du Plan Belfius 2016.

### 6.3. Absentéisme

En 2018, le taux d'absentéisme chez Belfius s'élevait à 4,12 %, le même pourcentage qu'en 2017, en légère baisse par rapport à 2016 (4,15 %).

### 6.4. Réalisations marquantes

#### 6.4.1. Belfius Way of Working (BeWoW)

En 2018, la mise en œuvre du nouvel environnement de travail qui va de pair avec BeWoW s'est poursuivie. Ce programme assure un équilibre entre les éléments physiques (lieu d'emploi), les éléments digitaux (hardware et software) et les éléments comportementaux (organigramme, culture, leadership et empowerment). Fin 2018, plus de 5 000 collaborateurs travaillaient dans un environnement BeWoW. En 2018, pour ce projet innovant et stimulant, Belfius a remporté le Corporate HR Award dans la catégorie « Inspiring Workplace & Future of Work ».

#### 6.4.2. Belfius Workout & The Village

Depuis quelque temps, la Belfius Tower dispose d'un espace fitness : tous les collaborateurs peuvent s'y rendre pour faire de l'exercice, se détendre et recharger les batteries. Fin 2018, le Belfius Workout comptait environ 800 membres, qui pratiquent régulièrement un sport, soit individuellement, soit en groupe, soit encore sous la tutelle d'un coach spécialisé.

« The Village », pour sa part, est devenu le lieu de rencontre par excellence dans la Belfius Tower : un endroit où – dans une ambiance conviviale et détendue –, on peut manger, retrouver les collègues, tenir des réunions, organiser des événements entre collègues, ou encore travailler à l'un des points de connexion.



# RÉSULTATS FINANCIERS

## REMARQUES PRÉLIMINAIRES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

### 1. Modifications du périmètre de consolidation

#### 1.1. Consolidation par intégration globale d'Auxipar

À la fin de l'année 2016, Belfius et les liquidateurs des sociétés Arco en liquidation (Arcopar, Arcofin, Arcoplus et Arcosyn) ont abouti à un accord dans le but d'avancer vers la liquidation définitive, dans l'intérêt de toutes les parties prenantes. L'accord énumérait un ensemble d'actions à réaliser en vue de la finalisation de la liquidation, notamment la reprise par Belfius des parts Auxipar détenues par les sociétés Arco.

En conséquence de ces actions, le 29 mars 2018, Belfius a augmenté sa participation dans Auxipar de 39,7 % à 74,99 % pour le prix de EUR 29,4 millions. À la suite de la transaction, Belfius remplit les critères d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes. À ce titre, Belfius est soumise à IFRS 3 : tout intérêt antérieurement détenu est ajusté à sa juste valeur à compter de la date d'acquisition, et tout profit qui en résulte est inscrit au compte de résultats consolidé. Belfius a estimé la juste valeur d'Auxipar à EUR 82,8 millions à la date d'acquisition, ce qui correspond au prix d'acquisition de 100 % des actions (EUR 83,3 millions). La réévaluation due à l'application d'IFRS 3 à l'intérêt antérieurement détenu (comptabilisé fin mars 2018 à EUR 33 millions) s'est traduite par une plus-value de EUR 23 millions enregistrée en « Résultat net sur investissements et dettes ». La différence entre le retraitement du bilan et la somme payée a généré un écart d'acquisition de EUR 0,1 million.

Il est à noter qu'un des investissements d'Auxipar consiste en une participation de 82,7 % dans EPC, une organisation d'entreprises distribuant des produits pharmaceutiques. Si Auxipar en tant que telle possède la majorité des parts d'EPC, elle n'exerce pas de contrôle avéré sur l'investissement. En effet, (a) les droits de vote font l'objet d'une limitation, et (b) il n'existe pas de conventions d'actionnaires/de contrôle. En conséquence, Belfius consolide EPC suivant la méthode de mise en équivalence. La valeur de EUR 20,7 millions résultant de la mise en équivalence est considérée comme la juste valeur d'EPC estimée à la date d'acquisition d'Auxipar et comprend EUR 1,4 million d'écart d'acquisition.

#### 1.2. Autres modifications du périmètre de consolidation

Belfius a cédé ses investissements dans « NEB Participation » à Nethys. Cela concernait un associé qui faisait précédemment l'objet de la méthode de la mise en équivalence. À cette occasion, Belfius a réalisé une plus-value de EUR 23,6 millions enregistrée en « Résultat net sur investissements et dettes ».

Belfius a consolidé en 2018 par mise en équivalence la nouvelle entité Bancontact Payconiq Company, dont elle possède 22,5 % des parts, à la suite de la fusion de Payconiq et Bancontact le 29 juin 2018.

Caring People, une filiale à 100 % de Corona fournissant des services de centre d'appel à Corona, est intégralement consolidée à partir de 2018.



Les sociétés Jaimy et Charlin sont intégralement consolidées depuis leur date de constitution en 2018. Jaimy a pour vocation de proposer une plate-forme grâce à laquelle les utilisateurs peuvent demander de petites réparations domestiques. Quant à Charlin, sa mission est d'offrir une solution permettant aux personnes âgées de rester plus longtemps chez elles sans assistance spéciale.

Les acteurs de l'innovation numérique The Studio, Spencr, Brightknight et Smart Belgium Services sont intégralement consolidés à partir de 2018. The Studio et Spencr développent et promeuvent des solutions de banque numérique comme Pengo ainsi que des applications à base de blockchain. Brightknight offre des services liés à la robotisation et à l'intelligence artificielle dans le segment Public & Corporate. Smart Belgium Services facilite le dialogue entre les autorités locales et le monde des entreprises.

L'entreprise immobilière Offico Immo est intégralement consolidée à partir de décembre 2018. La participation dans le parc de vacances De Haan et dans la société d'investissement M80 Capital est consolidée par mise en équivalence depuis 2018, conformément aux participations détenues par Belfius Insurance dans ces sociétés. L'acquisition de ces dernières participations s'inscrit dans la stratégie de long terme de Belfius Insurance, qui consiste à diversifier ses investissements.

### 1.3. Simplification de la structure du groupe

Le conseil d'administration de Belfius Banque a approuvé le 26 avril 2018 la fermeture de son agence de Dublin, avec centralisation du portefeuille irlandais entre les mains de Belfius Ireland (BIRL), une filiale de Belfius Banque. La structure du groupe Belfius s'en trouve simplifiée. À la fin de 2018, toutes les obligations et leurs dérivés de couverture ont été transférés de l'agence de Dublin à Belfius Ireland, au prix du marché. La fermeture a été juridiquement finalisée le 28 janvier 2019. La fermeture a exercé un impact positif de EUR 31 millions sur la situation fiscale de Belfius Banque.

## 2. Aspects fondamentaux des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés de Belfius ont été préparés sur la base du principe de continuité des activités, en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

### REMARQUES PRÉLIMINAIRES

La norme IFRS 9 relative aux instruments financiers est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018. La première adoption de la norme s'est traduite par un solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2018 suivant IFRS 9, avec un impact notable sur

- la présentation du bilan,
- la classification des actifs financiers et
- le résultat reporté.

Belfius a saisi l'occasion pour revoir la présentation de son bilan à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Sous IAS 39, Belfius adoptait une présentation fondée sur l'évaluation : la présentation du bilan reposait essentiellement sur la méthode d'évaluation des actifs et des dettes. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, cependant, Belfius a décidé d'adopter une présentation basée sur la nature des actifs et des dettes, qui sont regroupés suivant leur type, par exemple les titres de créance.

La classification des actifs financiers suivant IFRS 9 s'appuie à la fois sur le modèle économique de gestion des actifs financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Belfius a évalué et analysé ses modèles économiques pour déterminer si les flux de trésorerie des actifs financiers représentent seulement des paiements de principal et d'intérêts (test SPPI) sur le principal dû. En conséquence, la classification de certains actifs financiers sous IAS 39 n'est plus comparable avec la classification de ces actifs sous IFRS 9.

Par ailleurs, IFRS 9 définit un nouveau modèle d'évaluation issu à la fois du

- choix du modèle économique et du
- test SPPI, ainsi qu'un nouveau modèle de dépréciation. En conséquence, un impact transitoire apparaît entre IAS 39 et IFRS 9. Cet impact est annulé ou comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ou dans le résultat reporté.

Dans IFRS 9, une option permet de ne pas retraiter les exercices comparatifs. Belfius a décidé de faire usage de cette faculté. En conséquence, Belfius présente le bilan et le compte de résultats sous IAS 39 comme ils ont été présentés dans les états financiers de 2017. Néanmoins, pour faciliter la comparaison, Belfius met en regard le bilan à la date initiale d'application (DIA) du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le bilan fin 2018.

En l'absence de proforma pour le compte de résultats de fin 2017, Belfius présentera et commentera le compte de résultats IAS 39 de fin 2017 parallèlement au compte de résultats IFRS 9 de fin 2018.

Notons qu'une analyse détaillée de la DIA figure à la note 3 « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés », « Tableaux de transition de IAS 39 vers IFRS 9 ».

### ANALYSE DU BILAN CONSOLIDÉ

Le total du bilan diminue de EUR 3,1 milliards, ou 1,8 %, passant de EUR 167,2 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à EUR 164,2 milliards au 31 décembre 2018. Le total du bilan se compose de EUR 146,4 milliards pour le groupe bancaire Belfius (contre EUR 148,7 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018) et de EUR 17,8 milliards pour Belfius Insurance (contre EUR 18,5 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018). Il est à noter que ces montants représentent la contribution du groupe bancaire et de Belfius Insurance dans la consolidation et ne reflètent pas le total de leurs bilans respectifs.

## Synthèse du bilan consolidé

(en millions d'EUR)	01/01/18 IFRS 9	Contribution Banque dans le groupe <sup>(1)</sup>	Contribution Assurances dans le groupe <sup>(1)</sup>	31/12/18 IFRS 9	Contribution Banque dans le groupe <sup>(1)</sup>	Contribution Assurances dans le groupe <sup>(1)</sup>	Évolution
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>167 217</b>	<b>148 725</b>	<b>18 492</b>	<b>164 165</b>	<b>146 356</b>	<b>17 810</b>	<b>-3 052</b>
Dont							
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	10 237	10 237	0	8 314	8 314	0	-1 922
Prêts et créances sur établissements de crédit	13 802	13 756	46	13 107	13 073	34	-695
A. Évalués au coût amorti	13 802	13 756	46	13 107	13 073	34	-695
Prêts et créances	85 406	81 299	4 108	91 123	87 054	4 069	+5 716
A. Évalués au coût amorti	83 060	78 989	4 072	89 302	85 271	4 031	+6 242
C. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	2 346	2 310	36	1 820	1 783	37	-526
Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres	30 776	17 558	13 219	28 569	16 739	11 830	-2 208
A. Évalués au coût amorti	21 144	15 354	5 790	21 611	15 671	5 939	+467
B. Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	6 963	1 352	5 611	5 216	217	4 999	-1 747
C. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	2 670	852	1 818	1 742	850	892	-928
Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance	2 598	0	2 598	2 838	0	2 838	+240
Dérivés	16 415	16 415	0	12 768	12 739	28	-3 647
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>157 772</b>	<b>139 818</b>	<b>17 955</b>	<b>154 206</b>	<b>136 849</b>	<b>17 356</b>	<b>-3 567</b>
Dont							
Caisse et avoirs des banques centrales	3 979	3 979	0	3 962	3 962	0	-16
Dettes envers et dépôts des établissements de crédit	7 131	7 099	32	5 867	5 810	56	-1 265
A. Évalués au coût amorti	7 131	7 099	32	5 867	5 810	56	-1 265
Dettes et dépôts	76 328	76 328	0	79 661	79 661	0	+3 333
A. Évalués au coût amorti	76 274	76 274	0	79 610	79 610	0	+3 335
B. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	54	54	0	52	52	0	-2
Titres de créance émis et autres passifs financiers	28 269	28 269	0	26 687	26 687	0	-1 582
A. Évalués au coût amorti	22 027	22 027	0	19 275	19 275	0	-2 752
B. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	6 241	6 241	0	7 412	7 412	0	+1 171
Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance	2 598	0	2 598	2 838	0	2 838	+240
Dérivés	21 196	21 196	0	17 740	17 740	0	-3 456
Provisions pour activités d'assurance	14 584	0	14 584	13 908	0	13 908	-676
Dettes subordonnées	1 199	1 199	0	1 219	1 219	0	+21
A. Évalués au coût amorti	1 199	1 199	0	1 219	1 219	0	+21
<b>FONDS PROPRES DU GROUPE</b>	<b>9 444</b>	<b>8 907</b>	<b>537</b>	<b>9 446</b>	<b>9 009</b>	<b>437</b>	<b>+2</b>
Dont							
Fonds propres de base	8 788	8 730	58	9 055	8 897	158	+267
Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats	657	177	479	392	112	279	-265
<b>FONDS PROPRES TOTAUX</b>	<b>9 444</b>	<b>8 907</b>	<b>537</b>	<b>9 960</b>	<b>9 506</b>	<b>453</b>	<b>+515</b>
Dont							
Fonds propres du groupe	9 444	8 907	537	9 446	9 009	437	+2
Instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1	0	0	0	497	497	0	+497
Participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	16	0	16	+16

(1) Information basée sur des chiffres non audités.

La baisse concerne les « dérivés » à la suite de l'évolution du marché, ainsi que le collatéral correspondant dans « Prêts et créances sur établissements de crédit ». Par ailleurs, à la suite de la diminution de l'encours en Branche 21 (« Provisions pour activités d'assurance »), on constate une baisse due à la vente de « Titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » et de « Titres de créance évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats ». On observe par ailleurs un déplacement des sources de financement en raison du contexte de taux faibles : les « titres de créance émis » cèdent du terrain aux « dépôts ».

## 1. Actif

### 1.1. Caisse et avoirs auprès des banques centrales

Le poste « Caisse et avoirs auprès des banques centrales » diminue de EUR 1,9 milliard ou 18,8 %, à EUR 8,3 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 10,2 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Dans le cadre de la gestion de ses liquidités, Belfius dépose une partie du cash excédentaire auprès de la Banque nationale de Belgique.

### 1.2. Prêts et créances sur établissements de crédit

Les prêts et créances sur établissements de crédit reculent de 5,0 % ou EUR 0,7 milliard à EUR 13,1 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 13,8 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cela s'explique par la baisse du cash collatéral payé en raison de l'évolution du marché des dérivés, soit EUR 1,1 milliard, et EUR 0,2 milliard de prêts inter-bancaires, baisse partiellement compensée par l'augmentation de EUR 0,6 milliard des contrats de cession-rétrocession.

### 1.3. Prêts et créances

Les prêts et créances augmentent de EUR 5,7 milliards, ou 6,7 %, à EUR 91,1 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 85,4 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'augmentation des prêts résulte de la hausse de EUR 6,2 milliards des actifs commerciaux (essentiellement des prêts hypothécaires et des prêts à terme), conformément à notre stratégie de développement de la franchise commerciale et de soutien à l'économie belge. Parmi les autres postes, on relèvera une augmentation de EUR 0,1 milliard du cash collatéral payé à la suite de l'évolution du marché des dérivés, ainsi qu'une baisse de EUR 0,1 milliard des contrats de cession-rétrocession. Notons qu'à la date initiale d'application d'IFRS 9, un stock total de EUR 2,3 milliards de prêts n'a pas réussi le test SPPI et est en conséquence évalué à sa juste valeur par le biais du compte de résultats. Cela concerne principalement des prêts au secteur public et social, avec des formules de taux d'intérêt spécialement structurées. On note aussi des restructurations régulières qui transforment en prêts de base des structures différentes. Cela se traduit par une diminution de EUR 0,5 milliard des prêts et créances non de base évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats au 31 décembre 2018.

Le ratio de qualité des actifs, le rapport entre les prêts et créances dépréciés et l'encours brut des prêts et créances, a légèrement reculé de 2,15 % au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à 2,05 % au 31 décembre 2018.

## 1.4. Dettes représentées par un titre et instruments de fonds propres

Le portefeuille de dettes représentées par un titre et instruments de fonds propres représente pour le groupe bancaire Belfius EUR 16,7 milliards (contre EUR 17,6 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018), et pour Belfius Insurance EUR 11,8 milliards (contre EUR 13,2 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018).

Deux types de modèles économiques peuvent être distingués au sein du groupe Belfius. Les portefeuilles d'obligations sont gérés au sein d'un modèle économique dont l'objectif est de détenir les obligations en vue de collecter des flux de trésorerie contractuels jusqu'à maturité, à l'exception de certaines positions qui étaient classées sous un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers. Cette dernière concerne une partie du portefeuille d'obligations d'État italiennes qui a été vendue entre-temps à des fins de gestion du risque de concentration. Les titres de créances du groupe d'assurance sont gérés conformément avec les politiques et directives ALM. Par conséquent, le groupe d'assurance a décidé qu'une grande partie de son portefeuille sera repris dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir des flux de trésorerie contractuels. Pour parer à des besoins de liquidités, le groupe d'assurance a décidé de classer certaines obligations sous un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers.

Les titres de créance évalués au coût amorti augmentent légèrement, de EUR 21,1 milliards à EUR 21,6 milliards, à la suite du réinvestissement du produit de la vente des obligations italiennes chez Belfius Banque et des acquisitions de Belfius Insurance.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global diminuent de EUR 1,7 milliard ou 25,1 % à EUR 5,2 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 7,0 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018. La baisse résulte principalement de la vente de certaines obligations de l'État italien pour un montant notionnel de EUR 0,8 milliard par Belfius Banque, en cohérence avec l'objectif de Belfius de réduire son risque de concentration. Chez Belfius Insurance, des obligations publiques ont été vendues pour EUR 0,5 milliard dans le cadre de la gestion ALM du segment Vie individuel et pour financer le règlement d'un fonds cantonné. Par ailleurs, on relève des ajustements négatifs de la juste valeur en raison des rendements accrus et du recul des marchés d'actions en comparaison avec fin 2017.

Les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats diminuent de EUR 0,9 milliard, ou 34,7 %, à EUR 1,7 milliard au 31 décembre 2018, contre EUR 2,7 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018, principalement en raison de la baisse de l'encours de fonds (mutuels), surtout monétaires, dans le portefeuille de fonds non de base de Belfius Insurance.

### 1.5. Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance

Les produits liés aux fonds de placement activités d'assurance (Branche 23) augmentent de EUR 0,2 milliard, ou 9,3 %, à EUR 2,8 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 2,6 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018, principalement sous l'effet des transferts de contrats Branche 21 arrivant à maturité et du net new cash, bien que le phénomène soit partiellement compensé par l'évolution de la juste valeur.

### 1.6. Dérivés

Les dérivés diminuent de EUR 3,6 milliards, ou 22,2 %, à EUR 12,8 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 16,4 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Ceci est principalement dû aux services de compression sur le marché des produits dérivés et à l'évolution des marchés.

## 2. Dettes

Le total du passif diminue de EUR 3,6 milliards, ou 2,3 %, à EUR 154,2 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 157,8 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018. À la suite de la diminution de l'encours en Branche 21 (« Provisions pour activités d'assurance »), on constate une baisse due à la vente de « Titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » et de « Titres de créance évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats ». On observe par ailleurs un déplacement des sources de financement en raison du contexte de taux faibles : les « titres de créance émis » cèdent du terrain aux « dépôts ».

### 2.1. Caisse et avoirs envers des banques centrales

Le poste « Caisse et avoirs envers des banques centrales » reste stable à EUR 4,0 milliards au 31 décembre 2018.

### 2.2. Dettes envers et dépôts des établissements de crédit

Les dettes envers et dépôts des établissements de crédit diminuent de EUR 1,3 milliard, ou 17,7 %, à EUR 5,9 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 7,1 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018, à la suite d'une baisse de EUR 1,0 milliard du cash collatéral perçu en raison de l'évolution du marché des dérivés, et des comptes épargne pour EUR 0,2 milliard.

### 2.3. Dettes et dépôts

Les dettes et dépôts augmentent de EUR 3,3 milliards, ou 4,4 %, à EUR 79,7 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 76,3 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'augmentation des dettes envers et dépôts de la clientèle s'explique par la croissance organique des comptes à vue et des comptes d'épargne.

### 2.4. Titres de créance émis et autres passifs financiers

Les titres de créance émis et autres passifs financiers diminuent de EUR 1,6 milliard, ou 5,6 %, à EUR 26,7 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 28,3 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Les titres de créance évalués au coût amorti diminuent de EUR 2,8 milliards, ou 12,5 %, à EUR 19,3 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 22,0 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018, en raison de l'échéance de certificats de dépôt et d'autres titres de créance, partiellement compensés par l'émission d'obligations sécurisées pour EUR 1,5 milliard en 2018.

Les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats diminuent de EUR 1,2 milliard, ou 18,8 %, à EUR 7,4 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 6,2 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018, à la suite des nouvelles émissions de titres de créance (structurés) pour les clients particuliers, partiellement compensées par les titres de créance arrivés à maturité.

### 2.5. Dérivés

Les dérivés diminuent de EUR 3,5 milliards, ou 16,3 %, à EUR 17,7 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 21,2 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Ceci est principalement dû aux services de compression sur le marché des produits dérivés et à l'évolution des marchés.

### 2.6. Provisions pour activités d'assurance

Les provisions pour activités d'assurance vie diminuent de EUR 0,7 milliard, ou 5,3 %, à EUR 12,6 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 13,3 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018, en raison de la liquidation d'un fonds cantonné mais aussi de rachats, compensés en partie seulement par les nouvelles productions dues au contexte de taux faibles. Les clients réinvestissent généralement les rachats dans des produits de Belfius Banque ou dans des produits Branche 23 de Belfius Insurance. La provision technique pour les produits Non-Vie augmente légèrement de EUR 32 millions à EUR 1,3 milliard au 31 décembre 2018 en raison de la croissance de l'activité Non-Vie. Belfius s'est basée sur les résultats du LAT (liability adequacy test) pour évaluer l'adéquation de ses provisions techniques pour les taux d'intérêt bas et autres risques. Les provisions techniques sont apparues plus que suffisantes.

### 2.7. Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées restent stables à EUR 1,2 milliard au 31 décembre 2018, à comparer aux EUR 1,2 milliard du 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'émission Tier 2 de 2018 est entièrement compensée par les appels prévus sur la dette émise.

## 3. Fonds propres

Le total des fonds propres augmente de EUR 515,1 millions, ou 5,5 %, à EUR 10,0 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 9,4 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'augmentation s'explique principalement par le bénéfice de l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, soit EUR 649 millions, ainsi que par une émission Additional Tier 1 de EUR 500 millions. Ces éléments sont partiellement compensés par le paiement du dividende pour toute l'année 2017, soit EUR 363 millions (dont EUR 75 millions d'acompte sur dividende payé au troisième trimestre 2017), ainsi que d'un acompte sur dividende de EUR 100 millions sur le bénéfice 2018. Ajoutons que les gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats ont diminué de EUR 265 millions.

### 3.1. Fonds propres de base

Les fonds propres de base augmentent de EUR 267,2 millions, ou 3,0 %, à EUR 9,1 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 8,8 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'augmentation s'explique principalement par le bénéfice de l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, soit EUR 649 millions. Cette évolution est partiellement compensée par le paiement du dividende ordinaire de EUR 363 millions sur le résultat de 2017, dont EUR 75 millions d'acompte sur dividende payé au troisième trimestre 2017, ainsi que d'un acompte sur dividende de EUR 100 millions sur le bénéfice 2018. Le paiement sur l'Additional Tier 1 s'élève à EUR 9 millions après impôt. Il est à noter qu'à la date d'application initiale de l'IFRS 9, le choix irrévocable a été fait d'évaluer tous les instruments de capitaux propres à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Par conséquent, tout résultat réalisé sur ces instruments de capitaux propres est comptabilisé directement dans résultat reporté. Un total de EUR 15 millions (après impôt) de gains réalisés sur ces transactions est comptabilisé (surtout dans le chef de Belfius Insurance).

### 3.2. Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats

Les gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats diminuent de EUR 265,1 millions, ou 40,4 %, à EUR 391,5 millions au 31 décembre 2018, contre EUR 656,6 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018. La contribution du groupe bancaire Belfius s'élève à EUR 112 millions (en baisse de EUR 65 millions) et celle de Belfius Insurance à EUR 279 millions (en baisse de EUR 200 millions). La juste valeur des instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global diminue de EUR 157 millions, ou 41,7 %, à EUR 219 millions au 31 décembre 2018, contre EUR 375 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cette évolution négative résulte d'une augmentation des spreads de crédit par rapport à l'année dernière, de plus-values réalisées sur les désinvestissements au sein de Belfius Insurance, et de la vente d'obligations italiennes dans le groupe bancaire Belfius. La juste valeur des instruments de fonds propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global diminue de EUR 112 millions, ou 59,9 %, à EUR 75 millions au 31 décembre 2018, contre EUR 187 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018, sous l'effet de l'évolution du marché et des ventes. La réévaluation des régimes à prestations définies diminue de EUR 71 millions, ou 62,7 %, à EUR 42 millions au 31 décembre 2018, contre EUR 113 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018, en raison d'un rendement négatif des actifs des plans, d'une part, et de la réévaluation d'un plan de pension, d'autre part, pour lequel Belfius n'est pas en mesure d'évaluer de manière appropriée la juste valeur du portefeuille d'actifs sous-jacents du fonds cantonné, à fin 2018, en l'absence de données récentes (nous renvoyons au chapitre « Litiges importants » pour plus de détails). L'élément de participation discrétionnaire des contrats d'assurance est passé à EUR 42 millions au 31 décembre 2018 contre EUR 0 au 1<sup>er</sup> janvier 2018. La provision pour participation discrétionnaire future au 1<sup>er</sup> janvier 2018 a été intégralement incluse dans les provisions techniques par le biais du compte de résultats. La provision pour participation discrétionnaire future passe de EUR 141 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à EUR 179 millions au 31 décembre 2018 en raison de l'augmentation des volumes qui, conformément au plan de participation aux bénéfices, pourraient donner lieu à un droit de participation discrétionnaire dans le futur.

### 3.3. Instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1

Le 1<sup>er</sup> février 2018, Belfius a émis pour EUR 500 millions (valeur nominale) d'instruments Additional Tier-1 (AT1), qui remplissent les critères des fonds propres additionnels au sens de CRR/CRD IV. Le titre AT1 a été analysé à la lumière d'IAS 32 et est considéré comme un instrument de fonds propres. Cette émission AT1 inaugurale a été réalisée dans le cadre de la diversification des sources de financement et des investisseurs. Par ailleurs, les titres AT1 augmentent la capacité d'absorption de pertes en continuité et contribuent au niveau MREL recherché ainsi qu'au ratio de levier de Belfius. Au niveau général, la transaction renforce la flexibilité financière et réglementaire de Belfius en créant une nouvelle couche d'instruments dans la structure de son capital.

## ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

### 1. Revenus

Le revenu total de Belfius augmente de EUR 6,5 millions, ou 0,3 %, à EUR 2 361,2 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 2 354,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. Le groupe bancaire Belfius contribue à hauteur de EUR 1 862 millions, à comparer aux EUR 1 861 millions de fin 2017. Quant à la contribution de Belfius Insurance, elle s'élève à EUR 499 millions, contre EUR 494 millions fin 2017.

#### 1.1. Marge d'intérêts nette

La marge d'intérêts nette diminue de EUR 79,9 millions, ou 4,1 %, à EUR 1 871,5 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 1 951,5 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. La marge d'intérêts reste sous pression dans un contexte de taux d'intérêt faibles, sur un marché très concurrentiel. Elle est cependant en partie compensée par des volumes de prêts plus importants. Ajoutons que l'encours diminué de la Branche 21 et les réinvestissements avec un rendement de marché plus bas ont exercé un effet négatif sur les produits d'intérêts nets de Belfius Insurance. La marge d'intérêts nette de 2017 comprend un impact exceptionnel de EUR 40 millions à la suite de la standardisation des contrats de garantie. Elle est par ailleurs influencée positivement par une ristourne de volume de EUR 21 millions sur le TLTRO II. En effet, Belfius a réalisé fin 2017 ses objectifs d'augmentation des crédits à l'économie réelle.

#### 1.2. Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats

Le résultat net des instruments financiers évalué à la juste valeur par le compte de résultats diminue de EUR 56,8 millions à EUR -10,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 46,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. Le résultat net des instruments financiers, y compris les titres de créance qui n'ont pas réussi le test SPPI, a souffert du manque de liquidité du marché au dernier trimestre 2018 ainsi que de l'augmentation des spreads de crédit.



## Synthèse du compte de résultats consolidé

(en millions d'EUR)	31/12/17 IAS 39	Contribution Banque dans le groupe <sup>(1)</sup>	Contribution Assurances dans le groupe <sup>(1)</sup>	31/12/18 IFRS 9	Contribution Banque dans le groupe <sup>(1)</sup>	Contribution Assurances dans le groupe <sup>(1)</sup>	Évolution
<b>REVENUS</b>	<b>2 355</b>	<b>1 861</b>	<b>494</b>	<b>2 361</b>	<b>1 862</b>	<b>499</b>	<b>+0,3 %</b>
Dont							
Marge d'intérêts nette	1 951	1 482	470	1 872	1 448	424	-4,1 %
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats	46	46	0	(11)	12	(23)	-
Résultat net sur investissements et dettes	174	21	153	122	45	76	-30,0 %
Commissions nettes	553	534	19	556	537	19	+0,5 %
Résultat technique des activités d'assurance	(209)	0	(209)	(54)	0	(54)	-74,2 %
Autres revenus et charges	(238)	(233)	(6)	(196)	(193)	(3)	-17,7 %
<b>CHARGES</b>	<b>(1 369)</b>	<b>(1 133)</b>	<b>(236)</b>	<b>(1 426)</b>	<b>(1 195)</b>	<b>(231)</b>	<b>+4,2 %</b>
<b>RÉSULTAT BRUT</b>	<b>986</b>	<b>728</b>	<b>258</b>	<b>935</b>	<b>667</b>	<b>269</b>	<b>-5,1 %</b>
Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit	(33)	(33)	0	(66)	(69)	2	+101,1 %
Dépréciations des immobilisations (in)corporelles	9	9	0	(2)	(2)	0	-
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT</b>	<b>963</b>	<b>704</b>	<b>258</b>	<b>867</b>	<b>596</b>	<b>271</b>	<b>-9,9 %</b>
(Charges) Revenus d'impôt	(357)	(270)	(87)	(217)	(151)	(65)	-39,2 %
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	1	0	1	-
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>606</b>	<b>435</b>	<b>171</b>	<b>649</b>	<b>445</b>	<b>205</b>	<b>+7,2 %</b>

(1) Information basée sur des chiffres non audités.

En 2018, le résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats a subi l'impact négatif des risques de base (impact qui se reflète dans le résultat net de la comptabilité de couverture), partiellement compensé par le résultat net de portefeuille détenu à des fins de transaction. Belfius gère les risques de base via des dérivés supplémentaires (couvertures économiques pour risques de base) qui ne font pas l'objet d'une comptabilité de couverture. En conséquence, le résultat de ces couvertures économiques ne figure pas dans le « résultat net de la comptabilité de couverture » mais à la ligne « Résultat net du portefeuille détenu à des fins de transaction ».

En 2017, le résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats a été influencé par la réaction positive de Belfius face à la tendance globale à la standardisation des dérivés. Belfius a conclu des accords sur certains contrats de garantie de dérivés avec un effet positif de EUR 75 millions sur le résultat net du portefeuille détenu à des fins de transaction. Cet effet positif a été partiellement compensé par l'impact des affinements méthodologiques de la gestion des prêts ALM sur le résultat net de la comptabilité de couverture, en incluant davantage de conditionnalités de crédit sur les flux de trésorerie prévus, représentant une perte de EUR 174 millions.

## 1.3. Résultat net sur investissements et dettes

Le résultat net sur investissements et dettes diminue de EUR 52,3 millions, ou 30 %, à EUR 121,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 174,0 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017.

Le résultat net sur les investissements et dettes de 2018 est principalement influencé par la vente de « NEB Participations » pour EUR 23,6 millions ainsi que par la réévaluation de la participation historique dans Auxipar à la suite de l'acquisition « step up » pour EUR 23 millions. Belfius Insurance a réalisé des plus-values de EUR 60 millions sur les reventes d'obligations. Une partie de ces plus-values (EUR 25 millions) résulte de la liquidation d'un fonds cantonné. Elles sont presque entièrement compensées par un mouvement en sens inverse dans les résultats techniques des activités d'assurance vie. Le groupe bancaire Belfius a réalisé une plus-value de EUR 10 millions sur la vente de certaines obligations de l'État italien et de packages de swaps pour un montant notionnel de EUR 0,8 milliard, en cohérence avec l'objectif de Belfius de réduire son risque de concentration.

En 2017, le résultat net sur les investissements et dettes est influencé par la plus-value sur la vente d'Aviabel, North Light et Pole Star, pour la somme totale de EUR 67 millions. Belfius a aussi comptabilisé des plus-values sur les désinvestissements d'obligations, de fonds et d'actions, dont une part importante a été affectée à la provision technique pour future participation discrétionnaire.

Belfius Banque a par ailleurs réalisé un bénéfice comptable de EUR 36 millions sur la vente d'obligations dans le cadre de la phase finale de son programme tactique de réduction des risques, bénéfice partiellement compensé par la perte de EUR 13 millions sur la liquidation de la position Negative Basis Trade détenue à des fins de transaction. Il est à noter qu'à la date d'application initiale de l'IFRS 9, le choix irrévocable a été fait d'évaluer tous les instruments de capitaux propres à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Par conséquent, tout résultat réalisé sur ces instruments de capitaux propres est comptabilisé directement dans « Résultat reporté ».

#### 1.4. Revenu de commissions nettes

Le revenu des commissions nettes augmente de EUR 3,0 millions, ou 0,5 %, à EUR 555,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, venant de EUR 552,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. L'augmentation est principalement imputable à l'accroissement des commissions sur les services de paiement, la banque privée et l'activité de prêts de titres non garantis sur le marché monétaire. Quant aux honoraires de gestion d'actifs, ils restent stables malgré des marchés d'actions moins favorables et la pression commerciale.

#### 1.5. Résultat technique des activités d'assurance

Le résultat technique des activités d'assurance augmente de EUR 154,9 millions, ou 74,2 %, pour atteindre une perte de EUR 53,8 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, à comparer à la perte de EUR 208,8 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017.

Le résultat technique des activités d'assurance vie progresse de EUR 147 millions par rapport à l'an dernier. L'affectation des intérêts techniques aux provisions a diminué de EUR 38 millions en raison de la diminution des provisions de la Branche 21 et de la baisse des intérêts moyens garantis sur sa politique de provisions. En 2018, Belfius a défini son RAF (Risk Appetite Framework) pour sa politique de provisions Vie sous IFRS. L'application du RAF confirme que les provisions techniques Vie sont plus que suffisantes. Belfius a évalué les provisions techniques Vie conformément à ce RAF, prenant en compte les incertitudes, les risques du modèle et les sensibilités qui subsistent. Cela s'est traduit par un impact positif de EUR 45 millions. Le résultat technique Vie a subi les effets négatifs du transfert d'un fonds cantonné, compensés par un mouvement contraire du résultat net sur les investissements et dettes.

En 2017, l'assureur a affecté une part significative des plus-values (EUR 85 millions) réalisées dans le segment Vie à la provision technique pour future participation discrétionnaire afin d'appliquer un principe de cohérence comptable : la part des résultats sur les investissements destinée à la participation bénéficiaire est imputée à l'exercice durant lequel la participation bénéficiaire annuelle est effectivement attribuée aux assurés.

En Non-Vie, la marge technique s'améliore de EUR 8 millions, principalement en raison d'un moindre résultat sur les assurances pour particuliers. Janvier et mai ont été marqués par quelques tempêtes. En 2018, une reprise de provision pour sinistres d'un montant de EUR 10 millions a été enregistrée en accord avec le RAF.

#### 1.6. Autres revenus et charges nets

Les autres revenus et charges nets progressent de EUR 42,1 millions, ou 17,7 %, pour atteindre une perte de EUR 195,9 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, à comparer à la perte de EUR 238,0 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. Belfius a comptabilisé en 2018 une charge de EUR 222 millions pour les taxes sur les secteurs financiers (y compris la contribution au Fonds de résolution unique), à comparer aux EUR 217 millions de 2017. Belfius totalise aussi (hors bilan) EUR 17 millions d'engagements de paiement irrévocables dans le cadre du Fonds de résolution unique. En 2018, Belfius n'a plus fait usage de cette faculté. Une provision pour le règlement éventuel des litiges en cours avec des tiers a été constituée en 2017.

### 2. Charges

Les charges augmentent de EUR 57,1 millions, ou 4,2 %, à EUR 1 425,8 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 1 368,6 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. Cette hausse s'explique par une augmentation des frais de personnel qui est la conséquence d'un impact positif en 2017 (EUR 27 millions) à la suite de la restructuration d'un plan de pension.

#### 2.1. Frais de personnel

Les frais de personnel augmentent de EUR 52,4 millions, ou 9,3 %, à EUR 614,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 562,3 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à d'importants investissements dans les ressources humaines pour soutenir la croissance dans les marchés importants comme la bancassurance, Corporate, et Private & Wealth Management. De plus, on note un impact positif en 2017 (EUR 27 millions) à la suite de la restructuration d'un plan de pension. En 2018, une provision de restructuration de EUR 5 millions a été reconnue à la suite de la décision de Belfius Insurance de concentrer ses activités wholesale Non-Vie sur le segment du secteur social via la distribution directe et de mettre en run-off les activités wholesale Non-Vie vis-à-vis des autres institutions et clients corporate, réalisées via le canal des courtiers et de la distribution bancaire. Les ressources ainsi libérées pourront être attribuées aux activités Non-Vie des clients PME vendues via les canaux de distribution propres (Banque et Les AP). Dans le cadre de la révision annuelle des plans de restructuration chez Belfius Banque, on note une augmentation de EUR 11 millions.

#### 2.2. Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs augmentent de EUR 17,6 millions, ou 3,7 %, à EUR 496,9 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 479,3 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. La hausse s'explique principalement par d'importants investissements dans le numérique et l'innovation.

#### 2.3. Frais de réseau

Les frais de réseau diminuent de EUR 24,2 millions, ou 9,9 %, à EUR 219,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 243,3 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017, sous l'effet de la rationalisation constante des services et de la vente dans le réseau.

En 2017, Belfius a comptabilisé un impact négatif de EUR 15 millions à la suite de la mise en œuvre du plan de restructuration du réseau d'agences Belfius Banque.

#### 2.4. Dépréciation et amortissements sur actifs immobilisés

« Dépréciation et amortissements sur actifs immobilisés » augmente de EUR 11,3 millions, ou 13,54 %, à EUR 95,0 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 83,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. À la suite des investissements continus dans la digitalisation et l'innovation, davantage de coûts de développement subis en interne sont capitalisés depuis quelques années. De ce fait, la dépréciation des actifs immatériels s'est accrue.

### 3. Résultat brut

Le résultat brut diminue de EUR 50,7 millions, ou 5,1 %, à EUR 935,4 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 986,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. La contribution du groupe bancaire s'élève à EUR 669 millions (par rapport à EUR 728 millions en 2017) et celle du groupe assureur à EUR 269 millions (par rapport à EUR 258 millions en 2017).

Pour les raisons exposées plus haut, le ratio coûts/produits consolidé s'est détérioré de 58,1 % en 2017 à 60,4 % en 2018, une augmentation de 226 points de base.

#### 4. Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit

Les dépréciations d'instruments financiers et provision pour engagements de crédit augmentent de EUR 33,4 millions à EUR 66,4 millions (IFRS 9) pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 33,0 millions (IAS 39) pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. Des dépréciations supplémentaires ont été pratiquées en raison de la croissance du portefeuille de prêts au coût amorti, de l'augmentation du provisionnement prospectif des expositions immobilières, ainsi que d'un profil de risque accru pour certains sous-portefeuilles. On note cependant quelques reprises dues à la vente de certaines obligations de l'État italien, en cohérence avec l'objectif de Belfius de réduire son risque de concentration ainsi qu'à la gestion de portefeuille et à l'évolution positive des dossiers de crédit. Il est à noter qu'en 2017, on constate un impact positif exceptionnel (de EUR 27 millions) à la suite du de-risking, principalement sur la vente des obligations US RMBS provenant encore de l'ancien portefeuille Legacy.

#### 5. Dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

Les dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles augmentent de EUR 11,7 millions pour atteindre une perte de EUR 2,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, à comparer à un gain de EUR 9,5 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. À la suite des investissements dans le numérique et l'innovation, Belfius continue de réévaluer l'utilisation économique (attendue) de ses logiciels développés en interne et a comptabilisé, le cas échéant, des dépréciations. L'année 2017 a été influencée

par la reprise d'une dépréciation sur l'immeuble du siège social de Belfius à la Tour Rogier, à hauteur de EUR 14 millions.

### 6. Résultat net avant impôt

Le résultat net avant impôt diminue de EUR 95,7 millions, ou 9,9 %, à EUR 866,9 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 962,5 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. La contribution du groupe bancaire s'élève à EUR 596 millions (par rapport à EUR 704 millions en 2017) et celle du groupe assureur à EUR 271 millions (par rapport à EUR 258 millions en 2017).

### 7. Charges d'impôt

Les charges d'impôt, impôts différés compris, diminuent de EUR 140,1 millions, ou 39,2 %, à EUR 216,9 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 357,0 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017.

En 2018, les charges d'impôt sont surtout influencées par la comptabilisation d'un impôt à recevoir sur la déduction pour revenus d'innovation chez Belfius Banque, la récupération prévue de la fairness tax par Belfius Insurance à la suite de la décision de la Cour constitutionnelle d'abroger la loi, et la fermeture de l'agence de Dublin, qui a eu un effet positif de EUR 31 millions sur la situation fiscale actuelle. En conséquence, le taux d'imposition effectif pour 2018 s'élève à 25 %. La réévaluation des impôts différés (nets) à la suite de la réforme belge de l'impôt des sociétés a un impact négatif sur le résultat net de Belfius de EUR 17 millions.

En 2017, les charges d'impôt sont influencées par la réévaluation des impôts différés (nets) à la suite de la réforme belge de l'impôt des sociétés, en conséquence de laquelle le taux d'imposition nominal des sociétés diminuera graduellement, passant de 33,9 % en 2017 à 25 % en 2020. Il en résulte pour le groupe bancaire une charge fiscale supplémentaire de EUR 64 millions, et de EUR 42 millions pour le groupe assureur. Par ailleurs, un produit fiscal exceptionnel de EUR 33 millions a été acté en raison d'actifs d'impôts différés qui n'étaient pas encore comptabilisés auparavant. Sans la réforme de l'impôt sur les sociétés en Belgique, le taux d'imposition effectif pour 2017 se serait situé à 29,5 %.

### 8. Résultat net part du groupe

En conséquence de ce qui précède, le résultat net part du groupe de Belfius s'élève à EUR 649,0 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 605,5 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. Le résultat total du groupe se monte à EUR 650 millions, et pour les intérêts minoritaires à EUR 1 million, contre EUR 0 en 2017, à la suite de l'acquisition d'une participation majoritaire dans Auxipar.

### 9. Dividende

Le conseil d'administration du 21 mars 2019 a proposé à l'assemblée générale du 24 avril 2019 un dividende ordinaire de EUR 363 millions pour l'exercice 2018, dont EUR 100 millions ont déjà été payés sous la forme d'un acompte sur dividende en 2018.

## 10. Solvabilité

### 10.1. Solvabilité de la Banque

L'implémentation d'IFRS 9 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 (DIA, Date of Initial Application) a un impact sur le ratio de solvabilité de Belfius. Étant donné que les impacts de la première application d'IFRS 9 sont reconnus via les profits non distribués et via les gains et pertes non comptabilisés dans le compte de résultats (OCI), le capital réglementaire est impacté. De plus, certains impacts peuvent être notés sur les expositions au risque réglementaires en raison des impacts sur les montants d'exposition au bilan découlant des reclassements. De plus amples informations sont fournies au chapitre « Gestion du capital » de ce rapport annuel.

Fin 2018, le ratio CET1 s'élève à 16,0 %, soit une diminution de 17 points de base par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2018. À noter que ce ratio CET1 tient compte d'une déduction prudentielle pour dividende prévisible de EUR 266 millions.

La diminution du ratio CET1 s'explique par les impacts positifs du capital CET1 (+15 points de base) compensés par les impacts négatifs de l'exposition au risque réglementaire total (-32 points de base).

Le capital CET1 s'élève à EUR 8 329 millions, par rapport à EUR 8 253 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'augmentation de EUR 76 millions du capital CET1 s'explique principalement par la prise en compte du profit net réglementaire, et ce malgré un dividende prévisible de 266 millions et la diminution des « gains et pertes non comptabilisés dans le compte de résultats ».

Fin 2018, l'exposition au risque réglementaire de Belfius s'élève à EUR 52 065 millions, soit une augmentation de EUR 1 026 millions par rapport à EUR 51 039 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'exposition au risque de crédit réglementaire a augmenté de EUR 1 432 millions pour atteindre EUR 38 931 millions. La nouvelle production de prêts (en particulier en crédits hypothécaires, d'affaires et d'entreprise), mais aussi des RWA sur biens d'immobilier spéculatifs et sur actifs en défaut (Arco et Hoco non compris) et un cadre réglementaire plus rigoureux (comme les nouvelles mesures macroprudentielles de la BNB sur crédits hypothécaires) ont engendré des augmentations de risques de crédit réglementaires. Cette augmentation est partiellement compensée par les nouvelles actions du management (principalement des ventes d'obligations italiennes au premier trimestre et des améliorations de modèles).

Les risques de CVA ont diminué de EUR 333 millions pour atteindre EUR 1 606 millions, à la suite de la réduction de l'exposition en instruments dérivés et de la diminution de la maturité restante des transactions ex-legacy.

Les risques de marché réglementaires sont restés stables et s'élèvent à EUR 1 808 millions. L'augmentation liée aux mouvements de taux d'intérêt delta et les positions à long terme d'intérêt est compensée par des améliorations méthodologiques dans l'application de l'approche standardisée pour calculer les risques de marché réglementaires.

L'exposition au risque opérationnel réglementaire reste stable et s'élève à EUR 2 975 millions.

L'exposition au risque réglementaire pour le Compromis danois reste stable à EUR 6 751 millions.

Le capital Tier 1 n'est plus équivalent au capital CET1 et s'élève à EUR 8 826 millions, contre EUR 8 253 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018, à la suite de l'émission d'un instrument de fonds propres additionnel de catégorie 1 (AT1) de EUR 500 millions (valeur nominale) en février 2018.

Le ratio de fonds propres total de Belfius s'élève à 19,6 %, soit une augmentation de 133 points de base par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

*De plus amples informations sont fournies dans le chapitre « Gestion du capital » de ce rapport annuel.*

### 10.2. Solvabilité des activités d'assurance

Le ratio Solvency II de Belfius Insurance s'élève à 219 % fin décembre 2018, avant dividende prévisible, légèrement plus bas par rapport au ratio de fin décembre 2017. Cette diminution est la conséquence de l'implémentation de la stratégie de gestion du capital visant à utiliser de façon optimale le capital à la suite de la transformation du business mix par le biais de la gestion des actifs visant à maximiser les revenus financiers tout en tenant compte de la prise de risque permise par l'appétit au risque de la société. Le ratio de solvabilité a également été négativement impacté par la chute des marchés financiers et par la diminution de l'effet positif de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés.

Ce niveau de capital permet le paiement du dividende prévisible de EUR 160 millions, tout en couvrant les éventuelles exigences de capital Pilier 2 et en gardant une enveloppe disponible pour des investissements ainsi que pour le développement des activités. Après dividende prévisible, le ratio Solvency II est de 203 % fin 2018.

*De plus amples informations sont fournies au chapitre « Gestion du capital » de ce rapport annuel.*



# REPORTING PAR SEGMENT

Sur le plan analytique, Belfius répartit ses activités et comptes en trois segments : Retail & Commercial (RC), Public & Corporate (PC) et Group Center (GC). RC et PC couvrent les principales activités commerciales de Belfius.

→ **Retail & Commercial (RC)**, qui gère les relations commerciales avec les particuliers et les petites et moyennes entreprises (PME), tant à l'échelle de la banque que de l'assureur ;

→ **Public & Corporate (PC)**, qui gère les relations commerciales avec le secteur public, le secteur social ainsi que les (grandes) entreprises, tant à l'échelle de la banque que de l'assureur ;

→ **Group Center (GC)**, qui comprend principalement les résultats résiduels non affectés aux deux segments commerciaux. Il s'agit principalement des résultats de la gestion de portefeuille obligataire et dérivés.





## CHIFFRES CLÉS DU REPORTING PAR SEGMENT (NON AUDITÉS)

## Bilan

(en milliards d'EUR)	31/12/17 (IAS 39)		
	Actifs	Dettes	Fonds Propres
Retail & Commercial (RC)	56,5	77,1	2,3
Public & Corporate (PC)	41,7	26,3	2,2
Group Center (GC)	69,8	55,1	5,0
<b>TOTAL</b>	<b>168,0</b>	<b>158,4</b>	<b>9,5</b>
dont activités bancaires	148,5	139,8	8,6
dont activités d'assurance <sup>(1)</sup>	19,5	18,7	0,9

(1) Il est à noter que les actifs et les passifs représentent la contribution du groupe Belfius Insurance dans le bilan consolidé.

(en milliards d'EUR)	31/12/18 (IFRS 9)		
	Actifs	Dettes	Fonds Propres
Retail & Commercial (RC)	58,8	80,1	2,6
Public & Corporate (PC)	42,4	25,3	2,4
Group Center (GC)	63,0	48,9	4,9
<b>TOTAL</b>	<b>164,2</b>	<b>154,2</b>	<b>10,0</b>
dont activités bancaires	146,4	137,3	9,0
dont activités d'assurance <sup>(1)</sup>	17,8	16,9	0,9

(1) Il est à noter que les actifs et les passifs représentent la contribution du groupe Belfius Insurance dans le bilan consolidé.

Les actifs et passifs de Retail & Commercial (RC) et de Public & Corporate (PC) reflètent les activités commerciales de ces deux métiers. Alors que le segment RC affiche un financement excédentaire, celui de PC est davantage tiré par les actifs. Dans l'ensemble, le bilan commercial montre un financement excédentaire avec un solide ratio Loan-to-Deposit de 94 %.

Il est à noter qu'il n'y a pas de ventes ou d'achats internes entre les segments. Les actifs et les passifs présentés dans un segment sont ceux générés par et provenant des secteurs d'activité.

Les fonds propres alloués à RC et à PC correspondent au capital réglementaire normatif. Le capital réglementaire normatif du métier est calibré. Le ratio CET1 du segment est porté à 13,5 % tenant compte de l'exposition au risque réglementaire du métier et des postes venant en déduction du capital CET1 alloués au segment (avec impact limité étant donné que la plus grande partie des déductions du capital CET1 sont allouées à GC). L'objectif a été fixé en 2018 par le ratio CET1 minimum de 10,75 % avec un buffer de stress de 2,75 %.

## CHIFFRES CLÉS DU REPORTING PAR SEGMENT (NON AUDITÉS)

## Compte de résultats

(en milliards d'EUR)	31/12/17 IAS 39			
	Retail & Commercial	Public & Corporate	Group Center	Total
REVENUS	1 684	519	151	2 355
CHARGES	(1 027)	(208)	(134)	(1 369)
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>657</b>	<b>311</b>	<b>17</b>	<b>986</b>
Coût du risque	(40)	(28)	35	(33)
Dépréciations des immobilisations (in)corporelles	(4)	(1)	14	9
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT</b>	<b>614</b>	<b>282</b>	<b>66</b>	<b>963</b>
(Charges) revenus d'impôt	(171)	(89)	(96)	(357)
<b>RÉSULTAT NET APRÈS IMPÔT</b>	<b>443</b>	<b>193</b>	<b>(30)</b>	<b>606</b>
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>443</b>	<b>193</b>	<b>(30)</b>	<b>606</b>
dont banque	252	177	6	435
dont assureur <sup>(1)(2)</sup>	191	16	(36)	171

(1) Il est à noter que le compte de résultats représente la contribution du groupe Belfius Insurance dans le compte de résultats consolidé. Belfius Insurance présente un résultat net de EUR 184 millions dans ses comptes consolidés sur l'année 2017. La différence de EUR 171 millions avec la contribution de l'assureur dans le groupe Belfius est principalement liée, d'une part, au résultat réalisé sur les obligations vendues ou achetées par Belfius Insurance à d'autres entités du groupe Belfius et qui est ajusté au niveau consolidé, et ce combiné avec la correction des amortissements sur les immeubles vendus par Belfius Banque à Belfius Insurance, et, d'autre part, à une reprise de la dépréciation sur un immeuble détenu par Belfius Insurance comptabilisée uniquement sur Belfius Insurance au niveau consolidé (et non au niveau du groupe Belfius, puisque jamais déprécié à ce niveau).

(2) Veuillez noter que le compte de résultats représente la contribution du groupe Belfius Insurance au compte de résultats consolidé.

(en milliards d'EUR)	31/12/18 IFRS 9			
	Retail & Commercial	Public & Corporate	Group Center	Total
REVENUS	1 650	533	178	2 361
CHARGES	(1 047)	(234)	(144)	(1 426)
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>603</b>	<b>299</b>	<b>33</b>	<b>935</b>
Coût du risque	(54)	(24)	12	(66)
Dépréciations des immobilisations (in)corporelles	(1)	(1)	0	(2)
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT</b>	<b>548</b>	<b>274</b>	<b>45</b>	<b>867</b>
(Charges) revenus d'impôt	(139)	(66)	(11)	(217)
<b>RÉSULTAT NET APRÈS IMPÔT</b>	<b>409</b>	<b>208</b>	<b>34</b>	<b>650</b>
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0	0	1	1
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>408</b>	<b>208</b>	<b>33</b>	<b>649</b>
dont banque	235	188	21	445
dont assureur <sup>(1)</sup>	173	19	12	205

(1) Veuillez noter que le compte de résultats représente la contribution du groupe Belfius Insurance au compte de résultats consolidé.

## RETAIL &amp; COMMERCIAL (RC)

## 1. Description du segment RC

D'après une étude menée par GfK Belgium (Growth from Knowledge), Belfius Banque est le numéro deux des bancassureurs en Belgique en termes de pénétration de marché, servant environ 3,6 millions de clients particuliers et commerciaux par l'entremise de plus de 650 agences, de Belfius Connect et d'un grand nombre de guichets automatiques. Belfius Banque est aussi un leader de la banque mobile avec plus de 1,25 million d'utilisateurs mobiles, la plus forte

pénétration mobile parmi les banques belges (*Finalta Digital and Multichannel Banking Benchmarking Study 2017*). Belfius Banque est le troisième acteur du crédit hypothécaire sur le marché belge, avec 15,8 % de part de marché en termes de production en 2018. Belfius Banque est aussi le numéro quatre en Belgique pour les produits d'épargne et d'investissement, avec environ 12 % de part de marché pour l'année clôturée le 31 décembre 2018. Belfius Banque est le quatrième partenaire financier des PME belges, avec quelque 0,3 million de clients professionnels et une part de marché de 14,5 % au 31 décembre 2018, en termes de crédits en cours.

Belfius Insurance propose des produits d'assurance à la clientèle particulière et commerciale via le réseau d'agences Belfius Banque, ainsi que par l'intermédiaire du réseau d'agents liés des AP Assurances. L'offre est complétée par Corona Direct, un assureur direct opérant via Internet et des « affinity partners ». Ces derniers sont des acteurs externes avec qui Corona collabore et qui offrent les produits d'assurances Corona. Le modèle économique de Belfius Insurance s'articule de plus en plus sur la bancassurance. Belfius Insurance a également intégré la marque Elantis, qui propose des crédits hypothécaires et des crédits à la consommation par l'entremise de courtiers indépendants, dans le bilan de Belfius Insurance, de Belfius Banque et d'une autre banque.

D'après la dernière étude Assuralia, Belfius Insurance a vu sa part de marché en assurance vie progresser de 7,0 % pour l'année clôturée le 31 décembre 2017 à 8,3 % pour les neuf premiers mois de 2018. Belfius Insurance a aussi augmenté sa part de marché en assurance non-vie à 5,9 % pour les neuf premiers mois de 2018, ce qui en fait le cinquième assureur de Belgique.

### 1.1. Segmentation de la clientèle

Dans le cadre de sa stratégie Belfius 2020, Belfius s'attache à opérer la sous-segmentation de la clientèle au sein du segment Retail & Commercial suivante :

- Retail, qui comprend des personnes dont l'empreinte financière n'atteint pas EUR 100 000 ;
- Privilege, qui comprend des personnes dont l'empreinte financière se situe entre EUR 100 000 et EUR 500 000 ;
- Private, qui comprend des personnes dont l'empreinte financière se situe entre EUR 500 000 et EUR 2,5 millions ;
- Wealth Management, qui comprend des personnes dont l'empreinte financière dépasse EUR 2,5 millions ; et
- Business, le segment des indépendants, des professions libérales (avocats, comptables, médecins...) et des PME dont le chiffre d'affaires est inférieur à EUR 10 millions.

Tous les clients Retail & Commercial peuvent bénéficier de canaux digitaux faciles d'emploi pour la Banque et de l'Internet mobile, ainsi que d'un centre moderne d'interaction et de service à distance, Belfius Connect, qui soutient le service omnicanal sans papier de Belfius pour les produits de base avec des fonctions d'interaction client par téléphone, vidéo, chat et e-mail. Belfius Connect est actuellement accessible de 8 à 22 heures. Le développement et l'expansion se poursuivent, en parallèle avec la généralisation de l'utilisation des canaux digitaux et à distance par la clientèle.

En ce qui concerne les **clients particuliers**, Belfius privilégie les solutions digitales en self-service de la meilleure qualité. Le client a toutefois accès à des spécialistes dans les moments clés de sa vie, à l'agence ou à distance. L'offre de produits retail comprend essentiellement les cartes de crédit, les comptes à vue, les assurances non-vie (p.ex. voiture, habitation et famille, assistance), les crédits à la consommation et prêts hypothécaires, les comptes d'épargne, l'épargne pension et les autres produits d'investissement courants (p.ex. : fonds de placement et Flexinvest Plan).

Pour les **clients Privilege**, Belfius dispose d'account managers locaux ainsi que de spécialistes régionaux des assurances et des crédits pour aider les clients à identifier les meilleures solutions de constitution, de gestion et de préservation du patrimoine. Parmi ces produits et services, on trouve le Belfius Personal Global Portfolio ainsi qu'un large éventail de services de banque, d'assurance et de gestion d'actifs.

Belfius met à la disposition de ses **clients Private Banking et Wealth Management** un private banker local dédié ou un gestionnaire patrimonial spécialisé pour identifier les solutions permettant de structurer, d'optimiser, de gérer et protéger les avoirs du client, jusqu'à la planification successorale. Ces produits et services comprennent la gestion patrimoniale discrétionnaire, MyPortfolio, un système de gestion patrimoniale alternatif, l'analyse du patrimoine et le planning financier, des produits sur mesure et des solutions immobilières, sans négliger la philanthropie et l'art. À ses clients Wealth Management, Belfius offre 150 ans d'expérience en gestion patrimoniale. La Banque entre en contact avec cette clientèle par des moyens novateurs, le Wealth Management Hub et les Private Houses, dont les gestionnaires certifiés Febelfin adoptent une approche holistique de la gestion patrimoniale. L'offre Wealth Management de Belfius se compose de formules personnalisées, couvrant la planification patrimoniale, la transmission des entreprises familiales ainsi qu'une expérience digitale dédiée pour l'accès aux recherches sur le marché.

L'offre Belfius destinée aux **clients Business** cible les professions libérales, les indépendants et les PME, suivant l'approche « professionnelle-personnelle » à la base de la philosophie commerciale de Belfius. L'offre regroupe à la fois les solutions bancaires et d'assurances, à chaque stade du cycle de vie de l'entreprise (lancement, croissance et sortie) et de la personne (crédits d'investissement et hypothécaires, planification d'investissement et de pension), avec une expérience sectorielle spécifique pour les professionnels de la médecine, de la comptabilité et du droit. On trouve parmi les produits des lignes de crédit personnalisées, des solutions de gestion de trésorerie et de paiement, des conseils en financement et partenariat, ainsi qu'un nouveau produit de pension Business.

### Produits

Le segment Retail & Commercial réunit un éventail complet de produits bancaires avec un choix varié de produits d'assurance vie et non-vie pour répondre aux besoins de la clientèle de ce segment.

### Produits de paiement

Les produits de paiement sont proposés sous la forme de packs de comptes à vue liés à une carte de débit ou de crédit, selon le niveau de service sélectionné, qui peut aller de Belfius Pulse jusqu'au produit Platinum. L'octroi d'une carte de crédit se fait sous réserve d'acceptation suivant une procédure standard de gestion du risque. Le client peut également opter pour une MasterCard Prepaid avec laquelle il pourra effectuer des paiements, en toute sécurité et dans la limite de son budget, partout dans le monde et sur Internet.

Aux clients professionnels (Business), des packs spécifiques (Business Pack et Business Pack Plus) sont proposés. Les clients Business peuvent en outre bénéficier de services supplémentaires répondant à leurs besoins (comme par exemple la gestion de trésorerie). Compte tenu de l'évolution constante des moyens de paiement dans un cadre législatif européen changeant (notamment PSD2), Belfius investit dans les nouvelles solutions proposées à nos clients individuels et professionnels. Belfius est aussi un actionnaire principal de Bancontact Payconiq, leader du marché belge des systèmes de paiements locaux par carte, et d'Isabel, un canal digital multibanque. Nous entendons également soutenir le développement des entreprises locales à l'aide d'une offre complète de moyens de paiement (points de ventes physiques, commerce en ligne et via smartphone).

Tous ces produits digitaux sont déjà très présents dans tous les canaux mobiles et Internet.

### Produits de crédit

Les crédits hypothécaires à divers taux fixes ou variables, à l'intention des particuliers, demeurent le produit phare de la gamme globale de crédits Belfius. La Banque commercialise également des crédits à la consommation sous la forme de prêts auto, prêts personnels et prêts verts.

Des crédits aux entreprises sur mesure sont proposés au segment Business, notamment des financements d'impôts, des facilités de fonds de roulement (en particulier Belfius Business Cash+) et des crédits d'investissement.

Belfius aide aussi les starters à bénéficier d'un accès plus facile au financement grâce à son programme déployé conjointement avec le Fonds européen d'investissement (le « FEI ») où le FEI garantit jusqu'à la moitié du crédit. Belfius Banque était la seule sur le marché belge à collaborer avec le FEI. Les entreprises, les indépendants et les professions libérales, moyennant certaines conditions, peuvent ainsi bénéficier de ristournes sur leur crédit d'investissement ou contrat de leasing.

### Produits d'épargne et d'investissement

Les produits d'épargne et d'investissement peuvent se ranger dans deux catégories : les produits dans le cadre du bilan et les produits hors bilan. Les produits bilanciaires comprennent toute la gamme de comptes d'épargne, comptes à vue, comptes à terme, bons de caisse et obligations, à l'intention des clients particuliers comme professionnels. Les produits hors bilan se composent des portefeuilles en gestion discrétionnaire, fonds communs de placement, actions et obligations émises par des tiers.

Grâce à l'application Belfius, le client peut à tout moment consulter en temps réel l'état de ses produits d'épargne et d'investissement, sur son GSM ou sa tablette. Belfius est conforme à MiFID II dans son approche omnicanal « mobile first » et peut à ce titre proposer des conseils personnalisés en matière d'investissement via smartphone, tablette et ordinateur personnel dans le cadre MiFID II.

Belfius propose aussi des produits d'investissement liés à ses produits d'assurance. Belfius distingue la Branche 21 (une assurance vie avec une garantie de capital et un rendement minimum garanti,

auquel s'ajoute éventuellement une participation bénéficiaire variable) et la Branche 23 (une assurance vie sans garantie de capital, mais avec un rendement potentiellement plus élevé par le biais de fonds de placement). Belfius commercialise aussi les produits de la Branche 44 (une combinaison de produits Branche 21 à capital garanti et de produits Branche 23).

### Produits d'assurances

Belfius Insurance propose à ses clients un éventail complet de produits d'assurances vie et non-vie, par l'entremise du réseau d'agences de Belfius Banque. Ces produits sont également commercialisés par les agents exclusifs des AP Assurances, ainsi que via Corona Direct Insurance, un assureur direct opérant sur Internet, et les « affinity partners », des tiers avec qui Corona collabore pour offrir les produits d'assurances Corona.

La gamme de produits comprend les garanties d'assurance non-vie : l'assurance auto (RC et omnium), les assurances en responsabilité civile, l'assurance incendie et les assurances risques divers. En ce qui concerne les produits d'assurances non-vie, les principaux sont l'assurance immobilière et l'assurance auto, qui représentaient respectivement 35 % et 44 % des primes brutes émises pour l'année 2018. L'assurance santé, l'assurance revenu garanti et les autres types d'assurance représentaient respectivement 2 %, 2 % et 17 % des primes brutes émises en 2018.

En outre, des assurances vie, telles que l'épargne-pension, des assurances vie mixtes, des assurances épargne, des assurances revenu garanti, des assurances décès et des assurances de solde restant dû liées aux crédits hypothécaires, sont également proposées. Les clients professionnels ont accès à des produits fiscaux comme la pension libre complémentaire pour indépendants (PLCI) et l'engagement individuel de pension (EIP). Le produit le plus important en termes de primes brutes émises est la Branche 21, même si les produits Branche 23, à moins forte teneur en capital, gagnent du terrain dans le portefeuille d'assurances Belfius. Pour l'année clôturée le 31 décembre 2018, les produits classiques Branche 21, les produits financiers Branche 21 et les produits Branche 23 représentaient respectivement 35 %, 22 % et 43 % des primes brutes émises.

### 1.2. Canaux de distribution

En adoptant un modèle économique omnicanal, Belfius poursuit un juste équilibre entre les interactions humaines d'une part, des interactions digitales à distance, efficaces et conviviales, d'autre part. L'approche digitale à distance s'adresse aux clients particuliers, avec des interactions à valeur ajoutée, en agence, aux moments clés de la vie du client. La gestion des relations est centrée sur les clients Privilege, Private et Business, avec l'appui d'outils digitaux et à distance.

Belfius commercialise ses produits de banque et d'assurances à travers un réseau de plus de 650 agences, les canaux digitaux et le centre de contact Belfius Connect. Les produits d'assurance sont également distribués via un réseau de plus de 320 agents liés des AP Assurances, la filiale assurances directes Corona Direct Insurance et la marque Elantis.

### Réseau d'agences

Belfius Banque met à la disposition de ses clients 654 agences, dont 498 sont tenues par des agents indépendants exclusifs, les 156 autres étant des agences propres. Sur le plan organisationnel, les 654 agences sont regroupées en 103 « clusters ». En moyenne, chaque cluster réunit 6 agences et un effectif commercial d'environ 30 personnes.

La capacité de décision locale est une priorité : le processus décisionnel se rapproche le plus possible du client. Chaque agence dispose de spécialistes en assurances, crédits hypothécaires et crédits à la consommation, avec un banquier privé local, un banquier pour les professionnels et un chargé de relations pour les clients Privilege. L'offre peut varier d'une agence à l'autre pour tenir compte de facteurs régionaux comme la dynamique concurrentielle et la tarification. Les incitants offerts à chaque agence sont liés à ses résultats financiers et/ou commerciaux, aux scores de compliance légale et réglementaire ainsi qu'à la satisfaction de la clientèle.

Belfius est en train d'ajuster l'implantation de ses agences suivant deux grands concepts, les agences « full service » et les agences « conseil ». L'intention est d'arriver à environ 200 agences « full service » (deux par cluster) avec des horaires d'ouverture élargis pour offrir un service complet et une gamme de produits complète à tous les segments de clientèle. Belfius a récemment inauguré des agences conseil, accessibles sur rendez-vous, pour ouvrir aux clients des segments Private, Privilege et Business l'accès aux chargés de relations et aux spécialistes produits.

Les agences Belfius Banque constituent le premier canal de distribution des produits d'assurance vie. Elles représentaient presque 80 % des primes brutes vie émises pour l'année clôturée le 31 décembre 2018. Les agences Belfius Banque sont aussi appelées à devenir le principal canal de la future croissance des assurances non-vie.

### Réseau d'agents d'assurance exclusifs des AP Assurances

Les AP Assurances sont présents depuis plus de 85 ans sur le marché belge de l'assurance vie et non-vie. Par l'entremise de ses 322 agences et de leurs conseillers exclusifs, les AP Assurances offrent aux particuliers, indépendants et petites entreprises un ensemble complet de produits d'assurances et de crédits hypothécaires.

La stratégie relative des AP Assurances vise l'amélioration de sa rentabilité et l'activation de sa clientèle. Le but est d'agrandir la clientèle en acquérant des portefeuilles de courtiers et en ciblant de nouveaux groupes de clients (p.ex. la tranche d'âge 25-30 ans).

Le réseau d'assurance exclusifs des AP Assurances reste le premier canal de distribution des produits d'assurance non-vie. Il représentait plus de 50 % des primes brutes émises dans l'année clôturée le 31 décembre 2018.

### Corona Direct Insurance

Corona Direct Insurance est la filiale assurances directes de Belfius. Ses 200 000 clients ont accès aux produits d'assurances par les canaux directs (e-commerce, téléphone ou mailing) et via les

partenaires « affinity », des tiers avec qui Corona collabore et qui distribuent les produits d'assurances Corona. Les produits d'assurances offerts par Corona Direct couvrent les polices familiales, auto, habitation, funérailles et autres. Corona peut se targuer d'une offre digitale E2E standardisée et complète à des prix concurrentiels et d'un service de qualité, avec l'agilité nécessaire pour innover, témoin l'assurance auto au kilomètre. De l'avis de Belfius, Corona est à même d'attirer une forte proportion des particuliers qui envisagent un changement d'assureur et cherchent des méthodes simples pour répondre à leurs besoins en matière d'assurance.

Corona représente 3 % des primes brutes émises en assurance vie et environ 10 % des primes brutes émises en assurance non-vie durant l'année clôturée le 31 décembre 2018.

### Belfius Connect

Belfius exploite un centre de services avec accès à distance, « Belfius Connect ». Le centre a pour but d'élargir l'accessibilité (8h00-22h00), mais il ouvre aussi la voie à la vente sans papier omnicanal et intégrale, par différents canaux de communication (généralement digitale) avec le client (téléphone, e-mail, chat et vidéo).

### Elantis

En 2012, Belfius Insurance a intégré la marque Elantis, qui propose des crédits hypothécaires et des crédits à la consommation par l'entremise de courtiers indépendants. Au 31 décembre 2018, Elantis représentait EUR 0,3 milliard, ou 16 % des crédits à la consommation Belfius et EUR 2,9 milliard, ou 9 % des crédits hypothécaires Belfius.

## 1.3. Digital

En 2018 aussi, le succès de Belfius Mobile ne s'est pas démenti. Belfius a anticipé avec succès la transformation « mobile » du modèle de bancassurance retail en acquérant un leadership reconnu en banque mobile. Belfius donne le ton dans le monde de la banque mobile. En 2018, tout comme en 2016 et 2017, Belfius a été confirmée dans le groupe Digital Leaders Peer de Finalta Multichannel Benchmarking auquel participent plus de 220 banques dans le monde, et ce, grâce au degré d'adoption mobile élevé, la fréquence de connexion très importante et l'offre très étendue de fonctionnalités.

Belfius est devenue un acteur digital mobile de premier plan et détient, avec Belfius mobile, le score le plus élevé (4,6/5) de toutes les banques belges dans l'app store d'iOS et d'Android pour la troisième année consécutive. En 2018, Belfius a remporté l'award de la meilleure app bancaire de Belgique de Bankshopper, le prix du public et omnichannel de BeCommerce et le Global Finance - Best Consumer Digital Bank in Belgium award. Tous ces prix et distinctions contribuent à l'image de leader digital et nous les devons à nos efforts et prestations innovantes en banque mobile et à un excellent service à la clientèle via notre app.

La plate-forme mobile de Belfius a continué à évoluer pour répondre aux besoins changeants du client mobile. L'augmentation de l'activité mobile dans la clientèle dépasse sensiblement le niveau des pairs européens.



Fin 2018, les apps Belfius Mobile comptaient 1 249 000 utilisateurs mobiles actifs, grâce à une augmentation de 178 000 utilisateurs. Un nombre qui ne cesse d'augmenter chaque jour. Le nombre d'utilisateurs des apps Belfius Mobile a doublé depuis 2015.

Belfius Mobile est une des apps les plus activement utilisées de Belgique (pas seulement pour les apps bancaires). Au cours de l'année 2018, le nombre moyen de log-ons est passé à plus de 30 fois par mois par utilisateur, ce qui implique que les clients se connectent à l'app Belfius Mobile plus d'une fois par jour et démontre la convivialité et l'utilité des services de l'app.

La vente via les canaux directs connaît une croissance ininterrompue. Désormais, ces canaux couvrent par exemple 51 % des contrats d'épargne-pension et le tiers des nouvelles cartes de crédit. Enfin, au cours des derniers mois de l'année, le lancement de l'assurance auto « app-normale » a dynamisé les ventes directes et en agence, confirmant la plus-value commerciale d'une approche digitale – omnicanal innovante.

Ces millions de contacts donnent l'opportunité à Belfius d'offrir à ses clients des ventes digitales personnalisées ainsi que des propositions de service pour des produits financiers, d'assurance et non financiers, et soutiennent ainsi la stratégie de cross-selling de Belfius à un coût efficient.

La plate-forme digitale de Belfius permet au client de se passer entièrement de papier pour la plupart des produits de base ; un large éventail de fonctions de vente et de service est disponible en mode mobile pour les produits financiers et les assurances. La plate-forme digitale, appuyée sur les outils d'analyse clients, crée de nombreuses opportunités de vente croisée, y compris via des propositions pro-actives dans le cadre d'un grand nombre de contacts numériques par mois et par utilisateur, au bénéfice des flux de revenus de Belfius. L'application bancaire mobile de Belfius a reçu plusieurs distinctions, parmi lesquelles BeCommerce Mobile Award 2017, Best Banking Application in Belgium 2018 et Trends Digital Pioneer Award 2017.

Afin d'exploiter ses capacités numériques et de développer de nouvelles sources de revenus, Belfius fait appel à The Studio, plate-forme consacrée à l'innovation digitale, parallèlement à ses capacités digitales internes, pour tester et expérimenter continuellement dans un environnement maîtrisé. The Studio commercialise avec succès des solutions de robotisation des processus et développe des applications sur la base de la technologie Blockchain.

La mise en œuvre des initiatives d'efficacité dans les activités de Belfius et le développement de son offre digitale ont joué un rôle important dans l'amélioration de sa performance financière, notamment par les progrès opérationnels dans le réseau d'agences, la gamme de produits et la force de vente, sans oublier les gains apportés par la plate-forme mobile. Un élément essentiel de la stratégie de Belfius consiste à exploiter les résultats de ces initiatives et à optimiser encore le modèle opérationnel par la poursuite de l'intégration et de la digitalisation. Belfius mène une stratégie de maîtrise des coûts qui équilibre les économies et les gains d'efficacité, d'une part, et les investissements stratégiques ainsi que l'innovation, d'autre part.

Belfius veut continuer à développer un modèle économique différencié et appuyé sur le digital, avec un équilibre entre, d'une part, une gestion qualitative des relations, et, d'autre part, des canaux directs efficaces et conviviaux. Belfius adopte des approches omnicanal complémentaires, l'une avec un focus digital pour les clients particuliers, combiné à des interactions porteuses de valeur ajoutée aux principaux moments de la vie (par exemple le premier crédit hypothécaire), et l'autre avec un account management axé sur les clients Privilege, Private et Business, appuyé sur des outils digitaux pratiques. Une transformation digitale accélérée permet des ventes directes et pratiques pour nos clients des dix principaux produits bancaires et d'assurances, en nous appuyant sur la bonne connaissance des clients (via l'analyse des données) et les transactions de vente électroniques, complétées d'outils et services digitaux en soutien à l'account manager. Cela doit promouvoir la vente croisée de toute la gamme des produits, y compris les cartes, les fonds communs de placement, l'épargne, les crédits à la consommation, les assurances et les autres produits.

## 2. Stratégie RC

En 2015, Belfius a lancé en Retail & Commercial sa stratégie Belfius 2020, qui cible quatre ambitions pour 2020 :

- passer de la satisfaction client (plus de 95 % pour 2018) à la recommandation (des clients disposés à recommander Belfius) ;
- continuer à développer un business model différencié et appuyé sur le digital, avec un équilibre idéal entre, d'une part, une gestion qualitative des relations, et des canaux directs efficaces et conviviaux, d'autre part. À cet effet, deux approches omnicanal complémentaires sont en cours de développement :
  - l'une avec un focus digital et à distance pour les clients Retail, combiné à des interactions en agence porteuses de valeur ajoutée aux principaux moments de la vie,
  - l'autre avec un account management axé sur les clients Privilege, Private et Business et appuyé sur des outils digitaux et d'accès à distance ;
- augmenter la part de marché dynamique pour les produits clés jusqu'à un minimum de 15 % ; et
- continuer à mettre l'accent sur les processus porteurs de valeur ajoutée pour les clients Belfius, et viser une réduction du ratio coûts-revenus.

Pour réaliser ces ambitions, Belfius met en œuvre plusieurs initiatives en Retail and Commercial :

- une sous-segmentation plus fine de notre clientèle avec des propositions de valeur appropriées pour chaque sous-segment ;
- une transformation digitale accélérée permettant des ventes directes et pratiques pour nos clients des dix principaux produits bancaires et d'assurance, en nous appuyant sur la bonne connaissance des clients (via l'analyse des données), le principe « mobile first » et les transactions de vente électroniques, complétées d'outils et services digitaux en appui à l'account manager ;

- une stratégie de distribution novatrice avec une approche des clients encore plus omnicanal à tous égards. À l'avenir, les agences devront se concentrer encore davantage sur les conseils proactifs aux segments Privilege, Private et Business. L'information, les services et la vente aux clients Retail passeront de plus en plus par les canaux digitaux et à distance. Un nouveau « Remote Advice & Sales Centre », Belfius Connect, offre une meilleure accessibilité commerciale à la clientèle en répondant à ses besoins, dès tôt le matin et jusque tard le soir ; et
- le développement d'une offre immobilière all-in (via la filiale Belfius Immo) et de Belfius Investment Partners (Belfius IP), une filiale spécialisée dans la gestion de fonds d'investissement afin de compléter l'offre de produits d'investissement de Belfius à ses clients Retail and Commercial.

Le management est convaincu que cette stratégie permettra à Belfius de poursuivre la diversification et l'accroissement de ses revenus, à la faveur du développement des commissions, par l'entremise de ventes croisées en augmentation. La proportion des commissions par rapport aux intérêts perçus a augmenté de 43 % en 2015 à 58 % en 2018, compensant amplement la pression qui règne dans tout le secteur sur les revenus d'intérêts nets. En vendant plus efficacement ses produits de banque et d'assurance, avec à la clé un meilleur taux d'équipement client, Belfius s'efforce aussi d'accroître la productivité des ventes et d'augmenter les ventes directes de produits à valeur ajoutée.

### 3. Prestations commerciales RC en 2018

L'activité commerciale est restée dynamique. Au 31 décembre 2018, le total de l'épargne et le total des avoirs de la clientèle enregistrent une hausse de 0,6 % par rapport à fin 2017 pour s'établir à EUR 105 milliards. La croissance organique a fortement augmenté en 2018 à EUR 3,5 milliards. Mais cette croissance est partiellement compensée par un effet marché négatif. Une preuve indéniable du

sentiment de confiance sans cesse grandissant qu'inspire Belfius auprès de sa clientèle. EUR 36,7 milliards (+0,3 %) viennent des investissements de 114 000 clients Private, qui ont fait appel à 251 Private Bankers locaux certifiés. En 2018, les clients semblent s'intéresser davantage aux produits à capital garanti, tels que les comptes à vue et les comptes d'épargne, dans un contexte de baisse des marchés boursiers. Dans ce contexte, le montant des placements confiés à Belfius par le biais de mandats et de contrats de services a diminué de 9 % en 2018, pour atteindre EUR 10,2 milliards principalement en raison de contraintes réglementaires (notamment MIFID II) et d'un effet de marché négatif.

Au total, les **dépôts au bilan** s'élèvent à EUR 66,7 milliards au 31 décembre 2018, en hausse (+5,6 %) par rapport à fin 2017. Les taux d'intérêt historiquement bas ont poussé les clients à adopter une attitude attentiste. À la suite des marchés financiers moins favorables, la croissance de l'épargne et des avoirs de la clientèle s'est accompagnée d'une modification du mix de produits avec davantage de dépôts sur les comptes à vue et d'épargne. Les comptes courants et d'épargne ont atteint respectivement EUR 13,2 milliards (+13,8 %) et EUR 43,9 milliards (+5,8 %). Les investissements dans des produits à terme continuent de diminuer (-25,7 % pour les bons de caisse et -8 % pour les comptes à terme).

En raison des conditions défavorables sur les marchés financiers fin 2018, qui ont globalement affecté la valeur des investissements des clients, et des impacts de la réglementation MIFID, les **actifs hors bilan** ont diminué de 9,1 % par rapport à fin 2017, à EUR 27,6 milliards.

Les **réserves d'assurance vie** de produits d'investissement s'élèvent à EUR 10,7 milliards, en baisse de -1,2 % par rapport à fin 2017. Les investissements en assurance vie de la Branche 21 sont en recul en raison de la faiblesse des taux, mais cette baisse est partiellement compensée par les produits des Branches 23 et 44.

Retail & Commercial (non audité) (en milliards d'EUR)			
	31/12/17 (PF <sup>(1)</sup> )	31/12/18	Évolution
<b>TOTAL DES AVOIRS DE LA CLIENTÈLE</b>	<b>104,4</b>	<b>105,0</b>	<b>+0,6 %</b>
<b>DEPÔTS</b>	<b>63,1</b>	<b>66,7</b>	<b>+5,6 %</b>
Comptes d'épargne	41,5	43,9	+5,8 %
Bons de caisse	2,3	1,7	-25,7 %
Obligations émises par Belfius	7,3	7,5	+2,3 %
Comptes à vue	11,6	13,2	+13,8 %
Comptes à terme	0,4	0,4	-8,0 %
<b>ACTIF HORS BILAN</b>	<b>30,4</b>	<b>27,6</b>	<b>-9,1 %</b>
<b>RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE VIE<sup>(2)</sup></b>	<b>10,9</b>	<b>10,7</b>	<b>-1,2 %</b>
Produits à capital garanti (Branche 21)	7,2	6,8	-6,4 %
Produits unit-linked (Branche 23)	1,6	1,9	+17,7 %
Combinaison des produits à capital garanti et unit-linked (Branche 44)	2,1	2,1	+2,5 %
dont produits à capital garanti	1,2	1,3	+6,5 %
dont produits unit-linked	0,9	0,8	-3,0 %

(1) Pro forma des chiffres de 2017 : le 6 mars 2018, le Conseil d'État belge a annulé le système de garantie coopérative d'Arco (organisé par arrêté royal en 2011). Par conséquent, et compte tenu des incertitudes liées à divers éléments externes (tels que, par exemple, le calendrier de la clôture de la procédure de liquidation des sociétés Arco, l'incertitude sur l'issue positive ou négative du produit de la liquidation, le résultat des discussions gouvernementales avec la Commission européenne concernant un règlement alternatif en faveur des actionnaires individuels de Arco...), la valeur actuelle des actions Arco a été adaptée et fixée à « indéterminable ».

(2) Produits d'investissement.

Le **total des crédits à la clientèle** enregistre une hausse importante (+8,2 %) et s'établit à EUR 48,7 milliards au 31 décembre 2018. Cette progression concerne principalement les crédits hypothécaires (+5,9 %) et les crédits business (+12,7 %). Les crédits hypothécaires, qui représentent deux tiers du total des crédits octroyés, s'élèvent à EUR 32,4 milliards fin 2018, tandis que les crédits à la consommation et les crédits Business s'établissent respectivement à EUR 1,7 milliard et EUR 14,0 milliards.

Retail & Commercial (non audité) (en milliards d'EUR)	31/12/17	31/12/18	Évolution
<b>TOTAL DES CRÉDITS AUX CLIENTS</b>	<b>45,0</b>	<b>48,7</b>	<b>+8,2 %</b>
Crédits hypothécaires	30,6	32,4	+5,9 %
Crédits à la consommation	1,5	1,7	+14,6 %
Crédits business	12,5	14,0	+12,7 %
Autres crédits	0,5	0,6	+17,6 %

Les **nouveaux crédits long terme** octroyés à la clientèle Retail & Commercial en 2018 s'établissent à EUR 6,8 milliards, contre EUR 6,2 milliards en 2017. En 2018, la nouvelle production de crédits hypothécaires a encore augmenté à EUR 5,9 milliards. Durant la même période, la production de nouveaux crédits business long terme a atteint EUR 4,1 milliards, soit une progression de 21,1 % par rapport à 2017. En 2018, Belfius a accompagné 14 046 nouvelles start-ups, soit 13 % de plus qu'en 2017.

En 2018, la **production totale de produits d'assurances** des clients du segment Retail & Commercial s'élève à EUR 2 032 millions, contre EUR 1 692 millions en 2017, soit une hausse de 20 %.

Les **primes d'assurance vie** s'élèvent à EUR 1 456 millions en 2018<sup>(1)</sup>, soit une progression de 26 % par rapport à 2017<sup>(2)</sup>. Les primes «unit-linked» (Branche 23) enregistrent une hausse spectaculaire (+64%) grâce à la diversification de l'offre de produits et à la progression de la demande des clients. La production Traditional Life (Branche 21/26) a quant à elle diminué (-4 %) dans le contexte de taux d'intérêt bas.

Les **primes d'assurance non-vie** s'élèvent à EUR 577 millions en 2018, soit une hausse de 7 % par rapport à 2017. Cette progression est imputable au canal de distribution de bancassurance (+12,4 %), à DVV/LAP Insurance (+3 %) et à Corona (+9,8 %), l'assureur direct de Belfius.

En effet, le concept «one-stop shopping» de Belfius a entraîné une augmentation des ventes croisées de crédits hypothécaires avec des assurances habitation passant de 85 % fin 2017 à 86 % fin 2018. Le ratio de ventes croisées des crédits hypothécaires pour les assurances solde restant dû est resté stable, à 140 % par rapport à fin 2017.

Les **réserves totales d'assurance** dans le segment Retail & Commercial s'établissent à EUR 13,9 milliards. Les réserves d'assurance vie ont baissé légèrement de -0,8 % depuis fin 2017 pour atteindre EUR 12,8 milliards fin 2018 en raison d'un contexte difficile caractérisé par des taux historiquement bas. Les réserves

des contrats «unit-linked» (Branche 23) ont augmenté de 12 % alors que les réserves d'assurance vie classiques à rendements garantis (Vie Branche 21/26) ont baissé de 3,8 %, démontrant un glissement entre différents produits en faveur des produits unit-linked et au détriment des produits à rendements garantis. Les réserves des contrats Non-Vie restent stables à EUR 1 milliard.

Retail & Commercial (non audité) (en milliards d'EUR)	31/12/17	31/12/18	Évolution
<b>RÉSERVES D'ASSURANCES VIE<sup>(1)</sup></b>	<b>12,9</b>	<b>12,8</b>	<b>-0,8 %</b>
Vie Branches 21 et 26	10,4	10,0	-3,8 %
Vie Branche 23	2,5	2,8	+12,0 %

(1) Produits d'investissement et produits d'assurances.

Belfius reste l'un des leaders de la **banque mobile** pour les particuliers en Belgique et poursuit le développement de son business model digital. Fin 2018, les apps Belfius pour smartphones et tablettes comptent 1,25 million d'utilisateurs (+17 %), avec un taux de consultation moyen par le client de 1 fois par jour. Le niveau de satisfaction extrêmement élevé montre que l'innovation permanente, centrée sur la convivialité et la valeur ajoutée pour le client, constitue la voie à suivre pour aller de l'avant.

Belfius ne cesse d'enrichir les fonctionnalités de ses apps et d'autres canaux directs. En 2018, 51 % des nouveaux contrats d'épargne-pension, 31 % des nouvelles cartes de crédit et 28 % des nouveaux comptes d'épargne ont été souscrits par le biais de canaux directs.

#### 4. Résultats financiers RC en 2018

Le **résultat net après impôt de Retail & Commercial** s'élève à 408 millions en 2018, comparé à EUR 443 millions en 2017.

En 2018, le **total des revenus** s'élève à EUR 1 650 millions, en baisse de 2,0 % par rapport à fin 2017, en raison de taux d'intérêt bas et de leur impact sur la marge d'intérêt.

- Les revenus nets d'intérêts de RC Banque accusent une baisse de 6,0 % pour s'établir à EUR 845 millions, principalement en raison de la pression sur la marge des dépôts sans échéance et de l'impact de la vague matérielle de remboursements anticipés de crédits hypothécaires des années précédentes, en partie compensée par une forte hausse des volumes de crédits avec des marges toujours supérieures aux marges moyennes sur stock.
- Les commissions bancaires nettes de RC Banque ont diminué légèrement, de 0,4 % pour atteindre EUR 488 millions. Cette diminution s'explique par l'évolution négative des marchés sur les actifs hors bilan (fonds de placement, fonds de pension et mandats) qui a complètement annulé la bonne croissance organique de ces actifs en 2018.

(1) Dont EUR 960 millions de primes brutes émises et EUR 495 millions de transferts/renouvellements.

(2) Dont EUR 782 millions de primes brutes émises et EUR 372 millions de transferts/renouvellements.

Compte de résultats RC (en millions d' EUR)	2017 IAS 39	2018 IFRS 9
<b>REVENUS</b>	<b>1 684</b>	<b>1 650</b>
Revenus nets d'intérêts Banque	898	845
Commissions nettes Banque	490	488
Contribution de l'assurance vie	238	231
Contribution de l'assurance non-vie	175	190
Autres	(117)	(103)
<b>CHARGES</b>	<b>(1 027)</b>	<b>(1 047)</b>
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>657</b>	<b>603</b>
Coût du risque	(40)	(54)
Dépréciations des immobilisations (in)corporelles	(4)	(1)
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT</b>	<b>614</b>	<b>548</b>
(Charges) Revenus d'impôt	(171)	(139)
<b>RÉSULTAT NET APRÈS IMPÔT</b>	<b>443</b>	<b>409</b>
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0	0
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>443</b>	<b>408</b>
<b>RÉSULTAT NET AJUSTÉ<sup>(1)</sup></b>	<b>440</b>	<b>400</b>

(1) Les résultats ajustés sont des Indicateurs Alternatifs de Performance définis et réconciliés dans le document APM sur le site web : [www.belfius.be](http://www.belfius.be).

Ratios (en %)	2017	2018
Ratio coûts-revenus <sup>(1)</sup>	61,0 %	63,5 %
RoNRE <sup>(2)</sup>	19,4 %	16,8 %

(1) Charges par rapport au résultat.

(2) Belfius calcule le Return on Normative regulatory equity (RoNRE) en tant que résultat net exprimé en pourcentage du capital réglementaire normatif moyen.

Capital réglementaire normatif et exposition au risque réglementaire (en millions d' EUR)	2017	2018
Capital réglementaire normatif <sup>(1)</sup>	2 300	2 605
Exposition au risque réglementaire	17 476	19 519

(1) Le capital réglementaire normatif du métier est calibré. Le ratio CET1 de la business line est porté à 13,5 % tenant compte de l'exposition au risque réglementaire du métier et des postes venant en déduction du capital CET1 alloués à la business line (avec impact limité étant donné que la plus grande partie des déductions du capital CET1 sont allouées à GC).

- La contribution de l'activité d'assurance vie représente EUR 231 millions, soit 3,0 % de moins qu'en 2017, et ce principalement en raison d'une baisse de revenus liée à la réduction de l'encours (effet de volume), conformément à la stratégie. De plus, l'évolution négative des actifs en *Fair Value* (due à la forte volatilité des marchés boursiers et à l'augmentation des spreads de crédit) conformément à la réglementation IFRS 9 (entrée en vigueur au début de 2018) et la faiblesse des taux d'intérêt ont augmenté la pression sur les marges. Le résultat d'assurance vie en 2018 a toutefois été positivement impacté par la réévaluation des provisions techniques en ligne avec le Risk Appetite Framework.
- L'activité d'assurance non-vie progresse fortement, +8,6 %, pour s'établir à EUR 190 millions. Cette évolution positive s'explique par les excellents résultats de LAP et Corona qui présentent une forte diminution de leur taux de sinistres (et donc une meilleure rentabilité) et par la réévaluation des provisions techniques en 2018. À noter également l'excellente croissance des primes perçues, en particulier via le canal Bancassurance (avec un impact positif sur le résultat grâce à un effet de volume plus important).
- Les autres résultats s'élèvent à EUR -103 millions, contre EUR -117 millions en 2017, soit une amélioration de EUR + 14 millions.

En 2018, le **total des charges** s'élève à EUR 1 047 millions, en hausse de EUR 20 millions, soit 2,0 % par rapport à 2017. Cette augmentation provient principalement des frais de personnel destinés à soutenir la stratégie de numérisation et de modernisation de la Banque. Les coûts de réseau et les frais généraux sont en diminution, tandis que les amortissements sont en hausse à la suite de nouveaux investissements.

Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** a diminué pour s'établir à EUR 603 millions en 2018, soit une baisse de EUR 54 millions ou -8,3 % par rapport à 2017.

Le **coût du risque** reste encore à un bon niveau et s'élève à EUR 54 millions en 2018, démontrant la bonne qualité de crédit dans les conditions favorables actuelles.

Les **dépréciations sur immobilisations (in)corporelles** s'élèvent à EUR 1 million.

Le **résultat avant impôt** est de EUR 548 millions, en baisse de EUR 66 millions, soit -10,7 %, par rapport à 2017.

Les **charges d'impôt** s'élèvent à EUR 139 millions en 2018, contre EUR 171 millions en 2017. Cette diminution est principalement imputable à la baisse du bénéfice avant impôt, au taux légal d'imposition des sociétés plus bas et à l'avantage fiscal lié aux dépenses d'innovation.

Le **résultat net** du segment Retail & Commercial de Belfius a baissé de 7,8 % et s'établit à EUR 408 millions en 2018.

Hors les éléments spéciaux, le **résultat net ajusté de RC** s'élève à EUR 400 millions en 2018, en baisse de -9,0 % par rapport à 2017.

Le ratio coûts-revenus RC s'établit à 63,5 %, contre 61,0 % en 2017. Le Return on Normative Regulatory Equity (RoNRE) s'établit à 16,8 %.

## PUBLIC & CORPORATE (PC)

### 1. Description du segment PC

Belfius propose une gamme complète de produits et services à quelques 11 000 institutions publiques et sociales et 10 700 entreprises. En 2018, la Banque occupait la tête du segment public et social grâce à 150 ans d'implication dans le secteur. Belfius a également développé avec succès son offre corporate. Sa part de marché des crédits aux entreprises moyennes à grandes est passée de 8,7 % en 2013 à 14,5 % en 2018 (estimation). Belfius estime desservir environ 50 % du marché belge des entreprises avec un chiffre d'affaires égal ou supérieur à EUR 10 millions d'après les données de Graydon et de la société (soit environ 60 % de pénétration dans le sous-segment des corporate et mid-corporate et 25 % dans le sous-segment des grandes entreprises belges).

#### 1.1. Segmentation de la clientèle

Belfius propose une gamme complète de produits et services de banque et d'assurance qui s'adressent à des groupes complémentaires de clientèle : les entités des secteurs public et social (Public & Social), les moyennes et grandes entreprises (Corporate) et les clients Wealth. Le segment Public & Social, qui compte environ 11 000 clients, comprend des organismes publics locaux (p.ex. communes, provinces, zones de police et CPAS), des instances publiques supralocales (p.ex. intercommunales), des organismes publics régionaux et fédéraux, des mutualités et syndicats, des acteurs des soins de santé (hôpitaux, maisons de retraite), de l'enseignement (universités, écoles) et du logement, sans oublier les fondations, secrétariats sociaux et fonds de pension. Dans le segment corporate, Belfius sert environ 10 700 entreprises moyennes à grandes avec un chiffre d'affaires annuel de plus de EUR 10 millions. Dans le segment Wealth, Belfius sert environ 1 800 clients disposant d'un patrimoine supérieur à EUR 2,5 millions, dont les volets privés et professionnels sont, dans la pratique, souvent étroitement liés.

### 1.2. Produits

#### Produits de paiement

Belfius propose des produits de paiement qui s'adaptent aux divers besoins des clients Public & Corporate, comme les comptes sociaux et les cartes prépayées, parallèlement à son offre bancaire standard qui comprend les comptes, cartes de débit, cartes de crédit et pools de trésorerie ainsi qu'une offre complète de moyens de paiement.

À l'appui de ses clients corporate qui opèrent aussi à l'étranger, Belfius offre un large éventail de produits et de solutions sur mesure par l'entremise de son International Cash Management Team. À l'extérieur de la Belgique, Belfius collabore avec un solide réseau de banques étrangères, en Europe et dans le monde.

À ses clients publics, Belfius offre des services de gestion de caisse et de liquidités. La Banque est depuis longtemps le caissier de toutes les administrations belges régionales (sauf une) et de presque toutes les communes belges. En 2018, Belfius a renouvelé, à l'issue d'une mise en concurrence les contrats de caissier de la communauté germanophone, de la Commission communautaire commune et de la Caisse de dépôts et consignations. La Fédération Wallonie-Bruxelles a également décidé de confier à Belfius Banque la fonction de « caissier » pour la période 2019-2023.

Belfius a également développé une offre sécurité basée sur trois axes pour aider les entreprises et les administrations publiques en matière de prévention, de détection et de gestion des risques de fraude. Il s'agit d'un scan des procédures internes (via BDO), d'un audit IT des systèmes de sécurité du client (via Secutec) et d'un programme d'analyse anti-fraude (via Key Business).

#### Produits de crédit

Belfius propose à ses clients Public & Corporate une gamme de produits de crédit pour les aider à financer et à développer leur activité.

Ces produits et services de crédit comprennent :

- Produits sur mesure pour les clients Public & Social : Belfius propose à ses clients Public & Social des services professionnels de gestion de la dette, afin de les aider à dégager des ressources pour de nouveaux investissements, ainsi qu'un ensemble spécialisé de solutions de financement à court et long terme, adaptées à leurs besoins spécifiques, sous la forme de crédits ou d'obligations de longue durée.
- Activités DCM : Belfius est un leader de l'activité Debt Capital Markets pour les clients institutionnels belges dans le secteur semi-public et corporate, avec un taux d'implication de 86 % dans les transactions DCM du segment Public & Social et de 52 % dans le segment corporate. Le 16 janvier 2018, Belfius Banque a reçu pour la cinquième année consécutive le prix « N°1 Bond Finance House of the year » d'Euronext avec EUR 6,3 milliards d'émissions à long terme depuis 2013.
- Belfius a confirmé de nouveau son rôle de leader dans les émissions obligataires pour des émetteurs belges parmi lesquels la Communauté flamande qui a collecté EUR 500 millions lors de l'émission de sa toute première obligation durable (Sustainability Bond). Une émission publique auprès de 61 investisseurs



institutionnels de 11 pays différents. Avec cette obligation à long terme, la Communauté flamande souligne l'importance des investissements dans un environnement durable et « smart » pour les habitants.

- **Activités ECM :** Belfius opère également sur le marché des participations en capital, en structurant et en plaçant les transactions de marché pour ses clients corporate belges (émissions initiales, augmentations de capital, placement privé d'actions). Afin de développer son offre de services, Belfius a conclu en 2017 un partenariat stratégique avec Kepler Cheuvreux. Belfius fait ainsi partie du top 3 des banques en matière de ECM et est active dans la majorité des deals en Belgique.
- **Services de leasing :** par l'intermédiaire de ses filiales intégrales, Belfius Lease et Belfius Auto Lease, Belfius propose différentes solutions de leasing financier et opérationnel.
- **Financement immobilier :** le département immobilier de Belfius a contribué à développer et financer plus de 1 000 projets des autorités publiques et sociales ces 25 dernières années. Belfius offre à la clientèle le soutien de ses architectes internes, ingénieurs et chefs de projet spécialisés dans la construction et le financement.
- **Financement d'infrastructure :** Belfius joue un rôle clé dans la structuration et le financement des grands projets d'investissement en infrastructures en Belgique, notamment les projets d'énergies renouvelables, ainsi que dans les projets semi-publics en immobilier et infrastructure, via des crédits structurés, crédits en consortium et financements PPP.
- **Financement du commerce et des exportations :** avec son équipe expérimentée d'environ 40 experts, Belfius offre aux entreprises belges opérant à l'international une panoplie de produits et services de financement du commerce et des exportations, allant du crédit documentaire au crédit acheteur. Les transactions sont accomplies par l'entremise d'un vaste réseau de correspondants qui incarnent la présence de Belfius dans les principaux pays du monde.
- **Financement des marchés publics :** Belfius a développé B2G Flex, une solution innovante pour le financement des marchés publics en Belgique. B2G Flex est une solution de financement flexible qui aide les entreprises à financer leur fonds de roulement dès le jour où ils emportent le marché. La formule évolue ensuite au fil de l'exécution du contrat, en fonction des besoins du moment.

### Partenariat BEI

Depuis l'annonce du partenariat entre Belfius et la Banque européenne d'investissement (BEI) pour stimuler le développement des « Smart Cities » en Belgique, plus d'un milliard d'euros d'investissements, dans pas moins de 121 projets, ont déjà été financés à des conditions avantageuses par les deux institutions. S'appuyant sur ce succès, Belfius et la BEI ont signé un nouvel accord en vue de mettre à disposition EUR 400 millions supplémentaires dans le but de soutenir encore davantage de projets contribuant au développement des villes intelligentes, à l'économie circulaire et à la lutte contre le réchauffement climatique. Ce nouveau programme, intitulé Smart Cities, Climate Action & Circular Economy II, vise à aider les pouvoirs locaux, les intercommunales et les organisations non commerciales du secteur social et de l'enseignement en Belgique à concrétiser leurs projets intelligents et durables, via l'octroi de financements à des conditions préférentielles. Le périmètre du programme couvre non seulement les domaines de l'énergie, de la

mobilité et du développement urbain, mais également ceux de l'eau (réseau de distribution, égouts, drainage, épuration), des déchets (collecte sélective, tri, traitement biologique et traitement des boues, production d'énergie) et de l'E-Government (notamment Open Data). Outre une approche intégrée, innovante et durable, l'économie circulaire et l'action pour le climat constituent des points d'attention clés dans l'analyse et l'évaluation des projets.

### Smart Building & Renovation Solution

Enfin, face au défi climatique, la modernisation et la rénovation en profondeur de nombreux bâtiments s'imposent de façon urgente, pour les rendre plus intelligents et surtout moins énergivores et ainsi réduire nos émissions de CO<sub>2</sub>. C'est dans ce but que Belfius a lancé Smart Building & Renovation Solution, une formule « all-in » sur mesure pour aider et accompagner, de A à Z, les écoles, institutions de soins, entreprises et pouvoirs locaux aux différents stades de leurs projets (à partir d'environ 1 million d'euros). Depuis les audits technique et énergétique jusqu'à la réception définitive du bâtiment. Belfius répond ainsi à l'appel des autorités dans l'un des principaux piliers du Pacte national d'investissement et aux besoins urgents de la Belgique en matière de désimperméabilisation et de végétalisation. Le lancement de Smart Building & Renovation Solution s'inscrit dans le cadre de la stratégie Smart Belgium de Belfius, qui vise à favoriser l'émergence d'une société belge durable en relevant les défis sociétaux. Via Smart Building & Renovation Solution, Belfius entend ainsi contribuer à la nécessaire modernisation et amélioration de notre parc immobilier.

### Produits d'épargne et d'investissement

Belfius offre deux catégories de produits d'épargne et d'investissement à ses clients du segment Public & Corporate : des produits bilantaires, comme les comptes d'épargne, les comptes à terme, certificats d'épargne et obligations ; et des produits hors bilan, notamment la gestion discrétionnaire de portefeuille, les fonds communs de placement et les obligations émises par des tiers. Des gestionnaires de produits dédiés créent pour les clients Public & Corporate des produits d'épargne et d'investissement qui répondent à leurs besoins spécifiques en termes de risque, de structure et de maturité.

### Produits d'assurances

Belfius Insurance commercialise aussi des produits d'assurance vie parmi ses clients publics et sociaux. Les solutions d'assurances vie spécifiques concernent surtout les assurances pension du premier et du deuxième pilier dans la fonction publique ou les produits d'investissement de la Branche 26 (assurance vie avec capital garanti et rendement minimum garanti, auquel peut s'ajouter une formule de participation variable aux bénéfices).

Au deuxième trimestre 2018, Belfius Insurance a décidé de passer à la distribution directe pour les produits d'assurance incendie, accidents et risques divers destinés aux clients du secteur social. Simultanément, la décision a été prise de mettre en run-off les assurances non-vie qui s'adressent aux autres clients institutionnels et corporate par l'intermédiaire des courtiers. Belfius Insurance a l'intention d'affecter les ressources ainsi dégagées à une activité croissante, celle des assurances non-vie pour PME commercialisées via ses propres canaux de distribution (Banque et Les AP Assurances).

### Analyse financière

Belfius réalise aussi des études annuelles pour éclairer la clientèle sur des thèmes comme le développement des finances locales, communales et provinciales, avec des déclinaisons propres à chaque instance locale. Des analyses financières spéciales sont aussi proposées aux communes individuelles et aux hôpitaux, pour aider le client à cerner ses propres finances et voir ses chiffres en relation avec les moyennes de la région ou des pairs. Ces études sont devenues des outils de management de référence pour les clients de Belfius dans le secteur public et social.

Dans le cadre des élections communales 2018, Belfius a publié une actualisation de sa *Typologie des communes belges*. Il s'agit d'un outil unique, comparant notamment les communes wallonnes, bruxelloises et flamandes sur la base de 150 indicateurs. Cette typologie permet de mettre en évidence des dynamiques d'évolution communale parfois très contrastées, se traduisant par autant de contraintes et enjeux pour les gestionnaires communaux.

Fidèle à la tradition, Belfius Banque a également présenté son état des lieux des finances locales. Une étude qui, cette année, porte non seulement sur les budgets communaux 2018 mais s'attache également, à la veille des élections d'octobre, à dresser l'évolution des finances locales au cours de la mandature qui s'achève. Belfius a ainsi publié 33 fiches qui permettent aux mandataires et nouveaux élus d'avoir une vision plus claire des finances communales.

Depuis 24 ans, l'étude Maha (Model for Automatic Hospital Analyses) réalisée par Belfius analyse la situation financière des hôpitaux généraux en Belgique. Qu'ils soient privés ou publics, tous ont participé à cette édition basée sur les résultats de l'exercice bilantaire 2017. L'étude Maha 2018 donne donc l'image la plus complète de l'évolution du secteur.

### 1.3. Canaux de distribution

Le réseau commercial de Public & Social comporte 44 chargés de relations répartis en trois régions. Les chargés de relations se consacrent à des segments de clientèle spécifiques. Sachant comment leurs clients fonctionnent, ils sont à même d'identifier les solutions de banque et d'assurance qui répondent le mieux aux besoins. Belfius Banque offre aussi d'autres services bancaires de base aux clients Public & Social.

Quant au réseau commercial de l'activité corporate, il comprend 60 banquiers corporate répartis en quatre régions.

Dans le segment Public & Corporate, le chargé de relations (le « hub ») est l'interlocuteur de référence dans l'interaction commerciale avec le client. Il est l'unique personne de contact et entretient avec le client une relation de confiance s'inscrivant dans la durée. Il peut à tout moment faire appel à des experts internes (les « spokes »), pour les différentes lignes de produits et services, par exemple en matière de placement, de crédit, d'assurance, de leasing, de banque électronique ou de gestion de trésorerie. Cette approche « hub and spokes » est au cœur de notre modèle de services aux clients Public & Corporate.

Bien que le chargé de relations soit le premier interlocuteur du client, Belfius offre aussi des canaux propres au segment Public & Corporate. En raison de la nature et du volume des transactions, les plateformes desktop restent les plus répandues dans la clientèle. Belfius a aussi été la première banque de Belgique à offrir une application de banque mobile adaptée aux besoins des segments public et corporate (p.ex. : en permettant aux entités de signer des transactions en sécurité sans limite de montant).

En 2018, Belfius a renforcé son offre digitale avec son application BelfiusWeb New Technology reprenant un nouveau look & feel, davantage de facilités et de nouvelles fonctionnalités comme PSD2 (qui donne la possibilité aux clients d'agrèger les informations sur les comptes et d'initier des paiements dans nos canaux digitaux (desktop et mobile)), une nouvelle page d'accueil et la gestion des accès on line. L'intention est d'améliorer la facilité et la satisfaction du client.

## 2. Stratégie PC

Sur le marché Public & Corporate, Belfius ambitionne de conserver sa place de leader des secteurs public et social, et poursuit sa stratégie de croissance sur le marché belge des entreprises.

En 2018, Belfius souhaite accroître davantage sa part de marché dans le segment Corporate en acquérant de nouveaux clients et en équipant au maximum ses clients existants.

Belfius poursuivra la mise en œuvre réussie de sa stratégie Public & Corporate et consolidera la croissance robuste enregistrée dans ce segment depuis 2015. Son objectif est de porter à plus de 15 % sa part de marché (du crédit) dans le secteur corporate belge et d'affirmer ainsi sa place parmi les principales banques au service des entreprises en Belgique. En avril 2018, Belfius a lancé une toute nouvelle approche résolument contemporaine du Wealth Management alliant un service personnalisé et innovant à une digitalisation intégrée. L'objectif de Belfius est d'offrir aux clients aisés une expérience unique de la gestion de patrimoine, tant privé que professionnel.

La satisfaction du client est une des premières priorités de Belfius. Elle atteint à nouveau 98 % en 2018. Belfius a adopté une stratégie ciblée pour rester à ce niveau remarquable. D'abord, Belfius offre un large éventail de produits classiques, répondant le plus efficacement possible à tous les besoins financiers de base. Parallèlement à ces produits traditionnels, Belfius s'efforce d'augmenter la valeur de la relation client grâce à une connaissance approfondie du client et du marché. Belfius propose des produits et services personnalisés répondant aux besoins des clients des entreprises comme du secteur public et social.

Face aux défis que doivent relever les institutions publiques et les entreprises en Belgique, Belfius poursuit son programme Smart Belgium. La Banque, avec ses partenaires du secteur public, privé et académique, a créé un forum pour y concevoir des solutions intelligentes dans la perspective d'une société meilleure. Belfius intervient en tant que partenaire financier et interlocuteur des gouvernements locaux, des intercommunales, des entreprises

nouvelles et existantes, des hôpitaux, écoles, maisons de retraite, centres de soins, des universitaires et des citoyens. La Banque les aide à réaliser leurs projets « smart » dans différents domaines.

Dans ce cadre, Belfius organise les Smart Belgium Awards. Pour cette deuxième édition de mars 2018, Belfius a rassemblé 233 participants et 50 nominés en lice pour la finale. C'est devant un parterre de plus de 500 experts et professionnels issus du monde de l'entreprise, des pouvoirs locaux, de l'enseignement et du secteur des soins de santé qu'ont été décernés les Belfius Smart Belgium Awards. Les cinq lauréats primés par le jury final sont : l'intercommunale IDEA pour sa technique de séchage des boues issues de l'exploitation des stations d'épuration grâce aux énergies renouvelables (Smart Cities ≥ 30 000 habitants), la commune de Bonheiden pour sa campagne de sensibilisation innovante visant à motiver les jeunes à se rendre à l'école à pied ou à vélo (Smart Cities < 30 000 habitants), l'entreprise sociale de travail adapté Mariasteen de Hoogdele pour le Light Guide System, un système de projection qui visualise des instructions sur les lieux de travail (Smart Care), l'entreprise Glutton Cleaning Machines, basée à Andenne, pour sa balayeuse 100 % électrique Glutton® Zen® (catégorie Smart Company Award ≥ EUR 10 millions de chiffre d'affaires), ainsi que la société BeeOdiversity et ses 7,5 millions d'abeilles « drones » au service de la qualité de notre environnement (Smart Companies < EUR 10 millions de chiffre d'affaires). Le Prix du public a été décerné à l'ASBL Mariënstede pour son système unique de caisse enregistreuse adaptée aux personnes souffrant d'une déficience mentale sévère.

En 2017, Belfius a également créé sa filiale Smart Belgium Services en partenariat avec Strategy&, un membre du réseau mondial PwC. L'ambition est d'accompagner les pouvoirs locaux et les entreprises dans un écosystème unique et faciliter la cocréation de solutions innovantes qui rendront notre pays plus « smart ». En 2018, SBS accompagne les pouvoirs locaux dans leur transition vers des villes intelligentes : l'accompagnement se traduit par un Smart City Scan, l'élaboration d'une stratégie Smart City, un prototypage et une cocréation et enfin la mise en œuvre concrète de la stratégie.

Dans le secteur corporate, Belfius s'appuie sur la confiance et le respect mutuels pour tisser des relations clients durables. Cette volonté d'intimité avec le client signifie que Belfius ne se focalise pas seulement sur la vente de produits, mais aussi sur le conseil, le service et la concertation. Dans la perspective de ces objectifs, Belfius a lancé ces dernières années un ensemble d'actions, notamment :

- développement des produits complémentaires à la rémunération des salariés, en particulier les solutions de mobilité (p.ex. : leasing voiture), les améliorations salariales (p.ex. : warrants et gratifications) et la protection contre les risques (p.ex. : hospitalisation, assurance groupe et plans de pension collectifs) ;
- aide au commerce international et atténuation des risques correspondants via le financement (p.ex. : crédits documentaires, garanties et lettres de crédit), solutions de paiement internationales et pools de trésorerie ;
- aide aux clients pour la gestion de leur fonds de roulement via le développement de stratégies robustes et d'analyses approfondies de la gestion des stocks, de la gestion des crédits ainsi que de la gestion des liquidités et de la trésorerie.

Belfius est convaincue que le fait d'être proche de ses clients corporate locaux et de disposer de centres de décision décentralisés lui procure un avantage concurrentiel sur les filiales belges de banques internationales car cela lui permet de réagir très rapidement aux attentes du client.

### 3. Prestations commerciales PC en 2018

Au 31 décembre 2018, le **total de l'épargne et des placements de la clientèle** s'établit à EUR 32,8 milliards, en hausse de 2,2 % par rapport à fin 2017. Les **dépôts au bilan** diminuent de EUR 0,4 milliard (-1,8 %), passant à EUR 22,8 milliards. Les **avoirs hors bilan** de la clientèle, surtout dans le segment Corporate, enregistrent une progression de 13,3 % à EUR 9,4 milliards. Les **réserves d'assurance vie** des produits d'investissement se maintiennent à EUR 0,6 milliard.

Public & Corporate (non audité) (en milliards d'EUR)	31/12/17	31/12/18	Évolution
<b>TOTAL DES AVOIRS DE LA CLIENTÈLE</b>	<b>32,1</b>	<b>32,8</b>	<b>+2,2 %</b>
Dépôts	23,2	22,8	-1,8 %
Avoirs hors bilan	8,3	9,4	+13,3 %
Réserves d'assurance vie <sup>(1)</sup>	0,6	0,6	+1,3 %

(1) Produits d'investissement.

L'**encours total des prêts** augmente à EUR 39,7 milliards (+3,7 %). En Public & Social Banking, la diminution des encours est le résultat d'une demande plus faible, d'un accroissement de la concurrence dans le segment Public & Social et d'un shift structurel vers plus de financements alternatifs via les marchés des capitaux (dette). La stratégie commerciale de Belfius intensifiée envers les entreprises belges se traduit par une augmentation (comparée à décembre 2017) de 20,4 % des encours des prêts. Ces derniers s'établissent donc à EUR 13,0 milliards fin décembre 2018.

Public & Corporate (non audité) (en milliards d'EUR)	31/12/17	31/12/18	Évolution
<b>ENCOURS DES PRÊTS</b>	<b>38,3</b>	<b>39,7</b>	<b>+3,7 %</b>
Public & Social	27,4	26,7	-2,9 %
Corporate	10,8	13,0	+20,4 %
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>	<b>20,5</b>	<b>20,5</b>	<b>+0,3 %</b>

Belfius a octroyé pour EUR 6,7 milliards (+13,6 %) de nouveaux crédits long terme dans l'économie belge tant à la clientèle Corporate que Public et Social.

La **production de crédits long terme** pour les clients Corporate s'élève à EUR 4,8 milliards (+26 %), faisant de Belfius l'une des quatre premières banques dans le segment Corporate ; sa part de marché estimée en termes d'actifs est passée de 12,7 % en 2017 à 14,5 % (estimation) fin 2018.

En dépit de la faiblesse de la demande en 2018 dans le secteur public, Belfius a accordé EUR 1,9 milliard de nouveaux financements long terme. Belfius reste le leader incontesté du marché et répond à chaque appel d'offres de financement émanant d'organismes publics, à qui elle propose des conditions de financement durables. Elle gère la trésorerie de pratiquement toutes les administrations

locales et s'est vue attribuer 69 % des dossiers de financement ayant fait l'objet d'un appel d'offres en 2018. Qui plus est, en décembre 2018, Belfius a été une nouvelle fois sélectionnée comme « caissier » de la Région wallonne jusqu'à fin 2023.

Belfius a également confirmé sa position de leader sur le marché des émissions DCM (Debt Capital Markets) pour les entreprises (semi-)publiques et privées en s'arrogeant respectivement 86 % et 52 % des mandats disponibles sur le marché belge. En 2018, la Banque a émis pour EUR 4,9 milliards en instruments de financement innovants sous la forme d'émissions à court terme (encours moyen sur papier commercial) et d'émissions à long terme (Medium Term Notes et obligations).

Concernant les **assurances**, les résultats du segment Public and Corporate connaissent un ralentissement en termes de volumes de souscription, notamment pour :

- la **production d'assurances non-vie**, qui s'établit à EUR 128 millions, soit 5,3 % de moins qu'en 2017, résultat d'un recentrage sur des contrats avec une meilleure rentabilité et l'assainissement d'une partie du portefeuille ;

- les **produits d'assurance vie**, qui s'élèvent à EUR 253 millions, soit une baisse de 7,2 %, principalement en raison de l'impact des intérêts historiquement bas sur les produits à taux garantis.

Public & Corporate (non audité) (en millions d' EUR)	31/12/17	31/12/18	Évolution
<b>ENCAISSEMENT TOTAL DE PRIMES</b>	<b>408</b>	<b>381</b>	<b>-6,6 %</b>
Vie	273	253	-7,2 %
Non-vie	135	128	-5,3 %

#### 4. Résultats financiers PC en 2018

Le **résultat net après impôt du segment Public & Corporate** augmente de 7,8 %, passant de EUR 193 millions en 2017 à EUR 208 millions en 2018 grâce à la poursuite de la solide dynamique commerciale ainsi qu'à un taux d'imposition favorable et des plus-values non imposables.

Compte de résultats PC (en millions d' EUR)	2017 IAS 39	2018 IFRS 9
<b>REVENUS</b>	<b>519</b>	<b>533</b>
Revenus nets d'intérêts Banque	361	407
Commissions nettes Banque	47	47
Contribution de l'assurance vie	31	53
Contribution de l'assurance non-vie	26	9
Autres	54	17
<b>CHARGES</b>	<b>(208)</b>	<b>(234)</b>
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>311</b>	<b>299</b>
Coût du risque	(28)	(24)
Dépréciations des immobilisations (in)corporelles	(1)	(1)
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT</b>	<b>282</b>	<b>274</b>
(Charges) Revenus d'impôt	(89)	(66)
<b>RÉSULTAT NET APRÈS IMPÔT</b>	<b>193</b>	<b>208</b>
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0	0
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>193</b>	<b>208</b>
<b>RÉSULTAT NET AJUSTÉ<sup>(1)</sup></b>	<b>189</b>	<b>184</b>

(1) Les résultats ajustés sont des Indicateurs Alternatifs de Performance définis et réconciliés dans le document APM sur le site web : [www.belfius.be](http://www.belfius.be).

Ratios (en %)	2017	2018
Ratio coûts-revenus <sup>(1)</sup>	40,0 %	43,9 %
RoNRE <sup>(2)</sup>	8,8 %	9,0 %

(1) Charges par rapport au résultat.

(2) Belfius calcule le Return on Normative regulatory equity (RoNRE) en tant que résultat net annualisé exprimé en pourcentage du capital réglementaire normatif moyen.

Capital réglementaire normatif et exposition au risque réglementaire (en millions d' EUR)	2017	2018
Capital réglementaire normatif <sup>(1)</sup>	2 235	2 408
Exposition au risque réglementaire	16 805	18 056

(1) Le capital réglementaire normatif du métier est calibré. Le ratio CET1 de la business line est porté à 13,5 % tenant compte de l'exposition au risque réglementaire du métier et des postes venant en déduction du capital CET1 alloués à la business line (avec impact limité étant donné que la plus grande partie des déductions du capital CET1 sont allouées à GC).

En 2018, le **total des revenus** s'établit à EUR 533 millions, en hausse de EUR 14 millions, soit 2,7 %, par rapport à 2017.

- Les produits nets d'intérêts s'établissent à EUR 407 millions, soit 12,7 % de mieux qu'en 2017, principalement grâce à une discipline rigoureuse en matière de tarifs, des volumes plus élevés et une solide contribution des Financial Management Services (structuration de crédits), ce qui a permis de compenser la pression sur la marge d'intérêt notamment pour les dépôts sans échéance. Quelques changements de présentation à la suite d'IFRS 9 ont aussi eu un impact positif de EUR 16 millions (maintenant comptabilisés en marge d'intérêts, précédemment en « Autres résultats »).
- Les commissions bancaires nettes restent stables en 2018 à EUR 47 millions.
- L'activité d'assurance vie se solde par un résultat de EUR 53 millions en 2018, soit 73,4 % de plus qu'en 2017. Cette nette progression résulte principalement d'une révision des provisions techniques en vie en ligne avec le Risk Appetite Framework (RAF).
- L'activité d'assurance non-vie est passée de EUR 26 millions en 2017 à EUR 9 millions en 2018, une diminution due à un accroissement du taux de sinistralité (entre autres l'augmentation de la dotation aux réserves pour des sinistres d'années antérieures) partiellement compensé par une amélioration du taux des dépenses.
- Les autres résultats s'établissent à EUR 17 millions, en baisse de 68 %, soit EUR 37 millions de moins qu'en 2017. Ce résultat s'explique par l'impact négatif des spreads et des fair value adjustments.

En 2018, le **total des charges** s'établit à EUR 234 millions, soit 12,5 % de plus qu'en 2017 principalement à la suite de nouvelles initiatives et de la digitalisation.

Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** est de EUR 299 millions en 2018, ce qui représente une diminution de EUR 12 millions, soit -3,9 % par rapport à 2017.

Le **coût du risque** est inférieur, passant à EUR 24 millions en 2018, un niveau historiquement très bas, qui démontre la bonne qualité de crédit de la Franchise Public & Corporate dans l'actuel environnement économique difficile.

Les **dépreciations sur immobilisations** (in)corporelles s'établissent à EUR 1 million.

Le **résultat avant impôt** est de EUR 274 millions, soit 8 millions de moins (-2,9 %) par rapport à 2017.

La **charge d'impôt** s'élève à EUR 66 millions en 2018 alors qu'elle s'établissait à EUR 89 millions en 2017. Ce résultat positif est lié à des plus-values non imposables, au taux inférieur d'impôt des sociétés et à l'avantage fiscal lié aux dépenses d'innovation.

Le **résultat net part du groupe** du segment Public & Corporate passe à EUR 208 millions en 2018, alors qu'il s'élevait à EUR 193 millions en 2017.

Hors éléments spéciaux, le **résultat net ajusté PC** s'établit à EUR 184 millions en 2018, contre EUR 189 millions en 2017.

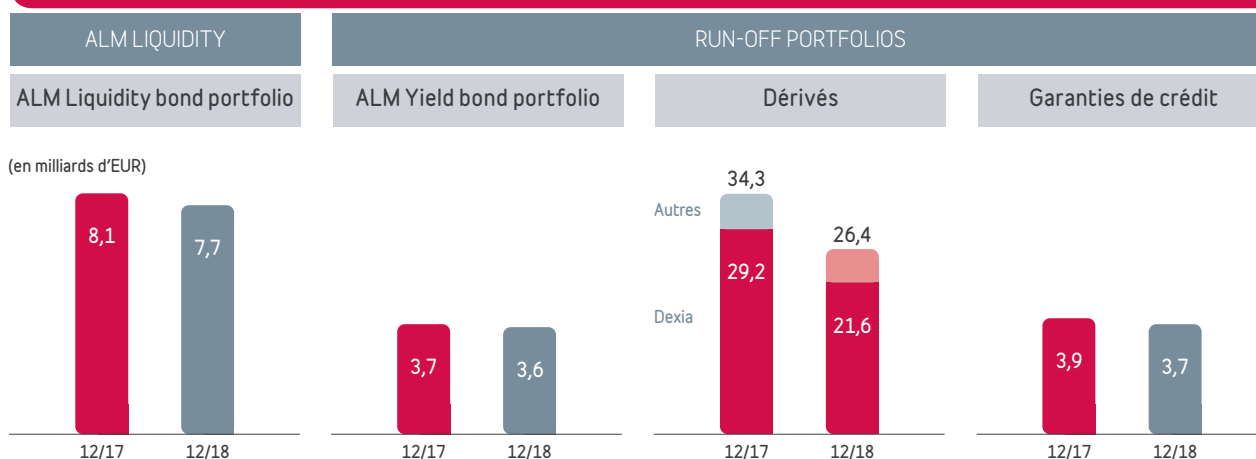
Le ratio coûts-revenus du segment Public & Corporate est de 44 % en 2018. Le Return on Normative Regulatory Equity (RoNRE) est de 9,0 %.

## GROUP CENTER (GC)

Le Group Center fonctionne à travers deux sous-segments.

- Les portefeuilles en run-off, qui se composent principalement de :
  - un portefeuille d'obligations émises par des émetteurs internationaux, essentiellement actifs dans les secteurs public et des services généraux réglementés (incluant des obligations liées à l'inflation du Royaume-Uni), d'obligations sécurisées et de titres adossés à des actifs, appelé portefeuille ALM Yield ;

## GROUP CENTER PORTFOLIOS<sup>(1)</sup>



(1) En nominal.



- un portefeuille de garantie de crédits, composé principalement de Credit Default Swaps et de garanties financières sur des obligations émises par des émetteurs internationaux et partiellement couvertes par un assureur Monoline (principalement Assured Guaranty) ; et
  - un portefeuille de dérivés avec des entités Dexia comme contrepartie, et avec des contreparties étrangères.
- Les activités de gestion de taux et liquidités ALM et d'autres activités du Group Center, couvrant la gestion des taux et liquidités de Belfius (dont portefeuille obligataire ALM Liquidity, les dérivés pour la gestion d'ALM et la gestion des actifs centraux) et d'autres activités non affectées aux activités commerciales telles que les services de support aux marchés financiers et corporate (ex. : trésorerie), la gestion de deux anciens dossiers de crédit spécifiques hérités de l'ère Dexia (prêts aux entités Arco et Holding Communal), et Group Center de Belfius Insurance.

Ces portefeuilles et activités sont décrits plus en détail ci-après.

### 1. Portefeuille obligataire ALM Yield

Le portefeuille obligataire ALM Yield de Belfius est utilisé pour gérer tout excédent de liquidités (après usage commercial optimal dans les métiers) et comprend essentiellement des obligations de haute qualité de crédit d'émetteurs internationaux.

Au 31 décembre 2018, le portefeuille obligataire ALM Yield a une valeur nominale de EUR 3,6 milliards<sup>(1)</sup>, soit 1,8 % de moins qu'au 31 décembre 2017, principalement attribuable à l'amortissement naturel du portefeuille. Au 31 décembre 2018, le portefeuille se compose d'obligations d'entreprises (70 %) d'obligations souveraines et du secteur public (12 %), de titres adossés à des actifs (11 %) et d'obligations émises par des institutions financières (7 %). Près de 85 % des obligations d'entreprises, composées essentiellement d'obligations de long terme liées à l'inflation, ont été émises par des sociétés britanniques réglementées des secteurs hospitaliers et de services aux collectivités, telles que des entreprises de distribution d'eau et d'électricité. Ces obligations présentent une qualité de crédit satisfaisante. Pour la plupart de ces obligations, Belfius s'est couverte auprès d'un assureur crédit spécialisé (assureur Monoline) indépendamment de l'émetteur de l'obligation.

Au 31 décembre 2018, le portefeuille obligataire ALM Yield a une durée de vie moyenne de 20,1 ans et une notation moyenne de A. 95 % du portefeuille se compose d'instruments Investment Grade.

### 2. Portefeuille de dérivés Dexia et contreparties étrangères

Alors qu'elle faisait encore partie du groupe Dexia, l'ex-Dexia Banque Belgique (actuellement Belfius Banque) a servi de Centre d'expertise du groupe Dexia pour les dérivés (essentiellement dérivés de taux d'intérêt). En d'autres termes, toutes les entités Dexia ont pu couvrir leurs risques de marché avec des dérivés de Dexia Banque, principalement dans le cadre de dispositions contractuelles standard liées aux garanties en numéraire. L'ex-Dexia Banque Belgique couvrait systématiquement ces positions sur dérivés auprès de tiers,

de sorte que les dérivés apparaissent généralement deux fois dans les comptes : une fois dans les entités du groupe Dexia et une fois par rapport à la couverture. L'encours notionnel résiduel des dérivés pour les entités du groupe Dexia et les dérivés de taux d'intérêt non garantis en numéraire auprès de contreparties étrangères représentaient EUR 26,4 milliards<sup>(1)</sup> au 31 décembre 2018 (soit une baisse de EUR 8 milliards, ou -23 %, par rapport à EUR 34,3 milliards<sup>(1)</sup> fin 2017), dont EUR 21,6 milliards auprès des entités du groupe Dexia (contre EUR 29,2 milliards<sup>(1)</sup> fin 2017). L'évaluation à la juste valeur de ces dérivés Dexia s'élève à EUR 3,9 milliards.

Au 31 décembre 2018, la notation moyenne du portefeuille reste A- et la durée de vie moyenne de ce portefeuille est de 14,1 ans<sup>(2)</sup>.

### 3. Garanties de crédit

Au 31 décembre 2018, le portefeuille de garanties de crédit avait une valeur nominale de EUR 3,7 milliards<sup>(1)</sup>, soit une baisse de 4,5 %, par rapport à 2017, et cela principalement en raison des amortissements. Le portefeuille de garanties de crédit comprend essentiellement des garanties financières et des credit default swaps pour des obligations émises par des pouvoirs publics ou des entreprises privées (85 %) des titres adossés à des actifs (12 %) et des obligations sécurisées (3 %). En raison de la haute qualité de crédit du portefeuille obligataire sous-jacent de référence, de la protection supplémentaire contre le risque de crédit intégrée à l'obligation même, et des protections acquises par Belfius auprès de différents assureurs spécialisés (assureurs Monoline US, principalement Assured Guaranty), le portefeuille de garanties de crédit est entièrement composé de titres investment grade en termes de profil de risque. Ce portefeuille comprend aussi des total return swaps pour un montant de EUR 0,4 milliard<sup>(1)</sup>.

Au 31 décembre 2018, la notation moyenne de ce portefeuille reste à A- et la durée de vie moyenne est de 10,0 ans<sup>(2)</sup>.

### 4. Portefeuille obligataire ALM Liquidity

Le portefeuille obligataire ALM Liquidity fait partie du volet de liquidité LCR total de Belfius Banque ; il est de bonne qualité (crédit et liquidité) et bien diversifié.

Au 31 décembre 2018, le portefeuille obligataire ALM Liquidity s'élevait à EUR 7,7 milliards<sup>(1)</sup>, soit EUR 0,4 milliard ou 4,7 % de moins qu'à fin 2017 principalement à la suite de la vente des obligations souveraines italiennes pour EUR 0,8 milliard en janvier 2018, partiellement compensé par un programme de réinvestissement en EUR en obligations LCR éligibles. Le portefeuille était composé d'obligations souveraines et du secteur public (66 %), d'obligations sécurisées (28 %), de titres adossés à des actifs (4 %) et d'obligations d'entreprises (2 %). Au 31 décembre 2018, les obligations souveraines italiennes représentaient EUR 1,5 milliard<sup>(1)</sup>, soit un tiers de moins par rapport à fin 2017.

(1) En nominal.

(2) Calcul basé sur EAD.

Au 31 décembre 2018, le portefeuille obligataire ALM Liquidity avait une durée de vie moyenne de 8,4 ans et une notation moyenne BBB+, 100 % du portefeuille étant de type investment grade (IG).

## 5. Autres activités du Group Center

Aperçu des autres activités du Group Center :

- activités de gestion des taux et liquidités ALM, transfer pricing interne avec les métiers commerciaux, y compris usage de dérivés pour la gestion globale d'ALM ;
- gestion de deux dossiers de crédit hérités de l'ère Dexia - en l'occurrence crédits d'investissements octroyés à deux groupes en liquidation - Holding communal et certaines entités Arco ;
- résultats de solutions de couverture mises en œuvre pour des clients (activités de gestion de flux des marchés financiers) ;
- résultats d'activités de trésorerie (marchés monétaires) ; et
- résultats incluant les produits et charges sur actif et passif non affectés à un métier spécifique.

Le Group Center de Belfius Insurance est également imputé en totalité au Group Center. Le Group Center de Belfius Insurance comprend les revenus d'actifs non affectés à un métier spécifique, le coût de la dette subordonnée de Belfius Insurance, les résultats de certaines de ses filiales et les coûts non imputés à un métier donné.

## 6. Résultats financiers GC en 2018

Le **résultat net après impôt** de GC est de EUR +33 millions en 2018, contre EUR -30 millions en 2017.

En 2017, le **total des revenus** s'établit à EUR 178 millions, en hausse de EUR 27 millions par rapport à 2017. Cette forte augmentation provient principalement :

- de la réévaluation de la participation historique dans Auxipar à la suite de l'augmentation de cette participation, se traduisant par un gain de EUR 15 millions (à la Banque) ;
- du résultat positif de la vente d'obligations gouvernementales italiennes ;
- de la valorisation au prix de marché des portefeuilles meilleure qu'en 2017 malgré une situation plus difficile sur les marchés financiers.

Ces facteurs positifs ont été en partie compensés par une marge d'intérêts plus faible (moins de reprise de provisions pour intérêts négatifs sur collatéral).

Le **total des charges** a augmenté de EUR 134 millions en 2017 à EUR 144 millions en 2018, principalement à la suite de la réévaluation de la provision pour plan de restructuration.

Compte de résultats GC (en millions d'EUR)	2017 IAS 39	2018 IFRS 9
<b>REVENUS</b>	<b>151</b>	<b>178</b>
Revenus nets d'intérêts Banque	222	196
Commissions nettes Banque	(4)	1
Contribution de l'assurance vie	(1)	0
Contribution de l'assurance non-vie	0	0
Autres	(66)	(19)
<b>CHARGES</b>	<b>(134)</b>	<b>(144)</b>
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>17</b>	<b>33</b>
Coût du risque	35	12
Dépréciations des immobilisations (in)corporelles	14	0
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT</b>	<b>66</b>	<b>45</b>
(Charges) Revenus d'impôt	(96)	(11)
<b>RÉSULTAT NET APRÈS IMPÔT</b>	<b>(30)</b>	<b>34</b>
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0	1
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>(30)</b>	<b>33</b>
<b>RÉSULTAT NET AJUSTÉ<sup>(1)</sup></b>	<b>14</b>	<b>(21)</b>

(1) Les résultats ajustés sont des Indicateurs Alternatifs de Performance définis et réconciliés dans le document APM sur le site web : [www.belfius.be](http://www.belfius.be)

Le **résultat brut d'exploitation** s'est nettement amélioré, passant de EUR 17 millions en 2017 à EUR 33 millions en 2018.

Le **coût du risque** s'établit à EUR +12 millions en 2018, à comparer à EUR +35 millions en 2017 qui étaient surtout liés à des reprises sur provisions dans la dernière phase du programme actif et tactique de diminution du risque - notamment, vente de prêts hypothécaires inversés garantis sous condition par le gouvernement américain (partie de l'ex-Side) dont la notation avait été revue à la baisse (en « non-performing ») en 2016, ce qui avait entraîné une valeur comptable nette inférieure au prix de vente en 2017. En 2018, le coût du risque positif provient essentiellement de la reprise de provision à la suite de la vente d'obligations gouvernementales italiennes, partiellement compensé par le downgrade interne de quelques expositions (entre autres sur les services publics anglais).

Il n'y a pas de **dépréciations sur immobilisations (in)corporelles** en 2018, alors que ce poste s'élevait à EUR +14 millions, principalement en raison d'une dépréciation inversée sur l'immeuble de Belfius à la Tour Rogier.

Le **résultat net avant impôts** s'établit à EUR 45 millions en 2018 contre EUR 66 millions en 2017.

Les **impôts** s'élèvent à EUR -11 millions en 2018, contre EUR -96 millions en 2017. En 2017, le montant des impôts avait été impacté négativement par la réévaluation des actifs nets d'impôts différés (DTA) après la réforme fiscale belge mise en œuvre avant fin 2017, ce qui avait conduit à une réévaluation DTA nette de EUR -106 millions, partiellement compensée par la reconnaissance dans les comptes d'actifs nets d'impôts différés (DTA) jusqu'alors non actés, à la suite des résultats taxables plus élevés (EUR +33 millions). En 2018, le taux d'imposition réel est moins négatif grâce surtout au taux nominal d'impôt des sociétés plus bas, à l'impact fiscal positif de la fermeture de notre succursale à Dublin (EUR +31 millions) alors que dans le même temps les pertes fiscales en Irlande n'ont été reconnues en 2018 qu'en partie seulement.

Par conséquent, le **résultat net part du groupe de GC** s'établit à EUR +33 millions en 2018, contre EUR -30 millions en 2017.

Hors éléments spéciaux, le **résultat net ajusté** s'établit à EUR -21 millions en 2018, contre EUR +14 millions en 2017.

# GESTION DU CAPITAL

## GESTION DU CAPITAL CHEZ BELFIUS BANQUE

### 1. Supervision prudentielle

#### 1.1. Exigences minimales

Belfius Banque fait rapport de sa solvabilité au niveau consolidé et au niveau statutaire conformément aux règles CRR/CRD IV.

- l'exigence minimale pilier 1 comme décrit par l'article 92 du Règlement (EU) No 575/2013 (CRR),
- les exigences imposées par la décision suivant le SREP en application de l'article 16(2)(a) du Règlement (EU) No 1024/2013 en surplus des exigences pilier 1 (« exigences pilier 2 »),
- l'exigence globale de coussin de fonds propres comme décrit dans l'article 128(6) de la Directive 2013/26/EU (CRD IV).

Du fait du processus de surveillance prudentielle et d'évaluation des risques (SREP) finalisé par la Banque centrale européenne (BCE) fin 2017, Belfius doit, pour l'année 2018, maintenir un ratio CET1 de minimum 10,125 % (sans coussin de fonds propres contracyclique), composé comme suit :

- une exigence minimale du pilier 1 de 4,5 %,
- une exigence du pilier 2 (Pillar 2 Requirement - P2R) de 2,25 %,
- un coussin de conservation des fonds propres (Capital Conservation Buffer - CCB) à 1,875 %, et
- un coussin pour les (autres) entreprises belges d'importance systémique (O-SII buffer) de 1,5 % (imposé par la BNB).

Belfius doit respecter l'ensemble des exigences globales de coussin de fonds propres (coussin de conservation de fonds propres, coussin de fonds propres contracyclique, coussin pour les autres EIS, coussin pour le risque systémique) et les exigences du pilier 2. Notons que le coussin de fonds propres contracyclique calculé au 31 décembre 2018, s'élève à 0,07 %. Par conséquent, Belfius doit respecter un

ratio CET1 minimum de 10,195 %. La BCE a également informé Belfius d'une recommandation du pilier 2 (Pillar 2 Guidance - P2G) de 1 % du ratio CET1 en 2018.

Fin 2018, le ratio CET 1 consolidé de Belfius s'élève à 16,0 %, bien au-delà des exigences de capital minimum requis en 2018.

Du fait de ce processus de surveillance prudentielle et d'évaluation des risques (SREP) finalisé par la Banque centrale européenne (BCE) en début 2019, Belfius doit, pour l'année 2019, maintenir un ratio CET1 minimum de 10,75 %, (sans coussin de fonds propres contracyclique), composé comme suit :

- une exigence minimale du pilier 1 de 4,5 %,
- une exigence du pilier 2 (Pillar 2 Requirement - P2R) de 2,25 %,
- un coussin de conservation des fonds propres (Capital Conservation Buffer - CCB) de 2,5 %, et
- un O-SII buffer de 1,5 %.

Notons que le coussin de fonds propres contracyclique est évalué trimestriellement. Basé sur le calcul de fin 2018, Belfius doit respecter un ratio CET1 minimum de 10,82 % incluant le coussin de fonds propres contracyclique. La BCE a également notifié Belfius d'une recommandation du pilier 2 (Pillar 2 Guidance - P2G) de 1 % du ratio CET1 pour 2019.

Au-delà de ces exigences réglementaires, dans les conditions actuelles de marché et conformément à la réglementation en vigueur, Belfius a défini un objectif de ratio CET1 opérationnel minimum de 13,5 %, aux niveaux statutaires et consolidés. Ce ratio vise à préserver la capacité de Belfius à verser des dividendes et à garder une autonomie de décision indépendamment des situations de crise financière. Par ailleurs, Belfius utilise actuellement un ratio CET1 cible de 15 % à 15,5 %, supérieur à ce niveau opérationnel minimum pour tenir compte d'éléments imprévisibles supplémentaires. Belfius

entend gérer sa solvabilité en ligne avec ce ratio cible dans des conditions normales et stables, à moins que le buffer mentionné ci-dessus ne soit (partiellement ou entièrement) utilisé, et aussi longtemps que la législation relative aux ratios de solvabilité consolidés et statutaires ne change de manière substantielle.

## 1.2. Méthodologie

Conformément aux réglementations CRR/CRD IV partie X, Belfius peut appliquer certaines mesures transitoires lors du calcul des fonds propres réglementaires, tout en limitant l'impact sur l'exposition au risque réglementaire. Les modalités belges d'application de ces mesures sont décrites dans l'arrêté royal du 10 avril 2014 (publié le 15 mai 2014), et sont reprises comme étant la méthode de calcul « Phased In ». Les mesures impactant le niveau de capital CET1 ont pris fin au 31 décembre 2017. De plus, Belfius Banque n'a plus d'instruments de capital de catégorie 2 impactés par les mesures de transition applicables jusqu'au 31 décembre 2021. Sans ces mesures de transition sur CET1 capital, sur les fonds propres réglementaires et sur l'exposition au risque réglementaire, les rapports et les calculs pour 2018 ne sont plus référencés comme « Phased In » ou « Fully Loaded ».

Le régulateur a autorisé Belfius à appliquer l'article 49 de la CRR et ainsi à plutôt inclure les instruments de capitaux propres de Belfius Insurance souscrits par Belfius Banque dans le total de l'exposition au risque réglementaire en y appliquant une pondération de 370 % (le dénommé « Compromis danois »).

Outre les réglementations CRR/CRD IV, Belfius doit, en tant que conglomérat financier avec des activités bancaires et des activités d'assurances significatives, se conformer à la « Financial Conglomerate Directive (FICOD 2002/87/EC) ». À cet effet, certains rapports spécifiques liés aux états financiers, au capital réglementaire, à la

concentration des risques et au ratio de levier, sont envoyés au régulateur. Ces différents calculs et rapports sont établis sur la base d'une position consolidée du groupe bancaire et du groupe assureur.

Fin 2018, Belfius est également en conformité avec toutes les exigences applicables du point de vue d'un conglomérat financier.

## 2. Impact de la norme IFRS 9 sur les ratios de solvabilité au niveau consolidé

L'implémentation d'IFRS 9 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 (DIA, Date of Initial Application) a un impact sur le ratio de solvabilité de Belfius. Étant donné que les impacts de la première application d'IFRS 9 sont reconnus via les profits non distribués et via les gains et pertes non comptabilisés dans le compte de résultats (OCI), le capital réglementaire est impacté. De plus, certains impacts peuvent être notés sur les expositions au risque réglementaires en raison des impacts sur les montants d'exposition au bilan découlant des reclassements.

Nous nous référons aux tableaux de transition inclus dans la note 3 « Règles de présentation et d'évaluation » du rapport annuel pour une description complète des différents impacts. Notons que les impacts mentionnés dans ces tableaux font référence à l'impact consolidé d'IFRS 9 pour le groupe Belfius, alors que pour les ratios de solvabilité, il convient de considérer les impacts sur le périmètre prudentiel.

Pour des raisons de comparaison, nous présentons un calcul pro forma du ratio CET1 au 1<sup>er</sup> janvier 2018, DIA d'IFRS 9.

Le tableau (ci-après) montre la réconciliation entre les fonds propres de base consolidés au 31 décembre 2017 et le point de départ du calcul des fonds propres réglementaires au 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

### Comparaison entre les fonds propres comptables de base (rapport annuel consolidé) et la base de calcul des fonds propres de base réglementaires

(en millions d'EUR)

<b>FONDS PROPRES COMPTABLES DE BASE AU 31/12/17</b>	<b>9 085</b>
Impact IFRS 9 Date initiale d'application <sup>(1)</sup>	(291)
<b>FONDS PROPRES COMPTABLES DE BASE AU 01/01/18</b>	<b>8 794</b>
Transformation du groupe d'assurances en exposition aux parties tierces	(46)
Élimination des impacts IFRS 9 - première application pour Belfius Insurance	(15)
<b>POINT DE DÉPART DU CALCUL DES FONDS PROPRES DE BASE RÉGLEMENTAIRES 01/01/18</b>	<b>8 733</b>

(1) Le tableau ci-dessus est identique aux annexes du rapport annuel 2017, à l'exception d'un ajustement des impôts différés. La modification est liée à un affinement des taux d'imposition utilisés pour calculer les impôts différés.



Les impacts résultent principalement des reprises d'une partie significative de la réévaluation des réserves relatives aux titres disponibles à la vente et des ajustements de valeur gelés des actifs financiers reclassés puisque Belfius a opté pour un business model « Détenu pour collecter » pour la majorité des instruments d'emprunts.

Ceci conduit aux fonds propres réglementaires suivants (Fully Loaded) :

### Fonds propres réglementaires

(en millions d'EUR)	31/12/17	01/01/18
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CAPITAL CET1) FULLY LOADED</b>	<b>8 037</b>	<b>8 253</b>
POINT DE DÉPART DES FONDS PROPRES DE BASE RÉGLEMENTAIRE <sup>(1)</sup>	9 039	8 733
DÉDUCTION DE DIVIDENDES PRÉVISIBLES	(288)	(288)
GAINS ET PERTES NON COMPTABILISÉS DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS	(325)	195
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies	112	112
Réévaluation des réserves relatives aux titres disponibles à la vente et ajustements de valeurs gelés des actifs financiers reclassés	(437)	83
Autres réserves	(14)	(19)
Filtre prudentiel sur les réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie des instruments financiers	14	19
<b>POSTES À DEDUIRE ET FILTRES PRUDENTIELS</b>	<b>(389)</b>	<b>(387)</b>
Actifs d'impôt différé sur pertes reportées	0	0
Investissements dans des positions de titrisation	(23)	(23)
Variations de valeur de qualité de crédit de l'établissement	(4)	(4)
Corrections de valeur provenant des exigences réglementaires d'évaluation prudente	(99)	(98)
Immobilisations incorporelles	(127)	(127)
Goodwill	(104)	(104)
Déficit de provision sur pertes anticipées pour les portefeuilles SNI	(2)	(2)
Actifs des régimes de retraite à prestations déterminées	(12)	(12)
Engagements de paiements IPC	(17)	(17)
<b>CAPITAL TIER 2 FULLY LOADED</b>	<b>1 097</b>	<b>1 097</b>
Instruments de capital de catégorie 2	939	939
Excédent de provision sur pertes anticipées pour les portefeuilles SNI	138	138
Ajustements de risques crédit général AS (approche standardisée)	20	20
<b>FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES (APRÈS RÉPARTITION DU BÉNÉFICE) FULLY LOADED</b>	<b>9 134</b>	<b>9 350</b>

(1) Le tableau ci-dessus est identique aux annexes du rapport annuel 2017, à l'exception d'un ajustement des impôts différés. La modification est liée à un affinement des taux d'imposition utilisés pour calculer les impôts différés.

L'impact sur les expositions au risque réglementaire est double :

- une augmentation est à noter du fait de la hausse de la réévaluation de la couverture du portefeuille et
- une diminution à la suite de la baisse des expositions après reclassification et nouvelle réévaluation sur certains actifs.

Cette augmentation de l'exposition au risque réglementaire est partiellement compensée par une diminution à la suite des expositions plus faibles sur certains actifs. Étant donné que Belfius Banque a opté pour un modèle économique « Détenu pour collecter » pour la majorité de ces instruments d'emprunt, l'exposition diminue puisque la juste valeur n'est plus prise en compte.

Les impacts sont les suivants :

(en millions d'EUR)	31/12/17	01/01/18
Risques de crédit réglementaires <sup>(1)</sup>	39 073	39 438
Risques de marché réglementaires	1 841	1 841
Risques opérationnels réglementaires	2 932	2 932
Compromis danois	6 769	6 828
<b>EXPOSITION AU RISQUE RÉGLEMENTAIRE FULLY LOADED</b>	<b>50 615</b>	<b>51 039</b>

(1) Le tableau ci-dessus est identique aux annexes du rapport annuel 2017, à l'exception d'un ajustement des impôts différés. La modification est liée à un affinement des taux d'imposition utilisés pour calculer les impôts différés.

Par conséquent, après la DIA d'IFRS 9, le ratio CET1 (proforma au 1<sup>er</sup> janvier 2018) s'élèverait à :

(en %)	31/12/17	01/01/18	Évolution
<b>CRR/CRD IV (FULLY LOADED)</b>			
Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (ratio CET1) <sup>(1)</sup>	15,9 %	16,2 %	29 pb
Ratio de fonds propres de catégorie 1 (ratio T1) <sup>(1)</sup>	15,9 %	16,2 %	29 pb
Ratio de fonds propres total <sup>(1)</sup>	18,1 %	18,3 %	27 pb

(1) Le tableau ci-dessus est identique aux annexes du rapport annuel 2017, à l'exception d'un ajustement des impôts différés. La modification est liée à un affinement des taux d'imposition utilisés pour calculer les impôts différés.

### 3. Fonds propres réglementaires au niveau consolidé

Comme indiqué précédemment, pour des raisons réglementaires, le groupe Belfius Insurance n'est pas consolidé et est considéré comme une exposition aux parties tierces. Par conséquent, les fonds propres et le résultat net consolidé repris dans les états financiers consolidés diffèrent de ceux repris dans les rapports réglementaires utilisés lors du calcul des fonds propres réglementaires.

Pour les raisons de comparaison, Belfius a ajouté les calculs pro forma des fonds propres de base réglementaires au 1<sup>er</sup> janvier 2018, DIA d'IFRS 9.

(en millions d'EUR)	01/01/18	31/12/18
<b>FONDS PROPRES COMPTABLES DE BASE</b>	<b>8 794</b>	<b>9 055</b>
Transformation du groupe d'assurances en exposition aux parties tierces	(46)	(178)
Élimination des impacts IFRS9 - première application pour Belfius Insurance	(15)	0
<b>POINT DE DÉPART DU CALCUL DES FONDS PROPRES DE BASE RÉGLEMENTAIRES</b>	<b>8 733</b>	<b>8 877</b>

Fin 2018, le point de départ pour le calcul des fonds propres de base réglementaires s'élève à EUR 8 877 millions, soit une hausse de EUR 144 millions provenant du résultat net de EUR 541 millions en 2018, compensé par le dividende de EUR 288 millions sur le résultat intégral de l'année 2017 payé en avril 2018 et par l'acompte sur dividende de EUR 100 millions sur le résultat intégral de l'année 2018 payé en août 2018 et le paiement d'intérêts sur l'instrument de capital AT1 de EUR 9 millions en 2018 (considéré comme dividende en IFRS).

Il est à noter que le résultat net (EUR 541 millions) diffère du résultat net consolidé (EUR 649 millions) en raison du périmètre de consolidation « prudentiel », tel que décrit ci-avant. Les ajustements à la suite des modifications de périmètre sont les suivants :

(en millions d'EUR)	31/12/17 IAS 39	31/12/18 IFRS 9
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ</b>	<b>606</b>	<b>649</b>
Élimination de Belfius Insurance	(171)	(204)
Changements de périmètre :		
dividende (Belfius Insurance)	120	120
autres	5	(24)
<b>RÉSULTAT NET RÉGLEMENTAIRE</b>	<b>560</b>	<b>541</b>

Dans les calculs des fonds propres réglementaires sous les réglementations CRR/CRD IV, Belfius applique le calcul « fully loaded » à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Notons que les mesures transitoires relatives au capital CET1 ont pris fin au 31 décembre 2017. Par ailleurs, Belfius Banque n'a plus d'instruments de capital Tier 2 qui sont soumis aux mesures transitoires valables jusqu'au 31 décembre 2021. Le calcul des fonds propres réglementaires n'est plus référencé comme « phased in » ou « fully loaded ».

## Fonds propres réglementaires

(en millions d'EUR)	01/01/18	31/12/18
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CAPITAL CET1)</b>	<b>8 253</b>	<b>8 329</b>
POINT DE DÉPART DES FONDS PROPRES DE BASE RÉGLEMENTAIRE	8 733	8 877
DÉDUCTION DE DIVIDENDES PRÉVISIBLES	(288)	(266)
GAINS ET PERTES NON COMPTABILISÉS DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS	195	99
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies	112	39
Juste valeur de portefeuilles évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	83	60
Autres réserves	(19)	14
Filtre prudentiel sur les réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie des instruments financiers	19	(14)
<b>POSTES À DÉDUIRE ET FILTRES PRUDENTIELS</b>	<b>(387)</b>	<b>(380)</b>
Actifs d'impôt différé sur pertes reportées	0	(1)
Investissements dans des positions de titrisation	(23)	(21)
Variations de valeur de qualité de crédit de l'établissement	(4)	(5)
Corrections de valeur provenant des exigences réglementaires d'évaluation prudente	(98)	(92)
Immobilisations incorporelles	(127)	(139)
Goodwill	(104)	(104)
Déficit de provision sur pertes anticipées pour les portefeuilles SNI	(2)	(2)
Actifs des régimes de retraite à prestations déterminées	(12)	0
Engagements de paiement IPC	(17)	(18)
<b>CAPITAL TIER 1</b>	<b>8 253</b>	<b>8 826</b>
Instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	0	497
<b>CAPITAL TIER 2</b>	<b>1 097</b>	<b>1 404</b>
Instruments de fonds propres de catégorie 2	939	1 120
Excédent de provision sur pertes anticipées pour les portefeuilles SNI	138	172
Ajustements de risques crédit général AS (approche standardisée)	20	112
<b>FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES (APRÈS RÉPARTITION DU BÉNÉFICE)</b>	<b>9 350</b>	<b>10 230</b>

Le capital CET1 s'élève à EUR 8 329 millions, par rapport à EUR 8 253 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'augmentation de EUR 76 millions du capital CET1 s'explique principalement par la prise en compte du profit net réglementaire, et ce malgré un dividende prévisible de EUR 266 millions et la diminution des « gains et pertes non comptabilisés dans le compte de résultats ».

La déduction de dividendes prévisibles de EUR 266 millions en 2018 est une correction prudentielle du résultat net réglementaire non distribué de l'année, considéré comme non éligible pour le capital CET1. Ce montant se décompose comme suit :

- un calcul de dividendes prévisibles pour les actionnaires sur les actions ordinaires basé sur un ratio de paiement de 57 % ( i.e. correspondant au ratio de paiement qui est appliqué pour le

dividende de 2018) multiplié par le résultat net consolidé réduit par le coût de coupon total annuel après taxe (comptabilisé comme dividende) sur l'instrument de fonds propres AT1, corrigé par l'acompte sur dividende du premier semestre 2018 de EUR 100 millions payé au troisième trimestre de 2018 (déjà comptabilisé par diminution des bénéfices reportés) et

- le coût du coupon restant de l'instrument AT1 après taxe (comptabilisé comme dividende) depuis la dernière date de coupon, pas encore payé aux actionnaires AT1 (i.e. EUR 2,7 millions, pas encore comptabilisés en déduction des fonds propres pour la période du 16 octobre au 31 décembre 2018).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, une déduction de dividendes prévisibles de EUR 288 millions a été enregistrée pour l'année 2017 (EUR 75 millions avaient été payés comme acompte sur dividende au 3<sup>e</sup> trimestre 2017).

(en millions d'EUR)	
Résultat net consolidé 2018	649,0
Correction pour coupon AT1 de 2018, après taxe	(11,7)
Pay out ratio (2018)	56,96 %
<b>DIVIDENDES PRÉVISIBLES POUR DES ACTIONS ORDINAIRES</b>	<b>363,0</b>
Acompte sur dividende payé en 3Q 2018	(100,0)
<b>DIVIDENDES RESTANTS PRÉVISIBLES POUR DES ACTIONS ORDINAIRES</b>	<b>263,0</b>
<b>COUPON RESTANT POUR LES ACTIONNAIRES AT1 POUR 2018</b>	<b>2,7</b>
<b>TOTAL DE DIVIDENDES PRÉVISIBLES EN DÉDUCTION DU RÉSULTAT NON DISTRIBUÉ</b>	<b>265,7</b>

En outre, une diminution des « gains et pertes non comptabilisés dans le compte de résultats » de EUR 96 millions est à noter à la suite de la diminution des réévaluations des régimes à prestations définies en raison d'un rendement négatif sur les actifs des plans et de la réévaluation d'un plan de pension où Belfius n'est pas en mesure d'évaluer de manière appropriée à fin 2018 la juste valeur des actifs sous-jacents de son fonds cantonné, en l'absence de données récentes (nous renvoyons au chapitre « Litiges importants » pour plus de détails) et à la suite de la vente d'obligations Italiennes, étant des instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les postes à déduire et les filtres prudentiels restent stables.

Le capital Tier 1 n'est plus équivalent au capital CET1 et s'élevait à EUR 8 826 millions, contre EUR 8 253 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018, à la suite de l'émission d'un instrument de fonds propres additionnel de catégorie 1 (AT1) de EUR 500 millions (valeur nominale) en février 2018.

Le capital Tier 2 a augmenté de EUR 1 097 millions à EUR 1 404 millions. Cette augmentation s'explique principalement par

- de nouvelles émissions d'instruments de fonds propres de catégorie 2 de EUR 200 millions (valeur nominale) au premier trimestre,
- un plus grand excédent de provisions sur les pertes anticipées (EUR 34 millions),
- l'augmentation de EUR 92 millions due à l'intégration des ajustements de risques de crédit général en approche standardisée.

Il est à noter que le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'accorder à Belfius la permission de rappeler trois instruments de fonds propres Tier 2 au premier semestre de 2018 pour un montant de EUR 191 millions (valeur au 31 décembre 2017). De ce fait, Belfius n'a plus d'instruments de fonds propres Tier 2 soumis aux mesures transitoires.

À la fin 2018, les fonds propres réglementaires s'élèvent à EUR 10 230 millions, par rapport à EUR 9 350 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### 4. Exposition au risque réglementaire au niveau consolidé

L'exposition au risque réglementaire comprend notamment l'exposition pondérée au risque de crédit, risque de marché et risque opérationnel. Chacun de ces risques est analysé dans la section « Gestion des risques » de ce rapport. L'exposition au risque pondéré provient également du « Compromis danois », selon lequel les instruments de capitaux émis par Belfius Insurance et détenus par Belfius Banque sont inclus dans l'exposition au risque réglementaire en y appliquant une pondération de 370 %.

(en millions d'EUR)	01/01/18	31/12/18	Évolution
Risques de crédit réglementaires	37 499	38 931	+1 432
Risques CVA réglementaires	1 939	1 606	-333
Risques de marché réglementaires	1 841	1 801	-40
Risques opérationnels réglementaires	2 932	2 975	+43
Compromis danois	6 828	6 751	-77
<b>EXPOSITION AU RISQUE RÉGLEMENTAIRE</b>	<b>51 039</b>	<b>52 065</b>	<b>1 026</b>

Fin 2018, l'exposition au risque réglementaire de Belfius s'élève à EUR 52 065 millions, soit une augmentation de 1 026 millions par rapport à EUR 51 039 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'exposition au risque de crédit réglementaire – y compris le risque de contrepartie – a augmenté de EUR 1 432 millions pour atteindre EUR 38 931 millions. De même, la nouvelle production de crédit (en particulier sur les segments crédit hypothécaire, business et corporate banking) et un cadre réglementaire plus contraignant (avec en outre, la nouvelle mesure macroprudentielle de la BNB visant les crédits hypothécaires) ont également contribué à l'augmentation de l'exposition pondérée au risque de crédit. Cette augmentation a toutefois été partiellement compensée par une gestion active, comprenant la vente d'obligations italiennes durant le premier trimestre et des améliorations apportées aux modèles internes.

L'exposition au risque réglementaire CVA a diminué de EUR 333 millions en raison de la réduction des expositions en produits dérivés et du profil d'amortissement des transactions du portefeuille ex-legacy.

L'exposition au risque réglementaire de marché est demeurée stable sur l'ensemble de l'année (EUR -40 millions). L'augmentation causée par des mouvements de taux et le regain d'activité de Financial Markets sur les produits de taux à long terme a été compensée par des améliorations méthodologiques apportées au calcul des risques sous la méthode standard.

L'exposition au risque opérationnel réglementaire reste stable (EUR +43 millions).

L'exposition au risque réglementaire pour le Compromis danois reste stable à EUR 6 751 millions.

#### 5. Ratios de solvabilité de Belfius Banque au niveau consolidé

Fin 2018, le ratio CET1 s'élève à 16,0 %, soit une diminution de 17 points de base par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2018. À noter que ce ratio CET1 tient compte d'une déduction prudentielle pour dividende prévisible de EUR 266 millions.

La diminution du ratio CET1 s'explique par les impacts positifs du capital CET1 (+15 points de base) compensés par les impacts négatifs de l'exposition au risque réglementaire total (-32 points de base). Nous renvoyons aux commentaires ci-dessus pour plus d'information.

Fin 2018, le ratio T1 s'élève à 17,0 %, soit une augmentation de 78 points de base par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cette augmentation est due à l'émission d'un instrument de fonds propres additionnel avec une valeur nominale de EUR 500 millions en février 2018.

Le ratio de fonds propres total de Belfius s'élève à 19,6 %, soit une augmentation de 133 points de base par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

(en %)	01/01/18	31/12/18
<b>CRR/CRD IV</b>		
Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (ratio CET1)	16,2%	16,0%
Ratio de fonds propres de catégorie 1 (ratio T1)	16,2%	17,0%
Ratio de fonds propres total	18,3%	19,6%

L'application de la méthode du Compromis danois en comparaison avec la méthode de déduction des instruments de fonds propres de Belfius Insurance (fonds propres de base déduits du capital CET1 et instruments de dette subordonnée déduits du capital Tier 2) a les impacts suivants. L'utilisation de la méthode de déduction (fully loaded) se traduit par une augmentation de 53 points de base sur le ratio CET1 et une diminution de 20 points de base sur le ratio de fonds propres total.

## 6. Ratios de solvabilité de Belfius Banque au niveau statutaire

Fin 2018, le ratio CET1 appliqué au niveau statutaire de Belfius Banque (avant l'inclusion du résultat net statutaire de EUR 480 millions) s'élève à 15,7%.

Fin 2018, les éléments distribuables disponibles au niveau statutaire s'élèvent à EUR 3 598 millions.

## 7. Ratio de levier de Belfius Banque au niveau consolidé

En décembre 2010, le Comité de Bâle (Basel Committee on Banking Supervision - BCBS) a publié des directives concernant le calcul du ratio de levier, décrivant celui-ci comme un ratio non basé sur les risques et dont le but premier est de limiter la taille du bilan de la Banque et par conséquent l'usage excessif des effets de levier.

Le ratio de levier est défini comme le rapport entre le capital Tier 1 (le numérateur) et la mesure de l'exposition totale (le dénominateur), déterminée par les actifs du bilan après certains retraitements sur les instruments dérivés, les opérations de financement de titres, les éléments hors bilan et les ajustements prudentiels qui sont déduits du numérateur.

Bien que la publication de l'information soit requise depuis 2015, les exigences liées aux effets de levier deviendront contraignantes lorsque le CRR 2 sera d'application à la suite du vote au Parlement européen et de la publication au Journal officiel attendus durant le premier semestre de 2019. Le projet actuel du CRR 2 intègre le ratio de levier dans l'exigence de pilier 1 et fixe le niveau d'exigence minimale à 3 %.

Afin d'assurer la cohérence avec le calcul du capital Tier 1 réglementaire (le numérateur), le calcul de la mesure d'exposition totale (le dénominateur) est basé sur le périmètre de consolidation prudentiel, c.-à-d., pour Belfius, sans la consolidation du groupe Belfius Insurance.

Notons que les calculs de capital Tier 1, les mesures d'exposition de levier et le ratio de levier sont présentés en comparaison au 31 décembre 2017 (comme publié et rapporté) et 31 décembre 2018. La mesure d'exposition totale de levier n'est pas recalculée pour l'impact d'application initiale d'IFRS 9.

(en millions d'EUR) <sup>(1)</sup>	31/12/17	31/12/18
<b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1</b>	<b>8 037</b>	<b>8 826</b>
Total des actifs	167 959	164 165
Transformation du groupe d'assurances en exposition aux parties tierces	(19 098)	(17 400)
Correction pour instruments dérivés	(21 670)	(17 649)
Correction pour rétrocessions et autres opérations sur titres	3 729	3 683
Correction pour déductions des fonds propres de catégorie 1	(268)	(266)
Expositions hors bilan	14 959	15 782
<b>MESURE D'EXPOSITION TOTALE</b>	<b>145 611</b>	<b>148 315</b>
<b>RATIO DE LEVIER</b>	<b>5,5 %</b>	<b>6,0 %</b>

(1) Non audité.

Fin 2018, le ratio de levier de Belfius – sur la base de la réglementation actuelle CRR/CRD IV – s'élève à 6,0 %, une augmentation de 43 points de base par rapport à fin 2017.

Cette augmentation est due aux effets positifs (+54 points de base) du plus haut niveau de capital Tier 1 (voir ci-dessus), partiellement compensés par les effets négatifs (-11 points de base) de l'augmentation de la mesure d'exposition totale provenant principalement d'une diminution de la valeur d'exposition des instruments dérivés venant des évolutions de marché et désendettement supplémentaire et une augmentation de la valeur d'exposition pour autres actifs venant principalement du volume plus élevé des prêts et créances sur la clientèle évalué en coût amorti.

## 8. Impact des réformes réglementaires annoncées

Différentes réformes réglementaires qui impacteront la position financière des banques sont attendues dans les prochaines années.

### 8.1. La réforme bancaire européenne

Le Conseil européen a avalisé le 4 décembre 2018 le résultat des négociations avec le Parlement européen à propos des principales mesures contenues dans le paquet dit « de réduction des risques ». Le vote au Parlement et la publication au Journal officiel sont désormais attendus durant le premier semestre de 2019.



L'ensemble des mesures de réduction des risques (BRRD2 – SRMR2 – CRR2 – CRD5) prévoit notamment :

- un ratio de levier obligatoire, y compris une surcharge pour les établissements d'importance systémique mondiale (EISm) et les autres établissements d'importance systémique (A-EIS) ;
- un ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR, « Net Stable Funding Ratio ») ;
- une nouvelle méthode d'évaluation de l'exposition au risque de contrepartie (SA-CCR) ;
- une application élargie du facteur de soutien pour les PME ;
- une obligation de reporting aux autorités prudentielles du calcul du risque de marché suivant un cadre révisé (revue fondamentale du Trading Book) ;
- un cadre renforcé pour le risque de taux d'intérêt en dehors du portefeuille de négociation ;
- une révision du traitement des grands risques ;
- une révision complète du dispositif MREL (Minimum requirement for own funds and eligible liabilities) comprenant un seuil pour la subordination, des sanctions en cas de franchissement des seuils prévus (breach) ainsi que des liens avec les règles de renflouement interne (bail-in) ;
- ...

## 8.2. La finalisation Bâle III

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a annoncé, le 7 décembre 2017, le dispositif révisé de ses normes de fonds propres, qui vise à :

- améliorer la solidité et la sensibilité au risque de l'approche standard ;
- restaurer la confiance dans les modèles internes en réduisant les risques inhérents aux modèles (sous-estimation des risques), ainsi que la variabilité excessive des résultats des modèles entre banques ;
- finaliser la conception et le calibrage du ratio de levier et instaurer un niveau plancher de fonds propres à respecter (« output floor »).

Cette réforme, également dénommée « finalisation Bâle III », comprend :

- une approche standard révisée du risque de crédit, du risque opérationnel et du risque « credit valuation adjustment » ;
- des contraintes supplémentaires encadrant l'utilisation des modèles internes ;
- un plancher global garantissant que pour les banques qui utilisent des modèles internes, les expositions pondérées des risques (RWA) ne puissent pas être inférieures à 72,5 % des RWA calculés selon les méthodes standard ;
- une exigence supplémentaire de ratio de levier pour les établissements systémiques ;
- la révision – finalisée en janvier 2019 – du cadre prudentiel du risque de marché (revue fondamentale du Trading Book).

Les normes de capital révisées sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, exception faite du plancher, pour lequel une période d'application progressive est prévue. Le plancher démarre à 50 % et augmente graduellement à 72,5 % en 2027.

Le monitoring des évolutions du cadre réglementaire constitue une activité fondamentale au sein de la stratégie de l'appétit au risque et de la planification financière de Belfius.

Belfius a estimé les impacts potentiel de Bâle III sur sa solvabilité sur la base des tests de l'accord final. Sur la base des évaluations actuelles, Belfius anticipe que l'impact sera modéré, et considère que sa solvabilité est suffisamment solide dans des conditions de marché normales pour qu'elle réussisse à respecter ce nouveau cadre réglementaire en 2022 en l'absence d'une dégradation sévère de l'environnement macroéconomique. Cette estimation reste toutefois sujette à des incertitudes liées notamment à

- la transposition des accords internationaux en droit européen (y compris les aspects laissés à la discrétion nationale prévus dans l'accord international) ;
- la possibilité pour l'autorité en charge de la politique macro-prudentielle (la Banque nationale de Belgique pour Belfius) d'atténuer l'impact positif des différentes mesures prévues par l'accord de Bâle définitif (par exemple plancher LGD pour les crédits hypothécaires) et
- le profil de risque et la structure du bilan et du hors-bilan de Belfius au moment de l'entrée en vigueur des normes révisées (2022).

## GESTION DU CAPITAL CHEZ BELFIUS INSURANCE

### 1. Supervision prudentielle

Belfius Insurance fait rapport à la BNB, en tant qu'organe de contrôle, en transmettant entre autres un rapport trimestriel concernant la marge de solvabilité et les liquidités, tant au niveau consolidé que statutaire.

Par ailleurs, dans le cadre du contrôle prudentiel exercé sur les assureurs systémiques, la BNB est notamment informée de manière très détaillée de la stratégie de la compagnie, de la politique ALM et de l'adéquation des réserves techniques.

### 2. Fonds propres réglementaires

La réglementation européenne Solvency II, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016, inclut un système de surveillance prudentielle harmonisé au sein de l'Union européenne, ceci dans le but de mieux protéger la clientèle et de restaurer la confiance dans le secteur financier.

Les fonds propres de Belfius Insurance sont calculés en fonction des principes d'évaluation et d'éligibilité définis dans le règlement Solvency II, Directive 2009/38/UE.

<b>Belfius Insurance consolidé</b> (en millions d'EUR)	31/12/17 IAS 39	01/01/18 <sup>(1)</sup> IFRS 9	31/12/18 IFRS 9
<b>FONDS PROPRES ÉLIGIBLES ET DISPONIBLES AVANT DIVIDENDES PRÉVISIBLES</b>	<b>2 589</b>	<b>2 589</b>	<b>2 391</b>
Tier 1	2 060	2 060	1 859
Fonds propres IFRS	2 173	1 891	1 794
Différences de valorisation (après impôt)	(113)	169	65
Tier 1 restreint	170	170	170
Tier 2	358	358	362
Emprunts subordonnés	347	347	351
Autres	11	11	11
<b>FONDS PROPRES ÉLIGIBLES ET DISPONIBLES APRÈS DIVIDENDES PRÉVISIBLES</b>	<b>2 469</b>	<b>2 469</b>	<b>2 231</b>
Fonds propres disponibles avant dividende	2 589	2 589	2 391
Dividendes prévisibles	(120)	(120)	(160)

(1) Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les fonds propres IFRS et la valorisation ont changé à la suite de l'adoption de la norme IFRS 9.

Les fonds propres réglementaires de Belfius Insurance s'élèvent à EUR 2 231 millions fin décembre 2018. Ils se composent à 84 % de capital Tier 1. Le capital Tier 2 s'élève à EUR 362 millions et comprend essentiellement deux emprunts subordonnés conclus avec Belfius Banque. Par rapport à décembre 2017, les fonds propres réglementaires de Belfius Insurance diminuent de EUR 238 millions, entre autres à la suite de l'augmentation du dividende prévu de EUR 120 millions fin 2017 à EUR 160 millions fin 2018. La diminution est également causée par la baisse du cours des actions à la suite de la chute des marchés financiers fin 2018 ainsi que par l'augmentation des spreads des obligations. Cette augmentation des spreads a cependant été partiellement annulée par le biais du spread-lock conclu par Belfius Insurance en 2018 pour ce but spécifique. Enfin, la mise à jour annuelle des hypothèses de projection sous-jacentes à la meilleure estimation des provisions techniques a eu pour effet d'augmenter légèrement les provisions techniques en 2018, diminuant ainsi les fonds propres réglementaires.

### 3. Exigences de solvabilité

Le calcul du capital de solvabilité requis Solvency II (SCR) est basé sur le portefeuille d'actifs et de passifs consolidés de Belfius Insurance, de Corona Direct Assurances et des entités d'investissement consolidées par intégration globale aux fins de Solvency II.

Le SCR de Belfius Insurance est calculé selon la « formule standard » définie selon la réglementation Solvency II et tient compte de l'ajustement pour volatilité, l'application de la mesure spécifique sur l'exigence de capital relative aux actions et de la restriction liée à la capacité d'absorption des pertes des impôts différés introduite par la BNB.

Le capital requis de Belfius Insurance, qui s'élève à EUR 1 097 millions fin décembre 2018, a diminué de EUR 30 millions par rapport à fin 2017.

La diminution est entre autres la résultante de la transformation de l'activité Vie Branche 21 vers la Branche 23 ainsi que de la poursuite

de l'optimisation de l'allocation stratégique d'actifs et de la diminution de l'effet positif lié à la capacité d'absorption des pertes des impôts différés. La mise à jour annuelle des hypothèses de projection sous-jacentes aux provisions techniques – et donc du capital requis – a eu pour effet d'augmenter légèrement le capital requis en 2018.

La part la plus importante des capitaux propres exigés est toujours constituée des risques de marché, du fait, surtout, du risque de spread et du risque des actions. Compte tenu de la politique visant à maintenir un écart réduit entre les durations de l'actif et du passif au bilan de Belfius Insurance, les capitaux propres exigés pour faire face au risque de taux d'intérêt restent plutôt limités.

(en millions d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS</b>		
<b>SOUS SOLVENCY II</b>	<b>1 128</b>	<b>1 097</b>
Risque de marché	1 111	1 024
Risque de crédit	157	170
Risque d'assurance	603	640
Risque opérationnel	97	94
Diversification	(491)	(511)
Capacité d'absorption de pertes des provisions techniques et des impôts différés	(350)	(318)

### 4. Ratio de solvabilité de Belfius Insurance

Le ratio Solvency II de Belfius Insurance s'élève à 219 % fin décembre 2018, avant dividende prévisible, légèrement plus bas par rapport au ratio de fin décembre 2017. Cette diminution est la conséquence de l'implémentation de la stratégie de gestion du capital visant à utiliser de façon optimale le capital à la suite de la transformation du business mix et par le biais de la gestion des actifs visant à maximiser les revenus financiers tout en tenant compte de la prise de risque permise par l'appétit au risque de la société. Le ratio de solvabilité a également été négativement impacté par la chute des marchés financiers et par la diminution de l'effet positif de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés.

Ce niveau de capital permet le paiement du dividende prévisible de EUR 160 millions, tout en couvrant les éventuelles exigences de capital Pilier 2 et en gardant une enveloppe disponible pour des investissements pour le développement des activités. Après dividende prévisible, le ratio Solvency II est de 203 % fin 2018.

### Solvency II-ratio

(en %)	31/12/17	31/12/18
Solvency II ratio (avant dividende)	230 %	219 %
Solvency II ratio (après dividende)	219 %	203 %

Au-delà de l'exigence réglementaire de 100 %, dans les conditions actuelles de marché et conformément à la réglementation en vigueur, Belfius Insurance a défini un objectif de ratio Solvency II opérationnel minimum de 160 %, aux niveaux statutaires et consolidés.

Outre la mise en place d'un cadre de gestion des risques complet, la réglementation Solvency II exige également une autoévaluation selon laquelle, compte tenu du business plan, les coussins de capital futurs sont mis en évidence et un certain nombre d'analyses de sensibilité sont prises en considération. Il ressort de ces analyses que Belfius Insurance dispose des marges de capital nécessaires pour absorber les chocs, comme stipulé dans l'appétit au risque approuvé par le conseil d'administration.

	Choc	Ratio solvency II (en %)
Scénario de base (après dividende)		203 %
Scénario de stress		
Taux d'intérêt	-25 pb	198 %
Actions	-30 %	185 %
Spread	+50 pb	171 %
Immobilier	-15 %	193 %
VA	no	171 %
UFR	3 %	197 %

Ainsi, une baisse du niveau des taux d'intérêt de 25 pb (vis-à-vis du niveau fin 2018) aurait un impact de -5 pp sur le ratio Solvency II. Un choc boursier de -30 % sur les cours d'actions aurait un impact de -18 pp alors qu'une diminution du portefeuille immobilier de 15 % diminuerait le ratio de solvabilité de -10 pp. Tant une augmentation des spreads de crédit de 50 pb sur la totalité du portefeuille obligataire et du portefeuille des crédits, que la suppression de l'ajustement de volatilité dans le calcul de la meilleure estimation de provisions techniques auraient un impact de -32 pp.

Notez également que la réduction de l'Ultimate Forward Rate (UFR) du niveau actuel de 4,05 % vers un niveau de 3 % ne ferait diminuer le ratio de solvabilité que de -7 pp. L'augmentation de la meilleure estimation des provisions techniques qui en résulte est très limitée à la suite de la faible proportion des engagements à long terme sur le bilan de Belfius Insurance.

## ADEQUATION INTERNE DES FONDS PROPRES

Belfius dispose, comme prévu par les exigences du Pilier 2 de la réglementation de Bâle, d'un dispositif interne de suivi trimestriel des principaux ratios d'appétit au risque (« Risk Appetite ») et d'adéquation de ceux-ci avec les fonds propres disponibles. Ce rapport trimestriel est complété d'un suivi mensuel portant sur le calcul des ratios clés d'appétit au risque et d'adéquation interne des fonds propres.

### 1. Fonds propres économiques

Les fonds propres économiques se définissent comme la déviation potentielle de la valeur économique de Belfius par rapport à la valeur économique attendue, et ce, à un intervalle de confiance et à un horizon de temps donnés. Le seuil de confiance (99,94 %) choisi au niveau des scénarios de pertes de valeur est en ligne avec la notation de la dette senior unsecured de la Banque à un horizon d'un an (rating A pour l'année 2018).

Le processus de quantification des fonds propres économiques est organisé en trois étapes : l'identification des risques (définition et cartographie revues annuellement en collaboration avec les différentes lignes d'activités), leur mesure (essentiellement sur la base de méthodes statistiques et/ou de scénarios) et l'agrégation des risques sur la base d'une matrice de corrélation inter-risques.

La plupart des risques sont capitalisés en fonction d'une mesure de perte inattendue. Cependant, si d'autres modes de gestion (limites, autres réserves que du capital, gouvernance...) sont considérés comme plus appropriés pour les encadrer, certains risques ne sont pas capitalisés.

Les fonds propres économiques occupent une place prépondérante du cadre d'appétit au risque de Belfius et s'inscrivent comme complément aux exercices de stress test dans le cadre du processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (Internal Capital Adequacy Assessment Process - ICAAP). Ils jouent également un rôle central dans la détermination du pricing et l'évaluation de la rentabilité de Belfius.

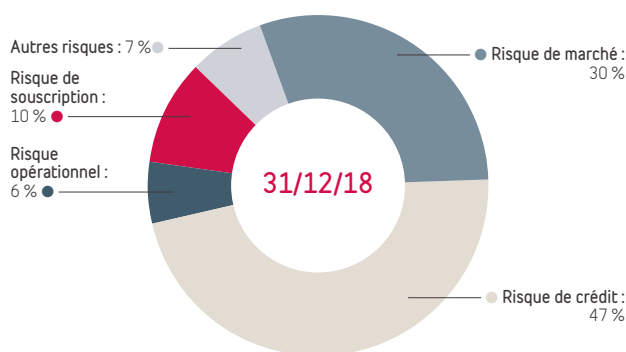
### 2. Adéquation des fonds propres économiques

Le comité de direction, qui fait également fonction de comité d'appétit au risque (Risk Appetite Committee - RAC), est amené à gérer le processus de détermination du niveau et d'allocation des fonds propres et est compétent pour toutes les matières liées aux fonds propres économiques. Le RAC examine entre autres les différents modèles impliqués dans le calcul des fonds propres économiques et suit les ratios, limites et triggers (réglementaires et économiques).

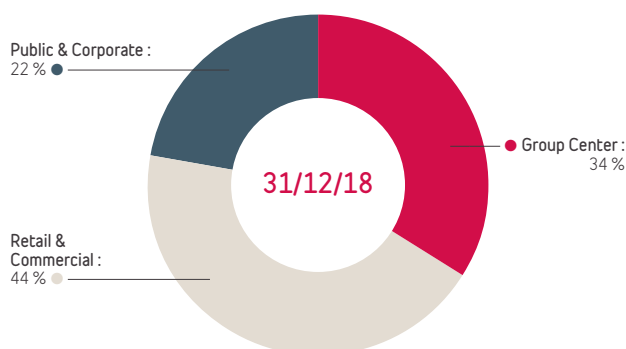
Les fonds propres économiques de Belfius s'élèvent à EUR 5 319 millions fin 2018 (comparé à EUR 5 792 millions fin 2017).

En 2018, le classement des principales catégories de risques est resté identique à celui de 2017 : le risque de crédit représente environ 47 % des fonds propres économiques et reste le principal contributeur, le risque de marché (qui inclut les risques de taux, de change et le risque lié aux actions) 30 %, le risque de souscription 10 %, le risque opérationnel 6 % et les autres risques (prepayment, funding...) 7 %. Par rapport à 2017, la proportion allouée au risque crédit a diminué (de 52 % à 47 %) tandis que la part attribuée au risque de marché a légèrement progressé (de 28 % à 30 %). Le risque de souscription, le risque opérationnel et les autres risques sont demeurés stables.

### Répartition des fonds propres économiques par type de risque



### Répartition des fonds économiques par métier



Par métier, les fonds propres économiques se répartissent de la manière suivante : les activités Retail & Commercial (RC) et Public & Corporate (PC) représentent respectivement 44 % (39 % en 2017) et 22 % (19 % en 2017) des fonds propres économiques de Belfius. Le solde est constitué de 34 % (42 % en 2017) alloués au Group Center (principalement pour la gestion globale du bilan en termes de risques de taux et de funding de Belfius. Cette partie comprend le portefeuille obligataire ALM ainsi que les obligations, dérivés et garanties de crédit des portefeuilles en run-off). Notons également que l'augmentation du capital économique alloué à Retail & Commercial (RC) et Public & Corporate (PC) est influencée par la baisse significative du capital économique total. Cette baisse qui est principalement localisée en risque crédit au sein de Group Center, s'explique par l'adoption d'IFRS 9 et le de-risking intervenu sur l'Italie.

### CAPITAL RÉGLEMENTAIRE NORMATIF

Le capital réglementaire normatif total est dérivé du point de départ des fonds propres réglementaires corrigé de la déduction du dividende prévu en excluant toute autre déduction ou filtre prudentiel et s'élève à EUR 8 611 millions à fin 2018, par rapport à EUR 8 751 millions à fin 2017.

Le capital réglementaire normatif du métier est calibré. Le ratio CET1 de la business line est porté à 13,5 % tenant compte de l'exposition au risque réglementaire du métier et des postes venant en déduction du capital CET1 alloués à la business line (avec impact limité étant donné que la plus grande partie des déductions du capital CET1 sont allouées à GC). L'écart avec le total du capital réglementaire normatif est alloué au Group Center. L'écart avec le total du capital réglementaire normatif est alloué au Group Center.

(en millions d'EUR)	31/12/17 IAS 39	31/12/18 IFRS 9
<b>FONDS PROPRES DE BASE RÉGLEMENTAIRES</b>	<b>9 039</b>	<b>8 877</b>
Déduction de dividendes prévisibles	(288)	(266)
<b>TOTAL CAPITAL RÉGLEMENTAIRE NORMATIF</b>	<b>8 751</b>	<b>8 611</b>
dont alloué à		
Retail & Commercial Banking	2 300	2 605
Public & Corporate Banking	2 235	2 408
Group Center	4 216	3 598

# GESTION DES RISQUES

## INTRODUCTION

Les activités de Belfius sont exposées à un certain nombre de risques tels que – mais non exclusivement – les risques de crédit, risques de marché, risques de liquidité, risques d'exploitation, risques d'assurance, risques de réglementation et d'environnement macroéconomique en général qui peuvent avoir un impact négatif sur la valeur des actifs ou pourraient générer des coûts supplémentaires au-delà des niveaux prévus.

La gouvernance et les données sur la gestion des risques sont décrites plus en détail dans le rapport des risques de Belfius, qui est disponible (seulement en anglais) sur [www.belfius.be](http://www.belfius.be).

### 1. Environnement macroéconomique en 2018

2018 a été marquée par une croissance économique décevante dans la zone euro. La Belgique n'a pas été épargnée. Alors qu'en 2017, la croissance a atteint un pic de 2,7 % dans la zone euro et de 1,7 % en Belgique, elle a ralenti de manière inattendue durant les trois premiers trimestres de 2018, retombant à seulement 1,2 %, aussi bien dans la zone euro qu'en Belgique. L'Allemagne, la France mais également l'Italie qui représentent ensemble près de 65 % de la zone euro, ont largement déçu les attentes, certes pour des raisons différentes. Bien que cette faible croissance ait été partiellement attribuable à des facteurs exceptionnels et temporaires, un redressement rapide et solide de la croissance économique n'a pas eu lieu et n'est pas prévu pour 2019 non plus.

Cela dit, les fondamentaux économiques restent solides en Europe : le taux de chômage à 8,1 % continue de reculer et est proche des niveaux d'avant la crise, les salaires progressent lentement et les dépenses en capital des entreprises ne cessent d'augmenter. Néanmoins, la confiance a fortement diminué et indique un taux de croissance future située entre 1 % et 1,5 %. La Belgique étant une petite économie ouverte, dépendante des pays voisins, les indicateurs belges sont le reflet du contexte économique de la zone euro : le marché du travail belge se porte toujours bien, avec un taux de chômage (harmonisé) d'environ 5,9 % tandis que la confiance des entreprises diminue, annonçant un ralentissement de la croissance future.

L'environnement économique international est également devenu moins favorable avec une croissance économique mondiale dispersée, un élargissement des spreads de crédit et une baisse sensible des indices boursiers au quatrième trimestre de l'année. Cette situation s'explique en grande partie par les facteurs de risque suivants :

#### 1.1. Menace d'une guerre commerciale

Les États-Unis imposent des droits de douane à la plupart de leurs partenaires commerciaux, comme le Mexique, le Canada et la Chine, qui, en retour, ont tendance à adopter des mesures de rétorsion. Cette surenchère risque de déclencher une guerre commerciale mondiale qui freinerait les échanges commerciaux, créerait de l'inflation et entraînerait une baisse des investissements, de la consommation et de la croissance.

#### 1.2. Politique monétaire

La BCE a annoncé la fin de sa politique d'assouplissement quantitatif et mis un terme à l'augmentation de la masse monétaire fin 2018. Toutefois, les taux à long terme ne se sont pas tendus en raison du ralentissement de l'économie, du taux d'inflation structurelle trop bas et des risques géopolitiques. Le taux de l'OLO belge à 10 ans avoisinait les 0,75 % en fin d'année, un niveau inférieur à celui enregistré début 2018. Les taux à court terme devraient également rester sensiblement négatifs jusqu'en 2020.

Aux États-Unis, les autorités monétaires ont commencé à limiter les liquidités en réduisant la masse monétaire et en relevant le taux directeur à plusieurs reprises. Ces mesures ont créé des tensions sur le marché, ce dernier craignant la prise de mesures excessives par la Réserve fédérale, qui pourraient déboucher sur une récession. Par conséquent, les rendements des marchés d'actions ont clôturé l'année dans le rouge entraînant une résurgence de la volatilité, des incertitudes et de l'aversion au risque.

#### 1.3. Risques politiques

Les risques politiques ont pesé de manière prédominante sur l'environnement économique. La tendance des gouvernements à se concentrer davantage sur les problèmes domestiques au détriment de la collaboration internationale a créé une incertitude et une volatilité dans une économie de plus en plus globalisée. Les spreads des obligations de l'État italien ont fortement augmenté après que le nouveau gouvernement a formulé son plan visant à augmenter le déficit budgétaire contrairement à ce qui avait été prévu dans le cadre du pacte européen de stabilité et de croissance. Les négociations relatives au Brexit sur le retrait ordonné du Royaume-Uni de l'UE n'ont pas encore abouti, ce qui a créé une incertitude quant aux modalités de circulation des marchandises et des personnes entre l'UE et le Royaume-Uni. Enfin, les relations entre l'Union européenne et les États-Unis se sont fortement détériorées.

Cette tendance à moins de collaboration internationale renforce le climat d'incertitude ce qui nuit à la confiance des entreprises et des investisseurs. Ce contexte engendre également des coûts supplémentaires avec un impact négatif sur les échanges commerciaux et sur la croissance.

## Ratings de Belfius Banque au 21 mars 2019

	Stand-alone rating <sup>(1)</sup>	Long-term rating	Outlook	Short-term rating
Fitch	a-	A-	Stable	F2
Moody's	baa2	A2	Positive	Prime-1
Standard & Poor's	a-	A-	Stable	A-2

(1) Qualité de crédit intrinsèque.

## 2. Test de résistance ABE à l'échelle de l'Union européenne

Belfius a été soumise au test de résistance mené en 2018 par l'Autorité bancaire européenne en collaboration avec la Banque nationale de Belgique, la Banque centrale européenne, la Commission européenne et le Comité européen du risque systémique.

48 banques européennes (représentant quelque 70 % du total des actifs détenus par les banques de l'UE) ont été soumises à ce test de résistance qui a pour objet d'évaluer la résistance de ces banques en cas de graves difficultés économiques et financières sur un horizon de trois ans (2018-2020). L'exercice est réalisé sur la base d'une hypothèse de bilan statique à fin décembre 2017, ajusté pour IFRS 9 (à savoir sur la base de comptes pro forma au 1<sup>er</sup> janvier 2018). Les futures stratégies commerciales et actions du management<sup>(1)</sup> ne sont donc pas prises en considération. Il ne s'agit par conséquent pas d'une prévision des bénéfices ou de la solvabilité de Belfius.

Le test de résistance 2018 n'impose pas d'exigences en capital minimum, mais a été conçu pour fournir des indications importantes dans le cadre du processus de surveillance prudentielle et d'évaluation des risques. Les résultats aideront les autorités compétentes à évaluer la capacité de Belfius à satisfaire aux exigences prudentielles en périodes de crise.

Le résultat final de ce test de résistance est exprimé en termes de solvabilité des banques concernées fin 2020. En partant d'un ratio de capital CET1 très confortable de 16,2 % au 1<sup>er</sup> janvier 2018, Belfius affiche toujours un solide ratio de 13,2 % - dans le scénario défavorable - à l'issue de la période du test de résistance.

Même si le test de résistance mené en 2018 est réputé reposer sur un scénario de choc beaucoup plus grave que les précédents tests réalisés en 2014 et 2016, l'impact pour Belfius (-296 points de base) est le plus faible depuis le premier test de résistance en 2014. L'impact sur le ratio CET1 était en effet de -620 points de base lors du test de résistance en 2014 et de -449 en 2016.

La stratégie menée par Belfius pour renforcer perpétuellement sa solvabilité et solidifier son profil de risque a clairement contribué à améliorer sa résistance.

La comparaison des résultats de Belfius avec ceux de ses concurrents confirme également la solidité et la résistance du groupe. En effet, Belfius soutient avantageusement la comparaison avec la moyenne européenne des 48 banques analysées en termes

- de ratio CET1 de départ (16,2 % contre 14,4 %),
- d'impact du scénario défavorable du test de résistance (-2,96 % contre -4,10 %) et
- de ratio CET1 final (13,2 % contre 10,3 %).

Ces résultats démontrent la solidité de la solvabilité de Belfius, sa résistance accrue face aux adversités ainsi que la pertinence d'avoir des pratiques saines en matière de gestion financière et des risques comme pierre angulaire de sa stratégie à long terme.

## 3. Ratings

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 21 mars 2019, les différentes agences de notation ont pris les décisions suivantes :

- En octobre 2018, Standard & Poor's (S&P) a confirmé les notations à long et à court terme de Belfius. Au même moment S&P a relevé le stand-alone credit profile (SACP) de bbb+ à a-grâce à l'amélioration du profil de crédit de la Banque. En raison de cette amélioration, S&P a relevé d'un cran la notation des obligations NPS (obligations de premier rang non privilégiées), des instruments de dettes subordonnées et des instruments de capital hybride, émises ou garanties par Belfius Banque.
- En novembre 2018, Fitch a confirmé les notations à long et à court terme de Belfius.

## GOUVERNANCE

Conformément à l'article 194 de « la Loi bancaire », Belfius gère les risques à l'échelle du groupe (Belfius Banque + Belfius Insurance) dans un cadre de gestion des risques coordonné et intégré, tout en respectant les spécificités, les responsabilités et les obligations légales/réglementaires propres aux entités. Les principaux piliers de la gestion des risques sont une structure de gouvernance des risques, un suivi des risques et un processus de prise de décision adéquats.

Au niveau des départements Risques de Belfius Banque et Belfius Insurance, les Chief Risk Officers (CRO), assistés par leurs Risk Executive Committees (Risk ExCom), veillent à l'intégration et à la cohérence des méthodologies, des outils et de la gestion des risques.

(1) Y compris celles menées en 2018 (p. ex. la vente de certaines obligations d'État italiennes au 1<sup>er</sup> trimestre 2018).



En termes de structure de gouvernance des risques, Belfius met en place :

- un processus de gouvernance et de prise de décision similaire : conseil d'administration, comité des risques (Belfius Banque) - comité Risk & Underwriting (Belfius Insurance), Risk ExComs Belfius Banque - Belfius Insurance... ;
- une présence des administrateurs de Belfius Banque au sein des comités de Belfius Insurance afin de renforcer la cohérence ;
- des comités communs : comités des Risques (Belfius Banque) / et Risk & Underwriting (Belfius Insurance), peuvent être organisés.

Les deux entités ont un cadre et une approche similaires des politiques et des directives sur les risques :

- des politiques de risque axées sur les vecteurs de risques, la gouvernance et le processus de prise de décision ;
- des politiques de risque décidées par le comité de direction avec l'approbation formelle du conseil d'administration de Belfius Insurance) ;
- pilotées par le département Risques ;
- l'objectif est la mise en œuvre des meilleures pratiques : échanges et mises en œuvre.

Les deux entités utilisent des outils similaires et/ou partagés afin de garantir la cohérence et de favoriser l'harmonisation tout en permettant une gestion intégrée des risques et des contrôles internes :

- cadre de l'appétit au risque (RAF) : défini et validé pour l'ensemble du groupe par Belfius Banque, il se décline jusqu'aux filiales ;
- Risk Management & Control exécuté via le « rapport de la direction effective relatif à l'évaluation du contrôle interne » ;
- Internal Capital Adequacy Assessment Process (ICAAP) et Recovery Plan (Belfius Banque), et ORSA (Own Risk and Solvency Assessment ; Belfius Insurance).

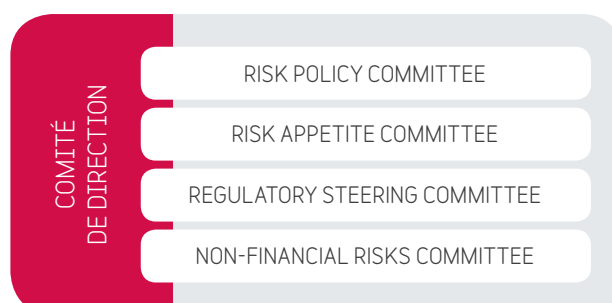
De plus amples informations sur la gouvernance des risques de Belfius Insurance sont fournies dans le rapport annuel de Belfius Insurance.

## 1. Comités des risques

Une structure de gouvernance des risques performante est considérée comme l'un des fondements d'une saine gestion du risque. La mise en place d'une structure robuste de comités des risques intègre une communication et un reporting efficaces ainsi qu'une délimitation claire des responsabilités et compétences. Une telle construction assure un processus bidirectionnel d'instructions et de feed-back en matière de gestion du risque, permettant au senior management de remplir ses obligations de gestion et de contrôle.

### 1.1. Comités des risques au niveau stratégique fonctionnant au sein du comité de direction

Quatre comités des risques ont été mis en place au sein du comité de direction de Belfius Banque. Ces comités sont préparés par le département Risques et une réunion est organisée trois ou quatre fois par an :



- le **Risk Policy Committee (RPC)** analyse la définition et l'application des principales politiques, des principaux processus et méthodologies de mesure et de gestion du risque de la Banque et supervise leur statut de validation. Sa responsabilité première est d'assurer une gouvernance des risques en rapport avec l'appétit au risque et la stratégie (« Risk Appetite Framework ou RAF») de la Banque répondant également aux exigences réglementaires et en ligne avec les Best Practices ;
- le **Risk Appetite Committee (RAC)** contrôle l'appétit au risque, l'adéquation du capital et l'allocation du capital de Belfius. Il gère les fonds propres économiques et le cadre des Stress Tests. Il assure l'adéquation de ce cadre en fonction de la nature et de la complexité de la composition du risque et de l'activité et il en supervise sa mise en pratique ;
- le **Regulatory Steering Committee** examine le statut de la réforme financière et des risques de Belfius Banque ;
- le **Non-Financial Risks Committee (NFR)** créé récemment assure un cadre de suivi coordonné et structuré pour une gestion effective des risques non financiers. NFR couvre entre autres les risques opérationnels (en ce compris la fraude, les ressources humaines, la sécurité informatique, la continuité des opérations, l'outsourcing, les risques liés aux données, la confidentialité...) mais également les risques juridiques, de compliance et de réputation.

En plus de ces quatre comités des risques, deux domaines fonctionnels font également directement rapport au comité de direction sans qu'un comité particulier ait été mis en place. Ces deux domaines concernent les matières liées aux crédits et aux marchés financiers.

- Le **Comité de crédit (CRC)** centralise, dans une volonté stratégique de couvrir l'ensemble des processus, tous les sujets en relation avec le domaine des crédits (origination, suivi, impairment) en présence des membres du comité de direction qui sont directement impliqués par ces matières (CRO, responsables des métiers RCB et PCB). Ce comité créé récemment sera opérationnel en 2019.

→ Le **Financial Markets Committee (FMC)** a pour fonction première la supervision du risk management et la conduite des activités dans le domaine des marchés financiers. Ceci comprend le suivi des rapports d'activité, de risque et de P&L ainsi que la mise en place d'un cadre de gestion et de gouvernance adapté à l'appétit au risque et aux objectifs commerciaux définis par le comité de direction. Ce comité (créé en 2018) se réunit une fois par mois. Il est sujet à un strict quorum incluant des membres du comité de direction (CRO, CFO et responsable PCB).

## 1.2. Comités des risques au niveau tactique/opérationnel

Le comité de direction délègue certaines décisions au niveau tactique/opérationnel. Cette délégation se trouve décrite dans les chartes des comités en vigueur. Pour les matières échappant au ressort de la délégation, le niveau tactique/opérationnel fournit des informations ou formule des avis au comité de direction, qui prend ensuite des décisions.

Les comités faisant partie du niveau tactique/opérationnel sont ceux dans lesquels le département Risques siège habituellement aux côtés des divisions commerciales. Les comités de risques qui sont dirigés par le département Risques se concentrent principalement sur l'appétit au risque et sur la méthodologie. Les comités Risque/Business sont dirigés conjointement par le département Risques/Business et se concentrent principalement sur les directives, les transactions et les risques de contreparties. Dans bon nombre de ces comités, le département Risques possède un droit de veto, de même que le droit de confier la décision à un niveau de gouvernance supérieur.

## 2. Appétit au risque

L'appétit au risque (« Risk Appetite ») exprime le niveau de risque qu'une institution est prête à accepter, étant donné les attentes des principaux acteurs (actionnaires, créanciers, régulateurs, agences de notation, clients, employés...), pour atteindre ses objectifs stratégiques et financiers. Cet appétit au risque est défini par le conseil d'administration, sur proposition du comité de direction. Le département Risques prépare les propositions du comité de direction et les décisions du conseil d'administration et fixe également les règles et le cadre pour l'exécution de ces règles.

Basé sur une approche holistique, l'appétit au risque est un point de référence pour :

- guider la stratégie et la planification ;
- encadrer la performance en termes de croissance et de création de valeur ;
- faciliter la prise de décision au quotidien dans les domaines opérationnels et commerciaux.

L'appétit au risque de la Banque est constitué d'une série d'éléments quantitatifs (Key Risk Indicators cibles ou KRI) et qualitatifs (Statements) élaborés pour exprimer les niveaux et les types de risques qui ne sont pas acceptés, ceux qui sont tolérés et ceux qui sont

visés dans le but de réaliser la stratégie business. Ce cadre quantitatif est composé d'un ensemble de ratios comptables (gearing), réglementaires (solvabilité, liquidité), économiques (fonds propres économiques, earnings at risk). Les différentes métriques couvrent des risques divers (risques de crédit, solvabilité, liquidité, risques de marché, risques opérationnels, risques de concentration...). Une approche qualitative constituée de guidelines vise à définir l'appétit au risque qui ne peut pas être exprimé au travers de ratios quantitatifs. Cette partie de l'appétit au risque couvre par exemple le risque de fraude, le risque compliance ou les risques juridiques et fiscaux.

Des limites ont été définies pour chacun de ces ratios avec différentes zones, ce qui conduit à une gouvernance et à des mesures différentes en cas de violation. Elles sont validées chaque année par les organes compétents. Les départements Risques et Finance sont en charge du suivi de ces ratios, et proposent, en cas de déviations, des mesures au comité de direction pour s'assurer du respect des limites.

L'appétit au risque (RAF) a été revu et approuvé par le comité de direction en décembre 2018. Le nouveau cadre RAF inclut de nouveaux indicateurs détaillés pour les risques non financiers. Un indicateur ROE exprimant des objectifs en termes de croissance des revenus a également été intégré.

## 3. Stress Tests

Les Stress Tests ont pour but de mesurer la sensibilité en termes de pertes potentielles, de risques pondérés supplémentaires, des besoins de liquidités ou des exigences en matière de fonds propres qui pourraient avoir un impact sur Belfius, dans le cadre de scénarios de chocs matériels inattendus sur les marchés financiers et/ou sur la situation financière de Belfius.

Belfius a effectué un programme de stress tests internes au sein de son plan financier 2019-2023. La Banque a élaboré un ensemble de scénarii alternatifs et des scénarii macroéconomiques sévères visant à anticiper les principales faiblesses de la Banque et simuler la façon dont Belfius pourrait être affectée dans ces circonstances. Ces différents stress tests mesurent les écarts potentiels vis-à-vis du « scénario de base » du plan financier et de l'appétit au risque fixés par la direction en termes de solvabilité, de liquidité et de rentabilité. Ces stress tests sont soumis au comité de direction, ainsi qu'au conseil d'administration.

## 4. Recovery Plan

Une mise à jour du plan de redressement Belfius (Recovery Plan) a été soumise à la BCE au cours du second semestre 2018. Ce plan prévoit un ensemble de mesures de redressement qui seraient prises pour restaurer la viabilité à long terme de la Banque en cas de détérioration importante de sa situation financière en raison de graves situations de stress macroéconomiques et/ou idiosyncrasiques généraux.

## 5. Résolution

La résolution se définit comme la restructuration d'une banque au sein du Mécanisme de résolution unique (MRU) émis par le Conseil de résolution unique (CRU), au moyen d'outils de résolution. L'objectif du CRU est donc de garantir la résolution ordonnée des banques défaillantes, avec une incidence minimale sur l'économie réelle et les finances publiques des pays de l'UE participants et d'autres pays.

En tant qu'établissement financier important en Belgique, Belfius doit s'assurer que toutes les informations nécessaires soient fournies au CRU, responsable de la préparation d'un plan de résolution qui serait disponible en cas de crise sévère conduisant à une éventuelle défaillance de la Banque.

La résolution de Belfius consiste donc à appliquer à la Banque les outils de résolution adéquats permettant d'atteindre au mieux les objectifs de résolution.

## IFRS 9 – MÉTHODOLOGIE DE DÉPRÉCIATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS

### 1. Introduction

#### 1.1. Champ d'application

Belfius Banque et l'ensemble de ses filiales comptabilisent des corrections de valeur pour pertes de crédit attendues associées aux instruments financiers suivants qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net :

- les investissements dans des instruments de dette (prêts et titres) comptabilisés au coût amorti ;
- les investissements dans des instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ;
- tous les engagements de crédit qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net ;
- les contrats de garanties financières qui entrent dans le champ d'application d'IFRS 9 et ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net ;
- les créances résultant de contrats de location entrant dans le champ d'application d'IAS 17 (IFRS 16 à partir du 01/01/2019), contrats de location et
- les créances clients ou les actifs sur contrat entrant dans le champ d'application d'IFRS 15.

Les placements dans des instruments de capitaux propres ne sont pas dépréciés.

Belfius a transposé ces principes dans ses comptes en indiquant les différentes catégories comptables au bilan et hors bilan donnant lieu au calcul des pertes de crédit attendues.

#### 1.2. Principes comptables

Exception faite des actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création, le montant des pertes de crédit attendues est évalué par une correction de valeur pour pertes d'un montant égal :

- aux pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir, c'est-à-dire les pertes de crédit attendues résultant des cas de défaillance sur l'actif financier, qui sont possibles dans les 12 mois suivant la date de clôture (Stage 1/Étape 1) ;
- aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résultant de tous les événements de défaut possibles sur la durée de vie prévue de l'actif financier (Stage 2/Étape 2 et Stage 3/Étape 3).

Les pertes de crédit attendues sont une estimation, établie par pondération probabiliste, des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'instrument financier. Elle est exprimée comme la valeur actuelle des manques à gagner en flux de trésorerie, à savoir la différence entre les flux de trésorerie qui sont dus à l'entité aux termes du contrat et les flux de trésorerie que l'entité s'attend à recevoir. Étant donné que les pertes de crédit attendues tiennent compte du montant et du calendrier des paiements, une perte de crédit survient même si l'entité s'attend à être intégralement payée, mais à une date postérieure à l'échéance contractuelle.

Le principe directeur du modèle de pertes de crédit attendues vise à refléter l'évolution générale de la détérioration ou de l'amélioration de la qualité de crédit des instruments financiers. Le montant des pertes de crédit attendues comptabilisé comme une correction de valeur pour pertes ou une provision (sur les 12 mois à venir/sur la durée de vie) dépend du degré de détérioration du crédit depuis la création de l'actif financier.

##### 1.2.1. Actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création

Ces actifs financiers sont traités différemment, car ils sont dépréciés lors de leur comptabilisation initiale.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création ne donnent pas lieu à une correction de valeur pour pertes attendues sur les 12 mois à venir, mais les pertes de crédit attendues sur la durée de vie sont intégrées au calcul du taux d'intérêt effectif. Le montant comptabilisé au titre de la correction de valeur pour pertes de ces actifs n'est pas le montant total des pertes de crédit attendues sur la durée de vie, mais correspond aux variations des pertes de crédit attendues sur la durée de vie depuis la comptabilisation initiale de l'actif financier, et peut être négatif ou positif.

Pour ces actifs, Belfius comptabilise tous les changements en Lifetime ECL depuis la première comptabilisation en tant que dotation, imputant chaque changement en compte de résultats.

### 1.2.2. Modification et décomptabilisation d'actifs financiers

Une modification d'actif financier se produit lorsque les conditions contractuelles régissant les flux de trésorerie de cet actif sont renégociées ou autrement modifiées entre la comptabilisation initiale et l'échéance de l'actif financier. Une modification affecte le montant et/ou le calendrier des flux de trésorerie contractuels soit immédiatement soit à une date future.

Lorsqu'une décomptabilisation est effectuée, elle est suivie par la comptabilisation du nouvel actif financier et suit par conséquent le processus habituel de dépréciation et de détermination des « Stages ».

### 1.2.3. Prise en perte définitive d'instruments financiers (= write off)

Belfius reconnaît l'importance de la prise en perte définitive des crédits irrécouvrables en temps voulu.

Toutefois, une prise en perte définitive automatique et systématique de dossiers ayant un statut de défaut à l'issue d'une certaine période entraînerait différents risques selon la réglementation belge, ainsi que d'un point de vue comptable, juridique et fiscal.

C'est pourquoi Belfius comptabilise des prises en perte définitives uniquement dans les cas suivants :

- remise de dette ;
- vente de la créance ;
- clôture de la procédure d'insolvabilité ou réception d'une déclaration écrite indiquant qu'aucun autre recouvrement n'est attendu. À noter que les administrateurs de faillites ou autres représentants légaux tels qu'un liquidateur sont invités à clôturer les procédures de faillite dès que possible ou au minimum à transmettre sans délai à Belfius une attestation d'irrécouvrabilité une fois qu'il est établi qu'aucun autre recouvrement n'est à attendre ;
- il existe une indication objective que le dossier est irrécouvrable et en conséquence, le comité d'Impairment Stage 3 de Belfius décide, en fonction d'une évaluation individuelle au cas par cas, et seulement dans des situations exceptionnelles et limitées, de mettre fin à une stratégie active de recouvrement et/ou d'exécution.

## 2. Principes régissant le risque de crédit

Au cours de la crise financière de 2008, le décalage dans la comptabilisation des pertes de crédit associées aux prêts et autres instruments financiers a été identifié comme un point faible des normes comptables en vigueur à cette époque. Cette situation s'expliquait principalement par les exigences en matière de dépréciation prévues par IAS 39, qui étaient basées sur un « modèle de pertes encourues ». En effet, une dépréciation n'était constatée qu'après la survenance d'une perte de crédit, ce qui permettait de postposer la comptabilisation des pertes. Désormais, les exigences de la nouvelle norme comptable IFRS 9 en matière de dépréciation sont basées sur un « modèle de pertes de crédit attendues ». Selon ce modèle, une entité doit comptabiliser des pertes de crédit attendues en tout

temps, et mettre à jour le montant des pertes de crédit attendues à chaque date de clôture afin de refléter l'évolution des risques.

Belfius calcule la correction de valeur sous IFRS 9 selon une approche modulaire comportant deux étapes. La première, qui consiste à déterminer le Stage approprié par exposition, et la deuxième consistant à calculer les pertes de crédit attendues par contrat.

La méthodologie développée pour que les deux étapes aboutissent à des paramètres conformes à IFRS 9 est fondée sur l'architecture des risques existante et des processus, méthodologies et modèles du référentiel de Bâle auxquels des adaptations ont été apportées. Les changements principaux apportés aux modèles du référentiel de Bâle sont des horizons temporels différents et une approche fondée sur des données de marché (ou point-in-time) utilisant des données macroéconomiques prospectives plutôt que des informations de moyennes de cycles économiques (ou through-the-cycle, pour la probabilité de défaut), ou une approche bas de cycle (« down-turn », pour les pertes en cas de défaillance).

### 2.1. Systèmes de notation interne du référentiel de Bâle

Les systèmes de rating interne utilisés par Belfius dans le référentiel prudentiel sont définis pour évaluer les trois paramètres de Bâle : Probability of Default (PD - probabilité de défaut), Loss Given Default - LGD - perte en cas de défaut) et Credit Conversion Factor (CCF - facteur de conversion). Pour chaque type de contrepartie, dans la méthode avancée, Belfius a développé deux modèles, d'une part pour les PD et, d'autre part, pour les LGD. Concernant les paramètres de CCF, Belfius distingue les contreparties retail et non-retail : un modèle avancé est appliqué aux contreparties retail, tandis que les valeurs réglementaires sont appliquées aux contreparties non-retail.

Les modèles de PD estiment la probabilité de défaut à un an sur une base « through-the-cycle »<sup>(1)</sup> (TTC). Chaque modèle dispose de sa propre échelle de notations et chaque notation de l'échelle correspond à une probabilité de défaut utilisée à des fins réglementaires et de reporting. La correspondance entre la notation et la PD pour chaque échelle, qui est définie au cours du processus de calibrage, dans le cadre du développement du modèle, est revue et ajustée le cas échéant durant le processus de backtesting annuel. En outre, deux catégories de défaut (dénommées D1 et D2) ont été attribuées à chaque échelle.

Pour le non-retail, les modèles de LGD estiment la perte ultime encourue en cas de défaut d'une contrepartie avant d'examiner les facteurs d'atténuation du risque de crédit. La LGD avant prise en compte des garanties dépend de différents facteurs tels que le type de produit, le niveau de subordination ou la notation de la contrepartie. La granularité de l'estimation dépend de la quantité et de la qualité des informations disponibles. Pour le retail, la LGD est principalement déterminée par type de produit sur la base des recouvrements.

(1) À noter qu'un système de notation qui reste relativement constant dans différentes conditions économiques est un système de notation « Through-the-Cycle - TTC », tandis qu'un système de notation qui varie d'une période à une autre est un système de notation « Point-in-Time - PIT ».

Les modèles de CCF estiment la part des engagements hors bilan qui serait tirée en cas de défaut d'une contrepartie. La réglementation autorise à faire usage des modèles de CCF uniquement lorsque le CCF est inférieur à 100 % dans le cadre de l'approche foundation sur les notations internes (comme c'est le cas par exemple pour les substituts de crédit). La granularité des CCF dépend également de la disponibilité des données.

Les estimations internes des paramètres du référentiel de Bâle sont largement utilisées au sein de Belfius. Celles-ci sont notamment utilisées dans le cadre du processus de décision, de la gestion et du suivi du risque de crédit, de la définition des limites internes, de la méthodologie de provisionnement et d'évaluation, ainsi que pour le calcul des actifs pondérés en fonction du risque.

## 2.2. Transformation des paramètres de Bâle en paramètres d'IFRS 9

Les modèles du référentiel de Bâle servent de point de départ pour les paramètres d'IFRS 9. Cette possibilité tient à une définition commune du défaut.

Pour calculer la PD Point-in-Time, nous nous basons sur le PD Through-the-Cycle<sup>(1)</sup>, le comportement de migration des notations et sur des données macroéconomiques communes à l'ensemble d'un portefeuille. Par conséquent, deux contreparties ayant la même notation dans le même modèle auront la même structure de PD point-in-time dans le temps. Une approche plus granulaire faisant appel au jugement peut également être adoptée. Pour les segments traités selon l'approche standard pour le calcul des fonds propres réglementaires, une correspondance avec les modèles du référentiel de Bâle est définie.

La LGD est une estimation de la perte en cas de défaut. Elle est basée sur la différence entre les flux de trésorerie contractuels et ceux que le prêteur s'attend à recevoir, compte tenu des flux de trésorerie liés aux garanties. Les modèles de LGD utilisent des variables explicites propres aux classes d'actifs et aux produits. Dans le contexte du référentiel de Bâle, la LGD est calibrée en fonction d'un bas de cycle, tandis qu'IFRS 9 requiert l'utilisation des meilleures estimations. Ces paramètres sont calculés en utilisant les observations les plus récentes de renégociation et des estimations prospectives des valeurs des garanties.

L'exposition en cas de défaut (EAD - Exposure at Default) représente une estimation de l'exposition à une date de défaut future, compte tenu des variations futures anticipées de l'exposition après la date de clôture, y compris les remboursements du principal et des intérêts, et les tirages anticipés des lignes de crédit confirmées. L'approche de Belfius pour les expositions en cas de défaut reflète les variations anticipées de l'encours d'un prêt, qui sont contractuellement autorisées, sur la durée de vie de l'exposition telles que les profils d'amortissement, les remboursements anticipés, les modifications des engagements non tirés et les mesures de mitigation du risque de crédit avant un défaut. Belfius utilise des modèles d'EAD qui reflètent les caractéristiques des portefeuilles.

## 2.3. Notation et PD à l'origine

Dans le cadre de la détermination du Stage dans la méthodologie de Belfius, un effort important a été réalisé pour déterminer la notation ou la meilleure estimation de la notation à l'origine du contrat.

Les notations utilisées comme point de départ sont les notations historiques du référentiel de Bâle ou les meilleures estimations. Pour associer ces notations à une PD point in time conforme à IFRS 9, une vision rétrospective de la performance économique pour chaque année de création a été intégrée. Cette vision tient compte de la disponibilité des données historiques et de l'importance des expositions de crédit. Cette transposition est réalisée en deux étapes :

- étape 1 : analyse de l'évolution de trois variables<sup>(2)</sup>, présentes dans les modèles de stress tests du pilier II, entre 1995 et 2015 et classées chaque année sur une échelle « Bon/Moyen/Mauvais » ;
- étape 2 : sur la base des résultats de l'analyse précitée, nous simulons les PD point-in-time à une date antérieure. Les PD des années moyennes sont calculées ainsi que détaillé dans la section 2.2. en utilisant des paramètres through-the-cycle. Les PD des mauvaises années sont ajustées à la hausse et celles des bonnes années sont ajustées à la baisse.

Depuis 2016, les PD point-in-time réelles sont conservées comme des PD à l'origine pour tous les nouveaux contrats.

## 2.4. Intégration d'informations prospectives

Un panel d'experts au sein de Belfius est chargé de définir les différents scénarios macroéconomiques intégrant des informations prospectives. Ces scénarios sont construits à partir d'informations fournies par le Chief Economist de Belfius, qui utilise des informations externes et internes pour produire un scénario « neutre » des variables économiques prévisionnelles pertinentes, avec un éventail d'autres scénarios prévisionnels possibles. Les informations externes utilisées comprennent des données et des prévisions économiques publiées par des organisations gouvernementales et des autorités monétaires.

Belfius attribue des probabilités aux scénarios prévisionnels identifiés. Le scénario de base est le résultat le plus probable et comprend des informations utilisées par Belfius pour établir le plan stratégique et le budget. Belfius a identifié et documenté des facteurs déterminants du risque de crédit et des pertes de crédit pour chaque portefeuille d'instruments financiers et, en effectuant une analyse statistique des données historiques, a estimé les relations entre les variables économiques, le risque de crédit et les pertes de crédit. Belfius n'a modifié ni les techniques d'estimation ni les principales hypothèses retenues durant l'exercice.

(1) À noter qu'un système de notation qui reste relativement constant dans différentes conditions économiques est un système de notation « Through-the-Cycle - TCC », tandis qu'un système de notation qui varie d'une période à une autre est un système de notation « Point-in-Time - PIT ».

(2) Marché actions, taux de chômage annuel en Belgique et croissance annuelle du PIB de la Belgique.

Les informations prospectives de nos modèles de PD sont appliquées selon quatre scénarios :

- Scénario neutre
- Scénario optimiste
- Scénario pessimiste
- Scénario de stress

## 2.5. Décalage

Le calcul des pertes de crédit attendues pour les expositions en Stages 1 et 2 impose de traiter d'énormes volumes de données. Belfius estime que concentrer ces calculs à la clôture entraînerait à la fois des risques opérationnels et techniques.

En outre, il est indispensable de travailler sur la base d'un set de données comptables et risques stabilisés. Par ailleurs, le passage par plusieurs mesures de gouvernance prévues par IFRS 9 doit être mis en œuvre.

C'est pourquoi Belfius applique un décalage et utilise donc les données sur les expositions de l'exercice précédent pour calculer les pertes de crédit attendues, sauf pour le portefeuille d'obligations.

Toutefois, les événements importants affectant la qualité de crédit après la date d'observation sont pris en compte dans le calcul des pertes de crédit attendues.

## 2.6. Jugement du management

L'estimation des pertes de crédit attendues est complexe et fait, dans une certaine mesure, appel au jugement. Elle repose sur un large éventail de données qui peuvent ne pas être immédiatement disponibles, notamment des estimations prospectives de facteurs macro et microéconomiques clés, ainsi que sur des hypothèses retenues par la direction sur la relation entre les prévisions, les montants et le calendrier des recouvrements.

Le calcul des pertes de crédit attendues peut avoir des impacts considérables sur les états financiers et sur les métriques réglementaires. Il est donc important que les pertes de crédit attendues soient encadrées par une bonne gouvernance. Le comité d'Impairment est chargé d'intégrer les effets des pertes de crédit attendues potentielles liées aux évolutions (macroéconomiques) futures non prises en compte par le calcul mécanique.

À cette fin, un « jugement du management » peut être ajouté. Cette appréciation peut être positive ou négative et vise à inclure tous les éléments entrant dans le calcul des pertes de crédit attendues qui n'étaient pas pris en compte dans le calcul mécanique effectué à l'échelle individuelle ou à celle du (sous)-portefeuille.

## 3. Détermination des Stages

### 3.1. Définition

IFRS 9 distingue 3 Stages :

- Stage 1 : les expositions au risque de crédit performantes, c'est-à-dire les expositions pour lesquelles le risque de crédit ne s'est pas significativement dégradé depuis l'origine de l'actif financier ;
- Stage 2 : les expositions au risque de crédit sous-performantes, c'est-à-dire les expositions pour lesquelles le risque de crédit s'est significativement dégradé entre l'origine ou l'acquisition de l'actif financier et la date de clôture ;
- Stage 3 : les expositions au risque de crédit non performantes, c'est-à-dire les expositions ayant subi une réduction de valeur.

Ce processus, qui est appliqué à chaque date de clôture, se traduit par l'affectation de chaque contrat à un Stage.

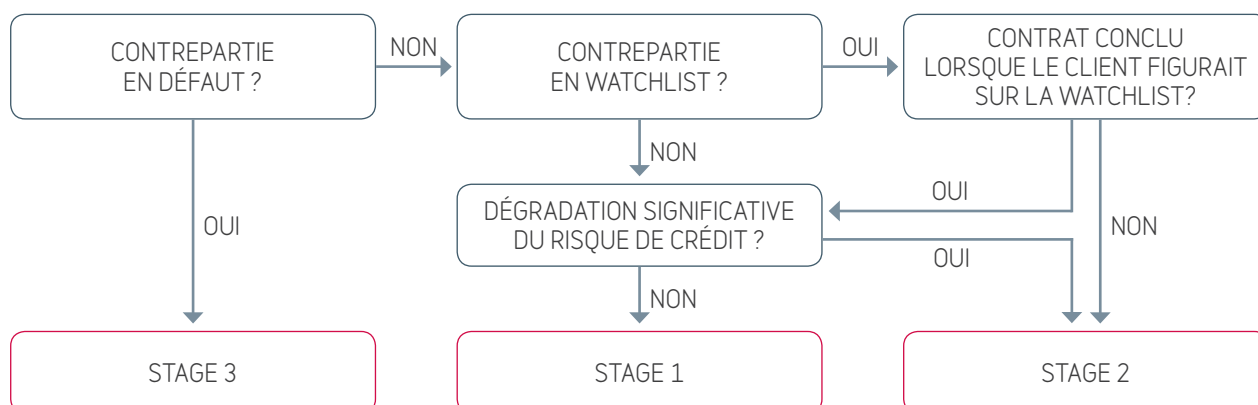
La détermination des Stages chez Belfius peut être illustrée comme dans le schéma ci-dessous.

### 3.2. Définition du défaut de paiement (default)

Les débiteurs sont classés dans la catégorie « Défaillant » lorsqu'ils remplissent l'un des deux critères suivants, ou les deux :

- le débiteur a une exposition significative en souffrance depuis plus de 90 jours ;
- il est jugé improbable que le débiteur s'acquitte de l'intégralité de ses engagements sans mise en jeu du collatéral, qu'il existe ou non un montant en souffrance ou quel que soit le nombre de jours en souffrance.

La Default Guideline de Belfius donne une description détaillée des indicateurs utilisés pour classer une exposition dans la catégorie « Défaillant ». Le comité de défaut du département Risques est compétent pour déterminer le statut de défaut d'une contrepartie.





Belfius adaptera sa Default Guideline aux évolutions réglementaires afin de respecter la définition de défaut de l'EBA.

Selon IFRS 9, tous les actifs financiers présentant des indications objectives de perte de valeur à la date de clôture doivent être affectés au Stage 3. Un actif financier est considéré comme déprécié lorsqu'un ou plusieurs événements ayant un impact négatif sur ses flux de trésorerie estimés se sont produits.

Chez Belfius, la définition de défaut et le classement au Stage 3 sont parfaitement alignés, car Belfius comptabilise uniquement une dépréciation pour les contreparties/produits en statut de défaut, ce qui signifie que :

- toutes les expositions individuelles à une contrepartie seront transférées au Stage 3 dès qu'un statut de défaut leur sera affecté ;
- toutes les expositions classées au Stage 3, c'est-à-dire celles considérées comme dépréciées selon IFRS 9, seront traitées comme en défaut ;
- la sortie du statut de défaut par le comité de défaut de Belfius implique par définition un reclassement des expositions associées, soit au Stage 2 (s'il existe une indication claire d'augmentation du risque de crédit depuis la création de l'actif), soit au Stage 1.

### 3.3. Définition de la Watchlist

La Watchlist Guideline définit quels clignotants internes et externes indiquent un risque de crédit accru, ce qui peut donner lieu à un suivi ou une gestion plus intensif du dossier de crédit concerné. Chaque trimestre, des comités de risque spécifiques identifient les dossiers nécessitant d'être placés sous plus haute surveillance.

Belfius classe automatiquement au Stage 2 toutes les expositions figurant sur la Watchlist, la présence du client sur la liste étant considérée comme un signe de risque de crédit accru depuis l'origine. Toutefois, il existe une exception : un nouveau contrat peut être classé au Stage 1 si, lors de la création du contrat, le client figure déjà sur la Watchlist. Deux situations imposeront le classement systématique sur la Watchlist :

- si un ou plusieurs produits de crédit de la contrepartie sont signalés « en Forbearance »<sup>(1)</sup> ;
- Si une exposition est en souffrance depuis plus de 30 jours, sauf s'il est clairement possible de prouver qu'elle est due à des facteurs opérationnels ou que le montant en souffrance n'indique pas une augmentation sensible du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale.

### 3.4. Augmentation sensible du risque de crédit

Pour évaluer une augmentation sensible du risque de crédit depuis l'origine, Belfius compare les PD sur la durée de vie à la date de la création aux PD sur la durée de vie à la date de clôture. Comme indiqué précédemment, la structure par terme des taux des PD à une date donnée dépend de la notation, du secteur du client ou du type de produit, des conditions macroéconomiques à cette date et

de la maturité résiduelle. Les PD utilisées pour déterminer les Stages sont identiques à celles utilisées pour évaluer les corrections de valeur pour pertes liées aux pertes de crédit attendues.

Pour déterminer les Stages, Belfius estime la (variation de la) PD sur la durée de vie comme la (variation de la) PD point-in-time à trois ans, de façon à ce qu'avec une notation identique et dans des conditions macroéconomiques identiques, l'évaluation de la variation de la PD ne puisse conduire à une augmentation ou une diminution du risque de crédit. L'horizon temporel est un bon indicateur de suivi des variations de l'intégralité de la structure par termes des taux des PD dans les modèles de PD de Belfius.

À noter que pour les expositions ayant une échéance inférieure à 3 ans, Belfius utilise une PD point-in-time à un an pour déterminer les Stages.

La variation de la PD est comparée à un seuil. Celui-ci a été calibré pour correspondre à une baisse de trois crans du plus grand nombre possible de notations dans des conditions macroéconomiques identiques.

Certaines contreparties n'ont pas de notation à l'origine et/ou à la date de clôture. Le cas échéant, il n'est pas possible de déterminer les variations éventuelles du risque de crédit depuis la création de l'actif. Belfius a adopté une approche prudente et affecte automatiquement les expositions non notées au Stage 2.

## 4. Perte de crédit attendue

### 4.1. Impact de l'affectation aux Stages

Exception faite des actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (cf. Principes comptables), le montant des pertes de crédit attendues est évalué par une correction de valeur pour pertes d'un montant égal :

- aux pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir, c'est-à-dire les pertes de crédit résultant d'événements de défaut qui sont possibles pour cet instrument financier dans les 12 mois suivant la date de clôture (Stage 1) ; ou
- aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résultant de tous les événements de défaut sur la durée de vie de l'instrument financier (Stage 2 et Stage 3).

Pour calculer des pertes de crédit sur les 12 mois à venir pour une exposition de crédit relevant de Stage 1, Belfius applique la formule présentée à la page suivante avec un horizon temporel d'un an. Pour calculer une perte de crédit sur la durée de vie d'une exposition de crédit relevant de Stage 2, Belfius applique cette formule en tenant compte de la maturité résiduelle de l'exposition.

(1) L'EBA définit le concept d'exposition faisant l'objet d'une renégociation comme un contrat de crédit ayant donné lieu à des mesures de concession. Des mesures de concession sont des mesures en faveur d'un débiteur confronté ou sur le point d'être confronté à des difficultés pour honorer ses engagements financiers (« difficultés financières »).

## 4.2. La formule de référence

Belfius utilise la formule suivante pour calculer les pertes de crédit attendues :

$$\sum_t \frac{(1-\text{CPR}(t)) * \text{PD}(t) * \text{EAD}(t) * \text{LGD}(t)}{(1+\text{EIR})^{t-1}}$$

où

**1-CPR (t)** représente la proportion du portefeuille qui ne sera pas remboursée de façon anticipée durant l'année t, ou le paramètre de la perte de crédit attendue qui reflète la valeur attendue de la part de l'exposition qui existera toujours à ce moment.

**PD (t)** est la probabilité de défaut durant l'année t, intégrant l'état actuel et prospectif des conditions macroéconomiques.

**EAD (t)** représente l'exposition en cas de défaillance durant l'année t, ou le paramètre de la perte de crédit attendue qui reflète l'estimation de l'importance de l'exposition éventuelle d'une banque à une contrepartie en cas de défaut et au moment du défaut de cette contrepartie. Belfius calcule l'exposition en cas de défaut (y compris le CCF) comme la somme de tous les flux de trésorerie entre le moment t et la date d'échéance de l'instrument financier.

**LGD (t)** est la perte en cas de défaut au cours d'une année t, ou le paramètre de la perte de crédit attendue qui reflète la part d'un actif qui est perdue en cas de défaut de l'emprunteur. La LGD est basée sur la différence entre les flux de trésorerie dus et ceux que le prêteur s'attend à recevoir.

**EIR** correspond au taux d'intérêt effectif du contrat, c'est-à-dire le taux qui actualise exactement les paiements ou recettes en numéraire estimés sur la durée de vie anticipée de l'actif financier au coût amorti ou d'un actif financier qui est déprécié dès son acquisition ou sa création.

**t** est la discrétisation annuelle.

## 5. Gouvernance

### 5.1. Introduction

L'estimation des pertes de crédit attendues est complexe et fait, dans une certaine mesure, appel au jugement. Elle repose sur un large éventail de données qui peuvent ne pas être immédiatement disponibles, notamment des estimations prospectives de facteurs macro et microéconomiques, ainsi que des hypothèses retenues par le management sur la relation entre les prévisions, les montants et les dates des recouvrements.

Les changements apportés par IFRS 9 au calcul des pertes de crédit attendues et à l'affectation aux Stages ont un impact significatif sur les états financiers et les métriques réglementaires nécessitant une bonne gouvernance. La nécessité de superviser et contrôler les corrections de valeur selon IFRS 9 a conduit Belfius à modifier la structure de ses comités, qui comprennent un panel d'experts et deux comités d'Impairment spécialisés.

### 5.2. Panel d'experts IFRS 9

Le panel d'experts IFRS 9 a un caractère transversal et agit pour le compte de Belfius Banque et de toutes ses filiales.

La participation à ce panel d'experts, qui se réunit chaque trimestre, est réservée aux représentants du Risk Management et du département Finance (y compris la fonction de Chief Economist). Le panel se réunit chaque trimestre.

La principale mission du panel d'experts est de suivre l'évolution de l'environnement macroéconomique et de formuler des propositions de scénarios permettant de calculer les paramètres point-in-time nécessaires au calcul des pertes de crédit attendues selon IFRS 9.

En outre, le panel d'experts discute des évolutions possibles des paramètres utilisés et évalue fréquemment le caractère adéquat des seuils des étapes (propres aux portefeuilles).

Enfin, le panel d'experts formule les perspectives pour les portefeuilles et/ou les secteurs présentant des caractéristiques de risque de crédit communes afin d'identifier une dégradation significative du risque de crédit.

À noter que toutes les propositions formulées par le panel d'experts sont ultérieurement soumises à la décision du comité d'Impairment pour Stages 1 & 2.

### 5.3. Comité d'impairment - Stages 1 & 2

Le comité d'Impairment Stages 1 & 2 a un caractère transversal et agit pour le compte de Belfius Banque et de toutes ses filiales.

La participation à ce panel d'experts, qui se réunit chaque trimestre, est réservée aux représentants du Risk Management et du département Finance. Le comité d'Impairment pour les Stages 1 & 2 se réunit chaque trimestre.

Le comité d'Impairment Stages 1 & 2 conteste ou valide les informations reçues du panel d'experts et prend la décision finale concernant les pertes de crédit attendues comptabilisées au titre des Stages 1 & 2.

### 5.4. Comité d'Impairment - Stage 3

Belfius dispose de deux comités d'Impairment Stage 3, l'un pour de Belfius Banque et l'autre pour Belfius Insurance. Le comité d'Impairment Stage 3 de Belfius Banque agit également pour le compte de toutes les autres filiales, à l'exception de Belfius Insurance. Ce comité se réunit chaque trimestre.

Le comité d'Impairment Stage 3 de Belfius Banque est organisé de façon transversale et locale, avec des compétences liées au montant des dépréciations individuelles. La participation est réservée aux représentants du Risk Management, du département Finance, des services de crédit et du front office.

Le comité d'Impairment Stage 3 détermine et décide des montants individuels de réduction de valeur avant que ces chiffres soient communiqués pour être enregistrés dans les états financiers.

## RISQUE DE CRÉDIT

### 1. Méthodologie

Belfius s'appuie sur une approche « Advanced Internal Rating Based » pour la gestion des risques de crédit. Cela signifie que Belfius fait usage de modèles internes pour définir les paramètres de risque Probability of Default (PD – probabilité de défaut), Loss Given Default (LGD – perte en cas de défaut) et Credit Conversion Factor (CCF – facteur de conversion d'une ligne de crédit en équivalent crédit) pour les expositions hors bilan. Concernant le paramètre CCF, Belfius distingue les contreparties retail et non-retail : un modèle avancé est appliqué pour les contreparties de retail, tandis que les contreparties non-retail utilisent les valeurs réglementaires.

Les examens ciblés des modèles internes (Targeted Review of Internal Models (TRIM)) de 2017 et 2018, principalement axés sur les modèles liés aux crédits hypothécaires et pour risques de marché, n'ont pas révélé de faiblesses majeures et ont débouché sur un certain nombre de recommandations émises dans le courant de 2018 ou début 2019 (principalement des améliorations en termes de gouvernance, qualité des données et documentation des modèles). Une nouvelle inspection est prévue pour début 2019 et aura trait aux modèles du segment Corporate. Cette évolution, associée à la nouvelle définition de défaut et aux nouvelles directives sur les modèles PD et LGD, témoigne de l'attention croissante accordée par les organes de contrôle aux modèles utilisés en relation avec le calcul des ratios de solvabilité de la Banque.

Le cycle de vie d'un modèle peut être subdivisé en trois blocs : le développement et l'approbation du modèle, les contrôles relatifs à son utilisation et sa maintenance. Le Model Manager se trouve au cœur du processus de développement et de maintenance d'un modèle. Il se concerte fréquemment avec les lignes d'activités commerciales et les divisions crédits. En revanche, plusieurs fonctions de contrôle sont assurées au sein de l'organisation : Validation, Comité de rating, Contrôle de la qualité et Audit interne.

#### 1.1. Principales étapes du développement d'un modèle

- Détermination du domaine d'application du modèle de notation, à savoir la population ou le groupe cible de contreparties pour laquelle ou lequel ce modèle sera utilisé.
- Collecte de toutes les informations quantitatives et qualitatives pertinentes pour le groupe cible (données financières, environnement économique, réglementaire et institutionnel, statistiques de défaut...).
- Définition, élaboration et tests approfondis des critères qui seront appliqués dans le modèle et dont le résultat sera un rating interne.
- Validation, mise en œuvre et documentation du modèle, associées ou non à un développement IT. La validation formelle du modèle est effectuée par la direction « Validation », une direction autonome au sein du département Risques qui fournit un rapport indépendant et objectif sur les modèles.

#### 1.2. Principaux mécanismes de contrôle

Conformément aux principes de bonne gouvernance et aux exigences du régulateur, différents mécanismes de contrôle sont mis en place tant en ce qui concerne l'utilisation opérationnelle des modèles que leur performance intrinsèque ou encore l'ensemble du processus de gestion du cycle de vie des modèles.

- Le contrôle de qualité interne indépendant des modèles de notation défini conformément aux directives légales assure une utilisation correcte des modèles de notation, l'efficacité opérationnelle et le maintien d'un audit trail dans le processus de notation.
- Le Back Testing consiste à contrôler l'adéquation entre les prévisions du modèle et les observations sur la base de données historiques.
- Les Stress Tests permettent d'analyser la manière dont les portefeuilles et les modèles réagissent face à des circonstances inattendues et/ou extrêmes.
- L'Audit interne effectue un contrôle global régulier du respect de toutes les directives et prescriptions, et vérifie si tous les intervenants concernés exercent correctement leur rôle et assument leurs responsabilités (les tests réalisés sont-ils suffisants ? Le modèle a-t-il réellement été validé en interne ? Un contrôle de la qualité est-il effectivement effectué ? Les tests obligatoires annuels sont-ils réalisés ? ...).

#### 1.3. Maintenance du modèle

Différents éléments peuvent être à la base de la révision d'un modèle comme :

- les résultats des Back Tests et Stress Tests annuels ;
- le feed-back/les constats provenant d'autres mécanismes de contrôle (contrôle de la qualité, comités de rating, Audit interne) ;
- les modifications apportées au cadre réglementaire.

La mise en place d'une révision aboutit au lancement d'un processus fort comparable à celui du développement d'un modèle : (ré)examen des paramètres, tests, nouvelle validation interne du modèle adapté et éventuellement validation par la BCE en fonction de l'importance de la révision.

### 2. Limites de crédit et comités de crédit

La solidité du processus d'acceptation des crédits constitue un des principaux piliers de la gestion des risques de Belfius. Ce processus repose sur un large éventail de directives, règles de délégation et d'autres instruments, qui visent un contrôle strict des risques de crédit, tels qu'ils ont été définis dans le cadre de l'appétit au risque.

Belfius a défini des limites de crédit et des délégations de pouvoirs pour les divers types de risques de crédit. Elles sont suivies quotidiennement, rapportées trimestriellement aux organes administratifs et évaluées chaque année par le Risk Committee et le conseil d'administration.

Les limites de crédit reflètent le niveau de risque maximum qui est acceptable sur des contreparties individuelles et/ou des groupes économiques et traduisent ainsi l'appétit au risque de la Banque au niveau de la relation client individuelle. Les limites de crédit sont fixées sur la base du profil de risque du client, l'accent étant principalement (mais pas exclusivement) mis sur son rating interne. En plus des limites de crédit individuelles, Belfius Banque utilise également un nombre de guidelines « Portefeuille ».

Le processus de décision de crédit au sein de Belfius est constitué de trois niveaux différents :

- les décisions automatisées où la Banque confronte la demande de crédit du client à une série de paramètres techniques de risque et commerciaux ;
- les décisions déléguées, c.-à-d. les décisions prises par des collaborateurs à qui, intuitu personae et sur la base de la certification de leurs compétences de risque, des pouvoirs de décision ont été délégués ;
- la structure habituelle des comités de crédit.

Lors de l'octroi de crédits aux particuliers (essentiellement des crédits hypothécaires), aux indépendants et aux petites entreprises, des processus standardisés et automatisés sont principalement utilisés, dans lesquels les résultats des modèles de scoring et/ou de rating jouent un rôle important.

Lors de l'octroi de crédits aux moyennes et grandes entreprises ainsi qu'aux clients Public & Social, l'approche individualisée gagne en importance. Les analystes de crédit examinent le dossier de manière indépendante et définissent le rating interne du client. Un comité de crédit prend ensuite une décision sur la base de divers éléments tels que la solvabilité, la relation avec le client et les perspectives de ce dernier, la demande de crédit et le collatéral. Lors du processus d'analyse, les demandes de crédit sont minutieusement examinées et elles ne sont acceptées que si la perspective de continuité et la capacité de remboursement de l'emprunteur sont démontrées. Afin de soutenir le processus de décision de crédit, un RAROC (Risk Adjusted Return on Capital) est toujours calculé. Celui-ci mesure la rentabilité attendue de la transaction de crédit ou même la relation de crédit complète avec le client, et examine si le niveau de RAROC souhaité (Target Rate) est atteint. Dans cette optique, le RAROC est un instrument visant à différencier les risques et à guider la combinaison risque-rendement de manière optimale.

Belfius Banque a encore intensifié sa stratégie de proximité des clients en 2018. Cette approche apporte une valeur ajoutée significative à nos clients, quel que soit le segment dans lequel ils opèrent. Les comités de crédit et de risques sont régionalisés et la délégation des pouvoirs de décision aux équipes commerciales et de crédit régionales se poursuit en renforçant le principe « décision par la proximité ». Cela a abouti à une plus grande implication des différentes équipes dans le processus de prise de décision ainsi qu'une surveillance accrue de l'utilisation des pouvoirs délégués mentionnés ci-dessus.

La Banque surveille l'évolution de la solvabilité de ses emprunteurs tout au long du cycle de vie du crédit. Les différents portefeuilles de la ligne d'activités Retail & Commercial, pour lesquels la gestion des risques se base sur une approche de portefeuille, sont revus périodiquement. Le rating des clients, qui font l'objet d'une approche individualisée, est actualisé périodiquement, conformément au choix de la Banque en faveur des modèles AIRB (Advanced Internal Rating Based). Le processus de révision économique des dossiers de crédit garantit que des signaux de risque peuvent être détectés à temps et ensuite être surveillés et/ou traités. Ce processus de révision est organisé en ligne avec le « Credit Review Guideline », dans un cycle annuel, avec une analyse en profondeur pour les clients avec des expositions de crédit importantes et/ou des évolutions significatives (positives ou négatives) dans leur profil de risque.

### 3. Fondamentaux du risque de crédit en 2018

#### 3.1. Les activités bancaires au sein du métier Retail & Commercial

Le PIB de la Belgique a ralenti sa croissance en 2018 en comparaison avec l'année précédente. La croissance de l'emploi est cependant restée importante et l'inflation s'est à peine ralentie. Dans cet environnement, l'activité d'octroi de crédits au Retail & Commercial est demeurée à un niveau élevé dans le cadre d'une politique de crédits stable, à laquelle un certain nombre d'accents ont toutefois été ajoutés (voir ci-après).

La production de crédits à la consommation a augmenté de 20 % en 2018. C'est principalement le volume de crédits auto et crédits à usage privés qui a augmenté grâce à des actions commerciales. Les critères pris en compte pour l'octroi de crédits sont pour la plupart demeurés inchangés par rapport aux années précédentes et sont toujours basés sur la charte « Responsible Lending » de la fédération belge du secteur financier, Febelfin. La production de crédits à la consommation demandés via des canaux mobiles a atteint un rythme de croisière en 2018 ; 20 % des demandes de crédits à la consommation ont été introduites via l'application Belfius. Les règles d'évaluation des demandes de crédit sont toutefois restées fondamentalement identiques à celles utilisées pour les demandes de crédit effectuées via les canaux traditionnels. Belfius reste néanmoins très vigilante en ce qui concerne le profil de risque des demandes de crédit sur la plateforme mobile, tant en termes de risque de crédit que de risque de fraude.

La production de crédits hypothécaires est restée très soutenue en 2018, quasiment au même niveau que l'année précédente. La vague de remboursements anticipés (et le refinancement en interne corollaire) qui ont caractérisé 2015 et 2016 a ralenti progressivement en 2017 avant de quasiment disparaître en 2018. Toutefois, le portefeuille de crédits hypothécaires de Belfius a augmenté sensiblement en 2018 du fait de la progression du financement de nouveaux projets immobiliers (acquisitions et construction). La proportion de crédits affichant une quotité de financement plus élevée associée à une échéance plus longue a légèrement augmenté du fait de l'évolution de la répartition des produits (proportion plus élevée de crédits accordés aux accédants à la propriété plus jeunes). Malgré cette évolution, la qualité de crédit globale du portefeuille de crédits hypothécaires est demeurée excellente et a même légèrement progressé (comme en témoigne la probabilité de défaut moyenne).

Le niveau historiquement bas du risque du portefeuille de crédits hypothécaires se reflète également dans le coût du risque, qui reste également très bas. Le département Risques a poursuivi son contrôle renforcé des segments des crédits hypothécaires présentant un risque potentiel plus élevé (combinaisons de durées plus longues, quotités de financement plus élevées et rapports charges-revenus plus élevés, ainsi que les investissements locatifs). Les résultats de ce suivi sont présentés périodiquement par les voies de gouvernance appropriées (c'est-à-dire les différents comités liés au risque de crédit, y compris le comité de direction, le comité d'audit et le comité des Risques).

La Banque a, sur cette base, également pris des mesures pour que la production dans ces niches reste dans des limites strictes. Cette approche répond aux préoccupations exprimées par la Banque nationale de Belgique quant à l'évolution du marché belge de l'immobilier résidentiel et du crédit hypothécaire.

Belfius compte plus de 275 000 clients indépendants, professions libérales et petites et moyennes entreprises. Chacun d'entre eux peut compter sur l'accompagnement d'un Business Banker. L'approche de Belfius visant à faire prendre les décisions pour les crédits professionnels par les équipes locales proches du client a été étendue en 2018. Cette stratégie contribue à un meilleur service client. En outre, de nombreux tests et analyses statistiques révèlent que le risque reste sous contrôle. L'affinement continu de la logique de décision et le renforcement du contrôle des profils de risque détériorés portent donc leurs fruits. Grâce à la poursuite du projet « Go4Credits », Belfius a à nouveau renforcé en 2018 l'efficacité de son processus d'acceptation des crédits pour les activités commerciales.

La rentabilité et la solidité globales des PME belges ont relativement bien résisté, bien que celles-ci soient de plus en plus confrontées à une évolution des modes de consommation (par exemple, l'e-commerce). En 2018, selon Graydon, 10 714 sociétés ont été forcées de cesser leur activité, contre 10 831 en 2017, une diminution de 1,08 %. Cependant, le nombre de faillites (3 102) dans la Région de Bruxelles-Capitale est resté à un niveau très élevé. Ce chiffre est en augmentation de 14,8 % comparé à 2017, et présente un record absolu. La taille moyenne des entreprises en faillite a décliné considérablement en 2018. À peine 2 sociétés comptant plus de 100 employés ont fait faillite, une première. Par conséquent, le nombre de jobs à risque à la suite d'une faillite de l'employeur a diminué significativement plus vite que le nombre de faillites. Lorsque l'on examine la relation entre secteurs et jobs à risque dans le cadre d'une faillite, ce sont toujours les secteurs du catering et de la construction qui compte les plus grandes pertes d'emploi. Il existe cependant une différence fondamentale entre ces deux secteurs : le catering compte un niveau de jobs perdus jamais atteint tandis que le nombre de jobs à risque dans le secteur de la construction a diminué. Dans l'ensemble, le coût du risque pour les crédits professionnels de Belfius Banque se situe toujours à un niveau rendement-risque acceptable et dans les limites fixées. Belfius souhaite dès lors continuer à soutenir la production de crédits professionnels, en particulier à l'intention des starters et en stimulant les crédits à court terme. Dans le même temps, le département Risques continue de travailler à l'amélioration du processus concernant les clignotants afin de maintenir les risques dans ce segment sous contrôle.

### 3.2. Les activités bancaires au sein du métier Public & Corporate

En 2018, Belfius a continué de proposer une gamme élargie et intégrée de produits et services dédiés aux secteurs public et social, ainsi qu'aux moyennes et grandes entreprises. Grâce à sa connaissance approfondie de leurs besoins, Belfius a renforcé sa collaboration avec les clients des secteurs public et social tout en continuant de leur offrir des solutions nouvelles et sur mesure pour leur financement, leur gestion financière et leurs assurances. L'objectif de devenir le partenaire de référence des entreprises qui collaborent avec ces secteurs (Business-to-Government) a été concrétisé.

Le profil de risque du portefeuille de crédits « Public » est resté très bas. La plupart des communes belges ont présenté une balance des paiements en équilibre en 2018, ou même en surplus. Les autorités locales continuent de cette façon leur contribution collective aux surplus budgétaires du pays dans son ensemble. La décroissance de l'endettement des communes en 2018 est un autre fait remarquable, avec la diminution des charges d'intérêt (taux historiquement bas). Néanmoins, les autorités locales seront confrontées à quatre défis importants susceptibles d'avoir un impact financier significatif dans les années à venir :

- la croissance attendue des frais de pension liés aux employés statutaires ;
- l'évolution démographique (le vieillissement de la population en général et la croissance de la population dans les grandes villes) et la cohésion sociale ;
- l'impact du tax shift qui érode graduellement la base taxable de l'impôt sur le revenu ;
- la capacité d'investissement des autorités locales dans le cadre du Pacte de stabilité.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que le paysage local change rapidement. Tout comme les zones de police locales par le passé, les brigades de pompiers publiques sont transformées en une administration locale publique séparée. Les communes et provinces transfèrent de plus en plus d'activités spécifiques vers des sociétés autonomes. Les centres publics d'aide sociale créent de plus en plus d'associations pour gérer leurs activités de gardiennage, et 15 communes flamandes vont fusionner en 7 nouvelles communes début 2019. Dans le même temps, les provinces perdent une partie de leurs compétences et moyens financiers tandis que les communes et régions reprennent une partie de leurs attributions.

Du point de vue de la gestion des risques, le secteur hospitalier reste un point d'attention. Le secteur hospitalier continue à afficher une structure financière saine d'un point de vue agrégé, mais l'évolution des comptes de résultats est plus préoccupante. En particulier, les plus petits hôpitaux doivent lutter pour leur survie. Ils insistent sur la nécessité d'un financement alternatif avec plus de moyens pour leurs activités de soin. Pour l'instant, ils perdent de l'argent sur ces activités, ce qu'ils tentent de compenser par des bénéfices sur les appareils médicaux et la pharmacie. Le gouvernement n'est cependant pas prêt pour une telle réforme. Le ministre compétent demande d'abord une collaboration régionale, afin de développer sur cette base un secteur plus sain avec le même budget. Une première étape dans ce sens a été réalisée en novembre 2018. Un accord a été atteint sur la répartition des 25 futurs réseaux hospitaliers. Il y aura



13 réseaux en Flandre, 8 en Wallonie et 4 à Bruxelles. Les hôpitaux détermineront eux-mêmes avec qui et comment ils collaboreront. La clarté doit être faite au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2020. À ce moment-là, il devra être clairement établi quelles entités ferment et quels hôpitaux concentrent quelles activités.

L'activité Corporate de Belfius est axée sur des entreprises affichant un chiffre d'affaires supérieur à EUR 10 millions. Belfius a pris les mesures nécessaires pour assurer que sa croissance dans ce segment aille de pair avec une bonne qualité de crédit et des risques de concentration acceptables. La qualité de crédit des prêts Corporate est restée globalement stable en 2018, ce qui s'est traduit par un maintien du coût du risque à un niveau acceptable et inférieur aux limites fixées. La croissance réelle du PIB belge a ralenti légèrement en 2018 pour atteindre 1,5 %, sous l'effet de la normalisation du rythme d'investissement et du ralentissement des exportations. La consommation privée a néanmoins été soutenue par l'augmentation du pouvoir d'achat, en dépit du fait que la croissance de l'emploi a progressivement perdu de sa puissance. Les mesures protectionnistes ont souvent un effet négatif plus large que leur seul impact direct sur les pays concernés par les produits affectés, en raison de l'incertitude générée par de telles mesures et de l'interconnexion globale des chaînes de production. L'escalade dans les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis, mais également les difficultés budgétaires en Italie ou un hard Brexit pourraient affecter 2019. Belfius continue de surveiller activement les risques liés au Brexit et ses impacts potentiels sur ses portefeuilles. Jusqu'ici, ce monitoring n'a pas révélé d'éléments particulièrement préoccupants.

Belfius contrôle proactivement les secteurs à risques et a pris un certain nombre de mesures spécifiques concernant un nombre limité de secteurs vulnérables. En ce qui concerne le secteur maritime, Belfius Banque continue à s'adresser, comme les années précédentes, uniquement aux entreprises actives directement ou indirectement dans le secteur naval ayant une relation commerciale globale avec la Banque et un lien clair avec l'économie belge. La relation avec les entreprises qui ne répondent pas à ces critères a encore été considérablement réduite au cours de l'année 2018 principalement par le biais d'une action ciblée « pruning » qui avait déjà été lancée en 2017. Le risque de crédit résiduel sur ces sociétés a été réduit à un niveau négligeable. Le secteur maritime a connu en 2018 une consolidation sans précédent depuis 2014. Avec des coûts en croissance et des investisseurs private equity cherchant à sortir de ces investissements, la consolidation devrait se poursuivre.

Le financement immobilier, tant résidentiel que commercial, représente une activité importante de Belfius. Par ailleurs, également dans l'industrie, l'activité de crédits immobiliers continue d'augmenter considérablement. L'évolution du financement immobilier au cours des dernières années doit être considérée au regard des facteurs suivants : l'environnement prolongé de taux d'intérêt bas, le fait que les banques belges disposent d'un portefeuille de dépôts important et sont confrontées à une quête de rendement, et l'augmentation du ratio d'endettement brut des ménages belges, qui a récemment dépassé le ratio moyen de la zone euro. Préoccupée par la conjugaison de ces facteurs, la Banque nationale de Belgique craint une bulle de l'immobilier (résidentiel) belge et une menace de forte croissance

des volumes associées à des critères d'octroi de crédit potentiellement moins rigoureux, à des marges plus réduites et à de faibles provisions. Belfius est consciente de ces difficultés potentielles et applique depuis longtemps des critères stricts d'octroi et d'acceptation de crédit (quotité de financement, durée, évaluation du collatéral) pour les transactions nouvelles, et contrôle de près les projets, tant pour le financement immobilier résidentiel que commercial. L'exposition de Belfius aux crédits immobiliers est jugée bien diversifiée en termes de types d'actifs sous-jacents, de concentrations individuelles et de répartition géographique.

Enfin, il est à noter que Belfius a encore renforcé sa gestion de portefeuille courant 2018, tout d'abord en vendant progressivement les expositions plus risquées et/ou qui ne sont plus considérées comme stratégiques (par exemple, les activités maritimes sans relation commerciale), mais également en développant des programmes de couverture et de partage du risque.

### 3.3. Les activités des assurances

La responsabilité de la gestion du risque crédit de Belfius Insurance est confiée à ses propres équipes de Risk Management. Toutefois, cette mission est réalisée en collaboration avec les équipes de Belfius Banque en charge du risque crédit et alignée sur les directives de la gestion du risque crédit qui s'appliquent à l'ensemble du groupe Belfius. Ceci signifie entre autres que les limites de crédit sont fixées au niveau consolidé et que les transferts de limites entre la Banque et la compagnie d'assurances sont autorisés, sous réserve de l'accord des deux parties. Les CRO de Belfius Banque et de Belfius Insurance coordonnent ensemble les demandes.

### 3.4. Les activités des Marchés financiers

La mission de l'activité Marchés financiers est bien entendu alignée sur celle de Belfius Banque, à savoir fournir à nos clients et à l'économie belge des services financiers essentiels. Parallèlement à cet objectif général, l'activité Marchés financiers joue le rôle de centre de compétences et de services pour Belfius. Dans ce contexte, les risques et les rendements générés par l'activité Marchés financiers sont réaffectés aux métiers Retail & Commercial et Public & Corporate. L'activité Marchés financiers complète ainsi l'offre des métiers à la clientèle dans une perspective de relation à long terme et dans le but d'assurer une commercialisation rapide et efficace des nouveaux produits. Les produits novateurs de l'activité Marchés financiers contribuent également au profil de liquidité de la Banque à travers la gestion de financement wholesale à court et long terme et la gestion des portefeuilles d'investissement ALM LCR et Yield (gestion en run-off du portefeuille hérité du passé).

Les risques de crédit inhérents à l'activité Marchés financiers sont suivis dans le cadre des limites du risque de crédit, qui fait partie du cadre de l'appétit au risque. Les limites pour chaque contrepartie et chaque pays sont suivies par la direction FM Risk Management afin de limiter la concentration des risques.

Le risque de crédit inhérent à l'activité Marchés Financiers est resté stable en 2018. Néanmoins, durant le dernier trimestre de l'année, les problèmes liés au plan budgétaire italien, les craintes



d'un hard Brexit et la guerre commerciale américano-chinoise ont pesé sur les marchés financiers et augmenté leur volatilité. Nos principales concentrations restent les obligations inflatées sur des sociétés britanniques et des obligations d'État italiennes, qui présentent une qualité de crédit satisfaisante et font l'objet d'une surveillance particulière. L'année 2018 a également été marquée par une poursuite du de-risking, notamment la vente de plus de EUR 1 milliard d'obligations d'État italiennes, et par le déboucement et la compression des dérivés (diminution de EUR 133 milliards – notionnel restant à fin 2018 : EUR 318 milliards).

L'activité money market a été influencée par le maintien d'un environnement de taux d'intérêt bas, la volatilité du collatéral et un environnement difficile en termes de rentabilité du réinvestissement du buffer de liquidité.

### 3.5. Le processus de Risk Management en matière de Forbearance, Watchlist, Défaut et Réductions de valeur

Belfius applique depuis début 2018 les règles de provisionnement imposées par IFRS 9. Une provision est prise pour chaque prêt, dès son octroi, pour un montant équivalant à la perte de crédit attendue sur 12 mois, soit la perte résultant de la probabilité d'un défaut endéans les 12 mois. Si le prêt affiche une détérioration significative de son risque de crédit depuis son émission, la provision doit couvrir la perte attendue lifetime, c'est-à-dire la perte résultant d'un défaut possible sur la durée de vie résiduelle du prêt (voir chapitre dédié à la méthodologie de provisionnement IFRS 9).

La détection de modifications des risques de crédit au moyen d'un processus efficace et performant ainsi que la constitution ou non de provisions sont des piliers importants d'une gestion des risques de crédit efficace. Belfius encadre ce processus au moyen d'un ensemble cohérent de Risk Policies et Guidelines, comités de risque et procédures opérationnelles.

La Watchlist Guideline définit quels clignotants internes et externes indiquent un risque de crédit accru, ce qui peut donner lieu à un suivi plus intensif du dossier de crédit concerné. Les dossiers placés sous plus haute surveillance sont soumis chaque trimestre (ou plus fréquemment si nécessaire) au comité de risque qui, le cas échéant, décide des mesures de risque appropriées.

Les directives de l'Autorité bancaire européenne (ABE) en matière de Forbearance – élaborées afin de permettre une analyse meilleure et plus structurée de la qualité du portefeuille de crédits et donc également du profil de risque de toutes les banques européennes – sont déjà traduites depuis 2014 dans une Guideline de Belfius et sont intégrées dans le rapport financier et des risques de la Banque. Concrètement, Forbearance revient à octroyer des concessions aux emprunteurs qui connaissent des difficultés financières. Ces concessions peuvent prendre la forme d'une adaptation de contrat de crédit ou d'un refinancement. Des critères spécifiques, qui forment une traduction concrète des notions de « difficultés financières » et de « concession », ont été définis pour chacun des segments business. Lors de l'octroi d'une concession, la Banque se laisse toujours guider par un certain nombre de motivations, qui sont en

premier lieu de nature économique. Le fait d'octroyer de telles concessions est l'un des indicateurs Watchlist chez Belfius.

Fin 2018, un montant de EUR 668 millions de crédits répondait à la définition de Forbearance, dont EUR 44 millions pour l'activité Belfius Insurance, comparé respectivement à EUR 652 millions et à EUR 34 millions en 2017. Face à ce volume de crédits Forbearance, des provisions Stages 1, 2 ou 3 adéquates ont été comptabilisées via les processus de risque habituels.

À mesure que la solvabilité d'une contrepartie s'affaiblit, des indicateurs peuvent être activés qui font évoluer dans le système interne de risques la contrepartie concernée vers un statut de défaut. Selon la gravité des indicateurs, qui montrent le degré de probabilité de défaut de la contrepartie, il est question d'un statut D1 ou D2 chez Belfius. Ces indicateurs sont décrits dans la Default Guideline. Le comité de défaut du département Risques est compétent pour déterminer le statut de défaut d'une contrepartie. En 2018, comme c'était le cas en 2017, la BCE a porté une attention accrue aux « non-performing loans (NPL) ». Sur le plan européen, le ratio NPL de Belfius pour les différentes classes d'actifs reste à un niveau très bas.

Dès qu'une contrepartie est classée en défaut, une évaluation est réalisée, comme élément fondamental du processus de gestion des risques, de la nécessité de comptabiliser une réduction de valeur spécifique dans les dossiers de crédit. Cette évaluation examine en premier lieu si et dans quelle mesure les garanties dont dispose Belfius suffisent pour rembourser l'exposition au risque de crédit et ce, dans les divers scénarios possibles (allant de la continuité de l'entreprise au recouvrement actif). Ce sont les comités d'Impairment qui procèdent à cette évaluation et qui, le cas échéant, décident de comptabiliser une réduction de valeur spécifique.

Pour les portefeuilles de crédit de la ligne d'activités Retail & Commercial, pour lesquels la gestion des risques se base plutôt sur une approche par portefeuille, les mêmes principes sont valables, mais appliqués de manière moins granulaire et plus automatisée.

## 4. Exposition au risque de crédit

L'exposition totale en cas de défaut (Full exposure at default (FEAD)) exprime l'exposition maximale au risque de crédit et est déterminée comme suit :

- pour les actifs du bilan (autres que les dérivés) : la valeur comptable brute (avant ajustement pour risque de crédit) ;
- pour les dérivés : la juste valeur des dérivés après compensation, majorée de l'exposition future potentielle (calculée selon la méthode de l'exposition courante, ou « add-on ») ;
- pour les titres achetés (Repos and Reverse Repos) : la valeur comptable complétée par le collatéral excédentaire donné pour les titres vendus avec un engagement de rachat (Repos) ;
- pour les engagements hors bilan : soit la partie non tirée de la facilité soit l'engagement maximum de Belfius au titre des garanties données à des tiers.

## Répartition du risque de crédit par contrepartie

(FEAD, en millions d' EUR)	31/12/17 IAS 39	31/12/18 IFRS 9	Dont	
			Banque	Assurance
Souverains	24 799	20 488	14 662	5 827
<i>dont obligation d'État</i>	12 900	9 625	4 014	5 611
Secteur public	47 375	45 694	43 807	1 887
Entreprises	29 509	32 904	31 574	1 330
Assureurs Monoline	3 517	4 519	4 519	-
ABS/MBS	997	840	736	104
Financement de projets	2 034	2 222	2 222	-
Particuliers, indépendants et PME	45 168	47 917	44 356	3 561
Établissements financiers	19 656	12 145	10 892	1 253
Autres	745	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>173 802</b>	<b>166 729</b>	<b>152 768</b>	<b>13 962</b>

Les risques de crédit rapportés par Belfius sont basés sur un périmètre de consolidation reprenant les filiales entièrement consolidées de Belfius, y compris Belfius Insurance.

Au 31 décembre 2018, l'exposition totale au risque de crédit au sein de Belfius atteignait EUR 166,7 milliards, soit EUR 7,1 milliards de moins (4,1 %) qu'à fin 2017.

Au niveau de la Banque, l'exposition totale au risque de crédit a diminué de 3,1 % à EUR 152,8 milliards. Au niveau de Belfius Insurance, l'exposition totale au risque de crédit a diminué de 13,3 % pour atteindre EUR 14,0 milliards fin 2018.

L'exposition au risque de crédit sur les entités du secteur public et les institutions qui bénéficient de garanties de ces entités (27 % du total) forme l'une des deux principales catégories, l'autre étant la catégorie des particuliers, des indépendants et des PME (29 % du total).

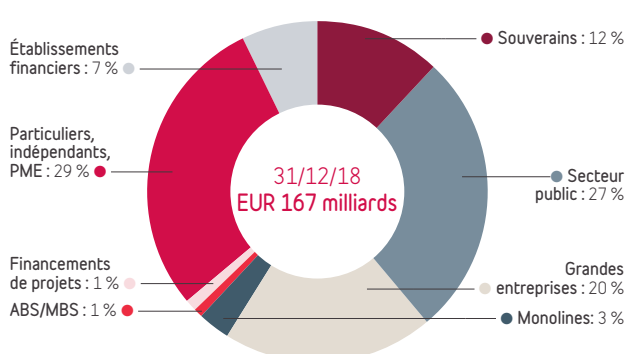
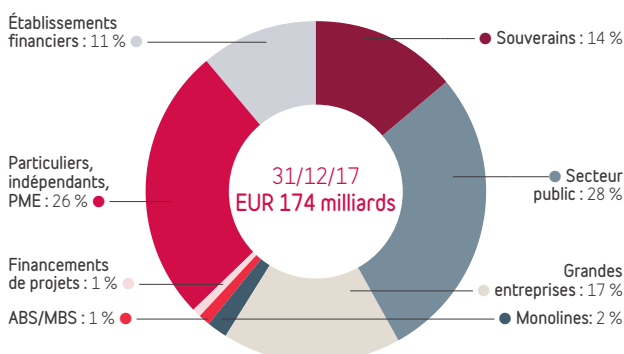
L'exposition au risque de crédit sur les entités du secteur public a baissé de EUR 1,7 milliard tandis qu'une hausse de EUR 2,7 milliards a été observée sur l'exposition au risque de crédit des particuliers, des indépendants et des PME, à la suite d'une augmentation des activités commerciales.

L'élargissement des activités Corporate de Belfius se traduit également par une exposition au risque de crédit plus élevée (+EUR 3,4 milliards), conduisant à une augmentation de la part relative de ce segment de 17 % fin 2017 à 20 % fin 2018.

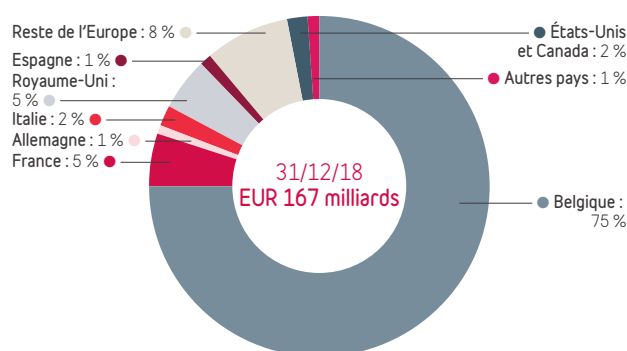
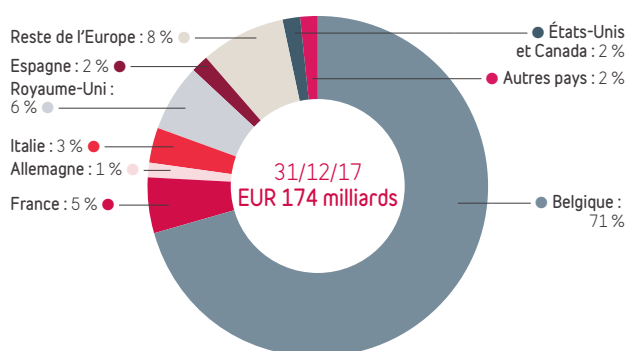
La part relative du segment des autorités centrales est passée de 14 % fin 2017 à 12 % fin 2018. Cette baisse découle directement de la vente d'obligations d'État italiennes et belges durant le premier trimestre 2018, ainsi que de la baisse des liquidités excédentaires déposées auprès de la Banque nationale de Belgique. Au sein de ce segment, le risque de crédit propre aux obligations d'État a diminué pour passer de EUR 12,9 milliards fin 2017 à EUR 9,6 milliards fin 2018. Plus de la moitié (54 %) du portefeuille d'obligations d'État reste investie dans des titres belges. Si, au niveau de la Banque, les obligations de l'État belge représentent 40 % du portefeuille total des obligations souveraines, la part relative avoisine 64 % chez Belfius Insurance.

L'exposition au risque de crédit sur les institutions financières a diminué de EUR 7,6 milliards en 2018 et s'élève à 7 % fin 2018 contre 11 % fin 2017, à la suite de l'incorporation du collatéral excédentaire reçu dans le netting des dérivés. Le risque crédit sur les assureurs Monoline sur les obligations d'émetteurs principalement actifs dans les projets d'infrastructure et les équipements d'utilité publique est

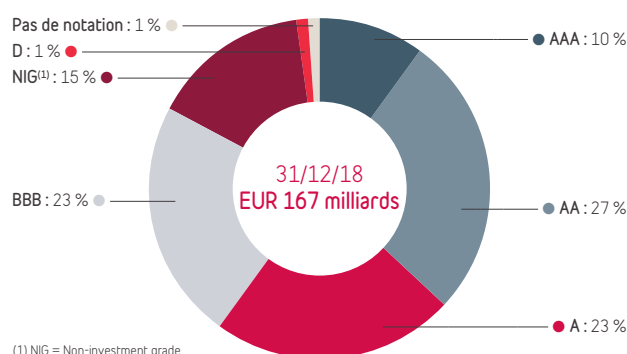
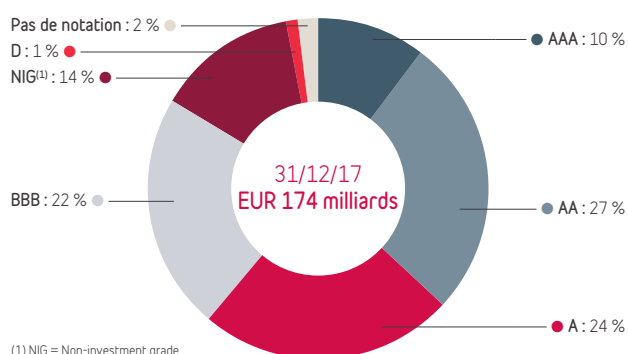
## Répartition du risque de crédit par contrepartie



## Répartition du risque de crédit par zone géographique



## Répartition du risque de crédit par notation



essentiellement un risque indirect provenant de garanties de crédit octroyées par Belfius Banque et réassurées par des assureurs Monoline. Durant l'année 2018, la part relative des assureurs Monoline a augmenté de 2,0 % fin 2017 à 2,7 % fin 2018. La hausse est notamment liée à l'extension de certaines garanties et au fait que pour certaines garanties existantes, la garantie a substitué le risque sous-jacent à partir de 2018 à la suite d'une détérioration de la qualité de crédit du sous-jacent et/ou de l'amélioration de la qualité de crédit de la garantie.

Les positions Belfius sont surtout concentrées dans l'Union européenne : 96 % ou EUR 146,1 milliards au niveau de la banque et 98 % ou EUR 13,7 milliards pour Belfius Insurance. 75 % du total de l'exposition au risque de crédit se situe en Belgique, 5 % au Royaume-Uni et en France, 2 % en Italie et aux États-Unis et Canada et 1 % en Allemagne et en Espagne.

L'exposition au risque de crédit sur les contreparties de Belfius au Royaume-Uni s'élevait à EUR 8,8 milliards. Près de la moitié de cette exposition au risque de crédit concernent des obligations, dont

quasiment deux tiers sont indexées sur l'inflation, d'émetteurs actifs dans l'infrastructure et les services d'utilité publique au Royaume-Uni et qui sont présents dans des secteurs réglementés tels que la distribution d'eau, le gaz et d'électricité. La qualité de crédit de ces obligations est satisfaisante (100 % investment grade). En outre, la majorité des obligations en circulation sont couvertes par une protection de crédit émise par un assureur de crédit indépendant de l'émetteur. Le reliquat concerne le portefeuille obligataire de Belfius Insurance, un portefeuille à court terme destiné à la gestion de trésorerie de Belfius Banque et des créances sur des chambres de compensation. La qualité de crédit de ces portefeuilles est également satisfaisante.

L'exposition au risque de crédit sur les contreparties de Belfius en Italie a diminué de EUR 5,6 milliards fin 2017 à EUR 2,5 milliards fin 2018, dont EUR 2,2 milliards concernent des obligations d'État italiennes.

Fin décembre 2018, 82 % du total de l'exposition au risque de crédit avait un rating interne investment grade (IG).

Qualité des actifs <sup>(1)</sup> (en millions d'EUR, sauf mention contraire)	31/12/17 IAS 39	01/01/18 <sup>(2)</sup> IFRS 9	31/12/18 IFRS 9
Prêts et créances bruts sur la clientèle (évalués au coût amorti)	91 520	84 535	90 786
Prêts et créances dépréciés sur la clientèle (évalués au coût amorti)	1 822	1 822	1 863
Étape 3 - Dépréciations sur les prêts et créances sur la clientèle (auparavant : dépréciations spécifiques)	1 153	1 153	1 147
Ratio de qualité des actifs <sup>(3)</sup>	1,99 %	2,15 %	2,05 %
Ratio de couverture <sup>(4)</sup>	63,3 %	63,3 %	61,6 %
Étapes 1 & 2 - Dépréciations sur les prêts et créances sur la clientèle (auparavant : dépréciations collectives)	310	322	337

(1) Y compris Belfius Insurance.

(2) En raison de l'application d'IFRS 9 et de la nouvelle présentation du bilan (les obligations dans la rubrique « Prêts et créances sur la clientèle » ont été transférés dans la rubrique « Titres de créance et Instruments de capitaux propres »), la présentation et les chiffres du 31 décembre 2017 sont différents du bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Nous renvoyons aux tableaux de transition vers IFRS 9 pour une description détaillée.

(3) Rapport entre les prêts et créances dépréciés sur la clientèle et l'encours des prêts et créances bruts sur la clientèle.

(4) Rapport entre les dépréciations Étape 3 et les prêts et créances bruts sur la clientèle.

## 5. Qualité des actifs

Fin 2018, le montant des prêts et créances dépréciés sur la clientèle s'élève à EUR 1 863 millions, soit une légère hausse de 2,3 % par rapport au 01/01/2018. Néanmoins, le ratio de qualité des actifs s'est amélioré, passant de 2,15 % à 2,05 % à la suite de l'augmentation importante (+7,4 %) des prêts et créances. En 2018, les provisions Stage 3 (auparavant : provisions spécifiques) sont restées stables. En conséquence, le ratio de couverture a légèrement baissé à 61,6 % fin 2018. Les provisions Stage 1 et 2 sur les prêts et créances (auparavant : dépréciations collectives) ont augmenté de EUR 15 millions depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour s'établir à EUR 337 millions en fin d'année.

## RISQUE DE MARCHÉ

### 1. Aperçu

#### 1.1. Définition du risque de marché

De manière générale, le risque de marché se définit comme étant le changement défavorable potentiel affectant la valeur d'un portefeuille d'instruments financiers à la suite de variations des prix de marché, de modifications de la liquidité de l'instrument, de la volatilité des niveaux des prix de marché ou de changements dans les corrélations entre les niveaux des prix du marché.

Belfius applique une gestion du risque de marché pour toutes les activités liées aux marchés financiers de la Banque. Cette gestion couvre le risque de taux d'intérêt, le risque de spread et de crédit/liquidité y afférent, le risque de change, le risque lié aux actions (ou risque de prix), le risque d'inflation et le risque lié au prix des matières premières.

Le risque de marché de Belfius Insurance est géré séparément par son ALCo. L'ALCo stratégique de Belfius Insurance prend les décisions stratégiques affectant les bilans des compagnies d'assurances et leur rentabilité financière compte tenu de l'appétit au risque prédéfini avec Belfius Banque et Belfius Insurance (position ALM directionnelle pour les risques de taux d'intérêt, risques liés au prix des actions et risque immobilier, risque de volatilité et risque de corrélation).

#### 1.2. Types de risques

Les sources de risque de marché sont des changements dans les niveaux :

- des taux d'intérêt ;
- des spreads de crédit (risque de taux spécifique) et de liquidité ;
- de l'inflation ;
- des taux de change ;
- des prix des actions ;
- des prix des matières premières

et les facteurs de risque y afférents comme la volatilité ou la corrélation.

Le risque de taux d'intérêt peut se définir comme étant la variation de valeur de l'actif ou du passif de la Banque à la suite de modifications de taux d'intérêt dans le marché. Il se manifeste essentiellement dans les instruments de dette, les produits dérivés qui ont des instruments de dette comme sous-jacents et dans d'autres produits dérivés dont les valeurs sont liées aux taux d'intérêt du marché.

Les risques de spread de crédit et de liquidité sont les risques de modification de la valeur d'un portefeuille due à la variation des spreads même si la qualité de crédit (la notation) demeure inchangée. Le spread d'une position est ce spread unique qui doit être ajouté à l'ensemble de la courbe zéro-coupon (swap) afin d'obtenir des facteurs d'actualisation pour arriver à la valeur actuelle des flux de trésorerie attendus correspondant à la juste valeur actuelle de la position.

Le risque de change est le risque potentiel que des variations de taux de change affectent défavorablement la valeur d'un instrument financier ou d'un portefeuille. Bien que les taux de change soient un facteur de risque de marché distinct, l'évaluation des instruments en devises nécessite généralement de connaître l'évolution tant des taux de change spot que des taux d'intérêt.

Le risque lié au prix des actions est le risque de voir des changements défavorables affecter la valeur des participations en actions d'une institution. Le risque lié au prix des actions se subdivise souvent en deux catégories : un risque général lié aux actions (non diversifiable) et un risque spécifique (diversifiable).

Le risque lié au prix des matières premières est le risque de voir des changements défavorables affecter la valeur des instruments financiers liés aux matières premières d'une institution. Ce risque est très différent des autres facteurs de risque de marché, étant donné que la plupart des matières premières sont traitées sur des marchés où la concentration de l'offre accroît la volatilité des prix. Le risque lié aux matières premières est cantonné chez Belfius aux certificats d'émission de CO<sub>2</sub>.

## 2. Les activités Marchés non financiers

### 2.1. Politique en matière de gestion du bilan

La gestion de l'exposition structurelle aux risques de marché (notamment le risque de taux d'intérêt, le risque lié aux actions, le risque immobilier et le risque de change) est également dénommée gestion ALM (Asset and Liability Management). Le risque structurel de Belfius Banque découle du déséquilibre entre ses actifs et ses passifs en termes de volumes, de durées et de sensibilité aux taux.

Il appartient au conseil d'administration de Belfius de définir la tolérance stratégique au risque, notamment la tolérance au risque pour les risques de marché dans des activités de marchés non financiers. Le comité de direction de Belfius Banque et de Belfius Insurance sont responsables de la gestion des risques de taux de Belfius dans les limites de la tolérance au risque précitée et conformément au cadre réglementaire.

La responsabilité opérationnelle de la gestion ALM effective est déléguée au Asset & Liability Comité (ALCo). L'ALCo gère le risque de taux, de change et de liquidité du bilan, respectivement de la banque et de l'assureur, dans un cadre de limites normatives et rapporte au comité de direction. Les dossiers importants sur le plan stratégique sont soumis au comité de direction pour décision finale avant toute mise en œuvre.

L'ALCo de la Banque est responsable du pilotage et du suivi des engagements bilantaires et hors bilan et dans ce cadre, il met l'accent sur :

- la création d'un flux de revenus stable ;
- le maintien de la valeur économique ;
- la constitution d'un financement robuste et durable.

L'ALCo se réunit régulièrement sous la direction du Chief Financial Officer (CFO), en présence du Chief Risk Officer (CRO) et des membres du comité de direction responsables des métiers commerciaux (ou de leur représentants).

L'ALCo de Belfius Insurance joue un rôle identique pour l'activité d'assurances, et poursuit les mêmes objectifs, mais en portant une attention particulière à la valeur économique et à la solvabilité selon la réglementation Solvency II. Le calcul des indicateurs de risque repose sur une méthodologie harmonisée au niveau de Belfius, assortie de facteurs spécifiques à Belfius Insurance en matière de gestion du risque.

### 2.2. Risque de taux

#### 2.2.1. Risque de taux des activités bancaires

En ce qui concerne le risque de taux, Belfius Banque poursuit, dans un cadre bien défini de limites internes et réglementaires, une gestion prudente du risque inhérent à ses positions de taux dans le portefeuille bancaire en mettant clairement l'accent sur la création de revenus stables et la préservation de la valeur économique du bilan. Ceci est fait selon une approche de macrocouverture, en examinant attentivement les couvertures naturelles existant dans le bilan de la Banque.

La gestion des dépôts sans échéance fixe (comme les comptes à vue et d'épargne) et des produits non porteurs d'intérêts recourt à des techniques de Replicating Portfolio. Les hypothèses sous-jacentes concernant l'échéance attendue, la période à taux fixe et l'évolution des tarifs font l'objet d'un suivi permanent et sont, si nécessaire, adaptées par l'ALCo. Les options de taux implicites telles que le risque de remboursement anticipé, sont évaluées sur la base de modèles comportementaux.

Le risque de taux prend deux formes : la volatilité de la valeur économique et la volatilité des revenus. La mesure de ces deux formes est complémentaire pour appréhender l'ampleur du risque de taux dans le portefeuille bancaire.

L'objectif de l'ALM est de protéger les revenus nets d'intérêts contre les pressions à la baisse dans un environnement actuel de taux historiquement bas, tout en respectant les limites imposées sur les variations de valeurs économiques.

Les indicateurs de la valeur économique rendent compte de l'effet à long terme des variations des taux d'intérêt sur la valeur économique de la Banque. La sensibilité au taux de la valeur économique mesure le changement net de la valeur économique du bilan ALM si le taux d'intérêt varie de 10 points de base sur l'ensemble de la courbe. La sensibilité de l'ALM à long terme s'élève à EUR -15 millions / 10 points de base au 31 décembre 2018 (contre EUR -34 millions / 10 points de base au 31 décembre 2017) sans les positions de taux de Belfius Insurance et des fonds de pension de Belfius Banque.

Les indicateurs Earnings at Risk (EaR) traduisent l'effet à court terme des variations des taux d'intérêt sur les revenus de la Banque. Dès lors, les variations de taux d'intérêt affectent donc aussi, indirectement à travers la rentabilité, la solvabilité à court terme. Une hausse de 50 points de base des taux d'intérêt a un impact positif sur les produits d'intérêt nets (avant impôts) de EUR +60 millions sur le portefeuille de l'exercice suivant et un effet cumulé de EUR +175 millions sur une période de trois ans tandis qu'une baisse de 35 points de base mènerait à un impact négatif de EUR -44 millions l'exercice suivant et un effet cumulé de EUR -189 millions sur une période de trois ans.

Outre les risques liés aux variations directionnelles de taux d'intérêt, le risque de courbe, dû à la pentification ou à l'aplatissement de la courbe des taux d'intérêt, est surveillé par l'ALCo dans un cadre normatif. Il en va de même pour le risque de base entre les taux Euribor et Eonia et le risque de base entre devises.

Le faible niveau des taux d'intérêt exerce une pression considérable sur le modèle de transformation standard de la Banque. D'une part, les intérêts versés aux déposants restent proches de zéro ou ne peuvent légalement même pas descendre sous les 11 points de base, alors que les intérêts reçus sur les prêts commerciaux sont constamment revus à la baisse à la suite des taux du marché et des pressions concurrentielles. D'autre part, les clients ont continué à refinancer et à rembourser anticipativement leurs prêts hypothécaires. En outre, la politique de taux d'intérêt négatifs de la BCE augmente le coût du collatéral pour les contrats dérivés servant à couvrir l'exposition de la Banque au risque de taux d'intérêt.

### 2.2.2. Risque de taux pour les activités d'assurances

L'objectif consiste à gérer et à limiter la volatilité du compte de résultats que peuvent provoquer les mouvements des taux d'intérêt et à préserver la valeur économique du capital des actionnaires. Ainsi, Belfius Insurance ne prend aucune position comprenant un risque de taux d'intérêt élevé.

La duration, qui reflète la sensibilité de la valeur du bilan aux taux d'intérêt, est le principal outil de mesure du risque de taux d'intérêt. Les sensibilités partielles et globales du risque de taux d'intérêt par intervalle de temps constituent des indicateurs plus précis. Ces divers indicateurs sont suivis au sein de l'ALCo.

Les limites en matière de risque de taux d'intérêt sont approuvées par le comité de direction et le conseil d'administration. Elles sont, dans le cadre de la gestion des actifs, traduites dans l'Investment Framework, et suivies par l'ALCo.

Belfius Insurance s'en tient à sa stratégie ALM, qui consiste à maintenir la duration des actifs et des passifs à des niveaux pratiquement identiques. L'actuelle faiblesse des taux n'a donc qu'un impact limité sur les actifs et passifs existants.

Néanmoins, le niveau persistant de taux d'intérêt historiquement bas ne permet plus à Belfius Insurance d'offrir à sa clientèle des assurances intéressantes d'investissement dans les Branches 21 et 26. C'est pourquoi différentes initiatives ont été prises de manière à offrir à nos clients la possibilité de renforcer la sécurité de leurs investissements en Branche 23 via le concept de Branche 44.

### 2.2.3. Risque de taux global pour le groupe Belfius

Le tableau ci-après montre, pour le groupe Belfius, l'impact sur la valeur de l'actif net ainsi que les Earnings at Risk pour l'exercice suivant d'un mouvement parallèle à la hausse de respectivement 10 points de base et 50 points de base de la courbe des rendements.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>BELFIUS BANQUE</b>		
Sensibilité (+10 pb)	(34 179)	(15 441)
Earnings at risk (+50 pb)	37 436	59 864
<b>BELFIUS INSURANCE</b>		
Sensibilité (+10 pb)	16 560	10 874
Earnings at risk (+50 pb)	2 743	2 347

## 2.3. Risque lié aux spreads de crédit

Le risque lié aux spreads de crédit des activités des marchés non financiers est traité à la section « Risque de crédit ».

Le portefeuille souverain et de crédits est géré par les départements d'investissement sous la supervision des ALCo respectifs de Belfius Banque et Belfius Insurance. Sa gestion est effectuée conformément à un cadre de risque géré par le département Risques. Le cadre donne des directives sur les risques pour les investissements. Il définit l'appétit au risque et les limites opérationnelles afin de veiller à la qualité de crédit du portefeuille de crédits dans les limites bien définies et à une saine diversification (par exemple entre secteurs d'activité ou pays). Une analyse de sensibilité et des stress tests sont régulièrement effectués.

Chez Belfius Insurance, le risque lié aux spreads de crédit a été pleinement intégré à la gestion des risques. En effet, dans le cadre de Solvency II, le risque lié aux spreads de crédit est devenu plus que jamais un facteur déterminant de la solvabilité de la compagnie d'assurances, tant pour la sensibilité de la valeur économique du bilan que pour les exigences de fonds propres.

## 2.4. Risque lié aux marchés d'actions

La majeure partie du risque de Belfius lié aux actions se situe dans le périmètre des assurances, étant donné le très faible portefeuille d'actions de l'entité bancaire.

Le risque lié aux actions contribue également de façon importante à la sensibilité de la valeur de l'actif net et aux exigences de fonds propres de la compagnie d'assurances. Le portefeuille d'actions est géré par une équipe chargée de l'investissement sous la supervision de l'ALCo. Les investissements sont de nouveau réalisés dans le respect des directives sur les risques et des limites opérationnelles conformément à l'appétit au risque de Belfius Insurance.

Les outils de gestion du risque de marché comprennent notamment des Stress Tests qui fournissent une indication de la perte potentielle en valeur du marché dans différents scénarios et de la solidité des ratios de solvabilité.

Le tableau ci-dessous montre la sensibilité des prix du portefeuille d'actions de Belfius Insurance à un choc baissier de 30 %.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>BELFIUS INSURANCE</b>		
Valeur de marché des actions et titres assimilés	583 819	492 831
Valeur de marché des actifs immobiliers cotés	501 502	318 592
Choc baissier de 30 %	(325 596)	(243 427)
VaR (99 %, 10 jours)	35 720	53 400



## 2.5. Risque lié aux marchés immobiliers

Les investissements immobiliers sont des transactions offrant des rendements stables à long terme, principalement sur le marché belge. Ainsi, ces investissements doivent être considérés comme un moyen d'optimiser le profil risque/rendement du portefeuille d'investissement et sont affectés à l'activité d'assurance vie à long terme.

Le tableau ci-après présente la sensibilité des prix du risque immobilier de Belfius Insurance à un choc baissier de 15 %.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>BELFIUS INSURANCE</b>		
Valeur de marché	592 835	645 291
Choc baissier de 15 %	(88 925)	(96 794)

## 2.6. Risque de change

Le risque de change n'est pas significatif chez Belfius Insurance, où moins d'un pour cent du total de la valeur de marché du portefeuille est libellé en devises étrangères. La possibilité de détenir des positions en devises est en effet volontairement limitée par l'Investment Framework.

Le risque de change actuel provient des positions en couronne danoise (Danish mortgage bonds), dont la valeur est dans une large mesure liée à celle de l'euro. L'exposition à la couronne danoise a augmenté de EUR 7,5 millions en 2018.

## 2.7. Fonds de pension

Des rapports spécifiques portant sur les fonds de pension sont présentés aux comités d'investissement de ces fonds à la suite de la délégation donnée par l'ALCo. Ces comités d'investissement analysent l'impact des risques liés aux taux d'intérêt, à l'inflation et aux actions.

## 3. Les activités Marchés financiers

L'activité Marchés financiers englobe les activités axées sur la clientèle et les opérations de couverture de Belfius Banque. Belfius Insurance n'entreprend pas d'activité sur les marchés financiers, mais fait appel à Belfius Banque ou à d'autres établissements pour répondre à ses besoins en matière de produits financiers.

### 3.1. Gestion des risques

Afin de gérer efficacement les risques de marché de Belfius Banque, la direction FM Risk Management a identifié les principes suivants comme étant les piliers importants de la gestion des risques liés aux activités de Marchés financiers (FM) :

- une organisation efficace permettant une identification, une analyse et un reporting précis des différents risques auxquels Belfius Banque est exposée ainsi que la formation continue des collaborateurs afin qu'ils soient au fait des dernières évolutions en matière de théories, réglementations, systèmes de mesure ou changements intervenant dans le marché ;

- un cadre de limites robuste avec des limites spécifiques par activité ou par facteur de risque, cadre respecté par tous les acteurs impliqués dans les activités de marché. Outre les limites VaR ou les Triggers sur résultats, d'autres systèmes de contrôle sont utilisés pour la gestion des risques :

- limites sur les montants nominaux ;
- limites sur les durées ;
- limites sur les types de produits ;
- limites sur les sensibilités (les « Greeks » : delta...) ;
- back testing ;
- stress tests.

- enfin, ce cadre est régulièrement soumis pour contrôle au FM Risk Committee afin d'être en ligne avec l'appétit au risque défini par le conseil d'administration de Belfius Banque.

### 3.2. Mesure du risque

Le concept de Value-at-Risk (VaR) est utilisé comme principal instrument de mesure pour exprimer le risque de marché encouru par Belfius Banque. La VaR mesure la perte maximale de valeur actuelle nette (Net Present Value – NPV) que la Banque peut subir sur son portefeuille dans des conditions de marché normales et/ou historiques sur une période de dix jours avec un intervalle de confiance de 99 %. Les risques suivants sont suivis à l'aide d'une VaR :

- le risque d'intérêt et de change : cette catégorie de risque est suivie au moyen d'une VaR historique sur la base d'un modèle interne approuvé par la Banque nationale de Belgique. L'approche de simulation historique consiste à gérer le portefeuille par le biais d'une série temporelle de rendements d'actifs historiques. Ces revalorisations généreront une distribution des valeurs de portefeuille (histogramme de rendements) sur la base de laquelle une VaR (%-percentile) peut être calculée. Les principaux avantages de cette méthode sont sa simplicité et le fait qu'elle ne suppose pas une répartition normale, mais historique des rendements d'actifs (les distributions peuvent ne pas être normales et les observations non linéaires) ;
- le risque lié au prix des actions : les risques généraux et spécifiques liés au prix des actions sont mesurés en utilisant une VaR historique avec revalorisation complète basée sur 300 scénarios ;
- le risque de spread et le risque d'inflation : ces risques sont mesurés à l'aide d'une approche historique appliquée à 300 variations de sensibilité observées.

Depuis fin 2011, Belfius calcule une Stressed Value-at-Risk (SVaR) en plus de la VaR ordinaire. Celle-ci est également prise en compte dans le calcul des risques pondérés pour la partie « Risque de marché ». Cette mesure de la SVaR consiste à calculer une VaR historique basée sur une période d'observation de 250 jours ouvrables consécutifs qui génère les plus grandes variations négatives de valeur actuelle nette dans le portefeuille actuel d'instruments financiers de la Banque.

### 3.3. Exposition au risque de marché

À la suite de la sortie des crédits dérivés de l'assiette de calcul de la VaR, la limite VaR Marchés financiers a été réduite en octobre 2018 de EUR 32 millions à EUR 26,5 millions. La VaR moyenne globale de Marchés financiers a augmenté à EUR 18,1 millions en 2018 contre EUR 17,7 millions en 2017.

La VaR a augmenté durant la première moitié de l'année à la suite des évolutions de taux dans Group Center.

La VaR a diminué durant l'été à la suite de l'effet combiné des mouvements de taux dans l'activité Flow Management (PCB Public et Group Center), de la réduction de la volatilité et de la sortie des crédits dérivés de l'assiette de calcul de la VaR. La VaR a de nouveau augmenté en fin d'année à la suite des activités dans les marchés financiers en produits de taux à long terme.

VaR <sup>(1)</sup> (99 %, 10 jours) (en millions d'EUR)	31/12/17				31/12/18			
	IR <sup>(2)</sup> & FX <sup>(3)</sup>	Actions	Spread	Autres risques <sup>(4)</sup>	IR <sup>(2)</sup> & FX <sup>(3)</sup>	Actions	Spread	Autres risques <sup>(4)</sup>
Par activité								
Moyenne	8,1	4,3	3,8	1,5	9,0	5,6	2,5	1,0
Fin de la période	8,9	5,8	2,7	1,1	9,2	6,8	0,5	0,8
Maximum	13,0	6,3	7,1	2,1	15,5	7,6	6,1	2,2
Minimum	4,4	2,3	2,1	1,1	4,2	4,4	0,2	0,4
Globale								
Moyenne	17,7				18,1			
Fin de la période	18,4				17,3			
Maximum <sup>(5)</sup>	24,1				29,5			
Minimum	13,2				10,9			
Limite	32,0				26,5			

(1) La Value at Risk (VaR) représente le changement potentiel de la valeur de marché, avec une probabilité de 99 % sur une période de 10 jours.

(2) IR : risque de taux d'intérêt.

(3) FX : risque de change.

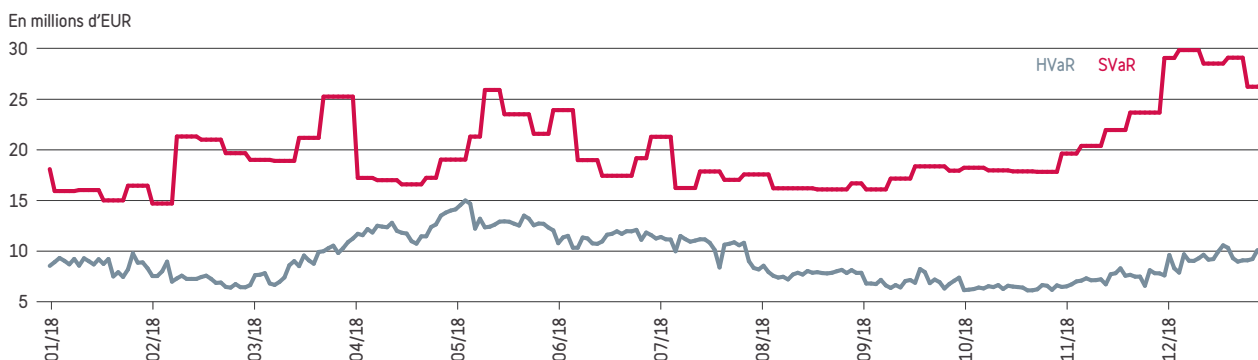
(4) Risque d'inflation et de CO<sub>2</sub>.

(5) Maximum atteint avant réduction de la limite à EUR 26,5 millions.

### Évolution de la VaR globale en 2018



### Évolution de la HVaR et de la SVaR (modèle interne) en 2018



### 3.4. Stress Tests – Risque de marché

Bien que la VaR soit un outil très utile de gestion du risque pour contrôler les expositions Day-to-Day, elle ne permet pas toujours de détecter les fluctuations anormales du marché ni de donner à tout moment une vue claire de l'exposition de marché. Les Stress Tests fournissent parfois mieux, quant à eux, ce type d'informations en évaluant la vulnérabilité de la position de marché de Belfius à des événements exceptionnels. Ils donnent donc des informations complémentaires sur les risques de marché qui ne sont pas implicitement mis en avant via les paramètres utilisés pour calculer la VaR. En conséquence, Belfius Banque utilise les Stress Tests en combinaison avec l'approche VaR.

Le cadre des Stress Tests appliqué au sein de Marchés financiers de Belfius Banque peut être décrit comme suit :

- tests de sensibilité sur les facteurs de risque suivants : taux d'intérêt, risque de change, volatilités, spreads de crédit, corrélation, risque de base (différence entre le taux Eonia et le taux Euribor 3 mois) et dividendes/prix des actions ;
- scénarios historiques consistant en des simulations de mouvements de marché historiques simultanés significatifs pour divers facteurs de risque. Plus spécifiquement, les scénarios suivants sont appliqués :
  - krach des actions de 1987 ;
  - crise monétaire de 1992 ;
  - mouvements de marché de 2001 ;
  - crise financière de 2008.
  - scénario combiné où les chocs sur les taux d'intérêt et sur les spreads de crédit sont appliqués simultanément.

### 3.5. Back Testing

L'objectif du Back Testing est de tester la précision et la robustesse mathématique des méthodologies internes de mesure du risque de marché en comparant les risques de marché calculés à la volatilité effective des résultats. Le Back Testing est obligatoire pour Belfius Banque depuis l'utilisation des modèles internes pour le calcul des fonds propres réglementaires pour les risques de marché.

Le résultat du Back Testing est le nombre de pertes réelles supérieures aux chiffres de VaR correspondants (c'est-à-dire « le nombre d'exceptions »). Le résultat est utilisé par les régulateurs pour déterminer le multiplicateur à appliquer dans le calcul du capital réglementaire pour risques de marché.

Deux types de Back Testing sont effectués chez Belfius Banque :

- le Back Testing hypothétique compare les résultats hypothétiques de la valeur du portefeuille en fin de journée à sa valeur à la fin du jour suivant, en retenant l'hypothèse d'une absence d'évolution des positions. Ce résultat est donc apuré des provisions, corrections et autres facteurs de risque non concernés éventuels. La période de détention est un jour. En 2018, aucune exception n'a été observée au Back Testing hypothétique ;
- Le Back Testing réel compare la valeur du portefeuille en fin de journée à sa valeur réelle à la fin du jour suivant, hors honoraires, commissions et revenus nets d'intérêts. En 2018, aucune exception n'a été observée au Back Testing réel.

## RISQUE DE LIQUIDITÉ

### 1. Risque de liquidité chez Belfius Banque

#### 1.1. Cadre pour la gestion de la liquidité

Belfius Banque gère sa liquidité en vue de respecter des ratios de liquidité internes et réglementaires. En outre, des limites sont définies pour le montant du bilan qui peut être financé à court terme et sur le marché interbancaire. Ces limites sont intégrées dans le Risk Appetite Framework (RAF) approuvé par le conseil d'administration et rapporté de façon trimestrielle. Les réserves de liquidité « disponibles » jouent également un rôle clé en matière de liquidité : à tout moment, Belfius Banque s'assure de disposer de suffisamment d'actifs de qualité pour faire face à d'éventuels déficits de liquidité temporaires, tant dans des conditions de marché normales que dans des scénarios de stress. Belfius Banque a défini des directives spécifiques pour la gestion de son portefeuille d'obligations LCR et non LCR éligible, chacune approuvée par le comité de direction. L'ensemble est défini dans la directive interne sur la liquidité approuvée par l'ALCo.

Asset and Liability Management (ALM), une division sous la responsabilité du Chief Financial Officer (CFO), est le gestionnaire de première ligne des besoins de liquidité de Belfius Banque. Elle identifie les positions et les risques de liquidité actuels et futurs, les analyse, en fait rapport et définit et coordonne des plans et actions de financement sous la responsabilité opérationnelle du CFO et sous la responsabilité générale du comité de direction. En outre, le CFO assume la responsabilité opérationnelle finale de la gestion du risque de taux du bilan bancaire à travers le département ALM et l'ALCo, la gestion intégrale du bilan bancaire étant ainsi sous sa responsabilité opérationnelle.

ALM organise un forum hebdomadaire de gestion des actifs et passifs (ALF – Asset and Liability Forum) en présence du département Risques, Trésorerie des marchés financiers et des représentants des métiers commerciaux. Ce forum est en premier lieu un endroit de discussion concernant tous les sujets ayant un lien avec l'ALCo et en préparation des notes de l'ALCo. Ce forum est mandaté par l'ALCo pour traduire les plans de funding stratégiques en stratégies tactiques et opérationnelles en ligne avec les besoins financiers selon le bilan de Belfius et en respectant les contraintes réglementaires (LCR, NSFR, encombrance, MREL...).

ALM fait un suivi du plan de funding pour garantir que Belfius Banque continue à respecter les ratios de liquidité internes et réglementaires.

ALM informe chaque jour le CFO et le CRO et chaque mois le conseil d'administration de la situation de liquidité de la Banque.

Le contrôle de deuxième ligne du suivi du risque de liquidité est effectué par le département Risques, qui garantit l'exactitude des rapports publiés, challenge les hypothèses et modèles utilisés, réalise des simulations de situations de stress et veille au respect du cadre de limites, comme décrit dans la Liquidity Guideline.

## 1.2. Exposition au risque de liquidité

Chez Belfius Banque, le risque de liquidité découle principalement :

- de la variabilité des encours du financement commercial récolté auprès des clients Retail et Private, des petites, moyennes et grandes entreprises, de la clientèle publique et assimilée, et de leur utilisation à des fins de crédits de tous types pour ces clients ;
- de la volatilité du gage qui est déposé auprès de contreparties dans le cadre du CSA pour produits dérivés et transactions Repo (Cash & Securities Collateral) ;
- de la valeur des réserves de liquidité grâce auxquelles Belfius Banque peut récolter du financement sur le marché Repo et/ou auprès de la BCE ;
- de la capacité de récolter du financement interbancaire et institutionnel.

## 1.3. Gestion du risque de liquidité

### Stratégies, scope et processus de la gestion du risque de liquidité

Le Rapport de Liquidité couvre Belfius Banque au niveau consolidé, c.-à-d. la Banque et ses filiales et succursales, y compris les véhicules de titrisation, à l'exclusion de Belfius Insurance.

La stratégie de la gestion du risque de liquidité est décrite dans la Directive interne sur la Gestion du Risque de Liquidité et dans le Risk Appetite Framework (RAF). Le RAF constitue l'expression de la tolérance de la Banque au risque.

Le suivi de la liquidité est assuré par les indicateurs de risque clés (IRC) internes et réglementaires pour lesquels des limites internes ont été fixées dans le RAF. Les IRC de liquidité sont rapportés régulièrement et chaque dépassement de limite est rapporté à l'ALF et à l'ALCo qui a pouvoir de décision. Le respect de ces IRC est aussi testé dans des scénarios de stress.

Une série d'indicateurs d'alerte précoces est, en complément, suivie journalièrement afin d'identifier aussi vite que possible une tension de liquidité dans les marchés.

En sus du suivi des indicateurs réglementaires, la gestion du risque de liquidité se focalise sur :

- **Ratio Interne de liquidité** : ce ratio journalier mesure la capacité de survie de Belfius Banque à une crise importante sur une période minimale de 3 mois sans actions de redressement (à l'exclusion des transactions de repos sur le buffer de liquidité et un montant limité de financement de la Banque centrale européenne).
- **Funding Gap** : un suivi journalier des limites maximum de gap de funding par devise et par maturité.
- **Plan de funding et Stress Tests** : le développement d'un plan de funding avec une projection des sources de funding et exigences pour les 3 à 5 prochaines années donnant une projection des réserves de liquidité, le ratio LCR, le ratio NSFR et le ratio d'engorgement d'actifs. Un scénario de stress sévère est aussi appliqué à ce Plan de financement, combinant une série d'événements spécifiques à Belfius ainsi qu'aux marchés : toutes les limites du RAF sur les IRC de liquidité doivent être respectées.

→ **Gestion du collatéral** : suivi journalier de la position et le besoin en collatéral de la Banque et son impact sur la liquidité et l'engorgement des actifs.

→ **Risque de liquidité Intraday** : afin d'être en mesure de remplir nos obligations en termes de paiement et de settlement dans les délais requis tant dans les conditions normales que stressées, Belfius doit détenir une réserve suffisante pour des flux de sortie de trésorerie opérationnels et stressés. Le risque de liquidité intraday est géré par le Service de Trésorerie avec des contrôles effectués par Opérations et Risk Management, avec un reporting trimestriel de ces contrôles en ALF.

→ **Contingency Funding Plan (CFP)** : Belfius Banque a créé un système d'indicateurs d'alerte précoce par voie d'un tableau de bord journalier afin d'identifier des événements de liquidité spécifiques à Belfius Banque ou au marché. Une série de mesures de redressement est définie et testée de manière régulière dans le marché, avec des montants de funding réalistes, leur timing de mise en œuvre et leur prix. Le CFP est en adéquation avec l'organisation de gestion de crise de Belfius Banque et définit un processus de décision clair en termes de responsabilités et prévoit l'organisation d'un ALCo ad hoc pour décider l'éventuelle activation des mesures de redressement.

→ **Recovery Plan (RP)** : une série de scénarios de stress qui pourraient amener la Banque à un défaut sont définis dans un plan de redressement (RP). Des mesures de redressement pour éviter ce défaut sont testées dans les différents scénarios.

→ **Liquidity Adequacy Statement (LAS)** : les résultats de l'ILAAP (Internal Liquidity Adequacy Assessment Process) sont transcrits dans le LAS (Liquidity Adequacy Statement) dans lequel le comité de direction déclare que Belfius détient suffisamment de liquidité pour financer ses activités, est en mesure de soutenir des stress graves et que la liquidité est en ligne avec le RAF et les exigences de l'ILAAP.

La Directive interne sur la Gestion du Risque de Liquidité et le RAF de Belfius Banque ont été développés afin de rester suffisamment liquide en situations de stress, sans devoir faire appel à des mesures de redressement générant des coûts significatifs ou interférant avec l'activité bancaire de base de Belfius Banque.

## 1.4. Consolidation du profil de liquidité

Durant 2018, Belfius Banque a consolidé son profil de liquidité diversifié en :

- maintenant un excédent de financement au sein du bilan des activités commerciales ;
- poursuivant et en diversifiant la récolte du financement à long terme provenant d'investisseurs institutionnels par, entre autres, l'émission de covered bonds et d'obligations Preferred Senior (PS) anticipant ainsi nos objectifs finaux futurs en exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles (EMEE) ;
- poursuivant la collecte des dépôts à court et moyen terme (CP/CD/EMTN) auprès d'investisseurs institutionnels.

Le Liquidity Coverage Ratio (LCR) est basé sur les exigences du Delegated Act et mesure la capacité de financer les passifs sur un horizon d'un mois. Belfius Banque rapporte son LCR moyen des 12 derniers mois, en ligne avec les directives de l'EBA sur le rapport

du LCR. Belfius Banque a clôturé l'année 2018 avec un ratio LCR en moyenne annuelle de 135 %.

Le ratio de financement stable de liquidité (Net Stable Funding Ratio, NSFR) définit le montant minimum acceptable de fonds stables basés sur les caractéristiques de liquidité des actifs, sur un horizon d'un an. Le NSFR, selon l'interprétation faite par Belfius des règles actuelles de Bâle III, ressortait à 116 % fin 2018.

### 1.5. Exigence de fonds propres et d'engagements éligibles

Fin mai 2018, la Banque nationale de Belgique (BNB) a notifié à Belfius Banque l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles (EMEE/MREL – Minimum requirement for own funds and eligible liabilities) imposée par le Conseil de résolution unique (CRU).

La directive établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit indique que les établissements de crédit établis dans l'Union européenne (UE) doivent répondre à l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles afin de garantir une application efficace et crédible des instruments de renflouement interne. La détermination de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles imposée par le Conseil de résolution unique (CRU) suit la méthodologie décrite dans la « Politique 2017 CRU », publiée par le CRU le 20 décembre 2017. L'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles sera calculée comme un montant de fonds propres et d'engagements éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs y compris des fonds propres<sup>(1)</sup>.

Le CRU fixe l'exigence consolidée minimale de fonds propres et d'engagements éligibles pour le groupe Belfius au niveau de 9,70 % de son total des passifs, y compris des fonds propres, à respecter à tout moment et en tenant compte de l'évolution du bilan. Sur la base des données comptables du 31 décembre 2016, cette exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligible correspond à un montant de EUR 12,48 milliards. Sur la base des données du 31 décembre 2018, l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles de 9,70% du total des passifs, y compris des fonds propres, s'élève à EUR 12,46 milliards.

Sur la base de la méthodologie du CRU, le groupe Belfius dépasse l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles établie sur la base des données du 31 décembre 2016, de sorte qu'aucune période de transition n'a été définie par le CRU pour Belfius.

Comme mentionné dans la politique 2017 sur l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles du CRU, le CRU a également défini un critère de subordination pour les O-SIIs<sup>(2)</sup>. Le niveau de subordination totale pour Belfius a été fixé à 16 % du total des actifs pondérés par les risques.

Le CRU se réserve le droit d'adapter ultérieurement la politique susmentionnée à la lumière de l'encadrement futur de la directive établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et du développement ultérieur de la politique d'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles.

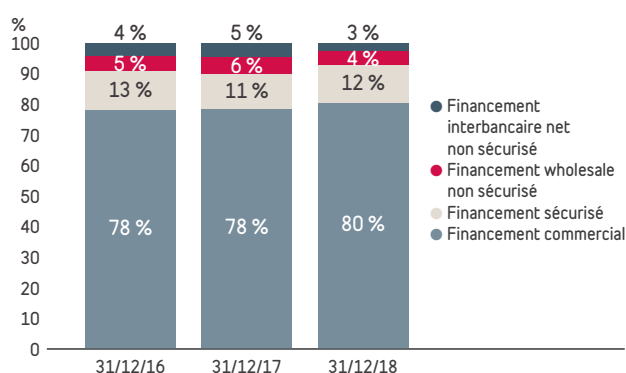
### 1.6. Réserve d'actifs liquides

Belfius dispose fin 2018 de réserves de liquidité rapidement mobilisables de EUR 28,8 milliards. Ces réserves se composent de EUR 7,7 milliards de cash, de EUR 11,7 milliards d'obligations éligibles à la BCE (dont EUR 7,7 milliards éligibles auprès de contreparties centrales), de EUR 6,9 milliards d'autres actifs également éligibles à la BCE et de EUR 2,3 milliards d'autres obligations liquides.

Ces réserves de liquidité représentent 5,4 fois le solde fin 2018 du financement institutionnel en cours avec une échéance résiduelle inférieure à 1 an.

### 1.7. Diversification du financement de Belfius Banque

#### Évolution des principales sources de financement



Belfius Banque dispose d'un volume historique stable de financement commercial, provenant de ses clients RC et PC. Compte tenu de la croissance continue du financement commercial, cette source de financement compte pour une part accrue dans le financement total de Belfius Banque. Le financement RC et PC représente EUR 90,2 milliards, dont EUR 67,5 milliards récoltés auprès des clients RC. L'augmentation de EUR 4,5 milliards du financement commercial par rapport à 2017 est utilisée pour financer l'augmentation des prêts commerciaux.

Le ratio Loan-to-Deposit, qui indique le rapport entre les actifs et les passifs issus de la balance commerciale, s'élève à 94 % fin 2018.

Belfius Banque collecte également du financement Wholesale à moyen et long terme, composé notamment, au 31 décembre 2018, de EUR 8,7 milliards de Covered Bonds (EUR 6,3 milliards adossés à des crédits hypothécaires et EUR 2,4 milliards à des crédits au secteur public), et de financement TLTRO de EUR 4,0 milliards de la BCE.

Signalons qu'en 2018, Belfius Banque a émis EUR 1,25 milliard de Covered Bonds et EUR 0,5 milliard de Preferred Senior. Ce Preferred Senior a permis à Belfius de contribuer au respect des nouvelles exigences minimales de fonds propres et d'engagements éligibles (EMEE ou MREL).

(1) TLOF : basé sur le périmètre prudentiel de consolidation, avec netting prudentiel des expositions en dérivés.

(2) O-SIIs : Other Systemically Important Institutions (autres établissements d'importance systémique).

Le solde des besoins de financement de la Banque est financé par des dépôts institutionnels à court terme (Trésorerie) principalement collectés au moyen de certificats de dépôt et de billets de trésorerie.

Par ailleurs, Belfius Banque possède également un portefeuille obligataire historique, dont un portefeuille ALM à des fins de gestion de la liquidité avec des actifs très liquides.

À la suite des contrats sur produits dérivés visant à couvrir le risque de taux de ses activités, Belfius Banque a un encours en dérivés pour lesquels elle donne ou reçoit du collatéral en gage (Cash & Securities Collateral). Dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas, Belfius Banque donne en net plus de collatéral qu'elle n'en reçoit.

### 1.8. Actifs grevés

Les actifs grevés représentent les actifs sur et hors bilan qui sont mis en gage ou utilisés comme collatéral pour le passif de Belfius. Belfius a grevé une partie de son portefeuille d'emprunts pour l'émission des Covered Bonds et des émissions Residential Mortgage-Backed Securities (RMBS). De plus, les actifs sont grevés pour des Repurchase Agreements (repos) et des swaps de collatéral. Belfius participe aussi au TLTRO, pour lequel des actifs sont utilisés comme collatéral. Et enfin, une partie des actifs grevés de Belfius résulte du collatéral utilisé pour la sécurisation des transactions de dérivés. Belfius Banque a une limite RAF interne fixée à maximum 25 %.

Belfius est active sur le marché des obligations sécurisées (Covered Bonds) depuis la mise en place du premier programme en 2012.

La Banque obtient également des financements via le marché repo pour un montant limité et d'autres dépôts collatéralisés. Une petite partie des emprunts est aussi utilisée en direct comme collatéral pour la liquidité intraday.

Depuis 2017, afin de gérer au mieux son portefeuille (buffer) d'actifs liquides, Belfius effectue des prêts obligataires (securities lending) dans le cadre de « Global Master Securities Lending Agreements » (GMSLA).

Le solde des actifs grevés est principalement lié au collatéral mis en gage (brut du collatéral reçu) pour l'exposition aux instruments dérivés. Une part importante du collatéral mis en gage est financée au moyen du collatéral reçu d'autres contreparties avec lesquelles la Banque a conclu des contrats dérivés en sens inverse.

En ce qui concerne les « Autres actifs » (non grevés) du bilan, ils sont principalement composés d'actifs non grevables comme la valeur des dérivés, la juste valeur de réévaluation du portfolio hedge et les actifs fiscaux (tax assets).

Fin 2018 (moment précis), les sources d'encombrement sont majoritairement constituées de :

- les émissions propres des covered bonds (EUR 8,7 milliards)
- TLTRO (EUR 4 milliards)
- exposition en dérivés (EUR 11,3 milliards)
- prêts obligataires (EUR 1 milliard)

Pour la présentation complète sous les lignes directrices de l'EBA, nous nous référons au Risk Report de Belfius Banque.

### 3. Risque de liquidité chez Belfius Insurance

En tant que compagnie d'assurances, Belfius Insurance présente un passif à relativement long terme dont les flux sont stables et prévisibles, de sorte que ses besoins en financement sont réduits. Les primes versées par les preneurs d'assurance sont investies sur le long terme pour garantir le paiement du capital et des intérêts à l'échéance des polices. Différents indicateurs de liquidité internes et réglementaires montrent que Belfius Insurance détient constamment assez d'actifs liquides pour couvrir ses engagements au passif.

Belfius Insurance détient en outre auprès de la Banque centrale européenne un montant significatif d'actifs éligibles. Elle investit en effet une part importante de son portefeuille obligataire en obligations souveraines pouvant être utilisées pour des opérations de repos dans le cadre de la gestion de sa liquidité.

Le département Investissements est responsable de la gestion de liquidité et de la trésorerie. À cet effet, il s'appuie, d'une part, sur les résultats de projections à long terme des flux d'actifs et de passifs simulés en conditions normales et sous stress et, d'autre part, sur les projections en matière de besoins de trésorerie à douze mois.

Le tableau ci-dessous reprend l'actif et le passif en fonction de leur durée de vie contractuelle résiduelle.

(en millions d' EUR)	2017	
	Actif	Passif
< 1an	868	729
1 < 5 an	4 204	6 610
5 ans et +	11 818	7 407
Indéterminé	5 288	3 486
<b>TOTAL</b>	<b>22 178</b>	<b>18 232</b>

(en millions d' EUR)	2018	
	Actif	Passif
< 1an	947	668
1 < 5 an	3 736	5 720
5 ans et +	11 253	7 173
Indéterminé	4 745	3 236
<b>TOTAL</b>	<b>20 680</b>	<b>16 798</b>

Les actifs ci-dessus sont exprimés à leur valeur de marché. La catégorie « indéterminé » reprend la Branche 23 et les actions.

Le passif reprend quant à lui les repos et les produits de la Branche 23 sous la catégorie « indéterminée ».



## RISQUE OPÉRATIONNEL

### 1. Politique

Le cadre du risque opérationnel a été étendu en 2018 aux « risques non financiers ».

Le terme risque non financier s'entend comme une grande catégorie englobant tous les risques, sauf les « risques financiers » (tels que le risque de marché, le risque ALM, le risque de crédit et le risque d'assurance). Les risques non financiers comprennent notamment les risques opérationnels (dont la fraude, les ressources humaines, les technologies de l'information, la sécurité IT, la continuité des activités, « l'outsourcing », la sécurité des données, la protection des données personnelles...), ainsi que le risque de réputation, le risque de conformité, le risque juridique, etc. Les risques non financiers n'étant pas indépendants et ne constituant pas une liste de risques prédéfinie, il est donc nécessaire de revoir régulièrement leur étendue à la lumière des risques émergents et des réglementations nouvelles.

Le cadre des risques non financiers détermine les principes qui assurent une gestion efficace des risques non financiers auxquels Belfius est exposée. Les principes sont détaillés dans des Politiques/ Guidelines spécifiques adaptées aux activités.

Ces principes généraux sont en conformité avec les dispositions légales en vigueur.

Le cadre se fonde sur quatre axes :

- l'élaboration d'une cartographie et d'une taxonomie des risques dans une optique de cohérence au sein de l'organisation, y compris leur examen régulier afin d'identifier les risques émergents ;
- la mise en place de rôles et responsabilités clairs, et la définition claire de modalités de collaboration couvrant tous les risques, notamment le modèle des trois lignes de défense ;
- l'établissement d'une structure/d'un comité de gouvernance solide impliquant le niveau approprié de management ; et
- la définition de processus de gestion des risques transversaux et des politiques associées, tels que l'autoévaluation des risques et des contrôles internes, le suivi des incidents, le reporting des risques, la définition de l'appétit au risque et le suivi, la continuité des activités et la gestion de crise.

Une attention spécifique est également portée aux types de risques de nature récente ou en évolution rapide tels que le cyber-risque, le conduct risk, le risque outsourcing, le risque lié au cloud, le risque lié à la protection des données personnelles, le risque de réputation, le risque de conformité...

### 2. Appétit au risque

La définition formelle d'un « Risk Appetite Framework » (RAF) constitue la référence clé pour la pratique de gestion des risques du groupe. Le RAF couvre non seulement les risques financiers, mais aussi les risques non financiers.

Le RAF pour les risques non financiers a fait l'objet d'un examen approfondi en 2018. Il comporte des éléments qualitatifs et quantitatifs, et s'articule autour de trois concepts donnant lieu à la définition de limites :

- « Risques » : quels sont les risques ? Comment apprécier le niveau de risque ?
- « Rendements » : quels sont les pertes/gains potentiels associés à ces risques ?
- « Capacité » : quelle est la capacité d'absorption/de gestion de ces risques ?

Pour les risques financiers, il existe deux niveaux de limites : le niveau de risque le plus élevé fait partie du RAF (les limites étant suivies par le conseil d'administration/comité de risques), et ceux qui se déclinent en sous-limites, suivis par le NFR Committee (au niveau du comité de direction).

### 3. Mesure et gestion du risque non financier

La gestion du risque NFR se base sur les éléments suivants :

#### 3.1. Responsabilité décentralisée

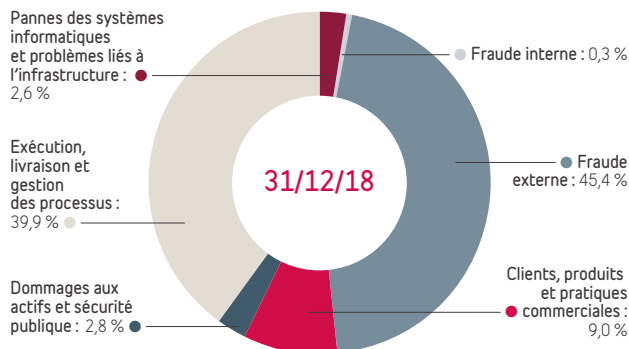
Chaque hiérarchie de la Banque est responsable de première ligne en matière de suivi du risque NFR dans son domaine d'activités. Elle définit l'organisation de ses activités, y compris les contrôles à prévoir afin de limiter le risque NFR. Elle détermine également les mesures de correction nécessaires à la prévention d'incidents graves ou des risques majeurs identifiés. L'équipe Risk/NFR veille à un suivi régulier des risques NFR et incidents et établit un rapport trimestriel pour toutes les activités (deuxième ligne de défense). Ce processus permet d'améliorer constamment le système de contrôle interne et assure que les risques principaux sont effectivement gérés.

#### 3.2. Récolte de données de risques opérationnels

La collecte systématique et le contrôle des données de risques opérationnels font partie des principales exigences du comité de Bâle en ce qui concerne la gestion du risque opérationnel, quelle que soit l'approche choisie pour calculer le capital (« Standardised Approach » ou « Advanced Measurement Approach »).

Les mécanismes de reporting permettent d'informer rapidement les responsables en cas d'incident. Les principaux incidents font également l'objet d'un rapport au CRO/comité de direction et reprennent toujours un plan d'action afin d'éviter ou de limiter le risque futur. Il est élaboré sous la responsabilité de la hiérarchie concernée.

### Répartition du montant des pertes nettes potentielles par catégorie standard au cours des trois dernières années chez Belfius Banque



Pour la période 2016-2018, le montant moyen annuel des pertes nettes potentielles de Belfius Banque à la suite des incidents opérationnels, s'élève à EUR 3,9 millions.

Les principaux incidents étaient essentiellement liés à la fraude externe et à des incidents liés à l'exécution, la livraison et la gestion des processus. Les autres catégories restent limitées en montant de pertes, mais pas nécessairement en nombre d'événements.

Le principal impact financier consécutif aux incidents opérationnels se situe dans les activités « Retail » de la Banque.

Pour Belfius Insurance et Belfius Investment Partners, il est également crucial d'acquiescer une vue d'ensemble des incidents opérationnels afin de mieux comprendre le risque opérationnel inhérent à chaque activité. Cette vue d'ensemble constitue une source d'informations précieuse pour la direction (par exemple, la perte annuelle). Les principaux incidents opérationnels font l'objet de recherches approfondies et donnent lieu à un plan d'action spécifique et à un suivi approprié.

### 3.3. Autoévaluation des risques et du contrôle

L'analyse des principaux risques potentiels de Belfius et des contrôles clés qui y sont assortis constitue également une mission importante du Risk Management. Cette mission est accomplie tant au niveau de Belfius Banque qu'au niveau de Belfius Insurance et de Belfius Investment Partners. Pour ce faire, toutes les divisions et filiales de Belfius se prêtent à des exercices « bottom-up » d'auto-évaluation des risques et des contrôles internes basés sur la méthodologie COSO. Ces exercices peuvent donner lieu à l'élaboration de plans d'action complémentaires afin de limiter les risques potentiels. Ils fournissent une excellente vue d'ensemble des principaux domaines de risques dans les différentes activités. Ces exercices d'auto-évaluation ont lieu chaque année et utilisent la même méthodologie à la fois pour le Risk Control Self Assessment (RCSA) et pour les rapports annuels relatifs à l'évaluation du contrôle interne adressés aux conseils d'administration respectifs. Belfius Banque soumet également le rapport de la direction effective concernant l'évaluation du contrôle interne à son autorité de contrôle.

### 3.4. Protection de l'information

Pour Belfius, la protection de l'information a pour objectif de protéger les informations précieuses pour l'organisation :

- les informations produites par l'activité ;
- les informations appartenant/relatives aux clients ;
- les informations découlant de données publiques ou en accès libre qui ont acquis une valeur du fait du traitement réalisé par ou pour le compte de Belfius.

Les menaces pour les données et informations sont :

- la perte d'intégrité ;
- la perte de confidentialité ;
- leur indisponibilité imprévue.

La protection de l'information a pour mission de protéger contre ces menaces. Belfius considère par ailleurs que l'objectif de la protection s'étend à la gestion des risques liés aux conséquences de ces menaces lorsqu'elles se concrétisent :

- perte de confiance des clients ;
- perte financière ;
- perte de réputation auprès des clients et des actionnaires ;
- perte de confiance des pairs (régulateurs, marchés financiers) ;
- perte de confiance de nos partenaires commerciaux.

Le conseil d'administration a approuvé une stratégie de protection de l'information basée sur ces principes. L'organisation est désormais dotée d'un cadre applicable à toutes les actions ayant trait à la sécurité de l'information.

L'appétit au risque de Belfius accompagne et étaye la stratégie de protection de l'information. Il comprend des éléments qualitatifs et une série d'éléments quantitatifs (Key Risk Indicators, ou KRI) liés explicitement à la protection de l'information indiquant comment Belfius s'attache à répondre aux normes les plus exigeantes en matière de protection de l'information. Les KRI font le lien entre l'appétit au risque de Belfius et la réalité sur le terrain.

La stratégie de protection de l'information comporte quatre ambitions se traduisant en 9 objectifs stratégiques :

- maturité : préserver un niveau de protection de l'information au sein de Belfius équivalant à celui de groupes comparables, couvrant toutes les informations de Belfius Banque dans tous les sites ;
- sensibilisation : la sensibilisation des collaborateurs et agents de Belfius Banque conduit à apporter des réponses appropriées aux menaces et aux attaques ;
- résilience : résister aux cyber-attaques, prévenir les attaques en identifiant et en atténuant de façon appropriée les vulnérabilités afin d'éviter que des atteintes à la protection des données ne réussissent ;
- conformité : respecter les exigences réglementaires en vigueur sur la protection des informations et mettre en œuvre les recommandations d'audit en temps utile.

L'ambition « Maturité » comporte trois objectifs stratégiques :

- excellence opérationnelle : Belfius souhaite développer l'excellence de son modèle opérationnel et de ses choix technologiques pour répondre aux facteurs menaçant la protection de l'information ;
- recrutement de talents/formation des collaborateurs : Belfius souhaite maintenir en permanence le juste équilibre entre nouvelles recrues et collaborateurs expérimentés, entre collaborateurs « internes » et « externes ». Attirer et fidéliser de nouveaux talents et former/perfectionner les collaborateurs en poste sont des mesures clés de cet équilibre ;
- gestion des tiers : Belfius souhaite gérer les risques liés aux tiers auxquels la société fait appel. La gestion de ce risque peut prendre différentes formes : méthodologies, cadres, sous-traitance, actionnariat, gouvernance... Ces éléments représentent différentes approches pouvant être utilisées.

L'ambition « Sensibilisation » comporte deux objectifs stratégiques :

- connaissance et inventaire des informations : Belfius souhaite gérer ses actifs (données et systèmes), les utilisateurs, et les relations entre ces éléments. Pour réaliser cet objectif, il est crucial de les inventorier, de les cartographier et de les sécuriser. Pour renforcer les compétences et la sensibilisation des collaborateurs de Belfius en matière de protection de l'information, des actions de sensibilisation et des formations sont régulièrement organisées ;
- connaissance et maîtrise de l'environnement des menaces : Belfius souhaite conserver une vision indépendante de l'environnement des menaces susceptibles d'affecter ses activités et des conséquences potentielles d'une telle exposition à ces menaces. Belfius souhaite identifier constamment les lacunes de la protection de l'information en comparant sa vision avec les informations fournies par ses prestataires, intégrateurs et fournisseurs de sécurité.

L'ambition « Résilience » comporte deux objectifs stratégiques :

- rééquilibrage de la prévention, la détection et la réponse : Belfius souhaite maintenir un juste équilibre entre prévision, détection et réponse (y compris la résilience et la continuité). Belfius souhaite maintenir un environnement qui favorise le retour d'expérience d'incidents affectant la protection de l'information ;
- lignes de défense multiples : Belfius souhaite organiser une défense en plusieurs niveaux afin d'être à même de contrôler si sa position de sécurité est cohérente avec son cadre et ses politiques. Belfius souhaite continuer à donner aux activités les moyens de protéger les informations qu'elles détiennent.

L'ambition « Conformité » comporte deux objectifs :

- utilisation raisonnable et réfléchie des normes et règles : Belfius réexaminera régulièrement les cadres (normes et règles) les mieux adaptés à son organisation. Belfius souhaite favoriser au sein de l'organisation une culture propice à une gestion efficace des incertitudes ;

- alignement de la gestion du risque globale et de la gestion de la protection de l'information : Belfius souhaite intégrer la gestion des risques liés à la protection de l'information à un cadre de risque global. Belfius souhaite pouvoir répondre cette question fondamentale : le niveau de protection de l'organisation est-il suffisant ?

#### 3.4.1. Gouvernance et stratégie

Afin de garantir la protection de l'information au sein de Belfius, l'Information Security Steering (ISS) assure une stratégie de protection de l'information bien gérée et coordonnée qui met en place un système adéquat de « prévention », « détection », « protection » et « réaction » conformément aux exigences réglementaires en matière de protection de l'information.

L'ISS est présidé par le Chief Risk Officer (CRO).

Ces ambitions seront suivies régulièrement par l'ISS à travers :

- un « information security roadmap » mis à jour régulièrement et conforme aux réglementations et à l'appétit au risque de Belfius ;
- un reporting périodique des KRI ;
- une analyse des incidents et des menaces ;
- une approbation et un suivi des projets de protection de l'information.

Une direction de la protection de l'information a été créée pour les risques non financiers ; pilotée par un directeur de la protection de l'information (Chief Information Security Officer, ou CISO), elle regroupe toutes les personnes impliquées dans la gestion des risques liés à l'information. Ce groupe homogène permet de soutenir et d'aider Belfius à concrétiser ses ambitions en matière de protection de l'information.

Belfius sous-traite son infrastructure ICT à PI2, une société détenue conjointement par Belfius et IBM. La formalisation de ce que Belfius attend de PI2 en matière de protection de l'information est définie dans le document de contrôle de protection de l'information (Information Security Controls ou ISEC).

#### 3.4.2. Évolutions principales des projets de protection de l'information

Concernant la protection de l'information, Belfius adopte une approche basée sur le risque, ce qui signifie qu'en s'appuyant sur l'évaluation des risques, des décisions sont prises pour apporter des améliorations là où elles sont le plus nécessaires pour concrétiser les ambitions annoncées et pour aligner la position de risque existante sur l'appétit au risque. Les équipes individuelles adoptent cette approche pour définir les priorités et les domaines tout en adhérant à un principe de « défense in depth ».

Les priorités et les objectifs principaux sont traduits en projets concrets. Pour faire face efficacement aux attaques, de plus en plus complexes, Belfius se concentre sur des projets qui augmentent les capacités de trois types de contrôles : la technologie, les processus et les hommes.

Face à l'environnement des menaces en constante évolution, les organisations doivent faire preuve de résilience et anticiper les menaces futures. Une nouvelle version de la « security roadmap » (2018-2019) validée par le conseil d'administration est mise en œuvre. Elle est axée sur les éléments suivants :

- renforcement de l'immunité des systèmes face aux cybermenaces : fournir ou améliorer les outils et la formation pour parer aux cybermenaces ;
- poser l'hypothèse d'une compromission de la protection de l'information : détecter, observer et répondre aux cyberattaques avancées ;
- disparition du périmètre : protéger un environnement connecté en constante évolution, notamment alors que la stratégie de Belfius privilégie le cloud.

Belfius réalise fréquemment des tests internes et indépendants afin de garantir tous les aspects de la sécurité. Ces tests contribuent à déterminer l'efficacité des contrôles existants, à identifier les nouveaux risques, à vérifier le respect des dispositions réglementaires ou à évaluer la maturité des processus de sécurité afférents. Si nécessaire, des plans d'action sont établis afin d'augmenter le niveau de protection de l'information.

En 2015, une assurance cybersécurité a été souscrite et est depuis lors renouvelée chaque année.

### 3.4.3. Data Privacy

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en vigueur. Il introduit différents nouveaux aspects par rapport à l'ancienne directive européenne de 1995. Globalement, le RGPD accorde davantage de droits aux personnes physiques - telles que les clients de Belfius - et impose des obligations accrues aux sous-traitants et aux responsables du traitement des données personnelles - y compris Belfius et ses partenaires/fournisseurs. Le 5 septembre 2018, la loi sur la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles a été publiée au Moniteur belge.

Pour la mise en œuvre du RGPD au sein du groupe Belfius, un projet a été piloté par le Risk Management (en étroite collaboration avec l'ensemble des activités et des lignes opérationnelles, ainsi que des directions générales).

### Stratégie et vision

Le respect de la vie privée et la protection des données à caractère personnel constituent un engagement clé chez Belfius. La conformité au RGPD est intégrée à chaque processus pour offrir aux clients des produits (existants, adaptés et nouveaux), des outils numériques innovants, des services et un partage d'informations. Le RGPD fait l'objet d'une attention particulière lors des processus d'approbation et auprès des partenaires en partenariat avec la direction de la protection de l'information, DPO, CISO, l'ORM, les services juridiques et de Compliance.

### Information des personnes concernées et exercice de leurs droits

- **Chartes relatives à la protection de la vie privée et l'information des clients et du personnel** : le 24 mai 2018, Belfius a publié une charte révisée sur la vie privée et en a informé ses clients par le biais de messages sur ses canaux en ligne, de courriers, d'une vidéo et de spots radio. Concernant le personnel, une charte sur la vie privée a été publiée par les ressources humaines et le personnel en a été informé par l'intermédiaire des médias internes.
- **Respect des droits prévus par le RGPD** : avant le 25 mai 2018, il existait des procédures permettant de gérer tous les droits et d'y répondre en temps voulu. Outre les canaux de communication classiques (mails et courriers), Belfius offre également la possibilité, en tant que banque numérique innovante, d'exercer les droits les plus courants (droit d'accès, droit de rectification et droit d'opposition au marketing direct) via Belfius Direct Net, Belfius Direct Tablet et Belfius Direct Mobile. Le cas échéant, l'exercice du droit est immédiat. Au cours des premiers mois qui ont suivi le 25 mai 2018, un suivi hebdomadaire a été organisé avec les principaux départements de Belfius Banque et de Belfius Insurance pour suivre les demandes, les exécutions et les réactions/réclamations. Aucun problème majeur n'a été détecté ou signalé, et le nombre de plaintes a été limité.

### Gouvernance, processus et outils internes

- **Politique et orientations relatives au risque lié à la protection des données personnelles** : Belfius a établi une politique relative au risque lié à la protection des données à caractère personnel et des orientations associées.
- **Steering de la protection de l'information** : un steering du RGPD a été créé et rend compte au comité de direction/comité des risques non financiers.
- **Gestion des incidents et des violations relatives aux données personnelles** : Belfius a développé une gouvernance ou un outil couvrant plusieurs parties prenantes pour gérer les incidents impliquant des données personnelles :
  - pour rendre compte ;
  - pour évaluer selon une méthodologie de scoring ;
  - pour analyser et, le cas échéant, confirmer une violation selon le RGPD ;
  - pour documenter la violation une fois avérée, et déterminer s'il convient ou non d'en rendre compte à l'autorité de protection des données et/ou aux personnes concernées. Belfius s'engage à faire en sorte que les incidents soient réglés le plus rapidement possible, le cas échéant, avec les personnes concernées. Ainsi, les impacts sur les personnes concernées sont mineurs, l'atténuation est élevée et les violations ont des conséquences limitées. Chaque violation donne lieu à un plan d'action. Sur le plan de la communication, nous continuerons de nous attacher à répéter les messages afin de nous assurer que les incidents sont signalés.
- **Mettre en place et maintenir un registre des activités de traitement** : les activités de traitement des données personnelles font toutes l'objet d'une documentation centralisée par les activités dans un registre, créé en 2017. Pour les activités existantes (antérieures au 25 mai), un examen de l'exhaustivité et de l'exactitude de ce registre est réalisé et sera répété régulièrement. Toutes les activités nouvelles sont ajoutées à ce registre.

- **Le RGPD et les contrats avec des tiers** : tous les contrats sont adaptés afin de respecter le RGPD. Une nouvelle approche fondée sur le risque est suivie afin de déterminer la liste des contrats devant être adaptée en priorité. La définition du rôle de chaque partie - responsable du traitement, sous-traitant ou responsable conjoint du traitement pour chaque activité - et la négociation des clauses contractuelles prennent du temps, notamment parce que le RGPD ne détermine pas clairement les critères permettant de définir les rôles.

#### Organisation et sensibilisation internes

- **Nomination d'un Responsable de la protection des données (DPO)** : l'une des obligations de Belfius était de nommer un responsable de la protection des données, ce qui a été fait pour l'ensemble du groupe.
- **Correspondants protection de la vie privée** : les correspondants protection de la vie privée, des secteurs d'activité et des secteurs opérationnels, régulièrement informés sur le RGPD, jouent le rôle de relais entre le responsable de la protection des données et les activités et veillent à ce que celles-ci portent une attention constante au RGPD.
- **Sensibilisation de l'ensemble des collaborateurs au RGPD** : de nombreuses communications internes, réunions d'information, vidéos, interviews... ont été conçues afin d'appréhender et de garder à l'esprit le RGPD et la protection de la vie privée. Entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2018 et la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (déploiement progressif), une formation en e-learning sur le RGPD devra être suivie par tous les collaborateurs.

### 3.5. Continuité des activités

La politique relative à la continuité des activités exige que les différentes divisions analysent l'impact des activités critiques pour le business, élaborent des plans de reprise, prévoient les documents nécessaires et fassent en sorte que les plans de continuité des activités soient testés et, au besoin, actualisés au moins une fois par an à l'occasion de l'exercice annuel d'évacuation de l'immeuble principal. Sur la base de rapports réguliers, le comité de direction valide les stratégies de reprise, les risques résiduels et les plans d'action visant les améliorations jugées nécessaires. Belfius Insurance et Belfius Investment Partners sont parfaitement alignées sur Belfius Banque en matière de continuité des activités.

Les événements significatifs suivants sont survenus en 2018 :

- le programme d'exercices a été étendu afin d'être mieux aligné sur l'environnement de risque plus complexe et plus perturbé. À chaque exercice, le plan de continuité des activités a été exercé avec succès et tous les KPI ont été conformes à l'appétit au risque ; aucune crise réelle n'a contraint Belfius à déployer le plan de continuité des activités en 2018 ;
- l'analyse des menaces a été actualisée pour tenir compte de l'évolution des menaces, qui pourraient devenir plus perturbantes et durables. En conséquence, des mesures de sensibilisation et de prévention ont été prises pour diminuer encore la probabilité et l'impact (par exemple en élaborant de nouveaux scénarios de stress ou en actualisant des scénarios de stress existants (tels que « Panne d'électricité » ou « Cyber-attaque ») devant être déployés au cours de « The golden hour » suivant la survenue d'une crise) ;
- actualisation et poursuite de la formalisation de la gouvernance, le cas échéant ; la coordination des procédures de crise de Belfius Banque et de Belfius Insurance a été renforcée ; le support technique et le déploiement des outils de communication ont été professionnalisés ou étendus ; un programme de formation approfondie sur les outils, les procédures et les techniques utilisés a été organisé ;
- actualisation de l'analyse d'impact du fait de la stratégie de digitalisation, du développement de nouveaux produits et services, et de différents projets de réorganisation interne ; extension aux dépendances et « stratégies alternatives de continuité » en cas de perturbation informatique imprévue, lorsque cela est possible et approprié ;
- revue de la combinaison de stratégies de délocalisation « Home Office » et « Dual Office » : toutes les activités critiques pour les systèmes seront réalisées dans deux sites géographiquement distincts, de sorte qu'en cas de perturbation opérationnelle majeure sur un site, ces activités se poursuivent dans l'autre site sans perturbation pour les clients ; la stratégie de délocalisation pour la division « Marchés financiers » a été modifiée en 2018 ;
- à l'occasion de chaque déploiement du plan de continuité des activités, des « lessons learned » et des plans d'action ont été élaborés afin d'améliorer la résistance de Belfius. Tous les plans d'action sont exécutés comme prévu ;
- enfin, le principal changement dans la réglementation sur la continuité et la sécurité des activités (circulaire BNB 2015-32) est la diminution de l'objectif de temps de réponse (RTO) pour les activités d'importance systémique, de 4 heures à 2 heures. Les exercices et simulations de 2018 ont prouvé que Belfius satisfait pleinement à cette exigence.

### 3.6. Gestion des polices d'assurance

L'impact financier éventuel des NFR de Belfius est également atténué par la souscription de polices d'assurance qui couvrent essentiellement la responsabilité professionnelle, la fraude, le vol, l'interruption des activités et les cyber-risques. Il s'agit d'une pratique standard dans l'industrie des services financiers.

### 3.7. Politique d'approbation des nouveaux produits

Le processus de développement d'un « produit, activité, processus ou système » comporte différentes étapes préalables à sa commercialisation. La directive définit le processus global et la responsabilité des parties impliquées. Elle définit donc la gouvernance et décrit le processus d'approbation.

Les objectifs du processus sont les suivants :

- veiller à ce que le développement d'un « produit, activité, processus ou système » s'inscrive dans la stratégie de Belfius ;
- veiller à l'acceptation du risque (en fonction de la tolérance/l'appétit au risque) ;
- veiller à la disponibilité des ressources nécessaires ;
- veiller à la satisfaction du client ;
- éviter les risques inconnus ou indésirables à l'avenir.

### 3.8. Politique en matière de fraude

Le risque de fraude étant pertinent et en constante évolution, Belfius a adapté à la fois sa gouvernance du risque de fraude et sa politique en matière de risque de fraude. Conformément à l'engagement global de fournir des produits et services porteurs de valeur ajoutée, Belfius veut être extrêmement sévère dans l'évaluation des capacités en matière de fraude. Une politique de « zéro-tolérance » s'applique à toutes les formes de fraude (interne, externe et mixte).

Le CRO est en général, comme pour tous les risques, responsable de la bonne gestion dans le cadre du modèle des trois lignes de défense. Concrètement, ceci implique que les activités/départements de support sont la première ligne de la gestion des risques et que le CRO et l'équipe Risques/NFR, avec le Anti-Fraud Officer comme expert, jouent clairement le rôle de 2<sup>e</sup> ligne de défense.

Le Fraud Steering Committee, en tant que sous-comité du Non-Financial Risk Committee (NFRC), définit et assure un suivi tactique et stratégique de la gestion du risque de fraude. Il représente la plateforme reflétant et organisant un dialogue entre les fonctions de contrôle interne et les parties prenantes principalement présentes dans les unités d'experts décentralisées (qui gèrent les types de fraudes spécifiques).

L'Anti-Fraud Officer, en tant que challenger de la 2<sup>e</sup> ligne de défense, joue un rôle clé pour diriger, coordonner, harmoniser, contrôler, contester, et consolider les connaissances des unités d'experts décentralisées.

Chaque année, un rapport en matière de fraude est remis au comité de direction (agissant en qualité de NFRC) et au comité d'Audit/comité de Risques afin de fournir à la direction générale toutes les informations utiles pour revoir et apprécier l'évolution du risque de fraude.

## RISQUE D'ASSURANCES

### 1. Définition

Chez Belfius Insurance, membre du groupe Belfius Banque & Assurances, le risque de souscription est classé selon le type de contrat : Vie ou Non-Vie. Chaque catégorie est ensuite subdivisée en sous-modules, en fonction de la nature de l'activité sous-jacente.

Les risques liés à la souscription des contrats d'assurance, c'est-à-dire les risques de souscription, sont les suivants :

Le risque de souscription Vie, subdivisé en sept sous-modules :

- risque de mortalité : risque d'augmentation de la mortalité. Il s'applique à tous les engagements pour lesquels une hausse de la mortalité engendrerait une augmentation des prestations à payer ;

- risque de longévité : contrairement au risque de mortalité, il s'applique aux contrats pour lesquels une baisse de la mortalité provoquerait une hausse des paiements attendus (les contrats de pension, par exemple). L'amélioration des traitements médicaux susceptibles d'augmenter l'espérance de vie sans accroître l'aptitude au travail, pourrait entraîner une fréquence du risque de longévité plus élevée que ce que l'on observe actuellement ;
- risque de morbidité ou d'invalidité : il désigne le risque de perte ou d'évolution adverse des prestations dues à des changements de niveau, de tendance ou de volatilité des taux d'invalidité ;
- risque de rachat Vie : il se définit comme le risque de perte ou d'augmentation des prestations dû à un écart entre le taux réel d'exercice des options contractuelles de l'assuré et celui estimé. Le terme d'option doit être vu au sens large : le sous-module couvre les options de rachat, de résiliation, de réduction mais aussi d'extension des garanties. Pour certains contrats, l'exercice d'options peut être bénéficiaire à la société. Pour d'autres, il conduira à des pertes. Ce sous-module comprend donc deux scénarios : un pour lequel les options seront plus exercées que prévu et un pour lequel elles le seront moins ;
- risque de frais de gestion : il correspond au risque que les frais de gestion soient plus élevés que prévu dans la mesure où ils subissent une inflation plus importante qu'estimé ;
- risques de révision : ils ne s'appliquent qu'aux rentes dont les montants peuvent évoluer dans un sens négatif pour l'assureur en raison d'un changement de l'environnement légal ou de l'état de santé de l'assuré ;
- risque de catastrophe : il est limité aux contrats pour lesquels une hausse de la mortalité engendrerait une hausse des prestations.

Le risque de souscription Non-Vie reflète le risque découlant des engagements d'assurance Non-Vie. L'incertitude des résultats de la procédure de souscription par l'assureur comporte trois sous-modules :

- risque de prime : risque que le montant des primes reçues soit insuffisant pour payer les sinistres encourus au cours de la période de couverture relative à ces primes ;
- risque de réserve : le risque de perte ou de changement défavorable de la valeur des engagements d'assurance, résultant de fluctuations affectant la fréquence et l'impact des risques assurés, ainsi que la date et le montant des règlements de sinistres ; et
- risque de catastrophe : le risque d'occurrence d'un événement d'une grande importance non couvert par les deux risques précédents. On appelle catastrophes des événements tels que, notamment, tempêtes, inondations, tsunamis, conditions météorologiques hivernales extrêmes et autres événements liés aux conditions météorologiques, tremblements de terre, explosions industrielles, incendies de grande ampleur, pandémies et autres catastrophes provoquées par l'homme telles que troubles sociaux et attentats terroristes.



## 2. Gestion du risque d'assurance

Le comité Risk & Underwriting donne son avis sur la stratégie de souscription et de réserve des entités d'assurance de Belfius Insurance et sur la politique qui en découle, en particulier en ce qui concerne les points suivants :

- types et caractéristiques des activités d'assurance que Belfius Insurance est prête à gérer ;
- critères de sélection des risques en ligne avec l'appétence au risque ;
- manière dont la souscription effective est suivie ;
- adéquation entre, d'une part, les primes d'assurance perçues et, d'autre part, les sinistres à payer ajoutés aux frais supportés ;
- identification des risques découlant des engagements de Belfius Insurance, y compris les options implicites et le capital garanti par les produits d'assurance ; et
- le provisionnement des sinistres.

Au niveau des filiales, cette stratégie est appliquée et suivie par les responsables locaux.

La réassurance est une des méthodes permettant de limiter le risque d'assurance. En effet, son objectif est de réduire la volatilité des besoins en capitaux et des bénéfices et donc l'incertitude liée au risque de valorisation de l'assureur.

Les fonctions de la réassurance sont les suivantes :

- capacité : la réassurance permet une plus grande flexibilité aux assureurs quant à l'importance, aux types de risques et aux volumes d'activités qu'ils peuvent accepter de manière sûre. Cela donne la possibilité aux assureurs d'entrer dans de nouvelles activités, ou de les étendre dans une courte période ;

- stabilité : les programmes de réassurance structurés permettent aux assureurs de stabiliser leur résultat opérationnel ;
- protection : la réassurance fournit une protection contre des pertes financières cumulées dues à une succession d'événements (par exemple des intempéries) ou des pertes financières significatives découlant d'un seul événement ;
- financement : la réassurance peut être une alternative à l'augmentation de capital ; et
- expertise : les réassureurs portent assistance aux assureurs dans leur domaine d'expertise. Le personnel qualifié des compagnies de réassurance offrira ses services dans la mise en place d'une nouvelle activité par exemple.

## 3. Sensibilités

Nous évaluons l'effet des sensibilités sur les fonds propres économiques, c'est-à-dire sur les provisions techniques en valeur de marché.

Étant donné la faiblesse des taux sur le marché, la valeur des provisions techniques est plus importante que la valeur de rachat. Ceci résulte en un impact négatif sur les fonds propres en cas de diminution des taux de rachat. La sensibilité aux taux de rachat a légèrement augmenté en 2018.

La revue des hypothèses de coûts affectent également à la hausse la sensibilité.

Les capitaux décès assurés sont plus importants que les provisions techniques à la juste valeur. Ceci résulte en un impact négatif sur les fonds propres en cas d'augmentation des taux de mortalité. La sensibilité est demeurée stable entre 2017 et 2018.

### Risque de souscription Vie : scénario correspondant à<sup>(1)</sup>

(en millions d'EUR)	Impact sur les moyens financiers avant impôts disponibles	
	31/12/17	31/12/18
Une hausse de 15 % des taux de mortalité	(35)	(34)
Une hausse de 10 % des frais + 1 % inflation	(126)	(158)
Une baisse de 10 % des taux de rachat	(21)	(23)

(1) Scope : Belfius Insurance SA (=Belins solo), Branche 23 incluse.

### Risque de souscription Non-Vie : scénario correspondant à<sup>(1)</sup>

(en millions d'EUR)	Impact sur le résultat avant impôts	
	31/12/17	31/12/18
Une hausse de 10 % des frais administratifs	(9)	(8)
Une hausse de 5 % des sinistres survenus	(18)	(19)

(1) Scope : Belfius Insurance SA et Corona SA (= Belins conso).

## 4. Sinistralité

Le triangle de sinistralité est la méthode usuelle pour cartographier les paiements de sinistres qui s'étalent sur plusieurs années. Il permet, entre autres, aux actuaires d'évaluer l'adéquation des provisions techniques. En assurance Non-Vie, entre la date de survenance et la date de clôture d'un sinistre, l'assureur ne peut en général pas déterminer exactement le coût total du sinistre. Durant cette période, l'assureur constitue une réserve égale à la somme estimée des paiements futurs pour ce sinistre.

La réserve n'étant qu'une estimation, il existe un risque que le montant effectivement payé lui soit supérieur. Pour évaluer le risque encouru, il est nécessaire d'étudier la variation au cours du temps de deux montants :

- la somme des paiements réalisés avant cette date ; et
- la réserve constituée à cette date pour les paiements futurs.

La somme de ces deux composantes est appelée la charge totale du sinistre.

Le tableau qui suit reprend, pour Belfius Insurance SA et Corona SA, l'évolution, depuis 2008, de la somme à la fin de chaque année de la charge totale des sinistres survenus et ce, par année de survenance.

### Charge des sinistres (hors réassurance et frais internes)

(en milliers d'EUR)											
Année de règlement	Année de survenance										
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Estimation à l'année de survenance	284 441	331 831	376 927	368 410	366 403	365 798	415 445	389 632	427 822	417 069	441 459
1 an plus tard	286 182	315 094	377 982	365 547	350 517	324 524	392 976	361 479	402 910	396 145	
2 ans plus tard	276 197	302 958	376 143	355 306	334 313	312 883	381 044	353 512	385 904		
3 ans plus tard	266 868	302 314	370 819	350 249	329 882	306 454	374 836	351 551			
4 ans plus tard	267 226	300 159	370 924	352 804	328 046	303 051	371 983				
5 ans plus tard	266 805	299 236	363 378	350 780	323 899	301 179					
6 ans plus tard	267 520	296 773	360 537	351 335	319 633						
7 ans plus tard	267 249	293 969	357 875	344 245							
8 ans plus tard	264 048	293 741	354 384								
9 ans plus tard	264 340	292 906									
10 ans plus tard	262 520										

(en milliers d'EUR)											
Estimation actuelle	262 520	292 906	354 384	344 245	319 633	301 179	371 983	351 551	385 904	396 145	441 459
Paievements cumulés	(228 718)	(268 076)	(302 729)	(300 328)	(272 831)	(251 659)	(311 647)	(265 894)	(278 323)	(247 810)	(197 009)
Provisions actuelles	33 802	24 830	51 655	43 918	46 802	49 520	60 336	85 657	107 581	148 335	244 450

(en milliers d'EUR)											
Provisions (après 2008)											896 885
Provisions (avant 2008)											129 820
Frais internes											47 256
Affaires acceptées											25 795

**TOTAL<sup>(1)</sup>** **1 099 756**

(1) Provisions pour sinistre au 31/12/2018 - Note 6.5.2.

# GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

## COMPOSITION DU COMITÉ DE DIRECTION ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BELFIUS BANQUE

### 1. Comité de direction

#### 1.1. Composition

Au 31 décembre 2018, le comité de direction de Belfius Banque était composé de six membres, à savoir : Messieurs Marc Raisière, président, Dirk Gyselinck, Eric Hermann, Olivier Onclin, Dirk Vanderschrick et Johan Vankelecom.

<b>Président</b>	<b>Marc Raisière</b>
<b>Membres</b>	<b>Dirk Gyselinck</b>
	<b>Eric Hermann<sup>(1)</sup></b>
	<b>Olivier Onclin</b>
	<b>Dirk Vanderschrick<sup>(2)</sup></b>
	<b>Johan Vankelecom</b>

(1) Jusqu'au 31 décembre 2018. Remplacé par Marianne Collin au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

(2) Jusqu'au 31 décembre 2018.

Le 25 avril 2018, le mandat d'administrateur de monsieur Dirk Gyselinck a été renouvelé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires pour une durée de 4 ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2022.

Messieurs Dirk Vanderschrick, responsable RCB, et Eric Hermann, CRO, ont démissionné de leur mandat d'administrateur et de membre du comité de direction au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Monsieur Dirk Vanderschrick est, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, président à temps plein du comité de direction de Belfius Insurance.

Monsieur Eric Hermann est, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, conseiller du comité de direction dans différents domaines en matière de risques.

Le conseil d'administration a coopté madame Marianne Collin en qualité d'administrateur afin de pourvoir provisoirement au remplacement de monsieur Eric Hermann et l'a nommée en qualité de CRO, membre du comité de direction, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Sa nomination définitive en qualité d'administrateur a été approuvée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 19 mars 2019.

Les compétences du comité de direction de Belfius Banque ont été redistribuées entre les 5 membres du comité de direction.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le comité de direction de Belfius Banque est composé de 5 membres, à savoir : Monsieur Marc Raisière, président, madame Marianne Collin, messieurs Dirk Gyselinck, Olivier Onclin et Johan Vankelecom.

Par ailleurs, le comité de direction a, en concertation avec le conseil d'administration, nommé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, trois membres associés, à savoir monsieur Patrick Devis, Directeur IT, madame Camille Gillon, directeur HR & Building Management, et monsieur Geert Van Mol, directeur Data & Digital. Les membres associés du comité de direction assistent aux réunions du comité de direction de la Banque avec voix consultative.

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, un Group Management Committee a été mis en place. Ce comité est composé des 5 membres du comité de direction de Belfius Banque et du président du comité de direction de Belfius Insurance (monsieur Dirk Vanderschrick), qui disposent chacun du droit de vote, et des 3 membres associés du comité de direction qui ont chacun une voix consultative. Le Group Management Committee traite de différents dossiers groupe stratégiques et de sujets importants pour un bancassureur. Il se réunit en principe une fois par semaine.

Le renouvellement du mandat d'administrateur de messieurs Olivier Onclin et Johan Vankelecom, pour une durée de 4 ans, sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2019.

#### 1.2. Compétences

Le conseil d'administration a délégué ses pouvoirs de gestion au comité de direction constitué en son sein. Les membres du comité de direction forment un collège. Cette délégation de compétences ne porte pas sur la détermination de la politique générale de la Banque, ni sur les actes réservés au conseil d'administration par les autres dispositions du Code des sociétés ou par la loi bancaire.

Le comité de direction est par conséquent chargé de la gestion effective de la Banque, dont il mène et coordonne les activités des divers métiers et des départements de support et ce, dans le cadre des objectifs et de la politique générale qui sont définis par le conseil d'administration.

Le comité de direction s'assure que l'activité de la Banque est en ligne avec la stratégie, la politique en matière de risques et la politique générale définies par le conseil d'administration et communique au conseil d'administration les données pertinentes pour lui permettre de prendre les décisions en connaissance de cause. Il formule des propositions et des avis au conseil d'administration en vue de la définition ou de l'amélioration de la politique générale et de la stratégie de l'établissement.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BELFIUS BANQUE (exercice 2018)	FONCTION PRINCIPALE	ADMINISTRATEUR NON EXÉCUTIF	MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION	ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT	COMITÉ D'AUDIT	COMITÉ DE NOMINATION	COMITÉ DE RÉMUNÉRATION	COMITÉ DES RISQUES	COMITÉ DE MÉDIATION
Jozef Clijsters	Président du conseil d'administration de Belfius Banque SA	★				■	■		★
Marc Raisière	Président du comité de direction de Belfius Banque SA		★						
Dirk Gyselinck	Membre du comité de direction de Belfius Banque SA Responsable Public & Corporate Banking, Financial Markets, Wealth Management, Customer Loan Services		■						
Eric Hermann <sup>(1)</sup>	Membre du comité de direction de Belfius Banque SA Chief Risk Officer		■						
Olivier Onclin <sup>(2)</sup>	Membre du comité de direction de Belfius Banque SA Chief Operating Officer, responsable Operations, IT, Purchasing & Facility Management		■						
Dirk Vanderschrick <sup>(3)</sup>	Membre du comité de direction de Belfius Banque SA Responsable Retail & Commercial Banking		■						
Johan Vankelecom	Membre du comité de direction de Belfius Banque SA Chief Financial Officer, Responsable Accounting, Strategic Planning & Performance Management, Socio-Economic Research, Strategic Corporate Development, Asset & Liability Management, Services juridiques et fiscaux		■						
Paul Bodart	Professeur Financial Markets à la Solvay Business School (ULB)	■		■	■				
Jean-Pierre Delwart	Président du conseil d'administration de Solvac	■		■					■
Carine Doutrelepon	Avocat et professeur ordinaire à l'Université Libre de Bruxelles	■		■		■	■		
Georges Hübner	Professeur ordinaire à HEC Liège, Liège Université	■		■	★			■	
Diane Rosen	Directeur Financier et Ressources Humaines de BAM Belgium SA	■		■				■	
Chris Sunt	Avocat	■		■	■			■	
Lutgart Van den Berghe	Professeur extraordinaire à la Vlerick Business School	■		■		★	★		
Rudi Vander Venet	Professeur ordinaire Banking & Economics à l'Université de Gand et professeur Banking & Insurance à la Solvay Business School (ULB)	■		■				★	
	★ Président								

(1) Jusqu'au 31 décembre 2018. Remplacé par Marianne Collin à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019.  
(2) À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 : Responsable Retail & Commercial Banking et Customer Transaction Services.  
(3) Jusqu'au 31 décembre 2018.

Les membres du comité de direction doivent exercer leur fonction en toute objectivité et indépendance.

Le comité de direction prend, sous le contrôle du conseil d'administration, les mesures nécessaires pour s'assurer que la Banque dispose d'un dispositif solide et adéquat d'organisation d'entreprise, dont des mesures de surveillance, en vue de garantir une gestion efficace et prudente de l'établissement conformément à la loi bancaire.

Le comité de direction se réunit en principe une fois par semaine.

## 2. Conseil d'administration

### 2.1. Composition

Au 31 décembre 2018, le conseil d'administration de Belfius Banque était composé de quinze membres, dont six faisaient partie du comité de direction (cf. tableau page ci-contre).

À la suite des changements intervenus au sein du comité de direction de Belfius Banque, le conseil d'administration de Belfius Banque est composé, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, de quatorze membres, dont cinq font partie du comité de direction.

La nomination d'un nouvel administrateur, à savoir madame Martine De Rouck, ainsi que le renouvellement des mandats d'administrateur de messieurs Jean-Pierre Delwart, Georges Hübner, Olivier Onclin et Johan Vankelecom seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2019.

Le conseil d'administration est composé de professionnels issus de différents secteurs, y compris du secteur financier, et dispose de l'expertise et de l'expérience nécessaires liées aux diverses activités opérationnelles de la Banque.

### 2.2. Compétences

Le conseil d'administration définit et supervise la stratégie et les objectifs de la Banque ainsi que la politique en matière de risques, y compris le niveau de tolérance au risque, sur proposition ou après avis du comité de direction.

Le conseil d'administration s'implique activement dans le cadre de cette responsabilité de politique générale, notamment en ce qui concerne la supervision de la politique en matière de risques, de l'organisation, de la stabilité financière de la Banque et de sa gouvernance, y compris par la définition des objectifs et des valeurs de l'établissement de crédit.

Le conseil d'administration approuve également le memorandum de gouvernance de la Banque.

En 2018, le conseil d'administration s'est réuni à dix-huit reprises.

## LIEN ENTRE LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LE COMITÉ DE DIRECTION

La gestion des activités de l'établissement de crédit relève exclusivement de la compétence du comité de direction. Elle s'effectue sans intervention extérieure, dans le cadre de la politique générale définie par le conseil d'administration.

## COMITÉS CONSULTATIFS INSTITUÉS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration a institué différents comités consultatifs qui l'assistent dans sa tâche, à savoir un comité de nomination, un comité de rémunération, un comité d'audit et un comité des risques. Ces comités sont exclusivement composés d'administrateurs non exécutifs. Au moins un membre de chaque comité consultatif (la majorité des membres pour le comité d'audit) est indépendant au sens de l'article 526ter du Code des sociétés. Les membres de ces comités consultatifs siègent au maximum dans trois des comités précités.

Un comité de médiation a également été mis en place au sein du groupe Belfius.

### 1. Comité de nomination

Le comité de nomination a un rôle consultatif et prépare les décisions du conseil d'administration de Belfius Banque en matière de nomination. Il veille également à l'application des dispositions en matière de gouvernance d'entreprise. Pour des raisons d'efficacité et de cohérence au niveau de la politique de groupe, ce comité prépare également les décisions du conseil d'administration de Belfius Insurance, de Corona et de Belfius Investment Partners en la matière.

#### 1.1. Composition

##### 1.1.1. Généralités

Au 31 décembre 2018, le comité de nomination de Belfius Banque était composé des membres suivants : la baronne Lutgart Van den Berghe, présidente, monsieur Jozef Clijsters et madame Carine Doutrelepont.

<b>Présidente</b>	<b>Lutgart Van den Berghe</b>
<b>Membres</b>	<b>Jozef Clijsters</b> Président du conseil d'administration de Belfius Banque et de Belfius Insurance <sup>(1)</sup>
	<b>Carine Doutrelepont</b>
	<b>Johan Tack</b> Administrateur de Belfius Insurance, invité en tant que représentant de Belfius Insurance

(1) Président du conseil d'administration de Belfius Insurance jusqu'au 31 décembre 2018.

### 1.1.2. Indépendance et compétence

Tous les membres du comité de nomination sont des administrateurs non exécutifs.

La baronne Lutgart Van den Berghe, docteur en sciences économiques, est professeur extraordinaire à la Vlerick Business School et à l'université de Gand. Elle est membre de la Koninklijke Vlaamse Academie van België voor Wetenschappen en Kunsten.

Monsieur Jozef Clijsters, licencié en sciences économiques appliquées, est président du conseil d'administration de Belfius Banque.

Madame Carine Doutrelepon, docteur en droit, est avocate aux barreaux de Bruxelles et Paris et professeur ordinaire à l'Université Libre de Bruxelles. Elle est membre de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique.

Monsieur Johan Tack, licencié en sciences économiques, est actuellement administrateur et conseiller dans le secteur financier et des assurances. Monsieur Johan Tack est membre du comité de nomination seulement pour les sujets qui concernent Belfius Insurance.

Deux des trois membres du comité de nomination de Belfius Banque sont des administrateurs indépendants au sens de l'article 526<sup>ter</sup> du Code des sociétés.

Deux membres ont une expérience professionnelle dans le secteur financier.

Un des membres a également siégé dans le comité de nomination et de rémunération d'une société cotée en Bourse.

Tous les membres disposent d'une expérience professionnelle dans une fonction d'administrateur exécutif et d'une expérience professionnelle supplémentaire en tant qu'administrateur non exécutif dans différents secteurs d'activités.

Par conséquent, les membres du comité de nomination disposent, sur la base de leur formation et de leur expérience professionnelle variée, de l'expertise nécessaire pour pouvoir exercer un jugement pertinent et indépendant sur la composition et le fonctionnement des organes d'administration et de gestion de la Banque, en particulier sur l'expertise individuelle et collective de leurs membres et sur l'intégrité, la réputation, l'indépendance d'esprit et la disponibilité de ceux-ci.

## 1.2. Compétences

Le comité de nomination :

- identifie et recommande, pour approbation par l'assemblée générale des actionnaires ou, le cas échéant, par le conseil d'administration, des candidats aptes à occuper des sièges vacants au sein du conseil d'administration, évalue l'équilibre de connaissances, de compétences, de diversité et d'expérience au sein du conseil d'administration, élabore une description des missions et des qualifications liées à une nomination donnée et évalue le temps à consacrer à ces fonctions.

Le comité de nomination fixe également un objectif à atteindre en ce qui concerne la représentation du sexe sous-représenté au sein du conseil d'administration et élabore une politique destinée à y accroître le nombre de représentants de ce sexe afin d'atteindre cet objectif ;

- évalue périodiquement, et à tout le moins une fois par an, la structure, la taille, la composition et les performances du conseil d'administration et lui soumet des recommandations en ce qui concerne des changements éventuels ;
- évalue périodiquement les connaissances, les compétences, l'expérience, le degré d'implication, notamment l'assiduité, des membres du conseil d'administration et des comités consultatifs, tant individuellement que collectivement, et en rend compte au conseil d'administration ;
- examine périodiquement les politiques du conseil d'administration en matière de sélection et de nomination des membres du comité de direction, et formule des recommandations à l'intention du conseil d'administration ;
- prépare les propositions de nomination ou, le cas échéant, de renouvellement de mandat, des administrateurs, des membres du comité de direction, du président du conseil d'administration et du président du comité de direction ;
- apprécie l'aptitude d'un administrateur ou d'un candidat administrateur à répondre aux critères définis pour la qualification d'administrateur indépendant ;
- examine les questions relatives à la problématique de la succession des administrateurs et des membres du comité de direction ;
- établit un profil général et spécifique pour les administrateurs et membres du comité de direction ;
- veille à l'application des dispositions en matière de gouvernance d'entreprise ;
- prépare les propositions de modification du règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration et du comité de direction ;
- évalue le mémorandum de gouvernance et propose, le cas échéant, des modifications ;
- discute et analyse au moins une fois par an le relevé quantitatif et l'analyse qualitative des communications en matière de stress, burn-out et comportements inappropriés au travail et les actions menées pour y remédier.

Dans l'exercice de ses attributions, le comité de nomination veille à ce que la prise de décision au sein du conseil d'administration ne soit pas dominée par une personne ou un petit groupe de personnes, d'une manière qui soit préjudiciable aux intérêts de l'établissement dans son ensemble.

Le comité de nomination peut recourir à tout type de ressource qu'il considère comme étant appropriée à l'exercice de sa mission, y compris à des conseils externes, et reçoit les moyens financiers appropriés à cet effet.

En 2018, le comité de nomination s'est réuni à cinq reprises et a tenu une réunion par voie circulaire.



### 1.3. Politique de recrutement

#### 1.3.1. Exigences liées à la fonction d'administrateur/de membre du comité de direction

Chaque administrateur/membre du comité de direction doit disposer, lors de sa nomination ainsi que pendant toute la durée de son mandat, de l'expertise et de l'honorabilité professionnelle requises pour exercer sa fonction. Dans ce cadre, un profil de fonction a été établi par la Banque.

En outre, la Banque procède périodiquement à l'évaluation de l'aptitude des administrateurs, membres du comité de direction et des membres des comités consultatifs.

Conformément à la réglementation applicable, chaque administrateur est tenu d'informer spontanément la Banque de tout élément qui pourrait avoir un impact sur l'expertise, sur l'honorabilité professionnelle et sur la disponibilité requises pour exercer sa fonction d'administrateur.

#### 1.3.2. Procédure en matière de nomination/renouvellement de mandat

##### 1.3.2.1. Administrateurs

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires (ou par le conseil d'administration en cas de cooptation d'un administrateur) sur proposition du conseil d'administration, après avoir obtenu l'avis du comité de nomination. La nomination ou le renouvellement de mandat d'un administrateur doit être préalablement approuvé par l'autorité de contrôle (BCE/BNB).

Le comité de nomination prépare les propositions de nomination, de cooptation ou de renouvellement de mandat des administrateurs.

À l'occasion du renouvellement d'un mandat d'administrateur, le comité de nomination procédera à une évaluation de sa participation au fonctionnement du conseil d'administration et s'assurera qu'il n'y a pas de nouveaux éléments de nature à influencer défavorablement l'aptitude de l'administrateur à exercer un nouveau mandat. Le comité de nomination s'assure également, sur la base de la matrice de compétences, que le conseil d'administration dispose de cette manière de suffisamment de compétences en son sein pour réaliser la stratégie et faire face aux défis futurs. Le comité transmettra ensuite un avis au conseil d'administration.

Lors d'une première nomination ou d'un renouvellement de mandat, le président du conseil d'administration et le comité de nomination s'assurent que le conseil d'administration et l'assemblée générale des actionnaires disposent de suffisamment d'informations à propos du candidat administrateur pour pouvoir apprécier si celui-ci dispose de l'expertise et de l'honorabilité professionnelle requises pour l'exercice de cette fonction.

##### 1.3.2.2. Membres du comité de direction

Le conseil d'administration nomme le président et les membres du comité de direction parmi les administrateurs qui ont acquis une expérience professionnelle dans le secteur bancaire et financier, sur présentation du comité de direction, après avoir obtenu l'avis du comité de nomination et l'approbation de l'autorité de contrôle (BCE/BNB).

En ce qui concerne le président du comité de direction, sa nomination sera décidée par le conseil d'administration sur présentation du comité de direction, après consultation du président du conseil d'administration et avis positif du comité de nomination.

### 1.4. Politique de diversité

Un conseil d'administration diversifié intègre les différences de parcours, de langue, de genre, d'âge, de compétences professionnelles pertinentes pour Belfius. Ces différences sont prises en compte pour déterminer la composition optimale du conseil d'administration (matrice de compétences) et doivent autant que possible être réparties de façon équilibrée.

Le comité de nomination passe en revue et évalue la composition du conseil d'administration pour le compte de ce dernier, et recommande la nomination des nouveaux administrateurs. Lorsqu'il évalue la composition du conseil d'administration, le comité de nomination tient compte des avantages inhérents à tous les aspects de la diversité, notamment ceux repris ci-dessus, pour maintenir un éventail et un équilibre appropriés de compétences, d'expérience et de parcours au sein du conseil d'administration.

Pour identifier des candidats aptes à être nommés au conseil d'administration, le comité de nomination se base sur des critères objectifs de mérite tout en tenant compte des avantages inhérents à la diversité au sein du conseil d'administration.

Le comité de nomination procède par ailleurs à une revue annuelle de l'efficacité du conseil d'administration et à une évaluation régulière des administrateurs à titre individuel. Dans le cadre de ces évaluations du conseil d'administration, des comités consultatifs et des administrateurs individuels, le comité de nomination tient compte de l'équilibre de compétences, d'expérience, d'indépendance et de connaissances de Belfius Banque au sein du conseil d'administration et de la représentation de la diversité du conseil d'administration.

Par ailleurs, lors de sa réunion du 25 août 2015, le comité de nomination a fixé un objectif à atteindre en ce qui concerne la représentation du sexe sous-représenté au sein du conseil d'administration et a élaboré une politique destinée à accroître le nombre de représentants de ce sexe afin d'atteindre cet objectif.

Conformément aux dispositions de l'article 518bis du Code des sociétés, le comité de nomination a fixé un objectif à atteindre et maintenir au 1<sup>er</sup> janvier 2019, d'au moins un tiers de représentants du sexe sous-représenté au conseil d'administration (comité de direction inclus). Dans le cadre de cet objectif, le nombre minimum requis de membres du sexe sous-représenté sera arrondi au nombre entier le plus proche.

Si le nombre d'administrateurs du sexe sous-représenté est inférieur à un tiers, l'assemblée générale des actionnaires composera un conseil d'administration répondant à cette exigence.

Le comité de nomination discute une fois par an la progression vers la réalisation de l'objectif de diversité au sein du conseil d'administration et lui soumet des recommandations qui doivent être approuvées par le conseil d'administration.

<b>Conseil d'administration</b>	<b>Nombre de membres</b>	15
	<b>Rapport hommes/femmes</b>	80 %/20 %
	<b>Administrateurs indépendants</b>	8
	<b>Principaux diplômes</b> (plusieurs personnes peuvent être titulaires de différents diplômes) :	Économie/Administration des affaires/Finance/Droit/Ingénieur/Mathématiques/Sciences actuarielles
<b>Comité de direction</b>	<b>Nombre de membres</b>	6
	<b>Rapport hommes/femmes</b>	100 %/0 %
	<b>Principaux diplômes</b> (plusieurs personnes peuvent être titulaires de différents diplômes) :	Ingénieur (commercial, civil)/Économie/Administration des affaires/Finance/Mathématique/Sciences actuarielles

Au 31 décembre 2018, le conseil d'administration et le comité de direction étaient composés comme ci-dessus.

Dans la mesure où l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2019 approuve la nomination d'une candidate administratrice, la composition du conseil d'administration de Belfius Banque répondra au quorum en matière de diversité de genres.

## 2. Comité de rémunération

Le comité de rémunération a un rôle consultatif et prépare les décisions du conseil d'administration de Belfius Banque en matière de rémunération. Pour des raisons d'efficacité et de cohérence au niveau de la politique du groupe, ce comité prépare également les décisions du conseil d'administration de Belfius Insurance, de Corona et de Belfius Investment Partners en la matière.

### 2.1. Composition

#### 2.1.1. Généralités

Au 31 décembre 2018, le comité de rémunération de Belfius Banque était composé des membres suivants : la baronne Lutgart Van den Berghe, présidente, monsieur Jozef Clijsters et madame Carine Doutrelepont.

<b>Présidente</b>	<b>Lutgart Van den Berghe</b>
<b>Membres</b>	<b>Jozef Clijsters</b> Président du conseil d'administration de Belfius Banque et de Belfius Insurance <sup>(1)</sup>
	<b>Carine Doutrelepont</b>
	<b>Johan Tack</b> Administrateur de Belfius Insurance, invité en tant que représentant de Belfius Insurance

(1) Président du conseil d'administration de Belfius Insurance jusqu'au 31 décembre 2018.

#### 2.1.2. Indépendance et compétence

Tous les membres du comité de rémunération sont des administrateurs non exécutifs.

La baronne Lutgart Van den Berghe, docteur en sciences économiques, est professeur extraordinaire à la Vlerick Business School et à l'université de Gand. Elle est membre de la Koninklijke Vlaamse Academie van België voor Wetenschappen en Kunsten.

Monsieur Jozef Clijsters, licencié en sciences économiques appliquées, est président des conseils d'administration de Belfius Banque.

Madame Carine Doutrelepont, docteur en droit, est avocate aux barreaux de Bruxelles et Paris et professeur ordinaire à l'Université Libre de Bruxelles. Elle est membre de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique.

Monsieur Johan Tack, licencié en sciences économiques, est actuellement administrateur et conseiller dans le secteur financier et des assurances. Monsieur Johan Tack est membre du comité de rémunération seulement pour les sujets qui concernent Belfius Insurance.

Deux des trois membres du comité de rémunération de Belfius Banque sont des administrateurs indépendants au sens de l'article 526ter du Code des sociétés.

Deux membres ont une expérience professionnelle dans le secteur financier.

Un des membres a également siégé dans le comité de nomination et de rémunération d'une société cotée en Bourse.

Tous les membres disposent d'une expérience professionnelle dans une fonction d'administrateur exécutif et d'une expérience professionnelle supplémentaire en tant qu'administrateur non exécutif dans différents secteurs d'activités.

Par conséquent, les membres du comité de rémunération disposent, sur la base de leur formation et de leur expérience professionnelle variée, de l'expertise nécessaire pour pouvoir rendre un jugement pertinent et indépendant sur les politiques et les pratiques de rémunération et sur les incitants créés au regard de la maîtrise des risques, des besoins de fonds propres et de la position de liquidité de la Banque.

### 2.1.3. Collaboration et interaction avec les autres comités consultatifs du conseil d'administration

Afin de pouvoir exercer correctement ses compétences (voir également infra), le comité de rémunération a interagi régulièrement avec le comité des risques et le comité d'audit en 2018.

Le comité des risques veille à ce que la gestion des risques, le besoin de fonds propres et la position de liquidité du groupe Belfius, ainsi que la probabilité et l'échelonnement dans le temps des bénéfices soient correctement pris en considération dans les décisions relatives à la politique de rémunération.

Au sein de Belfius Banque, cela se traduit par la formulation d'un avis sur l'élaboration d'un Risk Gateway global (voir § 2.3.1.3.) ainsi que par l'établissement et l'évaluation desdits Key Risk Indicators sur une base annuelle. La préparation de ceux-ci est assurée par les divisions Risques, en collaboration avec la division des Ressources Humaines.

Le comité d'audit veille à l'établissement des objectifs pour l'Auditeur Général et pour le Compliance Officer.

La division Audit de Belfius Banque prévoit de procéder à une analyse indépendante et régulière de la politique de rémunération et de sa mise en œuvre concrète. En 2017, une étude de suivi a été réalisée. Les résultats de cette étude ont également été présentés au comité de rémunération et au conseil d'administration. L'audit qui a eu lieu en 2017 n'a soulevé aucune remarque particulière.

## 2.2. Compétences

Le comité de rémunération prépare les décisions du conseil d'administration, notamment par le biais de :

- l'élaboration de la politique de rémunération, ainsi que la formulation de propositions concrètes de rémunération pour le président, les membres non exécutifs du conseil d'administration et les membres des comités consultatifs du conseil d'administration. Le conseil d'administration soumet ces propositions de rémunération à l'assemblée générale des actionnaires pour approbation ;
- l'élaboration de la politique de rémunération, ainsi que la formulation de propositions concrètes pour la rémunération du président du comité de direction et pour la rémunération des membres du comité de direction sur avis du président du comité de direction. Le conseil d'administration détermine ensuite la rémunération du président et des membres du comité de direction ;
- la formulation d'un avis sur les propositions du président du comité de direction de Belfius Banque concernant les indemnités de départ pour les membres du comité de direction de Belfius Banque. Sur proposition du comité de rémunération, le conseil d'administration de Belfius Banque détermine l'indemnité de départ du président et des membres du comité de direction de Belfius Banque ;
- la formulation d'un avis au conseil d'administration concernant la politique de rémunération pour les collaborateurs dont l'activité a un impact matériel sur le profil de risque de Belfius Banque (ledit « Identified Staff ») et concernant la conformité de l'allocation

de la rémunération de l'« Identified Staff » au regard de la politique de rémunération mise en place pour ces personnes ;

- la préparation du rapport de rémunération qui est entériné par le conseil d'administration et publié dans le rapport annuel ;
- la vérification périodique du fait que les programmes de rémunération atteignent leur objectif et sont conformes aux dispositions applicables ;
- l'évaluation annuelle des prestations et des objectifs des membres du comité de direction ;
- la formulation d'un avis sur l'élaboration d'un « Risk Gateway » global en concertation avec le comité des risques, comprenant différents leviers qui sont appliqués à divers moments du cycle de gestion des performances, avec un impact sur la détermination de la rémunération variable.

Le comité de rémunération exerce également un contrôle direct sur la détermination des objectifs et la rémunération des responsables de fonctions de contrôle indépendantes (Chief Risk Officer, Auditeur Général et Compliance Officer).

En 2018, le comité de rémunération s'est réuni à six reprises.

## 2.3. Rémunération

### 2.3.1. Introduction

#### 2.3.1.1. Pouvoirs de décision

Le conseil d'administration fixe la rémunération des membres du comité de direction de Belfius Banque sur la base de l'avis du comité de rémunération et du président du comité de direction.

Le comité de direction fixe la rémunération des cadres supérieurs susceptibles d'avoir un impact significatif sur le profil de risque de Belfius Banque, compte tenu de la nature ou du niveau de leurs fonctions et/ou de leur rémunération, dans le cadre de la politique de rémunération. Le comité de rémunération formule un avis concernant cette politique et prend connaissance de l'information individuelle.

#### 2.3.1.2. Politique de rémunération

La politique de rémunération de Belfius Banque et de ses filiales a été élaborée par la division des Ressources Humaines et les Services Juridiques et a été soumise pour avis au comité de rémunération. Le comité des risques a également été impliqué dans l'élaboration de cette politique de rémunération.

La politique de rémunération comprend, d'une part, les principes généraux en vigueur pour tous les collaborateurs de Belfius Banque. D'autre part, en vertu du principe de proportionnalité préalablement convenu avec la BNB, elle contient des dispositions spécifiques exclusivement applicables aux membres du comité de direction et aux collaborateurs dont l'activité a un impact matériel sur le profil de risque de Belfius Banque (ledit « Identified Staff »), vu la nature ou le niveau de leur fonction et/ou de leur rémunération.

Lors de l'actualisation annuelle de la liste d'« Identified Staff », Belfius Banque tient compte des directives élaborées au niveau européen. Le comité de rémunération et le comité des risques sont également informés du résultat de cette actualisation.

### 2.3.1.3. Lignes stratégiques approuvées par le conseil d'administration conformément à la réglementation

La rémunération fixe constitue une part importante de la rémunération totale et vise à rétribuer les prestations des collaborateurs, en tenant compte de leur expérience, de leur formation et de leur compétence, de leurs tâches, de leur responsabilité et de leur niveau de fonction.

Le fait de limiter la partie de la rémunération liée aux prestations a pour but de décourager la prise de risques excessifs. Pour 2018, la proportion entre rémunération fixe et variable est de 30 % pour les membres du comité de direction et 25 % pour le senior management, dans l'hypothèse de prestations normales. Les prestations exceptionnelles ne peuvent jamais entraîner l'application d'un pourcentage supérieur à 50 %.

L'enveloppe pour la rémunération liée aux prestations (prestations 2018) est déterminée en fonction de l'évolution des résultats d'exploitation.

La politique comporte également un Risk Gateway, à savoir un mécanisme (ex-ante) qui implique que le budget total de la rémunération variable du senior management est diminué en cas de détérioration matérielle des ratios de solvabilité (CET1/exposition au risque réglementaire) ou de liquidité (LCR) sous les niveaux fixés dans le cadre des risques.

La rémunération liée aux prestations est versée individuellement en fonction de l'enveloppe disponible, des résultats collectifs et de la réalisation des objectifs individuels.

Pour l'exercice de prestations 2018, des indicateurs liés au risque (KRI) ont été repris dans les objectifs des membres du comité de direction et des collaborateurs dont l'activité a un impact matériel sur le profil de risque de Belfius Banque. L'objectif est de tenir correctement compte des différents types de risques (actuels et futurs) à chaque moment du cycle d'évaluation : un score insuffisant sur un ou plusieurs de ces indicateurs de risque a un impact négatif sur la rémunération variable.

L'établissement, le suivi et l'évaluation de ces indicateurs de risque sont coordonnés par le Chief Risk Officer (CRO) et présentés au comité de rémunération ainsi qu'au comité des risques. À cet effet, le CRO s'accordera, le cas échéant, avec l'Auditeur Général et le Compliance Officer et se concertera régulièrement avec la division des Ressources Humaines.

Belfius Banque a en outre la possibilité de diminuer la rémunération liée aux prestations - voire même de la ramener à zéro - en cas de mauvaises prestations (collectives ou individuelles), en tenant compte du niveau hiérarchique du collaborateur et/ou de la base légale sur laquelle se fonde cette rémunération liée aux prestations.

Fin 2015, une politique relative à la rémunération variable différée (« deferral ») a été élaborée pour les collaborateurs dont l'activité a un impact matériel sur le profil de risque de Belfius Banque. Cette proposition a été formulée par la division des Ressources Humaines, en collaboration avec les divisions Capital & Liquidity Management, Services Juridiques et Risques. Cette politique a été maintenue pour l'exercice de prestations 2018.

Concrètement, pour les collaborateurs dont l'activité a un impact matériel sur le profil de risque de Belfius Banque, dans la mesure où leur rémunération liée aux prestations dépasse le montant préalablement convenu avec la BNB, 50 % de la rémunération seront octroyés en différé sur une période de 5 ans (60 % si la rémunération liée aux prestations dépasse EUR 200 000) pour les membres du comité de direction et leurs « direct reports » et de 3 ans pour les autres. 50 % de la rémunération variable totale seront versés par le biais d'un instrument financier qui reflète la santé financière de l'entreprise. Les modalités de cette politique sont intégrées dans la politique de rémunération du groupe Belfius.

Le Risk Gateway (voir ci-dessus) est également appliqué à la fin du premier trimestre afin de déterminer si la rémunération variable différée à verser au cours de l'année peut effectivement être versée.

Le cas échéant, la rémunération variable peut être soumise à un ajustement du risque ex-post par le biais d'un malus ou d'un « Clawback ».

## 2.3.2. Rémunération des membres du comité de direction

### 2.3.2.1. Rémunération fixe et liée aux prestations

La rémunération des membres du comité de direction de la Banque est composée d'une partie fixe et d'une partie liée aux prestations.

La rémunération fixe et la rémunération liée aux prestations des membres du comité de direction constituent un ensemble dont est déduit tout jeton de présence ou tantième versé à un membre du comité de direction par une société tierce (au sein de laquelle le membre exerce un mandat pour compte de Belfius Banque).

La rémunération du comité de direction est approuvée par le conseil d'administration. Les membres du comité de direction ne participent ni à la délibération, ni à la prise de décision en la matière. Le président du comité de direction ne participe ni à la délibération, ni à la prise de décision concernant sa situation personnelle.

Lorsqu'un membre du comité de direction dispose de plusieurs mandats au sein du groupe Belfius, une partie de la rémunération peut être refacturée en interne. Dans ce cas, seule la partie à charge de Belfius Banque est intégrée dans les chiffres. Pour 2018, la rémunération de monsieur Dirk Vanderschrick est refacturée à concurrence de 50 % à Belfius Insurance dans le cadre de son mandat de président du comité de direction de Belfius Insurance.

### 2.3.2.2. Rémunération pour l'année 2018

#### Rémunération du président du comité de direction

##### Rémunération fixe

La rémunération fixe du président du comité de direction s'élève à EUR 650 000.

Les montants versés au titre de son assurance de groupe, pour les autres assurances (principalement l'assurance décès et invalidité) et pour les autres avantages (essentiellement le remboursement de frais et les coûts liés à la voiture de société), totalisent EUR 164 384.

##### Rémunération variable

Le conseil d'administration a décidé d'octroyer au président du comité de direction une rémunération variable liée aux prestations 2018 de EUR 254 631. L'attribution de ce montant est répartie sur 7 ans et pour autant que certaines conditions soient remplies. La totalité de cette rémunération variable (différée) est allouée pour moitié en espèces et pour moitié via un instrument financier. Un premier versement de cette rémunération liée aux prestations 2018 est prévu début 2019 : le solde sera échelonné sur les 6 prochaines années.

Le versement de la rémunération variable différée dépend de l'évaluation annuelle de l'instrument financier et peut faire l'objet d'un ajustement du risque ex-post via un malus ou un « clawback » (voir supra 2.3.1.3.).

Sur la base de la rémunération variable octroyée en fonction des prestations 2015, 2016, 2017 et 2018, le président du comité de direction peut, moyennant le respect de certaines conditions au cours des 6 prochaines années, se voir attribuer une rémunération différée liée aux prestations, à savoir EUR 123 704 en 2020, EUR 88 056 en 2021, EUR 78 758 en 2022, EUR 59 528 en 2023, EUR 40 078 en 2024 et EUR 15 277 en 2025.

Il est important de rappeler que chaque versement de la rémunération variable (différée) dépend de l'évaluation annuelle de l'instrument financier et peut faire l'objet d'un ajustement du risque ex-post via un malus ou un clawback (voir supra 2.3.1.3.).

En 2018, un montant de EUR 125 787 a été versé au président du comité de direction, à titre de rémunération variable, lié aux prestations 2015, 2016 et 2017.

Ainsi, en 2018, le total des versements (fixe, variable, assurances et autres avantages) au président du comité de direction s'est élevé à EUR 940 171.

#### Rémunération des autres membres du comité de direction

##### Rémunération fixe

La rémunération fixe des membres du comité de direction (répartie entre 5 personnes) s'élève à EUR 1 785 000. Les montants (agrégés) versés au titre de leur assurance de groupe, pour les autres assurances (essentiellement l'assurance décès et invalidité), et les autres avantages (principalement le remboursement de frais et les coûts liés à la voiture de société), totalisent EUR 485 443 (répartis entre les 5 membres).

##### Rémunération variable

Le conseil d'administration a décidé d'octroyer aux membres du comité de direction (5 personnes) une rémunération variable en fonction des prestations 2018 d'un montant total de EUR 659 400. La rémunération totale (différée) liée aux prestations est allouée respectivement à chaque membre pour moitié en espèces et pour moitié via un instrument financier. L'attribution de ce montant est étalée sur 7 ans et pour autant que certaines conditions soient remplies.

Un premier versement au titre de cette rémunération variable liée aux prestations 2018 (répartie entre les 5 membres) est prévu début 2019 ; le solde sera échelonné sur les 6 prochaines années.

Le versement de la rémunération variable (différée) liée aux prestations dépend de l'évaluation annuelle de l'instrument financier et peut faire l'objet d'un ajustement du risque ex-post via un malus ou un « clawback » (voir supra 2.3.1.3.).

Sur la base de la rémunération variable allouée en fonction des prestations 2015, 2016, 2017 et 2018, les membres du comité de direction peuvent, moyennant le respect de certaines conditions, au cours des 6 prochaines années, toucher une rémunération reportée liée aux prestations, à savoir EUR 368 920 en 2020, EUR 237 039 en 2021, EUR 209 703 en 2022, EUR 152 615 en 2023, EUR 94 400 en 2024, EUR 32 969 en 2025.

Il est important de rappeler que chaque versement de la rémunération variable (différée) dépend de l'évaluation annuelle de l'instrument financier et peut faire l'objet d'un ajustement du risque ex-post via un malus ou un « clawback » (voir supra 2.3.1.3.).

En 2018, un montant de EUR 375 517 a été versé aux cinq membres du comité de direction, à titre de rémunération variable, lié aux prestations 2015, 2016 et 2017.

Ainsi, en 2018, le total des versements (fixe, variable, assurances et autres avantages) aux cinq membres du comité de direction s'est monté à EUR 2 645 960.

#### Plans d'option

Belfius Banque n'a pas de plan d'option. Durant l'année 2018, aucune option n'a donc été octroyée ni exercée par les membres du comité de direction.

Conformément à l'article 450 du Règlement N° 575/2013, Belfius Banque déclare qu'aucun collaborateur de Belfius Banque n'a touché de rémunération supérieure à EUR 1 million en 2018.

En 2018, aucune prime exceptionnelle n'a été allouée lors d'un recrutement, et aucune indemnité de licenciement n'a été versée aux membres du comité de direction.

Nombre de réunions et rémunération par administrateur non exécutif pour l'année 2018<sup>(1)</sup>

	Comité de médiation (1 réunion)	Conseil d'administration (18 réunions)	Comité des risques (11 réunions)	Comité d'audit (11 réunions)	Comité de nomination (5 réunions)	Comité de rémunération (6 réunions)	Rémunération totale (en EUR)
Doutrelepont Carine		15			3	5	62 100
Delwart Jean-Pierre	1	17					54 000
Clijsters Jos	1 <sup>(2)</sup>	18 <sup>(2)</sup>			5	5	242 100
Hübner Georges		18	10	11 <sup>(2)</sup>			106 200
Van den Berghe Lutgart		16			5 <sup>(2)</sup>	6 <sup>(2)</sup>	90 000
Sunt Chris		17	10	11			84 600
Bodart Paul		18		11			73 800
Vander Vennet Rudi		18	10 <sup>(2)</sup>				88 200
Rosen Diane		16	10				68 400
							<b>869 400</b>

(1) Certaines réunions n'ont pas été rémunérées. En effet, des réunions communes à deux comités ne sont rémunérées qu'une seule fois.

(2) Président.

### 2.3.3. Rémunération des collaborateurs dont l'activité a un impact matériel sur le profil de risque de Belfius Banque (hormis les membres du comité de direction et les membres du conseil d'administration)

#### Rémunération fixe

La rémunération fixe payée en 2018 aux collaborateurs concernés (172 collaborateurs fin 2018) s'élève à EUR 22 747 784.

#### Rémunération liée aux prestations pour l'année 2018

Un montant total de EUR 5 573 872 a été octroyé en 2019 aux collaborateurs concernés en rémunération des prestations de l'année 2018. La totalité de ce montant a été payée car aucun de ces collaborateurs n'a perçu de rémunération liée à la prestation 2018 supérieure au montant préalablement convenu avec la BNB.

Ce montant a été alloué pour EUR 4 922 199 en warrants<sup>(1)</sup> et pour EUR 651 673 en espèces.

#### Plans d'option

Belfius Banque n'a pas de plan d'option. Durant l'année 2018, aucune option n'a donc été octroyée, ni exercée par un collaborateur dont l'activité a un impact matériel sur le profil de risque de la Banque.

#### Indemnités de licenciement

En 2018, une indemnité de licenciement a été versée à 4 collaborateurs dont l'activité a un impact matériel sur le profil de risque de Belfius Banque.

Le montant total de cette indemnité s'élève à EUR 1 265 052.

Pour l'année 2018, un collaborateur (visé au point 2.3.3.) a perçu une prime exceptionnelle dans le cadre d'un recrutement.

### 2.3.4. Rémunération des membres du conseil d'administration (administrateurs non exécutifs)

Les rémunérations totales versées aux membres du conseil d'administration de Belfius Banque à l'exclusion des membres du comité de direction (administrateurs non exécutifs) pour 2018 s'élèvent à EUR 869 400 pour 52 réunions (contre EUR 817 944 en 2017 pour

48 réunions). L'augmentation du nombre de réunions s'explique par la tenue de conseils d'administration supplémentaires dans le cadre de la préparation d'une éventuelle introduction en Bourse de Belfius. Ce montant comprend la rémunération octroyée pour leur mandat d'administrateur (un montant fixe qui est identique pour tous les membres du conseil d'administration, à l'exception du président), ainsi que les jetons de présence pour les réunions du conseil d'administration et des différents comités consultatifs (un montant fixe par participation à une réunion, différent pour les membres de la réunion d'une part, et pour le président d'autre part).

Les administrateurs non exécutifs ne reçoivent pas de rémunération variable ni d'options.

Une voiture de société est mise à disposition du président du conseil d'administration.

Le président et les membres du comité de direction ne perçoivent pas de rémunération pour les réunions du conseil d'administration ou des comités consultatifs.

## 3. Comité d'audit

### 3.1. Composition

#### 3.1.1. Généralités

Au 31 décembre 2018, le comité d'audit de Belfius Banque était composé des membres suivants : Messieurs Georges Hübner, président, Paul Bodart et Chris Sunt.

Président	Georges Hübner
Membres	Paul Bodart
	Chris Sunt

(1) Une action de capitalisation (classe C) de Belfius Equities Europe Conviction, un compartiment de la SICAV de droit belge Belfius Equities.



### 3.1.2. Indépendance et compétence

Dans le comité d'audit doit siéger au moins un administrateur indépendant qui dispose de la compétence individuelle requise en matière de comptabilité et/ou d'audit. La majorité des membres du comité d'audit doivent être des administrateurs indépendants. Le président du comité d'audit est désigné par les membres du comité d'audit. Par ailleurs, les membres du comité d'audit doivent disposer d'une expertise collective dans le domaine des activités de la Banque ainsi qu'en matière de comptabilité et d'audit.

Le comité d'audit de Belfius Banque est composé de trois administrateurs non exécutifs, tous trois administrateurs indépendants, à savoir monsieur Georges Hübner, monsieur Paul Bodart et monsieur Chris Sunt.

Monsieur Georges Hübner, licencié en Administration des Affaires et Ph. D. en Management, est Professeur de Finance à HEC Liège, Université de Liège et ancien Professeur Associé à l'université de Maastricht. Il a participé, entre autres, au collège d'experts désigné par le Parlement à la suite de la crise financière. Il dispose d'une expérience professionnelle en matière de comptabilité et d'audit acquise dans le cadre de ses activités d'enseignement, de participation à un collège d'experts et de présidences de jury d'examen d'aptitude de l'IRE/IBR.

Monsieur Paul Bodart, ingénieur et titulaire d'une maîtrise en administration des affaires, est professeur à la Solvay Business School. Il dispose d'une expérience professionnelle en matière de comptabilité et d'audit acquise notamment dans le cadre des fonctions qu'il exerce en tant que membre du comité d'audit du National Settlement Depository, dépositaire central russe, et des fonctions qu'il a exercées en tant que président du comité d'audit et membre du comité des risques de Dexia et de Dexia Crédit Local et en tant que membre du comité d'audit d'Euroclear Bank. Il dispose par ailleurs d'une importante expérience dans les secteurs bancaire et financier, notamment à des fonctions dirigeantes (il fut notamment CEO de la filiale bancaire belge du groupe Bank of New York Mellon, responsable pour les opérations du groupe dans la zone euro).

Monsieur Chris Sunt est licencié en droit. En sa qualité d'avocat spécialisé en droit financier depuis plus de 30 ans, il a également acquis une expérience pertinente en matière de comptabilité et d'audit.

Par conséquent, le comité d'audit a disposé et dispose, d'au moins un administrateur indépendant qui possède la compétence individuelle requise en matière de comptabilité et/ou d'audit et d'une expertise collective dans le domaine des activités de la Banque ainsi qu'en matière de comptabilité et d'audit.

## 3.2. Tâches et compétences

Le comité d'audit assiste le conseil d'administration dans l'exercice de sa mission de surveillance et de contrôle au sens large.

### 3.2.1. Reporting financier

Le comité d'audit contrôle l'intégrité de l'information financière fournie par la société, en particulier en évaluant les normes comptables appliquées, y compris les critères relatifs au périmètre de

consolidation. Le contrôle s'étend également au suivi de l'information financière périodique avant qu'elle ne soit soumise au conseil d'administration de la Banque.

Le comité d'audit suit le processus d'élaboration de l'information financière et présente des recommandations ou des propositions pour en garantir l'intégrité.

### 3.2.2. Audit Interne et gestion des risques

Au moins une fois par an, le comité d'audit examine l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques élaborés par le comité de direction pour s'assurer que les risques principaux (y compris les risques liés au respect de la législation et de la réglementation en vigueur) soient identifiés et gérés correctement. À cet effet, le comité de direction fournit au comité d'audit un rapport concernant l'évaluation du contrôle interne.

Au cours de l'année 2018, le comité d'audit a pris connaissance des rapports relatifs aux litiges juridiques, à l'activité Compliance, aux activités d'audit et contrôle, aux activités des Services Juridiques ainsi qu'aux activités de suivi des risques (i.e. risques de crédit, de marché, de liquidité et opérationnels ainsi que les risques relatifs à la sécurité informatique).

### 3.2.3. Fonctionnement de l'Audit Interne

Le comité d'audit évalue l'efficacité et l'indépendance du fonctionnement de la division Audit Interne. Le comité d'audit vérifie également dans quelle mesure le management réagit aux constats de l'audit et à ses recommandations. En 2018, le comité d'audit a examiné le rapport annuel d'activités 2017, le plan d'audit 2019, le rapport semestriel d'activités (S1) 2018 ainsi que le rapport semestriel de suivi des recommandations, et les a approuvés. La Charte d'Audit Interne a été validée pour la dernière fois en 2018 par le comité d'audit.

### 3.2.4. Contrôle légal

Le comité d'audit communique au conseil d'administration des informations sur les résultats du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés ainsi que des explications sur la façon dont le contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés ont contribué à l'intégrité de l'information financière et sur le rôle que le comité d'audit a joué dans ce processus.

Le comité d'audit assure également le suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés, y compris le suivi des questions et des recommandations formulées par le commissaire.

En 2018, le comité d'audit a fait rapport au conseil d'administration sur les comptes annuels et sur les résultats financiers consolidés de Belfius Banque au 31 décembre 2017, au 31 mars 2018, au 30 juin 2018 et au 30 septembre 2018. Après avoir évalué les commentaires fournis par la direction de la Banque et par les commissaires, le comité d'audit a rendu un avis positif au conseil d'administration sur les comptes annuels.

### 3.2.5. Fonction d'audit externe et suivi de l'indépendance du (des) commissaire(s)

Le comité d'audit s'assure du fonctionnement adéquat du contrôle externe par le(s) commissaire(s).

Le comité d'audit contrôle l'indépendance du (des) commissaire(s) et son (leur) programme d'audit.

Le comité d'audit formule une recommandation au conseil d'administration dans le cadre de la désignation ou du renouvellement de mandat du commissaire.

## 3.3. Fonctionnement

Le comité d'audit peut se faire communiquer toutes les informations ou pièces utiles et faire exécuter tout contrôle. À cet effet, il fait appel à l'Audit Interne de Belfius Banque, qui dépend hiérarchiquement du président du comité de direction.

En 2018, le comité d'audit s'est réuni à douze reprises (y compris un tutorial).

Le comité d'audit de Belfius Banque fonctionne indépendamment du comité d'audit mis en place au sein de Belfius Insurance. Toutefois, le comité d'audit de Belfius Banque a tenu deux réunions conjointes avec le comité d'audit de Belfius Insurance, à l'occasion desquelles les comptes annuels de l'année 2017 et les comptes semestriels au 30 juin 2018 de la compagnie d'assurances ont été présentés.

Le comité d'audit de Belfius Banque a enfin tenu sept réunions conjointes avec le comité des risques afin, entre autres, d'examiner le rapport de la direction effective concernant l'évaluation du rapport de contrôle interne 2017, le rapport sur les risques liés à l'utilisation de modèles d'évaluation, le suivi de la mise en œuvre de la stratégie en matière de sécurité IT et de la gestion des risques concernant la mise en œuvre d'IFRS9 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, ainsi qu'un rapport trimestriel de suivi des risques.

## 3.4. Audit Interne

Une Charte d'Audit Interne énonce les principes fondamentaux qui gouvernent la fonction d'Audit Interne chez Belfius en décrivant son mandat, ses objectifs, son rôle, ses responsabilités et ses modalités de fonctionnement globaux et garantit l'indépendance de la fonction de l'audit interne. La Charte d'Audit a été approuvée par le conseil d'administration début 2018 et est revue au moins tous les trois ans.

Belfius Banque dispose d'une fonction d'Audit Interne qui répond aux normes internationales en termes de méthodologie et de reporting.

La fonction d'Audit Interne est une activité indépendante et objective qui offre une garantie raisonnable à l'organisation concernant le degré de maîtrise de son fonctionnement. À cette fin, la fonction d'audit fournit des conseils dans un but d'amélioration et crée ainsi une valeur ajoutée.

La fonction d'Audit Interne aide ainsi l'organisation à réaliser ses objectifs. Pour ce faire, elle évalue de manière systématique et disciplinée la gestion du risque, les processus de contrôle interne et de gouvernance et formule des propositions pour améliorer leur efficacité. Dans ce cadre, elle réalise principalement des missions d'audit et assure le suivi des recommandations d'audit.

Le responsable de l'Audit Interne de Belfius Banque est responsable de l'audit interne au niveau du groupe (Auditeur général). À cet effet, le responsable de l'audit interne de Belfius Insurance a un lien fonctionnel vis-à-vis de l'Auditeur Général. De la sorte, l'indépendance du responsable de l'audit interne de Belfius Insurance à l'égard de ses organes de gestion est combinée à l'utilisation de pratiques d'audit uniformes et de qualité (planning, méthodologie, suivi des recommandations...) au sein du groupe Belfius.

## 4. Comité des risques

### 4.1. Composition

#### 4.1.1. Généralités

Au 31 décembre 2018, le comité des risques de Belfius Banque était composé des membres suivants : Monsieur Rudi Vander Vennet, président, monsieur Georges Hübner, madame Diane Rosen et monsieur Chris Sunt.

<b>Président</b>	Rudi Vander Vennet
<b>Membres</b>	Georges Hübner
	Diane Rosen
	Chris Sunt

#### 4.1.2. Indépendance et compétence

Le comité des risques de Belfius Banque se compose de quatre administrateurs indépendants, à savoir monsieur Rudi Vander Vennet, monsieur Georges Hübner, madame Diane Rosen et monsieur Chris Sunt.

Les membres du comité des risques doivent disposer individuellement des connaissances, des compétences, de l'expérience et des aptitudes nécessaires pour leur permettre de comprendre et d'appréhender la stratégie et le niveau de tolérance au risque de la Banque.

Monsieur Rudi Vander Vennet dispose d'une licence en sciences économiques et d'une licence spéciale en sciences économiques et d'un doctorat en sciences économiques. Il est actuellement professeur ordinaire en Finance & Banking à l'Université de Gand et enseigne également les matières Banking & Insurance à la Solvay Business School (ULB). Il dispose d'une expérience en tant qu'administrateur au sein de différentes institutions financières, comme la CGER, la SNCI, l'OCCH, Credibe et OBK-Bank. Il a été membre du « stakeholder group » de l'ABE.

Monsieur Georges Hübner, licencié en Administration des Affaires et Ph. D. en Management, est Professeur de Finance à HEC Liège, Université de Liège et ancien Professeur Associé à l'université de Maastricht. Il a participé, entre autres, au collège d'experts désigné par le Parlement à la suite de la crise financière.

Madame Diane Rosen, ingénieur commercial, a une expérience dans le secteur bancaire, dans le secteur de la construction et dans le secteur de l'immobilier. Elle est le directeur financier de BAM Belgium.

Monsieur Chris Sunt est licencié en droit. En sa qualité d'avocat spécialisé en droit financier depuis plus de 30 ans, il a également acquis une expérience pertinente en matière de gestion des risques.

Les membres du comité des risques disposent de la compétence individuelle et de l'expérience professionnelle requises pour définir la stratégie en matière de risque et le niveau de tolérance au risque d'un établissement de crédit. Ils ont acquis la spécialisation nécessaire notamment dans le cadre des fonctions d'administrateur qu'ils exercent ou ont exercé auprès d'autres institutions et/ou de leur formation universitaire. Par conséquent, le comité des risques dispose de la connaissance et de l'expertise individuelle requises.

## 4.2. Compétences

Le comité des risques dispose de compétences et de responsabilités consultatives à l'égard du conseil d'administration, notamment dans les domaines suivants :

- le niveau de tolérance et la stratégie en matière de risques, tant actuels que futurs de la Banque et, plus particulièrement, l'efficacité de la fonction de gestion des risques et de la structure de gouvernance pour les soutenir ;
- la supervision de la mise en œuvre du niveau de tolérance et de la stratégie en matière de risques par le comité de direction ;
- l'attribution de l'appétit au risque entre les différentes catégories de risques, ainsi que les mesures et limites en matière de risques pour la gestion et la limitation des risques importants ;
- la prise en considération des risques que court la Banque dans le cadre de la tarification aux clients ;
- l'évaluation des activités qui exposent la Banque à des risques réels ;
- le contrôle des exigences en termes de capital et de liquidité, de la base de capital et de la situation de liquidité de la Banque ;
- la garantie que les risques sont proportionnels au capital de la Banque ;
- la formulation d'un avis sur les transactions importantes et sur les nouvelles propositions d'activités stratégiques qui ont un impact considérable sur l'appétit au risque de la Banque ;
- la prise de connaissance et l'analyse des rapports de gestion du management sur la nature et l'ampleur des risques auxquels la Banque est exposée ;
- le contrôle de l'Internal Capital Adequacy Assessment Process (ICAAP) et du Recovery Plan.

## 4.3. Fonctionnement

Le comité des risques se réunit au moins une fois par trimestre. Il se réunit également sur une base ponctuelle en fonction de thèmes spécifiques.

En 2018, le comité des risques s'est réuni à six reprises et a eu sept réunions conjointes avec le comité d'audit et une réunion conjointe avec le comité Risk & Underwriting de Belfius Insurance.

Le comité des risques fonctionne de manière indépendante par rapport au comité Risk & Underwriting de Belfius Insurance. À la demande du président du comité de la Banque, un comité des risques conjoint de Belfius Banque et de Belfius Insurance peut être tenu. Afin de favoriser une politique et des pratiques de rémunération saines, le comité des risques examine, sous réserve des tâches du comité de nomination et du comité de rémunération, si les incitants émanant du système de rémunération tiennent dûment compte de la maîtrise du risque, des besoins de fonds propres et de la position de liquidité de l'établissement, ainsi que de la probabilité et de l'échelonnement dans le temps des bénéfices.

Le comité des risques et le comité d'audit échangent périodiquement des informations concernant, notamment, le rapport trimestriel sur les risques, le rapport de la direction effective relatif à l'évaluation du contrôle interne et les analyses de risque effectuées par les départements Legal, Compliance et Audit. Cet échange d'informations a pour but de permettre aux deux comités de réaliser pleinement leur mission et peut prendre la forme d'une séance conjointe.

## COMITÉ DE MÉDIATION

Le conseil d'administration a décidé de mettre en place en 2014 un comité de médiation au sein du groupe Belfius.

### 1. Composition

Le comité de médiation est composé de trois membres :

- le président du conseil d'administration de Belfius Banque, qui fait fonction de président ;
- un administrateur non exécutif indépendant de Belfius Banque ;
- un administrateur non exécutif indépendant de Belfius Insurance.

Au 31 décembre 2018, le comité de médiation était composé comme suit : Messieurs Jozef Clijsters, président, Jean-Pierre Delwart et Johan Tack.

<b>Président</b>	<b>Jozef Clijsters</b> Président du conseil d'administration de Belfius Banque et de Belfius Insurance <sup>(1)</sup>
<b>Membres</b>	<b>Jean-Pierre Delwart</b> Administrateur indépendant Belfius Banque
	<b>Johan Tack</b> Administrateur indépendant Belfius Insurance

(1) Président du conseil d'administration de Belfius Insurance jusqu'au 31 décembre 2018.

En 2018, le comité de médiation s'est réuni une fois.

## 2. Compétences

Le comité de médiation est chargé de rendre des avis relatifs aux transactions matérielles ou opérations entre, d'une part, Belfius Banque et ses filiales et, d'autre part, Belfius Insurance et ses filiales ou entre leurs filiales respectives. Cet avis est communiqué aux conseils d'administration des sociétés concernées qui prendront ensuite une décision définitive sur la transaction ou l'opération visée.

### SYSTÈMES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES CONCERNANT LES RAPPORTS FINANCIERS

Belfius Banque dispose de divers systèmes de contrôle interne et de gestion des risques concernant les rapports financiers. Ces contrôles sont exécutés à différents niveaux.

Chaque jour, l'inventaire est réconcilié avec les soldes en ACEC/ACSE par le biais de l'outil de réconciliation ACNR. Les montants non réconciliés sont signalés via un outil de suivi et de matching INTELLIMATCH. À la fin du mois, l'inventaire du bilan et hors-bilan en GEXL est réconcilié avec les soldes en ACEC/ACSE. Les montants non réconciliés sont signalés via un outil en ligne en GEXL. Le centre de compétences comptable (back office) concerné au sein du département Operations est responsable de l'analyse de la nature des différences et de la mise en œuvre d'actions correctrices.

Les comptes (Belgian Gaap et IFRS) sont clôturés mensuellement. Un contrôle de premier niveau est effectué par les centres de compétences comptables qui ont l'entière responsabilité du grand livre (bilan, hors-bilan et compte de résultats) et de l'inventaire. En ce qui concerne les activités de Financial Markets, FM Risk Management est responsable de la validation du compte de résultats et des comptes de gains ou pertes latents ou différés. Les procédures et activités de contrôle sont documentées par chaque département impliqué.

Corporate Accounting Control réalise un contrôle de second niveau et assure le pilotage du processus de clôture, la centralisation et la validation finale de toutes les données comptables et informations pertinentes dans le cadre du reporting. Une approche basée sur le risque est adoptée afin de déterminer la nature et l'étendue des activités de contrôle. Les contrôles effectués reposent essentiellement sur une analyse des écarts constatés au niveau des soldes et ratios, des tests par échantillonnage, un examen des documents justificatifs et des contrôles de vraisemblance. Les résultats du contrôle analytique sont consignés dans un rapport des faits marquants, soumis à la hiérarchie opérationnelle. Les procédures et activités de contrôle sont décrites par chaque département.

Les contrôles de premier et second niveaux garantissent de manière adéquate l'exhaustivité, l'exactitude et la présentation appropriée des données comptables, conformément aux normes financières et réglementaires.

Les principales filiales de Belfius Banque appliquent des systèmes d'audit interne et de gestion des risques similaires à ses états financiers. Depuis le mois d'octobre 2017, la préparation des états financiers de Belfius Insurance et de ses filiales est confiée à Belfius Banque afin de mieux aligner et d'optimiser les processus. La continuité peut être garantie car les ressources et les compétences de Belfius Insurance impliquées dans la préparation et l'audit interne des états financiers sont également transférées à Belfius Banque.

### FONCTIONS EXTERNES DES ADMINISTRATEURS - ARTICLE 62, §2 DE LA LOI DU 25 AVRIL 2014 RELATIVE AU STATUT ET AU CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES SOCIÉTÉS DE BOURSE

Conformément au règlement de la Banque nationale de Belgique du 6 décembre 2011 concernant l'exercice de fonctions externes par les dirigeants d'entreprises réglementées, Belfius Banque est tenue de rendre publiques les fonctions externes exercées par ses administrateurs et dirigeants effectifs. Belfius Banque a choisi de publier ces mandats dans son rapport annuel qui est déposé à la Banque nationale de Belgique.

**Deloitte****Prestations effectuées en 2018<sup>(1)</sup>**

(en milliers d'EUR)

	Audit des comptes financiers	Autres missions de certification	Conseils fiscaux	Autres missions	Total
<b>DELOITTE RÉVISEURS D'ENTREPRISES</b>	<b>2 148</b>	<b>220</b>		<b>512</b>	<b>2 879</b>
Belfius Banque	1 215	195		510	1 919
Filiales (périmètre bancaire)	217	19		2	238
Belfius Insurance	716	6			722
<b>AUTRES ENTITÉS DE DELOITTE</b>	<b>97</b>		<b>81</b>	<b>1 146</b>	<b>1 324</b>
Belfius Banque			17	1 107	1 124
Filiales (périmètre bancaire)	84			2	86
Belfius Insurance	13		64	37	114
<b>TOTAL</b>	<b>2 245</b>	<b>220</b>	<b>81</b>	<b>1 658</b>	<b>4 203</b>

(1) Veuillez noter que les honoraires standard pour audit s'élèvent à EUR 1,69 million pour tout le groupe Belfius. En 2018, ces honoraires ont été impactés par des honoraires supplémentaires pour projets spécifiques comme l'application initiale d'IFRS 9.

**COMMISSAIRE**

Le contrôle de la situation financière et des états financiers de la Banque a été confiée à Deloitte Réviseurs d'Entreprises, SC s.f.d. SCRL, représentée par Messieurs Bernard De Meulemeester et Bart Dewael.

Le mandat du commissaire, Deloitte Réviseurs d'Entreprises, SC s.f.d. SCRL, a été renouvelé pour une période de trois ans, lors de l'assemblée générale des actionnaires du 26 avril 2017, et prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2020.

Le remplacement de monsieur Bart Dewael par monsieur Franky Wevers en tant que représentant permanent de Deloitte Réviseurs d'Entreprises, SC s.f.d. SCRL, sera soumis à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2019. Les représentants permanents du commissaire seront dès lors monsieur Bernard De Meulemeester et monsieur Franky Wevers.

Le tableau ci-dessus donne un aperçu des honoraires du commissaire pour les prestations effectuées pour Belfius Banque et pour les sociétés belges liées à Belfius Banque ou pour ses filiales étrangères dans le courant de l'exercice 2018.

**COMPLIANCE****1. Rôle**

La fonction de Compliance veille à l'intégrité des activités de la Banque et à la maîtrise des risques de Compliance. La direction Compliance fait en sorte et veille à ce que Belfius, ses filiales, collaborateurs, fournisseurs et intermédiaires respectent la législation ainsi que les règles et normes internes, applicables à Belfius.

L'accent est mis principalement sur les règles relatives à la protection des intérêts des clients, également appelées règles de bonne conduite, telles que les règles de conduite MiFID pour les services d'investissement, le respect de la vie privée et la prévention des conflits d'intérêts.

D'une part, Compliance conseille et sensibilise la direction, le management et les services commerciaux et opérationnels de la Banque à l'application correcte et adéquate de la loi et de la réglementation ce, tant dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de l'entreprise, du développement de nouvelles activités, canaux de distribution et processus, que dans le cadre de dossiers ou transactions spécifiques. À cette fin, il suit activement l'évolution de la législation belge et internationale, en étroite collaboration avec le service juridique.

D'autre part, la direction organise la supervision et le contrôle indépendants de l'application correcte des procédures et instructions élaborées. En tant que telle, elle surveille l'effectivité de la politique et propose des mesures de correction si nécessaire.

**2. Organisation**

Compliance s'organise autour d'une direction Compliance centrale basée sur trois piliers : les Business Advisors (la fonction de conseil), l'équipe de « Compliance Risk Control » (la fonction de contrôle) et la Cellule anti-blanchiment. Ces trois équipes sont soutenues par une cellule spécifique qui encadre les projets sur le plan informatique et organisationnel.

La direction centrale Compliance peut également faire appel à un vaste réseau de correspondants Compliance au sein des différentes divisions de la Banque, ainsi qu'à un réseau de Compliance Managers au sein du réseau d'agences. Ce vaste réseau joue un rôle significatif, notamment dans le cadre de l'introduction de la politique et des procédures en matière de Compliance et de la formation et de la sensibilisation à celles-ci.

Un « Compliance Officer » agréé par la FSMA est à la tête de l'organisation Compliance. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le « Compliance Officer » fait directement rapport au CRO, membre du comité de direction et, si nécessaire, peut s'adresser directement au président du comité d'audit, au président du conseil d'administration et à l'autorité de contrôle.

Comme prévu par la réglementation, la direction dispose également d'un « Anti-Money Laundering Compliance Officer » et d'un « Privacy Officer ».

Le « Anti-Money Laundering Compliance Officer » (AML CO) est responsable de l'équipe anti-blanchiment, qui veille à la lutte contre les pratiques de blanchiment. Belfius met tout en œuvre pour ne pas être impliquée dans le blanchiment de capitaux issus d'activités illégales, de l'organisation de la fraude fiscale, du financement du terrorisme ou du contournement des embargos internationaux. Pour souligner cet engagement, le AML CO a établi un encadrement compliance général pourvu de politiques concernant les différents domaines compliance, des mesures de prévention et de contrôle élargies. La bonne connaissance du client et son identification, le contrôle de l'origine des flux financiers sur les comptes et la détection des transactions douteuses sont autant d'éléments indispensables pour prévenir ces pratiques.

Le Privacy Officer veille notamment à ce que les données à caractère personnel dont dispose la Banque dans le cadre de la fourniture de service à ses clients, soient traitées et conservées avec la prudence et la confidentialité nécessaires, dans le respect de la réglementation en vigueur. Dans le cadre de la nouvelle réglementation « General Data Protection Regulation » (GDPR) qui est entrée en vigueur en mai 2018, le rôle du « Privacy Officer » a été intégré dans la nouvelle fonction du Data Protection Officer (DPO) créée en mai 2018 au niveau de « Operational Risk Management ». Une transition fluide a été organisée dans ce cadre.

Le Compliance Officer de Belfius Banque veille également à ce qu'une politique Compliance cohérente et adéquate soit menée dans toutes les filiales du groupe Belfius. Belfius Banque définit la politique du groupe et la méthodologie Compliance à utiliser. Chaque filiale régle-

mentée dispose d'un Compliance Officer local qui est responsable de l'application adaptée de la politique dans sa filiale. Ces Compliance Officers rapportent fonctionnellement au Compliance Officer de Belfius Banque. Ils sont responsables des activités compliance au niveau de leur entité, à savoir l'identification et l'évaluation du risque compliance, l'octroi de conseils aux lignes d'activités et au management, le monitoring et les contrôles de 2<sup>e</sup> ligne et la définition et la réalisation des plans d'action compliance. Le Compliance Officer local informe régulièrement le comité de direction local, le conseil d'administration local ainsi que le Compliance Officer de Belfius Banque des activités et des risques compliance.

### 3. Charte – élargissement des compétences

Afin de garantir l'indépendance de la fonction de Compliance, le mandat, les compétences, l'organisation et les tâches de la fonction de Compliance sont formellement encadrés par une charte spécifique, approuvée par le conseil d'administration de la Banque. La Charte accorde également à la fonction Compliance un accès illimité à toutes les informations et à tous les collaborateurs au sein de la Banque, en fonction des analyses ou contrôles éventuels qu'elle juge nécessaires.

La Charte Compliance est évaluée périodiquement et a été élargie là où cela s'avère nécessaire, en fonction de l'évolution de la réglementation, des nouveaux risques potentiels détectés, et/ou de l'adaptation de l'appétit au risque du groupe Belfius. Ainsi, le champ d'application de la fonction Compliance a été élargi ces dernières années au conseil et à la surveillance des règles en matière de publicité, à la loi sur les pratiques de marché et à la réglementation en matière de crédits à la consommation, de crédits hypothécaires et de mesures anti-corruption. La Charte est applicable à toutes les filiales réglementées du groupe Belfius.



# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## CAPITAL SOCIAL ET AFFECTATION DU RÉSULTAT DE BELFIUS BANQUE

### 1. Capital social et évolution du capital durant l'exercice 2018

Le capital social de Belfius Banque s'élève à trois milliards quatre cent cinquante-huit millions soixante-six mille deux cent vingt-sept euros quarante et un centimes (EUR 3 458 066 227,41) et est représenté par 359 412 616 actions nominatives. L'actionnariat de Belfius Banque se présente comme suit : 359 407 616 actions nominatives sont détenues par la société anonyme d'intérêt public Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI) en nom propre mais pour le compte de l'État belge et 5 000 actions nominatives sont détenues par la société anonyme Certi-Fed, une filiale à 100 % détenue par la SFPI.

L'assemblée générale extraordinaire du 19 mars 2019 a autorisé le conseil d'administration, conformément aux prescrits légaux, à augmenter le capital de la Banque, en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximum de trois milliards quatre cent cinquante-huit millions soixante-six mille deux cent vingt-sept euros quarante et un centimes (EUR 3 458 066 227,41). Cette autorisation est valable pour une durée de cinq ans à dater de la publication de la décision de l'assemblée générale aux annexes du Moniteur belge.

Au cours de l'exercice 2018, le capital social de la Banque n'a pas été modifié.

### 2. Affectation du résultat

Les résultats sociaux de l'exercice 2018 affichent un bénéfice de EUR 420 884 110,68. De ce résultat, un montant de EUR 57 884 110,68 sera affecté aux réserves.

### 3. Dividende annuel

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de distribuer un dividende de EUR 363 000 000 aux actionnaires.

Pour les résultats 2018, Belfius a payé un acompte sur dividende de EUR 100 000 000 en août 2018.

## PRINCIPALES MODIFICATIONS DANS LE PÉRIMÈTRE DE BELFIUS BANQUE AU NIVEAU SOCIAL

En 2018, Belfius a continué à se développer dans différents domaines afin de renforcer son positionnement et sa stratégie :

- dans les paiements, avec la fusion entre Bancontact/Mistercash et Payconiq pour former Bancontact Payconiq Company. L'objectif stratégique de la fusion est de mettre les paiements mobiles à la disposition de tous les commerçants et proposer des produits innovants aux clients de toutes les banques belges ;
- dans le développement de sa stratégie Smart Belgium avec une prise de participation dans la société Letsgo City. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique des initiatives Smart Cities déjà en cours chez Belfius depuis 2014. Letsgo City a développé une application mobile Wallonie en poche. Wallonie en poche est une interface mobile à destination des citoyens. À travers toutes les sources d'informations et de solutions locales, cet outil mobile fédère et centralise ces accès au sein d'une plateforme utilisable par le citoyen de manière quotidienne où qu'il aille.

Dans le cadre de la simplification et de la réorganisation du périmètre de la Banque, Belfius Banque :

- a procédé à la liquidation de sa succursale en Irlande (Dublin Branch) et à l'apport du portefeuille qui y était géré à sa filiale irlandaise Belfius Ireland ;
- a constitué une nouvelle filiale informatique avec IBM, Partners Through Innovation (PI Square), dans laquelle Belfius Banque détient une participation de 25 %. Cette société a repris, dans le cadre d'une fusion par absorption, tous les actifs détenus par Innovative Solutions For Finance relatifs à l'architecture informatique de la banque.

Différentes opérations concernant des participations immobilières ou financières ont eu lieu, au rang desquelles :

- la cession de sa participation dans NEB Participations, une société holding active dans le secteur de l'énergie et détenant une participation dans l'aéroport de Liège ;
- la cession de sa participation dans Domus Flandria, une société immobilière.

## LITIGES IMPORTANTS

Belfius (c.-à-d. Belfius Banque et ses filiales consolidées) est partie à une série de litiges en Belgique qui découlent de ses activités professionnelles habituelles, y compris celles où elle agit en tant qu'assureur, bailleur de fonds et prêteur, employeur, investisseur et contribuable.

Belfius constitue des provisions pour ces litiges si sa direction estime, en prenant en considération l'ensemble des éléments à sa disposition, tel que l'analyse par ses juristes d'entreprise et des conseillers juridiques externes selon le cas,

- qu'il existe une obligation actuelle résultant d'événements passés ;
- qu'un paiement par Belfius est probable ; et
- que le montant d'un tel paiement peut être déterminé raisonnablement.

Bien qu'il soit souvent impossible de prédire ou de déterminer l'issue de tous les litiges en cours, Belfius ne constitue pas de provision pour certains autres litiges dont elle a connaissance lorsque, conformément aux principes décrits ci-dessus, la direction estime, après examen approfondi d'avis pertinents, que ces litiges sont infondés, qu'il est possible de s'y opposer avec succès, ou que l'issue de ces litiges ne devrait pas entraîner de perte significative.

De l'avis de Belfius, les litiges en cours les plus importants sont décrits ci-dessous, qu'une provision soit constituée à cet effet ou non. Leur description ne traite pas des éléments et évolutions qui n'ont pas d'impact sur la position de Belfius. Si l'issue de ces litiges devait être favorable pour les parties adverses, ils pourraient éventuellement avoir un impact financier sur Belfius. Cet impact demeure non quantifiable à ce jour.

Dans le secteur financier belge, la prévention du blanchiment d'argent est intégrée dans la gestion courante et occupe une place prioritaire. Et, comme à son habitude, Belfius collabore avec les autorités belges dans ce domaine.

### 1. Le Fonds du Logement de Bruxelles-Capitale

Le Fonds du Logement de Bruxelles-Capitale a cité Belfius Banque le 9 octobre 2012 à comparaître devant le Tribunal de Commerce de Bruxelles. Le Fonds du Logement a souscrit, pour un montant total de EUR 32 millions, quatre billets de trésorerie émis entre juillet et septembre 2011 par le Holding Communal et placés par Belfius en qualité de dealer (agent placeur) dans le cadre du programme d'émission de billets de trésorerie. En raison de graves difficultés financières rencontrées par le Holding Communal, le Fonds du Logement a accordé au Holding Communal le 24 novembre 2011 un abandon de créances volontaire et a reçu un remboursement de EUR 16 millions. Le Holding Communal a été mis en liquidation en décembre 2011. Belfius ayant agi en qualité de dealer des billets de trésorerie, le Fonds du Logement exige de Belfius Banque le remboursement du solde. Belfius Banque rejette la demande du Fonds du Logement étant donné que la perte engendrée sur cet

investissement résulte d'un abandon de créances volontaire par le Fonds du Logement correspondant à la moitié de son investissement.

Le 27 mars 2014, le Tribunal de Commerce de Bruxelles a déclaré la demande du Fonds du Logement recevable, mais non fondée. Le Fonds du Logement a interjeté appel de cette décision le 3 juin 2014.

Ce litige n'a connu aucune évolution significative depuis 2016. La date de l'audience n'est pas encore connue.

Aucune provision n'a été constituée pour ce litige.

### 2. Arco - Actionnaires coopérateurs

Différentes parties, dont Belfius Banque, ont été assignées par des actionnaires des sociétés coopératives du groupe Arco dans trois procédures distinctes, dont une procédure devant le Tribunal de Commerce néerlandophone de Bruxelles, une procédure devant le Tribunal de Première Instance d'Anvers, section de Turnhout, et une procédure devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles :

- 737 actionnaires de trois sociétés du groupe Arco (Arcopar, Arcoplus et Arcofin) ont assigné (avec le soutien de Deminor) les entités Arco et Belfius Banque, le 30 septembre 2014, devant le Tribunal de Commerce néerlandophone de Bruxelles (les « Procédures Deminor »). Le 19 décembre 2014, 1 027 autres actionnaires des entités Arco se sont joints aux Procédures Deminor. Le 15 janvier 2016, 405 autres actionnaires des entités Arco se sont joints aux Procédures Deminor, portant à 2 169 le nombre de demandeurs. Les demandeurs réclament notamment que le Tribunal de Bruxelles
  - déclare nulle et non avenue leur convention d'affiliation ;
  - les défendeurs soient condamnés, conjointement et solidairement, à rembourser aux demandeurs leur apport en capital dans ces entités, plus les intérêts ; et
  - les défendeurs soient en outre condamnés au versement d'une indemnité aux demandeurs.
- Les apports en capital des 2 169 demandeurs qui sollicitent un remboursement s'élevaient à EUR 6,5 millions (montant en principal) à la date de ce rapport. Les réclamations des demandeurs dans les Procédures Deminor sont fondées sur des allégations de fraude et/ou d'erreur qui aurait été commise par les entités Arco et Belfius Banque. En ordre subsidiaire, les demandeurs ont allégué que Belfius Banque avait failli à son devoir d'information, tel que l'on est en droit de l'attendre d'un banquier normalement prudent et diligent. Concernant Belfius Banque, les demandeurs ont mentionné des courriers et des brochures qui contiendraient des informations trompeuses émises par les prédécesseurs de Belfius Banque. L'État belge et le président du Comité de direction des entités Arco sont également défendeurs dans le cadre du procès devant le Tribunal Commercial de Bruxelles. Belfius Banque a soumis ses premières conclusions le 16 août 2018, et l'affaire sera normalement plaidée en juin 2021 durant plusieurs audiences de plaidoirie.

→ Outre les procédures précitées devant le Tribunal de Commerce de Bruxelles, trois actionnaires d'Arcopar ont, le 24 octobre 2016, cité Belfius à comparaître devant le Tribunal de première instance d'Anvers, section Turnhout (les « Procédures Turnhout »). Dans le cadre de ces procédures, les demandeurs réclament que Belfius Banque soit condamnée à payer un « montant provisoire indéterminé de EUR 2 100 » par demandeur majoré d'intérêts et des frais, au motif que Belfius Banque les aurait induits en erreur lors de la souscription des parts Arcopar. À la date de ce rapport, le montant total des réclamations des demandeurs dans les Procédures Turnhout avoisine EUR 6 300 (montant principal). Les demandeurs fondent leur revendication sur la documentation distribuée par les prédécesseurs de Belfius Banque et les entités Arco, ainsi que l'ex-Mouvement ouvrier chrétien flamand (ACW). Le 27 février 2017, dans le cadre des Procédures Turnhout, Belfius Banque a cité Arcopar à comparaître et à indemniser Belfius Banque au titre de tous montants qu'elle serait condamnée à verser aux demandeurs. En ordre subsidiaire, les demandeurs ont également déposé une plainte à l'encontre d'Arcopar et de Belfius Banque demandant que leur souscription des parts Arcopar soit déclarée nulle et non avenue. Le 3 avril 2018, les demandeurs ont également assigné l'État belge en intervention dans les Procédures Turnhout. Toutes les parties aux Procédures Turnhout ont demandé le renvoi de l'affaire vers le Tribunal de Première Instance de Bruxelles (voir ci-dessous). La demande de renvoi a été accordée par le Tribunal le 19 novembre 2018, ce qui implique que les Procédures Turnhout ont été jointes aux procédures devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

→ En outre, le 7 février 2018, deux actionnaires du groupe Arco ont assigné l'État belge devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles. Il est invoqué que l'État belge aurait commis une faute en promettant et en instaurant un système de garantie en faveur des actionnaires de sociétés coopératives (tels que les actionnaires des sociétés du groupe Arco) qui a, par la suite, été considéré comme une aide d'état illicite par la Commission européenne. Ces deux demandeurs ont également assigné Belfius Banque, le 7 février 2018, en intervention dans cette procédure, en invoquant une faute de Belfius Banque dans la vente des actions Arco. Des groupements d'actionnaires Arco se sont organisés, via les réseaux sociaux, afin de convaincre d'autres actionnaires Arco à joindre cette procédure judiciaire. A ce jour, à la connaissance de Belfius, au moins 5,000 actionnaires Arco se sont joint à la procédure suite à cet appel. Aucun calendrier de plaidoiries n'a encore été fixé pour cette affaire.

Aucune provision n'a été constituée pour ces litiges parce que Belfius Banque estime disposer d'arguments valables pour que ces demandes soient déclarées irrecevables et/ou non fondées.

### 3. Ethias

Belfius est partie à un litige l'opposant à Ethias relatif à la gestion d'un plan de pension complémentaire. Ethias gère un des plans de pension complémentaire de Belfius dans le cadre d'un contrat d'assurance groupe aux termes duquel Ethias doit octroyer un rendement garanti sur les réserves. Etant donné que le plan est géré dans un fonds cantonné et que 100% des revenus financiers générés

par les actifs sous-jacents sont alloués contractuellement au plan, Belfius devait valoriser ces actifs à leur valeur de marché selon les règles IFRS (IAS 19). Dans le courant de 2016, Ethias a réclamé une augmentation significative des frais de gestion non prévue dans les conventions existantes. À la suite du refus de Belfius, Ethias a signifié son intention de transférer le plan vers leur fonds commun (« main fund »). Dans un tel cas, Belfius ne serait plus en mesure de valoriser le plan à la valeur de marché des actifs, mais plutôt à la valeur actualisée des réserves à terme échu majorée de la garantie de rendement d'Ethias, avec comme conséquence un impact OCI (« other comprehensive income ») global d'environ -EUR 66 millions avant impôt à la fin de 2018.

Pour éviter cela, le 23 décembre 2016, Belfius a décidé de citer Ethias à comparaître en référé devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles. En complément à la procédure en référé, Belfius a également intenté une action le 12 janvier 2017 devant le Tribunal de Commerce de Bruxelles.

Le 18 janvier 2017, le Tribunal a interdit, dans le cadre de la procédure en référé, le transfert des actifs et a ordonné à Ethias de continuer à affecter 100 % des revenus financiers au fonds cantonné. Ethias a interjeté appel de cette décision devant la cour d'appel de Bruxelles. Le 20 juin 2017, la cour d'appel a confirmé la décision en première instance et maintenu l'interdiction de transférer les actifs du plan de pension. Toutefois, la procédure en référé ne permettant pas de statuer sur le fond, le Tribunal a également décidé qu'Ethias n'était plus tenu d'affecter 100 % des profits financiers au plan de pension, dans l'attente du jugement au fond.

Entretemps, Ethias n'a plus fourni les informations financières relatives à la valeur de marché des actifs sous-jacents du plan, rendant impossible pour Belfius toute valorisation des actifs du plan à leur valeur de marché. Le 29 mars 2018, Belfius a introduit une requête de mesures avant dire droit auprès du Tribunal de Commerce, dans le cadre de la procédure au fond, avec l'objectif d'enjoindre Ethias à communiquer les informations financières au sujet des actifs du plan de pension. Le 30 juillet 2018, la cour décida qu'au stade actuel de la procédure (c.-à-d. tant qu'une décision au fond n'avait pas été rendue) Ethias n'était pas tenu de communiquer lesdites informations financières relatives au fonds cantonné. En conséquence, Belfius a cessé de valoriser le plan à la valeur de marché des actifs sous-jacents, ce qui a résulté en un impact négatif en OCI (« other comprehensive income »), tel que précité, le 31 décembre 2018.

### 4. Funding loss

Belfius Banque est actuellement confrontée à des poursuites judiciaires portant sur les indemnités de funding loss sollicitées par la Banque. Celles-ci sont réclamées aux clients professionnels dans le cadre du remboursement anticipé de crédits professionnels. Ces indemnités sont calculées conformément aux dispositions légales en vigueur et conformément aux dispositions contractuelles applicables afin de refléter les pertes financières réellement encourues par la Banque en cas de remboursement anticipé d'un crédit professionnel. Belfius a comptabilisé une provision pour couvrir l'issue potentiellement défavorable de ces procédures, dans lesquelles elle estime disposer d'arguments moins solides.

## 5. Investigations liées aux « Panama Papers »

Les présents paragraphes sont mentionnés dans un souci d'exhaustivité, et l'information ci-après ne fait pas l'objet d'un litige. Le 5 décembre 2017, une perquisition ordonnée par un juge d'instruction de Bruxelles a eu lieu au siège social de Belfius Banque dans le cadre de la Commission parlementaire sur les « Panama Papers » belges. La Banque a été perquisitionnée à titre de témoin et n'est pas accusée de faute. Le champ de l'investigation vise à établir si une quelconque violation d'obligations relatives au blanchiment d'argent a eu lieu et d'investiguer le lien entre Belfius Banque (ou ses prédécesseurs) et, entre autres, Experta et Dexia Banque International Luxembourg (anciennes entités du Groupe Dexia).

À ce jour et depuis la perquisition, Belfius Banque n'a pas reçu d'autres informations.

### DÉCLARATION DE TRANSPARENCE

Obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé

Conformément à la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé (ci-après la « Directive Transparence ») et à la directive 2007/14/CE du 8 mars 2007 portant modalités d'exécution de certaines dispositions de la Directive Transparence, Belfius Banque SA a choisi le Luxembourg comme État membre d'origine.

La Directive Transparence a été transposée en droit luxembourgeois par :

- la loi luxembourgeoise du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé ;
- le règlement grand-ducal du 3 juillet 2008 relatif à la désignation officielle de mécanismes pour le stockage centralisé des informations réglementées au sens de la loi du 11 janvier 2008 ;
- la circulaire CSSF 08/337 de la Commission de surveillance du secteur financier.

La réglementation précitée prévoit un certain nombre d'obligations concernant l'information et la publication de données.

Conformément à l'article 3.(2) de la loi luxembourgeoise relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières, le comité de direction de Belfius Banque déclare dès lors que :

Belfius Banque a choisi le Luxembourg comme État membre d'origine ;

- à sa connaissance, les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ;
- à sa connaissance, le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de l'entreprise, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

## Le Reporting Pays Par Pays

Sur la base de l'article 6bis de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit, Belfius publie les renseignements suivants sur une base consolidée, en les ventilant par pays où Belfius dispose d'un établissement (succursale ou filiale).

Pays	Activité	31/12/17			
		Chiffres d'affaires <sup>(1)</sup> (en milliers d'EUR)	ETP moyen <sup>(2)</sup>	Résultat net avant impôt (en milliers d'EUR)	(Charges) Revenus d'impôt (en milliers d'EUR)
BELGIQUE	BANQUE ET ASSURANCES	2 286 053	6 264	864 916	(354 698)
ÉTAT MEMBRE		68 629	14	97 612	(2 309)
Luxembourg	Autres services financiers et activités d'assurances	11 681	6	10 411	(2 291)
Irlande	Autres services financiers et activités d'assurances	56 948	8	87 202	(17)
<b>TOTAL</b>		<b>2 354 682</b>	<b>6 278</b>	<b>962 528</b>	<b>(357 007)</b>

(1) Basé sur « Revenus » du Compte de résultats consolidé du rapport annuel.

(2) Nous renvoyons à la note « 7.9. Frais de personnel » du rapport annuel.

Pays	Activité	31/12/18			
		Chiffres d'affaires <sup>(1)</sup> (en milliers d'EUR)	ETP moyen <sup>(2)</sup>	Résultat net avant impôt (en milliers d'EUR)	(Charges) Revenus d'impôt (en milliers d'EUR)
BELGIQUE	BANQUE ET ASSURANCES	2 387 515	6 344	907 973	(220 485)
ÉTAT MEMBRE					
Luxembourg	Autres services financiers et activités d'assurances	17 988	5	17 241	(4 652)
Irlande	Autres services financiers et activités d'assurances	(44 315)	7	(58 338)	8 251
<b>TOTAL</b>		<b>2 361 189</b>	<b>6 356</b>	<b>866 876</b>	<b>(216 886)</b>

(1) Basé sur « Revenus » du Compte de résultats consolidé du rapport annuel.

(2) Nous renvoyons à la note « 7.9. Frais de personnel » du rapport annuel.







# COMPTES CONSOLIDÉS

États financiers au 31 décembre 2018

> I. CHIFFRES CLÉS	148
Bilan consolidé	148
Compte de résultats consolidé	152
État consolidé du résultat global	154
Variation des fonds propres consolidés	156
Tableau des flux de trésorerie consolidés	162
> ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS	165
II. Événements postérieurs à la clôture	165
III. Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés	166
IV. Analyse par secteur opérationnel	201
V. Notes sur l'actif du bilan consolidé	205
5.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie	205
5.2. Caisse et avoirs auprès des banques centrales	205
5.3. Prêts et créances sur établissements de crédit	206
5.4. Prêts et créances	208
5.5. Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres	211
5.6. Dérivés	215
5.7. Investissements dans des sociétés mises en équivalence	220
5.8. Immobilisations corporelles	221
5.9. Immobilisations incorporelles	223
5.10. Écarts d'acquisition	224
5.11. Actifs fiscaux différés	225
5.12. Autres actifs	227
5.13. Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées	228
5.14. Contrats de location	228

VI.	Notes sur les dettes figurant au bilan consolidé	230
6.1.	Caisse et avoirs des banques centrales	230
6.2.	Dettes envers et dépôts des établissements de crédit	231
6.3.	Dettes et dépôts	232
6.4.	Titres de créance émis et autres passifs financiers	234
6.5.	Provisions pour activités d'assurances	236
6.6.	Provisions et passifs éventuels	242
6.7.	Dettes subordonnées	250
6.8.	Autres passifs	252
VII.	Notes annexes au compte de résultats consolidé	253
7.1.	Intérêts perçus – Intérêts payés	253
7.2.	Dividendes	255
7.3.	Résultat net des sociétés mises en équivalence	255
7.4.	Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats	256
7.5.	Résultat net sur investissements et dettes	257
7.6.	Honoraires et commissions perçus – versés	260
7.7.	Résultats des assurances	261
7.8.	Autres revenus	263
7.9.	Autres charges	264
7.10.	Frais de personnel	264
7.11.	Frais généraux et administratifs	265
7.12.	Dépréciation et amortissements sur actifs immobilisés	266
7.13.	Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit	266
7.14.	Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	268
7.15.	Dépréciation d'écarts d'acquisition	268
7.16.	(Charges) Revenus d'impôt	269

VIII.	Annexes sur les éléments hors bilan	271
8.1.	Opérations en délai d'usage (regular way trade)	271
8.2.	Garanties	271
8.3.	Engagements de crédit	271
8.4.	Autres engagements d'activité de financement	272
8.5.	Engagements - passifs éventuels	272
8.6.	Prêts et emprunts d'obligations (dans le cadre de « Bond Lending and Bond Borrowing Transactions »)	272
IX.	Annexes sur l'exposition au risque	273
9.1.	Juste valeur	273
9.2.	Exposition aux risques de crédit	282
9.3.	Information sur les charges pesant sur les actifs et sur le collatéral reçu	293
9.4.	Risque de taux d'intérêt : répartition par échéance jusqu'à la prochaine date de refixation des taux d'intérêt	298
9.5.	Risques de marché et gestion de bilan (ALM)	302
9.6.	Risque de liquidité	304
9.7.	Risque de change et taux de change	309
9.8.	Risque d'assurances	310
X.	Changements significatifs dans le périmètre de consolidation et liste des filiales et entreprises associées à Belfius	313
10.1.	Changements significatifs dans le périmètre de consolidation	313
10.2.	Acquisitions et cessions d'entreprises consolidées	314
10.3.	Liste des filiales, des entreprises mises en équivalence, des entreprises associées et des entreprises dans lesquelles le groupe détient des droits sociaux représentant 20 % au moins du capital souscrit	317
10.4.	Intérêts dans des entités structurées non consolidées	324
XI.	Transactions avec des parties liées	325
XII.	Titrisation	327
>	RAPPORT DU COMMISSAIRE	328

# BILAN CONSOLIDÉ

<b>Actif</b> (en milliers d'EUR)		<b>31/12/17</b> <b>IAS 39</b>
I.	Caisse et avoirs auprès des banques centrales	10 236 669
II.	Prêts et créances sur établissements de crédit	14 121 427
III.	Prêts et créances sur la clientèle	90 056 926
IV.	Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance	5 441 999
V.	Actifs financiers disponibles à la vente	17 982 597
VI.	Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	3 240 298
VII.	Dérivés	20 303 034
VIII.	Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	3 720 764
IX.	Investissements dans des sociétés mises en équivalence	31 481
X.	Immobilisations corporelles	1 059 212
XI.	Immobilisations incorporelles	162 074
XII.	Écarts d'acquisition	103 966
XIII.	Actifs fiscaux courants	20 343
XIV.	Actifs fiscaux différés	235 399
XV.	Autres actifs	1 224 230
XVI.	Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées	18 782
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>167 959 201</b>

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.

<b>Actif</b> (en milliers d'EUR)		<b>Notes</b>	<b>01/01/18 IFRS 9</b>	<b>31/12/18 IFRS 9</b>
I.	Caisse et avoirs auprès des banques centrales	5.2.	10 236 669	8 314 303
II.	Prêts et créances sur établissements de crédit	5.3.	13 801 882	13 106 846
	A. Évalués au coût amorti		13 801 882	13 106 846
	B. Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		0	0
	C. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		0	0
III.	Prêts et créances	5.4.	85 406 374	91 122 512
	A. Évalués au coût amorti		83 060 191	89 302 446
	B. Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		0	0
	C. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		2 346 183	1 820 067
IV.	Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres	5.5.	30 776 327	28 568 766
	A. Évalués au coût amorti		21 143 773	21 610 561
	B. Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		6 962 747	5 216 152
	C. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		2 669 808	1 742 052
V.	Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance		2 597 572	2 837 971
VI.	Dérivés	5.6.	16 414 511	12 767 585
VII.	Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	5.6.	5 046 357	4 590 806
VIII.	Investissements dans des sociétés mises en équivalence	5.7.	31 481	47 949
IX.	Immobilisations corporelles	5.8.	1 059 212	1 065 607
X.	Immobilisations incorporelles	5.9.	162 074	191 497
XI.	Écarts d'acquisition	5.10.	103 966	103 966
XII.	Actifs fiscaux	5.11.	337 298	378 192
	A. Actifs fiscaux courants		20 343	77 683
	B. Actifs fiscaux différés		316 955	300 508
XIII.	Provisions techniques relatives aux activités d'assurance - part des réassureurs		276 930	99 902
XIV.	Autres actifs	5.12.	947 299	950 202
XV.	Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées	5.13.	18 782	19 047
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>			<b>167 216 734</b>	<b>164 165 152</b>

Pour des raisons de comparabilité, Belfius présente le bilan à la date initiale d'application (DIA) le 01/01/18, avec le bilan fin décembre 2018. Une analyse détaillée de la DIA est disponible dans la note 3

« Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés », chapitre « Tableaux de transition de IAS 39 vers IFRS 9 ».

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.

<b>Dettes</b>		31/12/17
(en milliers d'EUR)		IAS 39
I.	Dettes envers les établissements de crédit	11 109 893
II.	Dettes envers la clientèle	76 274 483
III.	Dettes représentées par un titre	22 027 063
IV.	Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	8 892 710
V.	Provisions techniques des sociétés d'assurances	15 149 692
VI.	Dérivés	21 264 032
VII.	Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	105 017
VIII.	Provisions et passifs éventuels	425 300
IX.	Dettes subordonnées	1 198 968
X.	Dettes fiscales courantes	51 351
XI.	Dettes fiscales différées	176 964
XII.	Autres passifs	1 762 321
XIII.	Passifs inclus dans un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées	0
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>158 437 793</b>

<b>Fonds propres</b>		31/12/17
(en milliers d'EUR)		IAS 39
XIV.	Capital souscrit	3 458 066
XV.	Primes d'émission et d'apport	209 232
XVI.	Actions propres	0
XVII.	Réserves et résultat reporté	4 811 537
XVIII.	Résultat net de la période	605 502
<b>FONDS PROPRES DE BASE</b>		<b>9 084 337</b>
XIX.	Réévaluation des réserves relatives aux titres disponibles à la vente	812 081
XX.	Juste valeur « gelée » ajustée des actifs financiers reclassés en prêts et créances	(474 031)
XXI.	Réévaluations des régimes à prestations définies	112 998
XXII.	Éléments de participation discrétionnaire des contrats d'assurance	0
XXIII.	Autres réserves	(14 147)
<b>GAINS OU PERTES NON COMPTABILISÉS DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS</b>		<b>436 901</b>
<b>FONDS PROPRES DU GROUPE</b>		<b>9 521 237</b>
XXIV.	Participations ne donnant pas le contrôle	171
<b>FONDS PROPRES TOTAUX</b>		<b>9 521 408</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>167 959 201</b>

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.



<b>Dettes</b> (en milliers d'EUR)		Notes	01/01/18 IFRS 9	31/12/18 IFRS 9
I.	Caisse et avoirs des banques centrales	6.1.	3 978 544	3 962 322
II.	Dettes envers et dépôts des établissements de crédit	6.2.	7 131 349	5 866 810
	A. Évalués au coût amorti		7 131 349	5 866 810
	B. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		0	0
III.	Dettes et dépôts	6.3.	76 328 151	79 661 310
	A. Évalués au coût amorti		76 274 483	79 609 747
	B. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		53 669	51 563
IV.	Titres de créance émis et autres passifs financiers	6.4.	28 268 533	26 686 872
	A. Évalués au coût amorti		22 027 063	19 274 694
	B. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		6 241 470	7 412 178
V.	Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance		2 597 572	2 837 971
VI.	Dérivés	5.6.	21 195 874	17 740 280
VII.	Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	5.6.	105 017	165 078
VIII.	Provisions pour activités d'assurance	6.5.	14 583 630	13 907 770
IX.	Provisions et passifs éventuels	6.6.	538 164	626 752
X.	Dettes subordonnées	6.7.	1 198 968	1 219 469
	A. Évaluées au coût amorti		1 198 968	1 219 469
	B. Évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net		0	0
XI.	Dettes fiscales	5.11.	84 521	30 825
	A. Dettes fiscales courantes		51 351	22 301
	B. Dettes fiscales différées		33 170	8 524
XII.	Autres passifs	6.8.	1 761 932	1 500 070
XIII.	Passifs inclus dans un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées		0	0
<b>TOTAL DES DETTES</b>			<b>157 772 256</b>	<b>154 205 529</b>

<b>Fonds propres</b> (en milliers d'EUR)		Notes	01/01/18 IFRS 9	31/12/18 IFRS 9
XIV.	Capital souscrit		3 458 066	3 458 066
XV.	Primes d'émission et d'apport		209 232	209 232
XVI.	Actions propres		0	0
XVII.	Réserves et résultat reporté		5 120 363	4 738 565
XVIII.	Résultat net de la période		0	649 028
<b>FONDS PROPRES DE BASE</b>			<b>8 787 661</b>	<b>9 054 891</b>
XIX.	Fluctuations de la juste valeur des instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		375 113	218 588
XX.	Fluctuations de la juste valeur des instruments fonds propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		187 222	75 031
XXI.	Fluctuations de la juste valeur à cause du risque de crédit propre sur passifs financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultat à présenter dans les autres éléments du résultat global		0	0
XXII.	Fluctuations de la juste valeur des dérivés de couvertures de flux de trésorerie		(18 901)	13 679
XXIII.	Réévaluation des plans de pension		112 998	42 170
XXIV.	Éléments de participation discrétionnaire des contrats d'assurance	6.5.	0	41 850
XXV.	Autres réserves		215	212
<b>GAINS OU PERTES NON COMPTABILISÉS DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS</b>			<b>656 646</b>	<b>391 530</b>
<b>FONDS PROPRES DU GROUPE</b>			<b>9 444 308</b>	<b>9 446 422</b>
XXVI.	Instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1		0	497 083
XXVII.	Participations ne donnant pas le contrôle		171	16 118
<b>FONDS PROPRES TOTAUX</b>			<b>9 444 478</b>	<b>9 959 623</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>			<b>167 216 734</b>	<b>164 165 152</b>

Pour des raisons de comparabilité, Belfius présente le bilan à la date initiale d'application (DIA) le 01/01/18, avec le bilan fin décembre 2018. Une analyse détaillée de la DIA est disponible dans la note 3

« Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés », chapitre « Tableaux de transition de IAS 39 vers IFRS 9 ».

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.

# COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

(en milliers d'EUR)	Notes	31/12/17 IAS 39	31/12/18 IFRS 9
I. Produits d'intérêts	7.1.	3 561 100	3 399 369
II. Charges d'intérêts	7.1.	(1 609 627)	(1 527 831)
III. Dividendes	7.2.	73 083	70 981
IV. Résultat net des sociétés mises en équivalence	7.3.	4 195	1 745
V. Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats	7.4.	46 143	(10 644)
VI. Résultat net sur investissements et dettes	7.5.	173 958	121 704
VII. Honoraires et commissions perçus	7.6.	721 472	734 366
VIII. Honoraires et commissions versés	7.6.	(168 809)	(178 710)
IX. Résultat technique des activités d'assurance	7.7.	(208 814)	(53 890)
A. Primes brutes gagnées		1 451 024	1 488 048
B. Autres revenus et charges techniques		(1 659 838)	(1 541 939)
X. Autres revenus	7.8.	141 895	193 666
XI. Autres charges	7.9.	(379 913)	(389 568)
<b>REVENUS</b>		<b>2 354 682</b>	<b>2 361 189</b>
XII. Frais de personnel	7.10.	(562 324)	(614 740)
XIII. Frais généraux et administratifs	7.11.	(479 313)	(496 938)
XIV. Frais de réseau		(243 300)	(219 110)
XV. Dépréciation et amortissements sur actifs immobilisés	7.12.	(83 672)	(95 004)
<b>CHARGES</b>		<b>(1 368 608)</b>	<b>(1 425 792)</b>
<b>RÉSULTAT BRUT</b>		<b>986 074</b>	<b>935 397</b>
XVI. Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit	7.13.	(33 013)	(66 397)
XVII. Dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	7.14.	9 467	(2 124)
XVIII. Dépréciations d'écarts d'acquisition	7.15.	0	0
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT</b>		<b>962 528</b>	<b>866 876</b>
XIX. (Charges) revenus d'impôt courants	7.16.	(191 258)	(145 506)
XX. (Charges) revenus d'impôt différés	7.16.	(165 749)	(71 381)
<b>TOTAL DES (CHARGES) REVENUS D'IMPÔT</b>		<b>(357 007)</b>	<b>(216 886)</b>
<b>RÉSULTAT NET APRÈS IMPÔT</b>		<b>605 522</b>	<b>649 989</b>
XXI. Activités abandonnées, nettes d'impôt		0	0
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>605 522</b>	<b>649 989</b>
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		20	962
Attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère		605 502	649 028

Le compte de résultats présenté selon IAS 39 fin décembre 2017 est comparé au compte de résultats fin décembre 2018 selon IFRS 9 car aucun pro forma n'est établi.

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.



# ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

	31/12/17 IAS 39		
	Montant avant impôt	(Charges) Revenus d'impôt	Montant net d'impôt
(en milliers d'EUR)			
<b>RÉSULTAT COMPTABILISÉ DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS</b>	<b>962 528</b>	<b>(357 007)</b>	<b>605 522</b>
<b>ÉLÉMENTS QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS EN RÉSULTAT NET</b>			
Résultat non réalisé lié à la réévaluation de biens immobiliers	(2)	0	(2)
Réévaluations des régimes à prestations définies	18 784	7 223	26 007
<b>TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS EN PERTES ET PROFITS</b>	<b>18 782</b>	<b>7 223</b>	<b>26 005</b>
<b>ÉLÉMENTS QUI PEUVENT ÊTRE RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT EN PERTES ET PROFITS</b>			
Gains (pertes) non réalisé(e)s des actifs financiers disponibles à la vente et amortissement de juste valeur « gelée » des actifs financiers reclassés en Prêts et Créances	36 604	70 234	106 839
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie	21 325	(2 143)	19 182
Éléments de participation discrétionnaire des contrats d'assurance	(48 739)	15 900	(32 839)
<b>TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL QUI PEUVENT ÊTRE RECLASSÉS EN PERTES ET PROFITS</b>	<b>9 190</b>	<b>83 991</b>	<b>93 181</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>27 972</b>	<b>91 214</b>	<b>119 186</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL TOTAL</b>	<b>990 500</b>	<b>(265 792)</b>	<b>724 708</b>
Attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	0	0	724 688
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0	0	20

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.

	31/12/18 IFRS 9		
	Montant avant impôt	(Charges) Revenus d'impôt	Montant net d'impôt
(en milliers d'EUR)			
<b>RÉSULTAT COMPTABILISÉ DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS</b>	<b>866 876</b>	<b>(216 886)</b>	<b>649 989</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS EN PERTES ET PROFITS</b>			
Résultat non réalisé lié à la réévaluation de biens immobiliers	(2)	0	(2)
Fluctuations de la juste valeur des instruments fonds propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>(1)</sup>	(119 426)	9 015	(110 410)
Réévaluation des plans de pension <sup>(2)</sup>	(94 427)	23 599	(70 828)
<b>TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS EN PERTES ET PROFITS</b>	<b>(213 855)</b>	<b>32 614</b>	<b>(181 241)</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL QUI PEUVENT ÊTRE RECLASSÉS EN PERTES ET PROFITS</b>			
Fluctuations de la juste valeur des instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>(3)</sup>	(221 796)	65 282	(156 513)
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie	35 436	(2 856)	32 580
Éléments de participation discrétionnaire des contrats d'assurance <sup>(4)</sup>	57 521	(15 672)	41 850
<b>TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL QUI PEUVENT ÊTRE RECLASSÉS EN PERTES ET PROFITS</b>	<b>(128 838)</b>	<b>46 754</b>	<b>(82 083)</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>(342 693)</b>	<b>79 369</b>	<b>(263 324)</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL TOTAL</b>	<b>524 183</b>	<b>(137 517)</b>	<b>386 665</b>
Attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	521 397	(137 485)	383 912
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle <sup>(5)</sup>	2 786	(32)	2 754

(1) La juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global a diminué de EUR 112 millions, principalement en raison de l'évolution du marché et des ventes.

(2) La réévaluation des régimes à prestations définies a diminué de EUR 71 millions par rapport à fin 2017, principalement en raison du rendement négatif des actifs des plans, d'une part, et de la réévaluation d'un plan de pension, d'autre part, pour lequel Belfius n'est pas en mesure d'évaluer de manière appropriée la juste valeur du portefeuille d'actifs sous-jacents du fonds cantonné, à fin 2018, en l'absence de données récentes (nous renvoyons au chapitre « Litiges juridiques » pour plus de détails).

(3) La juste valeur des instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global a diminué de EUR 157 millions. Cette évolution négative résulte d'une augmentation des spreads de crédit par rapport à l'année dernière, de plus-values réalisées à la suite des désinvestissements au sein de Belfius Insurance et à la vente d'obligations italiennes au sein du groupe Belfius Banque.

(4) L'élément de participation discrétionnaire des contrats d'assurance est passé à EUR 42 millions au 31 décembre 2018 contre EUR 0 au 1<sup>er</sup> janvier 2018. La provision pour participation discrétionnaire future au 1<sup>er</sup> janvier 2018 a été intégralement incluse dans les provisions techniques par le biais du compte de résultats. La provision pour participation discrétionnaire future passe de EUR 141 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à EUR 179 millions au 31 décembre 2018 en raison de l'augmentation des volumes qui, conformément au plan de participation aux bénéfices, pourraient donner lieu à un droit de participation discrétionnaire dans le futur.

(5) Les participations ne donnant pas le contrôle sont principalement liées à la participation minoritaire dans Auxipar.

À la suite de l'application de la norme IFRS 9 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, certains éléments doivent être pris en compte dans la comparaison entre le total des autres éléments du résultat global à fin 2017 (présenté selon IAS 39) et à fin 2018 (présenté selon IFRS 9). Pour une analyse détaillée de la DIA, nous renvoyons à la note 3 « Principes comptables sur une base consolidée », chapitre « Tableaux de transition de IAS 39 vers IFRS 9 ». Belfius a réalisé un résultat avant impôts à fin 2018 de EUR 867 millions, en baisse de EUR 96 millions par rapport à 2017. Malgré la pression continue sur la marge d'intérêt, Belfius a réalisé de bons résultats commerciaux grâce à une forte croissance des volumes commerciaux reflétant le développement réussi de notre franchise commerciale. Les coûts ont augmenté à la suite de nouveaux investissements dans le capital humain et la digitalisation. En outre, Belfius a été en mesure de poursuivre son contrôle strict des coûts. La charge d'impôts a diminué principalement à la suite de la réévaluation des impôts différés (EUR 67 millions)

résultant de la réforme fiscale belge mise en œuvre avant fin 2017. En conséquence, le résultat net après impôts a augmenté de EUR 44 millions. Il est à noter que la réforme fiscale belge a eu un impact négatif sur le résultat net 2017 de EUR 106 millions. La comparaison des autres éléments du résultat global est entravée par l'application de la norme IFRS 9, en vertu de laquelle une partie significative du portefeuille obligataire a été reclassée des « Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » vers « Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres évalués au coût amorti ». En conséquence, la dépréciation collective calculée selon le modèle IAS 39 a été reprise en report à nouveau et la nouvelle perte sur créances attendue a été comptabilisée en déduction des actifs financiers. Pour une analyse détaillée de la DIA, nous renvoyons à la note 3 « Principes comptables sur une base consolidée », chapitre « Tableaux de transition de IAS 39 vers IFRS 9 ».

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.

# VARIATION DES FONDS PROPRES CONSOLIDÉS

Fonds propres de base	Capital souscrit	Primes d'émission et d'apport	Réserves et résultat reporté	Résultat net de la période	Fonds propres de base
(en milliers d'EUR)					
<b>IAS 39</b>					
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2016</b>	<b>3 458 066</b>	<b>209 232</b>	<b>4 491 306</b>	<b>535 229</b>	<b>8 693 833</b>
<b>Mouvements de la période</b>					
Transferts aux réserves	0	0	395 229	(395 229)	0
Dividendes <sup>(1)</sup>	0	0	0	(140 000)	(140 000)
Acomptes sur dividende <sup>(2)</sup>	0	0	(75 000)	0	(75 000)
Autres mouvements	0	0	2	0	2
Résultat net de la période	0	0	0	605 502	605 502
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>3 458 066</b>	<b>209 232</b>	<b>4 811 537</b>	<b>605 502</b>	<b>9 084 337</b>

(1) Belfius a payé un dividende de EUR 140 millions sur le résultat de 2016 (en plus de l'acompte sur dividende payé en septembre 2016) en avril 2017.

(2) Belfius a payé un acompte sur dividende de EUR 75 millions sur le résultat de 2017 en septembre 2017.

En conformité avec IAS 1.134-136, Belfius fournit ses objectifs, procédures et processus de gestion du capital dans le chapitre « Gestion du capital » du rapport de gestion.

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.



## Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats

Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats	Résultats non réalisés qui peuvent être reclassés en pertes et profits				Résultats non réalisés qui ne seront pas reclassés en pertes et profits		Gains ou pertes non comptabilisés en pertes et profits – part du groupe
	Réévaluation des réserves relatives aux titres disponibles à la vente	Juste valeur « gelée » ajustée des actifs financiers reclassés en prêts et créances	Dérivés – Couvertures des flux de trésorerie (CFH)	Éléments de participation discrétionnaire des contrats d'assurance <sup>(1)</sup>	Résultat non réalisé lié à la réévaluation de biens immobiliers	Réévaluations des régimes à prestations définies	
(en milliers d'EUR)							
IAS 39							
AU 31 DÉCEMBRE 2016	729 864	(498 653)	(33 543)	32 839	217	86 990	317 714
Mouvements de la période							
Variation par les réserves de la juste valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente <sup>(2)</sup>	76 534	0	0	(32 839)	0	0	43 695
Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de dépréciations	94	0	0	0	0	0	94
Transferts en résultat de la juste valeur de la réserve des titres disponible à la vente à la suite de leur cession <sup>(3)</sup>	(121 582)	7 128	0	0	0	0	(114 454)
Amortissement de la juste valeur gelée sur le portefeuille reclassé en application de la révision de IAS 39	0	17 494	0	0	0	0	17 494
Variation par les réserves de la juste valeur – couverture des flux de trésorerie	0	0	19 272	0	0	0	19 272
Variation de la réserve relative à la couverture des flux de trésorerie à la suite de transferts au compte de résultats	0	0	(90)	0	0	0	(90)
Transferts vers les provisions techniques des sociétés d'assurances <sup>(4)(5)</sup>	127 171	0	0	0	0	0	127 171
Provisions comptabilisées des/ vers les fonds propres <sup>(6)</sup>	0	0	0	0	0	26 007	26 007
Transferts	0	0	0	0	(2)	0	(2)
AU 31 DÉCEMBRE 2017	812 081	(474 031)	(14 361)	0	215	112 998	436 901

(1) La participation bénéficiaire discrétionnaire est un droit contractuel mais conditionnel de recevoir des prestations complémentaires en plus des prestations garanties sur des contrats d'assurance (vie). Le montant reconnu dans les fonds propres à la fin de l'exercice 2017 est nul étant donné que l'intégralité du montant des futures participations aux bénéfices est reconnu dans le compte de résultats.

(2) En raison de l'amélioration des spreads de crédit et de la légère amélioration des taux d'intérêt par rapport à la fin de l'exercice 2016, la réserve des actifs disponibles à la vente a augmenté de EUR 77 millions.

(3) Diminution de la réserve disponible à la vente à la suite de la vente d'obligations et d'actions principalement chez Belfius Insurance.

(4) Ces transferts concernent des montants après impôts à la suite de l'application de la comptabilité reflet (shadow accounting), par laquelle une partie des gains latents sur les actifs financiers disponibles à la vente est utilisée comme valeur de couverture pour les paiements des obligations de contrats d'assurance et est donc transférée vers les provisions techniques pour les contrats d'assurance. L'ajustement « shadow loss » a diminué à la suite de taux d'intérêt légèrement plus élevés en comparaison avec la fin de l'exercice 2016.

(5) Les provisions techniques des entreprises associées ne sont pas incluses dans le bilan consolidé.

(6) Une augmentation est à noter à la suite de la réévaluation des régimes à prestations définies en raison d'un taux d'actualisation légèrement plus élevé par rapport à fin 2016 à la suite des taux d'intérêt légèrement plus élevés et du rendement favorable des actifs des régimes de retraite.

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Participations ne donnant pas le contrôle

(en milliers d'EUR)

	Fonds propres de base	Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats	Participations ne donnant pas le contrôle
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2016</b>	<b>173</b>	<b>0</b>	<b>173</b>
Mouvements de la période			
Dividendes	(23)	0	(23)
Résultat net de la période	20	0	20
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>171</b>	<b>0</b>	<b>171</b>

(en milliers d'EUR)

Fonds propres de base	0
Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère	0
Participations ne donnant pas le contrôle	171
<b>FONDS PROPRES TOTAUX AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>171</b>

## Fonds propres de base

(en milliers d'EUR)

	Capital souscrit	Primes d'émission et d'apport	Réserves et résultat reporté	Résultat net de la période	Fonds propres de base
<b>IFRS 9</b>					
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>3 458 066</b>	<b>209 232</b>	<b>5 417 038</b>	<b>0</b>	<b>9 084 337</b>
IFRS 9 DATE INITIALE D'APPLICATION IMPACT	0	0	(296 675)	0	(296 675)
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018<sup>(1)</sup></b>	<b>3 458 066</b>	<b>209 232</b>	<b>5 120 363</b>	<b>0</b>	<b>8 787 661</b>
Mouvements de la période					
Dividendes <sup>(2)</sup>	0	0	(287 920)	0	(293 292)
Dividendes instruments de fonds propres additionnel Tier-1	0	0	(9 057)	0	(3 685)
Dividendes votés anticipativement <sup>(2)</sup>	0	0	(100 000)	0	(100 000)
Autres mouvements	0	0	2	0	2
Résultat net de la période	0	0	0	649 028	649 028
Transfert des autres éléments de résultat global attribuables à la vente des instruments fonds propres	0	0	15 176	0	15 176
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2018</b>	<b>3 458 066</b>	<b>209 232</b>	<b>4 738 565</b>	<b>649 028</b>	<b>9 054 891</b>

(1) L'impact d'IFRS 9 sur réserves et résultat reporté est principalement lié à

→ la nouvelle méthode de calcul de la dépréciation de EUR 257 millions (modèle de perte de crédit attendue) et à

→ la réévaluation des actifs financiers qui ont échoué au test SPPI.

(2) Belfius a payé un dividende de EUR 288 millions sur le résultat de 2017, en plus de l'acompte sur dividende de EUR 100 millions payé en août 2018.

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats	Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés en pertes et profits			Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en pertes et profits			Gains ou pertes non comptabilisés en pertes et profits – part du groupe
	Fluctuations de la juste valeur des instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie	Éléments de participation discrétionnaire des contrats d'assurance <sup>(1)</sup>	Résultat non réalisé lié à la réévaluation de biens immobiliers	Fluctuations de la juste valeur des instruments de fonds propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>(2)</sup>	Réévaluation des plans de pension	
(en milliers d'EUR)							
<b>IFRS 9</b>							
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>105 849</b>	<b>(14 361)</b>	<b>0</b>	<b>215</b>	<b>232 201</b>	<b>112 998</b>	<b>436 901</b>
<b>IFRS 9 DATE INITIALE D'APPLICATION IMPACT</b>	<b>269 264</b>	<b>(4 540)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(44 979)</b>	<b>0</b>	<b>219 745</b>
Montant brut	133 186	(4 540)	0	0	(52 607)	0	76 039
Impôts différés	136 077	0	0	0	7 629	0	143 706
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018<sup>(3)</sup></b>	<b>375 113</b>	<b>(18 901)</b>		<b>215</b>	<b>187 222</b>	<b>112 998</b>	<b>656 646</b>
<b>Mouvements de la période</b>							
Variation nette de juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global - titres de créance <sup>(4)</sup>	(65 237)	0	41 850	0	0	0	(23 388)
Transfert en résultats à la suite de dépréciations - titres de créance	2 341	0	0	0	0	0	2 341
Transfert en résultats à la suite de ventes - titres de créance <sup>(5)</sup>	(84 108)	0	0	0	0	0	(84 108)
Variation nette de juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global - instruments de fonds propres <sup>(6)</sup>	0	0	0	0	(93 018)	0	(93 018)
Variation par les réserves de la juste valeur - dérivés - réserve de couverture	0	33 427	0	0	0	0	33 427
Variation de la réserve relative à la couverture des flux de trésorerie à la suite de transferts au compte de résultats	0	(847)	0	0	0	0	(847)
Transferts vers les provisions techniques des sociétés d'assurances <sup>(7)</sup>	(9 520)	0	0	0	(3 813)	0	(13 333)
Réévaluation des plans de pension <sup>(8)</sup>	0	0	0	0	0	(70 828)	(70 828)
Transfert en résultat reporté à la suite de ventes d'instruments de capitaux propres irrévocablement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0	0	0	(15 244)	0	(15 244)
Transferts	0	0	0	(2)	(116)	0	(119)
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2018</b>	<b>218 588</b>	<b>13 679</b>	<b>41 850</b>	<b>212</b>	<b>75 031</b>	<b>42 170</b>	<b>391 530</b>

(1) La participation bénéficiaire discrétionnaire est un droit contractuel mais conditionnel de recevoir des prestations complémentaires en plus des prestations garanties sur des contrats d'assurance (vie). L'élément de participation discrétionnaire des contrats d'assurance est passé à EUR 42 millions au 31 décembre 2018 en raison de l'augmentation des volumes qui, conformément au plan de participation aux bénéfices, pourraient donner lieu à un droit de participation discrétionnaire dans le futur.

(2) « Fluctuations de la juste valeur des instruments fonds propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » ont été classées fin 2017 (IAS 39) en résultats non réalisés qui peuvent être reclassés en pertes et profits.

(3) L'impact d'IFRS 9 sur des autres éléments du résultat global est principalement lié à la réévaluation du modèle économique. Belfius Banque a défini un modèle économique dont l'objectif est de détenir les obligations en vue de collecter des flux de trésorerie contractuels jusqu'à maturité. Ce qui résulte en une reprise de la réserve disponible à la vente gelée, ainsi que les gains et pertes non réalisés non comptabilisés dans le compte de résultats. Chez Belfius Insurance, un modèle mixte est appliqué et géré conformément aux politiques et directives ALM, ce qui signifie que le groupe d'assurances a déterminé qu'une grande partie de ce portefeuille devait être définie dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et certaines obligations sous un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers, pour parer à des besoins de liquidités.

(4) La juste valeur des instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global a diminué de EUR 65 millions. Cette évolution négative résulte d'une augmentation des spreads de crédit par rapport à l'année dernière.

(5) La juste valeur des instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global a diminué de EUR 84 millions, principalement en raison de désinvestissements au sein de Belfius Insurance et de la vente d'obligations italiennes au sein du groupe Belfius Banque.

(6) La juste valeur des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global a diminué de EUR 112 millions, principalement en raison de l'évolution du marché et des ventes.

(7) Ces transferts concernent des montants après impôts à la suite de l'application de la comptabilité reflet (shadow accounting), par laquelle une partie des gains latents sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est utilisée comme valeur de couverture pour les paiements des obligations de contrats d'assurance et est donc transférée vers les provisions techniques pour les contrats d'assurance.

(8) La réévaluation des régimes à prestations définies a diminué de EUR 71 millions par rapport à fin 2017, principalement en raison du rendement négatif des actifs des plans, d'une part, et de la réévaluation d'un plan de pension, d'autre part, pour lequel Belfius n'est pas en mesure d'évaluer de manière appropriée la juste valeur du portefeuille d'actifs sous-jacents du fonds cantonné, à fin 2018, en l'absence de données récentes (nous renvoyons au chapitre « Litiges juridiques » pour plus de détails).

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1**

(en milliers d'EUR)

**IFRS 9****AU 31 DÉCEMBRE 2017****0****Mouvements de la période**

Émission d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1

497 083

**AU 31 DÉCEMBRE 2018****497 083**

Le 1<sup>er</sup> février 2018, Belfius a émis des instruments de fonds propres subordonnés pour un montant de EUR 500 millions, qui qualifient d'AT1 sous la réglementation CRR/CRD IV. Les titres AT1 ont été analysés à la lumière d'IAS 32 et doivent être considérés comme des instruments de fonds propres. L'émission inaugurale AT1 a été réalisée dans un contexte de diversification accrue des sources de financement et de base d'investisseurs. De plus, les titres AT1 augmentent la capacité continue d'absorption des pertes et contribuent à la fois au niveau attendu du MREL et au ratio de levier de Belfius. En général, cette transaction accroît la flexibilité financière et réglementaire de Belfius, en accédant à une nouvelle couche d'instruments dans sa structure de capital.

L'émission a été réalisée sous la forme de titres Perpetual AT1 libellés en EUR. Les titres sont appelables après 7,25 ans (« First Call Date ») et à chaque date de paiement d'intérêt par la suite. Un CET1 trigger de 5,125 % est applicable au niveau consolidé et statutaire, avec un mécanisme principal d'absorption temporaire des pertes de valeur. Les coupons des titres AT1 émis sont entièrement discrétionnaires, semestriels et non cumulatifs. Il y a aussi une annulation obligatoire du coupon en cas d'insuffisance d'éléments distribuables, ou lorsque le coupon excède le montant maximum distribuable (« Maximum Distributable Amount » ou « MDA »).

**Participations ne donnant pas le contrôle**

(en milliers d'EUR)

**IFRS 9****AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018**

Fonds propres de base	Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats	Participations ne donnant pas le contrôle
<b>171</b>	<b>0</b>	<b>171</b>
Dividendes	(506)	(506)
Résultat net de la période	962	962
Variation par les réserves de la juste valeur	0	1 733
Transfert en résultats à la suite de ventes - titres de créance	0	60
Variation du périmètre de consolidation	13 790	13 790
Autres mouvements	(90)	(91)
<b>14 326</b>	<b>1 792</b>	<b>16 118</b>

**Mouvements de la période****AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Les participations ne donnant pas le contrôle sont principalement liées à la participation minoritaire dans Auxipar.

(en milliers d'EUR)

**IFRS 9**

Fonds propres de base

9 054 891

Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats

391 530

Instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1

497 083

Participations ne donnant pas le contrôle

16 118

**FONDS PROPRES TOTAUX AU 31 DÉCEMBRE 2018****9 959 623**

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Fonds propres	31/12/17 IAS 39	31/12/18 IFRS 9
<b>PAR CATÉGORIE D'ACTIONS</b>		
Nombre d'actions autorisées non émises	0	0
Nombre d'actions émises et libérées	359 412 616	359 412 616
Nombre d'actions émises et non libérées	0	0
Bénéfice par action (EUR)		
Ordinaire	1,68	1,81
Dilué	1,68	1,81
<b>VALEUR NOMINALE D'ACTIONS</b>		
En circulation au 1 <sup>er</sup> janvier	359 412 616	359 412 616
Nombre d'actions émises	0	0
Nombre d'actions annulées	0	0
En circulation au 31 décembre	359 412 616	359 412 616
Droits, privilèges et restrictions, dont restrictions sur la distribution de dividendes et le remboursement du capital	0	0
Nombre d'actions propres	0	0
Nombre d'actions réservées pour émission dans le cadre d'options sur actions et de contrats de vente	0	0

Pour l'explication de l'évolution des fonds propres réglementaires et de la solvabilité de la société, nous renvoyons au chapitre « Gestion du capital » du rapport de gestion.

## Paielements fondés sur des actions

Il n'y a pas de plans d'options ayant comme sous-jacent des actions Belfius.

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.

# TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Belfius utilise la méthode indirecte pour le tableau des flux de trésorerie. La présentation de ce tableau commence par le résultat net, avec des ajouts ou des déductions ultérieurs à ce montant pour les

revenus et charges sans effet de trésorerie, donnant lieu à un résultat net généré par les activités opérationnelles.

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	
Résultat net après impôt	605 522
Ajustements pour :	
Amortissements, dépréciations et autres corrections de valeurs	91 278
Dépréciations sur obligations, actions, prêts et autres actifs	(93 620)
(Gains) ou pertes nets sur investissements	(106 527)
Augmentation / (diminution) de provisions (principalement activité d'assurance)	(495 916)
Pertes et (profits) non réalisés	193 629
Revenus des sociétés mises en équivalence	(4 195)
Dividendes des sociétés mises en équivalence	7 626
Impôts différés	165 749
Écarts de conversion	(53 873)
Variation des actifs et des passifs opérationnels <sup>(1)</sup>	1 190 845
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ (CONSOMMÉ) PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>1 500 517</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	
Acquisition d'immobilisations	(147 778)
Vente d'immobilisations	79 208
Acquisition d'actions non consolidées	(209 873)
Vente d'actions non consolidées <sup>(2)</sup>	354 124
Acquisition de filiales et d'unités d'exploitation	(5 235)
Vente de filiales et d'unités d'exploitation	0
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS (UTILISÉS) PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>70 447</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	
Émission de dettes subordonnées	49 626
Remboursement de dettes subordonnées	(215 472)
Dividendes payés <sup>(3)</sup>	(140 023)
Acomptes sur dividende payés <sup>(4)</sup>	(75 000)
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS (UTILISÉS) PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>(380 870)</b>
<b>LIQUIDITÉS NETTES DÉGAGÉES</b>	<b>1 190 094</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	10 418 931
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	1 500 517
Flux de trésorerie des activités d'investissement	70 447
Flux de trésorerie des activités de financement	(380 870)
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE</b>	<b>11 609 025</b>
<b>INFORMATION COMPLÉMENTAIRE</b>	
Impôt payé (inclus dans flux net de trésorerie généré (consommé) par les activités opérationnelles)	(176 012)
Dividendes reçus (inclus dans flux net de trésorerie généré (consommé) par les activités opérationnelles)	80 709
Intérêts perçus (inclus dans flux net de trésorerie généré (consommé) par les activités opérationnelles)	3 663 805
Intérêts payés (inclus dans flux net de trésorerie généré (consommé) par les activités opérationnelles)	(1 607 916)

(1) Belfius a émis des obligations senior non privilégiées de premier ordre (« Non-Preferred Senior bonds »), augmentant ainsi sa capacité d'absorption des pertes et contribuant aux exigences minimales en matière de fonds propres et de passifs éligibles (« Minimum Requirement for own funds and Eligible Liabilities » ou « MREL »). La première tranche de EUR 750 millions a été émise le 5 septembre 2017 avec une maturité de 5 ans et un coupon annuel de 0,75 %. La seconde tranche de EUR 500 millions a été émise le 19 octobre 2017 avec une maturité de 7 ans et un coupon annuel de 1,00 %.

De plus, Belfius a liquidé ses investissements dans les fonds suivants : « Belfius European Loans Fund », « Belins High Yield » et « Belins US Corporate Bonds » au cours du second semestre 2017. La décision a été prise après une réévaluation de la politique d'investissement et il a été déterminé que la volatilité de ces fonds n'était plus en ligne avec la nouvelle politique d'investissement de Belfius Insurance.

(2) Belfius a vendu ses participations dans « Aviabel », « Pole Star » and « North Light » en 2017.

(3) Belfius a payé un dividende de EUR 140 millions sur le résultat de 2016 en avril 2017.

(4) Belfius a payé un acompte sur dividende de EUR 75 millions sur le résultat de 2017 en septembre 2017.

Nous renvoyons au chapitre « Liquidité » du rapport de gestion pour une description détaillée de la liquidité.

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.



(en milliers d'EUR)	31/12/18 IFRS 9
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	649 028
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	962
<b>AJUSTEMENTS POUR DES ÉLÉMENTS NON TRÉSORERIE</b>	<b>190 106</b>
Amortissements, dépréciations et autres corrections de valeurs	114 222
Dépréciations sur obligations, actions, prêts et autres actifs	(47 023)
(Gains) ou pertes nets sur investissements	(32 258)
(Gains) ou pertes nets sur immobilisations corporelles et incorporelles	(7 719)
(Gains) ou pertes nets sur actions consolidées et sociétés mise en équivalence	(24 539)
Augmentation / (diminution) de provisions (principalement activité d'assurance)	67 812
Pertes et (profits) non réalisés <sup>(1)</sup>	16 453
Pertes et profits non réalisés des couvertures de flux de trésorerie <sup>(2)</sup>	(87)
Revenus des sociétés mises en équivalence	(1 745)
Dividendes des sociétés mises en équivalence	1 352
Impôts différés	71 381
Impôts différés revenus	(50 305)
Impôts différés charges	121 685
Autres corrections	0
<b>VARIATION DES ACTIFS OPÉRATIONNELS</b>	<b>(2 791 939)</b>
Avoirs auprès des banques centrales	0
Prêts et créances sur établissements de crédit	1 542 700
Prêts et créances	(5 791 150)
Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres	1 532 453
Actifs spécifiques aux activités d'assurance	164 340
Impôts à recevoir	(63 615)
Produits à recevoir des actifs financiers	(112 863)
Autres actifs	(63 915)
Actifs non courants destinés à la vente	111
<b>VARIATION DES DETTES OPÉRATIONNELLES</b>	<b>(343 832)</b>
Avoirs envers des banques centrales	0
Dettes envers et dépôts des établissements de crédit	(1 265 425)
Dettes et dépôts	3 315 938
Titres de créance émis et autres passifs financiers	(1 596 318)
Provisions techniques résultant d'activités d'assurance	(637 258)
Provisions et autres obligations	0
Impôts à payer	(36 000)
Charges à payer des passifs financiers	134 456
Autres passifs spécifiques aux activités d'assurance	(181 290)
Autres passifs	(77 934)
Passifs inclus dans des groupes destinés à la vente	0
<b>AUTRES FLUX DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>675 512</b>
<b>DÉRIVÉS</b>	<b>878 198</b>
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>(741 966)</b>

(1) Cette ligne comprend l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

(2) Cette ligne comprend le résultat de la discontinuité des couvertures de flux de trésorerie.

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.

(en milliers d'EUR)	31/12/18 IFRS 9
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	
Acquisition d'immobilisations	(134 461)
Ventes d'immobilisations	23 119
Acquisition d'actions non consolidées	(128 841)
Vente d'actions non consolidées <sup>(1)(2)</sup>	142 241
Acquisition de filiales et d'unités d'exploitation <sup>(3)</sup>	(39 336)
Vente de filiales et d'unités d'exploitation	0
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(137 278)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	
Emission de nouvelles actions	0
Remboursement de capital	0
Emission de dettes subordonnées <sup>(4)</sup>	198 952
Remboursement de dettes subordonnées <sup>(4)</sup>	(190 254)
Emission d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 <sup>(5)</sup>	497 083
Remboursement d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1	0
Achat d'actions propres	0
Vente d'actions propres	0
Dividendes payés <sup>(6)</sup>	(397 482)
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>108 300</b>
<b>LIQUIDITÉS NETTES DÉGAGÉES</b>	<b>(770 944)</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE</b>	<b>11 609 025</b>
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	(741 966)
Flux de trésorerie des activités d'investissement	(137 278)
Flux de trésorerie des activités de financement	108 300
Effet de la variation des taux de change sur les équivalents de trésorerie	(13)
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE</b>	<b>10 838 068</b>
<b>INFORMATION COMPLÉMENTAIRE</b>	
Impôt payé (inclus dans flux net de trésorerie généré (consommé) par les activités opérationnelles)	(228 927)
Dividendes reçus (inclus dans le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles)	72 333
Intérêts reçus (inclus dans le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles)	3 285 666
Intérêts payés (inclus dans le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles)	(1 394 880)

(1) Belfius Insurance a vendu certaines positions en actions à des fins de gestion du risque et de gestion du bilan.

(2) Belfius Banque a vendu ses participations dans « NEB Participations », une entreprise associée évaluée selon la méthode de la mise en équivalence, pour un montant de EUR 37 millions.

(3) Le 29 mars, Belfius a acquis 35,3 % des actions d'Auxipar. Le 11 octobre, Belfius Insurance a acquis 100 % des actions d'Offico Immo.

(4) Belfius a émis une nouvelle dette subordonnée Tier 2 pour un montant nominal de EUR 200 millions au premier trimestre de 2018. En outre, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a autorisé Belfius à faire appel à trois instruments Tier 2 au premier semestre de 2018 pour un montant de EUR 191 millions.

(5) Le 1<sup>er</sup> février 2018, Belfius a émis des instruments de fonds propres subordonnés pour un montant de EUR 500 millions, qui qualifient d'AT1 sous la réglementation CRR/CRD IV.

(6) Belfius a payé un dividende de EUR 288 millions sur le résultat de 2017, en plus de l'acompte sur dividende de EUR 100 millions payé en août 2018. En outre, sur les instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1, un dividende de EUR 9 millions a été payé.

Les notes de la page 165 à 327 font partie intégrante des états financiers consolidés.

# ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

## II. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Veillez trouver ci-dessous un aperçu des événements postérieurs à la date de clôture ne donnant pas lieu à un ajustement, entre la date de clôture (31 décembre 2018) et la publication de ce rapport.

### 1. Dividende

Le conseil d'administration du 21 mars 2019 a proposé à l'assemblée générale du 24 avril 2019 un dividende ordinaire de EUR 363 millions relatif à l'exercice comptable 2018, dont EUR 100 millions ont déjà été payés sous la forme d'un acompte sur dividende en 2018.

### 2. Jaimy et Charlin

Le 5 mars 2019, une augmentation de capital de EUR 11,6 millions et EUR 15,1 millions respectivement a été réalisée dans les sociétés Jaimy (nom original BI New Co) et Charlin. Belfius Insurance a fourni le logiciel développé en interne en 2018. À la suite de l'apport en « cash » de son partenaire The Boston Consulting Group, la participation de Belfius Insurance dans les participations passe de 100 % à 78,5 % chez BI New Co (qui, à la suite de l'augmentation de capital, a changé de nom en Jaimy) et 77,4 % chez Charlin respectivement. Jaimy vise à fournir une plate-forme où les utilisateurs peuvent demander des réparations mineures. Charlin veut offrir une solution pour les personnes âgées afin qu'elles puissent vivre plus longtemps dans leur propre maison sans aide particulière. L'augmentation de capital permet à ces entités de poursuivre le développement de leurs activités et de se développer commercialement sur leurs marchés respectifs.

### III. RÈGLES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

#### TABLE DES MATIÈRES

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS	166
RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	166
1. Règles comptables de base	166
2. Changements dans les règles, méthodes comptables et normes applicables intervenus depuis la dernière publication annuelle, pouvant impacter Belfius	167
3. Consolidation	169
4. Compensation des actifs et passifs financiers	170
5. Conversions des opérations et des actifs et passifs libellés en monnaie étrangère	170
6. Instruments financiers	171
7. Honoraires et commissions perçus et versés	180
8. Activités d'assurance et de réassurance	180
9. Frais de réseau	182
10. Immobilisations corporelles	182
11. Immobilisations incorporelles	183
12. Écarts d'acquisition	183
13. Autres actifs	184
14. Actifs non courants (groupe destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées	184
15. Contrats de location	184
16. Impôt sur le bénéfice	185
17. Avantages au personnel	185
18. Provisions et passifs éventuels	186
19. Prélèvements	186
20. Capital	186
21. Activités fiduciaires	186
22. Subventions publiques	186
TABLEAUX DE TRANSITION DE IAS 39 VERS IFRS 9	188

#### NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

Les principales règles et méthodes comptables adoptées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés sont décrites ci-après.

Les abréviations communément utilisées sont les suivantes :

- IASB : International Accounting Standards Board (Conseil des normes comptables internationales) ;
- IFRIC : Interprétation émise par IFRS Interpretations Committee (Comité des interprétations des normes internationales d'information financière) ;
- IFRS : International Financial Reporting Standards (Normes internationales d'information financière).

Dans le texte ci-joint, « Belfius » fait référence à Belfius Banque & Assurances.

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés en vue de leur publication par le conseil d'administration de Belfius Banque en date du 21 mars 2019.

#### RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

##### 1. Règles comptables de base

###### 1.1. Généralités

Les états financiers consolidés de Belfius ont été préparés conformément aux normes IFRS émises par IASB, y compris les interprétations (« IFRIC ») émises par IFRS Interpretation Committee, et adoptées par l'Union européenne jusqu'au 31 décembre 2018, y compris les conditions applicables à la couverture du risque de taux d'un portefeuille (« carve-out »).

L'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 5 décembre 2004 impose à Belfius de publier ses comptes consolidés établis conformément aux normes IFRS telles qu'approuvées par l'Union européenne à dater du 31 décembre 2006.

Les états financiers consolidés sont préparés sur une hypothèse de continuité de l'exploitation. Ils sont libellés en milliers d'EUR sauf mention contraire.

###### 1.2. Estimations et jugements comptables

Dans la préparation des états financiers consolidés, la direction se doit de faire des estimations, hypothèses et jugements qui impactent les montants présentés. Pour réaliser ces estimations et hypothèses, la direction utilise l'information disponible à la date de préparation des états financiers et exerce son jugement. Bien que la direction estime avoir tenu compte de toutes les informations disponibles dans l'élaboration de ces estimations, la réalité peut différer de celles-ci et des différences peuvent provoquer des impacts significatifs sur les états financiers.

Des jugements sont utilisés principalement mais pas exclusivement dans les domaines suivants :

- Évaluation du modèle économique tenant compte de la manière dont la performance des actifs est évaluée, des risques qui affectent cette performance et de la rémunération des dirigeants (cf. II.6.2.1.) ;
- Évaluer si les conditions contractuelles d'un actif financier consistent uniquement en des paiements de principal et d'intérêts (voir le test SPPI) (cf. II.6.2.1.) ;
- Détermination de l'existence ou non d'un marché actif selon des critères tels que le volume de transactions, les transactions récentes, la liquidité du marché, l'écart achat-vente pour les instruments financiers évalués à la juste valeur (cf. II.6.7.) ;
- Détermination de la juste valeur à partir de modèles de valorisation pour des instruments financiers évalués à la juste valeur (cf. II.6.7.) ;
- Détermination si Belfius a un contrôle collectif ou une influence notable sur une entité détenue ou non : cette appréciation du contrôle tient compte de tous les faits et circonstances, comme les droits de vote, les droits de vote potentiels, les droits de l'investisseur, le type d'activité (cf. II.3.) ;
- Identification des actifs non courants et des groupes destinés à être cédés, détenus en vue de la vente et des activités abandonnées (IFRS 5) (cf. II.14.) ;
- Désignation des instruments dérivés en tant qu'instruments de couverture (cf. II.6.6.2.) ;
- Existence d'une obligation présente avec des sorties de flux probables dans le cas d'un litige (cf. II.18.) ;
- Évaluation des corrections de valeur pour pertes de crédit attendues et le choix des modèles appropriés, ainsi que l'utilisation d'hypothèses appropriées sur les conditions économiques futures et le comportement de crédit du client (cf. II.6.5.) ;
- Évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit d'un actif financier depuis sa comptabilisation initiale afin de déterminer si les pertes attendues sur 12 mois ou sur la durée de vie devraient être comptabilisées. Cette évaluation prend en compte des informations prospectives qualitatives et quantitatives raisonnables et justifiables (cf. II.6.5.) ;
- Regroupement des actifs présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et surveillance continue du caractère approprié des caractéristiques de risque de crédit afin d'évaluer s'ils restent similaires (cf. II.6.5.), et
- Classification d'un instrument financier ou ses différentes composantes en tant que passif financier ou instrument de capitaux propres fondée sur la substance économique et non sur la forme juridique de l'instrument ou sa composante (cf. II.6.1.).

Des estimations sont effectuées principalement dans les domaines suivants :

- Détermination de la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs non courants et des groupes destinés à être cédés, détenus en vue de la vente (cf. II.14.) ;
- Détermination des pertes de crédit attendues en utilisant la pondération relative des scénarios prospectifs sur le comportement de crédit des clients, la « Probability of Default » (PD) et le « Loss Given Default » (LGD) (cf. II.6.5.) ;

- Détermination de la variation de la juste valeur des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, attribuable à une variation du risque de crédit du passif financier (cf. II.6.3.2.) ;
- Détermination de la durée d'utilité et de la valeur résiduelle des immobilisations corporelles, des équipements, des immeubles de placement et des immobilisations incorporelles (cf. II.10 et II.11.) ;
- Détermination des corrections de juste valeur pour tenir compte de l'incertitude de l'évaluation et du modèle (cf. II.6.7.) ;
- Évaluation des passifs pour les contrats d'assurance (cf. II.8.) ;
- Mesure de l'adéquation des passifs pour les contrats d'assurance en considérant l'incertitude du modèle, des hypothèses économiques et non économiques (cf. II.8.) ;
- Appréciation de l'efficacité de la couverture (cf. II.6.6.2. et II.6.6.3.) ;
- Hypothèses actuarielles relatives à l'évaluation des obligations liées aux avantages du personnel et aux actifs des plans de pension (cf. II.17 et annexe 6.7.) ;
- Estimation de profits futurs taxables pour la comptabilisation et l'évaluation des actifs d'impôt différé (cf. II.16.) ;
- Estimation du montant recouvrable des unités génératrices de trésorerie pour la dépréciation de l'écart d'acquisition (cf. II.12.2.).

Ces jugements sont repris dans les sections correspondantes (comme précisé ci-dessus) des règles d'évaluation.

## 2. Changements dans les règles, méthodes comptables et normes applicables intervenus depuis la dernière publication annuelle, pouvant impacter Belfius

La vue d'ensemble des textes reprise ci-dessous est basée sur la situation à la date d'arrêt du 31 décembre 2018.

### 2.1. IASB/IFRS et IFRIC - Textes avalisés par la Commission européenne et appliqués à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018

L'IASB a publié un IFRIC et plusieurs amendements et améliorations limités aux IFRS existants. Ils seront appliqués, si nécessaire, mais leur impact est estimé négligeable.

- IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée » clarifie le taux de change à appliquer pour la comptabilisation des transactions où Belfius comptabilise un actif ou un passif non monétaire résultant du paiement ou de la réception de la contrepartie anticipée en devise étrangère.
- Les amendements à l'IAS 40 « Transferts d'immeubles de placement » clarifient les exigences imposées aux transferts vers ou venant d'immeubles de placement.
- Les amendements à l'IFRS 1 et à l'IAS 28 faisant partie des « Améliorations annuelles au cycle IFRS 2014-2016 ».
- Les amendements à IFRS 2 « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions » couvrent les sujets suivants : conditions d'acquisition des droits, caractéristiques de règlement net et modifications des termes et conditions.

Les normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients »

sont appliquées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Des informations plus détaillées sont disponibles aux points « 6. Instruments financiers » et « 7. Honoraires et commissions perçus et versés » ci-dessous.

## 2.2. IASB/IFRS et IFRIC - Textes avalisés par la Commission européenne durant l'année en cours mais non encore applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2018

### Normes en cours d'analyse

- Les amendements à IFRS 9 « Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative » s'appliquent aux instruments de dette qui échouent au test SPPI (« Solely Payments of Principal and Interest » - Remboursement du principal et versement d'intérêts) en raison d'une caractéristique de remboursement anticipé avec rémunération négative. L'amendement permet aux entités de mesurer ces instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, même lorsque l'option de remboursement anticipé donne lieu à une indemnisation au titulaire de l'option à condition que les instruments de dette satisfont à l'exigence du modèle économique. L'amendement est en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et l'impact de l'implémentation devrait être limité.
- IFRIC 23 « Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat » clarifie l'application des exigences de comptabilisation et d'évaluation d'IAS 12 en cas d'incertitude sur les traitements des impôts sur le résultat. IFRIC 23 est en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, mais l'impact devrait être limité.

## 2.3. IASB/IFRS et IFRIC - Textes publiés durant l'année en cours mais non encore avalisés par la Commission européenne

### Normes en cours d'analyse

Néant.

### Normes ayant un impact potentiel sur Belfius

- Les amendements à l'IAS 19, « Modification, réduction ou liquidation d'un régime », stipulent qu'en cas de modification, de réduction ou de liquidation de régime, le coût des services rendus et l'intérêt net pour la période suivant la réévaluation sont déterminés à l'aide des hypothèses retenues pour la réévaluation. De plus, des modifications ont été incluses pour clarifier l'effet d'une modification, d'une réduction ou d'une liquidation de régime sur les exigences relatives au plafond de l'actif. Ces amendements auront un impact sur Belfius dans le cas où Belfius modifierait les conditions ou la participation à un régime à prestations définies, de sorte qu'il existe un coût de service passé ou un profit ou une perte de liquidation. Les amendements à IAS 19 sont en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019.
- Le « Cadre conceptuel de l'information financière » révisé comprend des définitions révisées d'un actif et d'un passif, ainsi que de nouvelles directives pour l'évaluation et la décomptabilisation, la présentation et les informations à fournir. La date d'entrée en vigueur n'est pas effective et l'IASB commencera à l'utiliser immédiatement.
- Le document « Amendements aux références au cadre conceptuel de l'information financière » met à jour les références aux versions précédentes du cadre conceptuel de l'information

financière dans les normes IFRS, leurs documents d'accompagnement et les notes pratiques IFRS. Celles-ci pourraient avoir un impact sur Belfius et entrent en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

- Les amendements à l'IFRS 3 « Définition d'une entreprise » clarifient la définition d'une entreprise lorsqu'on applique l'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Pour être considéré comme une entreprise, un ensemble acquis d'activités et d'actifs doit inclure, au minimum, une entrée et un processus substantiel qui, ensemble, contribuent de manière significative à la capacité de créer des sorties. Ces amendements pourraient avoir un impact sur Belfius et entrent en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.
- Les amendements à IAS 1 et IAS 8 « Définition du terme significatif » affinent la définition du terme significatif et alignent les définitions utilisées dans les normes IFRS et les autres publications. La nouvelle définition du terme significatif fait partie du thème central de l'IASB intitulé « Améliorer la communication dans le domaine de l'information financière ». La nouvelle définition indique qu'une information est significative si on peut raisonnablement s'attendre à ce que son omission, son inexactitude ou son obscurcissement puisse influencer les décisions des principaux utilisateurs des états financiers. Les amendements entrent en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et pourraient avoir un impact sur Belfius.

### Normes sans impact pour Belfius

Néant.

### Normes qui ne sont pas d'application pour Belfius

Néant.

## 2.4. Projets en cours

### 2.4.1. IFRS 17 « Contrats d'assurance » (en vigueur pour les exercices à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, sous réserve d'une décision provisoire de report d'un an)

En mai 2017, l'IASB a publié l'IFRS 17 « Contrats d'assurance ». IFRS 17 est un modèle comptable complet qui établit des principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et de reporting des contrats d'assurance. La nouvelle norme introduit un seul cadre basé sur des principes pour comptabiliser tous les types de contrats d'assurance, y compris les contrats de réassurance détenus ou émis et les contrats d'investissement avec participation discrétionnaire.

La nouvelle norme remplace IFRS 4 et est en vigueur pour les exercices à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, et une application anticipée est admise. IFRS 17 devrait être appliqué rétrospectivement, sauf si impraticable, auquel cas des approches alternatives peuvent être appliquées.

Sur la base de notre première compréhension et de notre analyse continue, la préparation et la mise en œuvre de la nouvelle norme auront un impact significatif sur les états financiers et les indicateurs de performance clés de Belfius Insurance et Belfius Banque.

Compte tenu de la complexité du domaine, un groupe de travail IFRS 17 a été créé pour assurer une structure de gouvernance de projet stricte.



## 2.4.2. IFRS 16 « Contrats de location » (en vigueur pour les exercices à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019)

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, la nouvelle norme IFRS 16 « Contrats de location » (publiée en janvier 2016) remplacera la norme IAS 17.

L'analyse qualitative et quantitative des contrats de Belfius en tant que locataire n'a identifié aucun impact significatif de l'adoption de l'IFRS 16.

- Identification de tous les contrats entrant dans le champ d'application de la norme.
- Spécification dans chaque contrat des actifs identifiés et du droit de contrôler l'utilisation de l'actif identifié.
- Distinction entre composants de service et de location dans chaque contrat.
- Analyse des contrats dans le cadre des exemptions de comptabilisation prévues par IFRS 16 concernant la durée du contrat de location (contrats de location à court terme) et les actifs de faible valeur. Étant donné que Belfius a choisi d'appliquer ces exemptions de comptabilisation, les paiements de location associés à ces contrats de location seront comptabilisés en charges de manière linéaire sur la durée du contrat de location. Cependant, les immeubles loués entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 16.

Pour Belfius agissant en tant que bailleur, l'approche comptable selon IFRS 16 reste essentiellement inchangée.

Pour les immeubles loués où Belfius est locataire, un droit d'utilisation de l'actif et un passif locatif seront comptabilisés au bilan avec un impact net limité.

Dans le compte de résultats, une dépréciation et une charge d'intérêts seront comptabilisées, ce qui, par rapport au traitement comptable prévu par IAS 17, n'aura pas d'impact sur le compte de résultats sur la durée totale du contrat de location.

Belfius ne s'attend pas à ce que la première adoption de la norme IFRS 16 ait un impact significatif sur les capitaux propres.

## 2.5. Changements des règles de présentation

L'émission supplémentaire de catégorie 1<sup>er</sup> janvier 2018 destinée exclusivement aux investisseurs institutionnels est classée comme un instrument de capitaux propres tel que requis par IAS 32 et est comptabilisée dans un poste distinct XXVI. « Instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ». Cela entraîne une renumérotation du poste précédemment utilisé XXVI. « Participations ne donnant pas le contrôle » dans le nouveau poste XXVII. « Participations ne donnant pas le contrôle ». Comme il s'agit d'une simple renumérotation d'un élément de ligne, Belfius ne fournit pas de bilan pro forma. Les incidences fiscales de l'émission supplémentaire de catégorie 1 sont comptabilisées dans la ligne XVII « Réserves et résultat reporté ».

## 3. Consolidation

### 3.1. Regroupements d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées par l'application de la méthode d'acquisition. La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises est évaluée à la juste valeur, qui est calculée comme étant la somme :

- Des justes valeurs en date d'acquisition des actifs transférés par Belfius ;
- Des passifs contractés par Belfius à l'égard des détenteurs antérieurs de l'entreprise acquise, et
- Des parts de capitaux propres émises par Belfius en échange du contrôle de la société acquise.

Les frais connexes à l'acquisition sont enregistrés en profit ou perte. À la date d'acquisition, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont comptabilisés à leur juste valeur.

Les participations ne donnant pas le contrôle peuvent être évaluées initialement soit à la juste valeur, soit à la part proportionnelle de la participation contrôlante dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise. Le choix de la base d'évaluation est déterminé opération par opération. La part des capitaux propres et du résultat des participations ne donnant pas le contrôle sont présentés séparément respectivement au bilan et au compte de résultats.

Lorsque la contrepartie transférée par Belfius dans un regroupement d'entreprises comprend des actifs ou des passifs résultant d'un accord de contrepartie éventuelle, la contrepartie éventuelle est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition et incluse dans la contrepartie transférée lors d'un regroupement d'entreprises. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie sont comptabilisées en résultat.

Lorsqu'un regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, les participations précédemment détenues par Belfius dans l'entreprise acquise sont réévaluées à la juste valeur à la date d'acquisition (c'est-à-dire la date à laquelle Belfius obtient le contrôle) et le profit ou la perte en résultant, le cas échéant, est comptabilisé en résultat. Les montants résultant de la participation dans l'entreprise acquise avant la date d'acquisition qui ont été précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, sont reclassés en résultat net si un tel traitement se justifiait en cas de cession de participation.

### 3.2. Filiales

Les filiales sont les entités contrôlées par Belfius, directement ou indirectement. Belfius contrôle une entité lorsque Belfius est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de ses liens avec l'entité détenue et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur l'entité détenue.

Les filiales sont consolidées de manière intégrale à partir de la date où le contrôle effectif est transféré à Belfius et ne sont plus consolidées à partir de la date où le contrôle sur ces sociétés est perdu. Les opérations et les soldes intragroupe sont éliminés ainsi que les gains

ou pertes résultant d'opérations intragroupe. Le cas échéant, les règles d'évaluation des filiales sont alignées afin d'être cohérents avec les règles d'évaluation adoptées par Belfius.

Si Belfius perd le contrôle d'une filiale, le résultat de cession correspond à la différence entre :

- La somme de la juste valeur de la contrepartie reçue et de la juste valeur des participations détenues ; et
- La dernière valeur comptable des actifs (y compris les écarts d'acquisition), et des passifs de la filiale, ainsi que des participations ne donnant pas le contrôle.

### 3.3. Sociétés contrôlées conjointement et entreprises associées

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties exercent un contrôle conjoint. Le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une opération, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées par la méthode de mise en équivalence.

Les entreprises associées sont des participations dans lesquelles Belfius exerce une influence notable sans en posséder le contrôle. C'est généralement le cas pour les participations dans lesquelles Belfius possède entre 20 % et 50 % des droits de vote. Les entreprises associées sont initialement évaluées au coût et consolidées par la méthode de mise en équivalence.

Suivant la méthode de mise en équivalence, la quote-part dans le résultat de l'exercice est comptabilisée en résultat des entreprises contrôlées conjointement et entreprises associées tandis que la quote-part dans le résultat global des entreprises contrôlées conjointement et des entreprises associées est comptabilisée sur une ligne distincte dans le compte de résultats global. La participation est comptabilisée au bilan pour un montant égal à la quote-part de Belfius dans l'actif net des sociétés contrôlées conjointement et entreprises associées, y compris les écarts d'acquisition.

Les gains et pertes résultant d'opérations entre Belfius et ses participations mises en équivalence, sont éliminés dans la limite de la participation de Belfius. L'enregistrement des pertes des sociétés contrôlées conjointement et des entreprises associées cesse lorsque le montant de la participation est réduit à zéro, sauf si Belfius a souscrit ou garanti des obligations juridiques ou implicites pour le compte de l'entreprise associée ou de la coentreprise. Si nécessaire, les règles et méthodes comptables des sociétés contrôlées conjointement et des entreprises associées sont alignées pour assurer leur cohérence avec celles adoptées par Belfius.

### 3.4. Les entités structurées

Les activités d'une entité structurée ne sont pas régies par des droits de vote. Pour garantir l'achat des actifs, ces entités émettent des instruments de dette et des instruments de fonds propres, garantis par les actifs détenus par les entités. Ces instruments émis peuvent inclure des tranches avec divers niveaux de subordination. Pour déterminer si Belfius a un certain pouvoir sur l'entité détenue, on tient compte de l'objet et de la conception de l'entité, de la capacité pratique pour Belfius de diriger les activités pertinentes de l'entité, du type de relation avec l'entité et de l'ampleur de l'exposition à la variation des rendements associés à la performance de l'entité.

### 4. Compensation des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont compensés (et, par conséquent, seul le montant net apparaît au bilan) lorsque Belfius dispose d'un droit juridiquement exécutoire de compenser et a l'intention, soit de régler sur une base nette, soit de réaliser l'actif et d'éteindre l'obligation de manière simultanée.

### 5. Conversions des opérations et des actifs et passifs libellés en monnaie étrangère

#### 5.1. Conversion des comptes en monnaie étrangère

Lors de la consolidation, les comptes de résultats et les tableaux de flux de trésorerie des entités étrangères dont la devise fonctionnelle est différente de la devise de présentation de Belfius, sont convertis dans la devise de présentation de Belfius (EUR) au cours moyen de l'exercice (rapport annuel) ou de la période (rapport intermédiaire). Les actifs et passifs sont convertis au cours de change de clôture de l'exercice ou de la période.

Les différences de change résultant de la conversion de l'investissement net dans des filiales étrangères, des entreprises associées, des coentreprises et des emprunts et autres instruments de change désignés comme couvertures de ces investissements, sont comptabilisées comme un écart de conversion cumulé dans les capitaux propres. Lors de la cession d'une entité étrangère, ces différences de change sont comptabilisées dans le compte de résultats en tant que partie du gain ou de la perte sur cession.

#### 5.2. Opérations en monnaie étrangère

Pour les entités de Belfius sur une base individuelle, les transactions en monnaie étrangère sont comptabilisées en utilisant le cours de change approximatif à la date de la transaction. Les soldes d'encours d'éléments monétaires et non monétaires libellés en monnaies étrangères comptabilisés à la juste valeur, sont convertis à la fin de la période ou de l'exercice en utilisant les taux de change en vigueur à la fin de la période ou de l'exercice. Les taux historiques sont utilisés pour les éléments non monétaires comptabilisés au coût et ces éléments ne sont pas réévalués pour tenir compte des variations des taux de change. Les différences de change pour les éléments non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont régies par le même traitement comptable que pour les ajustements à la juste valeur. Les différences de change pour les éléments monétaires sont comptabilisées dans le compte de résultats consolidé.

## 6. Instruments financiers

La transition de IAS 39 vers IFRS 9 a été faite en janvier 2018 avec le 1<sup>er</sup> janvier 2018 comme date d'application initiale. Les règles d'évaluation relatives aux instruments financiers reflètent les exigences IFRS 9 pour 2018 et les règles d'évaluation IAS 39 (applicables aux données comparatives 2017) sont disponibles dans les états financiers publiés de 2017. Nous renvoyons aux informations de transition de la première application avec bilan d'ouverture le 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour obtenir un aperçu global de l'impact financier.

### 6.1. Comptabilisation et évaluation initiale

La direction pourra exercer son jugement sur les critères exposés ci-dessous pour décider de la catégorie comptable appropriée de ses investissements au moment de leur achat. Les instruments de dettes et de capitaux propres émis par une entité du groupe, sont classés comme un passif financier ou un placement dans les capitaux propres selon la substance de l'accord contractuel plutôt que selon la forme juridique de l'instrument et les définitions des passifs financiers et instruments de capitaux propres.

Les achats normalisés des actifs financiers sont comptabilisés en date de règlement, correspondant à la date de livraison desdits titres à Belfius. Les actifs financiers (autres que les achats normalisés) et les passifs financiers sont enregistrés au bilan du groupe lorsque le groupe devient partie prenante du contrat de l'instrument.

Les actifs et passifs financiers sont lors de la comptabilisation initiale évalués à leur juste valeur majorée ou minorée des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les coûts de transaction des actifs et passifs financiers qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris immédiatement en compte de résultats.

Bien que le prix de la transaction constitue la meilleure preuve de la juste valeur de tous les instruments financiers, un gain ou une perte au premier jour de la transaction peut être constaté.

Le gain ou la perte au premier jour de la transaction est la différence entre :

- Le prix de la transaction et le prix coté sur un marché actif pour un instrument financier ; ou
- Le prix de la transaction et la juste valeur déterminés en utilisant une technique de valorisation (mark-to-model), si l'instrument n'est pas coté.

Si toutes les entrées du modèle sont observables, le « Gain ou la perte au premier jour de la transaction » sera comptabilisé immédiatement au compte de résultats.

Si toutes les entrées du modèle ne sont pas observables, le gain ou la perte au premier jour de la transaction sera amorti sur la durée de vie attendue de l'instrument, où cela est approprié. Si, par la suite, les données de marché deviennent observables, le montant résiduel « du gain ou de la perte au premier jour de la transaction » est comptabilisé au compte de résultats.

En cas de résiliation anticipée de l'instrument sous-jacent, la partie restante du gain ou de la perte au premier jour de la transaction sera comptabilisée dans le compte de résultats.

### 6.2. Classification et évaluation ultérieure des actifs financiers

#### 6.2.1. Général

Selon IFRS 9, la classification et l'évaluation des actifs financiers se basent à la fois sur le modèle économique (business model) de l'entité pour la gestion des actifs financiers et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers (dénommé « Solely Payments of Principal and Interest Test » – SPPI test).

Les modèles économiques suivants sont disponibles pour la gestion des actifs financiers :

- Détenus afin de percevoir les flux de trésorerie contractuels ;
- Détenus afin de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers ;
- Autres, tels que détenus à des fins de transaction, gestion des actifs sur la base de la juste valeur.

IFRS 9 introduit les catégories suivantes pour l'évaluation des instruments de dette. Les méthodes d'évaluation sont :

- À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global : les actifs financiers sont classés dans cette catégorie s'ils satisfont au « test SPPI » et que la direction compte détenir les actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs ;
- Au coût amorti : les actifs financiers sont classés dans cette catégorie s'ils satisfont au « test SPPI » et que la direction compte détenir les actifs uniquement afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels ;
- À la juste valeur par le biais du résultat : les actifs financiers qui ne relèvent pas des deux catégories précitées sont mesurés à la juste valeur par le biais du résultat.

Les instruments de dette, qui satisfont au critère du coût amorti ou au critère de la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, peuvent être désignés irrévocablement à la juste valeur par le biais du résultat si cette désignation élimine ou réduit significativement une non-concordance comptable dans le résultat.

Des placements dans des instruments de capitaux propres sont classés à la juste valeur par le biais du résultat parce qu'ils ne satisfont pas au test SPPI. Toutefois, IFRS 9 permet à une entité de choisir de manière irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les changements ultérieurs dans la juste valeur d'un investissement dans des instruments de capitaux propres entrant dans le champ d'application de la norme, qui n'est ni détenu à des fins de transaction ni représenté par une contrepartie éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans le cadre d'un regroupement d'entreprises entrant dans le champ d'application d'IFRS 3. Les produits des dividendes des placements dans les instruments de capitaux propres restent toujours rapportés en résultat sauf si le dividende représente clairement un recouvrement du coût de la participation.

### Test des caractéristiques des flux de trésorerie (ou SPPI – Solely Payments of Principal and Interest test)

Le test des caractéristiques de flux de trésorerie permet de juger si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû conformément à un contrat de prêt de base. Pour les instruments liés contractuellement, une approche « look-through » est appliquée pour déterminer si le critère SPPI est rempli pour les tranches de l'instrument en prenant en compte les conditions contractuelles de la tranche et les caractéristiques du pool sous-jacent ainsi que l'exposition au risque de crédit.

Le principal correspond à la juste valeur de l'actif financier lors de la comptabilisation initiale et peut varier au cours de la durée de vie de l'actif financier (s'il y a des remboursements). L'intérêt consiste principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent, pour le risque de crédit et peut aussi comprendre une contrepartie pour d'autres risques et coûts de prêt de base (tels que le risque de liquidité et frais d'administration) aussi bien qu'une marge bénéficiaire.

En effectuant cette évaluation, Belfius prend en compte :

- La nature de toute éventualité (l'événement déclencheur) qui modifierait le montant ou l'échéancier des flux de trésorerie (en évaluant les flux de trésorerie générés avant et après la variation des flux de trésorerie) ;
- Les conditions qui peuvent ajuster le taux de coupon contractuel, y compris les caractéristiques à taux variable (que les variations puissent ou non être considérées comme une compensation pour le risque de crédit) ;
- Les fonctionnalités de prépaiement et d'extension (en évaluant le montant du remboursement anticipé et des flux de trésorerie pendant la période de prolongation) ; et
- Les conditions qui limitent la créance de l'entité aux flux de trésorerie provenant d'actifs spécifiés (tels que fonctionnalités « non recourse »).

### Modèle économique

Les modèles économiques sont déterminés par le conseil d'administration pour les portefeuilles homogènes et reflètent la façon dont les actifs financiers sont gérés ensemble pour atteindre un objectif particulier. La détermination du modèle économique tient compte de toutes les informations pertinentes dans des scénarios normaux et prend également en compte les indications suivantes :

- Expérience antérieure en ce qui concerne la fréquence, le volume et le calendrier des ventes, les raisons de ces ventes et les attentes concernant les activités de vente futures ;
- La façon dont la performance des actifs est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- La façon dont les risques sont évalués et gérés, et
- La façon dont les dirigeants sont rémunérés.

Belfius applique les modèles économiques suivants pour gérer ses actifs financiers :

- Détenus afin de percevoir les flux de trésorerie contractuels ;
- Détenus afin de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers ;
- Tous les autres modèles économiques tels que détenus à des fins de transaction et gestion des actifs sur la base de la juste valeur.

Lors de la comptabilisation initiale d'un actif financier, Belfius détermine si les actifs financiers nouvellement reconnus font partie d'un modèle économique existant ou s'ils reflètent le début d'un nouveau modèle économique.

Une fois par an, Belfius réévalue ses modèles économiques afin de déterminer si les modèles économiques ont changé depuis la période précédente.

### Changement du modèle économique

Un changement futur des modèles économiques pour les actifs financiers existants et le reclassement prospectif y afférent de tous les actifs financiers touchés seront très exceptionnels car ils devraient être la conséquence d'une acquisition, d'une cession ou du développement d'une activité ou branche d'activité, significatif pour les opérations de chacune des entités du groupe Belfius et démontrable aux parties externes. Compte tenu de son importance, la proposition de changement devrait être discutée et décidée par les organes de gouvernance appropriés.

#### 6.2.2. Actifs financiers évalués au coût amorti

Les instruments de dette (y compris les contrats hybrides), qui sont détenus dans un modèle économique « Détenus afin de percevoir les flux de trésorerie contractuels » et dont les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû (SPPI compliant) et pour autant que Belfius n'ait pas opté pour une évaluation à la juste valeur par le biais du résultat net (cf. fair value option), sont ultérieurement évalués au coût amorti.

Cette catégorie comprend les instruments de dette avec l'objectif de détenir ces instruments de dette jusqu'à l'échéance et de générer une marge d'intérêt stable. Des prêts vendus à un véhicule de titrisation qui est consolidé n'excluent pas leur classification en tant que « Détenus afin de percevoir les flux de trésorerie contractuels ».

Les ventes ne font pas partie du modèle économique « Détenus afin de percevoir les flux de trésorerie contractuels », mais peuvent cadrer avec ce modèle économique si les ventes ont lieu peu avant l'échéance, si les ventes sont motivées par une augmentation du risque de crédit ou les ventes ne sont pas d'une valeur importante (même si fréquentes) ou peu fréquentes (même si d'une valeur importante). Le jugement devrait être appliqué pour déterminer si les ventes sont compatibles avec un modèle économique « Détenus afin de percevoir les flux de trésorerie contractuels ».

Le coût amorti est le montant auquel les instruments de dette sont évalués lors de la comptabilisation initiale moins les remboursements du principal, plus ou moins l'amortissement cumulé de toute différé-

rence entre ce montant initial et le montant de l'échéance calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif (cf. II.6.9. « Produits et charges d'intérêts »), et ajusté de toute dépréciation pour pertes de crédit attendues. Les produits d'intérêts, les gains et pertes de change ainsi que les dépréciations sont comptabilisés en résultat lorsqu'ils surviennent. Tout gain ou perte à la décomptabilisation est comptabilisé en résultat.

### 6.2.3. Les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Cette catégorie comprend les instruments de dette et les placements dans des instruments de capitaux propres.

#### Instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les instruments de dette s'inscrivant dans un modèle économique dont l'objectif est atteint en percevant les flux de trésorerie contractuels et en vendant les instruments de dette, et dont les flux de trésorerie contractuels sont conformes à SPPI, sont ultérieurement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global à condition que Belfius n'ait pas retenu l'option juste valeur conditionnelle (« conditional fair value option »).

Les instruments de dette inclus dans des fonds avec des actifs dédiés (fonds cantonnés) ou nécessitant une flexibilité pour faire face aux éventuels rachats de contrats d'assurance vie, des opportunités d'investissement ou détenus pour faire face à des besoins de liquidité potentiels.

Les variations de la valeur comptable correspondant à des gains et des pertes non réalisés découlant de variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global à la ligne XIX. « Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats - Fluctuations de la juste valeur des instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ».

Lorsque l'instrument de dette est vendu, Belfius recycle le gain ou la perte cumulé précédemment comptabilisé dans les autres éléments du résultat global dans le compte de résultats à la ligne VI. « Résultat net sur investissements et dettes ».

Les produits d'intérêts et la dépréciation sont comptabilisés en résultat. Les gains et pertes de change sur les instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui font partie d'une relation de couverture désignée effective pour risque de change sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Si pas, ils sont comptabilisés en résultat. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, comme pour les des actifs financiers évalués au coût amorti.

#### Placements dans des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Sont inclus dans cette catégorie les instruments de capitaux propres qui répondent à la définition d'IAS 32 et qui ne sont pas détenus à des fins de transaction et qui ne représentent pas une contrepartie

éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans un regroupement d'entreprises, et que, lors de la comptabilisation initiale, Belfius a irrévocablement et au cas par cas décidé d'évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les variations ultérieures de la juste valeur, les gains et pertes de change et les gains et pertes réalisés sont présentés dans les autres éléments du résultat global sous la rubrique XX. « Fluctuations de la juste valeur d'instruments fonds propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ». Lors de la décomptabilisation, les gains ou pertes cumulés précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global comme indiqué ci-dessus, ne sont pas ultérieurement reclassés dans le compte de résultats mais transférés dans les capitaux propres au poste XVII. « Réserves et résultat reporté ».

L'évaluation à la juste valeur est requise pour tous les instruments de capitaux propres, même si ces instruments ne sont pas cotés sur un marché actif. Le coût d'acquisition en tant qu'estimation appropriée de la juste valeur n'est admis que dans des circonstances limitées (voir section II.6.7. « Juste valeur des instruments financiers »).

Les dividendes sont comptabilisés dans le compte de résultats lorsque le droit au paiement de ces dividendes est établi, qu'il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à Belfius et que le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable. Si un dividende représente un remboursement de l'investissement, il sera comptabilisé en réduction du coût d'acquisition.

### 6.2.4. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers évalués ultérieurement à la juste valeur par le biais du résultat net sont constitués d'instruments de dette et de placements dans des instruments de capitaux propres. Les dérivés qui ne constituent pas d'opérations de couverture sont traités au paragraphe II.6.6.1. « Dérivés - Portefeuille de transactions, dérivés incorporés compris ».

#### Instruments de dette détenus à des fins de transaction

Les instruments de dette détenus à des fins de transaction ont été acquis avec l'intention d'en retirer un bénéfice en prenant avantage des variations à court terme des cours, de la marge d'intermédiation ou font partie d'un portefeuille dont la tendance de gestion est de réaliser des plus-values à court terme. Belfius comptabilise ces instruments initialement à leur juste valeur. Ils sont ensuite réévalués à la juste valeur, avec les gains et pertes non réalisés et réalisés enregistrés dans le compte de résultats à la ligne V. « Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats ». Les intérêts acquis et payés (rendement négatif) sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et Belfius a choisi de les comptabiliser dans les rubriques I. « Produits d'intérêts » et II. « Charges d'intérêts ».

#### Instruments de dette désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (« Option juste valeur »)

Dans certains cas, et à condition d'être bien documentés, Belfius peut lors de la comptabilisation initiale désigner irrévocablement des instruments de dette qui remplissent le critère du modèle

économique « Détenir afin de percevoir et/ou détenir afin de percevoir et vendre et dégager des flux de trésorerie qui sont conformes à SPPI » à la juste valeur par le biais du résultat net, afin d'éliminer ou de réduire de façon significative une non-concordance comptable (cf. « Accounting mismatch »).

Les règles d'évaluation indiquées au paragraphe « Instruments de dette détenus à des fins de transaction » s'appliquent à cette catégorie.

#### **Instruments de dette évalués à la juste valeur par le compte de résultats (Instruments « non basic »)**

Cette catégorie englobe les instruments de dette dont les flux de trésorerie contractuels ne sont pas conformes à SPPI, tels que certains prêts structurés, ainsi que des actifs financiers dont la forme juridique est celle de capitaux propres, mais qui, sur la base de la substance du contrat, répondent à la définition d'un instrument de dette (tels que les fonds ouverts, les actions ayant une durée de vie légale, les certificats immobiliers).

Les règles d'évaluation indiquées au paragraphe « Instruments de dette détenus à des fins de transaction » s'appliquent à cette catégorie.

#### **Placements dans des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net**

Cette catégorie comprend les placements dans des instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction aussi bien que des instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction qui, lors de leur comptabilisation initiale, n'ont pas été irrévocablement désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les gains et les pertes résultant de la réévaluation à la juste valeur (réalisée et non réalisée) et les gains et pertes de change sont comptabilisés dans le compte de résultats au poste V. « Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats ». Les dividendes sont comptabilisés dans le compte de résultats sous le poste III. « Dividendes », sauf si le dividende représente clairement un recouvrement d'une partie du coût de l'investissement.

### **6.3. Classification et évaluation ultérieure des passifs financiers**

#### **6.3.1. Passifs financiers évalués au coût amorti**

Ces passifs sont ultérieurement évalués au coût amorti, et toute différence entre leur montant mis à disposition et le montant dû à l'échéance est comptabilisée dans le compte de résultats en charges d'intérêts ou produits d'intérêts. L'augmentation ou l'amortissement de cette différence est comptabilisé sur la durée résiduelle des passifs selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### **6.3.2. Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net**

Les passifs financiers sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net lorsque, à la date d'achat, le passif est soit détenu à des fins de transaction ou lorsqu'au moment de la comptabilisation initiale, ils sont irrévocablement désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

#### **Passifs financiers détenus à des fins de transaction**

Cette section ne traite pas des dérivés du portefeuille de transactions décrits au paragraphe II. 6.6.1. ci-dessous.

Les passifs financiers détenus à des fins de transaction comprennent les positions « short » en titres. Ces instruments ont été acquis avec l'intention d'en retirer un bénéfice en prenant avantage des variations à court terme des cours, de la marge d'intermédiation ou qui font partie d'un portefeuille dont la tendance de gestion est de réaliser des profits à court terme. Belfius comptabilise ces instruments initialement à leur juste valeur. Ils sont ensuite réévalués à la juste valeur, avec les gains et pertes non réalisés et réalisés enregistrés dans le compte de résultats au poste V. « Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats ».

#### **Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net**

Un passif financier autre que détenu à des fins de transaction ou qu'une contrepartie éventuelle pouvant être payée par un acquéreur dans un regroupement d'entreprises peut, lors de la comptabilisation initiale, être désigné à la juste valeur par le biais du résultat net dans les circonstances suivantes :

- La désignation élimine ou réduit de façon importante une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation qui, autrement, se produirait ; ou
- Le passif financier fait partie d'un groupe d'actifs financiers ou de passifs financiers, ou les deux, dont la gestion ainsi que l'appréciation de la performance reposent sur la juste valeur, conformément à une stratégie documentée de gestion des risques ou d'investissement, et les informations sur les groupes sont fournies en interne sur cette base ; ou
- Le passif financier comprend un ou plusieurs dérivés incorporés et IFRS 9 permet de désigner l'ensemble du contrat hybride (combiné) à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les règles d'évaluation applicables aux passifs financiers détenus à des fins de transaction s'appliquent, sauf pour la comptabilisation du risque de crédit propre.

Les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit propre d'un passif financier auquel s'applique l'option juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global en ligne XXI. « Fluctuations de la juste valeur à cause du risque de crédit propre sur passifs financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats à présenter dans les autres éléments du résultat global », sauf si la comptabilisation génère ou accroît une non-concordance comptable dans le résultat. Ces montants ne sont pas ultérieurement reclassés en résultat, mais sont transférés sous la rubrique XVII. « Réserves et résultat reporté » lors de la décomptabilisation du passif financier. Le montant résiduel de la variation de la juste valeur est rapporté en résultats.



## 6.4. Décomptabilisation et modification d'actifs et de passifs financiers

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif arrivent à expiration, ou lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif sont transférés à une autre entité.

Les ventes normalisées d'actifs financiers respectant les critères de décomptabilisation ci-dessus, sont décomptabilisées à la date de règlement, qui est la date de livraison par Belfius. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsqu'ils sont éteints (c'est-à-dire, lorsque l'obligation précisée au contrat est exécutée, annulée ou qu'elle est arrivée à expiration).

Si une modification substantielle d'un actif financier ou d'un passif financier (y compris l'échange d'instruments de dette avec des conditions substantiellement différentes) se produit et lorsque les flux de trésorerie contractuels sont renégociés ou autrement modifiés entre la comptabilisation initiale et l'échéance de l'instrument financier et, dans le cas d'actifs financiers basés sur la nature de la transaction, la décomptabilisation est requise. Si une modification se produit et que le contrat existant n'est pas décomptabilisé, un gain ou une perte résultant de la modification est comptabilisé en résultat. Ce gain ou cette perte est déterminé en recalculant la valeur comptable brute de l'actif financier existant de manière à ce qu'elle soit égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés, établie au moyen du taux d'intérêt effectif initial de l'actif financier (ou qui a été ajusté en fonction de la qualité de crédit dans le cas des actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création).

Pour les actifs financiers modifiés qui ne sont pas décomptabilisés, une évaluation est faite pour déterminer s'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit de l'actif financier, en comparant le risque de défaillance à la date de clôture (sur la base des termes contractuels modifiés) et le risque de défaillance survenant lors de la comptabilisation initiale (sur la base des conditions contractuelles originales non modifiées). En fonction du résultat de l'évaluation, une modification de la correction de valeur pour pertes peut être enregistrée (voir section II.6.5. sur la dépréciation des instruments financiers).

## 6.5. Dépréciation d'instruments financiers

La détermination de la dépréciation et le calcul sont régis par les Directives de dépréciation du risque de crédit de la Direction des risques et de plus amples détails sont disponibles dans la section « Gestion des risques – IFRS 9 Méthodologie de la dépréciation » du Rapport de gestion des états financiers consolidés.

### 6.5.1. Détermination de la dépréciation

Les pertes de crédit attendues associées à des instruments de dette comptabilisés au coût amorti et à des instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont déterminées de façon prospective. Pour les créances résultant de contrats de location, Belfius n'a pas opté pour l'approche simplifiée consistant à comptabiliser les pertes attendues sur la durée de vie de l'actif. Les engagements de crédit et les garanties financières non comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net peuvent

également être dépréciés et une correction de valeur pour pertes peut être comptabilisée. Les placements dans des instruments de capitaux propres ne sont pas dépréciés.

Les corrections de valeur pour pertes et les provisions pour pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir sont initialement comptabilisées à la date de transaction pour les actifs financiers dans le champ d'application de la déficience (instruments de dettes, créances de location et actifs contractuels), les engagements de crédit et garanties financières non évalués à la juste valeur par le biais du résultat.

Les pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir se rapportent à la partie des pertes de crédit attendues sur la durée de vie qui représente les pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir résultant d'événements de défaillance qui sont possibles dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Le comité de Défaillance au sein de la direction des risques gouverne la définition du statut de défaillance.

Une définition transversale de défaillance est appliquée dans l'ensemble du groupe Belfius et pour tous les segments du marché. Toutefois, pour un nombre limité de segments spécifiques (par exemple états souverains, banques, entreprises internationales, etc.), des déviations ont été appliquées. Le Belfius « Manuel de défaillance » reprend une description détaillée des indicateurs utilisés pour catégoriser une exposition en défaillance.

Exception faite des actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (Purchased or Originated Credit-Impaired (POCI)), le montant des pertes de crédit attendues est évalué par une correction de valeur pour pertes d'un montant égal aux pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir ou aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie. Les pertes de crédit attendues sur la durée de vie sont les pertes résultant de tous les événements de défaillance possibles sur la durée de vie prévue de l'actif financier.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création ne donnent pas lieu à une correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir, mais les pertes de crédit attendues sur la durée de vie sont intégrées au calcul du taux d'intérêt effectif. Le montant comptabilisé au titre de la correction de valeur pour pertes de ces actifs n'est pas le montant total des pertes de crédit attendues sur la durée de vie, mais correspond aux variations des pertes de crédit attendues sur la durée de vie depuis la comptabilisation initiale de l'actif financier, et peut être négatif ou positif.

Les pertes de crédit attendues sont une estimation, établie par pondération probabiliste, des manques à gagner en flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif financier ou au taux d'intérêt effectif ajusté en fonction de la qualité de crédit dans le cas d'un actif financier POCI. Un manque à gagner attendu en flux de trésorerie est la différence entre les flux de trésorerie qui sont dus aux termes du contrat et les flux de trésorerie que l'on s'attend à recevoir, compte tenu de la valeur des instruments de garantie et des autres rehaussements de crédit.

L'estimation des flux de trésorerie prend en considération toutes les modalités contractuelles de l'actif financier (par exemple, options de paiement anticipé, de prolongation, de rachat et des options similaires) sur sa durée de vie attendue.

Le calcul des dépréciations est fondé sur une approche modulaire comportant deux étapes (« two-fold building block approach ») :

- Étape 1 : détermination du niveau approprié par exposition ;
- Étape 2 : calcul des pertes de crédit attendues par exposition pour les étapes 1, 2 et 3.

On distingue les expositions au risque de crédit suivantes et toutes les expositions sont évaluées individuellement :

- Les expositions au risque de crédit productives, c'est-à-dire les expositions pour lesquelles le risque de crédit n'a pas sensiblement augmenté depuis la création de l'actif financier (étape 1) ;
- Les expositions au risque de crédit insuffisamment productives, c'est-à-dire les expositions pour lesquelles le risque de crédit a sensiblement augmenté entre le moment où Belfius a créé ou acquis l'actif financier et la date de clôture (étape 2) ;
- Les expositions au risque de crédit non productives, c'est-à-dire les expositions ayant subi une détérioration (étape 3).

Un changement de classification en étapes peut aller dans les deux sens.

#### Expositions au risque de crédit productives – classification étape 1

Toutes les expositions non classées dans l'étape 2 (augmentation sensible du risque de crédit depuis la création) ou dans l'étape 3 (expositions ayant subi une détérioration) sont par définition classées dans l'étape 1. Pour ces expositions, Belfius comptabilise lors de l'évaluation initiale, une perte de crédit attendue sur les 12 mois à venir, qui correspond aux pertes de crédit attendues résultant des cas de défaillance dont un instrument financier pourrait faire l'objet dans les 12 mois suivant la date de clôture.

#### Expositions au risque de crédit insuffisamment productives – classification étape 2

Les expositions pour lesquelles le risque de crédit a sensiblement augmenté entre la création ou l'acquisition de l'actif financier et la date de clôture sont classées dans l'étape 2.

Les facteurs quantitatifs et qualitatifs suivants identifient une augmentation sensible du risque de crédit pour une exposition individuelle de la contrepartie :

- Une détérioration significative de la probabilité de défaillance de la contrepartie sur la durée de vie ; et
- Le fait que le client auquel a trait l'exposition individuelle soit mis par Belfius sur sa Watchlist, la liste qui identifie les contreparties pour lesquelles des problèmes peuvent survenir (ou sont déjà survenus). Il existe toutefois une exception : un nouveau contrat peut être classé dans l'étape 1 si, à l'origine du contrat, le client figure déjà sur la liste de surveillance et que depuis lors il n'y a pas de nouvelle augmentation significative du risque de crédit pour ce contrat.

Dans deux situations, il y aura une classification obligatoire sur la Watchlist :

- Si un ou plusieurs produits de crédit de la contrepartie ont reçu une indication de « forbearance », forbearance étant une nouvelle concession supplémentaire ou la prolongation d'une concession existante ;
- Si une exposition est en retard de paiement de plus de 30 jours, à moins qu'il soit évident qu'il s'agit d'un retard de paiement opérationnel ou que le retard ne constitue pas une augmentation sensible du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale.

Lorsqu'il est évalué si la probabilité de défaillance sur la durée de vie a subi une détérioration sensible depuis la création, la probabilité de défaillance sur la durée de vie à la date de création est comparée à la probabilité de défaillance sur la durée de vie à la date de clôture. De plus amples détails sont disponibles dans la section « Gestion des risques - IFRS 9 Méthodologie de la dépréciation » du rapport de gestion des états financiers consolidés.

#### Expositions au risque de crédit non productives – classification étape 3

À chaque date de clôture, le comité de Défaillance évalue s'il existe une indication objective de dépréciation/défaillance d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Le cas échéant, ces actifs financiers sont considérés comme étant dépréciés. Ils sont transférés dans l'étape 3 et une perte attendue sur la durée de vie est comptabilisée.

Les pertes de crédit attendues sont évaluées comme étant la différence entre la valeur comptable brute de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif financier. Tout ajustement est comptabilisé en résultat net comme un gain ou une perte de valeur.

Les débiteurs sont classés dans la catégorie dépréciés/défaillants lorsqu'ils remplissent l'un des critères suivants, ou les deux :

- Le débiteur a une exposition significative en souffrance depuis plus de 90 jours ;
- Il est jugé improbable que le débiteur s'acquitte de l'intégralité de ses engagements sans mise en jeu du collatéral, qu'il existe ou non un montant en souffrance ou quel que soit le nombre de jours en souffrance.

#### 6.5.2. Traitement comptable des dépréciations

##### Instruments de dette comptabilisés au coût amorti et créances résultant de contrats de location

À chaque date de clôture, les variations du montant des pertes de valeur sont rapportées en résultat dans la rubrique XVI. « Dépréciations des instruments financiers et provisions pour engagements de crédit ». Les pertes de valeur sont reprises dans la même rubrique du compte de résultats. La perte de valeur est comptabilisée dans le bilan comme une correction de valeur en déduction de la valeur comptable brute de l'actif.

### Instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont soumis aux mêmes principes comptables de dépréciation que ceux applicables aux instruments de dettes évalués au coût amorti.

Toutefois, la correction de valeur pour pertes sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat global faisant partie du montant de réévaluation dans la rubrique XIX. « Fluctuations de la juste valeur des instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » et non en déduction de la valeur comptable (c'est-à-dire la juste valeur) de l'actif financier au bilan.

### Calcul et comptabilisation des revenus d'intérêts

La base sous-jacente au calcul de l'intérêt effectif dépend du statut de l'instrument financier :

- La valeur comptable brute (coût amorti avant déduction des corrections de valeur pour pertes attendues) pour les actifs financiers dépréciés (étapes 1 et 2) ;
- La valeur nette comptable (valeur comptable brute moins les corrections de valeur pour pertes attendues) pour les actifs financiers dépréciés (étape 3).

Les produits d'intérêt sur les actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création sont comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif ajusté en fonction de la qualité de crédit au coût amorti de l'actif financier. Les pertes de crédit attendues à vie sont incorporées dans le taux d'intérêt effectif ajusté en fonction de la qualité du crédit.

### Réductions pour perte de valeur

Les instruments de dette sont réduits pour perte de valeur lorsqu'il est raisonnablement estimé que l'instrument de dette ne pourra être recouvré. Belfius réduit intégralement pour perte de valeur les instruments, et les expositions des étapes 1 et 2 sont toujours transférées dans l'étape 3 avant d'être réduites pour perte de valeur.

Une réduction pour perte de valeur donne lieu à une décomptabilisation et l'intégralité de la correction de valeur pour perte n'est pas reprise, mais déduite de la valeur comptable brute de l'instrument réduit pour perte de valeur. Toute perte supplémentaire est rapportée en résultat dans la rubrique XVI. « Dépréciations des instruments financiers et provisions pour engagements de crédit ».

### Engagements de crédit et garanties financières non évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

Les engagements hors bilan, tels que les substituts de crédit (par exemple les garanties ou les stand-by lettres de crédit) et les engagements de crédit sont généralement convertis en postes du bilan, lorsqu'ils sont appelés. Toutefois, ces engagements hors bilan sont soumis à des pertes de crédit sur les 12 mois à venir ou sur la durée de vie. La perte de crédit attendue donne lieu à la comptabilisation d'une provision au bilan, et la date à laquelle Belfius devient partie à l'engagement irrévocable est considérée comme la date de la comptabilisation initiale pour l'application de la dépréciation.

### Engagements de crédit

À chaque date de clôture, une provision est constituée sur la base des pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir, calculée sur la partie de l'engagement de crédit dont il est supposé qu'elle sera utilisée dans les 12 mois suivant la date de reporting. En cas d'augmentation significative du risque de défaillance du prêt sous-jacent, des pertes de crédit attendues sur la durée de vie sont comptabilisées sur la partie dont on suppose qu'elle sera utilisée pendant la durée de vie résiduelle de l'engagement de crédit.

Une perte de crédit attendue est la valeur actualisée de la différence entre les flux de trésorerie contractuels si le bénéficiaire de l'engagement de crédit utilise ce dernier et les flux de trésorerie que l'on s'attend à recevoir si le prêt est utilisé. La durée de vie résiduelle de l'engagement de crédit correspond à la période contractuelle maximum d'exposition au risque de crédit. Dans le cas d'arrangements comportant à la fois un prêt et une partie inutilisée (tels que les cartes de crédit), la période utilisée pour estimer les pertes de crédit attendues va au-delà de la date contractuelle à laquelle le remboursement pourrait être exigé, mais sur la période pendant laquelle le prêteur est, en pratique, exposé au risque de crédit. Dans la pratique, l'horizon de perte prévu est d'un an au minimum et les mesures d'atténuation du risque de crédit pourraient consister en garanties supplémentaires ou la réduction de l'engagement de crédit.

### Garanties financières

Pour les contrats de garantie financière, les variations du risque de défaillance d'un débiteur donné sont prises en compte. À chaque date de clôture, le montant de la correction de valeur pour pertes est égal à la perte de crédit attendue sur les 12 mois à venir, à moins que le risque de défaillance n'ait sensiblement augmenté. Dans ce cas, la correction de valeur pour pertes est calculée pour les pertes de crédit attendues sur la durée de vie. Les pertes de crédit attendues correspondent aux manques à gagner en flux de trésorerie, soit la différence entre les paiements attendus pour rembourser le détenteur d'une perte de crédit qu'il subit, diminués des montants que le détenteur, le débiteur ou toute autre partie s'attend à recevoir.

## 6.6. Dérivés

### 6.6.1. Dérivés - Portefeuille de transactions, dérivés incorporés compris

Si le dérivé n'est pas lié à une opération de couverture, il est considéré être un dérivé détenu à des fins de transaction. Belfius évalue ensuite tous les dérivés initialement à leur juste valeur. Ils sont ensuite revalorisés à leur juste valeur. Les justes valeurs sont obtenues à partir des prix constatés sur les marchés cotés, en utilisant des modèles de flux de trésorerie actualisés ou à partir des modèles de valorisation, selon le cas. Toute variation de la juste valeur est enregistrée au compte de résultats.

Les résultats d'intérêts d'instruments dérivés pour lesquels il existe une relation de couverture économique, sont comptabilisés dans « Produits d'intérêts/charges d'intérêts ».

Les dérivés sont présentés comme des actifs si leur juste valeur est positive ou comme des passifs si elle est négative.

Lorsqu'un contrat hybride comporte un contrat hôte qui est un actif entrant dans le champ d'application d'IFRS 9, l'intégralité du contrat hybride, y compris toutes les composantes incorporées, doit être évalué pour être classé. Toutefois, si le contrat hôte est un passif financier, une créance résultant d'un contrat de location, un contrat d'assurance, ou un autre contrat hôte non financier, une évaluation est effectuée afin de déterminer si la composante incorporée doit être séparée et présentée comme un instrument dérivé dans le portefeuille de transaction. C'est le cas lorsque :

- Les risques et les caractéristiques de la composante incorporée ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte ;
- Le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur, avec comptabilisation des gains et pertes non réalisés en résultat net, et ;
- Un instrument autonome qui comporterait les mêmes conditions que la composante incorporée entrerait dans la définition d'un dérivé.

### 6.6.2. Dérivés – Couverture

L'élaboration du nouveau modèle de macrocouverture (voir « Comptabilisation des activités de gestion dynamique des risques ») étant toujours en cours, l'IASB a proposé à toutes les entités y compris les entités couvrant le risque de taux d'intérêt d'un portefeuille les options suivantes pour les principes comptables en attendant la finalisation du projet de recherche de l'IASB « Gestion dynamique des risques » :

- Option 1 : Appliquer les nouvelles exigences d'IFRS 9 en matière de comptabilité de couverture et continuer d'utiliser le modèle d'IAS 39 pour la couverture de juste valeur du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille ;
- Option 2 : Continuer d'appliquer les exigences existantes d'IAS 39 sur la comptabilité de (micro)couverture, y compris le modèle d'IAS 39 pour la couverture de juste valeur du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille.

Dans les deux options, l'utilisation du modèle d'IAS 39 de couverture de taux d'intérêt d'un portefeuille est soumise à des informations élargies.

Belfius a décidé de continuer à appliquer les exigences existantes sur la comptabilité de (micro)couverture et les dispositions « Carve out » applicables à la couverture du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Les dérivés de couverture appartiennent aux catégories suivantes :

- Couverture de la juste valeur d'un actif ou d'un passif ou d'un engagement ferme (couverture de juste valeur) ou couverture de juste valeur du risque de taux d'un portefeuille (cf. II.6.6.3.) ou
- Couverture d'un flux de trésorerie futur attribuable à un actif ou à un passif déterminé, ou à une transaction future (couverture de flux de trésorerie).

Belfius désigne un dérivé comme instrument de couverture si certaines conditions sont remplies :

- Une documentation précise et formalisée sur l'instrument de couverture, sur le sous-jacent à couvrir, sur l'objectif et la stratégie retenue et sur la relation entre l'instrument de couverture et le sous-jacent doit être préparée préalablement à la mise en place de la couverture ;
- Une étude doit démontrer que la couverture sera très efficace (entre 80 % et 125 %) pour neutraliser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie du sous-jacent couvert tout au long de la période de reporting ; et
- La couverture est efficace dès la mise en place de l'instrument et doit se poursuivre sans interruption.

Belfius comptabilise les variations de juste valeur des dérivés désignés et qualifiés comme couverture en juste valeur dans le compte de résultats, ainsi que la variation correspondante de la juste valeur des actifs ou des passifs couverts attribuable au risque couvert spécifique. Les résultats d'intérêts des instruments de couverture désignés sont comptabilisés dans les lignes I. « Produits d'intérêts » ou II. « Charges d'intérêts », le cas échéant.

Si la couverture ne satisfait plus aux conditions de la couverture en juste valeur ou si la couverture est interrompue volontairement, la part revalorisée à la juste valeur de l'élément financier couvert portant intérêt, est amortie dans le compte de résultats sur la durée résiduelle de l'élément couvert (ou de l'instrument de couverture si celle-ci est plus courte), sous la forme d'un ajustement du taux d'intérêt effectif de l'élément couvert.

La part efficace des variations de juste valeur des dérivés désignés et qualifiés comme couverture de flux de trésorerie, est comptabilisée dans « Autres éléments du résultat global » dans la rubrique XXII. « Fluctuations de la juste valeur des dérivés de couvertures de flux de trésorerie » (voir « Tableau de variation des fonds propres consolidés »).

La partie non efficace de la variation de juste valeur des dérivés (s'il y en a) est comptabilisée directement au compte de résultats. Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global doit correspondre au moins élevé en valeur absolue du gain ou perte cumulé sur l'instrument de couverture depuis le début de la couverture et à la variation cumulée de la juste valeur (valeur actuelle) des flux de trésorerie attendus sur l'élément couvert depuis le commencement de la couverture.

Les montants différés en capitaux propres sont reclassés en compte de résultats lorsque l'élément couvert impacte le résultat.

### 6.6.3. Couverture de juste valeur du risque de taux d'un portefeuille

Comme mentionné au point 1.1. « Généralités », Belfius applique la possibilité offerte par IAS 39 concernant la couverture de juste valeur du risque de taux d'un portefeuille, tel qu'adopté par la Commission européenne (cf. EU carve out) qui reflète plus précisément la manière dont Belfius gère ses instruments financiers.

En attendant l'achèvement du projet de recherche de l'IASB « Gestion dynamique des risques », Belfius continue à appliquer les dispositions de carve out actuel.

Les instruments de couverture sont des portefeuilles de dérivés dont les positions peuvent se compenser. Belfius comptabilise les éléments de couverture à leur juste valeur avec variations de juste valeur au compte de résultats. Les éléments couverts comprennent des actifs et passifs financiers évalués au coût amorti et les instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (FVTOCI).

La revalorisation relative au risque de taux d'intérêt couvert relatif aux instruments comptabilisés au coût amorti est inscrite au bilan au sein de la rubrique VII. « Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux ». La revalorisation relative aux instruments évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est incluse dans les lignes II.B. « Prêts et créances sur établissements de crédit - Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » et III.B. « Prêts et créances - Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » et IV.B. « Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres - Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ».

## 6.7. Juste valeur des instruments financiers

### 6.7.1. Règles générales

La juste valeur est le prix qui serait perçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Les prix de marché cotés sont utilisés pour évaluer les justes valeurs lorsqu'il existe un marché actif (tel qu'une Bourse officielle). Ces prix de marché sont en effet la meilleure estimation de la juste valeur d'un instrument financier. Cependant, il n'existe pas de prix de marché actif dans tous les cas pour les actifs ou passifs détenus ou émis par Belfius.

Si l'instrument financier n'est pas traité sur un marché actif, des techniques de valorisation sont utilisées. Un modèle de valorisation reflète le prix de transaction en date d'évaluation dans des conditions de concurrence normale dans un cadre normal d'activités, c'est-à-dire le prix que recevrait le détenteur de l'actif financier dans une transaction normale qui n'est pas une vente ou une liquidation forcée ou le prix payé pour transférer un passif.

Le modèle de valorisation prend en compte tous les facteurs que les acteurs du marché prennent en considération pour valoriser l'actif. Évaluer la juste valeur d'un instrument financier requiert la prise en compte des conditions de marché existantes au moment de l'évaluation. Dans la mesure où des données observables sont disponibles, elles doivent être incorporées dans le modèle.

Ce n'est que dans des circonstances très exceptionnelles (c'est-à-dire lorsqu'aucune information pertinente n'est disponible sur la performance et les activités de l'entité détenue) que le coût sera utilisé pour l'évaluation à la juste valeur des investissements dans des instruments de capitaux propres non cotés.

### 6.7.2. Règles spécifiques

Les approches suivies pour la détermination de la juste valeur des instruments financiers sont résumées dans la note « 9.1. Juste valeur ».

## 6.8. Opérations de pensions et prêts de titres

Les titres vendus avec un engagement de rachat (repos) ne sont pas décomptabilisés et demeurent au bilan. La contrepartie au passif est comptabilisée dans les rubriques II.A. « Dettes envers et dépôts des établissements de crédit - Évalués au coût amorti » ou III.A. « Dettes et dépôts - Évalués au coût amorti » suivant le cas. L'actif est inclus comme gagé dans les annexes concernés du rapport annuel.

Les titres achetés avec un engagement de revente (reverse repos) sont comptabilisés au hors-bilan et les prêts correspondants sont enregistrés dans les rubriques II.A. « Prêts et créances sur établissements de crédit - Évalués au coût amorti » ou III.A. « Prêts et créances - Évalués au coût amorti ».

La différence entre le prix de vente et le prix de rachat est considérée comme un produit d'intérêt ou une charge d'intérêt. Ce produit ou cette charge est proraté sur la durée du contrat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les titres prêtés à des tiers ne sont pas décomptabilisés. Les titres empruntés ne figurent pas dans le bilan. Les commissions liées aux prêts et emprunts de titres sont comptabilisées dans les lignes VII. « Honoraires et commissions perçus » et VIII. « Honoraires et commissions versés ».

## 6.9. Produits et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés pour tous les instruments portant intérêt, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (coûts de transaction inclus). Les coûts de transaction des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats sont immédiatement comptabilisés en résultat.

Les intérêts négatifs sur ces instruments sont présentés séparément au sein des charges d'intérêts (charges d'intérêts sur actifs financiers) ou au sein des produits d'intérêts (produits d'intérêts sur passifs financiers). Les intérêts courus sont présentés au bilan dans le même poste que l'actif ou le passif financier correspondant.

Les commissions qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif d'un instrument financier dont la durée est définie, comprennent :

- Les commissions reçues relatives à la création ou à l'acquisition d'un actif financier ;
- Les commissions d'engagement reçues pour l'octroi d'un prêt lorsque l'engagement de prêt n'est pas évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultats et qu'il est probable que Belfius conclura un accord de prêt spécifique. Si l'engagement expire sans que le prêt soit accordé, la commission est comptabilisée en tant que produit à l'expiration ;
- Les commissions d'émission payées à l'émission de passifs financiers évalués au coût amorti.

La base sous-jacente au calcul de l'intérêt effectif dépend du statut de l'instrument financier :

- La valeur comptable brute (coût amorti avant déduction des corrections de valeur pour pertes attendues) pour les actifs financiers non dépréciés (étapes 1 et 2) ou le coût amorti pour les passifs financiers ;
- La valeur nette comptable (valeur comptable brute moins les corrections de valeur pour pertes attendues) pour les actifs financiers dépréciés (étape 3).

Les produits d'intérêts sur les actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création sont comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif ajusté en fonction de la qualité de crédit au coût amorti de l'actif financier. Les pertes de crédit attendues à vie sont incorporées dans le taux d'intérêt effectif ajusté en fonction de la qualité du crédit.

Les résultats d'intérêts des dérivés de transaction sont comptabilisés dans la ligne V. « Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats », tandis que les intérêts sur tous les autres instruments dérivés sont comptabilisés dans les rubriques I. « Produits d'intérêts » ou II. « Charges d'intérêts ». En ce qui concerne les obligations productives d'intérêts détenues à des fins de transaction, Belfius a choisi d'enregistrer les résultats d'intérêts sous le poste I. « Produits d'intérêts » ou II. « Charges d'intérêts ».

## 7. Honoraires et commissions perçus et versés

Selon IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », les produits sont comptabilisés pour représenter le transfert de biens ou services promis à des clients dans un montant qui reflète la contrepartie à laquelle Belfius est en droit de s'attendre en échange de ces biens ou services. Ceci s'applique sur une base contractuelle individuelle, mais une approche de portefeuille est permise si l'impact sur les états financiers n'est pas significativement différent de l'application sur une base contractuelle individuelle.

La comptabilisation des produits est régie par le modèle suivant, constitué de cinq étapes :

- Identification du contrat ;
- Identification de différentes obligations de prestation ;
- Détermination du prix de la transaction ;
- Affectation du prix de la transaction aux obligations de prestation ; et
- Comptabilisation des produits lorsque les obligations de prestation sont satisfaites.

Une obligation de prestation est remplie lorsque la Banque transfère au client le contrôle des services sous-jacents de l'obligation de prestation. Les produits peuvent être constatés progressivement en fonction des prestations exécutées jusqu'à la date considérée, des étapes importantes franchies, des services récurrents ou à un moment précis où la Banque transfère le contrôle de l'actif au client.

Pour les contrats pour lesquels Belfius agit en qualité de mandataire, les produits seront comptabilisés en tant que montant net de la contrepartie au lieu des montants bruts des produits et charges correspondants.

Les commissions qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif d'un instrument financier sont comptabilisées selon IFRS 15. Ils comprennent :

- Les commissions perçues pour la gestion d'un prêt ;
- Les commissions d'engagement pour l'émission d'un prêt lorsque l'engagement de prêt n'entre pas dans le champ d'application de la présente norme et qu'il est peu probable qu'un accord de prêt spécifique sera conclu ; et
- Les commissions de syndication reçues par l'entité qui organise le montage d'un prêt et qui ne conserve aucune créance au titre du prêt (ou qui conserve une partie de la créance au même taux d'intérêt effectif pour un risque comparable que les autres participants).

## 8. Activités d'assurance et de réassurance

### 8.1. Classification

Belfius Insurance est active aussi bien dans les activités d'assurance Vie que Non-Vie.

IFRS 4 (phase 1) « Contrats d'assurance » est appliqué à tous les contrats d'assurance pour lesquels l'assureur accepte un risque d'assurance significatif en convenant d'indemniser le preneur d'assurance si un événement futur incertain bien défini (l'événement assuré) se produit. Les contrats de réassurance correspondant à cette définition entrent également dans ce champ d'application. En outre, IFRS 4 s'applique également aux instruments financiers avec une caractéristique de participation discrétionnaire.

Un contrat qui expose l'émetteur à un risque financier sans risque d'assurance significatif n'est pas un contrat d'assurance et est comptabilisé en tant qu'instrument financier selon IFRS 9.

Si un contrat contient une composante de dépôt (c'est-à-dire une composante contractuelle qui entrerait dans le champ d'application de l'IFRS 9 s'il s'agissait d'un instrument séparé), la composante de dépôt est décomposée et la comptabilité de dépôt est applicable.

Les règles de la comptabilité de dépôt s'appliquent aux instruments financiers sans participation bénéficiaire discrétionnaire et à la composante de dépôt de contrats d'assurance "unit-linked" (type Branche 23). Cela signifie que la composante de dépôt et la composante assurance sont évaluées et présentées séparément. Dans ce cas, IFRS 9 et non IFRS 4 s'applique à l'évaluation et à la présentation de la composante de dépôt.

Pour la comptabilité de dépôt, les primes correspondantes ainsi que la comptabilisation résultant de l'obligation ne sont pas reprises au compte de résultats. Les obligations elles-mêmes ne sont pas reprises dans les provisions techniques, mais sous les passifs financiers. Les frais administratifs et les commissions s'y rapportant sont immédiatement enregistrés au compte de résultats. Les paiements



effectués ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultats, mais entraînent une réduction du passif.

Pour les contrats unit-linked (Branche 23), la composante de dépôt et les investissements correspondants sont évalués à la juste valeur, les fluctuations de valeur étant enregistrées en compte de résultats. La juste valeur est déterminée par le nombre d'unités multiplié par la valeur de l'unité, basée sur la juste valeur des investissements sous-jacents.

Les assurances groupe pour le personnel de Belfius n'entrent pas dans le champ d'application d'IFRS 4, mais sont plutôt traitées dans les règles d'évaluation des régimes de retraite.

## 8.2. Évaluation

### 8.2.1. Général

IFRS 4 exempte un assureur de l'application des critères spécifiques pour la préparation des règles d'évaluation si aucune norme IFRS spécifique ne s'applique, mais permet à l'assureur de continuer à utiliser les règles d'évaluation antérieures aux IFRS.

Cependant, IFRS 4 impose certaines limites à cette exception :

- Aucune provision pour égalisation et désastre ne peut être constituée ;
- Un test de suffisance du passif devrait être effectué ;
- Un passif d'assurance doit être supprimé si et seulement s'il est éteint ;
- Les contrats de réassurance ne doivent pas être compensés par des contrats d'assurance directe liés ; et
- Les actifs de réassurance doivent être pris en compte pour une dépréciation.

### Provision pour primes non acquises

La provision pour primes non acquises correspond à la part des primes, brutes de réassurance, mais après déduction des coûts d'acquisition qui doivent être imputés à une période de reporting ultérieure afin de couvrir le risque non expiré. La variation de la provision pour les primes non acquises est comptabilisée au compte de résultats en tant que produit sur la période du contrat.

La provision pour primes non acquises est calculée pro rata temporis sur la base de la prime nette pour chaque contrat pris séparément. Pour les activités de réassurance acceptées, les réserves sont comptabilisées sur la base des données communiquées par les compagnies cédantes.

### Provision pour sinistres

Le montant de la provision pour sinistres dans l'activité directe Non-Vie équivaut à la somme due aux bénéficiaires, majorée des frais de gestion des sinistres.

Pour les sinistres déclarés, la provision pour les sinistres à payer dans l'activité directe Non-Vie est calculée au cas par cas, y compris les coûts de règlement futurs ou comme une provision distincte pour un ensemble de dossiers de sinistres. Lorsqu'un sinistre est réglé sous la forme de rentes, le montant à réserver est calculé selon des méthodes actuarielles.

Pour les sinistres survenus mais non (suffisamment) déclarés (claims incurred but not (enough) reported ou (IBN(E)R)) à la date de reporting, une provision est constituée sur la base de l'expérience acquise par le passé concernant le nombre et le montant des sinistres déclarés après la date de reporting. Il est également tenu compte des événements exceptionnels et des provisions supplémentaires sont également comptabilisées sur la base d'obligations légales, telles que celles relatives aux accidents du travail (workers' compensation).

### Provisions pour assurance vie

La provision en assurance vie est calculée compte tenu des exigences légales et des modalités relatives à l'activité d'assurance Vie. Les règles suivantes sont d'application :

- Évaluation selon la méthode prospective : la réserve prospective soustrait la valeur actualisée des primes futures de la valeur actualisée des prestations d'assurance futures. Le calcul s'appuie sur les dispositions techniques des contrats. Cette méthode est appliquée aux provisions pour assurances vie de la Branche 21 avec taux garanti sur les primes futures.
- Évaluation selon la méthode rétrospective : la réserve rétrospective soustrait la valeur cumulée des prestations (passées) de la valeur cumulée des primes (passées). Le calcul s'appuie sur les dispositions techniques des contrats, sans tenir compte des primes futures. Cette méthode est appliquée aux provisions pour assurances vie de la Branche 21 universelle.

Pour les réassurances acceptées, une provision est comptabilisée pour chaque contrat séparément sur la base des informations communiquées par le cédant.

En complément des règles mentionnées ci-dessus, une provision complémentaire est comptabilisée pour le risque de taux d'intérêt bas ainsi que pour d'autres facteurs ayant un impact important sur le caractère adéquat des provisions techniques.

### Provision pour participation (discrétionnaire) aux bénéfices

La participation bénéficiaire discrétionnaire (discretionary participation feature (« DPF »)) - également appelée « Participation aux bénéfices » - est un droit contractuel de recevoir, en plus des prestations garanties, des prestations complémentaires dont le montant ou le calendrier est contractuellement à la discrétion de l'assureur. Belfius Insurance enregistre une participation différée aux bénéfices correspondant au montant de la participation attendue aux bénéfices à partager avec les assurés.

Le montant de la participation différée aux bénéfices est diminué de l'allocation effective aux titulaires de contrats individuels après l'approbation de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires de la compagnie d'assurances.

La participation différée aux bénéfices liée à des plus ou moins-values latentes sur les placements alloués est comptabilisée dans la réserve de réévaluation dans les autres éléments du résultat global (fonds propres). Lors de la réalisation des placements alloués, la partie de la participation différée aux bénéfices liée à ces plus ou moins-values réalisées, est ajustée et comptabilisée dans les provisions techniques d'assurance.

### Activités de réassurance

Pour les réassurances acceptées, une provision est comptabilisée pour chaque contrat séparément sur la base des informations communiquées par le cédant.

Pour les réassurances cédées, la part du réassureur dans les réserves techniques est comptabilisée à l'actif conformément aux clauses pertinentes du contrat de réassurance.

Un actif de réassurance est déprécié si :

- Il existe des preuves objectives, à la suite d'un événement survenu après la comptabilisation initiale de l'actif de réassurance, que le cédant ne récupérera pas tous les montants dus. Il est tenu compte notamment du rating et de la solvabilité du réassureur ; et
- Les montants sont évaluables de manière fiable.

Nous renvoyons aux règles en matière de dépréciation spécifique.

### 8.2.2. Test de suffisance du passif (Liability Adequacy Test – LAT)

À la fin de chaque période de reporting, Belfius Insurance réalise des tests de suffisance du passif sur ses provisions techniques. Si ces tests supplémentaires indiquent une insuffisance de la valeur comptable des provisions techniques par rapport à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, une provision technique supplémentaire à hauteur de cette différence sera comptabilisée au compte de résultats. Ces tests sont évalués séparément pour les provisions techniques Vie et Non-Vie.

Pour les assurances vie, une estimation des flux de trésorerie attendus des contrats tient compte des hypothèses également utilisées à d'autres fins de modélisation. La valeur actuelle de ces flux de trésorerie attendus est déterminée en utilisant une courbe d'actualisation élaborée suivant la méthodologie EIOPA, incluant un ajustement de volatilité calibré sur le portefeuille de placement de Belfius Insurance.

Le test de suffisance du passif tient compte des résultats non réalisés sur le portefeuille de placement alloué à l'activité Vie.

Si la valeur obtenue est supérieure aux provisions pour l'assurance vie, la différence est comptabilisée au compte de résultats.

Pour le volet assurances Non-Vie, le test de suffisance du passif vérifie si la provision pour les primes non acquises et la provision pour sinistres sont suffisantes pour indemniser globalement les sinistres déjà survenus et ceux qui pourraient se produire pendant la période d'assurance en cours.

### 8.2.3. Comptabilité reflet (shadow accounting)

Lorsque la réalisation de gains latents sur des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global a un impact direct sur la valorisation des provisions techniques, la comptabilité reflet offre la possibilité de transférer une partie des résultats d'investissement non réalisés depuis les autres éléments du résultat global vers les provisions techniques.

Avant tout, Belfius Insurance applique la comptabilité reflet lorsque les conditions légales ou contractuelles des contrats d'assurance stipulent que la réalisation des gains latents comptabilisés sur des actifs clairement définis de l'assureur affecte directement la valorisation des contrats d'assurance et contrats d'investissement comprenant un élément de participation discrétionnaire (DPF). Cette méthode s'applique essentiellement aux contrats d'assurance gérés par des fonds à actifs dédiés.

Belfius Insurance a également choisi de reconnaître un ajustement reflet des pertes pour la différence entre la valeur des engagements d'assurance vie basée sur la méthodologie LAT décrite ci-dessus, d'une part, et les provisions d'assurances vie, d'autre part. Ce montant est limité aux gains non réalisés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour les actifs financiers disponibles à la vente qui couvrent les assurances vie.

## 9. Frais de réseau

Les coûts de réseau comprennent les commissions versées aux succursales indépendantes de Belfius Banque et sont basés sur volumes d'encours et chiffres de production. Les commissions pour la production d'actifs et de passifs financiers portant intérêt sont incluses dans les produits et charges d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## 10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les biens immobiliers, les équipements et les immeubles de placement.

Les biens immobiliers et les équipements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un composant indépendant s'il est probable que Belfius bénéficiera d'avantages économiques futurs et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire pour réduire le coût de ces actifs à leur valeur résiduelle tout au long de leur durée de vie utile estimée.

Les durées d'utilité pour les principaux types d'immobilisation sont :

- Immeubles (y compris les frais accessoires et les impôts non récupérables) : 20 à 50 ans ;
- Matériel informatique : 1 à 6 ans ;
- Améliorations locatives, équipement et mobilier : 2 à 12 ans ;
- Véhicules : 2 à 5 ans.

Les biens immobiliers et les équipements peuvent être composés d'éléments importants ayant une durée de vie utile variable. Dans ce cas, chaque partie est amortie séparément sur sa durée de vie

utile estimée. À partir de 2006, les parties suivantes ont été définies pour les sièges :

- Infrastructure des immeubles : 50 ans ;
- Toitures et façades : 30 ans ;
- Installations techniques : 10 à 20 ans ;
- Agencements et finitions : 10 à 20 ans.

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, font partie du coût de cet actif et sont capitalisés.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur est identifié. Lorsque la valeur nette comptable de l'immobilisation figurant au bilan est supérieure à sa valeur recouvrable estimée, une perte de valeur est constatée et la valeur au bilan de cette immobilisation est ramenée à son montant recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie correspond au plus élevé, d'une part, de sa juste valeur diminuée des coûts de cession et, d'autre part, de sa valeur d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif ne peut être constatée individuellement, Belfius détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie ou du groupe d'unités génératrices de trésorerie auquel l'actif appartient.

Après la comptabilisation d'une perte de valeur/dépréciation, la charge d'amortissements de l'actif doit être ajustée pour les périodes futures, afin que la valeur comptable révisée de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (le cas échéant), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée d'utilité restant à courir. Les plus ou moins-values de cession des immeubles et équipements sont imputées à la rubrique VI. « Résultat net sur investissements et dettes ».

Si les parties « à usage propre » peuvent être cédées séparément ou louées séparément en vertu d'un contrat de location-financement, elles sont comptabilisées séparément. Si, en revanche, les parties « à usage propre » ne peuvent pas être vendues séparément, l'immeuble sera considéré comme un immeuble de placement uniquement si Belfius en détient une partie insignifiante pour son propre usage.

Les immeubles de placement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et pertes éventuelles de valeurs cumulées. Les immeubles de placement sont amortis linéairement sur leur durée de vie utile. L'amortissement des immeubles et des autres actifs donnés en location simple sont enregistrés dans la rubrique XI. « Autres charges ». Belfius transférera un bien immobilier vers ou depuis un immeuble de placement lorsqu'il existe des preuves d'un changement d'utilisation.

## 11. Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est comptabilisée si, et seulement si il est probable que les avantages économiques futurs attendus de l'actif iront à Belfius (en utilisant des hypothèses raisonnables et justifiables) et si le coût d'acquisition de l'actif peut être évalué de façon fiable.

Au sein de Belfius, les immobilisations incorporelles comprennent principalement :

- les coûts développement en interne, et
- les logiciels acquis.

Les coûts associés à la maintenance des logiciels informatiques sont comptabilisés en charges s'ils sont encourus. Cependant, les dépenses qui ont pour effet d'améliorer la qualité d'un logiciel ou de prolonger sa durée de vie de plus d'un an, s'ajoutent au coût initial du logiciel. Les coûts de développement internes comptabilisés à l'actif, sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile à partir du moment où le logiciel développé est effectivement utilisable.

Un portefeuille clients acquis est amorti linéairement sur la durée attendue du portefeuille en tenant compte de la perte de clients attendue du portefeuille clients.

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, font partie du coût de cet actif et sont capitalisés. Les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés comme une charge de l'exercice.

Les immobilisations incorporelles (autres que les écarts d'acquisition) font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur est identifié. Lorsque la valeur nette comptable de l'immobilisation figurant au bilan est supérieure à sa valeur recouvrable estimée, une perte de valeur est constatée et la valeur au bilan de cette immobilisation est ramenée à son montant recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie correspond au plus élevé, d'une part, de sa juste valeur diminuée des coûts de cession et, d'autre part, de sa valeur d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif ne peut être constaté individuellement, Belfius détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie ou du groupe d'unités génératrices de trésorerie auquel l'actif appartient.

Après la constatation d'une dépréciation, la charge d'amortissements de l'actif doit être ajustée pour les périodes futures, afin que la valeur comptable révisée de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (le cas échéant), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée d'utilité restant à courir. Les plus ou moins-values de cession des immobilisations incorporelles sont déterminées par référence à leur valeur comptable et sont enregistrées à la rubrique VI. « Résultat net sur investissements et obligations ».

## 12. Écarts d'acquisition

### 12.1. Évaluation de l'écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est un actif représentant les avantages économiques futurs découlant d'autres actifs acquis lors d'un regroupement d'entreprises qui ne peuvent être identifiés individuellement et comptabilisés séparément.

Les écarts d'acquisition sont évalués comme la différence entre :

- La somme des éléments suivants :
  - Le montant de la contrepartie transférée ;
  - Le montant des éventuelles participations ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ;
  - La juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant).
- La juste valeur, déterminée à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Si, après réévaluation, cette différence est négative (« badwill »), elle est immédiatement comptabilisée en résultat net en tant que plus-value d'achat.

## 12.2. Dépréciation des écarts d'acquisition

La valeur comptable de l'écart d'acquisition est revue à la fin de l'exercice. Aux fins de ce test de dépréciation, Belfius alloue les écarts d'acquisition à des unités génératrices de trésorerie ou à des groupes de ces unités.

Lorsque des circonstances ou des événements indiquent une incertitude quant à la valeur comptable, l'écart d'acquisition est déprécié lorsque la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie ou du groupe de ces unités auquel il a été alloué, est inférieure à la valeur comptable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur d'utilité. La « valeur d'utilité » est la somme des flux de trésorerie futurs qui devraient provenir d'une unité génératrice de trésorerie. Les flux de trésorerie attendus pris en compte par Belfius sont ceux du budget financier approuvé par la direction.

Le calcul de la « valeur d'utilité » doit également refléter la valeur temps de l'argent (taux d'intérêt sans risque actuel) corrigée du prix en fonction de l'incertitude inhérente à l'actif. Cela se reflète dans le taux d'actualisation.

## 13. Autres actifs

« Autres actifs » comprend principalement les produits à recevoir (autres que prorata d'intérêts), les paiements anticipés, les taxes d'exploitation et les autres comptes débiteurs. Ils comprennent également les actifs de contrats d'assurance (réassurance, primes d'assurance à recevoir, etc.), les projets de construction pour le compte de tiers, les stocks et les actifs du régime relatifs aux obligations liées aux avantages du personnel.

## 14. Actifs non courants (groupe destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est classifié comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est principalement réalisée dans le cadre d'une opération de vente et non par son utilisation continue.

Belfius évalue un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) détenu en vue de la vente à la valeur la plus faible de sa valeur comptable et de sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Les actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) détenus en vue de la vente sont présentés séparément dans le bilan, sans retraitement pour les périodes précédentes. Dès que ces actifs (ou un groupe destiné à être cédé) sont classés comme destinés à la vente, ils ne sont plus amortis.

Une activité abandonnée est définie comme une composante d'une entité qui a été cédée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente et qui représente une ligne d'activité principale ou un secteur d'activité géographique distinct. Le bénéfice ou la perte après impôt des activités abandonnées est présenté dans une rubrique distincte du compte de résultats.

## 15. Contrats de location

Un contrat de location est qualifié de location-financement si le contrat transfère l'essentiel des risques et des avantages liés à la possession de l'actif. Un contrat de location simple est un contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

### 15.1. Belfius est locataire

Belfius conclut principalement des contrats de location simple pour la location d'équipements ou d'immeubles. Les loyers de location sont comptabilisés au compte de résultats linéairement sur la période de location.

Lorsqu'un contrat de location simple est résilié avant l'expiration de la période de location, tout paiement au bailleur à titre de pénalité est comptabilisé en charges de la période au cours de laquelle la résiliation a lieu.

Si le contrat de location transfère de manière substantielle le risque et les avantages de la propriété de l'actif, le contrat de location est comptabilisé en tant que contrat de location-financement et l'actif correspondant est capitalisé. À l'origine, l'actif est comptabilisé au plus faible de la valeur actualisée des paiements de location minimaux et de la juste valeur, et est amorti sur sa durée de vie utile estimée, sauf si la durée du contrat de location est plus courte et si la propriété ne doit probablement pas être transférée à Belfius. Après la comptabilisation initiale, l'actif est comptabilisé conformément aux règles d'évaluation applicables à cet actif. Les obligations de location correspondantes sont enregistrées en tant qu'emprunts et les paiements d'intérêts sont enregistrés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

### 15.2. Belfius est bailleur

Belfius conclut des contrats de location simple et des contrats de location-financement.

Les produits provenant de contrats de location simple sont comptabilisés dans le compte de résultats de manière linéaire sur la durée du contrat de location. L'actif sous-jacent est comptabilisé conformément aux règles d'évaluation applicables à ce type d'actif.

Pour les contrats de location-financement, Belfius comptabilise les « créances de location » pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location, qui peut être différent de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Le taux d'intérêt implicite du contrat de location est le taux d'actualisation. Les produits d'intérêts sont comptabilisés sur la durée du contrat de location en utilisant le taux d'intérêt implicite du contrat de location.

## 16. Impôt sur le bénéfice

### 16.1. Taxe actuelle

L'impôt pour la période en cours et les périodes précédentes doit, dans la mesure où il n'a pas été payé, être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre des périodes en cours et des exercices précédents dépasse le montant dû pour ces périodes, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

### 16.2. Impôt différé

Un impôt différé est comptabilisé intégralement, selon la méthode du bilan, sur les différences temporaires entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers.

Les impôts différés doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Les actifs d'impôts différés sur les différences temporaires déductibles et les reports de pertes fiscales sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible et que les différences temporaires et les pertes fiscales peuvent être utilisées.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé sur les différences temporaires imposables résultant de participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises, dans la mesure où Belfius peut contrôler le moment de la reprise de la différence temporaire et s'il est probable que la différence ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Les impôts différés liés à la réévaluation à la juste valeur d'actifs évalués à la juste valeur par le biais du résultat global et de couvertures de flux de trésorerie, ainsi que d'autres transactions comptabilisées directement dans les capitaux propres, sont également crédités ou imputés directement aux capitaux propres.

## 17. Avantages au personnel

### 17.1. Avantages à court terme

Les avantages à court terme sont les avantages dont le règlement intégral est attendu dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice au cours duquel les membres du personnel ont presté les services correspondants. Ceux-ci sont évalués sur une base non actualisée et comptabilisés en charges.

### 17.2. Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les prestations de retraite (annuité ou sommes versées à la retraite) et les autres avantages postérieurs à l'emploi comme l'assistance médicale accordés après l'achèvement de l'emploi.

#### 17.2.1. Régimes à prestations définies (Defined Benefit Plan)

Les obligations au titre des avantages du personnel sont évaluées à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés en fonction du taux d'actualisation déterminé par référence aux rendements du marché pour les obligations de sociétés de haute qualité avec une durée qui correspond à la durée des obligations liées. Lorsqu'il n'y a pas de marché large pour ce type d'obligations, il faut se référer aux taux de rendement du marché des obligations d'État. La technique d'évaluation des dépenses de pension prend en compte des hypothèses actuarielles comprenant à la fois des hypothèses démographiques et financières telles que le taux d'inflation, l'augmentation des salaires.

Le montant comptabilisé au bilan du régime à prestations définies correspond à la différence entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies (selon la méthode des unités de crédit projetées) et la juste valeur des actifs des régimes. Ce montant peut être présenté comme un passif ou un actif.

En cas d'actif net, le montant reconnu est limité au plafond de l'actif, qui correspond à la valeur actualisée des avantages économiques disponibles pour Belfius sous la forme de remboursements du plan ou des diminutions de ses cotisations futures du plan.

Les réévaluations du passif (actif) net au titre des prestations définies sont reconnues dans les autres éléments du résultat global et ne sont jamais reclassées en résultat. Les réévaluations résultent de modifications des hypothèses démographiques et financières, des ajustements d'expérience, du rendement des actifs du régime et de toute modification de l'effet du plafond des actifs.

#### 17.2.2. Régimes à cotisations définies (Defined Contribution Plan)

Les contributions de Belfius aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice auquel elles se rapportent.

En raison du taux légal de rendement minimum garanti imposé par l'État belge, les régimes belges à cotisations définies sont considérés pour IAS 19 comme des régimes à prestations définies selon IAS 19 et présentés comme tels.

Compte tenu des changements de législation à la fin de 2015 (c'est-à-dire le fait que le rendement minimum garanti sur les cotisations de l'employeur et des salariés ait diminué respectivement de 3,25 % et 3,75 % à 1,75 %), la valorisation de l'obligation des régimes belges à cotisations définies est fondée sur la méthode utilisée pour les régimes à prestations définies, à savoir la méthode des Unités de Crédit Projetées.

### 17.3. Autres avantages à long terme

Un avantage est classé comme un autre avantage à long terme lorsque le paiement intégral n'est pas attendu dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice au cours duquel le membre du personnel a rendu les services correspondants. Ces avantages comprennent essentiellement des provisions pour les primes de jubilés et les primes que les employés reçoivent après l'achèvement de périodes de service déterminées.

En raison du degré d'incertitude moindre par rapport aux avantages postérieurs à l'emploi, une méthode simplifiée, basée sur des calculs actuariels, est nécessaire pour comptabiliser et mesurer les primes de jubilés et les autres avantages à long terme. Une provision est constituée pour l'obligation estimée en raison des services rendus par les employés jusqu'à la date de clôture et les réévaluations sont reconnues dans le compte de résultats.

### 17.4. Les indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi résultent soit de la décision de Belfius de mettre fin à l'emploi du membre du personnel avant la date normale de départ à la retraite, soit de la décision d'un employé d'accepter des indemnités offertes par Belfius en échange de la cessation de son emploi. Tout avantage qui requiert des services futurs n'est pas considéré comme une indemnité de cessation d'emploi.

Une provision pour indemnité de cessation d'emploi est reconnue au plus tôt à la date de comptabilisation des coûts de restructuration et, d'autre part, à la date à laquelle Belfius ne peut plus retirer son offre d'indemnités.

### 18. Provisions et passifs éventuels

Les provisions pour risques et charges regroupent principalement les provisions pour litiges, pour restructuration et pour engagements de crédit. Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée de la meilleure estimation des dépenses nécessaires au règlement de l'obligation. Le taux d'actualisation est le taux avant impôt qui reflète les évaluations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent.

Les provisions doivent être comptabilisées lorsque :

- Belfius a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et
- Le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sur engagements de crédits et les garanties financières non évaluées à la juste valeur sont comptabilisées en cas d'incertitude quant à la solvabilité de la contrepartie. Veuillez vous reporter à la section II.6.5. « Dépréciation d'instruments financiers ».

À moins que la probabilité d'une sortie de ressources représentant des avantages économiques soit faible, un passif éventuel donne

lieu à la fourniture d'informations. Un passif éventuel est évalué de façon continue afin de déterminer si une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques est devenue probable. S'il devient probable qu'une sortie d'avantages économiques soit requise pour un élément précédemment traité comme un passif éventuel, une provision est comptabilisée durant l'exercice financier au cours duquel le changement de probabilité intervient (excepté dans les cas extrêmement rares où aucune estimation fiable ne peut être faite).

### 19. Prélèvements

Les prélèvements sont des sorties de ressources représentant les avantages économiques imposés par les gouvernements aux entités visées par la législation (c'est-à-dire lois et /ou règlements), autres que les impôts sur le revenu, les amendes ou autres pénalités imposées pour violation de la législation.

Belfius comptabilise un passif lorsque l'événement générateur d'obligation se produit. Tous les prélèvements sont intégralement pris en charge (pas de comptabilité d'engagement permis) dans la ligne XI. « Autres charges » et les montants correspondants dus sont comptabilisés à la ligne XII. « Autres passifs ».

### 20. Capital

Belfius comptabilise ses dividendes sur actions ordinaires en dette au cours de la période où ces dividendes ont été annoncés. Les dividendes de l'exercice, qui sont annoncés postérieurement à la date de clôture, sont mentionnés dans la note « Événements postérieurs à la clôture ».

### 21. Activités fiduciaires

Les actifs et les revenus associés détenus par Belfius, ainsi que les engagements pour remettre ces actifs aux clients, ne sont pas inclus dans les états financiers lorsque Belfius intervient en qualité de fiduciaire comme représentant autorisé, fiduciaire ou agent.

### 22. Subventions publiques

Les subventions publiques sont des aides publiques prenant la forme de transferts de ressources, autres que des instruments pour stimuler l'octroi de crédits, à une entité, en échange du fait que celle-ci s'est conformée ou se conformera à certaines conditions liées à ses activités d'exploitation. Ces subventions ne sont pas comptabilisées tant qu'il n'existe pas une assurance raisonnable que l'entité se conformera aux conditions qui y sont attachées et que la subvention sera reçue. « Autorité publique » désigne les gouvernements, les agences gouvernementales et des organismes similaires tels que les institutions communautaires.

L'avantage d'un prêt public à un taux inférieur au marché est systématiquement comptabilisé dans le compte de résultats en considérant les conditions et les obligations qui ont été ou doivent être respectées lors de l'identification des coûts que les subventions sont destinées à compenser.



## ABRÉVIATIONS UTILISÉES

AC	Amortized Cost - Coût amorti
CFH	Cash Flow Hedge - Couverture des flux de trésorerie
ECL	Expected Credit Loss - Perte de crédit attendue
FVO	Fair Value Option - Option juste valeur
FVTOCI	Fair Value Through Other Comprehensive Income - Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
FVTPL	Fair Value Through Profit or Loss - Juste valeur par le compte de résultats
OCI	Other Comprehensive Income - Autres éléments du résultat global
SPPI	Solely Payments of Principal and Interest - Remboursement du principal et versement d'intérêts

## TABLEAUX DE TRANSITION DE IAS 39 VERS IFRS 9

## Abréviations utilisées

AC	Coût amorti	FVTPL	Juste valeur par le compte de résultats
AFS	Disponible à la vente	HTM	Détenu jusqu'à échéance
CFH	Couverture des flux de trésorerie	L&R	Prêts et créances
ECL	Perte de crédit attendue	OCI	Autres éléments du résultat global
DIA	Date initiale d'application	RE	Résultats non distribués
FVO	Option juste valeur	SPPI	Remboursement du principal et versement d'intérêts
FVTOCI	Juste valeur par les autres éléments du résultat global		

## Présentation des états financiers au 31/12/17 selon le nouveau format adapté

IAS 39 tel que publié (présentation basée sur la valorisation) - 31/12/17 (en millions d'EUR)			Mouvement	Réf.	IAS 39 selon le nouveau format (basé sur la nature des éléments) - 31/12/17		
I.	Caisse et avoirs auprès des banques centrales	10 237			I.	Caisse et avoirs auprès des banques centrales	10 237
					II.	Prêts et créances sur établissements de crédit	
II.	Prêts et créances sur établissements de crédit	14 121	(320)	A	A.	Évalués au coût amorti	13 802
					B.	Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	
					C.	Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	
					III.	Prêts et créances	
III.	Prêts et créances sur la clientèle	90 057	(4 468)	A & B	A.	Évalués au coût amorti	85 589
					B.	Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	
			3	C	C.	Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	3
					IV.	Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres	
IV.	Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance	5 442	8 608	A & B	A.	Évalués au coût amorti	14 050
V.	Actifs financiers disponibles à la vente	17 983			B.	Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	17 983
VI.	Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	3 240	(2 601)	C	C.	Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	640
			2 598	C	V.	Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance	2 598
VII.	Dérivés	20 303	(3 889)	B	VI.	Dérivés	16 415
VIII.	Réévaluation à la juste valeur des portefeuilles couverts pour risque de taux	3 721			VII.	Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	3 721
IX.	Investissements dans des sociétés mises en équivalence	31			VIII.	Investissements dans des sociétés mises en équivalence	31
X.	Immobilisations corporelles	1 059			IX.	Immobilisations corporelles	1 059
XI.	Immobilisations incorporelles	162			X.	Immobilisations incorporelles	162
XII.	Écarts d'acquisition	104			XI.	Écarts d'acquisition	104
					XII.	Actifs fiscaux	
XIII.	Actifs fiscaux courants	20			A	Actifs fiscaux courants	20
XIV.	Actifs fiscaux différés	235			B	Actifs fiscaux différés	235
			277	D	XIII.	Provisions techniques relatives aux activités d'assurance - part des réassureurs	277
XV.	Autres actifs	1 224	(277)	D	XIV.	Autres actifs	947
XVI.	« Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées »	19			XV.	Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées	19
TOTAL DE L'ACTIF		167 959			TOTAL DE L'ACTIF		167 891

IAS 39 tel que publié au 31/12/17 (basé sur la méthode de valorisation) (en millions d'EUR)			Mouvement	Réf.	IAS 39 selon le nouveau format (basé sur la nature des éléments) – 31/12/17		
I.	Dettes envers les établissements de crédit	11 110	(7 131)	R	I.	Caisse et avoirs des banques centrales	3 979
					II.	Dettes envers et dépôts des établissements de crédit	
			7 131	R	A.	Évalués au coût amorti	7 131
					B.	Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	
					III.	Dettes et dépôts	
II.	Dettes envers la clientèle	76 274			A.	Évalués au coût amorti	76 274
IV.	Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	8 893	(8 839)	S	B.	Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	54
					IV.	Titres de créance émis et autres passifs financiers	
III.	Dettes représentées par un titre	22 027			A.	Évalués au coût amorti	22 027
			6 241	S	B.	Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	6 241
			2 598	S	V.	Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance	2 598
VI.	Dérivés	21 264	(68)	B	VI.	Dérivés	21 196
VII.	Réévaluation à la juste valeur des portefeuilles couverts pour risque de taux	105			VII.	Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	105
V.	Provisions techniques des sociétés d'assurances	15 150			VIII.	Provisions pour activités d'assurance	15 150
VIII.	Provisions et passifs éventuels	425			IX.	Provisions et passifs éventuels	425
IX.	Dettes subordonnées	1 199			X.	Dettes subordonnées	
					A.	Évaluées au coût amorti	1 199
					B.	Évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	
					XI.	Dettes fiscales	
X.	Dettes fiscales courantes	51			A.	Dettes fiscales courantes	51
XI.	Dettes fiscales différées	177			B.	Dettes fiscales différées	177
XII.	Autres passifs	1 762			XII.	Autres passifs	1 762
XIII.	Passifs inclus dans un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées				XIII.	Passifs inclus dans un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées	
TOTAL DES DETTES		158 438			TOTAL DES DETTES		158 369
XIV.	Capital souscrit	3 458			XIV.	Capital souscrit	3 458
XV.	Primes d'émission et d'apport	209			XV.	Primes d'émission et d'apport	209
XVI.	Actions propres	0			XVI.	Actions propres	0
XVII.	Réserves et résultat reporté	4 812			XVII.	Réserves et résultat reporté	5 417
XVIII.	Résultat net de la période	606			XVIII.	Résultat net de la période	0
FONDS PROPRES DE BASE		9 084			FONDS PROPRES DE BASE		9 084
XX.	Juste valeur « gelée » ajustée des actifs financiers reclassés en prêts et créances	(474)	580	Q	XIX.	Fluctuations de la juste valeur des instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	106
XIX.	Réévaluation des réserves relatives aux titres disponibles à la vente	812	(580)	Q	XX.	Fluctuations de la juste valeur des instruments fonds propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	232
					XXI.	Fluctuations de la juste valeur en raison du risque de crédit propre sur passifs financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats à présenter dans les autres éléments du résultat global	0
			(14)	V	XXII.	Fluctuations de la juste valeur des dérivés de couvertures de flux de trésorerie	(14)
XXI.	Réévaluations des régimes à prestations définies	113			XXIII.	Réévaluation des plans de pension	113
XXII.	Éléments de participation discrétionnaire des contrats d'assurance				XXIV.	Éléments de participation discrétionnaire des contrats d'assurance	0
XXIII.	Autres réserves	(14)	14	V	XXV.	Autres réserves	0
GAINS OU PERTES NON COMPTABILISÉS DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS		437			GAINS OU PERTES NON COMPTABILISÉS DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS		437
FONDS PROPRES DU GROUPE		9 521			FONDS PROPRES DU GROUPE		9 521
XXIV.	Participations ne donnant pas le contrôle	0			XXVI.	Participations ne donnant pas le contrôle	0
FONDS PROPRES TOTAUX		9 521			FONDS PROPRES TOTAUX		9 521
TOTAL DU PASSIF		167 959			TOTAL DU PASSIF		167 891

## D'une « présentation basée sur la valorisation » vers une « présentation basée sur la nature des éléments »

Belfius a profité de l'occasion de la mise en place d'une nouvelle norme comptable pour revoir la présentation de son bilan. Belfius présentait ses comptes sur la base du principe de la valorisation, méthode selon laquelle la présentation du bilan est basée sur la valorisation des actifs et des dettes. Cependant, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, Belfius a opté pour une présentation basée sur la nature des éléments, par laquelle les actifs et les passifs sont regroupés selon leur nature.

Par exemple, selon IAS 39, les obligations sont classées en cinq catégories différentes :

- Prêts et créances sur établissements de crédit ;
- Prêts et créances sur la clientèle ;
- Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance ;

- Actifs financiers disponibles à la vente ; et
- Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats.

Selon le nouveau format du bilan, les obligations seront présentées sous un poste unique appelé « Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres » subdivisés selon les différentes méthodes d'évaluation appliquées.

À ce titre, le bilan présenté selon IAS 39 a été retraité de sorte que l'ancienne « présentation basée sur la méthode de valorisation » a été modifiée au profit de cette nouvelle « présentation basée sur la nature des éléments », formant le point de départ de la transition et permettant une vue claire des différents impacts à la suite de l'implémentation d'IFRS 9.

Afin de présenter le bilan selon ce nouveau format, Belfius a procédé aux reclassements suivants :

Référence dans le tableau de transition	
<b>A</b>	<b>Reclassement des obligations</b> DE → Prêts et créances sur établissements de crédit ; et → Prêts et créances à la clientèle, selon la « présentation basée sur la valorisation » VERS → Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres évalués au coût amorti, selon la « présentation basée sur la nature des éléments ».
<b>B</b>	<b>Reclassement des dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés</b> DE → Dérivés, selon la « présentation basée sur la valorisation » VERS → Prêts et créances évalués au coût amorti ; et → Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres évalués au coût amorti, selon la « présentation basée sur la nature des éléments ».
<b>C</b>	<b>Reclassement des produits unit linked et des prêts évalués à la juste valeur</b> DE → Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats selon la « présentation basée sur la valorisation » VERS → Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance, et ; → Prêts et créances évalués à la juste valeur par le compte de résultats selon la « présentation basée sur la nature des éléments ».
<b>D</b>	<b>Reclassement de la part des réassureurs dans les réserves techniques d'assurance</b> DE → Autres actifs selon la « présentation basée sur la valorisation » VERS → Provisions techniques d'assurance - part des réassureurs selon la « présentation basée sur la nature des éléments ».

Les reclassements ci-dessus représentent les changements effectués dans la présentation des actifs du bilan (sauf la référence « B » qui a un impact sur l'actif et le passif). Des reclassements ont également été opérés sur les dettes et les capitaux propres.

Référence dans le tableau de transition	
Q	<p><b>Reclassement de la réserve AFS et de la réserve AFS gelée</b></p> <p>Selon le nouveau format de la « présentation basée sur la nature des éléments », la réserve des autres éléments du résultat global relative aux instruments de dette et de capitaux propres est présentée séparément. Selon l'ancienne « présentation basée sur la valorisation », la présentation de la réserve disponible à la vente était séparée entre la réserve gelée et la réserve sur titres. Selon la nouvelle « présentation basée sur la nature des éléments », la réserve des autres éléments du résultat global est présentée séparément pour les instruments de dette et les instruments de capitaux propres, indépendamment du fait qu'elle soit considérée comme réserve gelée ou réserve sur titres.</p>
R	<p><b>Détail supplémentaire du bilan</b></p> <p>DE</p> <p>→ Prêts et créances sur établissements de crédit selon la « présentation basée sur la valorisation »</p> <p>VERS</p> <p>→ Caisse et avoirs auprès des banques centrales ; et</p> <p>→ Prêts et créances sur établissements de crédit évalués au coût amorti selon la « présentation basée sur la nature des éléments ».</p>
S	<p><b>Détail supplémentaire du bilan</b></p> <p>DE</p> <p>→ Passifs financiers évalués à la juste valeur par le compte de résultats selon la « présentation basée sur la valorisation »</p> <p>VERS</p> <p>→ Emprunts et dépôts évalués à la juste valeur par le compte de résultats ;</p> <p>→ Titres de créance émis et autres passifs financiers évalués à la juste valeur par le compte de résultats ; et</p> <p>→ Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance selon la « présentation basée sur la nature des éléments ».</p>
V	<p><b>Détail supplémentaire du bilan</b></p> <p>DE</p> <p>→ Autres réserves selon la « présentation basée sur la valorisation »</p> <p>VERS</p> <p>→ Fluctuations de la juste valeur des dérivés de couvertures de flux de trésorerie selon la « présentation basée sur la nature des éléments ».</p>

Le total des reclassements ci-dessus s'élève à zéro car ils représentent des mouvements entre comptes.

## Transition des états financiers au 31/12/17 selon IAS 39 vers les états financiers au 01/01/18 selon IFRS 9

IAS 39 tel que publié (présentation basée sur la valorisation) 31/12/17			Impact IFRS 9 sur le classement et l'évaluation, y compris les dépréciations additionnelles								IFRS 9 01/01/18
			Classification				Réévaluation	Réf.	Dépréciation	Réf.	Total
			Modèle économique	Réf.	SPPI	Réf.					
(en millions d'EUR)											
I.	Caisse et avoirs auprès des banques centrales	10 237									10 237
II.	Prêts et créances sur établissements de crédit										
	A. Évalués au coût amorti	13 802							0	P	13 802
	B. Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
	C. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net										
III.	Prêts et créances										
	A. Évalués au coût amorti	85 589	(32)	H	(2 380)	E			(116)	P	83 060
	B. Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
	C. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	3	32	H	2 380	E	(69)	J			2 346
IV.	Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres										
	A. Évalués au coût amorti	14 050	9 598	I	(326)	F	(2 098)	K	(81)	P	21 144
	B. Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	17 983	(9 598)	I	(1 680)	G	258	L			6 963
	C. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	640			2 005	F & G	25	M			2 670
V.	Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance	2 598									2 598
VI.	Dérivés	16 415									16 415
VII.	Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	3 721					1 326	N			5 046
VIII.	Investissements dans des sociétés mises en équivalence	31									31
IX.	Immobilisations corporelles	1 059									1 059
X.	Immobilisations incorporelles	162									162
XI.	Écarts d'acquisition	104									104
XII.	Actifs fiscaux										
	A. Actifs fiscaux courants	20									20
	B. Actifs fiscaux différés	235					(9)	O	91	O	317
XIII.	Provisions techniques relatives aux activités d'assurance - part des réassureurs	277									277
XIV.	Autres actifs	947									947
XV.	Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées	19									19
TOTAL DE L'ACTIF			167 891								167 217



IAS 39 selon le nouveau format (basé sur la nature des éléments) 31/12/17 (en millions d'EUR)		Réévaluation	Réf.	Dépréciation	Réf.	IFRS 9 01/01/18
I.	Caisse et avoirs des banques centrales	3 979				3 979
II.	Dettes envers et dépôts des établissements de crédit					
	A. Évalués au coût amorti	7 131				7 131
	B. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	0				0
III.	Dettes et dépôts					
	A. Évalués au coût amorti	76 274				76 274
	B. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	54				54
IV.	Titres de créance émis et autres passifs financiers					
	A. Évalués au coût amorti	22 027				22 027
	B. Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	6 241				6 241
V.	Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance	2 598				2 598
VI.	Dérivés	21 196				21 196
VII.	Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	105				105
VIII.	Provisions pour activités d'assurance	15 150	(566)	T		14 584
IX.	Provisions et passifs éventuels	425		113	P	538
X.	Dettes subordonnées					
	A. Évaluées au coût amorti	1 199				1 199
	B. Évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	0				0
XI.	Dettes fiscales					
	A. Dettes fiscales courantes	51				51
	B. Dettes fiscales différées	177	(144)	O		33
XII.	Autres passifs	1 762				1 762
XIII.	Passifs inclus dans un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées	0				0
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>158 369</b>				<b>157 772</b>
XIV.	Capital souscrit	3 458				3 458
XV.	Primes d'émission et d'apport	209				209
XVI.	Actions propres	0				0
XVII.	Réserves et résultat reporté	5 417	(40)	(257)	P	5 120
XVIII.	Résultat net de la période	0				0
<b>FONDS PROPRES DE BASE</b>		<b>9 084</b>				<b>8 788</b>
XIX.	Fluctuations de la juste valeur des instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	106	238	31	P	375
XX.	Fluctuations de la juste valeur des instruments fonds propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	232	(45)			187
XXI.	Fluctuations de la juste valeur en raison du risque de crédit propre sur passifs financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats à présenter dans les autres éléments du résultat global	0				0
XXII.	Fluctuations de la juste valeur des dérivés de couvertures de flux de trésorerie	(14)	(5)	U		(19)
XXIII.	Réévaluation des plans de pension	113				113
XXIV.	Éléments de participation discrétionnaire des contrats d'assurance	0				0
XXV.	Autres réserves	0				0
<b>GAINS OU PERTES NON COMPTABILISÉS DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS</b>		<b>437</b>				<b>657</b>
<b>FONDS PROPRES DU GROUPE</b>		<b>9 521</b>				<b>9 444</b>
XXVI.	Participations ne donnant pas le contrôle	0				0
<b>FONDS PROPRES TOTAUX</b>		<b>9 521</b>				<b>9 444</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>167 891</b>				<b>167 217</b>

## Introduction

Les tableaux ci-dessus sont identiques aux annexes du rapport annuel 2017, à l'exception d'un ajustement des impôts différés. La modification est liée à un affinement des taux d'imposition utilisés pour calculer les impôts différés.

Trois types d'impact entre IAS 39 et IFRS 9 peuvent être distingués dans les différentes colonnes présentées dans le tableau ci-dessus :

### → Classification

La classification selon IFRS 9 est basée, d'une part, sur le modèle économique que suit l'entité concernant la gestion de ses actifs financiers et, d'autre part, sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier en question.

Belfius a déterminé ses modèles économiques et analysé si les flux de trésorerie contractuels liés à l'actif financier correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû (« test SPPI »). Les montants repris dans la colonne « Classification » sont les valeurs comptables selon IAS 39 qui sont reclassées soit à la suite d'un changement de modèle économique, soit parce que l'actif financier échoue au test SPPI.

Le total de la colonne doit, par conséquent, être égal à zéro.

### → Réévaluation

À la suite du changement de modèle économique ou en raison du fait que l'actif financier échoue au test SPPI, la valeur comptable selon IAS 39 peut devoir être ajustée.

Par exemple, si un actif financier est classé selon IAS 39 comme Disponible à la vente mais considéré comme Détenu afin de percevoir les flux de trésorerie contractuels et conforme au test SPPI selon IFRS 9, l'actif financier devra alors être évalué au coût amorti (comme si IFRS 9 avait été appliqué depuis la date de création de l'actif) et non à la juste valeur. Par conséquent, la réévaluation à la juste valeur, selon IAS 39, est reprise de sorte que la valeur au coût amorti, conformément à IFRS 9, est présentée pour cet actif financier.

Le total de la colonne « Réévaluation » présente l'impact sur les fonds propres de la transition d'IAS 39 vers IFRS 9 étant donné que la réévaluation est soit reprise, soit enregistrée dans les autres éléments du résultat global ou dans le résultat reporté.

Notez que l'impact de la dépréciation est présenté séparément de ces réévaluations.

### → Dépréciation

IFRS 9 présente un modèle des pertes de crédit attendues qui doit être appliqué à tous les actifs financiers évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (sauf pour les instruments de capitaux propres qui ont été irrévocablement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) ainsi qu'aux engagements de crédit, aux garanties financières, aux créances résultant de contrats de location entrant dans le champ d'application d'IAS 17, et les créances clients ou actifs sur contrat entrant dans le champ d'application d'IFRS 15.

Étant donné qu'IAS 39 applique un modèle des pertes encourues, l'impact de ce changement dans la méthodologie appliquée est repris dans la colonne « Dépréciation ».

Le total de la colonne « Dépréciation » représente une partie de l'impact total sur résultat reporté.

Notons que la description ci-dessous vise uniquement les actifs financiers.

## Classification

### Test SPPI

Belfius a procédé à une analyse approfondie de ses instruments de dette afin de déterminer s'ils répondent aux conditions du test SPPI. Tous les instruments de dette existants ont été analysés et documentés au sein du groupe. À la suite de cette revue, Belfius a identifié des actifs financiers non conformes aux tests SPPI suivants :

- certains prêts (structurés ou non structurés) ;
- un nombre limité d'obligations ; et
- des instruments de capitaux propres considérés comme des titres de dettes non conformes au test SPPI. Ces prêts et titres de dettes doivent être évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats, peu importe le modèle économique applicable.

Par conséquent, on observe les reclassements suivants :

Référence dans le tableau de transition	
<b>E</b>	<b>Reclassement des prêts (structurés ou non structurés) classés selon la « présentation basée sur la nature des éléments »</b> DE → Prêts et créances évalués au coût amorti VERS → Prêts et créances évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats .
<b>F</b>	<b>Reclassement des obligations classées selon la « présentation basée sur la nature des éléments »</b> DE → Titres de créances et instruments de capitaux propres évalués au coût amorti VERS → Titres de créances et instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats.

Référence dans le tableau de transition	
	<b>Reclassement des instruments de capitaux propres considérés comme des titres de dettes non conformes au test SPPI classés selon la « présentation basée sur la nature des éléments »</b>
<b>G</b>	<p>DE → Titres de créances et instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</p> <p>VERS → Titres de créances et instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats.</p>

## Modèle économique

Le terme « modèle économique » fait référence à la manière dont une entité gère ses actifs financiers pour générer des flux de trésorerie ; le modèle économique détermine si les flux de trésorerie résultent de la collecte des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux. La détermination du modèle n'est pas un choix, mais plutôt un fait qui peut être perçu par la façon dont une entité est gérée et comment l'information est fournie à la direction.

Les modèles économiques sont évalués au niveau de l'entité pour tous les actifs financiers. Belfius a défini différents modèles économiques pour ses actifs financiers au sein du groupe bancaire et du groupe assureur. Les modèles économiques reflètent la manière dont les actifs financiers sont gérés pour générer des flux de trésorerie et sont basés sur

- les expériences précédentes en termes de fréquence, de volume et de période des ventes, y compris les raisons de ces ventes et les prévisions concernant les activités de vente futures ;
- l'évaluation et le reporting des actifs financiers ;
- l'évaluation et la gestion des principaux risques ; et
- la rémunération de la direction.

L'analyse a mené à la détermination des modèles économiques suivants :

### Prêts

Le portefeuille de prêts s'inscrit dans le cadre des activités traditionnelles de transformation des activités bancaires et d'assurance dans le but de générer une marge d'intérêt stable. Le but est de détenir ces prêts jusqu'à maturité. De plus, Belfius n'a pas d'antécédent quant à la vente active de prêts à l'exception de la titrisation. Le fait que ces prêts soient vendus à un véhicule de titrisation sans en transmettre les risques et avantages liés n'exclut toutefois pas, d'un point de vue consolidé, que Belfius puisse considérer ces prêts comme étant créés avec l'intention de les détenir jusqu'à maturité.

Dans des circonstances limitées, une réduction de portefeuille de prêts dans le cadre d'une gestion standard du risque peut être exécutée afin, par exemple, d'aligner la notation moyenne du portefeuille avec le cadre d'appétence au risque.

Une exception est à noter pour une entité du groupe qui détient, pour une période limitée, des prêts hypothécaires (entreposage) avant de les transférer à des parties non liées. Ces prêts hypothécaires sont classés comme détenus à la vente et seront évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats.

### Titres de créances

Deux types de modèles économiques sont à distinguer dans le cadre du groupe Belfius :

#### → Groupe bancaire

Le groupe bancaire a deux types de portefeuille d'obligations : un portefeuille ALM Yield et un portefeuille ALM Liquidity. Les deux types de portefeuille ont pour but de générer des rendements stables jusqu'à maturité.

Les portefeuilles d'obligations sont gérés au sein d'un modèle économique dont l'objectif est de détenir les obligations en vue de collecter des flux de trésorerie contractuels jusqu'à maturité. Par conséquent, les obligations sont évaluées au coût amorti à l'exception de quelques obligations spécifiques que Belfius envisage de vendre sous certaines conditions et qui sont donc évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

#### → Groupe assureur

Les titres de créances du groupe d'assurance sont gérés conformément avec les politiques et directives ALM. Par conséquent, le groupe d'assurance a décidé qu'une grande partie de son portefeuille sera repris dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir des flux de trésorerie contractuels.

Cependant, pour parer à des besoins de liquidités (à la suite de rachats inattendus) et générer des résultats pour des possibilités de participation bénéficiaire, le groupe d'assurance a décidé de classer certaines obligations sous un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers, et va les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ces obligations sont gérées dans un cadre de gestion des risques de volatilité.

En conséquence, le groupe d'assurance appliquera un modèle économique mixte pour son portefeuille d'obligations, dont une partie du portefeuille sera détenu dans le but de générer des flux de trésorerie contractuels et l'autre partie pour percevoir des flux de trésorerie contractuels et vendre des actifs financiers.

## → Instruments de capitaux propres

Belfius a fait le choix irrévocable lors de la première application de valoriser ses positions en actions actuelles à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Par conséquent, les transferts suivants de la classification IAS 39 au modèle économique IFRS 9 peuvent être notés :

Référence dans le tableau de transition	
<b>H</b>	<b>Reclassement des prêts hypothécaires détenus à la vente classés selon la « présentation basée sur la nature des éléments »</b> DE → Prêts et avances évalués au coût amorti VERS → Prêts et avances évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats.
<b>I</b>	<b>Reclassement des titres de créances sur la base de leur modèle économique applicable</b> RÉSULTANT EN MOUVEMENTS ENTRE → Titres de créances et instruments de capitaux propres évalués au coût amorti et Titres de créances ET → instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

## Réévaluation

IFRS 9 s'applique de manière rétrospective, ce qui impose à Belfius d'appliquer la norme comme si elle avait toujours été appliquée.

Tous les ajustements des valeurs comptables des actifs financiers sont comptabilisés soit dans la position d'ouverture du résultat reporté, soit dans une autre composante des capitaux propres (l'impact d'impôt différé est comptabilisé dans la même ligne de publication que l'ajustement).

## Réévaluation des actifs financiers qui ont échoué au test SPPI

À la date d'application initiale d'IFRS 9, les actifs financiers qui ont échoué au test SPPI doivent être évalués à leur juste valeur. Toute différence entre la valeur comptable selon IAS 39 et la juste valeur est comptabilisée dans la position d'ouverture du résultat reporté. Cela concerne principalement les prêts structurés au sein de la branche d'activité PCB et octroyés aux contreparties publiques et sociales.

Par conséquent, on observe les réévaluations suivantes :

Référence dans le tableau de transition		Ajustement correspondant dans les fonds propres
<b>J</b>	<b>Réévaluation des prêts qui ont échoué au test SPPI classés selon la « présentation basée sur la nature des éléments »</b> DANS → Prêts et créances évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats.	RE
<b>M</b>	<b>Réévaluation des titres de créance qui ont échoué au test SPPI classés selon la « présentation basée sur la nature des éléments »</b> DANS → Titres de créances et instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats.	RE

## Réévaluation des instruments d'emprunt précédemment reclassés

En 2008 et 2009, Belfius a appliqué les amendements prévus par IAS 39 permettant le reclassement de certains actifs financiers non liquides de « disponibles à la vente et détenus à des fins de transaction » à « Prêts et créances ». Belfius a également opté pour le reclassement de certaines obligations précédemment classées

parmi les actifs disponibles à la vente vers les actifs détenus jusqu'à l'échéance (en 2014 et 2015) à la suite du changement d'intention concernant la gestion du portefeuille. À la suite de ces reclassements, l'ajustement cumulatif de la juste valeur reconnu dans la réserve disponible à la vente a été gelé au moment du reclassement et amorti sur la durée de vie restante des instruments.

En accord avec IFRS 9, pour les instruments conformes au test SPPI, la réserve disponible à la vente gelée doit être reprise via un ajustement de la position d'ouverture du résultat reporté, étant donné l'application rétroactive d'IFRS 9.

Selon IFRS 9, la valeur comptable de l'actif financier doit représenter soit

→ le coût amorti si l'actif est classé comme détenu pour percevoir les flux de trésorerie contractuels ; ou

→ la juste valeur si l'actif est classé comme détenu afin de percevoir les flux de trésorerie contractuels ou bien détenu à la vente si non conforme au test SPPI. Toute différence entre la valeur comptable selon IAS 39 et la valeur comptable selon IFRS 9 est reconnue dans la position d'ouverture du résultat reporté ou dans les autres éléments du résultat global.

Par conséquent, on observe les réévaluations suivantes :

Référence dans le tableau de transition		Ajustement correspondant dans les fonds propres
K	<b>Réévaluation des instruments de dettes précédemment reclassés et repris dans la « présentation basée sur la nature des éléments »</b> DANS → Titres de créances et instruments de capitaux propres évalués au coût amorti.	RE
L	<b>Réévaluation des instruments de dettes précédemment reclassés et repris dans la « présentation basée sur la nature des éléments »</b> DANS → Titres de créances et instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.	OCI
M	<b>Réévaluation des instruments de dettes précédemment reclassés et repris dans la « présentation basée sur la nature des éléments »</b> DANS → Titres de créances et instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats.	RE
U	Belfius détient certains packages d'obligations et de swap, pour lesquels l'obligation est dédoublée selon IAS 39, et qui sont considérés comme conformes au test SPPI selon IFRS 9. Les obligations sous-jacentes sont classées comme détenues pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et la comptabilité de couverture est appliquée. Ce traitement comptable garantit une présentation cohérente de l'intention du management dans les états financiers.	CFH → RE

### Modification de l'évaluation des actifs financiers à la suite de la détermination du modèle économique

Lors de l'application du nouveau modèle économique, toute différence entre la valeur comptable selon IAS 39 et selon IFRS 9 est comptabilisée soit dans le résultat reporté, soit dans les autres éléments du résultat global.

Par conséquent, on observe les réévaluations suivantes :

Référence dans le tableau de transition		Ajustement correspondant dans les fonds propres
K	Réévaluation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global selon IAS 39 (basée sur la nature des éléments), mais évalués au coût amorti selon IFRS 9 ; le gain ou la perte cumulé comptabilisé via les autres éléments du résultat global est repris en ajustant le bilan d'ouverture du résultat reporté étant donné l'application rétroactive d'IFRS 9. L'actif financier est réévalué au coût amorti en ajustant le bilan d'ouverture du résultat reporté.	OCI
L	Réévaluation des actifs financiers évalués au coût amorti selon IAS 39, mais évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global selon IFRS 9, la différence entre la valeur comptable selon IAS 39 et la juste valeur est reconnue via les autres éléments du résultat global.	OCI

### Impact sur le portefeuille de couverture

On observe un impact sur le portefeuille de couverture, le résultat d'un changement dans la présentation des titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global selon IAS 39 (basée sur la nature des éléments), mais détenus dans un modèle économique pour percevoir les flux de trésorerie contractuels selon IFRS 9 et donc évalués au coût amorti.

Selon IAS 39, les variations de juste valeur de ces instruments attribuables au risque couvert sont reclassées des autres éléments du résultat global vers le compte de résultats alors que, selon IFRS 9, les variations de la juste valeur de ces instruments reclassés attribuables au risque couvert à la suite de la couverture de portefeuille, sont classées en tant qu'actif sous le poste Gain/perte sur élément couvert dans le portefeuille de couverture du risque lié au taux d'intérêt.

Par conséquent, on observe les réévaluations suivantes :

Référence dans le tableau de transition		Ajustement correspondant dans les fonds propres
N	<b>Reclassement de la valeur du risque couvert classé selon la « présentation basée sur la nature des éléments »</b> DE → Réserves et le résultat reporté VERS → Gain/perte sur élément couvert dans le portefeuille de couverture du risque lié au taux d'intérêt.	RE

### Impact sur les provisions techniques

Certains gains nets non réalisés qui étaient précédemment présentés au bilan selon IAS 39, ne sont plus présentés au bilan à la suite de l'application du modèle économique en IFRS 9. Étant donné que ces gains nets non réalisés mais comptabilisés ne sont pas attribuables à Belfius Insurance, mais plutôt aux preneurs d'assurance, Belfius Insurance a appliqué la comptabilité reflet (shadow accounting)

selon laquelle ces gains nets non réalisés sont reclassés des autres éléments du résultat global vers la provision pour activités d'assurance. Alors que, selon IFRS 9, ces gains nets non réalisés existent toujours, ils ne sont plus reconnus au bilan étant donné le choix du modèle économique. Dès lors, le reclassement des autres éléments du résultat global vers la provision pour activités d'assurance n'est plus requis.

Par conséquent, on observe les réévaluations suivantes :

Référence dans le tableau de transition		Ajustement correspondant dans les fonds propres
T	Diminution de la comptabilité reflet (shadow accounting) qui résulte en une DIMINUTION → de la Provision pour activités d'assurance combinée à une AUGMENTATION ÉQUIVALENTE → des Fluctuations de la juste valeur des instruments de dette mesurés à FVOCI ET → Fluctuations de la juste valeur des instruments fonds propres mesurés à FVOCI.	OCI

### Impact sur les impôts différés

Référence dans le tableau de transition	
O	À la date initiale d'application, tout impact sur les fonds propres doit être comptabilisé net d'impôt. Par conséquent, on observe un impact sur les actifs et passifs d'impôt différés. Les impacts proviennent principalement de l'inversion de la réserve AFS gelée, de l'inversion de la réserve AFS relative aux actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net selon la norme IAS 39, mais évalués au coût amorti selon IFRS 9, et à la diminution dans la comptabilité reflet.



## Impact des instruments de capitaux propres sur l'OCI

Étant donné que les instruments de capitaux propres classés irrévocablement par le biais des autres éléments du résultat global, aucun reclassement n'est effectué en compte de résultats, toutes les dépréciations précédemment comptabilisées selon IAS 39 doivent être reprises par le biais du résultat reporté pour les actions qui sont irrévocablement évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Par conséquent, on observe les réévaluations suivantes :

	Ajustement correspondant dans les fonds propres
<b>Reclassement des dépréciations sur les instruments de capitaux propres classés dans la « présentation basée sur la nature des éléments »</b>	
DE	
→ résultat reporté	RE → OCI
VERS	
→ les autres éléments du résultat global	

## Dépréciation

Selon IFRS 9, une dépréciation est reconnue (par le compte de résultats) sur tous les actifs financiers évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. De plus, les engagements de crédit, les garanties financières et autres engagements émis font également l'objet de dépréciations.

Selon IAS 39, un modèle de perte encourue était utilisé alors que, selon IFRS 9, le modèle des pertes de crédit attendues doit être appliqué. Ce modèle requiert une approche en deux étapes :

- Détermination de l'étape appropriée de l'exposition
- Calcul des pertes de crédit attendues (ECL) par exposition

Pour déterminer l'étape applicable par exposition, un élément important de l'évaluation consiste à comparer la notation à l'origine de l'ensemble de ses actifs financiers identifiés selon la norme de dépréciation avec la notation à la date de clôture. Si une augmentation significative du risque de crédit est constatée, l'actif financier est affecté à l'étape 2 et une perte de crédit attendue sur la durée

de vie est calculée. Si l'actif financier est alloué à l'étape 1, une perte de crédit attendue sur 12 mois est calculée. Notons que dans certains cas, des expertises et des analyses sont appliquées, en plus des évolutions d'évaluation plus mécaniques, dans le but de tenir compte des caractéristiques spécifiques des expositions.

Nous faisons référence à la description détaillée de la méthode de calcul incluse dans les règles d'évaluation.

Afin de déterminer l'impact des dépréciations à la date initiale d'application d'IFRS 9, la dépréciation collective calculée selon le modèle IAS 39 est reprise par le biais du résultat reporté et la nouvelle perte de crédit attendue est enregistrée en réduction de l'actif financier si l'actif financier est évalué au coût amorti ou dans les autres éléments du résultat global si l'actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. De plus, une nouvelle provision IFRS 9 est enregistrée pour les engagements de crédit, les garanties financières et les autres engagements.

Par conséquent, on observe les éléments suivants :

Référence dans le tableau de transition		Ajustement correspondant dans les fonds propres
P	Reprise de la dépréciation collective sur actifs financiers évalués précédemment au coût amorti et comptabilisation des pertes de crédit attendues en diminution de la valeur comptable des actifs financiers.	RE
	Reprise de la dépréciation collective sur actifs financiers évalués précédemment à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et comptabilisation des pertes de crédit attendues par le biais de la réserve des autres éléments du résultat global des actifs financiers.	OCI
	Des pertes de crédit attendues supplémentaires sont enregistrées à titre de Provisions et passifs éventuels à la suite de l'augmentation du champ d'application des dépréciations selon IFRS 9.	RE

## Réconciliation du solde des dépréciations IAS 39 (+ provisions spécifiques IAS 37) vers IFRS 9

IAS 37/39 tel que publié  
31/12/17

(en milliers d'EUR)	Dépréciation collective	Dépréciation spécifique	Provision spécifique
II. Prêts et créances sur établissements de crédit	(5)	0	
III. Prêts et créances sur la clientèle	(310)	(1 153)	
IV. Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	
V. Actifs financiers disponibles à la vente	0	(67)	
<b>PROVISION TOTALE POUR PERTES SUR PRÊTS</b>	<b>(315)</b>	<b>(1 220)</b>	
VIII. Provisions et passifs éventuels <sup>(1)</sup>	0	0	(8)
<b>PROVISION TOTALE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(8)</b>

IFRS 9 01/01/18		Impact IFRS 9 impact sur les dépréciations							
				Mouvements <sup>(2)</sup>	Réévaluation	Total	Dépréciations par étape		
							Étape 1	Étape 2	Étape 3
(en milliers d'EUR)									
II.	Prêts et créances sur établissements de crédit	5	0	0	0	0	0		
	A. Évalués au coût amorti	5	0	0	0	0	0		
III.	Prêts et créances	103	(116)	(1 475)	(138)	(184)	(1 153)		
	A. Évalués au coût amorti	103	(116)	(1 475)	(138)	(184)	(1 153)		
IV.	Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres	(42)	(125)	(232)	(2)	(229)	(1)		
	A. Évalués au coût amorti	(108)	(81)	(189)	(1)	(187)	(1)		
	B. Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	66	(44) <sup>(3)</sup>	(44)	(2)	(42)	0		
		66	(241)	(1 708)	(141)	(413)	(1 154)		
IX.	Provisions et passifs éventuels <sup>(1)</sup>	0	(113)	(121) <sup>(4)</sup>	(51)	(57)	(13)		
		0	(113)	(121)	(51)	(57)	(13)		

(1) Se rapporte aux garanties financières et aux engagements donnés inclus dans cette ligne de publication.

(2) Les mouvements sont liés aux impacts constatés lors de l'application de la nouvelle présentation lors du passage d'une « présentation basée sur la valorisation » vers une « présentation basée sur la nature des éléments », les reclassements selon IFRS 9 prenant en compte à la fois les modèles économiques et les évaluations SPPI.

(3) Cette provision pour pertes est reconnue dans les autres éléments du résultat global et ne réduit pas la valeur comptable des titres de créance évalués via FVTOCI sur le bilan. La présentation sert uniquement à des fins de comparabilité (avant impôts différés), avec la dépréciation des autres actifs financiers.

(4) Ce montant se compose de EUR 81,7 millions liés à des engagements donnés et de EUR 39,5 millions de garanties financières.

## Reclassement au coût amorti

En ce qui concerne les tableaux de transition du reclassement de la catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente (classification IAS 39) » vers la catégorie « Évalués au coût amorti (classification

IFRS 9) », nous renvoyons au rapport semestriel 2018. Cette information ne doit être fournie qu'une seule fois et ne sera donc pas répétée.

## IV. ANALYSE PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

(Certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis.)

Sur le plan analytique, Belfius répartit ses activités et comptes en trois segments : Retail and Commercial (RC), Public and Corporate (PC) et Group Center (GC). RC et PC couvrent les principales activités commerciales de Belfius.

- **Retail & Commercial (RC)**, qui gère les relations commerciales avec les particuliers et les petites et moyennes entreprises (PME), tant à l'échelle de la banque que de l'assureur ;
- **Public & Corporate (PC)**, qui gère les relations commerciales avec le secteur public, le secteur social ainsi que les (grandes) entreprises, tant à l'échelle de la banque que de l'assureur ;
- **Group Center (GC)**, qui comprend principalement les résultats résiduels non affectés aux deux segments commerciaux. Il s'agit principalement des résultats de la gestion de portefeuille obligataire et dérivés.

### 1. Bilan

(en milliers d'EUR)	31/12/17		
	Actif	Dettes	Fonds propres
<b>IAS 39</b>			
Retail & Commercial	56 527 208	77 118 099	2 300 483
Public & Corporate	41 659 169	26 263 639	2 234 766
Group Center	69 772 824	55 056 055	4 986 158
<b>TOTAL</b>	<b>167 959 201</b>	<b>158 437 793</b>	<b>9 521 408</b>
dont activités bancaires	148 476 016	139 868 365	8 607 650
dont activités des assurances <sup>(1)</sup>	19 483 185	18 569 428	913 758

(1) Il est à noter que les actifs et passifs représentent la contribution du groupe Belfius Insurance au bilan consolidé.

Les actifs et passifs de Retail & Commercial (RC) et de Public & Corporate (PC) reflètent les activités commerciales de ces deux métiers. Alors que le segment RC affiche un financement excédentaire, celui de PC est davantage tiré par les actifs. Dans l'ensemble, le bilan commercial montre un financement excédentaire avec un solide ratio Loan-to-Deposit de 94 % fin 2018.

Il est à noter qu'il n'y a pas de ventes ou d'achats internes entre les segments, les actifs et les passifs présentés dans un segment sont ceux générés par et provenant des secteurs d'activité.

Les fonds propres alloués à RC et à PC correspondent au capital réglementaire normatif. Le capital réglementaire normatif du métier

est calibré. Le ratio CET1 de la business line est porté à 13,5 % tenant compte de l'exposition au risque réglementaire du métier et des postes venant en déduction du capital CET1 alloués à la business line (avec impact limité étant donné que la plus grande partie des déductions du capital CET1 sont allouées à GC). L'objectif a été fixé par le ratio CET1 minimum de 10,75 % avec un buffer de stress de 2,75 %.

Veuillez noter que l'allocation de capital pour les activités d'assurance est basée sur le Compromis danois, et est attribué pour chaque secteur d'activité proportionnellement à sa contribution aux exigences Solvency II SCR pour Belfius Insurance. Tout capital excédentaire est rapporté dans Group Center.

(en milliers d'EUR)	31/12/18		
	Actif	Dettes	Fonds propres
<b>IFRS 9</b>			
Retail & Commercial	58 784 532	80 082 093	2 605 197
Public & Corporate	42 429 521	25 250 888	2 407 693
Group Center	62 951 097	48 872 547	4 946 734
<b>TOTAL</b>	<b>164 165 151</b>	<b>154 205 529</b>	<b>9 959 623</b>
dont activités bancaires	146 355 548	137 307 451	9 048 097
dont activités des assurances <sup>(1)</sup>	17 809 603	16 898 077	911 526

(1) Il est à noter que les actifs et passifs représentent la contribution du groupe Belfius Insurance au bilan consolidé.

## 2. Compte de résultats

### A. Segmentation par secteur d'activité

	31/12/17			
(en milliers d'EUR)	Retail & Commercial	Public & Corporate	Group Center	Total
<b>IAS 39</b>				
<b>REVENUS</b>	<b>1 684 406</b>	<b>519 342</b>	<b>150 934</b>	<b>2 354 682</b>
Revenu net d'intérêts	898 410	361 147	222 348	1 481 905
Commissions bancaires nettes	490 254	47 355	(3 849)	533 760
Contribution assurance vie	237 652	30 791	(1 197)	267 246
Contribution assurance non-vie	174 776	25 902	(250)	200 427
Autre	(116 686)	54 147	(66 117)	(128 656)
<b>CHARGES</b>	<b>(1 027 163)</b>	<b>(207 876)</b>	<b>(133 569)</b>	<b>(1 368 608)</b>
<b>RÉSULTAT BRUT</b>	<b>657 243</b>	<b>311 466</b>	<b>17 365</b>	<b>986 074</b>
Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit	(39 581)	(28 458)	35 026	(33 013)
Dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(3 719)	(681)	13 867	9 467
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT</b>	<b>613 943</b>	<b>282 327</b>	<b>66 258</b>	<b>962 528</b>
Total des (charges) revenus d'impôt	(171 243)	(89 306)	(96 458)	(357 007)
<b>RÉSULTAT NET APRÈS IMPÔT</b>	<b>442 701</b>	<b>193 021</b>	<b>(30 199)</b>	<b>605 522</b>
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0	0	20	20
Attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	442 701	193 021	(30 219)	605 502
dont activités bancaires	251 977	176 830	6 137	434 944
dont activités des assurances <sup>(1)</sup>	190 728	16 132	(36 302)	170 558

(1) Il est à noter que le compte de résultats représente la contribution du groupe Belfius Insurance dans le compte de résultats consolidé. Belfius Insurance présente un résultat net de EUR 184 millions dans ses comptes consolidés sur l'année 2017. La différence de EUR 171 millions avec la contribution de l'assureur dans le groupe Belfius est principalement liée au résultat réalisé sur les obligations vendues ou achetées par Belfius Insurance à d'autres entités du groupe Belfius et qui est ajusté au niveau consolidé, et ce combiné avec la correction des amortissements sur les immeubles vendus par Belfius Banque à Belfius Insurance, et une reprise de la dépréciation sur un immeuble détenu par Belfius Insurance comptabilisée uniquement sur Belfius Insurance au niveau consolidé (et non au niveau du groupe Belfius, puisque jamais déprécié à ce niveau).

	31/12/18			
(en milliers d'EUR)	Retail & Commercial	Public & Corporate	Group Center	Total
<b>IFRS 9</b>				
<b>REVENUS</b>	<b>1 650 083</b>	<b>533 341</b>	<b>177 765</b>	<b>2 361 189</b>
Revenu net d'intérêts	844 618	406 597	196 345	1 447 560
Commissions bancaires nettes	488 285	47 365	1 054	536 704
Contribution assurance vie	230 526	53 296	(394)	283 427
Contribution assurance non-vie	189 814	8 678	21	198 514
Autre	(103 161)	17 405	(19 261)	(105 017)
<b>CHARGES</b>	<b>(1 047 383)</b>	<b>(233 919)</b>	<b>(144 490)</b>	<b>(1 425 792)</b>
<b>RÉSULTAT BRUT</b>	<b>602 700</b>	<b>299 421</b>	<b>33 275</b>	<b>935 397</b>
Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit	(53 831)	(24 230)	11 663	(66 397)
Dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(896)	(1 228)	0	(2 124)
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT</b>	<b>547 974</b>	<b>273 964</b>	<b>44 938</b>	<b>866 876</b>
Total des (charges) revenus d'impôt	(139 389)	(66 192)	(11 306)	(216 886)
<b>RÉSULTAT NET APRÈS IMPÔT</b>	<b>408 585</b>	<b>207 772</b>	<b>33 633</b>	<b>649 990</b>
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	408	1	553	962
Attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	408 177	207 771	33 080	649 028
dont activités bancaires	235 359	188 477	20 666	444 502
dont activités des assurances <sup>(1)</sup>	172 818	19 293	12 414	204 526

(1) Il est à noter que le compte de résultats représente la contribution du groupe Belfius Insurance dans le compte de résultats consolidé. Belfius Insurance présente un résultat net de EUR 192 millions dans ses comptes consolidés sur l'année 2018. La différence de EUR 13 millions avec la contribution de l'assureur dans le groupe Belfius (EUR 205 millions) est principalement liée à Auxipar. En 2013, Belfius Banque a vendu sa participation de 13,6 % dans Auxipar à Belfius Insurance et a réalisé une plus-value nette de EUR 15 millions, cette transaction a été éliminée dans le bilan consolidé. En 2018, Belfius Insurance a acquis une participation supplémentaire dans Auxipar, résultant en une plus-value d'acquisition progressive « step-up » de EUR 23 millions. Pour le reporting analytique, cette plus-value réalisée a été allouée à Belfius Banque pour EUR 15 millions et à Belfius Insurance pour EUR 8 millions. À noter qu'au niveau de Belfius Insurance, l'acquisition en 2018 s'est traduite par une moins-value réalisée de EUR 2 millions. Ce montant a été éliminé au niveau consolidé car ce résultat intragroupe Belfius n'existe pas au niveau du groupe. En outre, le résultat réalisé sur les obligations vendues ou achetées par Belfius Insurance à d'autres entités du groupe Belfius est ajusté au niveau consolidé, en combinaison avec la correction des amortissements des immeubles vendus par Belfius Banque à Belfius Insurance.

## B. Segmentation par champ de contribution

	31/12/17		
	Contribution Banque dans le groupe <sup>(1)</sup>	Contribution Assurance dans le groupe <sup>(1)</sup>	Total
(en milliers d'EUR)			
IAS 39			
REVENUS	1 861 047	493 635	2 354 682
Revenu net d'intérêts	1 481 905	469 568	1 951 473
Dividendes	8 692	64 391	73 083
Résultat net des sociétés mises en équivalence	2 394	1 801	4 195
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats	46 068	74	46 143
Résultat net sur investissements et dettes	20 728	153 230	173 958
Honoraires et commissions perçus	533 760	18 903	552 663
Résult technique des activités d'assurance	0	(208 814)	(208 814)
Autres revenus & charges	(232 501)	(5 518)	(238 019)
CHARGES	(1 132 749)	(235 859)	(1 368 608)
RÉSULTAT BRUT	728 298	257 776	986 074
Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit	(33 279)	265	(33 013)
Dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	9 467	0	9 467
RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT	704 487	258 042	962 528
Total des (charges) revenus d'impôt	(269 523)	(87 484)	(357 007)
RÉSULTAT NET APRÈS IMPÔT	434 964	170 558	605 522
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	20	0	20
Attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère <sup>(2)</sup>	434 944	170 558	605 502

(1) Il est à noter que le compte de résultats représente la contribution du groupe Belfius Banque (c'est-à-dire Belfius Banque avec toutes les filiales à l'exception du groupe Belfius Insurance) ainsi que du groupe Belfius Insurance (Belfius Insurance et ses filiales).

(2) Il est à noter que le compte de résultats représente la contribution du groupe Belfius Insurance dans le compte de résultats consolidé. Belfius Insurance présente un résultat net de EUR 184 millions dans ses comptes consolidés sur l'année 2017. La différence de EUR 171 millions avec la contribution de l'assureur dans le groupe Belfius est principalement liée au résultat réalisé sur les obligations vendues ou achetées par Belfius Insurance à d'autres entités du groupe Belfius et qui est ajusté au niveau consolidé, et ce combiné avec la correction des amortissements sur les immeubles vendus par Belfius Banque à Belfius Insurance, et une reprise de la dépréciation sur un immeuble détenu par Belfius Insurance comptabilisée uniquement sur Belfius Insurance au niveau consolidé (et non au niveau du groupe Belfius, puisque jamais déprécié à ce niveau).

(en milliers d'EUR)	31/12/18		
	Contribution Banque dans le groupe <sup>(1)</sup>	Contribution Assurance dans le groupe <sup>(1)</sup>	Total
<b>IFRS 9</b>			
<b>REVENUS</b>	<b>1 861 987</b>	<b>499 202</b>	<b>2 361 189</b>
Revenu net d'intérêts	1 447 560	423 978	1 871 539
Dividendes	12 401	58 580	70 981
Résultat net des sociétés mises en équivalence	782	963	1 745
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats	11 863	(22 507)	(10 644)
Résultat net sur investissements et dettes	45 241	76 463	121 704
Honoraires et commissions perçus	536 704	18 953	555 656
Résult technique des activités d'assurance	0	(53 890)	(53 890)
Autres revenus & charges	(192 564)	(3 337)	(195 902)
<b>CHARGES</b>	<b>(1 195 140)</b>	<b>(230 652)</b>	<b>(1 425 792)</b>
<b>RÉSULTAT BRUT</b>	<b>666 847</b>	<b>268 549</b>	<b>935 397</b>
Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit	(68 727)	2 330	(66 397)
Dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(2 124)	0	(2 124)
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT</b>	<b>595 996</b>	<b>270 879</b>	<b>866 876</b>
Total des (charges) revenus d'impôt	(151 471)	(65 415)	(216 886)
<b>RÉSULTAT NET APRÈS IMPÔT</b>	<b>444 525</b>	<b>205 464</b>	<b>649 989</b>
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	23	939	962
Attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère <sup>(2)</sup>	444 502	204 526	649 028

(1) Il est à noter que le compte de résultats représente la contribution du groupe Belfius Banque (c'est-à-dire Belfius Banque avec toutes les filiales à l'exception du groupe Belfius Insurance) ainsi que du groupe Belfius Insurance (Belfius Insurance et ses filiales).

(2) Il est à noter que le compte de résultats représente la contribution du groupe Belfius Insurance dans le compte de résultats consolidé. Belfius Insurance présente un résultat net de EUR 192 millions dans ses comptes consolidés sur l'année 2018. La différence de EUR 13 millions avec la contribution de l'assureur dans le groupe Belfius (EUR 205 millions) est principalement liée à Auxipar. En 2013, Belfius Banque a vendu sa participation de 13,6 % dans Auxipar à Belfius Insurance et a réalisé une plus-value nette de EUR 15 millions, cette transaction a été éliminée dans le bilan consolidé. En 2018, Belfius Insurance a acquis une participation supplémentaire dans Auxipar, résultant en une plus-value d'acquisition progressive « step-up » de EUR 23 millions. Pour le reporting analytique, cette plus-value réalisée a été allouée à Belfius Banque pour EUR 15 millions et à Belfius Insurance pour EUR 8 millions. À noter qu'au niveau de Belfius Insurance, l'acquisition en 2018 s'est traduite par une moins-value réalisée de EUR 2 millions. Ce montant a été éliminé au niveau consolidé car ce résultat intragroupe Belfius n'existe pas au niveau du groupe. En outre, le résultat réalisé sur les obligations vendues ou achetées par Belfius Insurance à d'autres entités du groupe Belfius est ajusté au niveau consolidé, en combinaison avec la correction des amortissements des immeubles vendus par Belfius Banque à Belfius Insurance.

Nous renvoyons au rapport de gestion pour une description plus détaillée des résultats par segment.



## V. NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN CONSOLIDÉ

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

### 5.1. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Fait référence au tableau 5.1. du rapport annuel 2017.

#### Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39	01/01/18 IFRS 9	31/12/18 IFRS 9
Caisse et avoirs auprès des banques centrales autres que réserves obligatoires	9 436 665	9 436 665	7 477 269
Réserves obligatoires auprès de la banque centrale <sup>(1)</sup>	800 299	800 299	837 110
Prêts et créances sur établissements de crédit	1 369 062	1 369 062	2 208 919
Titres de créance <sup>(2)</sup>	3 000	3 000	314 770
<b>TOTAL</b>	<b>11 609 025</b>	<b>11 609 025</b>	<b>10 838 068</b>

(1) Les « Réserves obligatoires » comprennent les réserves minimales que Belfius détient en dépôt auprès de la Banque centrale européenne ou auprès d'autres banques centrales.

(2) Titres de créance avec une échéance initiale égale ou inférieure à 90 jours.

Une diminution peut être constatée en raison de la diminution des liquidités déposées auprès des banques centrales par rapport à 2017.

### 5.2. CAISSE ET AVOIRS AUPRÈS DES BANQUES CENTRALES

Fait référence au tableau 5.2. du rapport annuel 2017.

#### Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39	01/01/18 IFRS 9	31/12/18 IFRS 9
Trésorerie disponible	553 016	553 016	608 350
Soldes auprès des banques centrales autres que réserves obligatoires en dépôt	8 883 355	8 883 355	6 868 843
Dépôts de réserves obligatoires <sup>(1)</sup>	800 299	800 299	837 110
<b>TOTAL</b>	<b>10 236 669</b>	<b>10 236 669</b>	<b>8 314 303</b>
Dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie	10 236 964	10 236 964	8 314 379

(1) Les « Réserves obligatoires » comprennent les réserves minimales que Belfius détient en dépôt auprès de la Banque centrale européenne ou auprès d'autres banques centrales.

### 5.3. PRÊTS ET CRÉANCES SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En raison de l'application d'IFRS 9 et de la nouvelle présentation du bilan (les obligations dans la rubrique « Prêts et créances sur établissements de crédit » ont été transférées dans la rubrique « Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres »), la présentation et les chiffres du 31 décembre 2017 sont différents du bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Nous renvoyons aux tableaux de transition vers IFRS 9 pour une description détaillée. Belfius a choisi de ne pas publier des tableaux comparatifs.

#### 1. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

Prêts et créances sur établissements de crédit (fait référence au tableau 5.3. du rapport annuel 2017)

##### Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Cash collatéraux	11 828 695
Comptes à vue	155 887
Conventions de cession-rétrocession	1 525 227
Prêts et autres avances	292 201
Obligations	324 256
Prêts dépréciés	0
Obligations dépréciées	0
Moins :	
Dépréciation spécifique sur prêts dépréciés ou obligations dépréciées	0
Dépréciation collective	(4 838)
<b>TOTAL</b>	<b>14 121 427</b>
Dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie	1 369 062
Dont inclus en location-financement	49 332

#### 2. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

##### A. Résumé

(en milliers d'EUR)	01/01/18	31/12/18
Évalués au coût amorti	13 801 882	13 106 846
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0
Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>13 801 882</b>	<b>13 106 846</b>

## B. Analyse par nature

## Non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

	01/01/18		31/12/18	
	Coût amorti	Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Coût amorti	Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
(en milliers d'EUR)				
Cash collatéraux	11 828 695	0	10 743 231	0
Comptes à vue	155 887	0	133 433	0
Conventions de cession-rétrocession	1 525 227	0	2 134 333	0
Créances résultant de location-financement	49 332	0	68 865	0
Autres crédits	242 869	0	27 177	0
Prêts dépréciés (étape 3)	0	0	0	0
Moins :				
dépréciation (étapes 1,2 et 3)	(128)	0	(191)	0
<b>TOTAL</b>	<b>13 801 882</b>	<b>0</b>	<b>13 106 846</b>	<b>0</b>
Dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie	1 369 062	0	2 208 919	0

Les prêts et créances sur établissements de crédit reculent de 5,0 % ou EUR 0,7 milliard à EUR 13,1 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 13,8 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cela s'explique par la baisse du cash collatéral payé en raison de l'évolution du marché

des dérivés, soit EUR 1,1 milliard, et EUR 0,2 milliard de prêts inter-bancaires, baisse partiellement compensée par l'augmentation de EUR 0,6 milliard des contrats de cession-rétrocession.

## Non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats - ventilation

	31/12/18	
	Coût amorti	Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
(en milliers d'EUR)		
Valeur comptable brute (étape 1)	13 106 766	0
moins dotation dépréciation (étape 1)	(173)	0
Valeur comptable brute (étape 2)	271	0
moins dotation dépréciation (étape 2)	(19)	0
Valeur comptable brute - Actifs dépréciés (étape 3)	0	0
dépréciation sur actifs dépréciés (étape 3)	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>13 106 846</b>	<b>0</b>

## 3. Analyse qualitative

Voir note 9.2.

## 4. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

## 5.4. PRÊTS ET CRÉANCES

En raison de l'application d'IFRS 9 et de la nouvelle présentation du bilan (les obligations dans la rubrique « Prêts et créances sur la clientèle » ont été transférés dans la rubrique « Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres »), la présentation et les chiffres du 31 décembre 2017 sont différents du bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Nous renvoyons aux tableaux de transition vers IFRS 9 pour une description détaillée. Belfius a choisi de ne pas publier des tableaux comparatifs.

## 1. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

Prêts et créances sur la clientèle (fait référence au tableau 5.4. du rapport annuel 2017)

## A. Analyse par contrepartie

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Entités publiques	24 867 619
Entreprises & PME	31 533 516
Particuliers	33 296 729
Prêts dépréciés	1 821 591
Obligations dépréciées	0
Moins :	
Dépréciation spécifique sur prêts dépréciés ou obligations dépréciées	(1 152 862)
Dépréciation collective	(309 668)
<b>TOTAL</b>	<b>90 056 926</b>

## B. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Cash collatéraux	580 869
Conventions de cession-rétrocession	671 084
Prêts et autres avances	83 475 952
Dont effets de commerce et acceptations propres	23 112
Dont créances résultant de location-financement	3 260 637
Dont prêts non hypothécaires à tempérament	1 458 315
Dont prêts hypothécaires	30 558 045
Dont prêts à terme	45 063 091
Dont avances en comptes courants	1 672 995
Dont autres crédits	1 439 756
Obligations	4 969 959
Prêts dépréciés	1 821 591
Obligations dépréciées	0
Moins :	
Dépréciation spécifique sur prêts dépréciés ou obligations dépréciées	(1 152 862)
Dépréciation collective	(309 668)
<b>TOTAL</b>	<b>90 056 926</b>

## 2. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

### A. Résumé

(en milliers d'EUR)	01/01/18	31/12/18
Évalués au coût amorti	83 060 191	89 302 446
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0
Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	2 346 183	1 820 067
<b>TOTAL</b>	<b>85 406 374</b>	<b>91 122 512</b>

### B. Analyse par contrepartie

#### Non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

(en milliers d'EUR)	31/12/18	
	Coût amorti	Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
Entités publiques	21 692 792	0
Entreprises & PME	31 824 085	0
Ménages	35 405 851	0
Prêts dépréciés (étape 3)	1 863 493	0
Moins : dépréciation (étapes 1 2 3)	(1 483 775)	0
<b>TOTAL</b>	<b>89 302 446</b>	<b>0</b>

#### Non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats - ventilation

(en milliers d'EUR)	31/12/18	
	Coût amorti	Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
Valeur comptable brute (étape 1)	81 215 172	0
moins dotation dépréciation (étape 1)	(162 877)	0
Valeur comptable brute (étape 2)	7 707 556	0
moins dotation dépréciation (étape 2)	(173 662)	0
Valeur comptable brute - Actifs dépréciés (étape 3)	1 863 493	0
dépréciation sur actifs dépréciés (étape 3)	(1 147 237)	0
<b>TOTAL</b>	<b>89 302 446</b>	<b>0</b>

## Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

	31/12/18			
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats	Actifs financiers détenus à des fins autres que de négociation obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats <sup>(1)</sup>	Total
(en milliers d'EUR)				
Entités publiques	0	0	1 659 883	1 659 883
Entreprises & PME	0	0	128 051	128 051
Ménages <sup>(2)</sup>	32 133	0	0	32 133
<b>TOTAL</b>	<b>32 133</b>	<b>-</b>	<b>1 787 934</b>	<b>1 820 067</b>

(1) Notons qu'à la date initiale d'application d'IFRS 9, un stock total de EUR 2,3 milliards de prêts n'a pas réussi le test SPPI et est en conséquence évalué à sa juste valeur par le biais du compte de résultats. Cela concerne principalement des prêts au secteur public et social, avec des formules de taux d'intérêt spécialement structurées. On note aussi des restructurations régulières qui transforment en prêts de base des structures différentes. Cela se traduit par une diminution de EUR 0,5 milliard des prêts et créances non de base évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats au 31 décembre 2018.

(2) Belfius détient, pour une période limitée, des prêts hypothécaires (entrepasage) avant de les transférer à des parties non liées.

## C. Analyse par nature

## Non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

	01/01/18		31/12/18	
	Coût amorti	Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Coût amorti	Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
(en milliers d'EUR)				
Cash collatéraux	580 869	0	709 274	0
Conventions de cession-rétrocession	671 084	0	536 808	0
Créances résultant de location-financement	3 242 635	0	3 358 007	0
Autres crédits <sup>(1)</sup>	78 219 770	0	84 318 640	0
Dont effets de commerce et acceptations propres			77 339	0
Dont prêts non hypothécaires à tempérament			1 634 396	0
Dont prêts hypothécaires <sup>(2)</sup>			32 423 496	0
Dont prêts à terme <sup>(3)</sup>			47 147 733	0
Dont avances en comptes courants			1 507 887	0
Dont autres crédits			1 527 790	0
Prêts dépréciés (étape 3)	1 821 242	0	1 863 493	0
moins :				
dépréciation (étapes 1, 2 et 3)	(1 475 411)	0	(1 483 775)	0
<b>TOTAL</b>	<b>83 060 191</b>	<b>0</b>	<b>89 302 446</b>	<b>0</b>

(1) L'ensemble des prêts de couverture des « Mortgage Pandbrievien » (covered bonds) s'élève à EUR 10,9 milliards fin 2018 (contre EUR 9,5 milliards fin 2017). Ce montant garantit les obligations sécurisées non remboursées, dont EUR 6,2 milliards d'obligations sécurisées hypothécaires (contre EUR 4,9 milliards fin 2017) et EUR 2,5 milliards d'obligations sécurisées publiques (contre EUR 2,3 milliards fin 2017). Cette augmentation est expliquée par l'émission de EUR 1,5 milliard de Mortgage Pandbrievien en 2018. Nous renvoyons également à la note 9.3.4. « Transfert d'actifs financiers qui ne sont pas éligibles pour une décomptabilisation dans le bilan consolidé ».

(2) En 2017, EUR 6,3 milliards de « prêts hypothécaires » étaient titrisés ; en 2018, ce montant a diminué jusqu'à EUR 5,5 milliards. Nous renvoyons également à la note 12 « Titrisation » et à la note 9.3.4. sur le transfert d'actifs financiers qui ne sont pas éligibles pour une décomptabilisation dans le bilan consolidé.

(3) En 2017, EUR 2,6 milliards de « prêts à terme » étaient titrisés ; en 2018, ce montant a diminué pour s'élever à EUR 2,2 milliards. Nous renvoyons également à la note 12 « Titrisation » et à la note 9.3.4. sur le transfert d'actifs financiers qui ne sont pas éligibles pour une décomptabilisation dans le bilan consolidé.

Les prêts et créances augmentent de EUR 5,7 milliards, ou 6,7 %, à EUR 91,1 milliards au 31 décembre 2018, venant de EUR 85,4 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'augmentation des prêts résulte de la hausse de EUR 6,2 milliards des actifs commerciaux (essentiellement des prêts hypothécaires et des prêts à terme), conformément à notre

stratégie de développement de la franchise commerciale et de soutien à l'économie belge. Parmi les autres postes, on relèvera une augmentation de EUR 0,1 milliard du cash collatéral payé à la suite de l'évolution du marché des dérivés, ainsi qu'une baisse de EUR 0,1 milliard des contrats de cession-rétrocession.



## Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

	01/01/18			Total
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction <sup>(1)</sup>	Actifs financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats	Actifs financiers détenus à des fins autres que de négociation obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats <sup>(2)</sup>	
(en milliers d'EUR)				
Prêts et créances	32 285	3 143	2 310 755	2 346 183

(1) Belfius détient, pour une période limitée, des prêts hypothécaires (entreposage) avant de les transférer à des parties non liées.

(2) Notons qu'à la date initiale d'application d'IFRS 9, un stock total de EUR 2,3 milliards de prêts n'a pas réussi le test SPPI et est en conséquence évalué à sa juste valeur par le biais du compte de résultats. Cela concerne principalement des prêts au secteur public et social, avec des formules de taux d'intérêt spécialement structurées. On note aussi des restructurations régulières qui transforment en prêts de base des structures différentes. Cela se traduit par une diminution de EUR 0,5 milliard des prêts et créances non de base évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats au 31 décembre 2018.

	31/12/18			Total
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction <sup>(1)</sup>	Actifs financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats	Actifs financiers détenus à des fins autres que de négociation obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats <sup>(2)</sup>	
(en milliers d'EUR)				
Prêts et créances	32 133	0	1 787 934	1 820 067

(1) Belfius détient, pour une période limitée, des prêts hypothécaires (entreposage) avant de les transférer à des parties non liées.

(2) Notons qu'à la date initiale d'application d'IFRS 9, un stock total de EUR 2,3 milliards de prêts n'a pas réussi le test SPPI et est en conséquence évalué à sa juste valeur par le biais du compte de résultats. Cela concerne principalement des prêts au secteur public et social, avec des formules de taux d'intérêt spécialement structurées. On note aussi des restructurations régulières qui transforment en prêts de base des structures différentes. Cela se traduit par une diminution de EUR 0,5 milliard des prêts et créances non de base évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats au 31 décembre 2018.

### 3. Analyse qualitative

Voir note 9.2.

### 4. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

## 5.5. DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET INSTRUMENTS FONDS PROPRES

En raison de l'application d'IFRS 9 et de la nouvelle présentation du bilan (les obligations dans la rubrique « Prêts et créances sur établissements de crédit » ont été transférés dans la rubrique « Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres »), la présentation et les chiffres du 31 décembre 2017 sont différents du bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Nous renvoyons aux tableaux de transition vers IFRS 9 pour une description détaillée. Belfius a choisi de ne pas publier des tableaux comparatifs.

### 1. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance (fait référence au tableau 5.5. du rapport annuel 2017)

#### Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Obligations émises par des entités publiques	3 943 947
Autres obligations et instruments à revenu fixe	1 498 052
<b>TOTAL</b>	<b>5 441 999</b>

## Actifs financiers disponibles à la vente (fait référence au tableau 5.6. du rapport annuel 2017)

## Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Obligations émises par des entités publiques	11 135 849
Autres obligations et instruments à revenu fixe	4 023 536
Actions et instruments à revenu variable	2 890 061
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS FINANCIERS HORS DÉPRÉCIATIONS D'ACTIFS</b>	<b>18 049 445</b>
Dépréciation spécifique sur investissements financiers dépréciés	(66 848)
<b>TOTAL</b>	<b>17 982 597</b>

## Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats (fait référence au tableau 5.7. du rapport annuel 2017)

## Actifs financiers détenus à des fins de transaction

## Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Obligations émises par des entités publiques	208 771
Autres obligations et instruments à revenu fixe	392 280
Actions et instruments à revenu variable	38 532
<b>TOTAL</b>	<b>639 583</b>

## 2. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

## A. Résumé

(en milliers d'EUR)	01/01/18	31/12/18
Évalués au coût amorti	21 143 773	21 610 561
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	6 962 747	5 216 152
Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	2 669 808	1 742 052
<b>TOTAL</b>	<b>30 776 327</b>	<b>28 568 766</b>

Le portefeuille de dettes représentées par un titre et instruments de fonds propres représente pour le groupe bancaire Belfius EUR 16,7 milliards (contre EUR 17,6 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018), et pour Belfius Insurance EUR 11,8 milliards (contre EUR 13,2 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018).

Deux types de modèle économique peuvent être distingués au sein du groupe Belfius. Les portefeuilles d'obligations sont gérés au sein d'un modèle économique dont l'objectif est de détenir les obligations en vue de collecter des flux de trésorerie contractuels jusqu'à maturité, à l'exception de certaines positions qui étaient classées sous un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers. Cette dernière concerne une partie du portefeuille d'obligations d'État italiennes qui a été vendue entre-temps à des

fins de gestion du risque de concentration. Les titres de créances du groupe d'assurance sont gérés conformément avec les politiques et directives ALM. Par conséquent, le groupe d'assurance a décidé qu'une grande partie de son portefeuille sera repris dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir des flux de trésorerie contractuels. Pour parer à des besoins de liquidités, le groupe d'assurance a décidé de classer certaines obligations sous un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers.

Étant donné que certaines positions obligataires ne respectaient pas le principe de remboursement du principal et versement d'intérêts, un classement à la juste valeur par le biais du résultat net était nécessaire. Il s'agit principalement des fonds monétaires au sein de Belfius Insurance.

## B. Analyse par nature

## Non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

	01/01/18		31/12/18	
	Coût amorti	Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Coût amorti	Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
(en milliers d'EUR)				
Titres de créance émis par des entités publiques	10 362 673	3 913 529	10 794 385	2 367 208
Autres titres de créance	10 968 114	1 718 472	11 010 727	1 504 313
Actions	0	1 374 444	0	1 365 896
Titres de créance dépréciés (étape 3)	1 782	0	1 782	0
Moins :				
dépréciation (étapes 1, 2 et 3)	(188 797)	(43 699)	(196 333)	(21 265)
<b>TOTAL</b>	<b>21 143 773</b>	<b>6 962 747</b>	<b>21 610 561</b>	<b>5 216 152</b>
Dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie	3 000	0	314 770	0

Les titres de créance évalués au coût amorti augmentent légèrement, de EUR 21,1 milliards à EUR 21,6 milliards, à la suite du réinvestissement du produit de la vente des obligations italiennes chez Belfius Banque et des acquisitions de Belfius Insurance.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global diminuent de EUR 1,7 milliard ou 25,1 % à EUR 5,2 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 7,0 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018. La baisse résulte principalement de la vente de

certaines obligations de l'État italien pour un montant notionnel de EUR 0,8 milliard par Belfius Banque, en cohérence avec l'objectif de Belfius de réduire son risque de concentration. Du côté de Belfius Insurance, des obligations publiques ont été vendues pour EUR 0,5 milliard dans le cadre de la gestion ALM du segment vie individuel et pour financer le règlement d'un fonds cantonné. Par ailleurs, on relève des ajustements négatifs de la juste valeur en raison des rendements accrus et du recul des marchés d'actions en comparaison avec fin 2017.

## Ventilation des titres de créance non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

	31/12/18	
	Coût amorti	Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>(1)</sup>
(en milliers d'EUR)		
Valeur comptable brute (étape 1)	13 762 400	2 730 778
moins dotation dépréciation (étape 1)	(1 388)	(1 818)
Valeur comptable brute (étape 2)	8 042 712	1 140 743
moins dotation dépréciation (étape 2)	(194 105)	(19 446)
Valeur comptable brute - Actifs dépréciés (étape 3)	1 782	0
dépréciation sur actifs dépréciés (étape 3)	(840)	0
<b>TOTAL</b>	<b>21 610 561</b>	<b>3 850 257</b>

(1) Les dépréciations des titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne réduisent pas la valeur comptable (c.-à-d. la juste valeur).

La dépréciation étape 2 provient principalement du portefeuille d'obligations « ex-legacy », car depuis la date de comptabilisation (déjà comptabilisée à DIA IFRS 9), une augmentation significative

du risque de crédit (étape 2) peut être constatée pour certaines positions. Il est à noter que le nombre de titres de créance en défaut est très limité.

## Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

(en milliers d'EUR)	01/01/18			
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats	Actifs financiers détenus à des fins autres que de négociation obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	Total
Titres de créance émis par des entités publiques	208 771	0	178 104	386 875
Autres titres de créance	393 662	0	1 850 738	2 244 400
Actions	38 532	0	1	38 533
<b>TOTAL</b>	<b>640 965</b>	<b>0</b>	<b>2 028 843</b>	<b>2 669 808</b>

(en milliers d'EUR)	31/12/18			
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats	Actifs financiers détenus à des fins autres que de négociation obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	Total
Titres de créance émis par des entités publiques	164 922	0	128 204	293 125
Autres titres de créance	366 886	0	956 835	1 323 722
Actions	124 824	0	380	125 205
<b>TOTAL</b>	<b>656 633</b>	<b>0</b>	<b>1 085 420</b>	<b>1 742 052</b>

Les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats diminuent de EUR 0,9 milliard, ou 34,7 %, à EUR 1,7 milliard au 31 décembre 2018, contre EUR 2,7 milliards au

1<sup>er</sup> janvier 2018, principalement à cause de la baisse de l'encours de fonds (mutuels), surtout monétaires, dans le portefeuille de fonds non de base de Belfius Insurance.

## Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global - Instruments de capitaux propres

(en milliers d'EUR)	31/12/18		
	Raison d'évaluation	Juste valeur	Dividendes comptabilisés en résultat
Investissements évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
<b>TOTAL</b>	<b>Portefeuille d'investissement</b>	<b>1 365 896</b>	<b>67 445</b>

(en milliers d'EUR)	31/12/18			
	Raison de décomptabilisation	Juste valeur à la date de décomptabilisation	Transfert du gain ou de la perte cumulé(e) dans les fonds propres	Dividendes comptabilisés en résultat
Décomptabilisation des investissements évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
<b>TOTAL</b>	<b>Portefeuille d'investissement</b>	<b>159 507</b>	<b>15 244</b>	<b>9 188</b>

La vente de certaines participations se situe principalement chez Belfius Insurance à des fins de gestion des risques et du bilan.

## 3. Analyse qualitative

Voir note 9.2.

## 4. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

## 5.6. DÉRIVÉS

Fait référence au tableau 5.9. du rapport annuel 2017.

En raison de la nouvelle présentation du bilan sous IFRS 9, les chiffres du 31 décembre 2017 sont différents du bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Nous renvoyons aux tableaux de transition vers IFRS 9 pour une description détaillée. Il est à noter qu'avec la norme IFRS 9, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la notion de « dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés » pour les actifs financiers n'existe plus car l'actif financier doit être considéré comme un tout. En conséquence, la notion de dérivés incorporés bifurqués à l'actif en tant que tels disparaît du bilan (juste valeur) et des comptes hors bilan (montant notionnel). Belfius a choisi de ne pas publier des tableaux comparatifs.

### 1. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17		01/01/18		31/12/18	
	Actif	Dettes	Actif	Dettes <sup>(1)</sup>	Actif	Passif
Dérivés détenus en vue de la vente <sup>(1)</sup>	18 457 596	15 520 935	14 529 941	12 875 700	11 117 705	10 666 692
Dérivés désignés comme couverture de juste valeur <sup>(1)</sup>	63 235	187 425	67 176	2 715 130	182 889	2 325 442
Dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	523 792	517 284	523 836	516 887	294 588	271 754
Dérivés de couverture de portefeuille couvert en taux	1 258 411	5 038 388	1 293 558	5 088 157	1 172 402	4 476 392
<b>TOTAL</b>	<b>20 303 034</b>	<b>21 264 032</b>	<b>16 414 511</b>	<b>21 195 874</b>	<b>12 767 585</b>	<b>17 740 280</b>

(1) Veuillez noter qu'un pro forma a été réalisé sur les chiffres du 01/01/18 par rapport aux chiffres publiés dans le rapport semestriel 2018. Le pro forma consiste en un glissement entre les « dérivés détenus à des fins de transaction » et les « dérivés désignés comme couvertures de juste valeur » pour l'évaluation à la valeur du marché au passif.

Une diminution de la juste valeur des instruments dérivés peut être constatée. Ceci est principalement dû aux services de compression sur le marché des produits dérivés et à l'évolution des marchés.

Il est à noter que la compensation au bilan de la juste valeur des dérivés avec LCH s'élève à EUR 6,6 milliards fin juin 2018, par rapport à EUR 8,7 milliards fin 2017. Nous renvoyons également à la note 9.3.6. « Compensation ».

### 2. Dérivés détenus en vue de la vente

(en milliers d'EUR)	31/12/17				31/12/18			
	Montant notionnel <sup>(1)</sup>		Actif	Dettes	Montant notionnel <sup>(1)</sup>		Actif	Dettes
	À recevoir	À livrer			À recevoir	À livrer		
Dérivés de change	20 591 576	20 551 302	2 391 248	2 348 671	17 641 072	17 665 255	1 464 578	1 449 294
Dérivés de taux d'intérêt	332 322 969	336 781 752	15 800 846	12 965 473	202 678 607	210 835 235	9 414 950	9 006 023
dont options-caps/floors/collars-swaptions	173 599 993	183 217 533	2 659 586	2 934 108	82 998 404	89 112 770	1 447 806	1 766 503
dont swaps de taux d'intérêt	147 584 187	147 277 950	13 141 053	10 031 045	118 997 914	119 062 522	7 966 678	7 239 459
dont swaps de taux d'intérêt - détenus à des fins de transactions	1 099 985	0	1	(56)	0	0	0	0
dont swaps de taux d'intérêt - désignés comme couverture économique	0	0	0	158	48 288	0	404	0
dont opérations interest futures	10 038 803	6 286 269	205	218	634 000	2 659 943	63	61
Dérivés de crédit	1 509 537	1 522 677	120 279	111 749	1 539 085	1 565 194	133 776	116 390
Dérivés sur actions	3 719 182	3 318 170	145 224	95 041	4 510 024	4 322 251	104 401	94 985
<b>TOTAL</b>	<b>358 143 264</b>	<b>362 173 900</b>	<b>18 457 596</b>	<b>15 520 935</b>	<b>226 368 788</b>	<b>234 387 936</b>	<b>11 117 705</b>	<b>10 666 692</b>

(1) Le « Montant notionnel à recevoir » et le « Montant notionnel à livrer » représentent les deux volets de l'instrument financier dérivé qui sont présentés séparément dans le tableau. Dans le cas, par exemple, d'un swap de taux d'intérêt, le « Montant notionnel à recevoir » représente le montant notionnel sur lequel les intérêts à recevoir par Belfius sont calculés. De même, le « Montant notionnel à livrer » représente le montant notionnel sur lequel les intérêts à payer par Belfius sont calculés.

La position de Belfius sur les produits dérivés provient en partie du fait que Belfius était le centre de compétences pour les dérivés au sein de l'ancien groupe Dexia. Ces dérivés étaient couverts de manière externe contre le risque de marché. Les dérivés entre les entités Belfius Banque et le groupe Dexia ont été maintenus après

la vente de Belfius à l'État belge en 2011. Le risque de crédit associé est atténué par l'utilisation de garanties (Credit Support Annex).

Pour plus d'informations sur le risque de marché, nous renvoyons à la note 9.5. « Risque de marché ».

L'application d'IFRS 9 a eu un impact sur le montant notionnel des dérivés. En particulier, Belfius a opté sous IAS 39, au départ, pour présenter ses dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés, séparément du contrat hôte au bilan (comme le permet l'IAS 39) et a classé les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés comme dérivés au bilan. En conséquence, à fin 2017, les dérivés détenus en vue de la vente incluent les dérivés incorporés bifurqués sur cette partie spécifique des portefeuilles d'obligations et de prêts ainsi que sur certains titres de créance émis, même si ces dérivés font partie d'une relation de couverture.

En raison de l'application d'IFRS 9, la notion de « dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés » pour les actifs financiers n'existe plus. En conséquence, un impact sur les comptes hors bilan (montants notionnels) ainsi que sur les comptes de bilan (juste valeur) peut être constaté. Plus particulièrement, on note une diminution de EUR 13,5 milliards sur les montants notionnels à la suite de l'application de la norme IFRS 9.

### 3. Couverture de juste valeur

Belfius a choisi de continuer à appliquer les exigences actuelles de la comptabilité de (micro)couverture d'IAS 39.

#### A. Détail des dérivés désignés comme couverture de juste valeur

##### Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17			
	Montant notionnel <sup>(1)</sup>		Actif	Dettes
	À recevoir	À livrer		
Dérivés de change	550 973	502 334	63 235	187 425
dont swaps de devises	550 973	502 334	63 235	187 425
Dérivés de taux d'intérêt	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>550 973</b>	<b>502 334</b>	<b>63 235</b>	<b>187 425</b>

(1) Le « Montant notionnel à recevoir » et le « Montant notionnel à livrer » représentent les deux volets de l'instrument financier dérivé qui sont présentés séparément dans le tableau. Dans le cas, par exemple, d'un swap de taux d'intérêt, le « Montant notionnel à recevoir » représente le montant notionnel sur lequel les intérêts à recevoir par Belfius sont calculés. De même, le « Montant notionnel à livrer » représente le montant notionnel sur lequel les intérêts à payer par Belfius sont calculés.

##### Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	31/12/18			
	Montant notionnel <sup>(1)</sup>		Actif	Dettes
	À recevoir	À livrer		
Dérivés de change	807 802	678 950	152 939	727 461
Dérivés de taux d'intérêt	4 516 407	4 516 407	1 786	1 597 981
dont swaps de taux d'intérêt	4 516 407	4 516 407	1 786	1 597 981
Dérivés de crédit <sup>(2)</sup>	1 322 285	0	28 165	0
<b>TOTAL</b>	<b>6 646 494</b>	<b>5 195 357</b>	<b>182 889</b>	<b>2 325 442</b>

(1) Le « Montant notionnel à recevoir » et le « Montant notionnel à livrer » représentent les deux volets de l'instrument financier dérivé qui sont présentés séparément dans le tableau. Dans le cas, par exemple, d'un swap de taux d'intérêt, le « Montant notionnel à recevoir » représente le montant notionnel sur lequel les intérêts à recevoir par Belfius sont calculés. De même, le « Montant notionnel à livrer » représente le montant notionnel sur lequel les intérêts à payer par Belfius sont calculés. Il est à noter que lors d'un contrat forward, un seul notionnel est mentionné.

(2) Belfius Insurance a conclu des dérivés « spreadlock » afin de couvrir l'asset swap spread sur certaines positions obligataires. Ces transactions ont pour but de protéger le ratio Solvency 2 du risque de baisse. Étant donné que ce « spreadlock » est défini pour couvrir l'asset swap spread sur des positions obligataires spécifiques, le dérivé est considéré comme un dérivé de crédit pour lequel une comptabilité de couverture de juste valeur a été mise en place pour couvrir tous les risques, à l'exception des variations de la juste valeur dues aux taux d'intérêt de référence.

Belfius applique principalement la technique de couverture de juste valeur pour couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque de change sur certaines obligations (microcouverture). Belfius utilise principalement des swaps de taux d'intérêt « plain vanilla » pour la comptabilité de couverture selon IFRS, sauf pour les obligations non EUR pour lesquelles Belfius utilise des swaps de taux d'intérêt et de devises.

La juste valeur utilisée pour l'évaluation de l'efficacité de la couverture est basée sur les variations de la juste valeur des dérivés au bilan.

## B. Détail des éléments couverts

Le tableau suivant détaille les éléments couverts par les stratégies de couverture de Belfius.

Nous renvoyons à la note 7.4. « Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats » pour plus d'informations sur l'évaluation de l'efficacité des couvertures.

	31/12/18			
	Valeur comptable des éléments couverts	Actifs ou passifs inclus dans la couverture d'une position nette (avant compensation)	Montant cumulé des ajustements de la juste valeur des éléments couverts	Montant cumulé des ajustements de la juste valeur dans l'état des positions financières en cas de rupture
(en milliers d'EUR)				
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	139 281	0	(2 198)	0
Crédit <sup>(1)</sup>	139 281	0		
Actifs financiers évalués au coût amorti	10 048 342	0	777 326	2 593 765
Taux d'intérêt	8 723 325	0		
Crédit <sup>(1)</sup>	1 325 017	0		
Passifs financiers évalués au coût amorti	0	0	0	0

(1) Belfius Insurance a conclu des dérivés « spreadlock » afin de couvrir l'asset swap spread sur certaines positions obligataires. Ces transactions ont pour but de protéger le ratio Solvency 2 du risque de baisse. Étant donné que ce « spreadlock » est défini pour couvrir l'asset swap spread sur des positions obligataires spécifiques, le dérivé est considéré comme un dérivé de crédit pour lequel une comptabilité de couverture de juste valeur a été mise en place pour couvrir tous les risques, à l'exception des variations de la juste valeur dues aux taux d'intérêt de référence.

La juste valeur utilisée pour l'évaluation de l'efficacité de la couverture est basée sur les variations de la juste valeur des dérivés au bilan.

Dans le tableau ci-dessus, la valeur comptable des éléments couverts dans une couverture de juste valeur est ventilée par portefeuille comptable. Le montant cumulé des ajustements de juste valeur de l'élément couvert comprend les gains et pertes sur les éléments couverts qui, à la suite de la comptabilité de couverture, ont ajusté la valeur comptable de ces éléments. Le montant cumulé des ajus-

tements de juste valeur couverts dans l'état des positions financières en cas de rupture comprend les ajustements de couverture qui, à la suite de la cessation de la relation de couverture et l'ajustement des éléments couverts pour les gains et pertes de couverture, restent à amortir en résultat via un taux d'intérêt effectif recalculé pour les éléments couverts évalués au coût amorti, ou au montant qui représente le gain ou perte cumulé précédemment comptabilisé pour les actifs couverts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

## 4. Couverture de flux de trésorerie

Belfius a choisi de continuer à appliquer les exigences actuelles de la comptabilité de (micro)couverture d'IAS 39.

### A. Détail des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie

Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

	31/12/17			
	Montant notionnel <sup>(1)</sup>		Actif	Dettes
	À recevoir	À livrer		
(en milliers d'EUR)				
Dérivés de change	3 833 433	3 810 606	523 792	517 284
dont swaps de devises	3 833 433	3 810 606	523 792	517 284
<b>TOTAL</b>	<b>3 833 433</b>	<b>3 810 606</b>	<b>523 792</b>	<b>517 284</b>

(1) Le « Montant notionnel à recevoir » et le « Montant notionnel à livrer » représentent les deux volets de l'instrument financier dérivé qui sont présentés séparément dans le tableau. Dans le cas, par exemple, d'un swap de taux d'intérêt, le « Montant notionnel à recevoir » représente le montant notionnel sur lequel les intérêts à recevoir par Belfius sont calculés. De même, le « Montant notionnel à livrer » représente le montant notionnel sur lequel les intérêts à payer par Belfius sont calculés.



## Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	31/12/18			
	Montant notionnel <sup>(1)</sup>		Actif	Dettes
	À recevoir	À livrer		
Dérivés de change	5 870 832	5 855 582	294 588	271 754
dont swaps de devises	5 870 832	5 855 582	294 588	271 754
<b>TOTAL</b>	<b>5 870 832</b>	<b>5 855 582</b>	<b>294 588</b>	<b>271 754</b>

(1) Le « Montant notionnel à recevoir » et le « Montant notionnel à livrer » représentent les deux volets de l'instrument financier dérivé qui sont présentés séparément dans le tableau. Dans le cas, par exemple, d'un swap de taux d'intérêt, le « Montant notionnel à recevoir » représente le montant notionnel sur lequel les intérêts à recevoir par Belfius sont calculés. De même, le « Montant notionnel à livrer » représente le montant notionnel sur lequel les intérêts à payer par Belfius sont calculés.

À la suite d'une tendance générale à la standardisation du marché des contrats de dérivés, Belfius a décidé de restructurer, avec succès, certains contrats de dérivés en éliminant certaines options. Plus spécifiquement, Belfius n'a plus, dans certains contrats de dérivés, la possibilité de choisir la devise pour son écriture en garantie. De ce fait, Belfius doit, depuis lors, payer des collatéraux supplémentaires en GBP au lieu d'en EUR. Afin de se couvrir pour cette demande supplémentaire de collatéraux en GBP, Belfius a conclu des Cross Currency Swaps dans le cadre desquels elle reçoit des GBP en échange d'EUR. Ces Cross Currency Swaps sont enregistrés en tant que relation de couverture des flux de trésorerie pour le risque de change dans les « transactions prévues », par le biais desquelles

Belfius démontre que le collatéral à payer est plus important que le montant notionnel du Cross Currency Swap.

Belfius a décidé de couvrir le risque de variabilité des flux de trésorerie et des variations de change provenant des services facturés à Belfius en devises étrangères. Afin de couvrir ce risque, Belfius a conclu des swaps de devises. Ces swaps de devises sont enregistrés dans une relation de couverture de flux de trésorerie pour le risque de change sur une « transaction prévue hautement probable », par laquelle Belfius démontre que les montants facturés sont supérieurs aux montants reçus via les swaps de devises.

## Flux de trésorerie attendus des dérivés de couverture de flux de trésorerie par période

(en milliers d'EUR)	Entrée	Sortie
Maximum 3 mois	2 831 810	(3 825 477)
Plus de 3 mois et maximum 6 mois	2 831 810	(3 824 257)
Plus de 6 mois et maximum 1 an	2 831 810	(3 806 865)
Plus d'1 an et maximum 2 ans	2 552 285	(3 716 800)
Plus de 2 ans et maximum 5 ans	2 412 523	(3 709 591)
Plus de 5 ans	2 198 085	(3 307 654)

## B. Détail des éléments couverts

Les couvertures de flux de trésorerie sont réalisées sur des flux de trésorerie futurs hautement probables. Il n'y a donc pas d'élément courant couvert.

À la suite d'une tendance générale à la standardisation du marché des contrats de dérivés, Belfius a décidé de restructurer, avec succès, certains contrats de dérivés en éliminant certaines options. Plus spécifiquement, Belfius n'a plus, dans certains contrats de dérivés, la possibilité de choisir la devise pour son écriture en garantie. De ce fait, Belfius doit, depuis lors, payer des collatéraux supplémentaires en GBP au lieu d'en EUR. Afin de se couvrir pour cette demande supplémentaire de collatéraux en GBP, Belfius a conclu des Cross Currency Swaps dans le cadre desquels elle reçoit des GBP en échange d'EUR. Ces Cross Currency Swaps sont enregistrés en tant que relation de couverture des flux de trésorerie pour le risque de change dans les « transactions prévues », par le biais desquelles Belfius démontre que le collatéral à payer est plus important que le montant notionnel du Cross Currency Swap.

Belfius a décidé de couvrir le risque de variabilité des flux de trésorerie et des variations de change provenant des services facturés à Belfius en devises étrangères. Afin de couvrir ce risque, Belfius a conclu des swaps de devises. Ces swaps de devises sont enregistrés dans une relation de couverture de flux de trésorerie pour le risque de change sur une « transaction prévue hautement probable », par laquelle Belfius démontre que les montants facturés sont supérieurs aux montants reçus via les swaps de devises.

## C. Détail de l'efficacité des relations de couverture

Nous renvoyons à la note 7.4. « Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats » pour plus d'informations sur l'évaluation de l'efficacité des couvertures.

## D. Réconciliation des fonds propres par rapport à la comptabilité de couverture

Pour plus d'informations sur la réconciliation de chaque composante des capitaux propres et l'analyse des autres éléments du résultat global par rapport à la comptabilité de couverture, nous renvoyons aux notes 1.3. « État consolidé du résultat global » et 1.4. « Variation des fonds propres consolidés ».

## 5. Détail des dérivés de couverture de portefeuille couvert en taux

(en milliers d'EUR)	31/12/17				31/12/18			
	Montant notionnel <sup>(1)</sup>		Actif	Dettes	Montant notionnel <sup>(1)</sup>		Actif	Dettes
	À recevoir	À livrer			À recevoir	À livrer		
Dérivés de taux d'intérêt	53 542 070	53 535 860	1 258 411	5 038 388	47 294 180	47 286 669	1 172 402	4 476 392
<b>TOTAL</b>	<b>53 542 070</b>	<b>53 535 860</b>	<b>1 258 411</b>	<b>5 038 388</b>	<b>47 294 180</b>	<b>47 286 669</b>	<b>1 172 402</b>	<b>4 476 392</b>

(1) Le « Montant notionnel à recevoir » et le « Montant notionnel à livrer » représentent les deux volets de l'instrument financier dérivé qui sont présentés séparément dans le tableau. Dans le cas, par exemple, d'un swap de taux d'intérêt, le « Montant notionnel à recevoir » représente le montant notionnel sur lequel les intérêts à recevoir par Belfius sont calculés. De même, le « Montant notionnel à livrer » représente le montant notionnel sur lequel les intérêts à payer par Belfius sont calculés.

Belfius a appliqué la comptabilité de couverture de portefeuille pour couvrir une partie de son portefeuille de prêts et d'obligations sur le plan de l'actif et ses obligations émises sur le plan du passif. Ces éléments couverts le sont via des swaps de taux d'intérêt plain vanilla.

Le gain/la perte accumulé(e) sur les éléments couverts dans un portefeuille de couverture du risque de taux d'intérêt au bilan s'élève à EUR 4,6 millions à l'actif et EUR 0,2 million au passif au 31 décembre 2018 en comparaison avec EUR 3,7 millions à l'actif et EUR 0,1 million au passif à la fin de l'exercice 2017. Nous renvoyons à la note 3. « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés », chapitre « Tableaux de transition de IAS 39 vers IFRS 9 ».

## 5.7. INVESTISSEMENTS DANS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Fait référence au tableau 5.10. du rapport annuel 2017.

## 1. Valeur comptable

(en milliers d'EUR)	2017	2018
<b>VALEUR COMPTABLE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER</b>	97 044	31 481
Cessions <sup>(1)</sup>	(69 862)	(13 900)
Modifications du périmètre de consolidation (entrées) <sup>(2)</sup>	0	39 382
Modifications du périmètre de consolidation (sorties) <sup>(3)</sup>	0	(9 406)
Part du résultat avant impôt	4 599	2 606
Part de l'impôt	(404)	(861)
Dividendes payés	(7 626)	(1 352)
Transferts vers les provisions techniques des sociétés d'assurances	7 730	0
<b>VALEUR COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>31 481</b>	<b>47 949</b>

(1) Belfius Banque a vendu sa participation dans « NEB Participations » en 2018. Belfius Insurance a cédé ses participations dans le capital de « Pole Star » et « North Light » au second semestre 2017. Belfius Insurance a cédé sa participation dans le capital d'« Aviabel » au premier semestre 2017, qui était classifiée parmi les « Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées » à la fin de l'année 2016.

(2) Belfius a consolidé par mise en équivalence la nouvelle entité Bancontact Payconiq Company dont elle détient 22,5 % des actions, à la suite de la fusion entre Payconiq et Bancontact le 29 juin 2018. Les participations dans EPC (61,37 %), le parc de vacances De Haan (25 %) et la société d'investissement M80 Capital (22,91 %) sont consolidées par mise en équivalence. Si Belfius en tant que telle possède la majorité des parts d'EPC, elle n'exerce pas de contrôle avéré sur l'investissement. En effet, (a) les droits de vote font l'objet d'une limitation, et (b) il n'existe pas de conventions d'actionnaires/de contrôle.

(3) Auxipar, précédemment évaluée selon la méthode de la mise en équivalence, est consolidée par intégration globale à partir du 29 mars 2018. Pour plus d'informations, nous renvoyons à la note 10.1. « Changements significatifs dans le périmètre de consolidation ».

## 2. Liste des entreprises mises en équivalence

(en milliers d'EUR)	Valeur comptable		Référence au site web
	2017	2018	
NEB Participations SA	13 900	0	
Auxipar SA <sup>(1)</sup>	9 406	0	
Isabel SA	5 013	5 077	<a href="http://www.isabel.eu">www.isabel.eu</a>
Erasmus Garden SA	3 161	4 229	
L'Économie populaire de Ciney SCRL (EPC)		21 187	
Payconiq Belgium NV		6 438	
De Haan Vakantiehuisen		9 500	
M80 Capital CV		1 518	
<b>TOTAL</b>	<b>31 481</b>	<b>47 949</b>	

(1) Auxipar, précédemment évaluée selon la méthode de la mise en équivalence, est consolidée par intégration globale à partir du 29 mars 2018. Pour plus d'informations, nous renvoyons à la note 10.1. « Changements significatifs dans le périmètre de consolidation ».

## 3. Information financière sur les entreprises associées et les coentreprises évaluées par la méthode de la mise en équivalence

(en milliers d'EUR)	Actif	Passif	Fonds propres	Résultat net	Valeur de l'actif net	%	Rapport annuel au
<b>ENTREPRISES ASSOCIÉES</b>							
Isabel SA	32 434	13 066	19 367	3 050	19 367	24,00 %	31/12/2017
L'Économie populaire de Ciney SCRL (EPC)	75 527	44 878	30 649	1 699	30 649	61,37 %	31/12/2017
Payconiq Belgium NV <sup>(1)</sup>					19 275	22,50 %	
De Haan Vakantiehuisen <sup>(1)</sup>					38 000	25,00 %	
M80 Capital CV <sup>(1)</sup>					6 625	22,91 %	
<b>COENTREPRISES</b>							
Erasmus Garden SA	32 744	28 021	4 723	1 670		50,00 %	31/12/2017

(1) L'information financière des entreprises associées récemment créées n'est pas disponible.

Il n'y a pas d'engagement important ou significatif envers les co-entreprises. Il n'existe aucune restriction significative pour les

sociétés mises en équivalence quant à leur capacité à avoir accès aux actifs du groupe ou à les utiliser et à régler les passifs du groupe.

## 5.8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Fait référence au tableau 5.11. du rapport annuel 2017.

## 1. Valeur nette comptable

	Terrains et bâtiments		Mobiliier de bureau et autres équipements		Immeubles de placement	Total
	Usage propre propriétaire	Usage propre location-financement	Usage propre propriétaire	Usage propre location-financement		
(en milliers d'EUR)						
<b>COÛT D'ACQUISITION AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2017</b>	<b>1 419 005</b>	<b>2 507</b>	<b>381 669</b>	<b>1 200</b>	<b>555 509</b>	<b>2 359 891</b>
Acquisitions <sup>(1)</sup>	35 803	0	6 816	652	6 752	50 023
Dépenses suivantes	8 127	0	0	0	3 797	11 924
Ajustements post-acquisition	0	0	0	0	2 771	2 771
Cessions <sup>(2)</sup>	(86 738)	0	(2 074)	0	(5 715)	(94 527)
Modifications du périmètre de consolidation (entrées)	0	0	1 104	0	13 127	14 231
Modifications du périmètre de consolidation (sorties)	0	0	0	0	0	0
Transferts et annulations	37 012	0	(3 892)	0	(25 030)	8 091
Écarts de cours de change	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	45	0	263	308
<b>COÛT D'ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE 2017 (A)</b>	<b>1 413 210</b>	<b>2 507</b>	<b>383 669</b>	<b>1 851</b>	<b>551 476</b>	<b>2 352 713</b>
<b>AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2017</b>	<b>(779 512)</b>	<b>(2 429)</b>	<b>(323 865)</b>	<b>(659)</b>	<b>(161 738)</b>	<b>(1 268 204)</b>
Amortissements cumulés	(734 495)	(2 429)	(323 865)	(659)	(161 087)	(1 222 535)
Dépréciations cumulées	(45 017)	0	0	0	(651)	(45 669)
Ajustements post-acquisition	0	0	0	0	0	0
Comptabilisés	(35 948)	0	(10 126)	(612)	(12 966)	(59 652)
Dépréciation comptabilisée	(257)	0	0	0	0	(257)
Repris <sup>(3)</sup>	16 135	0	0	0	102	16 237
Cessions <sup>(2)</sup>	23 907	0	1 336	0	175	25 419
Modifications du périmètre de consolidation (entrées)	0	0	(454)	0	0	(454)
Modifications du périmètre de consolidation (sorties)	0	0	0	0	0	0
Transferts et annulations	(14 267)	0	3 888	0	3 810	(6 569)
Écarts de cours de change	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	24	(46)	0	0	(21)
<b>AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017 (B)</b>	<b>(789 942)</b>	<b>(2 405)</b>	<b>(329 267)</b>	<b>(1 271)</b>	<b>(170 617)</b>	<b>(1 293 502)</b>
Amortissements cumulés	(760 852)	(2 405)	(329 267)	(1 271)	(170 067)	(1 263 862)
Dépréciations cumulées	(29 090)	0	0	0	(549)	(29 639)
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2017 (A)+(B)</b>	<b>623 268</b>	<b>102</b>	<b>54 402</b>	<b>580</b>	<b>380 859</b>	<b>1 059 212</b>

(1) Les acquisitions comprennent essentiellement des contrats de location pour des immeubles en construction. Les cessions comprennent la livraison de ces contrats de location et les actifs sont à ce moment reclassés en prêts et créances.

(2) Les cessions comprennent les montants obtenus au moment de la livraison des contrats de leasing et la vente des agences bancaires.

(3) Pour de plus amples renseignements concernant cette reprise de dépréciation, nous renvoyons à la note 7.13. « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles ». Il est à noter que la plupart des reprises sont liées au siège social de Belfius. La valeur du bâtiment a augmenté à la suite de la réévaluation du taux d'occupation du fait de l'exécution de la stratégie « Belfius Together » et « Belfius Way of Working » par laquelle les collaborateurs de Belfius Insurance et Belfius Banque travaillant à Bruxelles (centre) occupent de plus en plus le même bâtiment.

(en milliers d'EUR)	Terrains et bâtiments		Mobiliers de bureau et autres équipements		Immeubles de placement	Total
	Usage propre propriétaire	Usage propre location-financement	Usage propre propriétaire	Usage propre location-financement		
<b>COÛT D'ACQUISITION AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018</b>	<b>1 413 210</b>	<b>2 507</b>	<b>383 669</b>	<b>1 851</b>	<b>551 476</b>	<b>2 352 713</b>
Acquisitions <sup>(1)</sup>	19 802	0	2 950	863	5 015	28 629
Dépenses suivantes	12 755	0	0	0	6 078	18 833
Ajustements post-acquisition	0	0	0	0	0	0
Cessions <sup>(2)</sup>	(39 248)	0	(92)	0	(3 121)	(42 461)
Modifications du périmètre de consolidation (entrées) <sup>(3)</sup>	0	0	385	0	34 188	34 574
Modifications du périmètre de consolidation (sorties)	0	0	0	0	0	0
Transferts et annulations <sup>(4)</sup>	(101 874)	0	(3 594)	0	99 887	(5 581)
Écarts de cours de change	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0
<b>COÛT D'ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE 2018 (A)</b>	<b>1 304 645</b>	<b>2 507</b>	<b>383 317</b>	<b>2 714</b>	<b>693 523</b>	<b>2 386 707</b>
<b>AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018</b>	<b>(789 942)</b>	<b>(2 405)</b>	<b>(329 267)</b>	<b>(1 271)</b>	<b>(170 617)</b>	<b>(1 293 502)</b>
Amortissements cumulés	(760 852)	(2 405)	(329 267)	(1 271)	(170 067)	(1 263 862)
Dépréciations cumulées	(29 090)	0	0	0	(549)	(29 639)
Ajustements post-acquisition	0	0	0	0	0	0
Comptabilisés	(27 855)	(96)	(8 926)	(553)	(16 359)	(53 789)
Dépréciation comptabilisée	(891)	0	0	0	(1 647)	(2 538)
Repris	0	0	0	0	435	435
Cessions <sup>(2)</sup>	26 354	0	88	0	465	26 907
Modifications du périmètre de consolidation (entrées) <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	(3 817)	(3 817)
Modifications du périmètre de consolidation (sorties)	0	0	0	0	0	0
Transferts et annulations <sup>(4)</sup>	65 331	0	3 594	0	(63 720)	5 205
Écarts de cours de change	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0
<b>AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 31 DÉCEMBRE 2018 (B)</b>	<b>(727 004)</b>	<b>(2 501)</b>	<b>(334 510)</b>	<b>(1 824)</b>	<b>(255 260)</b>	<b>(1 321 099)</b>
Amortissements cumulés	(697 914)	(2 501)	(334 510)	(1 824)	(253 475)	(1 290 225)
Dépréciations cumulées	(29 090)	0	0	0	(1 784)	(30 874)
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2018 (A)+(B)</b>	<b>577 640</b>	<b>6</b>	<b>48 807</b>	<b>890</b>	<b>438 263</b>	<b>1 065 607</b>

(1) Les acquisitions comprennent essentiellement des contrats de location pour des immeubles en construction. Les cessions comprennent la livraison de ces contrats de location et les actifs sont à ce moment reclassés en prêts et créances.

(2) Les cessions comprennent les montants obtenus au moment de la livraison des contrats de leasing et la vente des agences bancaires.

(3) « Modifications du périmètre de consolidation (entrées) » concerne l'acquisition d'Offico Immo.

(4) Les transferts comprennent principalement le reclassement du bâtiment Galilée de l'usage propre vers les immeubles de placement.

## 2. Juste valeur des immeubles de placement

(en milliers d'EUR)	2017	2018
<b>TOTAL</b>	<b>499,910</b>	<b>651,584</b>
Juste valeur soumise à évaluation indépendante	491,230	642,926
Juste valeur non soumise à évaluation indépendante	8,680	8,658

La juste valeur des immeubles de placement a augmenté en raison du reclassement du bâtiment Galilée de l'usage propre vers les immeubles de placement et de l'acquisition d'Offico Immo.

## 5.9. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Fait référence au tableau 5.12. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	Logiciels développés en interne	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>COÛT D'ACQUISITION AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2017</b>	<b>267 510</b>	<b>95 582</b>	<b>363 092</b>
Acquisitions <sup>(1)</sup>	62 993	23 490	86 482
Cessions	0	(13)	(13)
Modifications du périmètre de consolidation (entrées)	0	0	0
Transferts et annulations	(31 824)	0	(31 824)
<b>COÛT D'ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE 2017 (A)</b>	<b>298 679</b>	<b>119 059</b>	<b>417 738</b>
<b>AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2017</b>	<b>(168 609)</b>	<b>(71 942)</b>	<b>(240 551)</b>
Amortissements cumulés	(168 609)	(71 942)	(240 551)
Dépréciations cumulées	0	0	0
Comptabilisés	(37 785)	(9 310)	(47 095)
Modifications du périmètre de consolidation (entrées)	0	0	0
Cessions	0	159	159
Transferts et annulations <sup>(2)</sup>	31 824	0	31 824
<b>AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017 (B)</b>	<b>(174 571)</b>	<b>(81 093)</b>	<b>(255 664)</b>
Amortissements cumulés	(170 689)	(81 093)	(251 781)
Dépréciations cumulées	(3 882)	0	(3 882)
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2017 (A)+(B)</b>	<b>124 108</b>	<b>37 966</b>	<b>162 074</b>

(1) Durant l'année, les coûts de logiciels développés en interne ont été capitalisés. Ces logiciels développés en interne sont relatifs à plusieurs projets IT en cours chez Belfius. Ces projets concernent la digitalisation et l'innovation continues des plateformes IT et des applications de Belfius.

(2) Les transferts et annulations comprennent essentiellement des annulations de logiciels développés en interne.

(en milliers d'EUR)	Logiciels développés en interne	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>COÛT D'ACQUISITION AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018</b>	<b>298 679</b>	<b>119 059</b>	<b>417 738</b>
Acquisitions <sup>(1)</sup>	56 733	31 129	87 862
Cessions	0	(773)	(773)
Modifications du périmètre de consolidation (entrées)	0	693	693
Transferts et annulations	0	(891)	(891)
<b>COÛT D'ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE 2018 (A)</b>	<b>355 412</b>	<b>149 216</b>	<b>504 628</b>
<b>AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018</b>	<b>(174 571)</b>	<b>(81 093)</b>	<b>(255 664)</b>
Amortissements cumulés	(170 689)	(81 093)	(251 781)
Dépréciations cumulées	(3 882)	0	(3 882)
Comptabilisés	(44 995)	(13 335)	(58 330)
Modifications du périmètre de consolidation (entrées)	0	(94)	(94)
Cessions	0	64	64
Transferts et annulations <sup>(2)</sup>	0	891	891
<b>AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 31 DÉCEMBRE 2018 (B)</b>	<b>(219 566)</b>	<b>(93 565)</b>	<b>(313 131)</b>
Amortissements cumulés	(215 684)	(93 419)	(309 103)
Dépréciations cumulées	(3 882)	(146)	(4 029)
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2018 (A)+(B)</b>	<b>135 846</b>	<b>55 651</b>	<b>191 497</b>

(1) Durant l'année, les coûts de logiciels développés en interne ont été capitalisés. Ces logiciels développés en interne sont relatifs à plusieurs projets IT en cours chez Belfius. Ces projets concernent la digitalisation et l'innovation continues des plateformes IT et des applications de Belfius.

(2) Les transferts et annulations comprennent essentiellement des annulations de logiciels développés en interne.

## 5.10. ÉCARTS D'ACQUISITION

Fait référence au tableau 5.13. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	Écarts d'acquisition positifs	
	2017	2018
COÛT D'ACQUISITION AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	129 886	129 886
COÛT D'ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE (A)	129 886	129 886
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	(25 920)	(25 920)
Amortissements cumulés	(25 920)	(25 920)
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 31 DÉCEMBRE (B)	(25 920)	(25 920)
Amortissements cumulés	(25 920)	(25 920)
Dépréciations cumulées	0	0
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE (A)+(B)	103 966	103 966

Les écarts d'acquisition positifs comprennent le goodwill sur Belfius Insurance.

Le test de dépréciation annuel ne nécessitait pas une dépréciation d'écarts d'acquisition. Ce test de dépréciation a été réalisé en comparant la valeur des fonds propres de Belfius Insurance à la « valeur utile ». Cette « valeur utile » a été déterminée selon un modèle de flux de trésorerie actualisés basé sur les données suivantes :

- plan financier pour 5 ans,
- taux d'actualisation : un coût de fonds propres de 10 % et
- un taux de croissance à long terme pour la Belgique de 0,5 %.

Il est à noter que le plan financier a seulement un impact limité sur le test de dépréciation. Les facteurs principaux sont la courbe d'actualisation et la croissance à long terme. Selon ce scénario, un surplus a pu être identifié. Notez qu'il n'y a pas eu de changements dans les paramètres par rapport à l'année passée.

Pour 2017 et 2018, tous les scénarios (allant d'un taux de croissance annuel de -2 % à 2 % et un taux d'actualisation de 6 % à 12 %) ont montré qu'une dépréciation n'était pas requise. Les hypothèses pour ces scénarios sont alignées sur les évolutions attendues des résultats inclus dans le plan financier et sur les conditions de marché pour le coût du capital. Une dépréciation ne sera nécessaire que si le coût de fonds propres exigé (courbe d'actualisation) passe à 17 % avec un taux de croissance de 0,0 %. Pour un coût de fonds propres de 10 %, une dépréciation deviendrait nécessaire en cas de taux de croissance de 13 %, après réalisation du plan financier.



## 5.11. ACTIFS FISCAUX DIFFÉRÉS

Fait référence au tableau 5.14. du rapport annuel 2017.

## 1. Analyse

(en milliers d'EUR)	31/12/17	01/01/18	31/12/18
Impôts différés – passif	(176 964)	(33 170)	(8 524)
Impôts différés – actif	357 586	439 142	364 329
<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS</b>	<b>180 623</b>	<b>405 972</b>	<b>355 805</b>
Actifs d'impôt différés non comptabilisés	(122 187)	(122 187)	(63 821)
<b>IMPÔT DIFFÉRÉ NET - ACTIF (PASSIF)</b>	<b>58 436</b>	<b>283 785</b>	<b>291 985</b>

## 2. Mouvements

(en milliers d'EUR)	2017	2018
<b>IFRS 9 DATE INITIALE D'APPLICATION IMPACT</b>		<b>225 349</b>
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER</b>	<b>132 970</b>	<b>283 785</b>
Mouvements de l'exercice		8 200
Charge/produit au compte de résultats	(59 835)	(47 483)
Éléments liés aux « Autres éléments du résultat global »	24 329	67 515
Impact du changement de taux d'imposition – compte de résultats	(105 920)	(16 826)
Impact du changement de taux d'imposition – fonds propres	66 892	4 712
Variation du périmètre de consolidation	0	282
Écarts de cours de change	0	0
Autres mouvements	0	0
<b>AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>58 436</b>	<b>291 985</b>

À la date initiale d'application, tout impact sur les fonds propres doit être comptabilisé net d'impôt. Par conséquent, on observe un impact sur les actifs et passifs d'impôt différés. Les impacts proviennent principalement de l'inversion de la réserve AFS gelée, de l'inversion

de la réserve AFS relative aux actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net selon la norme IAS 39, mais évalués au coût amorti selon IFRS 9, et à la diminution dans la comptabilité reflet.

## A. Impôt différé provenant d'actifs du bilan

(en milliers d'EUR)	31/12/17		31/12/18	
	Total	Dont impact en résultat	Total	Dont impact en résultat
Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance		(6 500)		
Actifs financiers disponibles à la vente	(844 275)	152 615		
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	0	0	0	0
Prêts et créances	134 412	(2 105)	17 537	(14 084)
Titres de créance			(113 860)	(20 878)
Fonds propres			0	0
Dérivés	(967 008)	(432 523)	(172 127)	675 687
Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	(849 259)	360 559	(1 099 456)	106 437
Investissements dans des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0
Autres	35 399	19 333	30 964	(4 497)
Immobilisations corporelles	12 344	(7 330)	10 093	(2 314)
Immobilisations incorporelles	23 046	22 842	20 575	(2 470)
Écarts d'acquisition			0	0
Autres actifs	9	3 821	296	287
Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées			0	0
<b>TOTAL</b>	<b>(2 490 731)</b>	<b>91 379</b>	<b>(1 336 942)</b>	<b>742 665</b>

## B. Impôt différé sur le résultat provenant de passifs du bilan

	31/12/17		31/12/18	
	Total	Dont impact en résultat	Total	Dont impact en résultat
(en milliers d'EUR)				
Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	4 012	(50 264)		
Caisse et avoirs des banques centrales			0	
Dettes envers et dépôts des établissements de crédit			0	
Dettes envers la clientèle			3 457	4 663
Titres de créance émis			7 288	7 288
Provisions techniques des sociétés d'assurances	251 812	7 097	69 014	(17 739)
Dérivés	2 205 153	(30 697)	1 352 422	(846 491)
Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	31 064	(39 457)	48 830	17 766
Autres	99 518	5 359	132 582	58 298
Provisions et passifs éventuels	83 865	3 605	118 872	59 092
Dettes subordonnées				
Autres passifs	15 653	1 754	13 710	(794)
Passifs inclus dans un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées				
<b>TOTAL</b>	<b>2 591 559</b>	<b>(107 962)</b>	<b>1 613 593</b>	<b>(776 215)</b>

	31/12/17		31/12/18	
	Total	Dont impact en résultat	Total	Dont impact en résultat
(en milliers d'EUR)				
Impôt différé provenant du bilan	100 828	(16 583)	276 651	(33 550)
Actifs d'impôt différés non comptabilisés - différences temporaires	(58 035)		(5 435)	0
<b>IMPÔT DIFFÉRÉ - DIFFÉRENCES TEMPORAIRES</b>	<b>42 793</b>	<b>(16 583)</b>	<b>271 216</b>	<b>0</b>

## C. Impôt différé provenant d'autres éléments

	31/12/17		31/12/18	
	Total	Dont impact en résultat	Total	Dont impact en résultat
(en milliers d'EUR)				
Pertes fiscales récupérables	79 794	(156 956)	79 154	(1 098)
Crédit d'impôt reporté	0	0	0	0
Entités ayant un statut fiscal spécial	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>79 794</b>	<b>(156 956)</b>	<b>79 154</b>	<b>(1 098)</b>
Actifs d'impôt différés non comptabilisés - pertes fiscales récupérables	(64 152)	0	(58 386)	0
<b>IMPÔT DIFFÉRÉ PROVENANT D'AUTRES ÉLÉMENTS APRÈS ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS - PERTES FISCALES RÉCUPÉRABLES<sup>(1)</sup></b>	<b>15 642</b>	<b>0</b>	<b>20 768</b>	<b>0</b>

(1) Les pertes fiscales reportées ont augmenté de EUR 5 millions à la suite de la reconnaissance des actifs d'impôt différés dans Belfius Ireland en raison des revenus attendus pour les années 2019-2021.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>TOTAL IMPÔT DIFFÉRÉ AVANT IMPÔTS DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS</b>	<b>180 623</b>	<b>355 805</b>
<b>TOTAL IMPÔT DIFFÉRÉ APRÈS IMPÔTS DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS</b>	<b>58 436</b>	<b>291 985</b>

## 3. Date d'expiration d'actifs d'impôts différés non comptabilisés

Nature	31/12/17				Total
	Moins d'un an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Échéance illimitée	
(en milliers d'EUR)					
Pertes fiscales récupérables	0	0	0	(64 152)	(64 152)
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(64 152)</b>	<b>(64 152)</b>

Nature	31/12/18				Total
	Moins d'un an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Échéance illimitée	
(en milliers d'EUR)					
Pertes fiscales récupérables	0	0	(365)	(58 021)	(58 386)
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(365)</b>	<b>(58 021)</b>	<b>(58 386)</b>

## 5.12. AUTRES ACTIFS

Fait référence au tableau 5.15. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	01/01/18	31/12/19
<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>773 888</b>	<b>773 888</b>	<b>771 861</b>
Produits à recevoir	62 741	62 741	134 028
Charges payées d'avance	23 544	23 544	37 613
Paiements en transit de la clientèle	647 259	647 259	565 044
Actifs de régimes de retraite	12 328	12 328	0
Contrats de construction à long terme	0	0	0
Stocks	3	3	18
Impôts d'exploitation	28 013	28 013	35 157
<b>AUTRES ACTIFS SPÉCIFIQUES AUX ACTIVITÉS D'ASSURANCE</b>	<b>450 342</b>	<b>173 412</b>	<b>178 341</b>
Part des réassureurs dans les provisions techniques <sup>(1)</sup>	276 930		
Créances résultant de transactions d'assurance directes	72 037	72 037	81 460
Autres actifs d'assurance <sup>(2)</sup>	101 375	101 375	96 881
Actifs d'assurance dépréciés	697	697	407
Moins :			
Dépréciation	(697)	(697)	(407)
<b>TOTAL</b>	<b>1 224 230</b>	<b>947 300</b>	<b>950 202</b>

(1) La ligne « Part des réassureurs dans les provisions techniques » est présenté séparément sous la nouvelle présentation du bilan et s'élève à EUR 99,9 millions au 31/12/18, par rapport à EUR 276,9 millions au 01/01/2018. Nous renvoyons à la note 6.5. « Provisions techniques des sociétés d'assurances » pour plus d'informations.

(2) Les autres actifs de (ré)assurance contiennent entre-autres les dépôts de réassurance qui sont donnés en garantie pour les provisions techniques de réassurance et les comptes courants avec des contreparties actives en réassurance.

### 5.13. ACTIFS NON COURANTS (GROUPE D'ACTIFS DESTINÉ À ÊTRE CÉDÉ) DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Fait référence au tableau 5.16. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39	01/01/18 IFRS 9	31/12/19 IFRS 9
Actifs de filiales détenus en vue de la vente	0	0	0
Actifs corporels et incorporels destinés à la vente	17 610	17 610	17 986
Opérations abandonnées	0	0	0
Autres actifs	1 172	1 172	1 061
<b>TOTAL</b>	<b>18 782</b>	<b>18 782</b>	<b>19 047</b>

### 5.14. CONTRATS DE LOCATION

Fait référence au tableau 5.17. du rapport annuel 2017.

#### 1. Belfius en tant que bailleur

##### A. Location-financement

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Investissement brut en location-financement		
À moins d'un an	863 620	915 098
> 1 an et ≤ 5 ans	1 672 321	1 790 480
> 5 ans	1 177 294	1 086 810
<b>SOUS-TOTAL (A)</b>	<b>3 713 235</b>	<b>3 792 388</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS NON ACQUIS SUR LOCATION-FINANCEMENT (B)</b>	<b>408 549</b>	<b>371 074</b>
<b>INVESTISSEMENT NET EN LOCATION-FINANCEMENT (A)+(B)</b>	<b>3 304 686</b>	<b>3 421 314</b>

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
L'investissement net en location-financement peut s'analyser comme suit :		
À moins d'un an	777 639	832 429
> 1 an et ≤ 5 ans	1 478 234	1 609 053
> 5 ans	1 048 814	979 832
<b>TOTAL</b>	<b>3 304 686</b>	<b>3 421 314</b>

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Montant des loyers conditionnels comptabilisé en résultat au cours de l'exercice	0	0
Montant des créances irrécouvrables sur locations-financements incluses dans la provision pour pertes sur prêts à la fin de l'exercice	45 387	60 320
Valeur résiduelle non garantie par les locataires	318 384	358 615
Juste valeur estimée des locations-financements	3 507 502	3 387 064
Provision cumulée pour loyers minimums irrécouvrables	24 225	26 442

Les actifs principaux en location-financement sont :

- immobilier tels que les immeubles de bureaux, l'immobilier commercial, l'immobilier industriel
- équipements de production
- voitures et camions, locomotives et navires
- équipements d'énergie alternative (ex. : des systèmes solaires).
- équipement informatique

## B. Locations simples

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Montant minimal des loyers futurs nets à recevoir au titre des locations simples irrévocables :		
À moins d'un an	25 057	28 595
> 1 an et ≤ 5 ans	100 712	122 508
> 5 ans	476 969	458 486
<b>TOTAL</b>	<b>602 738</b>	<b>609 590</b>
Montant des loyers conditionnels comptabilisé en résultat au cours de l'exercice	0	0

Les actifs les plus importants en location simple sont :

- l'immobilier
- les voitures et les camions
- l'équipement informatique

## 2. Belfius en tant que locataire

### A. Location-financement

Les montants engagés sont négligeables - voir note « 5.8. Immobilisations corporelles ».

### B. Locations simples

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Montant minimal des loyers futurs nets à payer au titre des locations simples irrévocables :		
À moins d'un an	8 342	8 156
> 1 an et ≤ 5 ans	28 533	29 505
> 5 ans	21 968	21 069
<b>TOTAL</b>	<b>58 843</b>	<b>58 730</b>
Montant minimal des recettes de sous-location attendues au titre de sous-locations irrévocables à la date du bilan :	4 462	3 184
Loyers et sous-loyers comptabilisés en charge au cours de l'exercice :		
Loyers minimums	7 790	8 154
Loyers conditionnels	0	0
Sous-loyers	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>7 790</b>	<b>8 154</b>

Les actifs principaux en location simple sont :

- équipement informatique
- voitures

## VI. NOTES SUR LES DETTES FIGURANT AU BILAN CONSOLIDÉ

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

### 6.1. CAISSE ET AVOIRS DES BANQUES CENTRALES

À noter qu'avec l'application de la norme IFRS 9, Belfius a profité de l'occasion pour revoir sa présentation au bilan. Belfius a choisi de présenter séparément les dettes envers les banques centrales selon IFRS 9 au lieu d'une présentation cumulative avec les dettes envers les établissements de crédit.

#### 1. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

Dettes envers les établissements de crédit (fait référence au tableau 6.1. du rapport annuel 2017)

##### Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Dépôts à vue	280 552
Dépôts à terme	745 574
Repos	1 811
Banques centrales	3 978 544
Cash collatéraux reçus	5 452 457
Autres emprunts	650 955
<b>TOTAL</b>	<b>11 109 893</b>

#### 2. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

##### Analyse par nature

Non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

(en milliers d'EUR)	Coût amorti		
	31/12/17	01/01/18	31/12/18
Dépôts	3 978 544	3 978 544	3 962 322
<b>TOTAL</b>	<b>3 978 544</b>	<b>3 978 544</b>	<b>3 962 322</b>

Le poste caisse et avoirs envers des banques centrales reste stable à EUR 4,0 milliards au 31 décembre 2018.

#### 3. Analyse par échéance et taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

#### 4. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

## 6.2. DETTES ENVERS ET DÉPÔTS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

À noter qu'avec l'application de la norme IFRS 9, Belfius a profité de l'occasion pour revoir sa présentation au bilan. Belfius a choisi de présenter séparément les dettes envers les banques centrales selon IFRS 9 au lieu d'une présentation cumulative avec les dettes envers les établissements de crédit.

### 1. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

Dettes envers les établissements de crédit (fait référence au tableau 6.1. du rapport annuel 2017)

#### A. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Dépôts à vue	280 552
Dépôts à terme	745 574
Repos	1 811
Banques centrales	3 978 544
Cash collatéraux reçus	5 452 457
Autres emprunts	650 955
<b>TOTAL</b>	<b>11 109 893</b>

### 2. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

#### A. Résumé

(en milliers d'EUR)	31/12/17	01/01/18	31/12/18
Évalués au coût amorti	7 131 349	7 131 349	5 866 810
Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>7 131 349</b>	<b>7 131 349</b>	<b>5 866 810</b>

#### B. Analyse par nature

Non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

(en milliers d'EUR)	Coût amorti	
	01/01/18	31/12/18
Dépôts à vue	280 552	95 167
Dépôts à terme	745 574	800 624
Repos	1 811	0
Cash collatéraux reçus	5 452 457	4 421 154
Autres emprunts	650 955	549 865
Créances résultant de location-financement	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>7 131 349</b>	<b>5 866 810</b>

Les dettes envers et dépôts des établissements de crédit diminuent de EUR 1,3 milliard, ou 17,7 %, à EUR 5,9 milliards au 31 décembre 2018, venant de EUR 7,1 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018, à la suite d'une

baisse de EUR 1,0 milliard du cash collatéral perçu en raison de l'évolution du marché des dérivés, et des comptes épargne pour EUR 0,2 milliard.

### 3. Analyse par échéance et taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

### 4. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.



## 6.3. DETTES ET DÉPÔTS

En raison de la nouvelle présentation du bilan (présentation plus détaillée du bilan de « Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat » à

- Dettes et dépôts à la juste valeur par le biais du résultat » ;
- Titres de créance émis et autres passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat » ; et
- « Produits liés aux Fonds de placement activités d'assurance », la présentation du 31 décembre 2017 est différente au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Nous nous référons aux tableaux de transition IFRS 9 pour une description détaillée. Il est à noter que Belfius a choisi de ne pas publier des tableaux comparatifs.

### 1. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

Dettes envers la clientèle (fait référence au tableau 6.2. du rapport annuel 2017)

#### Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Dépôts à vue	24 318 276
Comptes épargne	35 952 551
Dépôts à terme	8 908 989
Autres dépôts de la clientèle	7 033 386
<b>TOTAL DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE</b>	<b>76 213 201</b>
Repos	10 415
Autres emprunts	50 866
<b>TOTAL DES EMPRUNTS À LA CLIENTÈLE</b>	<b>61 282</b>
<b>TOTAL</b>	<b>76 274 483</b>

Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats (fait référence au tableau 6.4. du rapport annuel 2017)

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

#### Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Obligations émises par des entités publiques	61 496
Autres obligations	1 299
Repos	0
Actions	0
<b>TOTAL</b>	<b>62 796</b>

Passifs financiers désignés à la juste valeur

#### Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Passifs non subordonnés	6 232 343
Produits liés aux fonds de placement	2 597 572
<b>TOTAL</b>	<b>8 829 915</b>

## 2. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

### A. Résumé

(en milliers d'EUR)	01/01/18	31/12/18
Évalués au coût amorti	76 274 483	79 609 747
Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	53 669	51 563
<b>TOTAL</b>	<b>76 328 151</b>	<b>79 661 310</b>

### B. Analyse par nature

#### Non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

(en milliers d'EUR)	Coût amorti	
	01/01/18	31/12/18
Dépôts à vue	24 318 275	26 008 153
Comptes épargne	35 952 551	38 131 900
Dépôts à terme	8 908 989	7 984 047
Cash collatéraux	12 059	20 153
Autres dépôts de la clientèle	7 021 327	7 450 482
<b>TOTAL DÉPÔTS</b>	<b>76 213 201</b>	<b>79 594 736</b>
Repos	10 415	0
Autres emprunts	50 866	15 011
Créances résultant de location-financement	0	0
<b>TOTAL EMPRUNTS</b>	<b>61 282</b>	<b>15 011</b>
<b>TOTAL</b>	<b>76 274 483</b>	<b>79 609 747</b>

Les dettes et dépôts augmentent de EUR 3,3 milliards, ou 4,4 %, à EUR 79,7 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 76,3 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'augmentation des dettes envers et dépôts de

la clientèle s'explique par la croissance organique des comptes à vue et des comptes d'épargne.

#### Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

(en milliers d'EUR)	Passifs financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats	
	01/01/18	31/12/18
Dépôts	53 669	51 563
Autres emprunts	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>53 669</b>	<b>51 563</b>

## 3. Analyse par échéance et taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

## 4. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

## 6.4. TITRES DE CRÉANCE ÉMIS ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

En raison de la nouvelle présentation du bilan (présentation plus détaillée du bilan de « Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net » à

- « Dettes et dépôts » ;
- « Titres de créance émis et autres passifs financiers » ; et
- « Produits liés aux Fonds de placement activités d'assurance » ,

la présentation du 31 décembre 2017 est différente au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Nous nous référons aux tableaux de transition IFRS 9 pour une description détaillée. Il est à noter que Belfius a choisi de ne pas publier des tableaux comparatifs.

### 1. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

Dettes représentées par un titre (fait référence au tableau 6.3. du rapport annuel 2017)

#### Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Certificats de dépôt	4 834 442
Bons d'épargne	2 358 979
Obligations non convertibles	7 612 633
Obligations sécurisées (Covered Bonds)	7 221 010
<b>TOTAL</b>	<b>22 027 063</b>

Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats (fait référence au tableau 6.4. du rapport annuel 2017)

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

#### Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Obligations émises par des entités publiques	61 496
Autres obligations	1 299
Repos	0
Actions	0
<b>TOTAL</b>	<b>62 796</b>

Passifs financiers désignés à la juste valeur

#### Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Dettes non subordonnées	6 232 343
Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance	2 597 572
<b>TOTAL</b>	<b>8 829 915</b>

## 2. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

### A. Résumé

(en milliers d'EUR)	01/01/18	31/12/18
Évalués au coût amorti	22 027 063	19 274 694
Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	6 241 470	7 412 178
<b>TOTAL</b>	<b>28 268 533</b>	<b>26 686 872</b>

### B. Analyse par nature

#### Non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

(en milliers d'EUR)	Coût amorti	
	01/01/18	31/12/18
Certificats de dépôt	4 834 442	3 091 780
Bons d'épargne	2 358 979	1 754 812
Dettes non convertibles	7 612 633	5 697 953
Titres de créance convertibles - autres que des actions du groupe	0	0
Titres de créance convertibles en actions du groupe	0	0
Autres instruments dilutifs	0	0
Obligations sécurisées (covered bonds) <sup>(1)</sup>	7 221 010	8 730 149
<b>TOTAL</b>	<b>22 027 063</b>	<b>19 274 694</b>

Les titres de créance évalués au coût amorti diminuent de EUR 2,8 milliards, ou 12,5 %, à EUR 19,3 milliards au 31 décembre 2018, contre EUR 22,0 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018, en raison de l'échéance de certificats de dépôt et d'autres titres de créance, partiellement compensés par l'émission d'obligations sécurisées pour EUR 1,5 milliard en 2018.

#### (1) Les programmes obligations sécurisées (covered bonds) :

Belfius a deux programmes d'obligations sécurisées :

- le programme « Mortgage Pandbrieven », et
- le programme « Public Pandbrieven ».

Les actifs de couverture des « Mortgage Pandbrieven » sont principalement des crédits hypothécaires belges délivrés conformément à la loi sur le crédit hypothécaire (loi du 4 août 1992), par le réseau d'agences de Belfius. Les actifs de couverture des Public Pandbrieven se composent de crédits accordés aux entités du secteur public belge (communes, provinces, etc.).

Les investisseurs dans les « pandbrieven » (lettres de gages) belges ont une créance directe sur

- le patrimoine général de la banque émettrice (le remboursement des « pandbrieven » belges en intégralité est une obligation de la banque émettrice) et

→ le patrimoine spécifique qui est exclusivement réservé aux investisseurs dans les « pandbrieven » belges sous le programme spécifique auquel les actifs de couverture se rapportent et pour les réclamations des autres parties qui sont ou peuvent être identifiables à l'émission. Les actifs de couverture sont inscrits lors de leur enregistrement dans un registre tenu par l'émetteur.

Une description détaillée des actifs de couverture (y compris les montants d'encours et les caractéristiques des crédits inclus dans les actifs de couverture) est consultable dans le rapport de gestion « Gestion des risques » et dans l'annexe « 9.3. Information sur les charges pesant sur les actifs et collatéral reçu », ainsi que :

- concernant le programme Mortgage Pandbrieven à l'adresse <https://www.belfius.be/EN/debt-issuance/Belgian-mortgage-pandbrieven-programme/index.aspx>
- concernant le programme Public Pandbrieven à l'adresse <https://www.belfius.be/EN/debt-issuance/Belgian-public-pandbrieven-programme/index.aspx>

La valeur comptable de l'actif de couverture s'élève à EUR 10,9 milliards en décembre 2018 (contre EUR 9,5 milliards en décembre 2017). Cette augmentation s'explique par l'émission de EUR 1,5 milliard de Mortgage Pandbrieven en 2018. La valeur comptable de l'actif de couverture est comptabilisée dans les prêts et avances. Nous renvoyons également à la note 5.4.

## Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

	01/01/18			31/12/18		
	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur par le compte du résultats	Total	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur par le compte du résultats	Total
(en milliers d'EUR)						
Titres de créance émis		6 178 674	6 178 674		7 322 359	7 322 359
Titres de créance émis par des entités publiques (positions de trading)	61 496		61 496	89 748		89 748
Autres titres de créance (positions de trading)	1 299		1 299	71		71
Instruments de capitaux propres (positions de trading)	0		0	0		0
<b>TOTAL</b>	<b>62 796</b>	<b>6 178 674</b>	<b>6 241 470</b>	<b>89 819</b>	<b>7 322 359</b>	<b>7 412 178</b>

Les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats diminuent de EUR 1,2 milliard, ou 18,8 %, à EUR 7,4 milliard au 31 décembre 2018, contre EUR 6,2 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018, à la suite des nouvelles émissions de titres de créance (structurés) pour les clients particuliers, partiellement compensées par les titres de créance arrivés à maturité.

La rubrique « Passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat » est actuellement utilisée dans les situations suivantes :

- pour les activités d'assurance : principalement les contrats d'assurance « Branche 23 » (en unités de compte). Le rendement des parts du fonds d'investissement sous-jacent revient intégralement à l'assuré.
- pour les activités bancaires : afin d'éliminer ou de réduire significativement une incohérence de valorisation ou de comptabilisation entre les instruments de dettes et leurs couvertures, qui autrement apparaîtrait.

La méthodologie à appliquer afin de déterminer la juste valeur des « Passifs financiers désignés à la juste valeur » est décrite dans la note 9.1.

### 3. Analyse par échéance et taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

### 4. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

## 6.5. PROVISIONS POUR ACTIVITÉS D'ASSURANCES

Fait référence au tableau 6.5. du rapport annuel 2017.

En raison de l'application de la norme IFRS 9 (réévaluation), les chiffres du 31 décembre 2017 sont différents du solde d'ouverture du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Nous nous référons aux tableaux de transition IFRS 9 pour une description détaillée. Il est à noter que Belfius a choisi de ne pas publier des tableaux comparatifs.

Il est à noter que Belfius a choisi de présenter les chiffres relatifs aux provisions techniques, y compris les transactions intragroupe entre la banque et les entités d'assurance, car celles-ci concernent principalement les contrats d'assurance conclus entre la banque et les entités d'assurance du groupe et les commissions de distribution que l'assureur verse à la Banque.

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39	01/01/18 IFRS 9	31/12/18 IFRS 9
<b>RÉSERVES BRUTES</b>			
Dans le bilan consolidé (tel que présenté au bilan)	15 149 692	14 583 630	13 907 770
Transactions intragroupe	10 180	10 180	12 592
Réserves brutes incluant les transactions intragroupe	15 159 873	14 593 810	13 920 361

## 1. Contrats d'assurance vie

### A. Provisions techniques brutes

	31/12/17		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD <sup>(1)</sup>	Total
(en milliers d'EUR)			
<b>PROVISIONS D'ASSURANCE VIE</b>	<b>4 741 747</b>	<b>8 264 624</b>	<b>13 006 372</b>
Provision en application des résultats LAT (Liability Adequacy Test)	0	0	0
Provision en application des corrections du shadow accounting	63 311	563 424	626 735
Variation à la suite des modifications du périmètre de consolidation IFRS 5	0	0	0
<b>TOTAL PROVISION BRUTE D'ASSURANCE VIE</b>	<b>4 805 059</b>	<b>8 828 048</b>	<b>13 633 107</b>
Provision de sinistres	59 915	48 088	108 003
Provision pour participation aux bénéfices	78 987	90 969	169 956
Provision pour primes non acquises (UPR)	0	0	0
Autres provisions techniques	3 436	0	3 436
Variation à la suite des modifications du périmètre de consolidation IFRS 5	0	0	0
<b>TOTAL PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES VIE</b>	<b>4 947 398</b>	<b>8 967 105</b>	<b>13 914 503</b>

(1) Éléments de participation discrétionnaire (EPD).

	01/01/18			31/12/18		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD <sup>(1)</sup>	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD <sup>(1)</sup>	Total
(en milliers d'EUR)						
<b>PROVISIONS D'ASSURANCE VIE</b>	<b>4 741 747</b>	<b>8 264 624</b>	<b>13 006 372</b>	<b>4 542 627</b>	<b>7 831 039</b>	<b>12 373 665</b>
Provision en application des résultats LAT (Liability Adequacy Test)			0			0
Provision en application des corrections du shadow accounting	60 674	0	60 674	21 902	0	21 902
Variation à la suite des modifications du périmètre de consolidation IFRS 5			0	0	0	0
<b>TOTAL PROVISION BRUTE D'ASSURANCE VIE</b>	<b>4 802 421</b>	<b>8 264 624</b>	<b>13 067 046</b>	<b>4 564 529</b>	<b>7 831 039</b>	<b>12 395 568</b>
Provision de sinistres	59 915	48 088	108 003	59 467	42 792	102 259
Provision pour participation aux bénéfices	78 987	90 969	169 956	62 498	83 406	145 904
Provision pour primes non acquises (UPR)	0	0	0			0
Autres provisions techniques	3 436	0	3 436	139	0	139
Variation à la suite des modifications du périmètre de consolidation IFRS 5	0	0	0			0
<b>TOTAL PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES VIE</b>	<b>4 944 759</b>	<b>8 403 681</b>	<b>13 348 441</b>	<b>4 686 633</b>	<b>7 957 237</b>	<b>12 643 869</b>

(1) Éléments de participation discrétionnaire (EPD).

Les provisions techniques brutes Vie ont diminué de EUR 705 millions passant de EUR 13,3 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à EUR 12,6 milliards au 31 décembre 2018. Une évolution qui peut être expliquée comme suit :

→ La principale raison de cette baisse est due au fait que les conditions de marché difficiles (taux d'intérêt bas persistants et taxes d'assurance élevées) ne sont pas favorables aux produits d'investissement Vie. Belfius offre ainsi à de plus en plus de clients la possibilité de passer à des formes d'investissement alternatives, y compris sous la forme de produits purement Branche 23 ou mixte 44. En conséquence, une partie substantielle des contrats venus à échéance en 2018 n'a pas été réinvestie dans des assurances de placement de la Branche 21.

→ Les provisions techniques Vie diminuent de EUR 348 millions à la suite du règlement d'un fonds cantonné. Les réserves en application des corrections de la comptabilité reflet ont diminué de EUR 39 millions ;

→ une diminution de la provision pour participation bénéficiaire discrétionnaire de EUR 24 millions à EUR 146 millions (voir ci-après) ;

→ En 2018, Belfius a défini son RAF (Risk Appetite Framework) pour sa politique de provisions Vie sous IFRS. L'application du RAF a confirmé que les provisions techniques Vie étaient plus que suffisantes. Belfius Insurance a évalué les provisions techniques Vie conformément à ce RAF, prenant en compte les incertitudes, les risques du modèle et les sensibilités qui subsistent. Cela s'est traduit par un impact positif de EUR 45 millions.

Les réserves totales en application de la comptabilité reflet s'élèvent à EUR 22 millions au 31 décembre 2018, contre EUR 61 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Un montant de EUR 22 millions a été transféré depuis les Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats à la réserve technique Vie en appliquant la comptabilité reflet (shadow accounting) aux contrats d'assurance auxquels sont attachés des fonds gérés de façon distincte sur le plan administratif et dont l'actif est cantonné. En outre, la nécessité a été analysée de procéder à un ajustement shadow loss pour les « Autres dettes représentées par un titre et instruments fonds propres, évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » figurant en couverture des provisions techniques. À cet égard, l'influence sur l'évaluation des réserves techniques est déterminée dans le cas où les Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats mais repris sur le bilan sont effectivement réalisés et réinvestis aux conditions actuelles du marché. Cette analyse démontre que la juste valeur des obligations vie (best estimate) sont plus élevées que les provisions techniques Vie comptabilisées, mais que la différence ne dépasse pas les plus-values des gains ou pertes non comptabilisées (en IFRS) dans le compte de résultats et pas repris sur le bilan. En conséquence, il n'est pas nécessaire de procéder à un ajustement shadow loss pour l'exercice 2018. À la suite de l'application d'IFRS 9 et des choix de modèles économiques faits par Belfius, des plus-values exprimées sur le bilan sous l'application d'IAS39 ne sont plus présentées en appliquant IFRS 9.

La participation bénéficiaire discrétionnaire est un droit contractuel, mais conditionnel, de percevoir, en sus du rendement garanti, des avantages complémentaires. Lors de l'établissement du business plan annuel, la participation bénéficiaire conditionnelle totale fait l'objet d'une estimation, que l'entreprise a choisi d'inscrire au bilan. Les règles d'évaluation stipulent que la partie de cette estimation pour laquelle aucune provision technique n'a été comptabilisée dans le compte de résultats doit être présentée au bilan sous une rubrique distincte des fonds propres.

La provision pour participation discrétionnaire reprise dans les réserves techniques vie diminue de EUR 25 millions et s'élève à EUR 170 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018 par rapport à EUR 146 millions au 31 décembre 2018.

L'évolution de la provision pour participation bénéficiaire de l'année en cours, de 29 millions d'EUR au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à EUR 22 millions au 31 décembre 2018, est en grande partie attribuable à la baisse de la distribution discrétionnaire des bénéfices au sein des fonds cantonnés, partiellement compensée par une augmentation de la participation aux bénéfices pour les produits de la Branche 44 et pour les assurances vie pour les travailleurs indépendants. L'évolution de l'élément de participation bénéficiaire discrétionnaire pour les années à venir inclus dans la réserve de participation bénéficiaire diminue de EUR 141 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à EUR 122 millions au 31 décembre 2018 à la suite de l'allocation de la réserve pour l'attribution de la participation bénéficiaire de l'exercice en cours.

Au 31 décembre 2018 la participation bénéficiaire discrétionnaire totale est estimée à EUR 201 millions dont EUR 22 millions font partie du plan de participation bénéficiaire 2018 et EUR 179 millions sont le résultat d'une estimation pour les années futures. De l'estimation de EUR 179 millions relative aux années à venir, EUR 122 millions étaient inclus dans les provisions techniques par le biais du compte de résultats. Le solde de EUR 57 millions a été inclus dans les fonds propres.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la participation bénéficiaire discrétionnaire totale est estimée à EUR 170 millions, dont EUR 29 millions font partie du plan de participation bénéficiaire 2017, et EUR 141 millions sont le résultat d'une estimation pour les années futures. Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'estimation totale de la participation bénéficiaire discrétionnaire est entièrement incluse dans les provisions techniques par le biais du compte de résultats. Une provision complémentaire a été constituée en 2017 en ce qui concerne la participation aux bénéfices discrétionnaires futures (EUR 85 millions) à la suite de la réalisation de plus-values sur le segment Vie. À ce titre, une convention comptable est garantie en vertu de laquelle les résultats de placement destinés à la participation aux bénéfices sont attribués à l'exercice au cours duquel ils sont effectivement attribués aux titulaires de polices.

La provision pour participation discrétionnaire future passe de EUR 141 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à EUR 179 millions au 31 décembre 2018 en raison de l'augmentation des volumes qui, conformément au plan de participation aux bénéfices approuvé par le conseil d'administration, pourraient donner lieu à un droit de participation discrétionnaire dans le futur.

## B. Part des réassureurs

	31/12/17		Total
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD <sup>(1)</sup>	
(en milliers d'EUR)			
Part des réassureurs dans les provisions Vie	172 203	0	172 203
Part des réassureurs dans la provision pour sinistres à payer	1 508	0	1 508
Part des réassureurs dans la provision pour primes non acquises (UPR)	0	0	0
Part des réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices	5 383	0	5 383
Part des réassureurs dans les autres provisions techniques	1 662	0	1 662
<b>TOTAL PART DES RÉASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES « VIE »</b>	<b>180 757</b>	<b>0</b>	<b>180 757</b>

(1) Éléments de participation discrétionnaire (EPD).



	01/01/18			31/12/18		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD <sup>(1)</sup>	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD <sup>(1)</sup>	Total
(en milliers d'EUR)						
Part des réassureurs dans les provisions Vie	172 203	0	172 203	11 935	0	11 935
Part des réassureurs dans la provision pour sinistres à payer	1 508	0	1 508	455	0	455
Part des réassureurs dans la provision pour primes non acquises (UPR)	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices	5 383	0	5 383	0	0	0
Part des réassureurs dans les autres provisions techniques	1 662	0	1 662	0	0	0
<b>TOTAL PART DES RÉASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES « VIE »</b>	<b>180 757</b>	<b>0</b>	<b>180 757</b>	<b>12 390</b>	<b>0</b>	<b>12 390</b>

(1) Éléments de participation discrétionnaire (EPD).

La part totale des réassureurs dans les provisions techniques Vie diminue de EUR 169 millions, passant ainsi de EUR 181 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à EUR 12 millions au 31 décembre 2018, à la suite

du transfert sortant d'un fonds cantonné dont 50 % des risques sous-jacents étaient réassurés.

### C. Élément discrétionnaire des participations aux bénéfices pris dans les fonds propres

	31/12/17		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD <sup>(1)</sup>	Total
(en milliers d'EUR)			
Élément discrétionnaire des participations aux bénéfices nets pris dans les fonds propres	0	0	0

(1) Éléments de participation discrétionnaire (EPD).

	01/01/18			31/12/18		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD <sup>(1)</sup>	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD <sup>(1)</sup>	Total
(en milliers d'EUR)						
Élément discrétionnaire des participations aux bénéfices nets pris dans les fonds propres	0	0	0	0	41 850	41 850

(1) Éléments de participation discrétionnaire (EPD).

L'élément de participation discrétionnaire des contrats d'assurance est passé à EUR 42 millions au 31 décembre 2018 contre EUR 0 au 1<sup>er</sup> janvier 2018. La provision pour participation discrétionnaire future au 1<sup>er</sup> janvier 2018 a été intégralement incluse dans les provisions techniques par le biais du compte de résultat. La provision

pour participation discrétionnaire future passe de EUR 141 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à EUR 179 millions au 31 décembre 2018 en raison de l'augmentation des volumes qui, conformément au plan de participation aux bénéfices, pourraient donner lieu à un droit de participation discrétionnaire dans le futur.

## D. Réconciliation des variations dans les provisions Vie

(en milliers d'EUR)	2017			2018		
	Montant brut des contrats	Montant de réassurance	Montant net	Montant brut des contrats	Montant de réassurance	Montant net
IFRS 9 DATE INITIALE D'APPLICATION IMPACT				(566 061)	0	(566 061)
PROVISION D'ASSURANCE VIE AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	14 584 885	158 947	14 425 937	13 067 046	172 203	12 894 843
Remboursement fonds cantonné	0	0	0	(348 019)	(174 593)	(173 425)
Primes nettes reçues/primes à recevoir	576 557	19 345	557 212	601 496	20 509	580 987
Provisions additionnelles en application du shadow accounting	(146 911)	0	(146 911)	(38 771)	0	(38 771)
Provisions additionnelles en application des résultats du LAT (Liability Adequacy Test)	0	0	0	0	0	0
Sinistres payés	(1 616 762)	(4 837)	(1 611 925)	(1 063 194)	(5 251)	(1 057 944)
Résultats Vie et Décès	(78 943)	1 628	(80 570)	(84 763)	11 362	(96 125)
Allocation des intérêts techniques	326 882	1 189	325 693	288 869	1 528	287 341
Autres variations	(12 601)	(4 069)	(8 532)	(27 095)	(13 823)	(13 272)
Variation à la suite des modifications du périmètre de consolidation IFRS 5	0	0	0	0	0	0
<b>PROVISION D'ASSURANCE VIE AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>13 633 107</b>	<b>172 203</b>	<b>13 460 904</b>	<b>12 395 568</b>	<b>11 935</b>	<b>12 383 633</b>

## E. Répartition de la provision selon le taux de garantie

(en milliers d'EUR)	Répartition des réserves <sup>(1)</sup>			
	31/12/17		31/12/18	
Pourcentage d'intérêt garanti				
> 4,00 %	1 445 155	11 %	1 215 524	10 %
≤ 4,00 %	856 509	7 %	852 235	7 %
≤ 3,50 %	1 329 063	10 %	1 199 195	10 %
≤ 3,00 %	2 971 122	23 %	2 613 583	21 %
≤ 2,50 %	1 491 056	11 %	1 304 083	11 %
≤ 2,00 %	1 610 555	12 %	1 705 485	14 %
≤ 1,50 %	628 925	5 %	590 844	5 %
≤ 1,00 %	1 313 998	10 %	1 367 008	11 %
≤ 0,50 %	923 006	7 %	1 044 214	8 %
Égal à 0 %	203 769	2 %	284 670	2 %
Autres	233 214	2 %	196 825	2 %
<b>TOTAL</b>	<b>13 006 372</b>	<b>100 %</b>	<b>12 373 666</b>	<b>100 %</b>

(1) Montant brut des provisions techniques Vie, hors ajustements liés à la comptabilité reflet (shadow accounting).

## 2. Contrats d'assurance Non-Vie

### A. Provisions techniques brutes

(en milliers d'EUR)	31/12/17	01/01/18	31/12/18
Provision pour sinistres à payer	953 050	953 050	969 238
Provision pour frais internes de règlement de sinistres (ULAE)	42 339	42 339	47 789
Provision pour découvert de primes (Non-Vie LAT)			
Provisions pour sinistres survenus non signalés (IBNR)	79 800	79 800	82 709
<b>PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES</b>	<b>1 075 189</b>	<b>1 075 189</b>	<b>1 099 735</b>
Autres provisions techniques	36 333	36 333	36 799
Provision pour participation aux bénéfices	1 362	1 362	1 701
Provision pour primes non acquises (UPR)	132 486	132 486	138 256
<b>TOTAL PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES « NON-VIE »</b>	<b>1 245 370</b>	<b>1 245 370</b>	<b>1 276 492</b>

Les provisions techniques Non-Vie augmentent de EUR 32 millions à EUR 1,3 milliard au 31 décembre 2018 à la suite de la croissance de l'activité Non-Vie.

### B. Part des réassureurs

(en milliers d'EUR)	31/12/17	01/01/18	31/12/18
Part des réassureurs dans la provision pour sinistres à payer	93 316	93 316	87 044
Part des réassureurs dans la provision pour frais internes de règlement de sinistres (ULAE)			
Part des réassureurs dans IBNR			
<b>PART DES RÉASSUREURS</b>	<b>93 316</b>	<b>93 316</b>	<b>87 044</b>
Part des réassureurs dans les autres provisions techniques	295	295	253
Part des réassureurs dans la provision pour primes non acquises (UPR)	2 563	2 563	215
<b>TOTAL PART DES RÉASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES « NON-VIE »</b>	<b>96 174</b>	<b>96 174</b>	<b>87 513</b>

### C. Réconciliation des variations dans la provision pour sinistres à payer

(en milliers d'EUR)	2017			2018		
	Montant brut des contrats	Montant de réassurance	Montant net	Montant brut des contrats	Montant de réassurance	Montant net
<b>PROVISION POUR SINISTRES À PAYER AU 1<sup>ER</sup> JANVIER</b>	<b>1 018 900</b>	<b>91 862</b>	<b>927 038</b>	<b>1 075 188</b>	<b>93 315</b>	<b>981 873</b>
Païement de sinistres d'années antérieures	(140 888)	(9 915)	(130 973)	(174 100)	(4 679)	(169 421)
Variations de sinistres d'années antérieures	(53 879)	7 499	(61 378)	(57 606)	(5 582)	(52 024)
Dettes pour les sinistres de l'année	251 055	3 870	247 186	256 252	3 989	252 263
<b>PROVISION POUR SINISTRES À PAYER AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>1 075 188</b>	<b>93 315</b>	<b>981 873</b>	<b>1 099 735</b>	<b>87 044</b>	<b>1 012 691</b>

## 6.6. PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

(fait référence au tableau 6.6. du rapport annuel 2017)

En raison de l'application de la norme IFRS 9 (dépréciation), un impact sur les « provisions pour engagements donnés hors bilan » peut être constaté. En conséquence, les chiffres du 31 décembre 2017 sont différents de ceux du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Nous nous référons aux tableaux de transition IFRS9 pour une description détaillée. Il est à noter que Belfius a choisi de ne pas publier des tableaux comparatifs.

## 1. Analyse des mouvements

	Retraites et autres avantages salariés	Autres avantages à long terme du personnel	Restructurations <sup>(1)</sup>	Provisions pour litiges juridiques et impôt <sup>(2)</sup>	Contrats onéreux	Dépréciations sur garanties financières et engagements donnés	Autres provisions	Total
(en milliers d'EUR)								
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2017</b>	<b>207 801</b>	<b>22 126</b>	<b>97 778</b>	<b>37 494</b>	<b>2 010</b>	<b>11 514</b>	<b>33 519</b>	<b>412 243</b>
Provisions complémentaires	27 586	4 939	5 663	73 786	0	1 992	7 470	121 435
Montants utilisés	(46 865)	(1 239)	(39 989)	(514)	(2 010)	0	(4 486)	(95 103)
Montants non utilisés annulés	(785)	(53)	(1 087)	(328)	0	(4 958)	(2 189)	(9 400)
Transferts	15 984	0	0	0	0	0	(930)	15 054
Réévaluation des plans de pension <sup>(3)</sup>	(18 784)	0	0	0	0	0	0	(18 784)
Écarts de cours de change	0	0	0	0	0	(146)	0	(146)
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>184 937</b>	<b>25 774</b>	<b>62 365</b>	<b>110 437</b>	<b>0</b>	<b>8 401</b>	<b>33 385</b>	<b>425 300</b>

(1) La provision pour restructuration est utilisée conformément aux plans convenus et est révisée annuellement et ajustée, si nécessaire, si la réalité diffère des hypothèses retenues (par exemple, nombre plus élevé de personnes quittant l'entreprise, inflation, données sur les retraites...). Ceci est fait pour s'assurer que Belfius puisse continuer à remplir ses obligations liées aux contrats de travaux existants.

(2) La « Provision pour litiges juridiques » contient principalement des montants provisionnés pour des règlements potentiels de litiges avec des tiers, voir ci-dessous.

(3) Une diminution à la suite de la réévaluation du régime à prestations définies est à noter en raison d'un taux d'actualisation légèrement supérieur par rapport à la fin de l'exercice 2016 à la suite de l'augmentation des taux d'intérêt et du rendement favorable des actifs du fonds de pension.

	Retraites et autres avantages salariés	Autres avantages à long terme du personnel	Restructurations <sup>(1)</sup>	Provisions pour litiges juridiques et impôt	Contrats onéreux <sup>(2)</sup>	Dépréciations sur garanties financières et engagements donnés <sup>(3)</sup>	Autres provisions	Total
(en milliers d'EUR)								
<b>IFRS 9 DATE INITIALE D'APPLICATION IMPACT</b>						<b>112 864</b>		<b>112 864</b>
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018</b>	<b>184 937</b>	<b>25 774</b>	<b>62 365</b>	<b>110 437</b>	<b>0</b>	<b>121 266</b>	<b>33 385</b>	<b>538 164</b>
Provisions complémentaires	57 422	2 544	19 028	8 292	6 498	119 123	4 305	217 211
Montants utilisés	(45 474)	(1 501)	(28 148)	(8 712)	(1 875)	0	(11 080)	(96 789)
Montants non utilisés annulés	(2 917)	(213)	(4 201)	(1 212)	0	(101 173)	(4 428)	(114 145)
Transferts	(12 496)	0	0	0	0	0	0	(12 496)
Réévaluation des plans de pension <sup>(4)</sup>	94 427	0	0	0	0	0	0	94 427
Écarts de cours de change	0	0	0	0	0	380	0	380
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2018</b>	<b>275 898</b>	<b>26 604</b>	<b>49 044</b>	<b>108 805</b>	<b>4 624</b>	<b>139 595</b>	<b>22 182</b>	<b>626 752</b>

(1) En 2018, une provision de restructuration de EUR 5 millions a été reconnue à la suite de la décision de Belfius Insurance de concentrer ses activités wholesale NON-VIE sur le segment du secteur social via la distribution directe et de mettre en run-off les activités wholesale Non-Vie vis-à-vis des autres institutions et clients corporate réalisées via le canal des courtiers et de la distribution bancaire. Les ressources ainsi libérées pourront être attribuées aux activités Non-Vie des clients PME vendues via son propre canal de distribution (Banque et Les AP). Dans le cadre de la révision annuelle des plans de restructuration chez Belfius Banque, il y a une augmentation de EUR 11 millions.

(2) Au cours de l'exercice 2018, un contrat déficitaire a été comptabilisé sur un litige contractuel.

(3) À la suite de l'application de la norme IFRS 9, on a reconnu des dépréciations sur Engagements de crédit, garanties financières et engagements donnés. Les tableaux de transition IFRS 9 donnent des informations plus détaillées. Pour plus de détails, nous renvoyons également au tableau « 9.2.8. Dépréciations des risques de crédit des passifs ».

(4) Par rapport à 2017, une diminution des autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en pertes et profits a été constatée. Celle-ci est attribuée à la réévaluation des plans de pension en raison d'un rendement négatif des actifs des plans, d'une part, et de la réévaluation d'un plan de pension, d'autre part, pour lequel Belfius Banque n'est pas en mesure d'évaluer de manière appropriée la juste valeur du portefeuille d'actifs sous-jacents du fonds cantonné, à fin 2018, en l'absence de données récentes (pour plus d'informations sur le sujet, se référer à la rubrique « Litiges juridiques » ci-après).

## 2. Avantages postérieurs à l'emploi

En Belgique, chaque employé bénéficie du régime légal de retraite. En outre, Belfius offre à ses employés des régimes de prestations de retraite et, dans certains cas, rembourse certains frais médicaux d'employés retraités.

La dette relative à ces avantages est calculée et comptabilisée dans les comptes selon la méthodologie donnée par IAS 19.

Étant donné que Belfius octroie des plans de pension à des employés principalement situés en Belgique, les avantages de retraite sont sujets à la pratique du marché belge et aux règlements en vigueur en Belgique (les plans à l'étranger ne sont pas substantiels).

Belfius Banque a des obligations sur la base de plusieurs plans de pension à prestations définies.

Les régimes de retraite sont principalement réglés par le paiement d'une somme forfaitaire, bien qu'il soit possible de choisir le paiement sous la forme de rente.

### Plans de pension complémentaire

La législation du 18/12/2015 en vue d'assurer la viabilité et le caractère social des retraites complémentaires et de renforcer la complémentarité en ce qui concerne la pension de retraite légale couvre les taux d'intérêt garantis par l'employeur sur les contributions des régimes à cotisations définies, la date du paiement de la pension complémentaire et interdit toutes les dispositions qui permettent une anticipation favorable. De plus, les mesures transitoires applicables pour les travailleurs les plus âgés ont été intégrées dans le calcul des dettes. Les modifications dans la législation ont entraîné un calcul différent pour les obligations de prestations en matière de retraite.

Au cours de 2018, des négociations ont eu lieu avec les partenaires sociaux dans le cadre du projet « Drive 2020 ». En ce qui concerne la partie rémunération, un accord de principe a été signé par quelques syndicats. Cet accord de principe sera concrétisé au cours de 2019 au sein des CCT. Vu que l'accord de principe prévoit une évolution du salaire basée sur de nouveaux critères, il est possible que l'obligation des plans de pension soit adaptée dans le futur.

### Plans à prestations définies (=DB= defined benefit)

Pour les régimes de retraite à prestations définies, l'avantage à terme pour l'employé est fonction de différents éléments tels que le nombre d'années de travail presté et son dernier salaire.

Avant 2007, tous les plans de pensions de Belfius étaient des régimes de retraite à prestations définies, qui variaient selon la date d'entrée en service et selon l'entité à laquelle les employés appartenaient.

Depuis le 01/01/2007, les nouveaux employés de Belfius Banque ne sont plus affiliés à un régime de retraite à prestations définies. À partir de ce moment, un plan à cotisations définies a été introduit pour les nouveaux employés.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2013, les plans de pension à prestations définies de la Banque Belfius ont été fermés. À partir de cette date, les employés sont dans le plan à contributions définies existant. Depuis cette date, les plans à prestations définies de Belfius Banque sont gérés de manière dynamique de telle manière que l'avantage final pour les employés ne varie qu'en fonction du salaire sans pouvoir constituer de droit complémentaire dépendant des années de travail presté.

Belfius Insurance a connu une évolution similaire à celle de Belfius Banque. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007, les nouveaux employés sont entrés dans un plan de pension à contributions définies, mais les employés entrés avant cette date ont conservé leur plan à prestations définies existant et continuent donc à pouvoir revendiquer les droits de ces plans à prestations définies. La plupart des plans de pension de Belfius Insurance sont assurés en interne et, par conséquent, les actifs du plan ne sont pas inclus dans le rapport sur les obligations de la pension nettes.

### Plans à contributions définies (= DC = Defined Contribution)

Pour les plans à contributions définies, l'avantage final est déterminé par les cotisations de l'employeur et du travailleur, d'une part, et par l'investissement et le rendement réalisé, d'autre part.

La législation belge prévoit, pour les plans à contributions définies belges, un rendement minimum garanti sur les cotisations de l'employeur et du travailleur.

Ce rendement obligatoire implique que les plans à contributions définies belges soient des plans à prestations définies au sens de l'IAS 19.

Il existe divers plans à contributions définies au sein de Belfius Banque. Le plan principal est financé par les contributions de l'employeur et de l'employé. Les contributions de l'employeur sont fonction de l'ancienneté et du salaire. Les contributions des employés sont un pourcentage déterminé du salaire. Ces plans à contributions définies de Belfius Banque sont tous gérés dans un OFP (organism for financing of pensions).

Belfius Insurance et Corona disposent également de plans de retraite à contributions définies (Branche 21) pour leurs employés (internal insured plans).

Le rendement minimum garanti dont l'employeur est responsable à terme a sensiblement changé en 2016 à la suite de la nouvelle législation.

Si le régime de retraite est géré par une assurance groupe Branche 21, la méthode horizontale est d'application. Les contributions sont toujours soumises à la garantie initiale de l'employeur jusqu'au paiement final. Cela signifie que les réserves déjà constituées jusqu'au 31/12/2015 gardent leur garantie existante de 3,75 % sur les contributions de l'employé et 3,25 % sur les contributions employeur jusqu'à la date de départ. Pour les cotisations faites après le 01/01/2016, la garantie est devenue variable de 1,75 %. Dans le futur, la garantie peut varier en fonction du taux d'intérêt de l'OLO 10 ans.

Pour les plans à contributions définies de Belfius Insurance et Corona, la méthode horizontale est d'application.

Pour les plans à contributions définies qui sont gérés par un OFP, la méthode verticale est d'application. Cela signifie que la garantie existante de 3,25 % sur les contributions de l'employeur et de 3,75 % sur les contributions de l'employé n'est valable que jusqu'au 31/12/2015.

Pour les années 2016, 2017 et 2018, les réserves accumulées ainsi que les nouvelles contributions se verront appliquer le taux d'intérêt garanti variable minimum de l'employeur (1,75 %).

Les plans à contributions définies avec un minimum garanti (DC min garanti) sont traités dans les états financiers consolidés comme des plans à prestations définies (DB).

Les obligations de ces plans sont calculées selon la méthode des « unités de crédit projetées ».

Les pourcentages des contributions au plan DC de Belfius Banque et au plan DC de Corona augmentent avec l'ancienneté. Ainsi, l'avantage attendu à la fin de la carrière tient compte du paiement des contributions futures et de l'augmentation de salaire jusqu'au paiement final.

Pour les autres plans DC de Belfius (Belfius Banque conso), le calcul des prestations relatif à la durée de service déjà presté est uniquement basé sur les contributions déjà versées. L'avantage estimé en fin de période a été actualisé en utilisant le taux d'actualisation applicable.

Dans tous les cas, si le montant de l'obligation de prestation déterminée selon la méthode décrite ci-dessus, est plus faible que le compte de retraite individuel ou les avantages à la fin de l'année compte tenu du rendement garanti par l'employeur, alors la plus importante de ces 3 valeurs est reprise dans les obligations de Belfius.

## A. Variation du passif (actif) net des plans à prestations définies

(en milliers d'EUR)	Valeur actualisée des plans de pension	Juste valeur des actifs des régimes <sup>(1)</sup>	Déficit/ (excédent)	Plafond de l'actif	Passif (Actif) net
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2017</b>	<b>1 914 028</b>	<b>(1 748 219)</b>	<b>165 809</b>	<b>41 991</b>	<b>207 800</b>
Coût des services					
Coût des services rendus dans l'année	53 179	0	53 179	0	53 179
Coût des services passés et (gains)/pertes sur liquidation <sup>(2)</sup>	(27 462)	0	(27 462)	0	(27 462)
Frais administratifs	0	2 343	2 343	0	2 343
Intérêts perçus - Intérêts payés	30 790	(28 286)	2 504	723	3 227
<b>(A) CHARGES ET PRODUITS RECONNUS DANS LE RÉSULTAT</b>	<b>56 507</b>	<b>(25 943)</b>	<b>30 563</b>	<b>723</b>	<b>31 287</b>
Réévaluations (gains)/pertes					
Effet de modifications d'hypothèses démographiques	(4 001)	0	(4 001)	0	(4 001)
Effet de modifications d'hypothèses financières	(13 003)	0	(13 003)	0	(13 003)
Effet d'expérience	39 890	0	39 890	0	39 890
Rentabilité des actifs des régimes (hors produits d'intérêts)	0	(12 764)	(12 764)	0	(12 764)
Variation du plafond de l'actif (hors produits/charges d'intérêts)	0	0	0	(28 884)	(28 884)
<b>(B) RÉÉVALUATIONS (GAINS)/PERTES RECONNUES EN OCI</b>	<b>22 886</b>	<b>(12 764)</b>	<b>10 123</b>	<b>(28 884)</b>	<b>(18 761)</b>
<b>COÛT DES PRESTATIONS DÉFINIES COMPTABILISÉES (A)+(B)</b>	<b>79 393</b>	<b>(38 707)</b>	<b>40 686</b>	<b>(28 161)</b>	<b>12 525</b>
Contributions					
Employeur	0	(46 557)	(46 557)	0	(46 557)
Participants du plan	2 958	(2 958)	0	0	0
Palements					
Palements de prestations	(90 553)	87 320	(3 233)	0	(3 233)
Liquidation de régimes	0	0	0	0	0
Autres					
Effet des regroupements et des cessions d'activités <sup>(3)</sup>	2 111	0	2 111	0	2 111
Écarts de cours de change	(1 487)	1 500	14	(55)	(41)
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2017<sup>(4)(5)</sup></b>	<b>1 906 450</b>	<b>(1 747 620)</b>	<b>158 830</b>	<b>13 776</b>	<b>172 606</b>

(1) Concernant la valeur de marché des régimes de retraite assurés par Ethias, nous renvoyons à la section « Litiges juridiques », point 3.

(2) Le coût des services passés négatif de 2017 provient du transfert des excédents auparavant soumis au plafond d'actifs vers un « Plan de pension à contributions définies Belfius » afin de payer des primes de risque futures.

(3) Certains engagements de retraite supplémentaires de faible montant avec des actifs non éligibles ont été inclus dans le passif IAS 19 de Belfius en 2017.

(4) À la fin 2017, 91,5 % du total des engagements de retraite concernait des régimes de retraite capitalisés, 6,2 % des actifs non éligibles, et 2,3 % des engagements de retraite non capitalisés.

(5) La position totale des plans de pension à contributions définies représente EUR 172 606 000. EUR 184 937 000 sont relatifs aux « pensions et autres obligations au titre des prestations définies » et EUR 12 328 000 sont relatifs aux « Autres actifs - actifs de régimes de retraite » pour les régimes finissant avec un actif net à la fin 2017.



(en milliers d'EUR)	Valeur actualisée des plans de pension	Juste valeur des actifs des régimes	Déficit/ (excédent)	Plafond de l'actif	Passif (Actif) net
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018</b>	<b>1 906 450</b>	<b>(1 747 620)</b>	<b>158 830</b>	<b>13 776</b>	<b>172 606</b>
Coût des services					
Coût des services rendus dans l'année	53 425	0	53 425	0	53 425
Coût des services passés et (gains)/pertes sur liquidation	0	0	0	0	0
Frais administratifs	0	2 175	2 175	0	2 175
Intérêts perçus - Intérêts payés	31 627	(29 217)	2 410	265	2 675
<b>(A) CHARGES ET PRODUITS RECONNUS DANS LE RÉSULTAT</b>	<b>85 052</b>	<b>(27 042)</b>	<b>58 010</b>	<b>265</b>	<b>58 275</b>
Réévaluations (gains)/pertes					
Effet de modifications d'hypothèses démographiques	941	0	941	0	941
Effet de modifications d'hypothèses financières	(21 407)	0	(21 407)	0	(21 407)
Effet d'expérience	7 231	0	7 231	0	7 231
Rentabilité des actifs des régimes (hors produits d'intérêts)	0	117 301	117 301	0	117 301
Variation du plafond de l'actif (hors produits/charges d'intérêts)	0	0	0	(9 613)	(9 613)
<b>(B) RÉÉVALUATIONS (GAINS)/PERTES RECONNUES EN OCI</b>	<b>(13 235)</b>	<b>117 301</b>	<b>104 066</b>	<b>(9 613)</b>	<b>94 452</b>
<b>COÛT DES PRESTATIONS DÉFINIES COMPTABILISÉES (A)+(B)</b>	<b>71 817</b>	<b>90 259</b>	<b>162 076</b>	<b>(9 348)</b>	<b>152 728</b>
Contributions					
Employeur	0	(44 952)	(44 952)	0	(44 952)
Participants du plan	2 964	(2 964)	0	0	0
Paievements					
Paievements de prestations	(87 847)	83 237	(4 610)	0	(4 610)
Liquidation de régimes	0	0	0	0	0
Autres					
Effet des regroupements et des cessions d'activités	0	0	0	0	0
Écarts de cours de change	(263)	274	12	(12)	0
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2018<sup>(1)</sup></b>	<b>1 893 121</b>	<b>(1 621 766)</b>	<b>271 355</b>	<b>4 416</b>	<b>275 771</b>

(1) À la fin 2018, 91,4 % du total des engagements de retraite concernait des régimes de retraite capitalisés, 6,4 % des actifs non éligibles, et 2,2 % des engagements de retraite non capitalisés.

## B. Juste valeur des actifs des plans

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Juste valeur des actifs des plans		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26 462	4 741
Actions	266 186	151 447
Dettes représentées par un titre <sup>(1)</sup>	1 301 053	453 730
Immobilier	59 610	15 682
Contrats d'assurance <sup>(1)</sup>	94 309	996 166
<b>TOTAL</b>	<b>1 747 620</b>	<b>1 621 766</b>

(1) On note une diminution en raison d'une réévaluation des plans de pension compte tenu du rendement négatif des actifs des plans, d'une part, et de la réévaluation d'un plan de pension, d'autre part, pour lequel Belfius Banque n'est pas en mesure d'évaluer de manière appropriée la juste valeur du portefeuille d'actifs sous-jacents du fonds cantonné, à fin 2018, en l'absence de données récentes (pour plus d'informations sur le sujet, se référer à la rubrique « Litiges juridiques » ci-après).

## C. Hypothèses pour les plans belges

	31/12/17	31/12/18
Taux d'actualisation	1,70 %	1,81 %
Taux d'inflation	1,75 %	1,75 %
Croissance salariale (liée à l'âge)	0,75 % - 3,00 %	0,75 % - 3,00 %

## HYPOTHÈSES

Le taux d'actualisation est basé sur la courbe des intérêts courus constituée d'obligations d'entreprises AA.

Belfius utilise les tables de mortalité belges, adaptées à l'allongement général de la durée de vie actuelle par des corrections d'âge.

Le taux d'inflation est basé sur les estimations à long terme publiées par la Banque centrale européenne.

D. Sensibilité<sup>(1)</sup> de la valeur actualisée à un changement d'hypothèses de l'obligation à prestations définies à la fin de l'exercice

	-50 pb	+50 pb
Taux d'actualisation	5,99 %	-5,29 %
Taux d'inflation	-3,63 %	3,92 %
Hausse des salaires réels	-2,92 %	3,32 %

(1) Si toutes les autres hypothèses sont maintenues constantes.

## E. Duration moyenne pondérée de l'obligation

	31/12/17	31/12/18
Belgique	12,03	11,32

## F. Risques et gestion de bilan (ALM)

Plusieurs plans de retraite de Belfius sont des contrats d'assurances fournis par Ethias. Cela est précisé au point 3 de la section « Litiges juridiques ».

Les principaux risques en matière de plans de pension gérés par le Belfius pension fund (OFP) sont liés au taux d'intérêt, à l'inflation, à la longévité et à l'âge à la retraite. La gestion des plans de pension a été déléguée à un comité d'investissement et est principalement guidée par ses passifs dans sa politique d'investissement. Un cadre d'investissement formalisé (« Déclaration des Principes d'Investissement ») a été établi afin d'assurer une bonne diversification et affectation du portefeuille d'investissement. Les passifs des plans de pension sont évalués au minimum une fois par an. De manière régulière, une étude ALM (avec une analyse de flux de trésorerie et la conduite de stress tests) est réalisée afin de déterminer et d'analyser la sensibilité des plans à des chocs, par exemple, de taux d'intérêt ou d'inflation. Celle-ci constitue une base importante dans les délibérations du comité d'investissement sur l'allocation des actifs du portefeuille d'investissement. La gestion journalière de ce portefeuille et des aspects de la liquidité des plans a été confiée à un gestionnaire d'actifs externe qui, de manière périodique, fournit un rapport de ses activités aux comités d'investissement. Les régimes de retraite gérés en tant qu'assurance groupe Branche 21 présentent les mêmes risques, mais les risques de taux d'intérêt et de longévité sont en partie couverts par l'assureur.

## 3. Passifs éventuels

## A. Engagements au Fonds de résolution unique

Belfius a choisi de payer une partie de sa contribution au Fonds de résolution unique par un engagement de paiement irrévocable. Cet engagement de paiement est entièrement couvert par cash collatéraux. Voir annexe 8.5. « Engagements au Fonds de résolution unique ».

## B. Litiges juridiques

Belfius (c.-à-d. Belfius Banque et ses filiales consolidées) est partie à une série de litiges en Belgique qui découlent de ses activités professionnelles habituelles, y compris celles où elle agit en tant qu'assureur, bailleur de fonds et prêteur, employeur, investisseur et contribuable.

Belfius constitue des provisions pour ces litiges si sa direction estime, en prenant en considération l'ensemble des éléments à sa disposition, tel que l'analyse par ses juristes d'entreprise et des conseillers juridiques externes selon le cas,

- qu'il existe une obligation actuelle résultant d'événements passés ;
- qu'un paiement par Belfius est probable ; et
- que le montant d'un tel paiement peut être déterminé raisonnablement.

Bien qu'il soit souvent impossible de prédire ou de déterminer l'issue de tous les litiges en cours, Belfius ne constitue pas de provision pour certains autres litiges dont elle a connaissance lorsque, conformément aux principes décrits ci-dessus, la direction estime, après examen approfondi d'avis pertinents, que ces litiges sont infondés, qu'il est possible de s'y opposer avec succès, ou que l'issue de ces litiges ne devrait pas entraîner de perte significative.

De l'avis de Belfius, les litiges en cours les plus importants sont décrits ci-dessous, qu'une provision soit constituée à cet effet ou non. Leur description ne traite pas des éléments et évolutions qui n'ont pas d'impact sur la position de Belfius. Si l'issue de ces litiges devait être favorable pour les parties adverses, ils pourraient éventuellement avoir un impact financier sur Belfius. Cet impact demeure non quantifiable à ce jour.

Dans le secteur financier belge, la prévention du blanchiment d'argent est intégrée dans la gestion courante et occupe une place prioritaire. Et, comme à son habitude, Belfius collabore avec les autorités belges dans ce domaine.

#### Le Fonds du Logement de Bruxelles-Capitale

Le Fonds du Logement de Bruxelles-Capitale a cité Belfius Banque le 9 octobre 2012 à comparaître devant le Tribunal de Commerce de Bruxelles. Le Fonds du Logement a souscrit, pour un montant total de EUR 32 millions, quatre billets de trésorerie émis entre juillet et septembre 2011 par le Holding Communal et placés par Belfius en qualité de dealer (agent placeur) dans le cadre du programme d'émission de billets de trésorerie. En raison de graves difficultés financières rencontrées par le Holding Communal, le Fonds du Logement a accordé au Holding Communal le 24 novembre 2011 un abandon de créances volontaire et a reçu un remboursement de EUR 16 millions. Le Holding Communal a été mis en liquidation en décembre 2011. Belfius ayant agi en qualité de dealer des billets de trésorerie, le Fonds du Logement exige de Belfius Banque le remboursement du solde. Belfius Banque rejette la demande du Fonds du Logement étant donné que la perte engendrée sur cet investissement résulte d'un abandon de créances volontaire par le Fonds du Logement correspondant à la moitié de son investissement.

Le 27 mars 2014, le Tribunal de Commerce de Bruxelles a déclaré la demande du Fonds du Logement recevable, mais non fondée. Le Fonds du Logement a interjeté appel de cette décision le 3 juin 2014.

Ce litige n'a connu aucune évolution significative depuis 2016. La date de l'audience n'est pas encore connue.

Aucune provision n'a été constituée pour ce litige.

#### Arco – Actionnaires coopérateurs

Différentes parties, dont Belfius Banque, ont été assignées par des actionnaires des sociétés coopératives du groupe Arco dans trois procédures distinctes, dont une procédure devant le Tribunal de Commerce néerlandophone de Bruxelles, une procédure devant le Tribunal de Première Instance d'Anvers, section de Turnhout, et une procédure devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles :

→ 37 actionnaires de trois sociétés du groupe Arco (Arcopar, Arcoplus et Arcofin) ont assigné (avec le soutien de Deminor) les entités Arco et Belfius Banque, le 30 septembre 2014, devant le Tribunal de Commerce néerlandophone de Bruxelles (les « Procédures Deminor »). Le 19 décembre 2014, 1 027 autres actionnaires des entités Arco se sont joints aux Procédures Deminor. Le 15 janvier 2016, 405 autres actionnaires des entités Arco se sont joints aux Procédures Deminor, portant à 2 169 le nombre de demandeurs. Les demandeurs réclament notamment que

- le tribunal de Bruxelles déclare nulle et non avenue leur convention d'affiliation ;
- les défendeurs soient condamnés, conjointement et solidairement, à rembourser aux demandeurs leur apport en capital dans ces entités, plus les intérêts ; et que
- les défendeurs soient en outre condamnés au versement d'une indemnité aux demandeurs.

Les apports en capital des 2 169 demandeurs qui sollicitent un remboursement s'élevaient à EUR 6,5 millions (montant en principal) à la date de ce rapport. Les réclamations des demandeurs dans les Procédures Deminor sont fondées sur des allégations de fraude et/ou d'erreur qui aurait été commise par les entités Arco et Belfius Banque. En ordre subsidiaire, les demandeurs ont allégué que Belfius Banque avait failli à son devoir d'information, tel que l'on est en droit de l'attendre d'un banquier normalement prudent et diligent. Concernant Belfius Banque, les demandeurs ont mentionné des courriers et des brochures qui contiendraient des informations trompeuses émises par les prédécesseurs de Belfius Banque. L'État belge et le président du comité de direction des entités Arco sont également défendeurs dans le cadre du procès devant le Tribunal Commercial de Bruxelles. Belfius Banque a soumis ses premières conclusions le 16 août 2018, et l'affaire sera normalement plaidée en juin 2021 durant plusieurs audiences de plaidoirie.

→ Outre les procédures précitées devant le Tribunal de Commerce de Bruxelles, trois actionnaires d'Arcopar ont, le 24 octobre 2016, cité Belfius à comparaître devant le Tribunal de première instance d'Anvers, section Turnhout (les « Procédures Turnhout »). Dans le cadre de ces procédures, les demandeurs réclament que Belfius Banque soit condamnée à payer un « montant provisoire indéterminé de EUR 2 100 » par demandeur majoré d'intérêts et des frais, au motif que Belfius Banque les aurait induits en erreur lors de la souscription des parts Arcopar. À la date de ce rapport, le montant total des réclamations des demandeurs dans les Procédures Turnhout avoisine EUR 6 300 (montant principal). Les demandeurs fondent leur revendication sur la documentation distribuée par les prédécesseurs de Belfius Banque et les entités Arco, ainsi que l'ex-Mouvement ouvrier chrétien flamand (ACW). Le 27 février 2017, dans le cadre des Procédures Turnhout, Belfius Banque a cité Arcopar à comparaître et à indemniser Belfius Banque au titre de tous montants qu'elle serait condamnée à verser aux demandeurs. En ordre subsidiaire, les demandeurs ont également déposé une plainte à l'encontre d'Arcopar et de Belfius Banque demandant que leur souscription des parts Arcopar soit déclarée nulle et non avenue. Le 3 avril 2018, les demandeurs ont également assigné l'État belge en intervention

dans les Procédures Turnhout. Toutes les parties aux Procédures Turnhout ont demandé le renvoi de l'affaire vers le Tribunal de Première Instance de Bruxelles (voir ci-dessous). La demande de renvoi a été accordée par le Tribunal le 19 novembre 2018, ce qui implique que les Procédures Turnhout ont été jointes aux procédures devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

- En outre, le 7 février 2018, deux actionnaires du groupe Arco ont assigné l'État belge devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles. Il est invoqué que l'État belge aurait commis une faute en promettant et en instaurant un système de garantie en faveur des actionnaires de sociétés coopératives (tels que les actionnaires des sociétés du groupe Arco) qui a, par la suite, été considéré comme une aide d'État illicite par la Commission européenne. Ces deux demandeurs ont également assigné Belfius Banque, le 7 février 2018, en intervention dans cette procédure, en invoquant une faute de Belfius Banque dans la vente des actions Arco. Des groupements d'actionnaires Arco se sont organisés, via les réseaux sociaux, afin de convaincre d'autres actionnaires Arco à joindre cette procédure judiciaire. À ce jour, à la connaissance de Belfius, au moins 5 000 actionnaires Arco se sont joints à la procédure à la suite de cet appel. Aucun calendrier de plaidoiries n'a encore été fixé pour cette affaire.

Aucune provision n'a été constituée pour ces litiges parce que Belfius Banque estime disposer d'arguments valables pour que ces demandes soient déclarées irrecevables et/ou non fondées.

### Ethias

Belfius est partie à un litige l'opposant à Ethias relatif à la gestion d'un plan de pension complémentaire.

Ethias gère un des plans de pension complémentaire de Belfius dans le cadre d'un contrat d'assurance groupe aux termes duquel Ethias doit octroyer un rendement garanti sur les réserves. Étant donné que le plan est géré dans un fonds cantonné et que 100% des revenus financiers générés par les actifs sous-jacents sont alloués contractuellement au plan, Belfius devait valoriser ces actifs à leur valeur de marché selon les règles IFRS (IAS 19). Dans le courant de 2016, Ethias a réclamé une augmentation significative des frais de gestion non prévue dans les conventions existantes. À la suite du refus de Belfius, Ethias a signifié son intention de transférer le plan vers leur fonds commun (« main fund »). Dans un tel cas, Belfius ne serait plus en mesure de valoriser le plan à la valeur de marché des actifs, mais plutôt à la valeur actualisée des réserves à terme échu majorée de la garantie de rendement d'Ethias, avec comme conséquence un impact OCI ("other comprehensive income") global d'environ -EUR 66 millions avant impôt à la fin de 2018.

Pour éviter cela, le 23 décembre 2016, Belfius a décidé de citer Ethias à comparaître en référé devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles. En complément à la procédure en référé, Belfius a également intenté une action le 12 janvier 2017 devant le Tribunal de Commerce de Bruxelles.

Le 18 janvier 2017, le Tribunal a interdit, dans le cadre de la procédure en référé, le transfert des actifs et a ordonné à Ethias de continuer à affecter 100 % des revenus financiers au fonds cantonné. Ethias a interjeté appel de cette décision devant la cour d'appel de Bruxelles. Le 20 juin 2017, la cour d'appel a confirmé la décision en première instance et maintenu l'interdiction de transférer les actifs du plan de pension. Toutefois, la procédure en référé ne permettant pas de statuer sur le fond, le Tribunal a également décidé qu'Ethias n'était plus tenu d'affecter 100 % des profits financiers au plan de pension, dans l'attente du jugement au fond.

Entretemps, Ethias n'a plus fourni les informations financières relatives à la valeur de marché des actifs sous-jacents du plan, rendant impossible pour Belfius toute valorisation des actifs du plan à leur valeur de marché. Le 29 mars 2018, Belfius a introduit une requête de mesures avant dire droit auprès du Tribunal de Commerce, dans le cadre de la procédure au fond, avec l'objectif d'enjoindre Ethias à communiquer les informations financières au sujet des actifs du plan de pension. Le 30 juillet 2018, la cour décida qu'au stade actuel de la procédure (c.-à-d. tant qu'une décision au fond n'avait pas été rendue) Ethias n'était pas tenu de communiquer lesdites informations financières relatives au fonds cantonné. En conséquence, Belfius a cessé de valoriser le plan à la valeur de marché des actifs sous-jacents, ce qui a résulté en un impact négatif en OCI ("other comprehensive income"), tel que précité, le 31 décembre 2018.

### Funding loss

Belfius Banque est actuellement confrontée à des poursuites judiciaires portant sur les indemnités de funding loss sollicitées par la Banque. Celles-ci sont réclamées aux clients professionnels dans le cadre du remboursement anticipé de crédits professionnels. Ces indemnités sont calculées conformément aux dispositions légales en vigueur et conformément aux dispositions contractuelles applicables afin de refléter les pertes financières réellement encourues par la Banque en cas de remboursement anticipé d'un crédit professionnel. Belfius a comptabilisé une provision pour couvrir l'issue potentiellement défavorable de ces procédures, dans lesquelles elle estime disposer d'arguments moins solides.

### Investigations liées aux « Panama Papers »

Les présents paragraphes sont mentionnés dans un souci d'exhaustivité, et l'information ci-après ne fait pas l'objet d'un litige. Le 5 décembre 2017, une perquisition ordonnée par un juge d'instruction de Bruxelles a eu lieu au siège social de Belfius Banque dans le cadre de la Commission parlementaire sur les « Panama Papers » belges. La Banque a été perquisitionnée à titre de témoin et n'est pas accusée de faute. Le champ de l'investigation vise à établir si une quelconque violation d'obligations relatives au blanchiment d'argent a eu lieu et d'investiguer le lien entre Belfius Banque (ou ses prédécesseurs) et, entre autres, Experta et Dexia Banque International Luxembourg (anciennes entités du groupe Dexia).

À ce jour et depuis la perquisition, Belfius Banque n'a pas reçu d'autres informations.

## 6.7. DETTES SUBORDONNÉES

Fait référence au tableau 6.7. du rapport annuel 2017.

## 1. Non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

(en milliers d'EUR)	Coût amorti		
	31/12/17	01/01/18	31/12/18
<b>DETTE SUBORDONNÉE CONVERTIBLE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Emprunts perpétuels subordonnés	0	0	0
Emprunts subordonnés à durée déterminée	0	0	0
<b>DETTE SUBORDONNÉE NON CONVERTIBLE</b>	<b>1 198 968</b>	<b>1 198 968</b>	<b>1 219 469</b>
Emprunts perpétuels subordonnés	350 644	350 644	159 385
Emprunts subordonnés à durée déterminée	848 325	848 325	1 060 084
<b>TOTAL</b>	<b>1 198 968</b>	<b>1 198 968</b>	<b>1 219 469</b>
<b>CAPITAL HYBRIDE ET ACTIONS PRIVILÉGIÉES REMBOURSABLES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Les dettes subordonnées restent stables à EUR 1,2 milliard au 31 décembre 2018, à comparer aux EUR 1,2 milliard du 1<sup>er</sup> janvier

2018. L'émission Tier 2 de 2018 est entièrement compensée par les appels prévus sur la dette émise.

## 2. Évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats

(en milliers d'EUR)	Passifs financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats		
	31/12/17	01/01/18	31/12/18
Dettes subordonnées et potentiellement dilutives	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 3. Analyse flux monétaires et changements sans effet sur la trésorerie

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>SOLDE D'OUVERTURE</b>	<b>1 398 653</b>	<b>1 198 968</b>
<b>FLUX MONÉTAIRES</b>		
Émission de dettes subordonnées	49 626	198 952
Remboursement de dettes subordonnées	(215 472)	(190 254)
<b>CHANGEMENTS SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE</b>		
Écarts de cours de change	(30 808)	10 341
Taux d'intérêt effectif	(480)	1 461
Réévaluation de la juste valeur de couverture	(2 549)	0
Transferts entre la valeur de remboursement et prime/décote	0	0
<b>SOLDE DE CLÔTURE</b>	<b>1 198 968</b>	<b>1 219 469</b>

## 4. Analyse par échéance et par taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

## 5. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

## 6. Indications relatives à chaque emprunt subordonné

N° de réf.	Unité monétaire	Valeur comptable en milliers de l'unité monétaire	Échéance ou modalité de durée	a) Circonstances de remboursement anticipé b) Conditions de subordination c) Conditions de convertibilité	Conditions de rémunération	Valeur dans le capital réglementaire Tier 2 en milliers d'EUR
1. <sup>(1)</sup>	EUR	15 000	15/07/19	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	lié au CMS <sup>(2)</sup>	1 610
2. <sup>(1)</sup>	EUR	40 000	03/12/19	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	• si GBP Libor 12 m < 5 % taux = GBP Libor 12 m + 20 pb • si GBP Libor 12 m ≥ 5 % : taux = 7,55 %	7 382
3. <sup>(1)</sup>	EUR	11 000	16/12/19	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	lié au CMS <sup>(2)</sup>	2 108
4.	EUR	29 973	01/03/22	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	Euribor 3 m + 43 pb	18 975
5.	EUR	44 962	04/04/22	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	6,00 %	29 301
6.	EUR	17 500	indéterminé (date call 29/12/23)	a) possible avec l'accord de la BCE, à partir de la date du call et ensuite tous les 12 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	4,609 % jusqu'au 29/12/23, ensuite IRS 12a + 200 pb	17 500
7.	EUR	17 500	indéterminé (date call 29/12/22)	a) possible avec l'accord de la BCE, à partir de la date du call, le 29/12/29 et ensuite tous les 10 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	5,564 % jusqu'au 29/12/19, ensuite IRS 3 a + 200 pb	17 500
8.	EUR	50 000	indéterminé (date call 15/07/23)	a) possible avec l'accord de la BCE, à partir de la date du call et ensuite tous les 12 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	5,348 % jusqu'au 15/07/23, ensuite IRS 12 a + 200 pb	50 000
9. <sup>(1)</sup>	JPY	10 000 000	11/09/25	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	6,1 %, multidevises	79 564
10. <sup>(1)</sup>	JPY	10 000 000	11/09/25	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	6,05 %, multidevises	79 564
11.	EUR	72 000	indéterminé (date call 01/01/25)	a) possible avec l'accord de la BCE, à partir de la date du call et ensuite annuellement b) pas de conditions spécifiques c) néant	6,25 % jusqu'au 01/01/25, ensuite Euribor 3 m + 417 pb	72 000
12.	EUR	546 606	11/05/26	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	3,125 %	546 606
13.	EUR	197 759	15/03/28 (call date : 15/03/23)	a) possible avec l'accord de la BCE, à partir de la date du call b) pas de conditions spécifiques c) néant	1,625 % jusqu'au 15/03/2023, ensuite IRS 5 a + 123 pb	197 759
14. <sup>(3)</sup>	EUR	497 083	indéterminé (call date : 16/04/25)	a) possible avec l'accord de la BCE, à partir de la date du call et ensuite tous les 6 mois b) pas de conditions spécifiques c) néant	3,625 % jusqu'au 16/04/25, ensuite réinitialisable tous les 5 ans	497 083

(1) Étant donné que la structure de taux incorporée dans le contrat est considérée comme n'étant pas étroitement liée au contrat hôte, elle a été bifurquée et est présentée au bilan comme un dérivé distinct.

(2) CMS : Constant Maturity Swap.

(3) Émission de EUR 500 millions (valeur nominale) d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1), qualifiant comme fonds propres additionnels en CRR/CRD IV. L'instrument de dette AT1 a été analysé dans le respect de IAS 32 et est considéré comme instrument de fonds propres et n'est pas inclus dans le total de l'annexe 6.7. (dettes subordonnées).

## 6.8. AUTRES PASSIFS

Fait référence au tableau 6.8. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>AUTRES PASSIFS (EXCEPTÉ CEUX RELATIFS AUX ACTIVITÉS D'ASSURANCE)</b>	<b>1 428 332</b>	<b>1 347 371</b>
Charges à payer	107 232	154 511
Produits constatés d'avance	30 567	23 430
Subventions	0	0
Autres montants attribués reçus	161	153
Salaires et charges sociales (dus)	137 391	130 460
Dividendes dus aux actionnaires	0	0
Impôts d'exploitation	54 957	48 045
Contrats de construction à long terme	0	0
Paievements en attente envers la clientèle et obligations vis-à-vis des prestataires de services	598 890	525 370
Paievements en attente de contrats de leasing	155 895	130 369
Paievements en attente d'activités d'affacturage	343 239	335 033
Gain différé au premier jour de la transaction DOP	0	0
<b>AUTRES PASSIFS SPÉCIFIQUES AUX ACTIVITÉS D'ASSURANCE</b>	<b>333 989</b>	<b>152 699</b>
Dépôts dus aux cessionnaires <sup>(1)</sup>	256 643	81 571
Dettes résultant de transactions d'assurance directe	56 848	52 269
Dettes résultant de transactions de réassurance	20 456	18 658
Autres passifs d'assurance	43	202
<b>TOTAL</b>	<b>1 762 321</b>	<b>1 500 070</b>

(1) Les dépôts dus aux cessionnaires ont diminué à la suite de la liquidation d'un fonds cantonné, dont 50 % des provisions techniques ont été réassurées.



## VII. NOTES ANNEXES AU COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

### Éléments significatifs repris dans le compte de résultats

Nous renvoyons au chapitre « Résultats financiers » du rapport de gestion.

### 7.1. INTÉRÊTS PERÇUS – INTÉRÊTS PAYÉS

Fait référence au tableau 7.1. du rapport annuel 2017.

En raison de la nouvelle présentation par catégorie d'évaluation à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la présentation du 31 décembre 2017 est différente de celle du 31 décembre 2018. Belfius a choisi de ne pas retraiter les comparatifs du compte de résultats 2017.

#### 1. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17
<b>PRODUITS D'INTÉRÊTS</b>	<b>3 561 100</b>
<b>REVENUS D'INTÉRÊTS SUR ACTIFS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT</b>	<b>2 902 037</b>
Prêts et créances sur établissements de crédit	34 603
Prêts et créances sur la clientèle	2 183 504
Actifs financiers disponibles à la vente	478 700
Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance	91 542
Intérêts sur actifs dépréciés	27 210
Produits d'intérêts sur passifs financiers (intérêts négatifs)	85 427
Autres	1 052
<b>REVENUS D'INTÉRÊTS SUR ACTIFS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT</b>	<b>659 063</b>
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	10 323
Actifs financiers désignés à la juste valeur	0
Dérivés détenus en vue de la vente	299 732
Dérivés – instruments de couverture	349 008
<b>CHARGES D'INTÉRÊTS</b>	<b>(1 609 627)</b>
<b>INTÉRÊTS PAYÉS SUR PASSIFS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT</b>	<b>(462 636)</b>
Dettes envers les établissements de crédit	(9 501)
Dettes envers la clientèle	(89 136)
Dettes représentées par un titre	(236 396)
Dettes subordonnées	(39 447)
Charges d'intérêts sur actifs financiers (intérêts négatifs)	(86 363)
Autres	(1 792)
<b>INTÉRÊTS PAYÉS SUR PASSIFS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT</b>	<b>(1 146 991)</b>
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	(652)
Passifs financiers désignés à la juste valeur	(99 218)
Dérivés détenus en vue de la vente	(232 425)
<b>MARGE D'INTÉRÊTS</b>	<b>1 951 473</b>

## 2. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	31/12/18
<b>PRODUITS D'INTÉRÊTS</b>	<b>3 399 369</b>
<b>PRODUITS D'INTÉRÊTS SUR ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI</b>	<b>2 517 807</b>
Prêts et créances sur établissements de crédit	17 370
Prêts et créances	1 923 601
Titres de créance émis par des entités publiques	367 632
Autres titres de créance	208 305
Profit sur modification	0
Autres	898
<b>PRODUITS D'INTÉRÊTS SUR ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>117 575</b>
Titres de créance émis par des entités publiques	74 526
Autres titres de créance	43 049
<b>PRODUITS D'INTÉRÊTS SUR ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RÉSULTATS</b>	<b>696 874</b>
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6 377
Actifs financiers détenus à des fins autres que de négociation obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	97 542
Prêts et créances	71 318
Titres de créance émis par des entités publiques	1 572
Autres titres de créance	24 652
Dérivés détenus en vue de la vente	152 688
Dérivés - instruments de couverture	440 266
<b>PRODUITS D'INTÉRÊTS SUR PASSIFS FINANCIERS (INTÉRÊTS NÉGATIFS)</b>	<b>67 113</b>
<b>PROFIT SUR MODIFICATION SUR PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>0</b>
<b>CHARGES D'INTÉRÊTS</b>	<b>(1 527 831)</b>
<b>INTÉRÊTS PAYÉS SUR PASSIFS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT</b>	<b>(364 269)</b>
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	0
Dettes envers les établissements de crédit	(15 806)
Dettes envers la clientèle	(103 403)
Titres de créance émis	(210 804)
Dettes subordonnées	(32 343)
Autres	(1 912)
<b>INTÉRÊTS PAYÉS SUR PASSIFS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT</b>	<b>(1 066 108)</b>
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	(1 485)
Passifs financiers désignés à la juste valeur	(90 572)
Dérivés détenus en vue de la vente	(167 641)
Dérivés - instruments de couverture	(806 410)
<b>CHARGES D'INTÉRÊTS SUR ACTIFS FINANCIERS (INTÉRÊTS NÉGATIFS)</b>	<b>(97 454)</b>
<b>PERTE SUR MODIFICATION SUR ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>0</b>
<b>MARGE D'INTÉRÊTS</b>	<b>1 871 539</b>

La marge d'intérêts nette diminue de EUR 79,9 millions, ou 4,1 %, à EUR 1 871,5 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 1 951,5 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. La marge d'intérêts reste sous pression dans un contexte de taux d'intérêt faibles, sur un marché très concurrentiel. Elle est cependant en partie compensée par des volumes de prêts plus importants. Ajoutons que l'encours diminué de la Branche 21 et les réinvestissements avec un rendement de marché plus bas ont

exercé un effet négatif sur les produits d'intérêts nets de Belfius Insurance. La marge d'intérêts nette de 2017 comprend un impact exceptionnel de EUR 40 millions à la suite de la standardisation des contrats de garantie. Elle est par ailleurs influencée positivement par une ristourne de volume de EUR 21 millions sur le TLTRO II. En effet, Belfius a réalisé fin 2017 ses objectifs d'augmentation des crédits à l'économie réelle.

## 7.2. DIVIDENDES

Fait référence au tableau 7.2. du rapport annuel 2017.

En raison de la nouvelle présentation par catégorie d'évaluation à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la présentation du 31 décembre 2017 est différente de celle du 31 décembre 2018. Belfius a choisi de ne pas retraiter les comparatifs du compte de résultats 2017.

## 1. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Actifs financiers disponibles à la vente	71 559
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 525
Actifs financiers désignés à la juste valeur	0
<b>TOTAL</b>	<b>73 083</b>

## 2. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 536
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	67 445
Actifs financiers détenus à des fins autres que de négociation obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	0
<b>TOTAL</b>	<b>70.981</b>

## 7.3. RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Fait référence au tableau 7.3. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Résultat avant impôt des sociétés mises en équivalence	4 599	2 606
Part de l'impôt	(404)	(861)
Dépréciations d'écarts d'acquisition	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>4 195</b>	<b>1 745</b>

## 7.4. RÉSULTAT NET DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR LE COMPTE DE RÉSULTATS

Fait référence au tableau 7.4. du rapport annuel 2017.

En raison de l'application de IFRS 9 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la présentation du 31 décembre 2017 est différente de celle du 31 décembre 2018. Belfius a choisi de ne pas retraiter les comparatifs du compte de résultats 2017.

## 1. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Résultat net du portefeuille détenu à des fins de transaction	240 309
Résultat net de la comptabilité de couverture	(193 732)
Résultat net des instruments financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats et résultat des dérivés liés	(434)
<i>Parmi lesquels des dérivés détenus à des fins de transaction inclus dans une stratégie d'option juste valeur</i>	(33 976)
<b>TOTAL</b>	<b>46 143</b>

## 2. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Résultat net du portefeuille détenus à des fins de transaction	95 579
Résultat des actifs financiers détenus à des fins autres que de négociation obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	(72 735)
Prêts et créances	(50 358)
Titres de créance émis par des entités publiques	4 332
Autres titres de créance	(26 689)
Instruments de capitaux propres	(20)
Résultat net des passifs désignés à la juste valeur par le compte de résultats et résultat des dérivés liés (excepté risque de crédit propre)	1 699
Résultat net de la comptabilité de couverture	(35 188)
<b>TOTAL</b>	<b>(10 644)</b>

Le résultat net des instruments financiers évalué à la juste valeur par le compte de résultats diminue de EUR 56,8 millions à EUR -10,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 46,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. Le résultat net des instruments financiers, y compris les titres de créance qui n'ont pas réussi le test SPPI, a souffert du manque de liquidité du marché au dernier trimestre 2018 ainsi que de l'augmentation des spreads de crédit.

En 2018, le résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats a subi l'impact négatif des risques de base (impact qui se reflète dans le résultat net de la comptabilité de couverture), partiellement compensé par le résultat net de portefeuille détenu à des fins de transaction. Belfius gère les risques de base via des dérivés supplémentaires (couvertures économiques pour risques de base) qui ne font pas l'objet d'une comptabilité de couverture. En conséquence, le résultat de ces couvertures économiques ne figure pas dans le « Résultat net de la comptabilité de couverture » mais à la ligne « Résultat net du portefeuille détenu à des fins de transaction ».

En 2017, le résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats a été influencé par la réaction positive de Belfius face à la tendance globale à la standardisation des dérivés. Belfius a conclu des accords sur certains contrats de garantie de dérivés avec un effet positif de EUR 75 millions sur le résultat net du portefeuille détenu à des fins de transactions. Cet effet positif a été partiellement compensé par l'impact des affinements méthodologiques de la gestion des prêts ALM sur le résultat net de la

comptabilité de couverture, en incluant davantage de conditionnalités de crédit sur les flux de trésorerie prévus, représentant une perte de EUR 174 millions.

Le montant total enregistré au bilan en tant que « credit value adjustments » s'élève à EUR -97 millions à la fin de 2018 (contre EUR -85 millions à la fin de 2017), alors que le montant total comptabilisé au bilan des « debit value adjustments » s'élève à EUR 5 millions à la fin de l'année 2018 (EUR 4 millions à la fin de l'année 2017). Le montant total au bilan relatif aux « funding value adjustments » s'élève à EUR -45 millions fin de l'année 2018 (contre EUR -42 millions fin de l'année 2017). Nous aussi renvoyons à la note 9.5. qui donne un aperçu global des risques de marché.

L'impact total sur les résultats en lien avec les « credit value adjustment » s'élève à EUR -12 millions en 2018 (contre EUR +97 millions en 2017), l'impact en lien avec les « debit value adjustments » s'élève à EUR +1 million en 2018 (contre EUR -5 millions en 2017) et enfin pour les « funding value adjustments », l'impact s'élève à EUR -3 millions en 2018 (contre EUR +7 millions en 2017).

Les tests d'efficacité ont été respectés en tout temps.

Belfius applique principalement des couvertures de juste valeur (« Fair value Hedge ») afin d'établir une relation de couverture entre les éléments couverts et les instruments de couverture pour le risque de taux d'intérêt. Ceci est appliqué sur une base de macro-couverture pour les actifs et les passifs et sur une base de micro-couverture pour certaines obligations du côté actif et passif.

## Résultat de la comptabilité de couverture

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>COUVERTURE DE JUSTE VALEUR</b>	<b>(13 136)</b>	<b>(32 980)</b>
Changement de juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert	(27 485)	(140 597)
Changement de juste valeur des dérivés de couverture	14 349	107 617
<b>COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Changement de juste valeur des dérivés de couverture - inefficacité	0	0
<b>COUVERTURE DE PORTEFEUILLE COUVERT EN TAUX</b>	<b>(180 595)</b>	<b>(2 208)</b>
Changement de juste valeur de l'élément couvert	(769 701)	(275 869)
Changement de juste valeur des dérivés de couverture	589 106	273 661
<b>TOTAL</b>	<b>(193 732)</b>	<b>(35 188)</b>

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>DISCONTINUITÉ DE LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE (LES FLUX DE TRÉSORERIE SONT TOUJOURS ATTENDUS) - MONTANTS COMPTABILISÉS EN MARGE D'INTÉRÊT</b>	<b>103</b>	<b>87</b>

Pour plus de détails, nous renvoyons à la note 5.6. « Dérivés ».

## 7.5. RÉSULTAT NET SUR INVESTISSEMENTS ET DETTES

Fait référence au tableau 7.5. du rapport annuel 2017.

En raison de l'application de IFRS 9 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la présentation du 31 décembre 2017 est différente de celle du 31 décembre 2018. Belfius a choisi de ne pas retraiter les comparatifs du compte de résultats 2017.

## 1. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Profits sur prêts et créances	17 276
Profits sur actifs financiers disponibles à la vente	171 778
Profits sur immobilisations corporelles	10 746
Profits sur passifs	6
<b>TOTAL DES PROFITS</b>	<b>199 806</b>
Pertes sur prêts et créances	(7 246)
Pertes sur actifs financiers disponibles à la vente	(19 174)
Pertes sur investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance	(24)
Pertes sur immobilisations corporelles	(499)
Pertes sur actifs détenus en vue de la vente	(52)
Pertes sur passifs	(110)
Autres pertes	(27)
<b>TOTAL DES PERTES</b>	<b>(27 133)</b>
<b>DÉPRÉCIATION NETTE</b>	<b>1 285</b>
<b>TOTAL</b>	<b>173 958</b>

## Dépréciation nette

(en milliers d'EUR)	Risque spécifique		Total
	Dotations	Reprises	
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>			
Titres disponibles à la vente	(1 933)	3 218	1 285
<b>TOTAL</b>	<b>(1 933)</b>	<b>3 218</b>	<b>1 285</b>

## 2. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	31/12/18
<b>ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI (NON DÉPRÉCIÉS)<sup>(1)</sup></b>	<b>4 143</b>
Profits sur titres de créance émis par des entités publiques	1
Profits sur autres titres de créance	4 142
<b>ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (NON DÉPRÉCIÉS)</b>	<b>304 231</b>
Profits sur titres de créance émis par des entités publiques	296 284
Profits sur autres titres de créance	7 948
<b>ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE</b>	<b>47 368</b>
Profits sur actifs détenus en vue de la vente <sup>(2)</sup>	47 368
<b>AUTRES</b>	<b>11 608</b>
Profits sur immobilisations corporelles	7 730
Profits sur immobilisations incorporelles	428
Autres profits	3 450
<b>PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI</b>	<b>1</b>
Profits sur passifs financiers	1
<b>TOTAL DES PROFITS</b>	<b>367 351</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI (NON DÉPRÉCIÉS)<sup>(1)</sup></b>	<b>(13 275)</b>
Pertes sur autres titres de créance	(13 275)
<b>ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (NON DÉPRÉCIÉS)</b>	<b>(232 351)</b>
Pertes sur titres de créance émis par des entités publiques	(231 719)
Pertes sur autres titres de créance	(633)
<b>ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE</b>	<b>(1)</b>
Pertes sur actifs détenus en vue de la vente	(1)
<b>AUTRES</b>	<b>(10)</b>
Pertes sur immobilisations corporelles	(10)
<b>PASSIFS ÉVALUÉS FINANCIERS AU COÛT AMORTI</b>	<b>(9)</b>
Pertes sur passifs financiers	(9)
<b>TOTAL DES PERTES</b>	<b>(245 647)</b>
<b>TOTAL RÉSULTAT NET SUR INVESTISSEMENTS ET DETTES</b>	<b>121 704</b>

(1) Cette ligne contient le remboursement sur le montant notionnel des titres adossés à des actifs.

(2) Cette ligne contient le produit de la vente des participations de NEB et le profit sur l'acquisition d'Auxipar.

Le résultat net sur investissements et dettes diminue de EUR 52,3 millions, ou 30 %, à EUR 121,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 174,0 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017.

Le résultat net sur les investissements et dettes de 2018 est principalement influencé par la vente de « NEB Participations » pour EUR 23,6 millions ainsi que par la réévaluation de la participation historique dans Auxipar à la suite de l'acquisition « step up » pour EUR 23 millions. Belfius Insurance a réalisé des plus-values de EUR 60 millions sur les reventes d'obligations. Une partie de ces plus-values (EUR 25 millions) résulte de la liquidation d'un fonds

cantoné. Elles sont presque entièrement compensées par un mouvement en sens inverse dans les résultats techniques des activités d'assurance vie. Le groupe bancaire Belfius a réalisé une plus-value de EUR 10 millions sur la vente de certaines obligations de l'État italien et de packages de swaps pour un montant notionnel de EUR 0,8 milliard, en cohérence avec l'objectif de Belfius de réduire son risque de concentration.

En 2017, le résultat net sur les investissements et dettes est influencé par la plus-value sur la vente d'Aviabel, North Light et Pole Star, pour la somme totale EUR 67 millions. Belfius a aussi comptabilisé des plus-values sur les désinvestissements d'obligations, de

fonds et d'actions, dont une part importante a été affectée à la provision technique pour future participation discrétionnaire. Belfius Banque a par ailleurs réalisé un bénéfice comptable de EUR 36 millions sur la vente d'obligations dans le cadre de la phase finale de son programme tactique de réduction des risques, bénéfice partiellement compensé par la perte de EUR 13 millions sur la liquidation de la position Negative Basis Trade détenue à des fins de transaction. Il est à noter qu'à la date d'application initiale de l'IFRS 9, le choix irrévocable a été fait d'évaluer tous les instruments de capitaux propres à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Par conséquent, tout résultat réalisé sur ces instruments de capitaux propres est comptabilisé directement dans « Résultat reporté ».

Il est à noter qu'en 2017 « Résultat net sur investissements et dettes » comprend les dépréciations et les reprises sur les actifs financiers dépréciés classés dans « Actifs financiers disponibles à la vente » ou « Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance ». Lorsque les actifs financiers dépréciés classifiés sous « Actifs financiers disponibles à la vente » sont cédés ou annulés, Belfius enregistre les résultats réalisés dans le « Résultat net sur investissements et dettes ». Lorsque les « Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance » dépréciés sont annulés, Belfius enregistre les résultats réalisés dans le « Résultat net sur investissements et dettes ». Lorsque des actifs corporels et incorporels sont cédés, les gains et pertes réalisés sont présentés dans « Résultat net sur investissements et dettes ». De plus, le « Résultat net sur investissements et dettes » inclut les gains et les pertes sur les prêts et avances non

dépréciés qui ont été vendus. Les dépréciations sur cette catégorie sont comptabilisées dans les « Dépréciations des prêts et créances et provisions pour engagements de crédit ».

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, Belfius a choisi de revoir la présentation du résultat réalisé sur les actifs financiers et présente le résultat réalisé sur les actifs financiers dans la ligne « Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit » hors actifs financiers classés selon le business model « détention pour perception et vente ». Le résultat réalisé par cette dernière sera reporté sur la ligne « Résultat net sur investissements et passifs ». Le résultat réalisé sur les actifs financiers dépréciés (étape 3) selon tous les modèles économiques sera classé dans la ligne « Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit ».

À des fins de comparaison, un montant de EUR 4,3 millions a été comptabilisé en 2017 sur la ligne « Résultat net sur investissements et passifs » alors qu'il aurait été classé sur la ligne « Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit » en 2018.

Le tableau ci-dessous présente un résumé des profits et pertes réalisés résultant de la décomptabilisation des instruments financiers dépréciés et non dépréciés. Ces profits et pertes réalisés peuvent être comptabilisés à la ligne « Résultat net sur investissements et dettes » (note 7.5.) ou à la ligne « Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit » (note 7.13.).

#### A. Profits ou pertes réalisés résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers évalués au coût amorti (dépréciés et non dépréciés)

(en milliers d'EUR)	31/12/18
<b>PROFITS RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS NON DÉPRÉCIÉS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI</b>	<b>5 627</b>
Profits sur prêts et créances	709
Profits sur titres de créance émis par des entités publiques	188
Profits sur autres titres de créance	4 729
<b>PROFITS RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS DÉPRÉCIÉS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI</b>	<b>19 346</b>
Profits sur prêts et créances dépréciés	19 345
Profits sur autres titres de créance dépréciés	1
<b>PERTES RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS NON DÉPRÉCIÉS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI</b>	<b>(15 516)</b>
Pertes sur prêts et créances	(1 913)
Pertes sur titres de créance émis par des entités publiques	(84)
Pertes sur autres titres de créance	(13 520)
<b>PERTES RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS DÉPRÉCIÉS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI</b>	<b>(18 913)</b>
Pertes sur prêts et créances dépréciés	(18 913)



## B. Profits ou pertes réalisés résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers évalués par le biais des autres éléments du résultat global (dépréciés et non dépréciés)

(en milliers d'EUR)	31/12/18
<b>PROFITS RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS NON DÉPRÉCIÉS ÉVALUÉS PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>304 231</b>
Profits sur titres de créance émis par des entités publiques	296 284
Profits sur autres titres de créance	7 948
<b>PROFITS RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS DÉPRÉCIÉS ÉVALUÉS PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>0</b>
<b>PERTES RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS NON DÉPRÉCIÉS ÉVALUÉS PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>(232 351)</b>
Pertes sur titres de créance émis par des entités publiques	(231 719)
Pertes sur autres titres de créance	(633)
<b>PERTES RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS DÉPRÉCIÉS ÉVALUÉS PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>0</b>

## 7.6. HONORAIRES ET COMMISSIONS PERÇUS - VERSÉS

Fait référence au tableau 7.6. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39			31/12/18 IFRS9		
	Perçus	Versés	Net	Perçus	Versés	Net
Commissions sur fonds communs de placement gérés par des tiers	296 800	(57 140)	239 660	296 262	(65 011)	231 251
Activité d'assurance	113 341	(4 020)	109 321	117 193	(9 842)	107 351
Activité de crédit	36 262	(9 521)	26 741	36 389	(9 136)	27 254
Achat et vente de titres	20 550	(1 599)	18 951	17 714	(1 792)	15 922
Achat et vente de parts d'OPCVM	29 326	(393)	28 933	20 990	(25)	20 965
Services de paiement	154 841	(58 890)	95 951	165 012	(60 227)	104 784
Commissions à des intermédiaires non exclusifs	1 871	(11 735)	(9 864)	1 554	(11 172)	(9 618)
Ingénierie financière	(86)	0	(86)	0	0	0
Services sur titres autres que la garde	4 767	(1 255)	3 512	5 871	(1 178)	4 694
Conservation	23 539	(2 950)	20 589	28 141	(2 855)	25 286
Émissions et placements de titres	3 063	(3 604)	(542)	1 039	(4 277)	(3 239)
Commissions de services sur titrisation	251	0	251	222	0	222
Banque privée	18 457	(5 255)	13 203	25 754	(2 870)	22 883
Compensation et règlement	8 847	(6 116)	2 731	6 566	(4 348)	2 218
Prêts de titres	4 448	(4)	4 444	6 820	(1)	6 819
Garanties financières	5 196	(6 327)	(1 131)	4 839	(5 976)	(1 137)
<b>TOTAL</b>	<b>721 472</b>	<b>(168 809)</b>	<b>552 663</b>	<b>734 366</b>	<b>(178 710)</b>	<b>555 656</b>

Le revenu des commissions nettes augmente de EUR 3,0 millions, ou 0,5 %, à EUR 555,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 552,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. L'augmentation est principalement imputable à l'accroissement des commissions sur les services de paiement, la banque

privée et l'activité de prêts de titres non garantis sur le marché monétaire. Quant aux honoraires de gestion d'actifs, ils restent stables malgré des marchés d'actions moins favorables et la pression commerciale.

## 7.7. RÉSULTATS DES ASSURANCES

Fait référence au tableau 7.7. du rapport annuel 2017.

Il est à noter que Belfius a choisi de présenter les chiffres relatifs aux provisions techniques, y compris les transactions intragroupe entre la Banque et les entités d'assurance, car celles-ci concernent principalement les contrats d'assurance conclus entre la Banque et les entités d'assurance du groupe et les commissions de distribution que l'assureur verse à la Banque.

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39	31/12/18 IFRS 9
<b>PRIMES BRUTES ACQUISES</b>		
Dans le compte de résultats consolidé (tel que présenté à l'état des résultats)	1 451 024	1 488 048
Transactions intragroupe	17 157	8 594
Primes brutes acquises, y compris les transactions intragroupe	1 468 182	1 496 642

## 1. Résumé par activité

## A. Compte de résultats consolidé

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39				31/12/18 IFRS 9			
	Vie	Non-Vie	Non-Technique	Total	Vie	Non-Vie	Non-Technique	Total
<b>REVENUS</b>	<b>267 246</b>	<b>200 427</b>	<b>25 962</b>	<b>493 635</b>	<b>283 427</b>	<b>198 514</b>	<b>17 261</b>	<b>499 202</b>
Résultat technique <sup>(1)</sup>	(359 903)	151 089	0	(208 814)	(212 542)	158 652	0	(53 890)
Primes brutes acquises	799 667	668 515	0	1 468 182	796 928	699 714	0	1 496 642
Autres produits et charges techniques	(1 159 569)	(517 426)	0	(1 676 996)	(1 009 469)	(541 062)	0	(1 550 532)
Résultat financier	607 139	48 447	27 960	683 546	476 610	38 988	18 542	534 140
Produits d'intérêts, charges d'intérêts, dividendes	469 961	41 941	22 057	533 959	424 419	37 892	20 247	482 558
Résultat net sur investissements et dettes	143 628	6 224	3 378	153 230	68 330	1 312	6 822	76 463
Résultat net des sociétés mises en équivalence, résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats, autres revenus, autres charges	(6 450)	283	2 524	(3 643)	(16 138)	(216)	(8 528)	(24 881)
Honoraires et commissions perçus, honoraires et commissions versés	20 009	891	(1 998)	18 903	19 359	874	(1 281)	18 953
<b>CHARGES</b>	<b>(66 314)</b>	<b>(157 528)</b>	<b>(12 017)</b>	<b>(235 859)</b>	<b>(68 158)</b>	<b>(157 192)</b>	<b>(5 303)</b>	<b>(230 652)</b>
Dépréciations des prêts et créances et provisions pour engagements de crédit, Dépréciations d'écarts d'acquisition	946	(63)	(618)	265	1 768	134	428	2 330
Dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT</b>	<b>201 878</b>	<b>42 836</b>	<b>13 327</b>	<b>258 042</b>	<b>217 038</b>	<b>41 456</b>	<b>12 385</b>	<b>270 879</b>
(Charges) Revenus d'impôt	(31 259)	(7 011)	(49 214)	(87 484)	(52 196)	(10 356)	(2 864)	(65 415)
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>170 619</b>	<b>35 825</b>	<b>(35 887)</b>	<b>170 558</b>	<b>164 842</b>	<b>31 100</b>	<b>9 522</b>	<b>205 464</b>
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	409	0	530	939
Attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	170 619	35 825	(35 887)	170 558	164 434	31 100	8 992	204 526

(1) Compte de résultats « IX. Résultat technique des activités d'assurance ».

## B. Bilan consolidé

Provisions techniques des sociétés d'assurances (en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39				31/12/18 IFRS 9			
	Vie	Non-Vie	Non-Technique	Total	Vie	Non-Vie	Non-Technique	Total
Provisions techniques relatives aux activités d'assurance	13 914 503	1 245 370	0	15 159 874	12 643 869	1 276 492	0	13 920 361
Provisions techniques unit-linked	2 597 572	0	0	2 597 772	2 837 971	0	0	2 837 971
Part des réassureurs dans les provisions techniques	180 757	96 174	0	276 930	12 390	87 513	0	99 902

Le résultat technique des activités d'assurance s'est amélioré de EUR 154,9 millions, soit 74,2 %, pour atteindre une perte de EUR 53,8 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, à comparer avec la perte de EUR 208,8 millions pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2017.

Le résultat technique des activités d'assurance vie s'est amélioré de EUR 147 millions par rapport à l'an dernier. L'affectation des intérêts techniques aux provisions a diminué de EUR 38 millions en raison de la diminution des provisions de la Branche 21 et de la baisse des intérêts moyens garantis sur les provisions. En 2018, Belfius a défini son RAF (Risk Appetite Framework) pour sa politique de provisions Vie sous IFRS. L'application du RAF confirme que les provisions techniques Vie sont plus que suffisantes. Belfius Insurance a évalué les provisions techniques Vie conformément à ce RAF, prenant en compte les incertitudes, les risques du modèle et les sensibilités qui subsistent. Cela s'est traduit par un impact positif de EUR 45 millions. Le résultat technique Vie a subi les effets négatifs du transfert d'un fonds cantonné, compensés par un mouvement contraire du résultat net sur les investissements et dettes.

En 2017, l'assureur a affecté une part significative des plus-values (EUR 85 millions) réalisées dans le segment Vie à la provision technique pour future participation discrétionnaire afin d'appliquer un principe de cohérence comptable : la part des résultats sur les investissements destinée à la participation bénéficiaire est imputée à l'exercice durant lequel la participation bénéficiaire annuelle est effectivement attribuée aux assurés.

En Non-Vie, la marge technique s'améliore de EUR 8 millions. L'année 2018 se caractérise par de bons résultats au sein des canaux de distribution retail, plus spécifiquement dans la branche RC Auto, également à la suite d'une réduction de EUR 10 millions dans les réserves de sinistres en ligne avec le Risk Appetite Framework. Cette évolution positive a été partiellement compensée par l'impact de quelques violentes tempêtes en janvier et mai et par des résultats en baisse dans la branche accidents du travail.

## 2. Primes brutes acquises Vie

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39			31/12/18 IFRS 9		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD	Total
Primes brutes émises	474 465	325 202	799 667	498 703	298 225	796 928
Variation de la provision brute pour primes non acquises (UPR)	0	0	0	0	0	0
<b>PRIMES BRUTES ACQUISES</b>	<b>474 465</b>	<b>325 202</b>	<b>799 667</b>	<b>498 703</b>	<b>298 225</b>	<b>796 928</b>

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39	31/12/18 IFRS 9
<b>PRIMES BRUTES ÉMISES VIE</b>	<b>799 667</b>	<b>796 928</b>
Affaires directes	798 000	796 235
Réassurance acceptée	1 667	693

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39	31/12/18 IFRS 9
<b>PRIMES BRUTES ÉMISES UNIT-LINKED</b>	<b>250 115</b>	<b>413 077</b>

### 3. Aperçu des assurances Non-Vie par groupe de produits

(en milliers d'EUR)	Primes brutes acquises	Charges pour sinistres et autres frais techniques	Commissions d'acquisition	Résultat technique de réassurance	Revenus financiers	Frais de gestion	Autres	Résultat total avant impôt
<b>TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2017 IAS 39</b>	<b>668 515</b>	<b>(369 870)</b>	<b>(129 789)</b>	<b>(17 768)</b>	<b>48 447</b>	<b>(157 528)</b>	<b>833</b>	<b>42 841</b>
RÉASSURANCE ACCEPTÉE	1 753	(1 229)	(171)	(337)	1 246	(83)	(9)	1 168
<b>AFFAIRES DIRECTES</b>	<b>666 763</b>	<b>(368 640)</b>	<b>(129 617)</b>	<b>(17 431)</b>	<b>47 201</b>	<b>(157 445)</b>	<b>843</b>	<b>41 673</b>
Tous risques/accidents	109 298	(56 875)	(22 672)	(723)	9 097	(28 992)	(80)	9 053
Véhicules motorisés/ responsabilité civile	168 161	(120 954)	(28 578)	1 787	22 664	(42 557)	(193)	330
Véhicules motorisés/ autres branches	92 228	(51 915)	(17 684)	(940)	1 550	(23 590)	(13)	(364)
Incendie et autres sinistres	223 317	(83 884)	(55 622)	(16 982)	7 215	(45 792)	(310)	27 943
Autres <sup>(1)</sup>	73 759	(55 012)	(5 060)	(574)	6 675	(16 514)	1 437	4 712

(1) Comprend Crédits et cautions, la distribution Non-Vie, maladie et les accidents du travail.

(en milliers d'EUR)	Primes brutes acquises	Charges pour sinistres et autres frais techniques	Commissions d'acquisition	Résultat technique de réassurance	Revenus financiers	Frais de gestion	Autres	Résultat total avant impôt
<b>TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2018 IFRS 9</b>	<b>699 714</b>	<b>(375 567)</b>	<b>(134 937)</b>	<b>(30 559)</b>	<b>38 988</b>	<b>(157 192)</b>	<b>1 008</b>	<b>41 456</b>
RÉASSURANCE ACCEPTÉE	1 858	(1 831)	(207)	(283)	1 123	(3)	(7)	650
<b>AFFAIRES DIRECTES</b>	<b>697 856</b>	<b>(373 736)</b>	<b>(134 730)</b>	<b>(30 276)</b>	<b>37 865</b>	<b>(157 189)</b>	<b>1 015</b>	<b>40 806</b>
Tous risques/accidents	118 021	(67 736)	(24 433)	(3 230)	7 713	(28 308)	(68)	1 960
Véhicules motorisés/ responsabilité civile	175 886	(81 365)	(28 779)	(7 711)	16 721	(42 651)	(133)	31 968
Véhicules motorisés/ autres branches	100 703	(57 756)	(18 673)	(776)	1 252	(24 561)	(11)	178
Incendie et autres sinistres	237 905	(104 601)	(57 308)	(17 956)	6 350	(45 690)	(56)	18 643
Autres <sup>(1)</sup>	65 341	(62 277)	(5 537)	(603)	5 829	(15 980)	1 283	(11 944)

(1) Comprend Crédits et cautions, la distribution Non-Vie, maladie et les accidents du travail.

## 7.8. AUTRES REVENUS

Fait référence au tableau 7.8. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39	31/12/18 IFRS 9
Impôts d'exploitation	3	0
Loyers perçus d'immeubles de placement	25 519	31 406
Autres loyers perçus	4 191	4 279
Autres revenus bancaires	0	772
Reprises de provisions pour litiges <sup>(1)</sup>	842	9 327
Projets immobilier	2 505	5 742
Activités de financement d'actifs <sup>(2)</sup>	72 253	92 826
Autres revenus d'autres activités <sup>(2)</sup>	36 581	49 314
<b>AUTRES REVENUS</b>	<b>141 895</b>	<b>193 666</b>

(1) Nous renvoyons à l'annexe 6.6. « Provisions et passifs éventuels » pour une description plus détaillée. Il est à noter que les provisions complémentaires pour litiges sont comptabilisées en autres charges (nous renvoyons à la note 7.9.).

(2) Les activités de financement d'actifs ont été davantage détaillées et sont dorénavant présentées sous une ligne spécifique. La présentation de 2017 a été modifiée pour s'aligner sur la présentation de 2018.

## 7.9. AUTRES CHARGES

Fait référence au tableau 7.9. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39	31/12/18 IFRS 9
Taxes du secteur <sup>(1)</sup>	(217 356)	(221 919)
Entretien et réparation des immeubles de placement ayant généré un revenu au cours de l'exercice courant	(9 095)	(6 303)
Autres frais bancaires	0	(13)
Provisions pour litiges <sup>(2)</sup>	(39 475)	(5 767)
Projets immobilier	(1 337)	(3 939)
Activités de financement d'actifs <sup>(3)</sup>	(63 503)	(81 662)
Autres dépenses d'autres activités <sup>(3)(4)</sup>	(49 147)	(69 965)
<b>AUTRES DÉPENSES</b>	<b>(379 913)</b>	<b>(389 568)</b>

(1) Les taxes du secteur sont des taxes spécifiques pour les institutions financières, y compris

→ les Contributions au Système de Garantie des Dépôts,

→ la taxe de Souscription,

→ la Contribution de Stabilité Financière et

→ la contribution au Fonds de Résolution Unique.

Belfius a choisi de payer une partie de sa contribution au Fonds de Résolution Unique par un Engagement de Paiement Irrévocable. Cet engagement de paiement est entièrement couvert par du cash collatéral. Pour cela, Belfius a enregistré EUR 17,5 millions dans ses comptes hors bilan (stable par rapport à 2017).

(2) Une provision pour le règlement éventuel des litiges en cours avec des tiers a été comptabilisée en 2017. Nous renvoyons à la note 6.6. « Provisions et passifs éventuels ». Il est à noter que les reprises de provisions pour litiges sont comptabilisées en autres revenus (nous renvoyons à la note 7.8.).

(3) Les activités de financement d'actifs ont été davantage détaillées et sont dorénavant présentées sous une ligne spécifique. La présentation de 2017 a été modifiée pour s'aligner sur la présentation de 2018.

(4) Les « Autres dépenses d'autres activités » incluent des autres dépenses opérationnelles, des dépréciations et amortissements sur des immeubles de placement et d'autres impôts d'exploitation.

## 7.10. FRAIS DE PERSONNEL

Fait référence au tableau 7.10. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39	31/12/18 IFRS 9
Rémunérations et salaires	(417 380)	(440 897)
Sécurité sociale et coûts d'assurance	(118 827)	(118 438)
Charges de retraites - régimes à prestations définies <sup>(1)</sup>	(29 890)	(56 942)
Charges de retraites - régimes à cotisations définies <sup>(1)</sup>	(202)	(240)
Autres obligations postérieures à l'emploi (reprise/utilisation)	(297)	(396)
Palements fondés sur des actions	0	0
Autres avantages à long terme du personnel	(3 648)	(830)
Coûts de restructuration (reprise/utilisation) <sup>(1)</sup>	28 477	14 463
Autres dépenses	(20 558)	(11 460)
<b>TOTAL</b>	<b>(562 324)</b>	<b>(614 740)</b>

(1) Nous renvoyons à l'annexe 6.6. « Provisions et passifs éventuels » pour une description plus détaillée.

Les frais de personnel augmentent de EUR 52,4 millions, ou 9,3 %, à EUR 614,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 562,3 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à d'importants investissements dans les ressources humaines pour soutenir la croissance dans les marchés importants comme la bancassurance, Corporate, Private & Wealth Management. De plus, on note un impact positif en 2017 (EUR 27 millions) à la suite de la restructuration d'un plan de pension. En 2018, une provision de restructuration de EUR 5 millions a été reconnue à la suite de la décision de Belfius Insurance

de concentrer ses activités wholesale Non-Vie sur le segment du secteur social via la distribution directe et de mettre en run-off les activités wholesale Non-Vie vis-à-vis des autres institutions et clients corporate réalisées via le canal des courtiers et de la distribution bancaire. Les ressources ainsi libérées pourront être attribuées aux activités Non-Vie des clients PME vendues via les canaux de distribution propres (Banque et Les AP). Dans le cadre de la révision annuelle des plans de restructuration chez Belfius Banque, on note une augmentation de EUR 11 millions.

ETP moyen au 31 décembre 2017	Belgique	Luxembourg	Irlande	Intégralement consolidé
Cadres supérieurs	153	2	2	157
Salariés	6 111	4	6	6 121
<b>TOTAL</b>	<b>6 264</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>6 278</b>
dont le groupe bancaire	4 979	3	8	4 990
dont le groupe assureur	1 285	3	0	1 288

ETP moyen au 31 décembre 2018	Belgique	Luxembourg	Irlande	Intégralement consolidé
Cadres supérieurs	153	1	2	156
Salariés	6 191	4	5	6 200
<b>TOTAL</b>	<b>6 344</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>6 356</b>
dont le groupe bancaire	5 062	3	7	5 072
dont le groupe assureur	1 282	2	0	1 284

## 7.11. FRAIS GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS

Fait référence au tableau 7.11. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39 <sup>(1)</sup>	31/12/18 IFRS 9
Charges d'occupation des locaux	(28 055)	(26 109)
Locations simples (sauf charges informatiques)	(7 363)	(7 749)
Honoraires professionnels <sup>(1)</sup>	(50 344)	(59 937)
Marketing, publicité et relations publiques	(55 968)	(50 277)
Charges informatiques	(178 788)	(155 380)
Coûts des logiciels et coûts de recherche et développement	(35 250)	(50 994)
Entretiens et réparations	(398)	(409)
Coûts de restructuration autres que ceux liés au personnel	7 172	0
Assurances (sauf celles liées aux pensions)	(3 800)	(3 689)
Transport de fonds	(17 118)	(16 988)
Impôts d'exploitation	(57 922)	(57 958)
Autres frais généraux et administratifs <sup>(1)</sup>	(51 479)	(67 449)
<b>TOTAL</b>	<b>(479 313)</b>	<b>(496 938)</b>

(1) Il est à noter qu'un pro forma a été réalisé sur les chiffres du 31/12/17 par rapport aux chiffres publiés dans les états financiers 2017. Le pro forma consiste en un transfert des « Autres frais généraux et administratifs » vers les « Honoraires professionnels ».

Les frais généraux et administratifs augmentent de EUR 17,6 millions, ou 3,7 %, à EUR 496,9 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre

2018, contre EUR 479,3 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. La hausse s'explique principalement par d'importants investissements dans le numérique et l'innovation.

## 7.12. DÉPRÉCIATION ET AMORTISSEMENTS SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

Fait référence au tableau 7.12. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39	31/12/18 IFRS 9
Amortissements des bâtiments	(29 720)	(27 342)
Amortissements des autres immobilisations corporelles	(10 738)	(9 479)
Amortissements des immobilisations incorporelles <sup>(1)</sup>	(43 213)	(58 184)
<b>TOTAL</b>	<b>(83 672)</b>	<b>(95 004)</b>

(1) À la suite des investissements continus dans la digitalisation et l'innovation, davantage de coûts de développement subis en interne sont capitalisés depuis quelques années. De ce fait, la dépréciation des actifs immatériels s'est accrue.

## 7.13. DÉPRÉCIATIONS D'INSTRUMENTS FINANCIERS ET PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS DE CRÉDIT

Fait référence au tableau 7.13. du rapport annuel 2017.

En raison de l'application de IFRS 9 (dépréciation) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la présentation du 31 décembre 2017 est différente de celle du 31 décembre 2018. Nous renvoyons au tableau « Réconciliation du solde des dépréciations IAS 39 (+ provisions spécifiques IAS 37) vers IFRS 9 ». Belfius a choisi de ne pas retraiter les comparatifs du compte de résultats 2017.

## 1. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

## A. Dépréciation collective

(en milliers d'EUR)	31/12/17
Dotations	(41 581)
Reprises	48 492
<b>TOTAL DE DÉPRÉCIATION COLLECTIVE SUR PRÊTS</b>	<b>6 911</b>

## B. Dépréciation spécifique

(en milliers d'EUR)	31/12/17				
	Dotations	Reprises	Pertes	Recouvrements	Total
Prêts et créances sur établissements de crédit	0	43	(19)	0	24
Prêts et créances sur la clientèle	(492 753)	582 950	(160 981)	28 641	(42 143)
Actifs de compagnies d'assurances	(291)	30	0	0	(262)
Débiteurs divers	(560)	50	0	0	(510)
Engagements	(1 992)	4 958	0	0	2 967
<b>TOTAL</b>	<b>(495 595)</b>	<b>588 030</b>	<b>(161 000)</b>	<b>28 641</b>	<b>(39 924)</b>

Il est à noter qu'en 2017 « Résultat net sur investissements et dettes » comprend les dépréciations et les reprises sur les actifs financiers dépréciés classés dans « Actifs financiers disponibles à la vente » ou « Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance ». Lorsque les actifs financiers dépréciés classifiés sous « Actifs financiers disponibles à la vente » sont cédés ou annulés, Belfius enregistre les résultats réalisés dans le « Résultat net sur investissements et dettes ». Lorsque les « Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance » dépréciés sont annulés, Belfius

enregistre les résultats réalisés dans le « Résultat net sur investissements et dettes ». Lorsque des actifs corporels et incorporels sont cédés, les gains et pertes réalisés sont présentés dans « Résultat net sur investissements et dettes ». De plus, le « Résultat net sur investissements et dettes » inclut les gains et les pertes sur les prêts et avances non dépréciés qui ont été vendus. Les dépréciations sur cette catégorie sont comptabilisées dans les « Dépréciations des prêts et créances et provisions pour engagements de crédit ».



## 2. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

### A. Résumé

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Dépréciation sur investissements financiers et engagements hors bilan - étape 1	(17 343)
Dépréciation sur investissements financiers et engagements hors bilan - étape 2	22 576
Dépréciation sur investissements financiers, autres actifs et engagements hors bilan - étape 3	(71 630)
<b>TOTAL</b>	<b>(66 397)</b>

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, Belfius a choisi de revoir la présentation du résultat réalisé sur les actifs financiers et présente le résultat réalisé sur les actifs financiers dans la ligne « Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit » hors actifs financiers classés selon le business model « Détention pour perception et vente ». Le résultat réalisé par cette dernière sera reporté sur la ligne « Résultat net sur investissements et passifs ». Le résultat réalisé sur les actifs financiers dépréciés (étape 3) selon tous les modèles économiques sera classé dans la ligne « Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit ».

À des fins de comparaison, un montant de EUR 4,3 millions a été comptabilisé en 2017 sur la ligne « Résultat net sur investissements et passifs » alors qu'il aurait été classé sur la ligne « Dépréciations d'instruments financiers et provisions pour engagements de crédit » en 2018.

Les dépréciations d'instruments financiers et provision pour engagements de crédit augmentent de EUR 33,4 millions à EUR 66,4 millions (IFRS 9) pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 33,0 millions (IAS 39) pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017. Des dépréciations supplémentaires ont été pratiquées en 2018 en raison de la croissance du portefeuille de prêts au coût amorti, de l'augmentation du provisionnement prospectif des expositions immobilières, ainsi que d'un profil de risque accru pour certains sous-portefeuilles. On note cependant quelques reprises dues à la vente de certaines obligations de l'État italien, en cohérence avec l'objectif de Belfius de réduire son risque de concentration, ainsi qu'à la gestion de portefeuille et à l'évolution positive des dossiers de crédit. Il est à noter qu'en 2017, on constate un impact positif exceptionnel (de EUR 27 millions) à la suite du de-risking, principalement sur la vente des obligations US RMBS provenant encore de l'ancien portefeuille Legacy.

### B. Dépréciation sur investissements financiers et engagements hors bilan - étape 1

(en milliers d'EUR)	31/12/18				
	Dotations	Reprises	Profits	Pertes	Total
Prêts et créances sur établissements de crédit	(169)	93	0	0	(76)
Prêts et créances	(122 247)	98 317	0	0	(23 930)
Titres de créance	(1 525)	745	0	0	(780)
Engagements hors bilan	(34 495)	41 937	0	0	7 442
<b>TOTAL</b>	<b>(158 436)</b>	<b>141 093</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(17 343)</b>

Les dépréciations d'étape 1 ont augmenté de EUR 17 millions, principalement à la suite de nouvelles productions.

### C. Dépréciation sur investissements financiers et engagements hors bilan - étape 2

(en milliers d'EUR)	31/12/18				
	Dotations	Reprises	Profits	Pertes	Total
Prêts et créances sur établissements de crédit	(19)	32	0	0	13
Prêts et créances	(130 557)	141 209	709	(1 913)	9 449
Titres de créance	(28 938)	44 406	774	(328)	15 914
Engagements hors bilan	(51 491)	48 691	0	0	(2 800)
<b>TOTAL</b>	<b>(211 005)</b>	<b>234 338</b>	<b>1 484</b>	<b>(2 241)</b>	<b>22 576</b>

Les dépréciations d'étape 2 ont diminué de EUR 23 millions en raison des transferts de l'étape 2 vers l'étape 3 et d'un impact positif sur la vente des obligations souveraines italiennes ainsi que les actions standard du risque de crédit.

## D. Dépréciation sur investissements financiers, autres actifs et engagements hors bilan - étape 3

(en milliers d'EUR)	31/12/18						
	Dotations	Reprises	Sorties de bilan	Profits	Pertes	Recouvrements	Total
Prêts et créances sur établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0
Prêts et créances	(285 178)	237 847	(7 401)	6 926	(18 913)	18 764	(47 954)
Titres de créance	0	0	0	1	0	0	0
Engagements hors bilan	(29 355)	6 861	0	0	0	0	(22 494)
Autres actifs <sup>(1)</sup>	(2 048)	866		0	0	0	(1 182)
<b>TOTAL</b>	<b>(316 582)</b>	<b>245 574</b>	<b>(7 401)</b>	<b>6 927</b>	<b>(18 913)</b>	<b>18 764</b>	<b>(71 630)</b>

(1) Il s'agit des dépréciations sur principalement des autres actifs d'assurance, faisant l'objet d'une dépréciation et figurant au bilan en « Autres actifs ».

Les dépréciations de l'étape 3 ont augmenté de EUR 70 millions résultant des transferts de l'étape 2 vers l'étape 3.

## 7.14. DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Fait référence au tableau 7.14. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17 IAS 39	31/12/18 IFRS 9
Dépréciation des immeubles de placement	133	(1 212)
Dépréciation des terrains et des bâtiments <sup>(1)</sup>	13 727	(766)
Dépréciation des autres immobilisations corporelles	0	0
Dépréciation des actifs détenus en vue de la vente	(511)	0
Dépréciation des contrats de construction à long terme	0	0
Dépréciation des immobilisations incorporelles	(3 882)	(146)
<b>TOTAL</b>	<b>9 467</b>	<b>(2 124)</b>

(1) 2017 a été impactée par la reprise d'une dépréciation de EUR 14 millions sur l'immeuble du siège social de Belfius à la Tour Rogier.

Les dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles augmentent de EUR 11,7 millions, pour atteindre une perte de EUR 2,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, à comparer à un gain de EUR 9,5 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre

2017. À la suite des investissements dans le numérique et l'innovation, Belfius continue de réévaluer l'utilisation économique (attendue) de ses logiciels développés en interne et a comptabilisé, le cas échéant, des dépréciations.

## 7.15. DÉPRÉCIATION D'ÉCARTS D'ACQUISITION

Fait référence au tableau 7.15. du rapport annuel 2017.

Néant

Le test de dépréciation annuel ne nécessitait pas une dépréciation d'écarts d'acquisition. Ce test de dépréciation a été réalisé en comparant la valeur des fonds propres de Belfius Insurance à la « valeur utile ». Cette « valeur utile » a été déterminée selon un modèle de flux de trésorerie actualisés basé sur les données suivantes :

- plan financier pour 5 ans,
- taux d'actualisation : un coût de fonds propres de 10 % et
- un taux de croissance à long terme pour la Belgique de 0,5 %.

Il est à noter que le plan financier a seulement un impact limité sur le test de dépréciation. Les facteurs principaux sont la courbe d'actualisation et la croissance à long terme. Selon ce scénario, un

surplus a pu être identifié. Notez qu'il n'y a pas eu de changements dans les paramètres par rapport à l'année passée.

Pour 2017 et 2018, tous les scénarios (allant d'un taux de croissance annuel de -2 % à 2 % et un taux d'actualisation de 6 % à 12 %) ont montré qu'une dépréciation n'était pas requise. Les hypothèses pour ces scénarios sont alignées sur les évolutions attendues des résultats inclus dans le plan financier et sur les conditions de marché pour le coût du capital. Une dépréciation ne sera nécessaire que si le coût de fonds propres exigé (courbe d'actualisation) passe à 17 % avec un taux de croissance de 0,0 %. Pour un coût de fonds propres de 10 %, une dépréciation deviendrait nécessaire en cas de taux de croissance de 13 %, après réalisation du plan financier.

## 7.16. (CHARGES) REVENUS D'IMPÔT

Fait référence au tableau 7.16. du rapport annuel 2017.

	31/12/17			31/12/18		
	Impôt sur le résultat de l'exercice	Autres charges d'impôt	Total	Impôt sur le résultat de l'exercice	Autres charges d'impôt	Total
(en milliers d'EUR)						
Charges/revenus d'impôt courants : Impôt sur les bénéfices de l'exercice en cours	(159 371)	0	(159 371)	(160 972)	0	(160 972)
Charges/revenus d'impôt courants : Impôt sur les bénéfices de l'année précédente	0	2 300	2 300	0	17 726	17 726
Charges/revenus d'impôt courants : Provision pour litiges fiscaux	0	(34 186)	(34 186)	0	(2 260)	(2 260)
<b>IMPÔTS COURANTS TOTAUX</b>			<b>(191 258)</b>			<b>(145 506)</b>
Impôt différé sur l'exercice en cours	(228 870)		(228 870)	(71 229)	0	(71 229)
Impôt différé de l'année précédente	0	63 121	63 121	0	(151)	(151)
<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS TOTAUX</b>			<b>(165 749)</b>			<b>(71 381)</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>(388 241)</b>	<b>31 235</b>	<b>(357 007)</b>	<b>(232 201)</b>	<b>15 315</b>	<b>(216 886)</b>
<b>IMPÔT SUR LE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (A)</b>			<b>(388 241)</b>			<b>(232 201)</b>
<b>AUTRES CHARGES D'IMPÔT (B)</b>			<b>31 235</b>			<b>15 315</b>
<b>TOTAL (A)+(B)</b>			<b>(357 007)</b>			<b>(216 886)</b>
<b>CALCUL STANDARD DU TAUX D'IMPOSITION</b>			<b>-37,09 %</b>			<b>-25,02 %</b>

## Taux effectif d'imposition sur les bénéfices des sociétés

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT</b>	<b>962 528</b>	<b>866 876</b>
Bénéfices et pertes des sociétés mises en équivalence	4 195	1 745
<b>BASE DE L'IMPÔT (A)</b>	<b>958 334</b>	<b>865 131</b>
Taux d'impôt légal	33,99 %	29,58 %
<b>CHARGE FISCALE UTILISANT LE TAUX LÉGAL</b>	<b>325 738</b>	<b>255 906</b>
Effet fiscal des taux dans d'autres juridictions	(7 684)	(8 610)
Effet fiscal de produits non taxables <sup>(1)</sup>	(13 424)	(31 930)
Effet fiscal des charges non déductibles fiscalement	12 124	17 320
Effet fiscal de l'utilisation de pertes fiscales précédemment non comptabilisées	0	121
Effet fiscal sur un bénéfice imposable non comptabilisé précédemment en compte de résultats	0	(1 557)
Effet fiscal du retraitement d'actifs d'impôts différés non comptabilisés	(6 631)	(9 859)
Effet fiscal d'un changement de taux d'impôt	105 920	16 826
Éléments imposés à un taux réduit <sup>(2)</sup>	(32 269)	0
Autre augmentation (diminution) dans la charge d'impôt légale	4 467	(6 016)
<b>IMPÔT SUR LE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (B)</b>	<b>388 241</b>	<b>232 201</b>
Base de l'impôt	958 334	865 131
<b>TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF (B)/(A)</b>	<b>40,5 %</b>	<b>26,8 %</b>

(1) Principalement des revenus définitivement exemptés d'impôt (dividendes et plus-values sur actions).

(2) Les éléments imposés à un taux réduit concernent des plus-values sur actions. Il est à noter qu'à la date d'application initiale de l'IFRS 9, le choix irrévocable a été fait d'évaluer tous les instruments de capitaux propres à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Par conséquent, tout résultat réalisé sur ces instruments de capitaux propres est comptabilisé directement dans « Résultat reporté ».

Les charges d'impôt, impôts différés compris, diminuent de EUR 140,1 millions, ou 39,2 %, à EUR 216,9 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2018, contre EUR 357,0 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017.

En 2018, les charges d'impôt sont surtout influencées par la comptabilisation d'un impôt à recevoir sur la déduction pour revenus d'innovation chez Belfius Banque, la récupération prévue de la fairness tax par Belfius Insurance à la suite de la décision de la Cour

Constitutionnelle d'abroger la loi, et la fermeture de l'agence de Dublin, qui a eu un effet positif de EUR 31 millions sur la situation fiscale actuelle. En conséquence, le taux d'imposition effectif pour 2018 s'élève à 25 %. La réévaluation des impôts différés (nets) à la suite de la réforme belge de l'impôt des sociétés a un impact négatif sur le résultat net de Belfius de EUR 17 millions.

En 2017, les charges d'impôt sont influencées par la réévaluation des impôts différés (nets) à la suite de la réforme belge de l'impôt des sociétés, en conséquence de laquelle le taux d'imposition nominal des sociétés diminuera graduellement, passant de 33,9 % en 2017 à 25 % en 2020. Il en résulte pour le groupe bancaire une charge fiscale supplémentaire de EUR 64 millions, et de EUR 42 millions pour le groupe assureur. Par ailleurs, un produit fiscal exceptionnel de EUR 33 millions a été acté en raison d'actifs d'impôts différés qui n'étaient pas encore comptabilisés auparavant. Sans la réforme de l'impôt sur les sociétés en Belgique, le taux d'imposition effectif pour 2017 se serait situé à 29,5 %.

# AUTRES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

## VIII. ANNEXES SUR LES ÉLÉMENTS HORS BILAN

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

### 8.1. OPÉRATIONS EN DÉLAI D'USANCE (REGULAR WAY TRADE)

Fait référence au tableau 8.1. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Actifs à livrer et achat d'actifs	2 302 973	1 484 815
Passifs à recevoir et vente d'actifs	7 976 417	6 998 340

### 8.2. GARANTIES

Fait référence au tableau 8.2. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Garanties données à des établissements de crédit	1 274 481	1 180 557
Garanties données à la clientèle	3 869 989	4 075 552
Garanties reçues d'établissements de crédit <sup>(1)</sup>	957 394	902 575
Garanties reçues de la clientèle	30 462 784	30 133 568

(1) Ce montant comprend principalement les sûretés personnelles obtenues sur des opérations de dérivés.

### 8.3. ENGAGEMENTS DE CRÉDIT

Fait référence au tableau 8.3. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Lignes non utilisées ouvertes à des établissements de crédit	206 907	213 660
Lignes non utilisées ouvertes à la clientèle	23 606 619	26 071 945
Lignes non utilisées obtenues d'établissements de crédit	21 352	11 775
Lignes non utilisées obtenues de la clientèle	0	0

## 8.4. AUTRES ENGAGEMENTS D'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT

Fait référence au tableau 8.4. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Activité d'assurance - Engagements donnés	0	0
Activité d'assurance - Engagements reçus	70 151	67 520
Activité bancaire - Engagements donnés <sup>(1)</sup>	21 032 593	22 783 793
Activité bancaire - Engagements reçus	69 865 357	75 903 870

(1) Essentiellement relatifs à l'activité de Repos et collatéralisation des dettes auprès de la BCE ou auprès d'autres banques centrales.

Nous renvoyons à la partie « Gestion des risques » du rapport de gestion pour un aperçu détaillé de la situation de liquidité.

La rubrique « Activité bancaire - engagements donnés » contient également les actifs sous-jacents du programme d'émissions d'obligations (covered bonds).

Le patrimoine spécial du programme « covered bonds » comprend essentiellement des crédits immobiliers résidentiels pour un montant (nominal) de EUR 7,2 milliards fin 2017 et un montant (nominal) de EUR 8,7 milliards fin 2018. Voir annexe 6.4. « Titres de créance émis et autres passifs financiers ».

## 8.5. ENGAGEMENTS - PASSIFS ÉVENTUELS

Fait référence au tableau 8.5. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Fonds de résolution unique - Engagements donnés <sup>(1)</sup>	17 473	17 473
Autres passifs éventuels	0	143

(1) Les taxes du secteur sont des taxes spécifiques pour les institutions financières, y compris

→ les Contributions au Système de Garantie des Dépôts,

→ la taxe de Souscription,

→ la Contribution de Stabilité Financière et

→ la contribution au Fonds de Résolution Unique.

Belfius a choisi dans le passé de payer une partie de sa contribution au Fonds de Résolution Unique par un Engagement de Paiement Irrévocable. Cet engagement de paiement était entièrement couvert par du cash collatéral.

## 8.6. PRÊTS ET EMPRUNTS D'OBLIGATIONS (DANS LE CADRE DE « BOND LENDING AND BOND BORROWING TRANSACTIONS »)

Fait référence au tableau 8.6. du rapport annuel 2017.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Prêts de titres	1 627 190	1 622 279
Emprunts d'obligations	0	0

Dans le cadre de sa gestion de la liquidité, Belfius conclut de temps à autre des opérations de prêt obligataire contre des commissions.

## IX. ANNEXES SUR L'EXPOSITION AU RISQUE

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

### 9.1. JUSTE VALEUR

Fait référence au tableau 9.1. du rapport annuel 2017.

En raison de l'application de la norme IFRS 9 et de la nouvelle présentation du bilan, la présentation et les chiffres du 31 décembre 2017 sont différents du bilan d'ouverture du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et un nouveau classement des actifs financiers a été identifié. Nous nous référons à la date d'application initiale de l'IFRS 9 pour une description détaillée.

#### 1. La juste valeur des instruments financiers

##### A. Juste valeur des actifs

Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17		
	Valeur comptable	Juste valeur	Différence
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	10 236 669	10 236 669	0
Prêts et créances	104 178 353	110 940 869	6 762 516
Prêts et autres avances	98 992 204	106 300 820	7 308 616
Obligations	5 186 149	4 640 049	(546 100)
Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance	5 441 999	5 453 674	11 674
Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	3 240 298	3 240 298	0
Actifs financiers disponibles à la vente	17 982 597	17 982 597	0
Dérivés	20 303 034	20 303 034	0
Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	3 720 764	3 720 764	0
Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées	18 782	32 974	14 192
<b>TOTAL</b>	<b>165 122 495</b>	<b>171 910 878</b>	<b>6 788 383</b>

Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	31/12/18		
	Valeur comptable	Juste valeur	Différence
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	8 314 303	8 314 303	0
Prêts et créances sur établissements de crédit	13 106 846	13 106 404	(442)
Évalués au coût amorti	13 106 846	13 106 404	(442)
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0	0
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	0	0	0
Prêts et créances	91 122 512	96 690 717	5 568 204
Évalués au coût amorti	89 302 446	94 870 650	5 568 204
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0	0
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 820 067	1 820 067	0
Dettes représentées par un titre	27 077 665	27 865 078	787 413
Évaluées au coût amorti	21 610 561	22 397 974	787 413
Évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3 850 257	3 850 257	0
Évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	1 616 847	1 616 847	0
Instruments fonds propres	1 491 101	1 491 101	0
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 365 896	1 365 896	0
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	125 205	125 205	0
Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance	2 837 971	2 837 971	0
Dérivés	12 767 585	12 767 585	0
Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	4 590 806	4 590 806	0
Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées	19 047	29 761	10 714
<b>TOTAL</b>	<b>161 327 837</b>	<b>167 693 726</b>	<b>6 365 889</b>



## B. Juste valeur des dettes

## Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17		
	Valeur comptable	Juste valeur	Différence
Dettes	87 384 376	87 479 299	94 923
Dettes représentées par un titre	22 027 063	22 637 612	610 549
Dettes subordonnées	1 198 968	1 336 003	137 034
Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	8 892 710	8 892 710	0
Dérivés	21 264 032	21 264 032	0
Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	105 017	105 017	0
Passifs inclus dans un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>140 872 166</b>	<b>141 714 673</b>	<b>842 507</b>

## Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	31/12/18		
	Valeur comptable	Juste valeur	Différence
Caisse et avoirs des banques centrales	3 962 322	3 940 904	(21 418)
Dettes et dépôts	85 528 120	85 657 094	128 973
Évalués au coût amorti	85 476 557	85 605 530	128 973
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	51 563	51 563	0
Titres de créance émis et autres passifs financiers	26 686 872	27 231 576	544 705
Évalués au coût amorti	19 274 694	19 819 398	544 705
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	7 412 178	7 412 178	0
Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance	2 837 971	2 837 971	0
Dérivés	17 740 280	17 740 280	0
Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	165 078	165 078	0
Dettes subordonnées	1 219 469	1 310 888	91 420
Évaluées au coût amorti	1 219 469	1 310 888	91 420
Évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	0	0	0
Passifs inclus dans un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>138 140 112</b>	<b>138 883 791</b>	<b>743 679</b>

La diminution de la juste valeur du portefeuille de prêts est principalement liée à la légère hausse des taux d'intérêt à l'extrémité longue de la courbe des taux d'intérêt ainsi qu'à la vague de remboursements anticipés des dernières années. Il est à noter qu'une estimation interne du taux de remboursement anticipé potentiel futur a été prise en compte dans la détermination de la juste valeur.

Pour certains actifs et passifs, Belfius estime que la juste valeur se rapproche de leur valeur comptable (comme expliqué plus en détail dans les techniques d'évaluation). En outre, Belfius estime que le propre risque de crédit n'a pas changé de manière significative et n'a donc pas tenu compte d'une réévaluation du propre risque de crédit.

## 2. Analyse de la juste valeur des instruments financiers

### A. Actifs

#### Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Prêts et créances	1 099 150	27 716 334	82 125 385	110 940 869
Prêts et autres avances	0	26 099 416	80 201 404	106 300 820
Obligations	1 099 150	1 616 918	1 923 981	4 640 049
Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance	4 968 234	363 563	121 876	5 453 674
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>6 067 384</b>	<b>28 079 897</b>	<b>82 247 261</b>	<b>116 394 543</b>
Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	3 012 917	72 723	154 657	3 240 298
Actifs financiers disponibles à la vente	16 325 526	322 701	1 334 370	17 982 597
Dérivés	1 967	19 334 196	966 871	20 303 034
Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées	0	31 802	1 172	32 974
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>19 340 410</b>	<b>19 761 422</b>	<b>2 457 070</b>	<b>41 558 902</b>

#### Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	31/12/18			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Prêts et créances	0	23 799 308	85 997 812	109 797 121
Évalués au coût amorti	0	23 767 175	84 209 878	107 977 054
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0	0	0
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	0	32 133	1 787 934	1 820 067
Dettes représentées par un titre	19 836 870	4 705 038	3 323 170	27 865 078
Évaluées au coût amorti	15 905 656	3 899 071	2 593 247	22 397 974
Évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3 265 291	299 277	285 688	3 850 257
Évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	665 923	506 689	444 235	1 616 847
Instruments fonds propres	1 191 888	0	299 213	1 491 101
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 067 064	0	298 832	1 365 896
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	124 824	0	381	125 205
Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance	2 837 971	0	0	2 837 971
Dérivés	594	12 052 792	714 199	12 767 585
Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées	0	28 700	1 061	29 761
<b>TOTAL</b>	<b>23 867 323</b>	<b>40 585 838</b>	<b>90 335 455</b>	<b>154 788 616</b>

### B. Dettes

#### Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Dettes	0	86 948 046	531 253	87 479 299
Dettes représentées par un titre	8 275 470	3 094 131	11 268 011	22 637 612
Dettes subordonnées	875 527	98 457	362 019	1 336 003
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>9 150 997</b>	<b>90 140 635</b>	<b>12 161 283</b>	<b>111 452 914</b>
Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	2 622 050	2 944 937	3 325 724	8 892 710
Dérivés	353	20 450 312	813 367	21 264 032
Passifs inclus dans un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées	0	0	0	0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>2 622 403</b>	<b>23 395 249</b>	<b>4 139 090</b>	<b>30 156 742</b>

## Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	31/12/18			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Dettes et dépôts	0	85 180 904	476 190	85 657 094
Évalués au coût amorti	0	85 129 341	476 190	85 605 530
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	0	51 563	0	51 563
Titres de créance émis et autres passifs financiers	10 043 729	6 638 004	10 549 844	27 231 576
Évalués au coût amorti	9 940 925	1 884 635	7 993 839	19 819 398
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	102 803	4 753 369	2 556 005	7 412 178
Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance	2 837 971	0	0	2 837 971
Dérivés	122	17 059 286	680 871	17 740 280
Dettes subordonnées	879 643	95 250	335 995	1 310 888
Évaluées au coût amorti	879 643	95 250	335 995	1 310 888
Évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	0	0	0	0
Passifs inclus dans un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>13 761 466</b>	<b>108 973 444</b>	<b>12 042 899</b>	<b>134 777 809</b>

## 3. Transfert entre niveau 1 et niveau 2 de la juste valeur des actifs et passifs évalués à la juste valeur dans le bilan

## A. Actifs évalués à la juste valeur dans le bilan

## Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17	
	De niveau 1 à niveau 2	De niveau 2 à niveau 1
Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	15 973	300 949
Actifs financiers disponibles à la vente	35 931	388 491
Dérivés	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>51 904</b>	<b>689 441</b>

## Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	31/12/18	
	De niveau 1 à niveau 2	De niveau 2 à niveau 1
Dettes représentées par un titre	75 100	145 108
Évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	75 097	125 617
Évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	3	19 490
<b>TOTAL</b>	<b>75 100</b>	<b>145 108</b>

À la suite de l'amélioration de la liquidité du fait de meilleures conditions de marché pour certaines obligations, celles-ci ont été transférées du niveau 2 au niveau 1.

## B. Passifs évalués à la juste valeur dans le bilan

## Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

Néant.

## Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

Néant.

## 4. Réconciliation niveau 3

### A. Actifs

#### Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

	31/12/17									
	Solde d'ouverture	Total des pertes et profits réalisés	Total des pertes et profits non réalisés dans le résultat	Total gains/pertes dans le résultat global	Achats	Ventes	Règlements	Transferts en niveau 3	Sortie du niveau 3	Solde de clôture
(en milliers d'EUR)										
Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	271 710	0	0		155 858	(268 243)	0	1 200	(5 867)	154 657
Actifs financiers disponibles à la vente	1 238 643	(125)	36 851	(11 387)	138 404	(5 544)	(36 365)	12 180	(38 287)	1 334 370
Dérivés	1 217 438	0	(287 051)		237 748	0	(218 768)	24 146	(6 642)	966 871
<b>TOTAL</b>	<b>2 727 791</b>	<b>(125)</b>	<b>(250 200)</b>	<b>(11 387)</b>	<b>532 010</b>	<b>(273 788)</b>	<b>(255 133)</b>	<b>37 527</b>	<b>(50 797)</b>	<b>2 455 898</b>

#### Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

	31/12/18									
	Solde d'ouverture 01/01/18	Total des pertes et profits non réalisés dans le résultat	Total gains/pertes dans le résultat global	Achats	Ventes	Règlements	Transferts en niveau 3	Sortie du niveau 3	Ajustements taux de change	Solde de clôture
(en milliers d'EUR)										
Prêts et créances	2 313 898	(155 892)		22 600	(392 671)	0	0	0	0	1 787 934
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	2 313 898	(155 892)		22 600	(392 671)	0	0	0	0	1 787 934
Dettes représentées par un titre	966 939	(1 356)	(7 152)	199 463	(184 116)	(46 007)	22	(197 870)	0	729 923
Évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	395 032	(150)	(7 152)	2 450	(2 251)	(5 197)	0	(97 045)	0	285 688
Évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	571 907	(1 207)		197 013	(181 864)	(40 810)	22	(100 825)	0	444 235
Instruments fonds propres	219 006	0	38 137	14 501	(20 465)	(1 754)	59 508	(9 720)	0	299 213
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	216 437	0	38 137	14 120	(20 464)	(1 754)	59 508	(7 152)	0	298 832
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	2 569	0		380	(1)	0	0	(2 568)	0	381
Dérivés	782 518	20 959		108 743	0	(116 089)	4 566	(86 127)	(372)	714 199
<b>TOTAL</b>	<b>4 282 361</b>	<b>(136 289)</b>	<b>30 985</b>	<b>345 306</b>	<b>(597 252)</b>	<b>(163 850)</b>	<b>64 096</b>	<b>(293 717)</b>	<b>(372)</b>	<b>3 531 269</b>

La « vente » dans la rubrique « Prêts et créances évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats » est principalement due à la diminution des prêts structurés à la suite de la restructuration

vers des prêts plus basiques. Les « achats » de titres de créance évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats sont principalement liés aux obligations régionales belges.

## B. Dettes

## Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

	31/12/17									
	Solde d'ouverture	Total des pertes et profits non réalisés dans le résultat	Total gains/pertes dans le résultat global	Achats	Ventes	Acquis dès l'origine (actif)/ propre émission (passif)	Règlements	Transferts en niveau 3	Sortie du niveau 3	Solde de clôture
(en milliers d'EUR)										
Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	2 681 797	(23 705)		50 734	(727)	572 453	(11 602)	80 743	(23 968)	3 325 724
Dérivés	986 949	(184 287)		163 290	0	0	(145 253)	(9 894)	2 562	813 367
<b>TOTAL</b>	<b>3 668 745</b>	<b>(207 992)</b>		<b>214 024</b>	<b>(727)</b>	<b>572 453</b>	<b>(156 855)</b>	<b>70 849</b>	<b>(21 407)</b>	<b>4 139 090</b>

## Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

	31/12/18									
	Solde d'ouverture 01/01/18	Total des pertes et profits non réalisés dans le résultat	Total gains/pertes dans le résultat global	Achats	Ventes	Acquis dès l'origine (actif)/ propre émission (passif)	Règlements	Transfert en niveau 3	Sortie du niveau 3 <sup>(1)</sup>	Solde de clôture
(en milliers d'EUR)										
Titres de créance émis et autres passifs financiers	3 325 724	(6 057)		5	(50 734)	617 189	(115 328)	0	(1 214 794)	2 556 005
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	3 325 724	(6 057)		5	(50 734)	617 189	(115 328)	0	(1 214 794)	2 556 005
Dérivés	812 448	13 106		91 079	0	0	(146 871)	2 859	(91 750)	680 871
<b>TOTAL</b>	<b>4 138 171</b>	<b>7 049</b>		<b>91 084</b>	<b>(50 734)</b>	<b>617 189</b>	<b>(262 198)</b>	<b>2 859</b>	<b>(1 306 545)</b>	<b>3 236 876</b>

(1) À la suite de la validation formelle du modèle d'évaluation, on constate un passage du niveau 3 au niveau 2 pour les obligations indexées sur actions.

La colonne « Total des gains et pertes réalisés dans le compte de résultats » et « Total des gains et pertes non réalisés dans le compte de résultats » ne peut pas être analysée de manière individuelle, étant donné que certains actifs ou passifs évalués au coût amorti ou certains actifs ou passifs classifiés niveau 1 ou 2 peuvent être couverts par des instruments dérivés classifiés niveau 3.

La colonne « Acquis dès l'origine (actif)/propre émission (passif) » est relative à l'émission d'obligations Belfius. Elles sont classifiées à la juste valeur par le compte de résultats pour éliminer un mismatch comptable.

## 5. Techniques d'évaluation et données (niveau 1, 2 et 3)

**Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur (détenus à des fins de transaction, désignés à la juste valeur par le compte de résultats, titres de créance et instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, actifs financiers détenus à des fins autres que de négociation obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats, dérivés)**

### **Instruments financiers évalués à la juste valeur pour lesquels des cotations de marché fiables sont disponibles (niveau 1)**

Si le marché est actif – ce qui implique des cours d'achat-vente représentant des transactions effectives pour des montants substantiels conclues dans des conditions normales de marché entre parties consentantes –, ces prix de marché fournissent une preuve fiable de juste valeur et sont donc utilisés pour l'évaluation de la juste valeur (par exemple les contrats financiers à terme sur taux d'intérêt, les obligations liquides, etc.).

L'utilisation de prix de marché cotés sur un marché actif pour des instruments identiques sans ajustement permet l'inclusion dans le niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur telle que définie dans l'IFRS 13, ce qui n'est pas le cas de l'utilisation de prix cotés sur des marchés non actifs ou de l'utilisation de spreads cotés.

### **Instruments financiers à la juste valeur pour lesquels il n'existe pas de prix de marché fiable et pour lesquels les valorisations sont obtenues par des techniques d'évaluation (niveau 2 et 3)**

Les instruments financiers pour lesquels aucun prix de marché sur des marchés actifs n'est disponible, sont évalués sur la base de techniques d'évaluation. La détermination de l'existence ou non d'un marché actif est faite selon des critères tels que le volume de transaction, l'écart achat/vente et le nombre de contributions de prix/spread. Les modèles utilisés par Belfius varient de modèles standard disponibles sur le marché à des modèles développés en interne. La disponibilité de quelques prix observables sur le marché et les paramètres d'input du modèle réduisent le besoin d'évaluation et d'estimation du management ainsi que l'incertitude relative à la détermination des justes valeurs. Ces disponibilités varient en fonction des produits et des marchés et sont soumises à des changements reposant sur des événements spécifiques et au contexte des marchés financiers.

Quand un instrument financier n'est pas classifié au niveau 1, Belfius requiert la satisfaction de deux conditions pour l'inclusion au niveau 2 (par exemple swaps de devises, swaptions, cap/floors, contrats de change/options et obligations moins liquides) :

- le modèle doit être validé par le département Validation ou correspondre au processus de validation que le département Market Risk a mis en place afin de tester la fiabilité de ces valorisations ;
- les données que Belfius intègre dans ses modèles de valorisation sont soit directement observables (prix), soit indirectement observables (spreads).

Les évaluations de la juste valeur d'instruments financiers qui ne sont pas de niveau 1 ou qui ne respectent pas les deux conditions de niveau 2 mentionnées ci-dessus, doivent être traitées comme celles de niveau 3. Dans ce contexte, les paramètres suivants ne sont pas considérés au sein de Belfius comme étant observables : l'inflation belge, le CMS-spread, les corrélations equity (comme equity baskets, obligations non liquides, Total Return Swap, Credit Default Obligations et Credit Default Swap).

Par conséquent, les prêts structurés évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats sont classés au niveau 3. Ces actifs financiers sont illiquides et ne sont pas échangés sur un marché actif. La juste valeur de ces prêts est déterminée à l'aide d'un modèle de valorisation basé essentiellement sur des données non observables, y compris les corrections de valorisation complémentaires décrites ci-dessous.

Les obligations commercialisées dans les marchés inactifs sont valorisées en utilisant des techniques d'évaluation. Pour valoriser son portefeuille d'obligations illiquides, Belfius calcule les spreads sur la base d'une méthode fondée sur des croisements au sein d'un univers large d'obligations et de CDS spreads. Les spreads calculés sont contestés (back-testing) tous les trimestres au moyen de comparaisons avec des spreads de marché observables.

Les instruments de capitaux propres non cotés sont systématiquement classés au niveau 3. Conformément aux principes définis en IFRS 13, différents modèles de valorisation de la juste valeur sont possibles pour les instruments de capitaux propres non cotés (actualisation des flux de trésorerie, valeur de l'actif net, prix des transactions récentes...).

Les dérivés sont valorisés au prix moyen du marché auquel la cascade précédente (niveau 1, 2, 3) est appliquée. Pour la juste valeur (niveau 2), Belfius utilise des paramètres de marché observables et des modèles de valorisation conformes au marché. La courbe des taux d'escompte tient compte d'éventuels revenus collatéraux.

En outre, les corrections de valorisations complémentaires suivantes sont d'application au sein de Belfius.

- **Unearned credit spread** : cette correction de valeur tient compte de la possibilité qu'une contrepartie soit mise en défaut et qu'une partie de la juste valeur ne puisse être récupérée (Credit Value Adjustment), et de la solvabilité de Belfius (Debit Value Adjustment). Unearned credit spread est calculé pour, non seulement, des dérivés garantis ainsi que des dérivés non garantis. Unearned credit spread sur des dérivés garantis par un contrat standardisé ISDA/CSA, est calculé sur la base d'une Margin Period of Risk et les garanties échangées. Pour les dérivés non garantis, une estimation du risque potentiel (expected exposure) est réalisée en déterminant la juste valeur future en ligne avec les pratiques de marché. Ces expected exposures sont multipliés par une indication de la perte attendue (expected loss). Vu que la majorité des expected losses ne sont pas directement observables dans le marché, Belfius utilise des spreads dérivés qui sont déterminés au moyen d'une méthode basée sur des croisements au sein d'un univers large d'obligations et de CDS spreads.

- Correction bid/ask : comme le prix moyen du marché ne tient pas compte de la direction dans laquelle le deal a été conclu, la correction bid/ask tient compte de cette information dans le total de la juste valeur.
- Spread de financement : cet ajustement de valeur tient compte des coûts ou revenus de financement des opérations non garanties. Pour toutes les transactions non garanties, une correction est faite pour le funding value adjustment sur la base d'un coût de financement moyen de Belfius Banque. Ce coût de financement est déterminé par ALM et prend en compte les différentes sources de financement.
- Market price uncertainty : correction de valeur pour l'incertitude des paramètres de marché.
- Model risk : cette correction de valeur est appliquée si les présomptions à la base d'un modèle de valorisation ne sont pas vérifiées avec assez de précision.
- Cash-CDS adjustment : cet ajustement tient compte de la différence de spread entre les instruments de cash et les dérivés correspondants.

### Instruments financiers évalués au coût amorti (évalués pour l'annexe IFRS à la juste valeur)

La juste valeur des titres de créance gérés au sein d'un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers, est déterminée selon les principes d'évaluation suivants.

### Principes généraux

- la valeur comptable des instruments financiers dont l'échéance est inférieure à 12 mois est supposée refléter leur juste valeur ;
- la valorisation des obligations suit les mêmes principes de valorisation que les titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ;

### Partie des taux d'intérêt

- la juste valeur des prêts à taux fixe et des prêts hypothécaires rend compte des variations des taux d'intérêt depuis l'origine ;
- les prêts à taux variable sont valorisés en utilisant les forward rates correspondants augmentés d'une marge contractuelle ;
- les valeurs de marché ou de modèle pour les caps, floors et options de remboursement anticipé sont incluses dans la juste valeur des prêts et créances ;
- la juste valeur des prêts à taux variable (par exemple 3M euribor) est approximativement estimée comme étant leur juste valeur ;
- un ajustement pour le risque de crédit est également inclus dans la juste valeur ;
- les remboursements potentiels futurs anticipés ont été estimés à partir d'une évaluation interne.

## A. Information quantitative sur les données importantes non observables (niveau 3)

Si la valeur des instruments financiers est déterminée sur la base de techniques de valorisation qui utilisent des données de marché non observables, des hypothèses alternatives pourraient avoir un impact sur les fonds propres et le résultat.

Instrument financier	Données non observables	Différence avec supposition alternative	Impact des hypothèses alternatives sur le résultat (en millions d'EUR)	Impact des hypothèses alternatives sur les fonds propres (en millions d'EUR)
OTC swaps liés à l'inflation belge	Prévisions d'inflation belge	+30 pb	-2,78	
OTC dérivés sur CMS spread	Corrélation entre taux CMS	+10 %	+0,06	
OTC swaps avec caractéristiques Bermuda	Mean Reversion	1 %	+0,84	
Collateralised Debt Obligation	Spread de crédit	-10 pb	-3,68	
Credit Default Swap	Spread de crédit	-10 pb	+2,49	
Obligations illiquides	Spread de crédit	-10 pb		+1,41

## B. Processus d'évaluation

Le département Risques en charge de la gestion du risque de marché détermine la juste valeur et le niveau de juste valeur pour chaque transaction. Étant donné que ce département fournit toutes les données de marché, il est expert en matière d'observabilité. En outre, il a une vision claire du statut de validation et de la fiabilité des modèles utilisés.

## C. Transferts entre les niveaux d'évaluation

Les niveaux IFRS dépendent d'un score de liquidité interne pour les obligations ou d'un critère d'observabilité et d'un statut de validation du modèle pour les produits dérivés. Le score de liquidité des obligations est réparti entre très liquide (score élevé) et très illiquide (score faible). Par conséquent, un léger changement dans la liquidité sur le marché n'influe pas sur la distribution de N1 et N2 ou N3. Quelques obligations sont néanmoins proches de la limite d'illiquidité et



peuvent passer de N1 à N2 ou N3 et vice-versa, mais l'essentiel se trouve en coût amorti pour la Banque. Les principaux événements de 2018 (événements politiques en Italie et en Espagne, tweets de Donald Trump et menaces commerciales) ont fait passer certains scores élevés à des scores inférieurs, bien que cela ait eu peu d'impact sur le score de liquidité global. Nous avons également

observé une diminution du volume N3 à la suite d'une diminution correspondante des positions N3. Pour les produits dérivés, nous n'avons pas vu de transferts importants entre les niveaux puisque le volume du stock est stable et l'observabilité reste la même. De plus, la validation des modèles s'étend de plus en plus, ce qui entraîne une tendance à la baisse du stock N3.

## 6. Communication des différences entre les prix de transaction et les valeurs modélisées (gain ou perte au premier jour de la transaction différé)

Aucun montant substantiel n'est reconnu comme gain ou perte différé au premier jour de la transaction (DOP) en 2017 ou 2018.

Plus particulièrement, étant donné que Belfius vend des produits de type « plain vanilla », (tels que des Interest Rate Swaps (IRS)) ou des produits plus complexes (tels que les transactions structurées)

qui sont couverts sur le marché en ligne avec le cadre et les limites du risque de marché, le gain ou la perte au premier jour résultant de la transaction est comptabilisé immédiatement. Seules quelques transactions de montants immatériels ont des paramètres non observables. En conséquence, le gain ou la perte différé au premier jour de transaction (Deferred DOP) est immatériel.

## 9.2. EXPOSITION AUX RISQUES DE CRÉDIT

Fait référence au tableau 9.2. du rapport annuel 2017.

En raison de l'application de la norme IFRS 9 et de la nouvelle présentation du bilan, la présentation et les chiffres du 31 décembre 2017 sont différents du bilan d'ouverture du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et un nouveau classement des actifs financiers a été identifié. Nous nous référons à la date d'application initiale de l'IFRS 9 pour une description détaillée.

### 1. Gestion du risque de crédit - principes généraux

L'exposition maximale au risque de crédit est exprimée en exposition totale en cas de défaut (Full Exposure At Default - FEAD) et est déterminée comme suit :

- pour les actifs du bilan (autres que les dérivés) : la valeur comptable brute (avant dépréciation) ;
- pour les dérivés : la juste valeur des dérivés après netting a augmenté avec l'exposition future potentielle (calculée selon la méthode de l'exposition courante, ou « add-on ») ;
- pour les titres achetés avec un engagement de revente (Reverse Repos) : la valeur comptable complétée par le collatéral excédentaire donné pour les titres vendus avec un engagement de rachat (Repos) ;

→ pour les engagements hors bilan : soit la partie non tirée de la facilité soit l'engagement maximum de Belfius au titre des garanties données à des tiers.

Il est à noter que la définition de l'exposition maximale au risque de crédit telle qu'utilisée en interne et pour les tableaux des risques présentés ci-dessous, présentant la valeur comptable de ses actifs bruts de dépréciation, diffère légèrement de la notion dans IFRS 7 avec une présentation des actifs nets de dépréciation.

### 2. Inputs, hypothèses et techniques utilisées pour estimer la dépréciation

Nous renvoyons à la partie « Gestion des risques » du rapport de gestion.

### 3. Analyse de l'exposition aux risques de crédit

#### A. Exposition par zone géographique

Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17 (PF <sup>(1)</sup> )
Belgique	122 926 718
France	6 868 668
Allemagne	1 204 985
Grèce	303
Irlande	78 470
Italie	4 130 791
Luxembourg	990 555
Espagne	2 741 814
Portugal	157 746
Autres pays de l'UE	11 722 656
Reste de l'Europe	883 453
Turquie	83 403
Royaume-Uni	10 846 189
États-Unis et Canada	2 828 216
Amérique du Sud et Amérique centrale	451 265
Sud-Est asiatique	441 789
Japon	398 310
Autres	1 342 982
<b>TOTAL</b>	<b>168 098 313</b>

(1) Les chiffres du 31/12/2017 ont été ajustés à la suite de l'application de la méthodologie de calcul affinée à l'exposition future potentielle des dérivés.

## Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	31/12/18								
	Belgique	France	Luxembourg	Allemagne	Portugal	Irlande	Italie <sup>(1)</sup>	Grèce <sup>(2)</sup>	Espagne
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts et créances	88 973 997	1 888 286	440 323	103 684	921	1 801	52 370	64	588 923
Évalués au coût amorti	87 141 567	1 888 286	440 323	103 684	921	1 801	52 370	64	588 923
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 832 430	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	8 498 716	3 452 602	143 496	181 935	188 176	147 116	2 424 563	0	1 416 797
Évaluées au coût amorti	7 025 858	2 806 767	104 103	112 814	48 524	33 356	1 603 777	0	891 697
Évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 161 872	513 675	39 393	56 234	139 652	101 027	770 750	0	505 681
Évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	310 987	132 160	0	12 886	0	12 733	50 036	0	19 419
Dérivés	888 352	902 232	55 481	319 203	0	21	30 268	0	191 244
Engagements de crédits et garanties financières donné(e)s	26 159 010	544 094	410 613	4 584	544	2 330	5 639	234	48 198
Autres (principalement prêts de titres et appels de marge)	1 171 671	864 430	70 245	399 131	0	97	4 658	0	21 328
<b>TOTAL</b>	<b>125 691 746</b>	<b>7 651 644</b>	<b>1 120 157</b>	<b>1 008 536</b>	<b>189 640</b>	<b>151 364</b>	<b>2 517 498</b>	<b>298</b>	<b>2 266 491</b>

(en milliers d'EUR)	31/12/18									
	Autres pays de l'UE <sup>(3)</sup>	Reste de l'Europe	États-Unis et Canada	Royaume-Uni	Sud-Est asiatique	Amérique du Sud et Amérique centrale	Turquie	Japon	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	8 265 933	2 368	4 505	1 240	340	148	66	355	427	8 275 381
Prêts et créances	685 474	57 318	33 033	129 601	45 232	14 729	6 834	3 386	38 492	93 064 468
Évalués au coût amorti	685 474	57 318	33 033	129 601	45 232	14 729	6 834	3 386	38 492	91 232 039
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 832 430
Dettes représentées par un titre	1 030 133	186 835	2 297 705	5 396 811	22 062	93 719	0	399 191	629 162	26 509 019
Évaluées au coût amorti	811 944	168 174	2 163 704	4 816 730	22 062	82 922	0	398 686	615 077	21 706 195
Évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	161 054	18 534	88 981	276 303	0	10 797	0	505	917	3 845 375
Évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	57 135	127	45 020	303 779	0	0	0	0	13 167	957 449
Dérivés	94 365	958	197 181	935 318	55	0	0	5 982	3 556	3 624 216
Engagements de crédits et garanties financières donné(e)s	344 190	33 597	1 080 360	931 343	229 047	297 914	39 763	259	331 620	30 463 338
Autres (principalement prêts de titres et appels de marge)	37 247	670 359	175 392	1 360 875	0	0	0	0	17 610	4 793 043
<b>TOTAL</b>	<b>10 457 342</b>	<b>951 435</b>	<b>3 788 177</b>	<b>8 755 187</b>	<b>296 737</b>	<b>406 510</b>	<b>46 664</b>	<b>409 173</b>	<b>1 020 866</b>	<b>166 729 466</b>

(1) Belfius a vendu au premier trimestre une partie de ses obligations d'État et de swaps italiens, pour un montant notionnel de EUR 0,8 milliard, qui ont été classés selon un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers. Cette vente de certaines obligations d'État italiennes s'inscrit dans l'objectif de Belfius de réduire le risque de concentration qui lui est associé. Cela porte le total de l'exposition restante sur la République italienne à EUR 2,2 milliards fin 2018.

(2) L'exposition sur la Grèce comprend également un petit nombre de prêts à des particuliers en Grèce avec des liens économiques avec la Belgique et une bonne qualité de crédit.

(3) Inclut des entités supranationales comme la Banque centrale européenne. La diminution significative est principalement liée à une baisse des réserves monétaires à la Banque centrale européenne.

## B. Exposition par catégorie de contrepartie

## Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17 (PF <sup>(1)</sup> )
Souverains	24 799 346
Entités secteur public	47 374 892
Grandes entreprises	29 484 919
Monoline insurers	3 517 111
ABS/MBS	997 140
Financements de projets	2 034 176
Particuliers, PME, indépendants	45 168 423
Établissements financiers	13 977 287
Autres	745 019
<b>TOTAL</b>	<b>168 098 313</b>

(1) Les chiffres du 31/12/2017 ont été ajustés à la suite de l'application de la méthodologie de calcul affinée à l'exposition future potentielle des dérivés.

## Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	31/12/18								
	Souverains	Entités secteur public	Grandes entreprises	Monoline insurers	ABS/MBS	Financements de projets	Particuliers, PME, indépendants	Établissements financiers	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	8 275 381	0	0	0	0	0	0	0	8 275 381
Prêts et créances	1 562 935	27 907 375	18 301 019	0	0	859 281	42 055 243	2 378 615	93 064 468
Évalués au coût amorti	1 562 935	26 086 885	18 289 079	0	0	859 281	42 055 243	2 378 615	91 232 039
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	0	1 820 490	11 940	0	0	0	0	0	1 832 430
Dettes représentées par un titre	10 214 674	3 946 706	3 322 469	3 650 491	840 079	696 867	0	3 837 732	26 509 019
Évaluées au coût amorti	8 040 483	3 252 689	2 466 710	3 361 355	724 837	696 867	0	3 163 254	21 706 195
Évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2 087 858	462 323	840 921	0	27 070	0	0	427 204	3 845 375
Évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	86 334	231 694	14 839	289 136	88 172	0	0	247 274	957 449
Dérivés	35 309	881 119	287 854	442 138	0	173 771	104	1 803 921	3 624 216
Engagements de crédits et garanties financières donn(e)s	93 490	12 621 786	10 344 576	426 195	0	491 750	5 860 923	624 617	30 463 338
Autres (principalement prêts de titres et appels de marge)	306 705	336 878	648 339	0	0	0	687	3 500 434	4 793 043
<b>TOTAL</b>	<b>20 488 494</b>	<b>45 693 863</b>	<b>32 904 257</b>	<b>4 518 824</b>	<b>840 079</b>	<b>2 221 670</b>	<b>47 916 958</b>	<b>12 145 319</b>	<b>166 729 466</b>

## C. Tableau des pays importants par contrepartie

## Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17 (PF <sup>(1)</sup> )						Total
	Obligations souveraines	Établissements financiers	ABS/MBS	Entités secteur public	Entreprises - Financements de projets	Autres	
Belgique	7 199 038	597 717	50 000	45 167 119	22 610 379	47 302 464	122 926 718
France	796 034	4 138 065	33 821	939 245	849 546	111 957	6 868 668
Royaume-Uni	0	3 862 647	265 936	45 649	3 809 619	2 862 338	10 846 189
Espagne	360 321	1 941 119	164 048	123 954	144 186	8 186	2 741 814
Italie	3 733 129	116 627	126 302	0	149 243	5 489	4 130 791
États-Unis et Canada	0	737 060	110 318	89 303	1 210 816	680 719	2 828 216
<b>TOTAL</b>	<b>12 088 522</b>	<b>11 393 234</b>	<b>750 427</b>	<b>46 365 270</b>	<b>28 773 789</b>	<b>50 971 153</b>	<b>150 342 395</b>

(1) Les chiffres du 31/12/2017 ont été ajustés à la suite de l'application de la méthodologie de calcul affinée à l'exposition future potentielle des dérivés.

## Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	31/12/18						Total
	Obligations souveraines	Établissements financiers	ABS/MBS	Entités secteur public	Entreprises - Financements de projets	Autres	
Belgique	5 179 577	470 560	50 000	43 608 219	26 756 862	49 626 528	125 691 746
France	875 202	4 751 843	17 421	824 653	1 067 559	114 966	7 651 644
Royaume-Uni	0	2 434 714	246 634	12	2 953 988	3 119 839	8 755 187
Espagne	511 201	1 294 953	141 281	112 074	197 640	9 341	2 266 491
Italie	2 231 345	66 421	96 536	0	120 248	2 948	2 517 498
États-Unis et Canada	0	881 894	100 048	153 380	1 219 927	1 432 928	3 788 177
<b>TOTAL</b>	<b>8 797 325</b>	<b>9 900 385</b>	<b>651 920</b>	<b>44 698 338</b>	<b>32 316 224</b>	<b>54 306 550</b>	<b>150 670 743</b>

Nous renvoyons à la partie « Gestion des risques » du rapport de gestion.

## 4. Exposition maximale au risque de crédit par catégorie d'instruments financiers soumis à dépréciation

Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

### Actifs financiers

	31/12/18			
	Instruments financiers sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (étape 1)	Instruments financiers présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (étape 2)	Actifs financiers dépréciés (étape 3)	Total
(en milliers d'EUR)				
<b>COTE DE CRÉDIT</b>				
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	8 275 381	0	0	8 275 381
<b>PRÊTS ET CRÉANCES</b>				
Évalués au coût amorti	82 267 111	7 239 449	1 725 479	91 232 039
AAA to AA-	26 539 155	1 381 885	28 628	27 949 668
A+ to BBB-	38 606 869	2 483 839	185	41 090 893
Non investment grade	15 457 228	3 201 402	8 818	18 667 448
Default	0	0	1 687 282	1 687 282
Non notés	1 663 859	172 323	567	1 836 749
<b>DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE</b>				
Évaluées au coût amorti	14 071 343	7 633 070	1 782	21 706 195
AAA to AA-	9 175 812	383 257	0	9 559 069
A+ to BBB-	4 842 422	7 016 059	1 782	11 860 264
Non investment grade	2 546	233 753	0	236 299
Default	0	0	0	0
Non notés	50 564	0	0	50 564
Évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3 032 836	812 539	0	3 845 375
AAA to AA-	1 139 999	2 158	0	1 142 157
A+ to BBB-	1 768 070	720 504	0	2 488 575
Non investment grade	107 947	47 288	0	155 235
Default	0	0	0	0
Non notés	16 819	42 589	0	59 408

### Risques hors bilan

	31/12/18			
	Instruments financiers sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (étape 1)	Instruments financiers présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (étape 2)	Actifs financiers dépréciés (étape 3)	Total
(en milliers d'EUR)				
<b>COTE DE CRÉDIT</b>				
Engagements de crédits et garanties financières donné(e)s	28 712 724	1 683 203	67 411	30 463 338
AAA to AA-	8 965 656	132 629	0	9 098 285
A+ to BBB-	15 115 311	550 764	910	15 666 986
Non investment grade	4 432 615	967 504	1	5 400 120
Default	0	0	66 500	66 500
Non notés	199 142	32 305	0	231 447

Les notations indiquées sont des notations soit internes, soit externes. En fait, Belfius utilise la méthode AIRBA (Advanced Internal Ratings Based Approach) pour le calcul des exigences en fonds propres pour le risque de crédit dans le cadre du pilier 1 du

règlement Bâle III. Toutefois, le risque de crédit des positions ABS (Asset-Backed Securities) est seulement basé sur des notations externes (Fitch, Standard & Poor's ou Moody's).

## Acheté à crédit déprécié

Néant

## 5. Exposition maximale au risque de crédit par catégorie d'instruments financiers et impact de garanties

## A. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

	31/12/17 (PF <sup>(1)</sup> )	
	Exposition au risque de crédit	Effet des collatéraux physiques
(en milliers d'EUR)		
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	10 192 945	0
Prêts et créances	87 322 855	2 840 841
Dettes représentées par un titre	26 435 922	0
Dérivés	8 154 746	0
Engagements de crédits et garanties financières donné(e)s	30 310 897	242 696
Autres (principalement prêts de titres et appels de marge)	5 680 948	0
<b>TOTAL</b>	<b>168 098 313</b>	<b>3 083 537</b>

(1) Les chiffres du 31/12/2017 ont été ajustés à la suite de l'application de la méthodologie de calcul affinée à l'exposition future potentielle des dérivés.

## B. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

	31/12/18	
	Exposition au risque de crédit	Effet des collatéraux physiques
(en milliers d'EUR)		
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	8 275 381	0
Prêts et créances	93 064 468	3 187 427
Évalués au coût amorti	91 232 039	3 185 881
Évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	1 832 430	1 546
Dettes représentées par un titre	26 509 019	0
Évaluées au coût amorti	21 706 195	0
Évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3 845 375	0
Évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	957 449	0
Dérivés	3 624 216	42 538
Engagements de crédits et garanties financières donné(e)s	30 463 338	231 013
Autres (principalement prêts de titres et appels de marge)	4 793 043	0
<b>TOTAL</b>	<b>166 729 466</b>	<b>3 460 977</b>



## 6. Actifs financiers soumis à dépréciation qui sont en souffrance

Un actif financier est en souffrance lorsque la contrepartie n'honore pas un paiement à une date contractuellement due. Ceci est considéré par contrat. Ainsi, par exemple, si une contrepartie est en défaut

de paiement des intérêts contractuellement dus à une date prévue, l'intégralité du contrat est considéré comme étant en souffrance.

### A. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17			Montant comptable des actifs financiers individuellement dépréciés, avant déduction des dépréciations spécifiques
	Actifs en souffrance mais non dépréciés			
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours	
Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenus variables)	0	0	0	1 782
Prêts et créances (au coût amorti)	551 888	13 728	17 461	1 821 591
Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0	0
Autres instruments financiers - au coût	0	0	0	3 122
<b>TOTAL</b>	<b>551 888</b>	<b>13 728</b>	<b>17 461</b>	<b>1 826 495</b>

### B. Présentation et chiffres au 31/12/2018 (IFRS 9)

(en milliers d'EUR)	Instruments financiers sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (étape 1)			Instruments financiers présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (étape 2)			Valeur comptable		
							Actifs financiers dépréciés (étape 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours ≤ 90 jours	> 90 jours
Prêts et créances sur établissements de crédit	423	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts et créances	233 644	38 801	8 226	115 154	26 397	13 662	58 160	86 513	390 814
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>234 068</b>	<b>38 801</b>	<b>8 226</b>	<b>115 154</b>	<b>26 397</b>	<b>13 662</b>	<b>58 160</b>	<b>86 513</b>	<b>390 814</b>

Les actifs en souffrance relèvent essentiellement des services aux particuliers et aux entreprises. Les débiteurs sont classés dans la catégorie « Défaillant » lorsqu'ils remplissent l'un des deux critères suivants, ou les deux :

- le débiteur a une exposition significative en souffrance depuis plus de 90 jours ;
- il est jugé improbable que le débiteur s'acquitte de l'intégralité de ses engagements sans réalisation du collatéral, qu'il existe ou non un montant en souffrance ou quel que soit le nombre de jours en souffrance.

## 7. Rééchelonnement de dettes

### A. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

(en milliers d'EUR)	31/12/17			
	Valeur comptable brute sur les expositions de rééchelonnement de dettes	Dépréciation	Cash collatéral, instruments financiers et sûretés personnelles reçues	
			Cash collatéral et instruments financiers reçus sur les expositions de rééchelonnement de dettes	Sûretés personnelles reçues sur les expositions de rééchelonnement de dettes
Instruments de dettes évalués au coût amorti	626 890	(122 035)	329 701	4 713
Engagements de crédits - donnés	25 327	0	21 528	0

## B. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

	31/12/18			
	Valeur comptable brute sur les expositions de rééchelonnement de dettes	Dépréciation	Cash collatéral, instruments financiers et sûretés personnelles reçues	
			Cash collatéral et instruments financiers reçus sur les expositions de rééchelonnement de dettes	Sûretés personnelles reçues sur les expositions de rééchelonnement de dettes
(en milliers d'EUR)				
Prêts et créances sur établissements de crédit	0	0	0	0
Prêts et créances	675 313	(122 358)	289 346	46 870
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
Risques hors bilan	12 622	0	5 799	0

Nous renvoyons également à la partie « Gestion des risques » du rapport de gestion pour plus d'informations, section 3.5. « Risque de crédit ».

## 8. Mouvements sur corrections de valeur pour pertes de crédit

## A. Présentation et chiffres au 31/12/17 (IAS 39)

	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	Utilisation	Dotations <sup>(1)</sup>	Reprises	Autres	Au 31 décembre 2017	Recouvrements directement constatés en compte de résultats	Charges directement constatées en compte de résultats
(en milliers d'EUR)								
<b>DOTATIONS SPÉCIFIQUES POUR ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS INDIVIDUELLEMENT ET COLLECTIVEMENT</b>	<b>(1 329 891)</b>	<b>152 401</b>	<b>(494 686)</b>	<b>436 711</b>	<b>15 756</b>	<b>(1 219 710)</b>	<b>28 641</b>	<b>(37 634)</b>
Prêts et créances sur établissements de crédit	(43)	38	0	5	( )	0	0	( )
Prêts et créances sur la clientèle <sup>(1)</sup>	(1 261 638)	149 145	(492 753)	436 706	15 678	(1 152 862)	28 641	(37 634)
Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	(68 210)	3 218	(1 933)	0	77	(66 848)	0	0
Instruments à revenu fixe	(840)	0	0	0	0	(840)	0	0
Actions	(67 370)	3 218	(1 933)	0	77	(66 008)	0	0
<b>DOTATIONS POUR PERTES ENCOURUES MAIS NON RAPPORTÉES SUR ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>(333 995)</b>	<b>0</b>	<b>(41 581)</b>	<b>48 492</b>	<b>12 579</b>	<b>(314 506)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Prêts et créances sur établissements de crédit	(6 311)	0	(7)	1 163	317	(4 838)	0	0
Prêts et créances sur la clientèle	(327 684)	0	(41 574)	47 328	12 262	(309 668)	0	0
Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance						0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>(1 663 887)</b>	<b>152 401</b>	<b>(536 268)</b>	<b>485 203</b>	<b>28 335</b>	<b>(1 534 216)</b>	<b>28 641</b>	<b>(37 634)</b>

(1) Belfius a achevé la dernière partie de son ancien programme tactique de de-risking actif en vendant la portion restante des obligations US RMBS dans l'ancien portefeuille Side (fusionné avec Group Center depuis le 01/01/2017), ce qui permet la reprise des dépréciations spécifiques antérieurement comptabilisées.

## B. Présentation et chiffres au 31/12/18 (IFRS 9)

	31/12/18			
	Instruments financiers sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (étape 1)	Instruments financiers présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (étape 2)	Actifs financiers dépréciés (étape 3)	Total
(en milliers d'EUR)				
<b>PRÊTS ET CRÉANCES SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>				
Évalués au coût amorti				
<b>SOLDE D'OUVERTURE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER</b>	<b>(97)</b>	<b>(32)</b>	<b>0</b>	<b>(128)</b>
Augmentations dues à l'initiation et à l'acquisition	(1 064)	(1)	0	(1 065)
Diminutions dues à la décomptabilisation	1 321	31	0	1 352
Variations dues à des variations du risque de crédit	(295)	(18)	0	(313)
Transfert vers étape 1	5	0	0	5
Taux de change et autres ajustements	(42)	1	0	(42)
<b>SOLDE DE CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>(173)</b>	<b>(19)</b>	<b>0</b>	<b>(191)</b>
<b>PRÊTS ET CRÉANCES</b>				
Évalués au coût amorti				
<b>SOLDE D'OUVERTURE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER</b>	<b>(138 340)</b>	<b>(184 209)</b>	<b>(1 152 862)</b>	<b>(1 475 411)</b>
Augmentations dues à l'initiation et à l'acquisition	(188 101)	(181 793)	(32 351)	(402 246)
Diminutions dues à la décomptabilisation	147 714	172 167	30 031	349 912
Variations dues à des variations du risque de crédit	1 548	(46 826)	(46 883)	(92 161)
Transfert vers étape 1	14 848	0	0	14 848
Transfert vers étape 2	0	67 046	0	67 046
Transfert vers étape 3	0	0	10 229	10 229
Diminutions du compte de correction de valeur dues à des sorties de bilan	0	0	55 491	55 491
Taux de change et autres ajustements	(545)	(47)	(10 892)	(11 485)
<b>SOLDE DE CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>(162 877)</b>	<b>(173 662)</b>	<b>(1 147 237)</b>	<b>(1 483 775)</b>

Les « augmentations dues à l'initiation et à l'acquisition » ainsi que les « diminutions dues à la décomptabilisation » s'expliquent principalement par le fait que le renouvellement des prêts simples et les prêts reconductibles sont comptabilisés comme une augmentation

(nouvelle transaction) et une diminution (fin de l'ancienne transaction). Il est à noter que la vente de prêts (pruning) a eu un impact sur les « diminutions dues à la décomptabilisation » des prêts des étapes 2 et 3.

	31/12/18			
	Instruments financiers sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (étape 1)	Instruments financiers présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (étape 2)	Actifs financiers dépréciés (étape 3)	Total
(en milliers d'EUR)				
<b>DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE</b>				
Évaluées au coût amorti				
<b>SOLDE D'OUVERTURE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER</b>	<b>(835)</b>	<b>(187 122)</b>	<b>(840)</b>	<b>(188 797)</b>
Augmentations dues à l'initiation et à l'acquisition	(641)	(7 976)	0	(8 617)
Diminutions dues à la décomptabilisation	383	6 950	0	7 332
Variations dues à des variations du risque de crédit	(316)	(6 795)	0	(7 111)
Transfert vers étape 1	21	0	0	21
Transfert vers étape 2	0	767	0	767
Taux de change et autres ajustements	(1)	72	0	71
<b>SOLDE DE CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>(1 388)</b>	<b>(194 105)</b>	<b>(840)</b>	<b>(196 333)</b>
Évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
<b>SOLDE D'OUVERTURE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER</b>	<b>1 598</b>	<b>42 101</b>	<b>0</b>	<b>43 699</b>
Augmentations dues à l'initiation et à l'acquisition	290	739	0	1 029
Diminutions dues à la décomptabilisation	(169)	(19 948)	0	(20 117)
Variations dues à des variations du risque de crédit	194	(1 222)	0	(1 028)
Transfert vers étape 1	(96)	0	0	(96)
Transfert vers étape 2	0	(2 223)	0	(2 223)
<b>SOLDE DE CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>1 818</b>	<b>19 446</b>	<b>0</b>	<b>21 265</b>
<b>RISQUES HORS BILAN</b>				
<b>SOLDE D'OUVERTURE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER</b>	<b>51 080</b>	<b>57 272</b>	<b>12 913</b>	<b>121 266</b>
Augmentations dues à l'initiation et à l'acquisition	38 912	49 081	0	87 993
Diminutions dues à la décomptabilisation	(24 111)	(34 351)	(3 622)	(62 085)
Variations dues à des variations du risque de crédit	(12 313)	16 619	31 633	35 939
Transfert vers étape 1	(9 834)	0	0	(9 834)
Transfert vers étape 2	0	(28 548)	0	(28 548)
Transfert vers étape 3	0	0	(5 516)	(5 516)
Taux de change et autres ajustements	(33)	269	144	380
<b>SOLDE DE CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>43 701</b>	<b>60 342</b>	<b>35 552</b>	<b>139 595</b>

Des dépréciations supplémentaires ont été pratiquées à cause de la croissance du portefeuille de prêts au coût amorti, de l'augmentation du provisionnement prospectif des expositions immobilières, ainsi que d'un profil de risque accru pour certains sous-portefeuilles. On note cependant quelques reprises dues à la vente de certaines obligations de l'État italien, en cohérence avec l'objectif de Belfius

de réduire son risque de concentration ainsi qu'à la gestion de portefeuille et à l'évolution positive des dossiers de crédit.

Les mouvements sur corrections de valeur pour pertes de crédits comprennent également les créances commerciales et les créances de location pour lesquelles les provisions pour pertes sont évaluées conformément au paragraphe 5.5.15. d'IFRS 9.

## 9. Risque de crédit des prêts et créances désignés à la juste valeur par le compte de résultats

Il n'existe actuellement aucun actif financier désigné à la juste valeur par le biais du compte de résultats. Nous renvoyons à la note 5.4.

« Prêts et créances » et à la note 5.5. « Titres de créance et instruments de capitaux propres »

## 10. Risque de crédit des passifs financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats

31/12/17	Valeur comptable	Montant du changement de la juste valeur attribuable aux changements dans le risque de crédit du passif		Différence entre la valeur comptable du passif financier et du montant contractuellement dû à l'échéance <sup>(1)</sup>
		Montant de la période	Montant cumulé	
(en milliers d'EUR)				
	8 829 915	0	0	89 737

(1) Ce montant reprend les surcotes/décotes et les variations de la valeur de marché.

31/12/18	Valeur comptable	Montant du changement de la juste valeur attribuable aux changements dans le risque de crédit du passif		Différence entre la valeur comptable du passif financier et du montant contractuellement dû à l'échéance <sup>(1)</sup>
		Montant de la période	Montant cumulé	
(en milliers d'EUR)				
	7 373 923	0	0	7 747

(1) Ce montant reprend les surcotes/décotes et les variations de la valeur de marché.

## 11. Radiation

L'encours contractuel des actifs financiers qui ont été radiés au cours de l'exercice et qui font toujours l'objet de mesures d'exécution est nul.

## 9.3. INFORMATION SUR LES CHARGES PESANT SUR LES ACTIFS ET SUR LE COLLATÉRAL REÇU

Fait référence au tableau 9.3. du rapport annuel 2017.

## 1.1. Actifs

(en milliers d'EUR)	31/12/17			
	Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
Instruments de fonds propres	0	0	1 737 779	1 737 779
Titres de créance	3 029 165	3 386 715	11 741 357	23 502 428
Prêts et créances	27 348 857		68 871 758	
dont cash collatéraux donnés	12 409 546			

(en milliers d'EUR)	31/12/18			
	Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
Instruments de fonds propres	0	0	1 491 101	1 491 101
Titres de créance	3 644 984	3 883 137	23 432 682	23 982 349
Prêts et créances	28 019 960		63 102 552	
dont cash collatéraux donnés	11 421 886			

## 1.2. Garantie reçue

(en milliers d'EUR)	Au 31 décembre 2017		Au 31 décembre 2018	
	Juste valeur de la garantie grevée reçue ou des titres de créance propres émis	Juste valeur de la garantie reçue ou des titres de créance propres émis disponibles pour être grevés	Juste valeur de la garantie grevée reçue ou des titres de créance propres émis	Juste valeur de la garantie reçue ou des titres de créance propres émis disponibles pour être grevés
Garantie reçue par l'établissement déclarant	730 460	2 865 887	129 502	3 084 326
Instruments de fonds propres	0	108 398	0	169 708
Titres de créance	730 460	2 757 489	129 502	2 914 618
Autre garantie reçue	0	0	0	0
Titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties propres ou des titres propres adossés à des actifs	0	326 597	0	426 773

## 2. Résumé des actifs grevés par source

Au 31 décembre 2017	Actifs grevés						Total
	Prêts et créances	Titres de créance					
		Actifs financiers disponibles à la vente	Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance	Prêts et créances	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Juste valeur de la garantie grevée reçue ou des titres de créance propres émis	
(en milliers d'EUR)							
SOURCE DES ACTIFS GREVÉS							
Dérivés - collatéral	12 409 546	598 282	32 565	281 935	0	257 342	13 579 670
Repos		21 466	12 062	978	87	172 493	207 086
Dépôts garantis - autres que repos	1 006 174	21 398	11 762	160 377	0	13 177	1 212 889
Financement Banque centrale	4 058 298	0	187 358	175 122	0	0	4 420 779
Obligations sécurisées émises	9 130 482	0	0	0	0	0	9 130 482
Titres adossés à des actifs émis	517 274	0	0	0	0	0	517 274
Juste valeur des titres empruntés avec garanties autres qu'en espèces	0	0	0	0	0	0	0
Prêts de titres	0	725 759	591 320	1 216	0	279 758	1 598 052
Autres	227 082	0	110 033	97 444	0	7 691	442 250
TOTAL	27 348 857	1 366 906	945 101	717 072	87	730 460	31 108 482

Au 31 décembre 2018	Actifs grevés						Total
	Prêts et créances		Dettes représentées par un titre				
	Évalués au coût amorti	Évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	Évaluées au coût amorti	Évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur de la garantie grevée reçue ou des titres de créance propres émis	
(en milliers d'EUR)							
SOURCE DES ACTIFS GREVÉS							
Dérivés - collatéral	11 421 886	0	1 294 012	0	0	(351 418)	12 364 480
Repos	3 014	0	8 829	0	0	1	11 845
Dépôts garantis - autres que repos	1 092 956	0	241 918	0	4 237	0	1 339 112
Financement Banque centrale	4 117 911	0	363 173	0	0	125 593	4 606 677
Obligations sécurisées émises	10 559 103	0	97 130	0	0	0	10 656 233
Titres adossés à des actifs émis	365 361	0	0	0	0	0	365 361
Juste valeur des titres empruntés avec garanties autres qu'en espèces	245 033	0	729 739	0	0	0	974 773
Prêts de titres	0	0	728 269	0	0	321 531	1 049 800
Autres	204 770	0	165 876	0	21 726	33 794	426 166
TOTAL	28 010 034	0	3 628 946	0	25 964	129 502	31 794 446

Cette information sur les actifs grevés a été déterminée sur une base consolidée de Belfius Banque et Belfius Insurance, conformément à l'interprétation actuelle de Belfius de la définition et du périmètre de l'EBA. Selon la définition EBA, un actif est considéré comme grevé s'il a été mis en gage ou s'il est sujet à une quelconque forme d'arrangement visant à sécuriser, garantir ou rehausser les conditions de crédit d'une transaction et dont il ne peut être retiré librement. Cette définition couvre plus que les exigences IFRS qui se focalisent davantage sur les actifs mis en gage. Parmi les actifs grevés, le prêt de titres ne doit pas être considéré comme un

nantissement. Par conséquent, les montants mis en gage selon IFRS 7 s'élèvent à EUR 30,7 milliards et représente une augmentation de EUR 1,2 milliard par rapport à 2017.

La définition des actifs grevés comprend les actifs mis en gage dans le cadre d'opérations sur le marché Repo, les prêts accordés par les banques centrales, les garanties pour l'émission de covered bonds et de titrisations, dans le cadre de transactions « bondlending » et comme collatéral dans le cadre de contrats de « Credit Support Annex » CSA ou « Credit Support Deed » (CSD).



Les obligations d'information de l'ABE sont conformes aux exigences d'information en matière de normes comptables d'IFRS 7 qui nécessitent de rapporter les montants grevés (et non grevés) de propres actifs tant à la valeur comptable qu'à la juste valeur et les montants grevés (et non grevés) à la juste valeur du collatéral reçu.

Le collatéral total reçu s'élève à EUR 3,2 milliards fin 2018. La Banque a le droit de redonner en collatéral cette garantie qui est entièrement disponible.

Fin 2018, un montant de EUR 12,4 milliards a été fourni comme garantie pour les dérivés (montant de trésorerie + titres). Les prêts de titres s'élèvent à EUR 1,3 milliard et sont évalués au coût amorti. Les obligations données en vertu d'accords CSA peuvent être réutilisées par des contreparties et représentent EUR 0,9 milliard. Les obligations postées sous CSD ne peuvent pas être réutilisées.

Belfius est active sur le marché des obligations sécurisées (covered bonds) depuis la mise en place du premier programme d'obligations sécurisées en 2012. Fin 2018, le montant notionnel total des émissions s'élevait à EUR 8,7 milliards. Cela représente une augmentation

de EUR 1,5 milliard en 2018 par rapport à 2017. À la fin de 2018, les actifs grevés pour cette source de financement sont constitués de crédits commerciaux (prêts au secteur public et prêts hypothécaires) pour un montant de EUR 10,7 milliards (une augmentation de EUR 1,5 milliard par rapport à fin 2017). Les actifs séparés dans des « cover pools » ne peuvent pas être réutilisés.

Depuis 2017, dans le cadre de la gestion de liquidité, Belfius est également active dans le prêt d'obligations dans le cadre de « Global Master Securities Lending Agreements » (GMSLA). Cette activité génère EUR 1,0 milliard d'actifs grevés.

Le collatéral donné en garantie auprès de la Banque centrale européenne s'élève à EUR 7,3 milliards fin 2018 dont EUR 4,6 milliards grevés au Funding TLTRO II de EUR 4,0 milliards et EUR 2,6 milliards qui sont disponibles. Les actifs mis en gage pour le Funding TLTRO comprennent des crédits aux entités du secteur public, PME et des crédits hypothécaires (via le véhicule de titrisation Penates et Mercurius) pour EUR 4,1 milliards et des obligations pour EUR 0,5 milliard. Les demandes de crédit en garantie du financement de la BCE ne peuvent pas être réutilisées par la BCE.

### 3. Actifs grevés/garantie reçue et passifs associés

	Au 31 décembre 2017		Au 31 décembre 2018	
	Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, garantie reçue et titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties et des titres adossés à des actifs grevés	Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, garantie reçue et titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties et des titres adossés à des actifs grevés
(en milliers d'EUR)				
Valeur comptable des passifs financiers sélectionnés	25 693 963	29 068 180	25 460 045	29 418 780

#### 4. Transfert d'actifs financiers qui ne sont pas éligibles pour une décomptabilisation dans le bilan consolidé

Au 31 décembre 2017	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés	Montant des passifs qui ont droit de recours sur l'actif transféré		
(en milliers d'EUR)			Juste valeur des actifs transférés	Juste valeur des passifs associés	Position nette
Prêts et créances sur établissements de crédit	0	0	0	0	0
Prêts et créances sur la clientèle	461 106	461 106	496 984	463 162	33 822
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	87	84	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente <sup>(1)</sup>	1 048	1 015	0	0	0
Actifs financiers désignés à la juste valeur	0	0	0	0	0
<b>TOTAL<sup>(1)</sup></b>	<b>462 241</b>	<b>462 205</b>	<b>496 984</b>	<b>463 162</b>	<b>33 822</b>

(1) Il est à noter que les chiffres de 2017 ont été ajustés.

Au 31 décembre 2018	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés	Montant des passifs qui ont droit de recours sur l'actif transféré		
(en milliers d'EUR)			Juste valeur des actifs transférés	Juste valeur des passifs associés	Position nette
Prêts et créances sur établissements de crédit	0	0	0	0	0
Prêts et créances	361 494	361 494	384 825	361 926	22 899
Dettes représentées par un titre <sup>(1)</sup>	747 868	730 093	0	0	0
Instruments fonds propres	0	0	0	0	0
Dérivés	0	0	0	0	0
<b>TOTAL<sup>(1)</sup></b>	<b>1 109 362</b>	<b>1 091 587</b>	<b>384 825</b>	<b>361 926</b>	<b>22 899</b>

(1) La valeur comptable des actifs transférés et des passifs associés a nettement augmenté en raison de l'augmentation du financement sur le marché Repo.

##### A. Repos

Belfius utilise les conventions de cession-rétrocession comme instrument de financement par lequel des titres sont vendus à une contrepartie dans le marché en échange de liquidités et sont rachetés à l'échéance du contrat.

Les conventions de cession-rétrocession sont conclues sous les conditions générales d'application dans le Global Master Repurchase Agreement. Les contreparties de la transaction sont soumises au processus d'examen de risque de crédit comme décrit dans le rapport de gestion.

Les actifs financiers transférés restent comptabilisés au bilan car Belfius en conserve la plupart des risques et avantages. Les liquidités obtenues dans le cadre de ces transactions sont reconnues comme des dettes.

Vu qu'en cas de défaut, le recours de la contrepartie n'est pas limité à l'actif transféré, la contrepartie conserve le droit sur l'entièreté de la dette. En conséquence, les colonnes « Montant des passifs qui ont droit de recours sur l'actif transféré » ne sont pas d'application.

##### B. Titrisation de crédits

Belfius a plusieurs véhicules de titrisation qu'elle consolide. Ce faisant, la plupart des risques et avantages relèvent toujours de Belfius. Les actifs financiers sous-jacents sont repris dans le bilan consolidé et les liquidités obtenues par les titrisations sont présentées en instruments de dette. Pour plus d'informations, nous renvoyons à la note 12. « Titrisation ».

Le tableau ci-dessus reprend les actifs titrisés de Penates 5 parce que dans ces titrisations, en cas de défaut, le droit de recours contractuel des investisseurs est limité aux crédits sous-jacents et ne s'applique pas à la totalité de l'instrument de dette. En conséquence, la colonne « Montant des passifs qui ont droit de recours sur l'actif transféré » présente la juste valeur des actifs transférés et des passifs qui lui sont associés.

Le transfert d'espèces reçu y associé est comptabilisé en tant que passif.

#### 5. Garanties et autres rehaussements de crédit obtenus par prise de possession des garanties détenues

Les montants concernés sont négligeables.

## 6. Compensation

### A. Actifs financiers sujets à des accords de compensation

Au 31 décembre 2017	Montants bruts d'actifs financiers comptabilisés	Montants bruts de passifs financiers compensés comptabilisés	Montants nets d'actifs financiers présentés dans le bilan	Montants non compensés au bilan		Montant net
				Instrument financier	Collatéral (titres +cash) reçu	
(en milliers d'EUR)						
Dérivés avec la London Clearing House	8 697 635	8 654 745	42 890	0	0	42 890
Dérivés avec des accords de compensation	15 626 256	0	15 626 256	8 568 136	5 086 856	1 971 264
Reverse repos (titres achetés avec un engagement de revente) avec la London Clearing House	195 811	195 811	0	0	0	0
Reverse repos (titres achetés avec un engagement de revente) avec des accords de compensation	2 196 311	0	2 196 311	0	2 195 300	1 011
<b>TOTAL</b>	<b>26 716 013</b>	<b>8 850 556</b>	<b>17 865 457</b>	<b>8 568 136</b>	<b>7 282 156</b>	<b>2 015 165</b>

Au 31 décembre 2018	Montants bruts d'actifs financiers comptabilisés	Montants bruts de passifs financiers compensés comptabilisés	Montants nets d'actifs financiers présentés dans le bilan	Montants non compensés au bilan		Montant net
				Instrument financier	Collatéral (titres +cash) reçu	
(en milliers d'EUR)						
Dérivés avec la London Clearing House	6 621 526	6 597 047	24 479	0	0	24 479
Dérivés avec des accords de compensation	12 455 975	0	12 455 975	6 189 562	4 091 999	2 174 414
Reverse repos (titres achetés avec un engagement de revente) avec des accords de compensation	3 400 880	729 739	2 671 140	0	2 669 866	1 274
<b>TOTAL</b>	<b>22 478 380</b>	<b>7 326 787</b>	<b>15 151 594</b>	<b>6 189 562</b>	<b>6 761 865</b>	<b>2 200 167</b>

### B. Passifs financiers sujets à la compensation

Au 31 décembre 2017	Montants bruts de passifs financiers comptabilisés	Montants bruts d'actifs financiers compensés comptabilisés	Montants nets de passifs présentés dans le bilan	Montants non compensés au bilan		Montant net
				Instrument financier	Collatéral (titres +cash) reçu	
(en milliers d'EUR)						
Dérivés avec la London Clearing House	8 675 037	8 654 745	20 292	0	0	20 292
Dérivés avec des accords de compensation	20 754 302	0	20 754 302	8 568 136	11 951 394	234 772
Repos (titres achetés) avec la London Clearing House	195 811	195 811	0	0	0	0
Repos (titres achetés) avec des accords de compensation	12 227	0	12 227	0	11 986	241
<b>TOTAL</b>	<b>29 637 377</b>	<b>8 850 556</b>	<b>20 786 821</b>	<b>8 568 136</b>	<b>11 963 380</b>	<b>255 305</b>

Au 31 décembre 2018	Montants bruts de passifs financiers comptabilisés	Montants bruts d'actifs financiers compensés comptabilisés	Montants nets de passifs présentés dans le bilan	Montants non compensés au bilan		Montant net
				Instrument financier	Collatéral (titres +cash) reçu	
(en milliers d'EUR)						
Dérivés avec la London Clearing House	6 615 633	6 597 047	18 586	0	0	18 586
Dérivés avec des accords de compensation	17 400 107	0	17 400 107	5 257 716	11 060 493	1 081 899
Repos (titres achetés) avec la London Clearing House	0	0	0	0	0	0
Repos (titres achetés) avec des accords de compensation	729 739	729 739	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>24 745 480</b>	<b>7 326 787</b>	<b>17 418 693</b>	<b>5 257 716</b>	<b>11 060 493</b>	<b>1 100 485</b>

## 9.4. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT : RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE JUSQU'À LA PROCHAINE DATE DE REFIXATION DES TAUX D'INTÉRÊT

Fait référence au tableau 9.4. du rapport annuel 2017.

Les dépôts à vue et les comptes d'épargne sont déclarés dans la colonne « À vue ou sur demande » car les informations établies ici considèrent la durée résiduelle jusqu'à la prochaine date de refixation des taux d'intérêt sur une base comptable, et non en fonction d'hypothèses basées sur des données comportementales observées.

Les hypothèses basées sur les données comportementales observées des clients sur ces passifs sont réalisées dans l'analyse de la sensibilité au taux intérêt de la valeur de l'actif net ou rendement (voir la note 9.5. « Risque de marché et gestion du bilan »).

### 1. 2017

#### A. Actifs

	À vue ou sur demande	≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Échéance indéterminée	Intérêts cours	Ajustements à la juste valeur et à la valeur de marché des dérivés	Dépréciation	Total
(en milliers d'EUR)										
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	10 236 964	0	0	0	0	0	(295)	0	0	10 236 669
Prêts et créances sur établissements de crédit	12 002 697	1 767 385	236 636	10 337	73 706	1 129	(16 732)	51 105	(4 838)	14 121 427
Prêts et créances sur la clientèle	2 073 582	19 197 769	12 239 965	22 782 136	33 091 004	1 684 683	426 858	23 459	(1 462 529)	90 056 926
Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	235 744	0	2 033 203	3 112 345	0	60 707	0	0	5 441 999
Actifs financiers disponibles à la vente	0	324 000	303 483	4 010 800	7 681 623	2 632 387	262 681	2 834 470	(66 848)	17 982 597
Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	0	394 423	26 552	17 660	28 458	2 634 170	2 203	136 832	0	3 240 298
Dérivés							454 956	19 848 078		20 303 034
Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux								3 720 764		3 720 764
Investissements dans des sociétés mises en équivalence						31 481				31 481
Immobilisations corporelles						1 059 212				1 059 212
Immobilisations incorporelles						162 074				162 074
Écarts d'acquisition						103 966				103 966
Actifs fiscaux courants						20 343				20 343
Actifs fiscaux différés						235 399				235 399
Autres actifs	32 692	169 277	67 738	120 177	129 939	694 592	0	12 328	(2 515)	1 224 230
Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées	0	0	0	0	0	20 426	0	0	(1 644)	18 782
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>24 345 935</b>	<b>22 088 599</b>	<b>12 874 375</b>	<b>28 974 311</b>	<b>44 117 077</b>	<b>9 279 864</b>	<b>1 190 379</b>	<b>26 627 036</b>	<b>(1 538 375)</b>	<b>167 959 201</b>
Opérations en délai d'usance (regular way trade)	0	2 295 565	0	3 109	0	4 299	0	0	0	2 302 973
Dérivés	0	23 311 731	48 183 574	136 941 140	207 099 304	674 278	0	0	0	416 210 027
<b>HORS BILAN</b>	<b>0</b>	<b>25 607 297</b>	<b>48 183 574</b>	<b>136 944 249</b>	<b>207 099 304</b>	<b>678 576</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>418 513 000</b>
<b>TOTAL DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT</b>	<b>24 345 935</b>	<b>47 695 895</b>	<b>61 057 949</b>	<b>165 918 560</b>	<b>251 216 381</b>	<b>9 958 440</b>	<b>1 190 379</b>	<b>26 627 036</b>	<b>(1 538 375)</b>	<b>586 472 201</b>

## B. Dettes

	À vue ou sur demande	≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Échéance indéterminée	Intérêts courus	Ajustements à la juste valeur et à la valeur de marché des dérivés	Total
(en milliers d'EUR)									
Dettes envers les établissements de crédit	5 734 800	1 301 820	24 857	4 009 505	29 642	32 384	(23 114)	0	11 109 893
Dettes envers la clientèle	60 239 019	14 419 891	94 892	622 483	844 968	215	53 015	0	76 274 483
Dettes représentées par un titre	0	6 045 919	5 029 607	6 240 329	4 558 536	0	152 671	0	22 027 063
Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	0	1 981 190	1 705 791	1 641 688	790 167	2 597 572	86 145	90 157	8 892 710
Provisions techniques des sociétés d'assurances						15 149 692			15 149 692
Dérivés							1 145 268	20 118 764	21 264 032
Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux								105 017	105 017
Provisions et passifs éventuels						425 300			425 300
Dettes subordonnées	0	0	0	140 921	694 337	347 919	15 790	0	1 198 968
Dettes fiscales courantes						51 351			51 351
Dettes fiscales différées						176 964			176 964
Autres passifs	140 788	883 228	83 576	67 913	6 762	579 834	219	0	1 762 321
Passifs inclus dans un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>66 114 607</b>	<b>24 632 047</b>	<b>6 938 723</b>	<b>12 722 840</b>	<b>6 924 413</b>	<b>19 361 231</b>	<b>1 429 995</b>	<b>20 313 937</b>	<b>158 437 793</b>
Opérations en délai d'usance (regular way trade)	0	7 959 537	0	3 043	0	13 838	0	0	7 976 417
Dérivés	0	20 187 019	48 178 601	139 476 480	211 596 853	729 569	0	0	420 168 521
<b>HORS BILAN</b>	<b>0</b>	<b>28 146 555</b>	<b>48 178 601</b>	<b>139 479 522</b>	<b>211 596 853</b>	<b>743 407</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>428 144 938</b>
<b>TOTAL DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT</b>	<b>66 114 607</b>	<b>52 778 603</b>	<b>55 117 324</b>	<b>152 202 362</b>	<b>218 521 265</b>	<b>20 104 638</b>	<b>1 429 995</b>	<b>20 313 937</b>	<b>586 582 731</b>

## C. Position nette

	À vue ou sur demande	≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Échéance indéterminée
(en milliers d'EUR)						
Gap de sensibilité du bilan	(41 768 672)	(5 082 707)	5 940 625	13 716 198	32 695 116	(10 146 198)

Le risque de taux d'intérêt réel de Belfius est géré sur la base d'hypothèses plus avancées. (Voir note 9.5. « Risques de marché et gestion de bilan (ALM) »).

## 2. 2018

## A. Actifs

	À vue ou sur demande	≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Échéance indéterminée	Intérêts courus	Ajustements à la juste valeur et à la valeur de marché des dérivés	Dépréciation	Total
(en milliers d'EUR)										
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	8 314 379	0	0	0	0	0	(76)	0	0	8 314 303
Prêts et créances sur établissements de crédit	10 885 323	2 085 045	72 676	68 590	5 750	424	(10 771)	0	(191)	13 106 846
Prêts et créances	2 069 166	16 773 206	14 258 263	24 273 574	32 756 687	1 799 120	360 056	316 216	(1 483 775)	91 122 512
Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres	0	4 939 114	2 054 595	5 789 031	12 327 911	2 080 596	351 995	1 221 858	(196 333)	28 568 766
Dérivés							596 727	12 170 858	0	12 767 585
Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance						2 837 971				2 837 971
Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux								4 590 806		4 590 806
Investissements dans des sociétés mises en équivalence						47 949				47 949
Immobilisations corporelles						1 065 607				1 065 607
Immobilisations incorporelles						191 497				191 497
Écarts d'acquisition						103 966				103 966
Actifs fiscaux courants						77 683				77 683
Actifs fiscaux différés						300 508				300 508
Autres actifs	41 977	115 546	32 930	52 843	44 218	766 223	0	0	(3 633)	1 050 104
Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées						21 059		0	(2 012)	19 047
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>21 310 845</b>	<b>23 912 910</b>	<b>16 418 464</b>	<b>30 184 038</b>	<b>45 134 566</b>	<b>9 292 604</b>	<b>1 297 932</b>	<b>18 299 738</b>	<b>(1 685 945)</b>	<b>164 165 152</b>
Opérations en délai d'usance (regular way trade)	0	1 053 872	193	99	0	430 651	0	0	0	1 484 815
Dérivés	0	116 881 774	60 987 360	41 687 887	64 779 113	1 975 324	0	0	0	286 311 458
<b>HORS BILAN</b>	<b>0</b>	<b>117 935 646</b>	<b>60 987 553</b>	<b>41 687 986</b>	<b>64 779 113</b>	<b>2 405 975</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>287 796 274</b>
<b>TOTAL DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT</b>	<b>21 310 845</b>	<b>141 848 556</b>	<b>77 406 017</b>	<b>71 872 024</b>	<b>109 913 680</b>	<b>11 698 578</b>	<b>1 297 932</b>	<b>18 299 738</b>	<b>(1 685 945)</b>	<b>451 961 425</b>

## B. Dettes

(en milliers d'EUR)	À vue ou sur demande	≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Échéance indéterminée	Intérêts courus	Ajustements à la juste valeur et à la valeur de marché des dérivés	Dépréciation	Total
Caisse et avoirs des banques centrales	4 000 000	0	0	0	0	0	(37 678)	0		3 962 322
Dettes envers et dépôts des établissements de crédit	4 493 622	1 227 511	48 785	10 550	62 797	24 317	(772)	0		5 866 810
Dettes et dépôts	64 128 516	13 046 017	148 439	740 540	726 824	813 121	54 756	3 095		79 661 310
Titres de créance émis et autres passifs financiers	0	6 492 281	5 906 374	8 497 009	5 532 530	0	253 068	5 609		26 686 872
Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance						2 837 971				2 837 971
Dérivés							1 274 221	16 466 059		17 740 280
Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux								165 078		165 078
Provisions pour activités d'assurance						13 907 770				13 907 770
Provisions et passifs éventuels						487 157			139 595	626 752
Dettes subordonnées	0	227 732	310 128	44 962	546 606	72 000	18 041	0	0	1 219 469
Dettes fiscales courantes						22 301				22 301
Dettes fiscales différées						8 524				8 524
Autres passifs	133 447	596 589	3 936	10 447	8 418	746 679	553	0		1 500 070
Passifs inclus dans un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées	0	0	0	0	0	0	0	0		0
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>72 755 585</b>	<b>21 590 131</b>	<b>6 417 663</b>	<b>9 303 508</b>	<b>6 877 176</b>	<b>18 919 840</b>	<b>1 562 190</b>	<b>16 639 841</b>	<b>139 595</b>	<b>154 205 529</b>
Opérations en délai d'usage (regular way trade)	0	5 678 247	85	8 328	813	1 310 867	0	0		6 998 340
Dérivés	0	117 618 483	77 652 450	32 095 291	64 661 886	827 982	0	0		292 856 091
<b>HORS BILAN</b>	<b>0</b>	<b>123 296 730</b>	<b>77 652 535</b>	<b>32 103 619</b>	<b>64 662 699</b>	<b>2 138 850</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>299 854 432</b>
<b>TOTAL DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT</b>	<b>72 755 585</b>	<b>144 886 861</b>	<b>84 070 197</b>	<b>41 407 127</b>	<b>71 539 874</b>	<b>21 058 690</b>	<b>1 562 190</b>	<b>16 639 841</b>	<b>139 595</b>	<b>454 059 961</b>

## C. Position nette

(en milliers d'EUR)	À vue ou sur demande	≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Échéance indéterminée
Gap de sensibilité du bilan	(51 444 740)	(3 038 305)	(6 664 180)	30 464 898	38 373 805	(9 360 111)

Le risque de taux d'intérêt réel de Belfius est géré sur la base d'hypothèses plus avancées. (Voir note 9.5. « Risques de marché et gestion de bilan (ALM) »).



## 9.5. RISQUES DE MARCHÉ ET GESTION DE BILAN (ALM)

Fait référence au tableau 9.5. du rapport annuel 2017.

Nous renvoyons à la partie « Gestion des risques » du rapport de gestion pour plus d'informations en matière de risques de marché, section « Risque de marché ».

## 1. Marchés financiers

Au sein de Belfius Banque, la division Financial Markets Services (FM) est le point d'accès central aux marchés financiers. Elle ne souscrit aucune position pour compte propre, les transactions sont basées sur les opérations des clients. Les transactions des clients internes ou externes, ex. la gestion des liquidités et du bilan appartenant à la dernière catégorie, sont couvertes de manière globale dans un cadre de limites qui respecte la gestion du risque de Belfius. Cette structure permet de conserver les différents risques de marché à l'intérieur de ce cadre, entre autres par des opérations de couverture. Les chiffres de VaR indiqués ci-dessous reflètent ces positions résiduelles.

Les risques de l'activité de flow management incluent le risque général de taux, le risque de change, le risque sur les prix d'actions, le risque du spread de crédit et d'autres risques (inflation, CO<sub>2</sub>). Ces risques sont suivis dans des limites Value at Risk (VaR) et avec d'autres limites appropriées de risque.

L'activité de trésorerie (Cash and Liquidity Management) est suivie au moyen de la limite Value at Risk et de la limite de sensibilité aux taux d'intérêt.

Le risque de spread de crédit du portefeuille d'investissement et celui des activités flow management sont suivis avec des limites de spread.

Le concept de Value-at-Risk (VaR) est utilisé comme principal instrument de mesure pour exprimer le risque de marché encouru par Belfius Banque. La VaR mesure la perte maximale de valeur actuelle

nette (Net Present Value – NPV) que la Banque peut subir sur son portefeuille dans des conditions de marché normales et/ou historiques sur une période de dix jours avec un intervalle de confiance de 99 %. Les risques suivants sont suivis à l'aide d'une VaR :

- Le risque d'intérêt et de change : cette catégorie de risque est suivie au moyen d'une VaR historique sur la base d'un modèle interne approuvé par la Banque nationale de Belgique. L'approche de simulation historique consiste à gérer le portefeuille par le biais d'une série temporelle de rendements d'actifs historiques. Ces revalorisations généreront une distribution des valeurs de portefeuille (histogramme de rendements) sur la base de laquelle une VaR (%-percentile) peut être calculée. Les principaux avantages de cette méthode sont sa simplicité et le fait qu'elle ne suppose pas une répartition normale, mais historique des rendements d'actifs (les distributions peuvent ne pas être normales et les observations non linéaires) ;
- Le risque lié au prix des actions : les risques généraux et spécifiques liés au prix des actions sont mesurés en utilisant une VaR historique avec revalorisation complète basée sur 300 scénarios ;
- Le risque de spread et le risque d'inflation : ces risques sont mesurés à l'aide d'une approche historique appliquée à 300 variations de sensibilité observées.

Depuis fin 2011, Belfius calcule une Stressed Value-at-Risk (S-VaR) en plus de la VaR ordinaire. Celle-ci est également prise en compte dans le calcul des risques pondérés pour la partie « Risque de marché ». Cette mesure de la S-VaR consiste à calculer une VaR historique basée sur une période d'observation de douze mois qui génère les plus grandes variations négatives de valeur actuelle nette dans le portefeuille actuel d'instruments financiers de la Banque.

VaR <sup>(1)</sup> (99 %, 10 jours) (en milliers d'EUR)	31/12/17				31/12/18			
	IR <sup>(2)</sup> & FX <sup>(3)</sup>	Actions	Spread	Autres risques <sup>(4)</sup>	IR <sup>(2)</sup> & FX <sup>(3)</sup>	Actions	Spread	Autres risques <sup>(4)</sup>
Par activité								
Moyenne	8 120	4 294	3 770	1 487	8 973	5 601	2 499	1 006
Fin de la période	8 860	5 758	2 727	1 061	9 213	6 836	482	756
Maximum	13 044	6 320	7 058	2 056	15 504	7 587	6 147	2 190
Minimum	4 433	2 276	2 117	1 061	4 232	4 374	238	389
Globale								
Moyenne		17 671				18 078		
Fin de la période		18 406				17 287		
Maximum		24 107				29 537		
Minimum		13 206				10 909		
Limite		32 000				26 500		

(1) La Value at Risk (VaR) représente le changement potentiel de la valeur de marché, avec une probabilité de 99 % sur une période de 10 jours.

(2) IR : risque de taux d'intérêt.

(3) FX : risque de change.

(4) Risque d'inflation et de CO<sub>2</sub>.

Le risque de taux d'intérêt (IR) et le risque de change (FX) ne sont pas évalués séparément. Le risque de change n'est cependant pas significatif.

## 2. Ajustements de valeur

Les ajustements de valeur liés aux expositions sur dérivés sont également sensibles au risque de marché. Bien que la sensibilité des ajustements de valeur aux taux d'intérêt et aux devises soit presque entièrement couverte, une certaine sensibilité aux spread de crédit

reste non couverte. C'est également le cas pour certains risques de base causés par des inefficacités de couverture (taux d'actualisation différente pour l'obligation et sa couverture).

Sensibilité du point de base (en milliers d'EUR)	31/12/17					31/12/18				
	IR	FX <sup>(1)</sup>	Spread <sup>(2)</sup>	Tenor Basis	Autres risques <sup>(3)</sup>	IR	FX	Spread <sup>(2)</sup>	Tenor Basis	Autres risques <sup>(3)</sup>
Par activité										
Fin de la période	37	(6 000)	(1 952)	(3 231)	(429)	(9)	0	(1 399)	(461)	113

(1) Le risque de change est exprimé comme l'encours net par devise (somme des trois principales devises : GBP, USD et JPY).

(2) Impact d'une augmentation de 1 point de base de spread (soit spread de crédit, soit spread de base obligations-cds).

(3) Autres risques : principalement l'inflation en GBP.

## 3. Gestion de bilan (ALM)

### A. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux peut prendre deux formes : la volatilité de la valeur économique de la Banque ou la volatilité du résultat de taux. Les deux mesures de risque sont complémentaires pour comprendre le scope complet du risque de taux au bilan (excluant marchés financiers).

Les indicateurs pour la valeur économique mesurent l'impact long terme des changements des taux d'intérêt. La sensibilité de la valeur économique aux taux d'intérêt mesure le changement de la valeur économique ALM si toute la courbe de taux augmente de 10 points de base.

Les indicateurs Earnings at Risk (EaR) traduisent l'effet à plus court terme des variations des taux d'intérêt sur les revenus de la Banque. Dès lors, les variations de taux d'intérêt affectent aussi, indirectement à travers la rentabilité, la solvabilité à court terme. Une hausse de 50 points de base des taux d'intérêt a un impact positif sur les produits d'intérêt nets (avant impôts) de EUR +60 millions sur le portefeuille de l'exercice suivant et un effet cumulé de EUR +175 millions sur une période de trois ans tandis qu'une baisse de 35 points de base mènerait à un impact négatif de EUR -44 millions l'exercice suivant et un effet cumulé de EUR -189 millions sur une période de trois ans.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Banque		
Valeur économique (+10 pb)	(34 179)	(15 441)
Earnings at Risk (+50 pb)	37 436	59 864
Compagnies d'assurances		
Valeur économique (+10 pb)	16 614	10 874
Earnings at Risk (+50 pb)	2 743	2 347

### B. Actions cotées et immobilier

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Compagnies d'assurances		
Valeur de marché - actions cotées et assimilées	583 819	492 831
Valeur de marché - immobilier coté	501 502	318 592
Choc baissier de 30 %	(325 596)	(243 427)
VaR (99 %, 10 jours)	35 720	53 400

### C. Immobilier - propriété directe

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Compagnies d'assurances		
Valeur de marché	592 835	645 291
Choc baissier de 12,5 %	(74 104)	(96 794)

## 4. Portefeuille obligataire

### A. Encours (montants nominaux)

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Banque	11 582 364	11 288 735
Compagnies d'assurances	9 632 617	9 401 251

### B. Sensibilité au taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt du portefeuille de la Banque est couvert au niveau micro (pour le portefeuille Side ; donc une faible sensibilité d'intérêt net), ou géré par la gestion globale d'ALM (en portefeuille ALM ; où la sensibilité au taux d'intérêt nette est incluse dans la politique de taux d'intérêt ALM globale).

La sensibilité du portefeuille obligataire des compagnies d'assurances à une augmentation de 1 point de base des taux d'intérêt s'élève à EUR -7,1 millions fin 2018. C'est une partie de la gestion globale d'ALM des compagnies d'assurances.

### C. Sensibilité du spread de crédit

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité du portefeuille obligataire si le spread augmente de 1 point de base.

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Banque	(18 148)	(16 369)
Compagnies d'assurances	(8 220)	(8 105)

## 9.6. RISQUE DE LIQUIDITÉ

### Fait référence au tableau 9.6. du rapport annuel 2017.

La gestion de la liquidité repose sur des directives et un cadre de gestion du risque de liquidité. Pour une description détaillée, voir le rapport de gestion.

Nous renvoyons au rapport de gestion pour plus d'informations sur le ratio de couverture de liquidité. Le ratio de couverture de liquidité oblige les institutions financières à maintenir un stock suffisant d'actifs liquides de qualité pour résister à une crise qui met leurs flux de trésorerie sous pression. Les actifs liquides à détenir doivent être égaux ou supérieurs à leurs sorties nettes de fonds sur une période de 30 jours sous stress (avoir ainsi une couverture d'au moins 100 %). Les paramètres du scénario de stress sont définis sous Bâle III.

Belfius Insurance détient un montant significatif d'actifs non grevés éligibles selon la Banque centrale européenne. Plus concrètement, la compagnie investit au moins 40 % de son portefeuille obligataire dans des obligations d'État pouvant être utilisées pour des opérations de cession-rétrocession dans le cadre de la gestion de sa liquidité.

### Répartition par échéance résiduelle jusqu'à la date de remboursement

Nous ne divulguons pas les montants aux dates de remboursements anticipés en tant que tel. Nous avons utilisé la date d'échéance contractuelle pour ce tableau.

Les dépôts à vue et les comptes épargne figurent dans la colonne « À vue ou sur demande » même si la date de remboursement est indéterminée.

Tous les autres actifs et obligations ont été ventilés sur les différentes périodes selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels.

## 1. 2017

## A. Actifs

	Répartition du montant brut et de la prime/décote						Intérêts courus	Ajustements à la juste valeur et à la valeur de marché des dérivés	Dépréciation	Total
	À vue ou sur demande	≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Échéance indéterminée				
(en milliers d'EUR)										
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	10 236 964	0	0	0	0	0	(295)	0	0	10 236 669
Prêts et créances sur établissements de crédit	12 002 697	1 628 807	180 121	156 684	105 113	18 470	(16 732)	51 105	(4 838)	14 121 427
Prêts et créances sur la clientèle	2 072 925	10 833 334	7 813 326	24 490 718	44 174 153	1 684 683	426 858	23 459	(1 462 529)	90 056 926
Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	0	0	2 044 316	3 312 164	24 812	60 707	0	0	5 441 999
Actifs financiers disponibles à la vente	0	262 618	167 046	4 048 696	7 832 607	2 641 327	262 681	2 834 470	(66 848)	17 982 597
Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	0	172 598	26 552	17 660	250 283	2 634 170	2 203	136 832	0	3 240 298
Dérivés	0	0	0	0	0	0	454 956	19 848 078	0	20 303 034
Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	0	0	0	0	0	0	0	3 720 764	0	3 720 764
Investissements dans des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	0	31 481	0	0	0	31 481
Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	1 059 212	0	0	0	1 059 212
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	162 074	0	0	0	162 074
Écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	103 966	0	0	0	103 966
Actifs fiscaux courants	0	0	0	0	0	20 343	0	0	0	20 343
Actifs fiscaux différés	0	0	0	0	0	235 399	0	0	0	235 399
Autres actifs	32 692	172 651	67 738	120 177	129 939	691 219	0	12 328	(2 515)	1 224 230
Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées	0	0	0	0	0	20 426	0	0	(1 644)	18 782
TOTAL ACTIF	24 345 278	13 070 007	8 254 784	30 878 251	55 804 261	9 327 582	1 190 379	26 627 036	(1 538 375)	167 959 201
Opérations en délai d'usance (regular way trade)	0	2 295 565	0	3 109	0	4 299	0	0	0	2 302 973
Dérivés de change	0	7 153 155	2 164 326	3 095 804	12 702 983	0	0	0	0	25 116 269
FLUX DE TRÉSORERIE DES DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS EN DÉLAI D'USANCE										
	0	9 448 721	2 164 326	3 098 914	12 702 983	4 299	0	0	0	27 419 242
TOTAL	24 345 278	22 518 728	10 419 110	33 977 164	68 507 244	9 331 880	1 190 379	26 627 036	(1 538 375)	195 378 443

## B. Dettes

	Répartition du montant brut et de la prime/décote						Intérêts courus	Ajustements à la juste valeur et à la valeur de marché des dérivés	Total
	À vue ou sur demande	≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Échéance indéterminée			
(en milliers d'EUR)									
Dettes envers les établissements de crédit	5 734 800	1 301 820	20 948	4 010 765	32 290	32 384	(23 114)	0	11 109 893
Dettes envers la clientèle	60 239 019	14 418 791	95 992	622 483	844 968	215	53 015	0	76 274 483
Dettes représentées par un titre	0	3 477 474	4 607 852	8 686 000	5 103 067	0	152 671	0	22 027 063
Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	0	99 889	596 624	3 392 374	2 029 949	2 597 572	86 145	90 157	8 892 710
Provisions techniques des sociétés d'assurances	0	203 074	604 498	6 733 697	7 612 138	(3 715)	0	0	15 149 692
Dérivés	0	0	0	0	0	0	1 145 268	20 118 764	21 264 032
Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	0	0	0	0	0	0	0	105 017	105 017
Provisions et passifs éventuels	0	0	0	0	0	425 300	0	0	425 300
Dettes subordonnées	0	0	0	140 921	694 337	347 919	15 790	0	1 198 968
Dettes fiscales courantes	0	0	0	0	0	51 351	0	0	51 351
Dettes fiscales différées	0	0	0	0	0	176 964	0	0	176 964
Autres passifs	140 788	884 454	83 570	67 919	6 762	578 607	219	0	1 762 321
Passifs inclus dans un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES DETTES	66 114 607	20 385 501	6 009 484	23 654 159	16 323 512	4 206 597	1 429 995	20 313 937	158 437 793
Fonds propres de base	0	0	0	0	0	9 084 337	0	0	9 084 337
Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats	0	0	0	0	0	0	0	436 901	436 901
FONDS PROPRES DU GROUPE	0	0	0	0	0	9 084 337	0	436 901	9 521 237
Participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	171	0	0	171
FONDS PROPRES TOTAUX	0	0	0	0	0	9 084 507	0	436 901	9 521 408
TOTAL DU PASSIF	66 114 607	20 385 501	6 009 484	23 654 159	16 323 512	13 291 104	1 429 995	20 750 838	167 959 201
Opérations en délai d'usance (regular way trade)	0	7 959 537	0	3 043	0	13 838	0	0	7 976 417
Dérivés de change	0	7 167 269	2 156 644	3 122 299	12 418 030	0	0	0	24 864 242
Contrats de taux de change à terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FLUX DE TRÉSORERIE DES DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS EN DÉLAI D'USANCE	0	15 126 805	2 156 644	3 125 341	12 418 030	13 838	0	0	32 840 659
TOTAL	66 114 607	35 512 306	8 166 128	26 779 501	28 741 543	13 304 942	1 429 995	20 750 838	200 799 860

## C. Total gap de liquidité

	Répartition du montant brut et de la prime/décote					
	À vue ou sur demande	≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Échéance indéterminée
(en milliers d'EUR)						
Total gap de liquidité	(41 769 329)	(12 993 579)	2 252 981	7 197 664	39 765 701	(3 973 062)

## 2. 2018

## A. Actifs

	Répartition du montant brut et de la prime/décote						Intérêts courus	Ajustements à la juste valeur et à la valeur de marché des dérivés	Dépréciation	Total
	À vue ou sur demande	≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Échéance indéterminée				
(en milliers d'EUR)										
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	8 314 379	0	0	0	0	0	(76)	0	0	8 314 303
Prêts et créances sur établissements de crédit	10 885 323	2 085 045	72 676	68 590	5 750	424	(10 771)	0	(191)	13 106 846
Prêts et créances	2 069 166	12 364 053	8 150 243	25 774 422	41 773 014	1 799 120	360 056	316 216	(1 483 775)	91 122 512
Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres	0	1 226 939	735 544	5 905 524	17 206 337	2 116 902	351 995	1 221 858	(196 333)	28 568 766
Produits liés aux fonds de placement activités d'assurance	0	0	0	0	0	2 837 971	0	0	0	2 837 971
Dérivés	0	0	0	0	0	0	596 727	12 170 858	0	12 767 585
Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	0	0	0	0	0	0	0	4 590 806	0	4 590 806
Investissements dans des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	0	47 949	0	0	0	47 949
Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	1 065 607	0	0	0	1 065 607
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	191 497	0	0	0	191 497
Écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	103 966	0	0	0	103 966
Actifs fiscaux courants	0	0	0	0	0	77 683	0	0	0	77 683
Actifs fiscaux différés	0	0	0	0	0	300 508	0	0	0	300 508
Autres actifs	41 977	116 151	32 930	52 843	43 798	766 038	0	0	(3 633)	1 050 104
Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées	0	0	0	0	0	21 059	0	0	(2 012)	19 047
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>21 310 845</b>	<b>15 792 188</b>	<b>8 991 392</b>	<b>31 801 378</b>	<b>59 028 899</b>	<b>9 328 725</b>	<b>1 297 932</b>	<b>18 299 738</b>	<b>(1 685 945)</b>	<b>164 165 152</b>
Opérations en délai d'usance (regular way trade)	0	1 484 763	0	0	0	53	0	0	0	1 484 815
Dérivés de change	0	3 087 170	3 344 257	3 377 124	14 642 320	0	0	0	0	24 450 871
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS EN DÉLAI D'USANCE</b>	<b>0</b>	<b>4 571 933</b>	<b>3 344 257</b>	<b>3 377 124</b>	<b>14 642 320</b>	<b>53</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 935 686</b>
<b>TOTAL</b>	<b>21 310 845</b>	<b>20 364 121</b>	<b>12 335 650</b>	<b>35 178 502</b>	<b>73 671 219</b>	<b>9 328 778</b>	<b>1 297 932</b>	<b>18 299 738</b>	<b>(1 685 945)</b>	<b>190 100 838</b>

## B. Dettes

(en milliers d'EUR)	Répartition du montant brut et de la prime/décote						Intérêts courus	Ajustements à la juste valeur et à la valeur de marché des dérivés	Dépréciation	Total
	À vue ou sur demande	≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Échéance indéterminée				
Caisse et avoirs des banques centrales	4 000 000	0	0	0	0	0	(37 678)	0		3 962 322
Dettes envers et dépôts des établissements de crédit	4 493 622	1 227 511	48 785	10 550	62 797	24 317	(772)	0		5 866 810
Dettes et dépôts	64 128 516	13 046 017	148 439	740 540	726 824	813 121	54 756	3 095		79 661 310
Titres de créance émis et autres passifs financiers	0	2 984 534	3 632 232	12 137 548	7 673 880	0	253 068	5 609		26 686 872
Produits liés aux fonds de placement	0	0	0	0	0	2 837 971	0	0		2 837 971
Dérivés	0	0	0	0	0	0	1 274 221	16 466 059		17 740 280
Gain/perte sur élément couvert dans une relation de portfolio hedge pour risque de taux	0	0	0	0	0	0	0	165 078		165 078
Provisions et passifs éventuels	0	0	0	0	0	487 157	0	0	139 595	626 752
Provisions pour activités d'assurance	0	189 057	558 764	5 815 548	7 344 400	0	0	0		13 907 770
Dettes subordonnées	0	0	66 000	74 935	903 493	157 000	18 041	0		1 219 469
Dettes fiscales courantes	0	0	0	0	0	22 301	0	0		22 301
Dettes fiscales différées	0	0	0	0	0	8 524	0	0		8 524
Autres passifs	133 447	599 127	3 936	10 447	8 418	744 142	553	0		1 500 070
Passifs inclus dans un groupe destiné à être cédé et activités abandonnées	0	0	0	0	0	0	0	0		0
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>72 755 585</b>	<b>18 046 247</b>	<b>4 458 156</b>	<b>18 789 569</b>	<b>16 719 813</b>	<b>5 094 533</b>	<b>1 562 190</b>	<b>16 639 841</b>	<b>139 595</b>	<b>154 205 529</b>
Fonds propres de base	0	0	0	0	0	9 054 891	0	0		9 054 891
Gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats	0	0	0	0	0	391 530	0	0		391 530
<b>FONDS PROPRES DU GROUPE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 446 422</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>9 446 422</b>
Instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1						497 083				497 083
Participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	16 118	0	0		16 118
<b>FONDS PROPRES TOTAUX</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 959 623</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>9 959 623</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>72 755 585</b>	<b>18 046 247</b>	<b>4 458 156</b>	<b>18 789 569</b>	<b>16 719 813</b>	<b>15 054 156</b>	<b>1 562 190</b>	<b>16 639 841</b>	<b>139 595</b>	<b>164 165 152</b>
Opérations en délai d'usance (regular way trade)	0	6 102 858	0	0	0	895 482	0	0		6 998 340
Dérivés de change	0	3 084 209	3 364 461	3 367 806	14 513 859	0	0	0		24 330 335
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DES DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS EN DÉLAI D'USANCE</b>	<b>0</b>	<b>9 187 068</b>	<b>3 364 461</b>	<b>3 367 806</b>	<b>14 513 859</b>	<b>895 482</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>31 328 676</b>
<b>TOTAL</b>	<b>72 755 585</b>	<b>27 233 314</b>	<b>7 822 617</b>	<b>22 157 375</b>	<b>31 233 672</b>	<b>15 949 638</b>	<b>1 562 190</b>	<b>16 639 841</b>	<b>139 595</b>	<b>195 493 827</b>



## C. Total gap de liquidité

(en milliers d'EUR)	Répartition du montant brut et de la prime/décote					
	À vue ou sur demande	≤ 3 mois	> 3 mois et ≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Échéance indéterminée
Total gap de liquidité	(51 444 740)	(6 869 194)	4 513 033	13 021 127	42 437 546	(6 620 860)

## 9.7. RISQUE DE CHANGE ET TAUX DE CHANGE

Fait référence au tableau 9.7. du rapport annuel 2017.

## 1. Risque de change

(en milliers d'EUR)	31/12/17				
	GBP	USD	Autres	EUR	Total
Total de l'actif	9 217 232	3 276 002	2 452 472	153 013 495	167 959 201
Total des dettes	4 555 687	3 817 531	3 009 534	147 055 041	158 437 793
Fonds propres totaux	(677 296)	(7 027)	(119 036)	10 324 767	9 521 408
Dont gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats	(677 296)	(7 027)	(119 036)	1 240 260	436 901
Dont autres fonds propres	0	0	0	9 084 507	9 084 507
<b>POSITION NETTE AU BILAN</b>	<b>5 338 841</b>	<b>(534 502)</b>	<b>(438 026)</b>	<b>(4 366 313)</b>	<b>0</b>
Hors-bilan - à recevoir	341 206	12 022 041	3 512 236	11 161 922	27 037 406
Hors-bilan - à livrer	5 683 031	11 522 819	2 879 963	6 842 895	26 928 708
<b>POSITION NETTE AU HORS-BILAN</b>	<b>(5 341 825)</b>	<b>499 223</b>	<b>632 273</b>	<b>4 319 027</b>	<b>108 698</b>
<b>POSITION NETTE</b>	<b>(2 984)</b>	<b>(35 279)</b>	<b>194 248</b>	<b>(47 286)</b>	

(en milliers d'EUR)	31/12/18				
	GBP	USD	Autres	EUR	Total
Total de l'actif	9 530 991	2 697 496	1 948 779	149 987 887	164 165 152
Total des dettes	4 033 893	3 062 172	2 607 511	144 501 952	154 205 529
Fonds propres totaux	18 368	86 048	(36 380)	9 891 586	9 959 623
Dont gains ou pertes non comptabilisés dans le compte de résultats	18 368	86 048	(36 380)	323 281	391 318
Dont autres fonds propres	0	0	0	9 568 305	9 568 305
<b>POSITION NETTE AU BILAN</b>	<b>5 478 729</b>	<b>(450 725)</b>	<b>(622 353)</b>	<b>(4 405 652)</b>	
Hors-bilan - à recevoir	566 265	11 402 122	3 445 936	9 910 279	25 324 602
Hors-bilan - à livrer	6 172 176	10 887 063	2 662 651	5 482 140	25 204 029
<b>POSITION NETTE AU HORS-BILAN</b>	<b>(5 605 912)</b>	<b>515 059</b>	<b>783 285</b>	<b>4 428 140</b>	<b>120 572</b>
<b>POSITION NETTE</b>	<b>(127 183)</b>	<b>64 334</b>	<b>160 933</b>	<b>22 488</b>	

En fonction de l'évaluation de l'actif, les gains et pertes de change sont comptabilisés en résultat « Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultats » ou dans les autres

éléments du résultat global. Nous nous référons aux règles et méthodes comptables pour plus d'informations.

## 2. Taux de change

		31/12/17		31/12/18	
		Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
Dollar australien	AUD	1,4618	1,4854	1,6235	1,5829
Dollar canadien	CAD	1,4198	1,4585	1,5618	1,5323
Franc suisse	CHF	1,0734	1,0900	1,1282	1,1504
Couronne (Tchéquie)	CZK	27,0205	27,0377	25,7675	25,6817
Couronne danoise	DKK	7,4343	7,4447	7,4678	7,4533
Euro	EUR	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Livre sterling	GBP	0,8548	0,8230	0,8944	0,8854
Dollar de Hong-Kong	HKD	8,2008	8,5665	8,9548	9,2362
Forint	HUF	308,8800	311,5755	320,9500	319,9317
Shekel	ILS	4,0688	4,2255	4,2826	4,2489
Yen	JPY	123,3750	120,4433	125,6850	129,9221
Peso mexicain	MXN	21,8330	20,6289	22,4851	22,6587
Couronne norvégienne	NOK	9,0886	9,2559	9,9289	9,6251
Dollar néo-zélandais	NZD	1,5175	1,5827	1,7078	1,7085
Couronne suédoise	SEK	9,5563	9,4749	10,2125	10,3031
Dollar Singapour	SGD	1,5269	1,5245	1,5588	1,5893
Nouvelle lire turque	TRY	3,7203	3,3418	6,0553	5,7084
Dollar US	USD	1,0576	1,1037	1,1436	1,1782

## 9.8. RISQUE D'ASSURANCES

Fait référence au tableau 9.8. du rapport annuel 2017.

### 1. Définition

Chez Belfius Insurance, membre du groupe Belfius Banque & Assurances, le risque de souscription est classé selon le type de contrat : Vie ou Non-Vie. Chaque catégorie est ensuite subdivisée en sous-modules, en fonction de la nature de l'activité sous-jacente.

Les risques liés à la souscription des contrats d'assurance, c'est-à-dire les risques de souscription, sont les suivants :

Le risque de souscription Vie, subdivisé en sept sous-modules :

- risque de mortalité : risque d'augmentation de la mortalité. Il s'applique à tous les engagements pour lesquels une hausse de la mortalité engendrerait une augmentation des prestations à payer ;
- risque de longévité : contrairement au risque de mortalité, il s'applique aux contrats pour lesquels une baisse de la mortalité provoquerait une hausse des paiements attendus (les contrats de pension, par exemple). L'amélioration des traitements médicaux susceptibles d'augmenter l'espérance de vie sans accroître l'aptitude au travail, pourrait entraîner une fréquence du risque de longévité plus élevée que ce que l'on observe actuellement ;
- risque de morbidité ou d'invalidité : il désigne le risque de perte ou d'évolution adverse des prestations dues à des changements de niveau, de tendance ou de volatilité des taux d'invalidité ;
- risque de rachat Vie : il se définit comme le risque de perte ou d'augmentation des prestations dû à un écart entre le taux réel d'exercice des options contractuelles de l'assuré et celui estimé. Le terme d'option doit être vu au sens large : le sous-module

couvre les options de rachat, de résiliation, de réduction mais aussi d'extension des garanties. Pour certains contrats, l'exercice d'options peut être bénéficiaire à la société, pour d'autres, il conduira à des pertes. Ce sous-module comprend donc deux scénarios : un pour lequel les options seront plus exercées que prévu et un pour lequel elles le seront moins ;

- risque de frais de gestion : il correspond au risque que les frais de gestion soient plus élevés que prévu dans la mesure où ils subissent une inflation plus importante qu'estimé ;
- risque de révision : il ne s'applique qu'aux rentes dont les montants peuvent évoluer dans un sens négatif pour l'assureur en raison d'un changement de l'environnement légal ou de l'état de santé de l'assuré ;
- risque de catastrophe : il est limité aux contrats pour lesquels une hausse de la mortalité engendrerait une hausse des prestations.

Le risque de souscription Non-Vie reflète le risque découlant des engagements d'assurance Non-Vie. L'incertitude des résultats de la procédure de souscription par l'assureur comporte trois sous-modules :

- risque de prime : risque que le montant des primes reçues soit insuffisant pour payer les sinistres encourus au cours de la période de couverture relative à ces primes ;
- risque de réserve : le risque de perte ou de changement défavorable de la valeur des engagements d'assurance, résultant de fluctuations affectant la fréquence et l'impact des risques assurés, ainsi que la date et le montant des règlements de sinistres ; et

- risque de catastrophe : le risque d'occurrence d'un événement d'une grande importance non couvert par les deux risques précédents. On appelle catastrophes des événements tels que, notamment, tempêtes, inondations, tsunamis, conditions météorologiques hivernales extrêmes et autres événements liés aux conditions météorologiques, tremblements de terre, explosions industrielles, incendies de grande ampleur, pandémies et autres catastrophes provoquées par l'homme telles que troubles sociaux et attentats terroristes.

## 2. Gestion du risque d'assurance

Le comité Risk & Underwriting donne son avis sur la stratégie de souscription et de réserve des entités d'assurance de Belfius Insurance et sur la politique qui en découle, en particulier en ce qui concerne les points suivants :

- types et caractéristiques des activités d'assurance que Belfius Insurance est prête à gérer ;
- critères de sélection des risques en ligne avec l'appétence au risque ;
- manière dont la souscription effective est suivie ;
- adéquation entre, d'une part, les primes d'assurance perçues et, d'autre part, les sinistres à payer ajoutés aux frais supportés ;
- identification des risques découlant des engagements de Belfius Insurance, y compris les options implicites et le capital garanti par les produits d'assurance ; et
- provisionnement des sinistres.

Au niveau des filiales, cette stratégie est appliquée et suivie par les responsables locaux.

La réassurance est une des méthodes permettant de limiter le risque d'assurance. En effet, son objectif est de réduire la volatilité des besoins en capitaux et des bénéfices et donc l'incertitude liée au risque de valorisation de l'assureur.

Les fonctions de la réassurance sont les suivantes :

- capacité : la réassurance permet une plus grande flexibilité aux assureurs quant à l'importance, aux types de risques, et aux volumes d'activités qu'ils peuvent accepter de manière sûre. Cela donne la possibilité aux assureurs d'entrer dans de nouvelles activités, ou de les étendre dans une courte période ;
- stabilité : les programmes de réassurance structurés permettent aux assureurs de stabiliser leur résultat opérationnel ;
- protection : la réassurance fournit une protection contre des pertes financières cumulées dues à une succession d'événements (par exemple des intempéries) ou des pertes financières significatives découlant d'un seul événement ;
- financement : la réassurance peut être une alternative à l'augmentation de capital ; et
- expertise : les réassureurs portent assistance aux assureurs dans leur domaine d'expertise. Le personnel qualifié des compagnies de réassurance offrira ses services dans la mise en place d'une nouvelle activité par exemple.

## 3. Sensibilités

Nous évaluons l'effet des sensibilités sur les fonds propres économiques, c'est-à-dire sur les provisions techniques en valeur de marché.

Étant donné la faiblesse des taux sur le marché, la valeur des provisions techniques est plus importante que la valeur de rachat. Ceci résulte en un impact négatif sur les fonds propres en cas de diminution des taux de rachat. La sensibilité aux taux de rachat a légèrement augmenté en 2018.

La revue des hypothèses de coûts affectent également à la hausse la sensibilité.

Les capitaux décès assurés sont plus importants que les provisions techniques à la juste valeur. Ceci résulte en un impact négatif sur les fonds propres en cas d'augmentation des taux de mortalité.

La sensibilité est demeurée stable entre 2017 et 2018.

### Risque de souscription Vie : scénario correspondant à<sup>(1)</sup>

(en millions d'EUR)	Impact sur les moyens financiers avant impôts disponibles	
	31/12/17	31/12/18
Une hausse de 15 % des taux de mortalité	(35)	(34)
Une hausse de 10 % des frais + 1 % inflation	(126)	(158)
Une baisse de 10 % des taux de rachat	(21)	(23)

(1) Scope : Belfius Insurance SA (=Belins solo), Branche 23 incluse.

### Risque de souscription Non-Vie : scénario correspondant à<sup>(1)</sup>

(en millions d'EUR)	Impact sur les moyens financiers avant impôts disponibles	
	31/12/17	31/12/18
Une hausse de 10 % des frais administratifs	(9)	(8)
Une hausse de 5 % des sinistres survenus	(18)	(19)

(1) Scope : Belfius Insurance et Corona SA (Belins conso).

#### 4. Sinistralité

Le triangle de sinistralité est la méthode usuelle pour cartographier les paiements de sinistres qui s'étalent sur plusieurs années. Il permet, entre autres, aux actuaires d'évaluer l'adéquation des provisions techniques. En assurance Non-Vie, entre la date de survenance et la date de clôture d'un sinistre, l'assureur ne peut en général pas déterminer exactement le coût total du sinistre. Durant cette période, l'assureur constitue une réserve égale à la somme estimée des paiements futurs pour ce sinistre.

La réserve n'étant qu'une estimation, il y a un risque que le montant effectivement payé lui soit supérieur. Pour évaluer le risque encouru, il est nécessaire d'étudier la variation au cours du temps de deux montants :

- la somme des paiements réalisés avant cette date ; et
- la réserve constituée à cette date pour les paiements futurs.

La somme de ces deux composantes est appelée la charge totale du sinistre.

Le tableau qui suit reprend, pour Belfius Insurance SA et Corona SA, l'évolution, depuis 2008, de la somme à la fin de chaque année de la charge totale des sinistres survenus et ce par année de survenance.

#### Charge des sinistres (hors réassurance et frais internes)

(en milliers d'EUR)											
Année de règlement	Année de survenance										
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Estimation à l'année de survenance	284 441	331 831	376 927	368 410	366 403	365 798	415 445	389 632	427 822	417 069	441 459
1 an plus tard	286 182	315 094	377 982	365 547	350 517	324 524	392 976	361 479	402 910	396 145	
2 ans plus tard	276 197	302 958	376 143	355 306	334 313	312 883	381 044	353 512	385 904		
3 ans plus tard	266 868	302 314	370 819	350 249	329 882	306 454	374 836	351 551			
4 ans plus tard	267 226	300 159	370 924	352 804	328 046	303 051	371 983				
5 ans plus tard	266 805	299 236	363 378	350 780	323 899	301 179					
6 ans plus tard	267 520	296 773	360 537	351 335	319 633						
7 ans plus tard	267 249	293 969	357 875	344 245							
8 ans plus tard	264 048	293 741	354 384								
9 ans plus tard	264 340	292 906									
10 ans plus tard	262 520										

(en milliers d'EUR)											
Estimation actuelle	262 520	292 906	354 384	344 245	319 633	301 179	371 983	351 551	385 904	396 145	441 459
Paievements cumulés	(228 718)	(268 076)	(302 729)	(300 328)	(272 831)	(251 659)	(311 647)	(265 894)	(278 323)	(247 810)	(197 009)
Provisions actuelles	33 802	24 830	51 655	43 918	46 802	49 520	60 336	85 657	107 581	148 335	244 450

(en milliers d'EUR)											
Provisions (après 2008)											896 885
Provisions (avant 2008)											129 820
Frais internes											47 256
Affaires acceptées											25 795

**TOTAL<sup>(1)</sup>** **1 099 756**

(1) Provisions pour sinistre au 31/12/2018 - Note 6.5.2.

## X. CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION ET LISTE DES FILIALES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES À BELFIUS

### 10.1. CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

(Seuls les changements qui ont un impact significatif (c'est-à-dire un impact de plus de 1 % du total du bilan et/ou du résultat) sont mentionnés).

#### 1. Au 31 décembre 2017

Belfius Insurance a cédé, au premier semestre 2017, ses participations dans « Avibel », une société associée évaluée selon la méthode de mise en équivalence, et classée en « Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées » à la fin 2016, à la société d'assurance américaine Axis Capital, réalisant EUR 8,9 millions sur la vente enregistrés en « Résultat net sur investissements et dettes ».

Alors que Belfius Insurance a une vision à long terme de la gestion de son portefeuille immobilier, elle répond dans la mesure du possible aux opportunités de marché. Une telle opportunité s'est présentée pour « Pole Star » et « North Light » et Belfius Insurance a donc vendu sa participation de 60 % dans les deux sociétés au second semestre 2017 à des investisseurs sud-coréens, réalisant un résultat de EUR 58 millions sur la vente enregistrés en « Résultat net sur investissements et dettes ». Les deux sociétés étaient des joint ventures évaluées selon la méthode de la mise en équivalence.

Finalement, Belfius Insurance a liquidé ses investissements dans les fonds intégralement consolidés « Belfius European Loans Fund », « Belins High Yield » et « Belins US Corporate Bonds » dans le courant du second semestre 2017. La décision a été prise après une réévaluation de la politique d'investissement et il a été déterminé que la volatilité de ces fonds n'était plus en ligne avec la nouvelle politique d'investissement de Belfius Insurance.

La société immobilière ImmoActivity a été achetée fin 2016 et est consolidée par intégration globale depuis janvier 2017.

#### 2. Au 31 décembre 2018

##### A. Consolidation par intégration globale d'Auxipar

À la fin de l'année 2016, Belfius et les liquidateurs des sociétés Arco en liquidation (Arcopar, Arcofin, Arcoplus et Arcosyn) ont abouti à un accord dans le but d'avancer vers la liquidation définitive, dans l'intérêt de toutes les parties prenantes. L'accord énumérait un ensemble d'actions à réaliser en vue de la finalisation de la liquidation, notamment la reprise par Belfius des parts Auxipar détenues par les sociétés Arco.

En conséquence de ces actions, le 29 mars, Belfius a augmenté sa participation dans Auxipar de 39,7 % à 74,99 % pour le prix de EUR 29,4 millions. À la suite de la transaction, Belfius remplit les critères d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes. À ce titre, Belfius est soumise à IFRS 3 : tout intérêt antérieurement détenu est ajusté à sa juste valeur à compter de la date d'acquisition,

et tout profit qui en résulte est inscrit au compte de résultats consolidé. Belfius a estimé la juste valeur d'Auxipar à EUR 82,8 millions à la date d'acquisition, ce qui correspond au prix d'acquisition de 100 % des actions (EUR 83,3 millions). La réévaluation due à l'application d'IFRS 3 à l'intérêt antérieurement détenu (comptabilisé fin mars 2018 à EUR 33 millions) s'est traduite par une plus-value de EUR 23 millions enregistrée en « Résultat net sur investissements et dettes ». La différence entre le retraitement du bilan et la somme payée a généré un écart d'acquisition de EUR 0,1 million.

Il est à noter qu'un des investissements d'Auxipar consiste en une participation de 82,7 % dans EPC, une organisation d'entreprises distribuant des produits pharmaceutiques. Si Auxipar en tant que telle possède la majorité des parts de EPC, elle n'exerce pas de contrôle avéré sur l'investissement. En effet,

- les droits de vote font l'objet d'une limitation, et
- il n'existe pas de conventions d'actionnaires/de contrôle. En conséquence, Belfius consolide EPC suivant la méthode de mise en équivalence. La valeur de EUR 20,7 millions résultant de la mise en équivalence est considérée comme la juste valeur de EPC estimée à la date d'acquisition d'Auxipar et comprend EUR 1,4 million d'écart d'acquisition.

##### B. Autres changements dans le périmètre de consolidation

Belfius a cédé ses investissements dans « NEB Participation » à Nethys. Cela concernait un associé qui faisait précédemment l'objet de la méthode de la mise en équivalence. À cette occasion, Belfius a réalisé une plus-value de EUR 23,6 millions enregistrée en « Résultat net sur investissements et dettes ».

Belfius a consolidé en 2018 par mise en équivalence la nouvelle entité Bancontact Payconiq Company, dont elle possède 22,5 % des parts, à la suite de la fusion de Payconiq et Bancontact le 29 juin 2018.

Caring People, une filiale à 100 % de Corona fournissant des services de centre d'appel à Corona, est intégralement consolidée à partir de 2018.

Les sociétés Jaimy et Charlin sont intégralement consolidées depuis leur date de constitution en 2018. Jaimy a pour vocation de proposer une plate-forme grâce à laquelle les utilisateurs peuvent demander de petites réparations domestiques. Quant à Charlin, sa mission est d'offrir une solution permettant aux personnes âgées de rester plus longtemps chez elles sans assistance spéciale.

Les acteurs de l'innovation numérique The Studio, Spencr, Brightknight et Smart Belgium Services sont intégralement consolidés à partir de 2018. The Studio et Spencr développent et promeuvent des solutions de banque numérique comme Pengo ainsi que des applications à base de blockchain. Brightknight offre des services liés à la robotisation et à l'intelligence artificielle dans le segment Public & Corporate. Smart Belgium Services facilite le dialogue entre les autorités locales et le monde des entreprises.

L'entreprise immobilière Offico Immo est intégralement consolidée à partir de décembre 2018. La participation dans le parc de vacances De Haan et dans la société d'investissement M80 Capital est consolidée par mise en équivalence depuis 2018, conformément aux participations détenues par Belfius Insurance dans ces sociétés. L'acquisition de ces dernières participations s'inscrit dans la stratégie de long terme de Belfius Insurance, qui consiste à diversifier ses investissements.

## C. Simplification de la structure du groupe

Le conseil d'administration de Belfius Banque a approuvé le 26 avril 2018 la fermeture de son agence de Dublin, avec centralisation du portefeuille irlandais entre les mains de Belfius Ireland (BIRL), une filiale de Belfius Banque. La structure du groupe Belfius s'en trouve simplifiée. À la fin de 2018, toutes les obligations et leurs dérivés de couverture ont été transférés de l'agence de Dublin à Belfius Ireland, au prix du marché. La fermeture a été juridiquement finalisée le 28 janvier 2019. La fermeture a exercé un impact positif de EUR 31 millions sur la situation fiscale de Belfius Banque.

## 10.2. ACQUISITIONS ET CESSIONS D'ENTREPRISES CONSOLIDÉES

### 1. Acquisitions importantes

#### A. Année 2017

La société immobilière ImmoActivity a été achetée fin 2016 et est consolidée par intégration globale depuis début 2017.

Les actifs et passifs acquis sont les suivants :

	2017
(en milliers d'EUR)	ImmoActivity
Prêts et créances sur établissements de crédit	2 229
Immobilisations corporelles	11 738
Dettes et dépôts	(8 714)
Autres passifs	(18)
<b>ACTIFS NETS</b>	<b>5 235</b>
Part du groupe	5 235
Déjà en possession du groupe	0
Prix d'acquisition (reçu en numéraire)	5 235
Moins : coût de la transaction	0
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie des filiales vendues	0
<b>LIQUIDITÉS DÉCAISSÉES POUR L'ACHAT</b>	<b>5 235</b>

#### B. Année 2018

Le 29 mars, Belfius a acquis 35,3 % des actions d'Auxipar pour un prix de EUR 29,4 millions, portant ainsi sa participation dans Auxipar de 39,7 % à 74,99 %. Auxipar et son investissement « Interfinance » sont consolidés par intégration globale à partir de 2018. Son investissement en EPC est consolidé par mise en équivalence puisque - bien qu'Auxipar détienne la majorité des actions d'EPC - elle n'a pas de contrôle substantiel sur la participation car

- il existe une limitation des droits de vote et
- il n'existe pas de conventions entre actionnaires.

Caring People, une filiale à 100 % de Corona fournissant des services de centre d'appel à Corona, est intégralement consolidée à partir de 2018.

Depuis la fusion de Payconiq avec Bancontact en juin 2018, Belfius consolide la nouvelle entité Bancontact Payconiq Company par mise en équivalence.

Les sociétés Jaimy et Charlin sont intégralement consolidées depuis leur date de constitution en 2018.

Les acteurs de l'innovation numérique The Studio, Spencr, Brightknight et Smart Belgium Services sont intégralement consolidés à partir de 2018. L'entreprise immobilière Offico Immo est intégralement consolidée à partir de décembre 2018. La participation dans le parc de vacances De Haan et dans la société d'investissement M80 Capital est consolidée par mise en équivalence depuis 2018, conformément aux participations détenues par Belfius Insurance dans ces sociétés.

Les actifs et passifs cédés sont les suivants :

(en milliers d'EUR)	2018		
	Groupe Auxipar	Caring People	Sociétés mises en équivalence
Prêts et créances sur établissements de crédit	2 130	1 662	0
Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres	84 684	0	0
Investissements dans des sociétés mises en équivalence	27 707	0	18 605
Actifs fiscaux	647	0	0
Autres actifs	504	194	0
Provisions et passifs éventuels	(32 351)	0	0
Dettes fiscales	0	(10)	0
Autres passifs	(63)	(633)	0
<b>ACTIFS NETS</b>	<b>83 257</b>	<b>1 212</b>	<b>18 605</b>
Part du groupe	62 431	1 212	18 605
Déjà en possession du groupe	33 051	1 212	7 587
Prix d'acquisition (reçu en numéraire)	29 379	0	11 018
Moins : coût de la transaction	0	0	0
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie des filiales vendues	0	0	0
<b>LIQUIDITÉS DÉCAISSÉES POUR L'ACHAT</b>	<b>29 379</b>	<b>0</b>	<b>11 018</b>

(en milliers d'EUR)	2018		
	Jaimy et Charlin	Sociétés d'innovation digitale	Offico Immo
Prêts et créances sur établissements de crédit	124	2 306	403
Dettes représentées par un titre et instruments fonds propres	0	1 998	0
Investissements dans des sociétés mises en équivalence	0	0	0
Immobilisations corporelles	0	352	30 371
Actifs fiscaux	0	203	282
Autres actifs	0	1 956	562
Dettes et dépôts	0	0	(21 224)
Dettes fiscales	(1)	(24)	0
Autres passifs	0	(1 805)	(386)
<b>ACTIFS NETS</b>	<b>124</b>	<b>4 985</b>	<b>10 008</b>
Part du groupe	124	4 985	10 008
Déjà en possession du groupe	124	4 985	0
Prix d'acquisition (reçu en numéraire)	0	0	10 008
Moins : coût de la transaction	0	0	0
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie des filiales vendues	0	0	(51)
<b>LIQUIDITÉS DÉCAISSÉES POUR L'ACHAT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 957</b>



## 2. Cessions importantes

### A. Année 2017

Belfius Insurance a cédé, au premier semestre 2017, ses participations dans « Aviabel », une société associée évaluée selon la méthode de mise en équivalence.

Belfius Insurance a cédé, au deuxième semestre 2017, ses participations dans « Pole Star » et « North Light ». Les deux sociétés étaient des joint ventures évaluées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les actifs et passifs cédés sont les suivants :

(en milliers d'EUR)	2017	
	Aviabel	Pole Star et North Light
Investissements dans des sociétés mises en équivalence	8 057	67 926
<b>ACTIFS NETS</b>	<b>8 057</b>	<b>67 926</b>
Produit de la vente (reçu en numéraire)	17 001	126 006
Moins : coût de la transaction	0	0
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie des filiales vendues	0	0
<b>PRODUIT NET ENCAISSÉ SUR LA VENTE</b>	<b>17 001</b>	<b>126 006</b>

### B. Année 2018

Belfius a cédé ses investissements dans « NEB Participation » à Nethys. Cela concernait un associé qui faisait précédemment l'objet de la méthode de la mise en équivalence. À cette occasion, Belfius a réalisé une plus-value de EUR 23,6 millions enregistrée en « Résultat net sur investissements et dettes ».

Les actifs et passifs cédés sont les suivants :

(en milliers d'EUR)	2018
	NEB Participations
Investissements dans des sociétés mises en équivalence	13 900
<b>ACTIFS NETS</b>	<b>13 900</b>
Produit de la vente (reçu en numéraire)	37 500
Moins : coût de la transaction	0
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie des filiales vendues	0
<b>PRODUIT NET ENCAISSÉ SUR LA VENTE</b>	<b>37 500</b>

## 3. Actifs et passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés et activités abandonnées

### A. Année 2017

Au 31 décembre 2017, aucune filiale n'était reprise en « Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

### B. Année 2018

Au 31 décembre 2018, aucune filiale n'était reprise en « Actifs non courants (groupe d'actifs destiné à être cédé) détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

### 10.3. LISTE DES FILIALES, DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE, DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GROUPE DÉTIENT DES DROITS SOCIAUX REPRÉSENTANT 20 % AU MOINS DU CAPITAL SOUSCRIT

#### 1. Liste des filiales comprises dans la consolidation par intégration globale

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) <sup>(1)</sup>	Code d'activité
Auxiliaire de participations SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	74,99	10
Belfius Asset Finance Holding SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	100	10
Belfius Auto Lease SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	5
Belfius Commercial Finance SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	15
Belfius Financing Company SA	Rue de l'Industrie 20 L-8399 Windhof	100	49
Belfius Immo SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	31
Belfius Insurance SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	28
Belfius Insurance Invest SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	21
Belfius Insurance Services Finance SA	Rue de l'Industrie 20 L-8399 Windhof	100	21
Belfius Investment Partners SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	19
Belfius Ireland Unltd	23 Shelbourne Road Ballsbridge Dublin 4 IE 4886676 P	100	49
Belfius Lease SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	5
Belfius Lease Services SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	5
BI New Co SA (Jaimy SA à partir du 5 mars)	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	47
Brightknight SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	34
Caring people SA	Avenue de la Métrologie 4 B-1130 Bruxelles	100	30
Charlin SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	47
Coquelets SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	31
Corona SA	Avenue de la Métrologie 2 B-1130 Bruxelles	100	28
Crefius SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	6
Dexia Secured Funding Belgium SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	10	49
Elantis SA	Rue des Clarisses 38 B-4000 Liège	100	6
ImmoActivity SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	31
Immo Malvoz SPRL	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	31
Immo Zeedrift SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	31
Interfinance SCRL	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	74,99	10
Legros-Renier Les Amarentes Seigneurie de Loverval SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	31

(1) Fraction du capital détenue par l'actionnaire direct.

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) <sup>(1)</sup>	Code d'activité
LFB SA	Avenue Galilée 5 B-1210 Bruxelles	100	31
Mercurius Funding SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	5	49
Offico Immo SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	31
Penates Funding SA	Rue Royale 97 b4 B-1000 Bruxelles	10	49
Smart Belgium Services SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	34
Spencr SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	34
The Studio SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	34

Il n'y a aucune restriction importante pour les filiales qui limitent la capacité de l'entité d'avoir accès aux actifs du groupe ou de les utiliser et de régler les passifs du groupe.

## 2. Liste des filiales non consolidées par intégration globale

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) <sup>(1)</sup>	Motif de l'exclusion	Code d'activité
Belfius Fiduciaire SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	100	Importance négligeable	23
Belfius Part SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	Importance négligeable	10
Belsur BVBA (ex Zakenkantoor Frans Verfaillie)	Boulevard du Jardin Botanique 44 B-1000 Bruxelles	100	Importance négligeable	30
Bureau Laveaux & Martin BVBA	Brusselsesteenweg 346C B-9090 Melle	100	Importance négligeable	30
Canius I CVA	Plankstraat 13 B-3800 Sint-Truiden	99,95	Importance négligeable	16
Finimmo SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	100	en liquidation	16
Fynergie SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	Importance négligeable	32
Global Cleantech Capital II Feeder BV	Herengracht 338 NL-1016 CG Amsterdam	100	Importance négligeable	41
Immorente SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	Importance négligeable	31
Immo Rhododendrons SPRL	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	Importance négligeable	31
Immo Tumulis SPRL	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	Importance négligeable	31
Qualitass NV	Vilvoordsesteenweg 166 B-1850 Grimbergen	100	Importance négligeable	30
Service Communal de Belgique SCI	Avenue Louise 106 B-1050 Ixelles	63,59	en liquidation	47
Shop Equipments SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	Importance négligeable	31
VDL - Interass NV	Brusselsesteenweg 346C B-9090 Melle	100	Importance négligeable	30

(1) Fraction du capital détenue par l'actionnaire direct.

### 3. Liste des entreprises mises en équivalence

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) <sup>(1)</sup>	Code d'activité
Bancontact Payconiq Company NV	Kempische Steenweg 303 b53 B-3500 Hasselt	22,5	48
De Haan Vakantiehuisen SA	Boulevard de la Woluwe 46 B-1200 Woluwe-Saint-Lambert	25	31
EPC SCRL (Économie Populaire de Ciney)	Rue E Dinot 30 B-5590 Ciney	61,37	33
Erasmus Gardens SA	Avenue Hermann-Debroux 42 B-1160 Bruxelles	50	31
Isabel SA	Boulevard de l'Impératrice 13-15 B-1000 Bruxelles	24	39
M80 Capital Comm.V	Rue de la Victoire 1 B-1060 Bruxelles	22,91	10

### 4. Liste des entreprises associées qui ne sont pas mises en équivalence

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) <sup>(1)</sup>	Motif de l'exclusion	Code d'activité
Arcosyn SA	Av. Britsiers 5 B-1030 Schaarbeek	20,46	en liquidation	10
Arkafund NV	Alfons Gossetlaan 30 B-1702 Groot-Bijgaarden	25	en liquidation	21
Arlinvest NV	Hamiltonpark 24-26 B-8000 Brugge	49	Importance négligeable	16
Assurcard NV	Fonteinstraat 1A Bus 0301 B-3000 Leuven	20	Importance négligeable	34
Banking Funding Company SA	Rue d'Arlon 82 B-1040 Bruxelles	21,62	Importance négligeable	48
Bedrijvencentrum Regio Mechelen NV	De Regenboog 11 B-2800 Mechelen	24,33	Importance négligeable	41
Belwing SA	Avenue Maurice-Destenay 13 B-4000 Liège	20	Importance négligeable	10
BF3 Belgium SAS	Rue de Balzac 23 F-75008 Paris	33,33	Importance négligeable	10
Bizimmo SA	Boulevard du Souverain 68 b9 B-1170 Watermael-Boitsfort	50	Importance négligeable	31
Buildingnest SA	Boulevard du Souverain 68 b9 B-1170 Watermael-Boitsfort	50	Importance négligeable	31
Corfius Immo NV	Industrielaan 18 B-3730 Hoeselt	50	Importance négligeable	31
DG INFRA + Bis SCS	Karel Oomsstraat 37 B-2018 Antwerpen	28,53	Importance négligeable	10
DG INFRA + Ter SCS	Karel Oomsstraat 37 B-2018 Antwerpen	37,50	Importance négligeable	10
Groene Poort Dreef NV	Westlaan 120 B-8800 Roeselare	50	Importance négligeable	31
IDE Lux Finances SCRL	Drève de l'Arc-en-Ciel 98 B-6700 Arlon	36,87	Importance négligeable	16
Imsol NV	Molenbergstraat 2 B-2000 Antwerpen	39,98	Importance négligeable	31
Inforum G.I.E.	Rue d'Arlon 53 bte 4 B-1040 Bruxelles	50	Importance négligeable	41
Justinvest NV	Heistraat 129 B-2610 Antwerpen	33,33	Importance négligeable	32
Kuborn Real Estate NV	Avenue Maurice 8 B-1050 Bruxelles	20	Importance négligeable	32
Les News 24 SA	Rue de Genève 175 B-1140 Evere	33,22	Importance négligeable	45
Leskoo SA	Avenue des Communautés 100 B-1200 Woluwe-Saint-Lambert	50	Importance négligeable	31

(1) Fraction du capital détenue par l'actionnaire direct.

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) <sup>(1)</sup>	Motif de l'exclusion	Code d'activité
Letsgo City SA	Boulevard Piercot 44 B-4000 Liège	27,27	Importance négligeable	34
NEB Foncière SA	Rue Louvrex 95 B-4000 Liège	20,49	Importance négligeable	31
(Partners Through Innovation)2 SA	Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles	25,02	Importance négligeable	34
Rabot Invest NV	Heistraat 129 B-2610 Antwerpen	25	Importance négligeable	32
R.E.D. Laboratories NV	Z1. Researchpark 100 B-1731 Zellik	22,20	Importance négligeable	33
Re-Vive Brownfield Fund I CVBA	Nieuwewandeling 62 B-9000 Gent	24,97	Importance négligeable	31
Société Mixte de Développement Immobilier SA	Avenue Maurice Destenay 13 B-4000 Liège	25,04	Importance négligeable	32
Syneco Agence Conseil ASBL	Place l'Illon 13 B-5000 Namur	20	Importance négligeable	47
TDP SA	Karel Oomsstraat 37 B-2018 Antwerpen	50	Importance négligeable	47
Wandelaar Invest SA	Rue du Vieux Marché aux Grains 63 25 B-1000 Bruxelles		Importance négligeable	5

## 5. Liste des agences étoiles (non consolidés)

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) <sup>(1)</sup>	Code d'activité
Belfius Antwerpen Berchem CVBA	Grote Steenweg 456 B-2600 Berchem	26	4
Belfius Antwerpen Zuidrand CVBA	Kioskplaats 49 B-2660 Hoboken	26	4
Belfius Ardenne-Spa-Pays de Herve SCRL	Place du Marché 22 B-4651 Battice	26	4
Belfius Ardenne et Famenne SCRL	Avenue de Bouillon 16 B-6800 Libramont-Chevigny	24,69	4
Belfius Auderghem-Boitsfort SCRL	Boulevard du Souverain 282 B-1160 Bruxelles	25,16	4
Belfius Binche-Mariemont SCRL	Route de Mons 333 B-7130 Binche	26	4
Belfius Borinage SCRL	Rue J. Dufrane 3-5 B-7080 Frameries	26	4
Belfius Brugs Ommeland-Oudenburg CVBA	Dorpsstraat 8 B-8200 Brugge Sint-Michiels	26	4
Belfius Brussels City Center SCRL	Place Stéphanie 8 B-1050 Bruxelles	26	4
Belfius Brussels East SCRL	Rue des Champs 6 B-1040 Bruxelles	22,94	4
Belfius Brussels North SCRL	Boulevard de Smet de Nayer 2a B-1090 Bruxelles	26	4
Belfius Centrum-West CVBA	Hendrik Consciencestraat 23 bus 6 B-8800 Roeselare	26	4
Belfius Charleroi Pont-à-Nôle SCRL	Avenue Paul Pastur 114 B-6032 Mont-sur-Marchienne	26	4
Belfius Charleroi-Sud SCRL	Boulevard Joseph Tirou 76-82 B-6000 Charleroi	26	4
Belfius Condroz-Famenne SCRL	Rue Saint-Eloi 1 B-5590 Ciney	25,83	4
Belfius Druivenstreek CVBA (en liquidation)	Stationsplein 17 B-3090 Overijse	26	4
Belfius Durmevallei CVBA	Marktplaats 3 B-9220 Hamme (O.-VL.)	26	4

(1) Fraction du capital détenue par l'actionnaire direct.

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) <sup>(1)</sup>	Code d'activité
Belfius Eeklo Gent-Oost CVBA	Grondwetlaan 9 B-9040 Sint-Amandsberg	25,66	4
Belfius Entre Sambre & Meuse SCRL	Rue de France 50-52 B-5600 Philippeville	25,74	4
Belfius Fléron-Visé SCRL	Rue Saint Hadelin 1 B-4600 Visé	26	4
Belfius Gent-Centrum & Noord-west CVBA	Zonnestraat 23-25 B-9000 Gent	26	4
Belfius Geraardsbergen-Ninove CVBA	Oudenaardsestraat 4-6 B-9500 Geraardsbergen	26	4
Belfius Hageland Noord CVBA	Bogaardenstraat 26 B-3200 Aarschot	26	4
Belfius Hainaut Centre & Senne SCRL	Rue Albert 1 <sup>er</sup> 23 B-7100 La Louvière	26	4
Belfius Hesbaye SCRL	Grand'Place 5 B-4280 Hannut	26	4
Belfius Kempen Noord CVBA	Gemeenteplaats 6 B-2960 Brecht	25,16	4
Belfius Kempen Oost CVBA	Markt 27 B-2400 Mol	26,02	4
Belfius Klein Brabant CVBA	Nieuwstraat 21 B-2830 Willebroek	26	4
Belfius Kortrijk-Menen-leper CVBA	Wijngaardstraat 52 B-8500 Kortrijk	26	4
Belfius Leuven CVBA	Brusselsestraat 2 B-3000 Leuven	26	4
Belfius Liège Centre & Sud SCRL	Rue des Mineurs 12 B-4000 Liège	26	4
Belfius Liège Nord & Est SCRL	Chaussée de Tongres 391 B-4000 Liège	26	4
Belfius Mandel-Leie CVBA	Holdestraat 19 B-8760 Meulebeke	26	4
Belfius Meuse-Ourthe-Amblève SCRL	Place Joseph Thiry 47 B-4920 Aywaille	26	4
Belfius Midden Limburg CVBA	Dorpsstraat 1A B-3530 Houthalen-Helchteren	26	4
Belfius Namur-Eghezée SCRL	Chaussée de Louvain 440 B-5004 Namur	26	4
Belfius Namur-Gembloux SCRL	Avenue de la Faculté d'Agronomie 12 B-5030 Gembloux	25,30	4
Belfius Namur Haute-Meuse SCRL	Rue de Marchovelette 1 B-5000 Namur	25,32	4
Belfius Netevallei CVBA	Grote Markt 13 B-2500 Lier	26	4
Belfius Nivelles-Tubize SCRL	Rue de Nivelles 30 B-1480 Tubize	26	4
Belfius Noord-Brabant CVBA	Kattestraat 2 B-1730 Asse	26	4
Belfius Noord-Limburg CVBA	Hertog Janplein 45 B-3920 Lommel	25,59	4
Belfius Nord Picardie SCRL	Rue de la Station 39 Boîte 41 B-7700 Mouscron	26	4
Belfius Pays de Mons SCRL	Avenue Jean d'Avesnes 9 B-7000 Mons	26	4
Belfius Regio Aalst CVBA	Stationsstraat 4 B-9300 Aalst	25,66	4
Belfius Regio Antwerpen Oost CVBA	André Hermanslaan 1 B-2100 Deurne	26	4
Belfius Regio Dendermonde-Buggenhout CVBA	Kerkstraat 64-66 B-9200 Dendermonde	26	4
Belfius Regio Erpe-Mere CVBA	Marktplaats 36 B-9520 Sint-Lievens-Houtem	26	4
Belfius Regio Genk-Maaseik CVBA	Fruitmarkt 7 B-3600 Genk	26	4

(1) Fraction du capital détenue par l'actionnaire direct.

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) <sup>(1)</sup>	Code d'activité
Belfius Regio Hasselt CVBA	Havermarkt 36-38 B-3500 Hasselt	26	4
Belfius Regio Leie-Schipdonk CVBA	Volhardingslaan 72 (bus 1) B-9800 Deinze	26	4
Belfius Regio Mechelen CVBA	Grote Markt 31 B-2800 Mechelen	26	4
Belfius Regio Menen-Wevelgem CVBA (en liquidation)	Kerkomtrek 16 B-8930 Menen	26	4
Belfius Regio Mortsel Kontich CVBA	Mechelsesteenweg 56 B-2640 Mortsel	26	4
Belfius Région Charleroi Airport SCRL	Place des Martyrs 2 B-6041 Gosselies	26	4
Belfius Région Huy-Andenne SCRL	Avenue du Bosquet 41 boîte 11 B-4500 Huy	26	4
Belfius Région Liège-Airport SCRL	Chaussée du Roi Albert 50 B-4431 Ans	26	4
Belfius Regio Noord-Antwerpen CVBA	Antwerpsesteenweg 49 B-2950 Kapellen	26	4
Belfius Regio Oostende-Knokke CVBA	Lippenslaan 74 B-8300 Knokke-Heist	26	4
Belfius Regio Sint-Niklaas CVBA	Hendrik Heymanplein 9 B-9100 Sint-Niklaas	26	4
Belfius Regio Turnhout-Hoogstraten CVBA	Vrijheid 109 B-2320 Hoogstraten	26	4
Belfius Regio Waregem-Kruishoutem CVBA	Markt 12 B-8790 Waregem	25,83	4
Belfius Regio Westhoek CVBA (en liquidation)	Grote Markt 31 B-8600 Diksmuide	29,48	4
Belfius Scheldeland CVBA	Kalkendorp 21 B-9270 Laarne	25,74	4
Belfius Sille & Dendre SCRL	Grand Place 72 B-7850 Enghien	26	4
Belfius Sud-Luxembourg SCRL	Rue d'Alba 1 B-6700 Arlon	26	4
Belfius Tienen-Sint-Truiden CVBA	Clockemstraat 38 B-3800 Sint-Truiden	26	4
Belfius Tournai-Val de Verne SCRL	Rue Royale 105/107/109 B-7500 Tournai	26	4
Belfius Val de Sambre SCRL	Rue de Falisolle 401 B-5060 Sambreville	24,37	4
Belfius Val d'Haine et Haut-Pays SCRL	Rue Grande 49 B-7380 Quiévrain	26	4
Belfius Vallée de la Dyle SCRL	Place Alphonse Bosch 15 B-1300 Wavre	25,41	4
Belfius Vilvoorde-Tervuren CVBA	Portaelsplein 68 B-1800 Vilvoorde	26	4
Belfius Vlaamse Ardennen CVBA	Nederstraat 17 B-9700 Oudenaarde	26	4
Belfius Waterloo SCRL	Chaussée de Bruxelles 306 B-1410 Waterloo	25,33	4
Belfius West-Brabant SCRL	Chaussée d'Alsemberg 1410 B-1620 Drogenbos	26	4
Belfius Westkust CVBA	Kerkstraat 58 B-8430 Middelkerke	26	4
Belfius Zennevallei CVBA	Basiliekstraat 13 B-1500 Halle	26	4
Belfius Zoniënwood CVBA	Avenue Brugmann 247 B-1180 Bruxelles	24,37	4
Belfius Zottegem-Zuidrand Gent CVBA	Heldenlaan 22 B-9620 Zottegem	26	4
Belfius Zuid-Oost-Limburg CVBA	Visésteenweg 204 (Bus 1) B-3770 Riemst	26	4

(1) Fraction du capital détenue par l'actionnaire direct.



## Code d'activité

1. Banque, établissement de crédit	26. Assurances non-vie
2. Caisse d'épargne privée	27. Captive de réassurance
3. Institution publique de crédit	28. Entreprises d'assurances multibranches
4. Agence bancaire	29. Agents et courtiers en produits financiers
5. Société de leasing	30. Agents et courtiers en produits d'assurance
6. Crédit hypothécaire	31. Activité immobilière pour compte propre
7. Financement de sociétés par prises de participations	32. Activité immobilière pour compte de tiers
8. Distribution de crédits à la consommation	33. Santé et action sociale
9. Distribution de différents types de crédit	34. Activités informatiques / Information Technology
10. Prise et gestion de participations	35. Activités associatives bancaires
11. Société de Bourse	36. Autres activités associatives
12. Société de gestion de Sicav	37. Assainissement, voirie et gestion des déchets
13. Fonds commun de placement	38. Activités récréatives
14. Société de gestion de sicav	39. Télécommunications
15. Affacturage, factoring	40. Transports
16. Société de financement d'infrastructures et d'immeubles	41. Autres services fournis aux entreprises
17. Autres auxiliaires de distribution de produits financiers spécifiques	42. Énergie
18. Administration de marchés financiers	43. Développement économique
19. Gestion de portefeuille et de fortune, conseils en placements	44. Eau
20. Ingénierie financière, consultance, études et conseils financiers	45. Édition de livres et multimédia
21. Autre professionnel du secteur financier	46. Activité d'étude, recherche et développement
22. Société de cautionnement	47. Autres activités de service
23. Activité de fiducie	48. Production, gestion, distribution des moyens de paiement informatisés
24. Bureau de change	49. Société de financement
25. Assurances vie	50. Merchant bank

## 10.4. INTÉRÊTS DANS DES ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES

## 1. Nature, but et activités d'une entité structurée

L'engagement de Belfius dans les entités structurées non consolidées est principalement d'un point de vue investisseur. Le but de Belfius est de générer une marge d'intérêt stable à partir de ces investissements.

Belfius possède différents types d'exposition vis-à-vis de ces entités structurées non consolidées dans son portefeuille (provenant principalement de son ancien portefeuille Side) :

→ « Mortgage Backed Securities » (MBS) : ces entités structurées investissent dans des crédits hypothécaires résidentiels et/ou commerciaux qui sont financés par l'émission d'obligations. Belfius a investi dans les tranches les plus élevées.

→ « Asset Backed securities » (ABS) : ces entités investissent dans des crédits, des instruments de dette, des leasings et/ou des créances qui sont financés par des émissions d'obligations. Belfius a investi dans les tranches les plus élevées.

→ « Multi-issuer covered bonds » : ces entités structurées sont mises en place par différentes banques, chaque participant pour un certain pourcentage dans les actifs de couverture.

→ Dérivés : Belfius a quelques dérivés avec des entités structurées non consolidées comme des Credit Default Swaps, des Total Return Swaps et des Swaps de Taux d'intérêt.

Nous renvoyons à la note 12. « Titrisation ».

## 2. Montants concernés

(en milliers d'EUR)	2017 IAS 39	
	Valeur comptable	Exposition au risque de crédit
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>1 243 905</b>	<b>1 244 427</b>
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	253 895	274 775
Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	0	0
Dérivés de couverture	0	0
Prêts et créances	754 267	733 909
Investissements financiers détenus jusqu'à l'échéance	235 743	235 743
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>30 596</b>	<b>0</b>
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	30 596	0
Dérivés de couverture	0	0
Passifs financiers au coût amorti	0	0
<b>ÉLÉMENTS DE HORS-BILAN - DONNÉS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Engagements de crédits - donnés	0	0
Garanties financières - données	0	0

(en milliers d'EUR)	2018 IFRS 9	
	Valeur comptable	Exposition au risque de crédit
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>1 017 162</b>	<b>976 056</b>
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	194 852	166 450
Actifs financiers détenus à des fins autres que de négociation obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	57 366	57 494
Actifs financiers désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	0	0
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	27 070	27 070
Actifs financiers évalués au coût amorti	737 874	725 043
Dérivés - Comptabilité de couverture		
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>57 157</b>	<b>0</b>
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	57 157	0
Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats	0	0
Passifs financiers au coût amorti	0	0
Dérivés de couverture	0	0
<b>ÉLÉMENTS DE HORS-BILAN - DONNÉS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Engagements de crédits - donnés	0	0
Garanties financières - données	0	0

## XI. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La norme IAS 24 « Parties liées » prévoit une dispense partielle des exigences en matière de communication pour les entités liées au gouvernement. Par conséquent, ces entités liées ne sont pas reprises dans les tableaux « Transactions avec des parties liées ». L'exposition de Belfius sur par exemple les obligations d'État belges apparaît dans le rapport de gestion relatif à la gestion des risques, dans la partie ayant trait au suivi des risques.

### 1. Transactions avec des parties liées

(en milliers d'EUR)	Principaux dirigeants <sup>(1)</sup>		Filiales <sup>(2)</sup>	
	31/12/2017 IAS 39	31/12/2018 IFRS 9	31/12/2017 IAS 39	31/12/17
Prêts <sup>(3)</sup>	1 757	2 786	2 759	6 381
dont prêts dépréciés - étape 3	0	0	0	0
Produits d'intérêts	30	53	11	143
Dépôts et dettes représentées par un titre <sup>(3)</sup>	9 810	11 737	5 149	8 750
Charges d'intérêts	(5)	(5)	0	0
Commissions nettes	0	0	(9)	(9)
Garanties et engagements de crédit donnés par le groupe <sup>(4)</sup>	0	0	10	1 973
Garanties et engagements de crédit reçus par le groupe	4 265	5 199	0	0

(en milliers d'EUR)	Entreprises associées		Coentreprises dans lesquelles l'entité est un coentrepreneur	
	31/12/2017 IAS 39	31/12/2018 IFRS 9	31/12/2017 IAS 39	31/12/2018 IFRS 9
Prêts <sup>(3)</sup>	253 483	249 469	12 718	5 425
dont prêts dépréciés - étape 3	0	0	0	0
Produits d'intérêts	6 596	6 105	155	145
Dépôts et dettes représentées par un titre <sup>(3)</sup>	84 175	70 100	1 474	1 806
Charges d'intérêts	(41)	(37)	0	0
Commissions nettes	132	2 409	330	289
Garanties et engagements de crédit donnés par le groupe <sup>(4)</sup>	233 561	240 906	17 760	25 297
Garanties et engagements de crédit reçus par le groupe	69 379	59 551	38 665	24 155

(1) Les principaux dirigeants sont les membres du conseil d'administration et du comité de direction, y compris leurs enfants et époux/épouses ou partenaires cohabitants, et les enfants des époux/épouses ou partenaires cohabitants.

(2) Les montants mentionnés se rapportent à des opérations avec des filiales non consolidées en raison de l'immatérialité.

(3) Les transactions avec des parties liées sont conclues aux conditions de marché.

(4) Lignes non utilisées ouvertes.

### 2. Rémunération des principaux dirigeants<sup>(1)</sup>

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Avantages à court terme <sup>(2)</sup>	4 275	4 790
Autres avantages à long terme	627	683

(1) Les principaux dirigeants sont les membres du conseil d'administration et du comité de direction.

(2) La rubrique « Avantages à court terme » comprend le salaire, le bonus et les autres avantages.

## 2. Dexia Real Estate Capital Markets

Dexia Real Estate Capital Markets (DRECM) a été vendue par Belfius en juin 2010 à Dexia Holdings, Inc. (DHI). En juin 2011, DRECM a été revendue par DHI à sa société mère Dexia Crédit Local SA (DCL). En décembre 2016, DRECM a affecté à DHI tous les actifs, le business et les activités de DRECM, et DHI a repris tous les passifs de DRECM ainsi que les obligations liées. Après ces transferts, DRECM a été liquidée dans DCL, l'entité légale DRECM étant dissoute. Dès lors, DHI agit en tant que successeur de DRECM.

Bien que DHI (comme successeur de DRECM) ne soit plus une partie liée de Belfius, un aperçu des engagements restants de Belfius vis-à-vis des anciennes activités de DRECM est présenté.

Il est à noter qu'à la date du présent rapport, aucune plainte n'a été émise vis-à-vis de Belfius sous ces déclarations et garanties.

### A. Objectif et contexte des lettres de confort

Dans le cadre de trois opérations de titrisation de prêts immobiliers commerciaux auxquelles participait DRECM, ce dernier a signé un contrat d'acquisition de prêts hypothécaires en tant que vendeur de prêts hypothécaires commerciaux ainsi qu'une convention d'indemnisation. Dans ces contrats, DRECM a donné certaines déclarations et garanties, à l'égard de plusieurs CMBS trusts, concernant certains aspects de la situation de la société et certaines caractéristiques des prêts hypothécaires commerciaux vendus. Selon les dispositions de ce contrat d'acquisition de prêts hypothécaires, le vendeur de prêt serait obligé, suivant ces déclarations et garanties, de racheter un crédit si un non-respect des déclarations et garanties ou un défaut matériel aux documents qui ne peut être

rectifié, ou auquel il ne peut être remédié dans un certain délai (généralement 90 jours avec une extension possible) était constaté, dans la mesure où la demande de rachat a été faite dans les délais. Étant donné qu'il s'agissait d'une obligation opérationnelle continue dans le chef de DRECM et que DRECM était une entité non notée, les contreparties de transactions et les agences de notation exigeaient une première tranche de pertes plus importante dans les opérations de titrisation (onéreuse pour DRECM) ou une contre-garantie d'une entité notée. Dans ce contexte, Belfius Banque, en sa qualité de successeur d'Artesia Banking Corporation SA, avait fourni lesdites lettres de confort étant donné qu'elle disposait d'une notation suffisante pour réduire les exigences en matière de rehaussement de crédit.

### B. Nature juridique des lettres de confort

L'obligation première de respecter les clauses du contrat d'acquisition des prêts hypothécaires et de la convention d'indemnisation incombe à DHI (étant le successeur de DRECM). Ce n'est que dans le cas où DHI (étant le successeur de DRECM) ne respecterait pas ses engagements que Belfius Banque a promis d'intervenir par tous les moyens, humains, techniques ou financiers. Les obligations de Belfius sont des obligations d'agir ou de payer. Il ne s'agit pas d'une garantie à première demande, ni d'une obligation d'acheter tout prêt irrécouvrable mais d'un accord de back-up stand-by pour action ou paiement. Bien que les actions de Belfius dans DRECM aient été vendues à DHI le 16 juillet 2010, ces lettres de confort sont toujours d'application. Toutefois, nous estimons que les risques pour Belfius Banque sont extrêmement réduits étant donné qu'aucun rachat de prêts n'est en cours, qu'aucune transaction précédente n'a entraîné de rachat et que DHI (étant le successeur de DRECM) est suffisamment capitalisée pour honorer ses engagements contractuels.

## XII. TITRISATION

Belfius a actuellement trois véhicules de titrisation : Dexia Secured Funding Belgium, Penates Funding et Mercurius Funding. Le total bilantaire de ces sociétés s'élevait à EUR 9 008 millions au 31 décembre 2017 et à EUR 7 762 millions au 31 décembre 2018.

Selon la définition de contrôle sous IFRS 10, Dexia Secured Funding Belgium, Penates Funding et Mercurius Funding sont inclus dans les comptes consolidés. Belfius

- détient tous pouvoirs sur ses véhicules de titrisation,
- est exposée à leurs rendements variables et
- a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements.

Dexia Secured Funding Belgium SA (DSFB) est un véhicule de titrisation belge (société d'investissement en créances (SIC) institutionnelle de droit belge) ayant actuellement six compartiments, dont un est actif, à savoir DSFB-2.

DSFB-2 est une opération de titrisation de prêts accordés à des entités belges (publiques et autres). Tous les prêts sont 100 % garantis par une des trois régions belges. La transaction de EUR 1 621 millions a été lancée le 28 avril 2008. Une tranche de titres à taux variables, notée AA/Aa1/AA+ par respectivement S&P, Moody's et Fitch, a été émise. Belfius a garanti le paiement intégral et en temps voulu du principal et des intérêts sur les titres. Au 31 décembre 2018, EUR 884 millions étaient encore en circulation et étaient notés A-sf/A1/A-sf. Les titres de DSFB-2 sont actuellement détenus par Belfius Banque et par sa filiale Belfius Ireland.

Penates Funding SA est un véhicule de titrisation belge (SIC institutionnelle de droit belge) ayant actuellement dix compartiments dont deux, Penates-5 et Penates-6, sont actifs.

Le 16 novembre 2015, Belfius a réalisé une opération de titrisation RMBS de EUR 1 030 millions. Le SPV, Penates Funding, agissant par l'intermédiaire de son compartiment Penates-5, a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels belges émis par Belfius Banque. Quatre tranches ont été émises : EUR 350 millions Class A1 Mortgage-Backed Floating Rate Notes échéance 2049 ont été émises (notées initialement Fitch AAAsf/Moody's Aaa(sf)) ; EUR 450 millions Class A2 Mortgage-Backed Floating Rate Notes échéance 2049 ont été émises (notées initialement Fitch AAAsf/Moody's Aaa(sf)) ; EUR 200 millions Class B Mortgage-Backed Floating Rate Notes échéance 2049 ont été émises (non notées) et EUR 30 millions Class C Floating Rate Notes 2049 ont été émises (non notées). Les titres de la classe A1 ont été entièrement remboursés au cours de 2018. L'encours des titres de la classe A2 s'élevait à EUR 361 millions au 31 décembre 2018, alors que les encours des autres titres étaient toujours à leur montant initial. Par conséquent, pour Penates-5, au 31 décembre 2018, l'encours total était de EUR 591 millions. Les notations des titres de la classe A2 étaient inchangées par rapport à leur notation initiale. Les titres de la classe A2 sont détenus par des investisseurs institutionnels. Les titres de la classe B et de la classe C sont détenus par Belfius Banque.

Le 15 mai 2017, Belfius a réalisé une opération de titrisation RMBS de EUR 6 030 millions. Le SPV, Penates Funding, agissant par l'intermédiaire de son compartiment Penates-6, a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels belges émis par Belfius Banque. Quatre tranches ont été émises : EUR 2 490 millions Class A1 Mortgage-Backed Floating Rate Notes échéance 2051 (notées DBRS AAAsf/Moody's Aaa(sf)) ; EUR 2 490 millions Class A2 Mortgage-Backed Floating Rate Notes échéance 2051 (notées DBRS AAAsf/Moody's Aaa(sf)) ; EUR 1 020 millions Class B Mortgage-Backed Floating Rate Notes échéance 2051 (non notées) ; EUR 30 millions Class C Mortgage-Backed Floating Rate Notes due 2051 (non notées). Au 31 décembre 2018, ces notations étaient inchangées par rapport à leur notation initiale. L'encours des titres de la classe A1 s'élevait à EUR 1 433 millions alors que les encours des autres titres étaient toujours à leur montant initial. Par conséquent, pour Penates-6, au 31 décembre 2018, l'encours total était de EUR 4 973 millions. Les titres de Penates-6 sont détenus entièrement par Belfius Banque et par sa filiale Belfius Insurance Invest. Les titres senior Penates-6 peuvent être utilisés comme collatéral dans des accords avec la Banque centrale européenne ou avec d'autres contreparties.

Mercurius Funding SA est un véhicule de titrisation belge (SIC institutionnelle de droit belge) comptant actuellement six compartiments. Il a été créé en 2012. Un compartiment, Mercurius-1, était actif fin 2018.

Le 7 mai 2012, Belfius a réalisé une opération de titrisation PME (Petites et Moyennes Entreprises) CLO de EUR 4 124 millions. La SPV, Mercurius Funding, agissant par l'intermédiaire de son compartiment Mercurius-1, a titrisé des prêts émis auprès de PME belges par Belfius Banque et les a émis sous la forme de deux tranches : EUR 3 200 millions Class A PME Loan-Backed Fixed Rate Notes échéance 2035 et EUR 924 millions Class B PME Loan-Backed Fixed Rate Notes échéance 2037.

Le 12 mai 2014, deux nouvelles tranches ont été émises : EUR 3 200 millions Class A PME Loan-Backed Fixed Rate Notes échéance 2035 (notées initialement Fitch A+(sf) / Moody's A1(sf) / DBRS A (high)(sf)) et EUR 924 millions Class B PME Loan-Backed Fixed Rate Notes échéance 2037 (non notées). Les revenus ont été utilisés pour acheter un portefeuille additionnel de prêts émis auprès de PME et pour rembourser les anciens titres.

Au 31 décembre 2018, les titres de la classe A étaient notés AA (sf) chez DBRS, A+ (sf) et Aaa (sf) chez Moody's. Le solde des titres de la Classe A et de la Classe B a baissé à respectivement EUR 670 millions et EUR 760 millions.

Par conséquent, pour Mercurius-1, au 31 décembre 2018, l'encours total s'élève à EUR 1 430 millions.

Les tranches Mercurius sont détenues par Belfius Banque et par sa filiale Belfius Ireland. Les titres peuvent être utilisés comme collatéral dans des accords avec la Banque centrale européenne ou avec d'autres contreparties.

# BELFIUS BANQUE SA

## RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE BELFIUS BANQUE SA POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018 - COMPTES CONSOLIDÉS

Dans le cadre du contrôle légal des comptes consolidés de Belfius Banque SA (« la société ») et de ses filiales (conjointement « le groupe »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes consolidés ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 26 avril 2017, conformément à la proposition de l'organe de gestion émise sur recommandation du comité d'audit et sur présentation du conseil d'entreprise. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2019. Etant donné l'absence d'archives électroniques antérieures à 1997, nous sommes dans l'impossibilité de déterminer avec précision la première année de mission. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes consolidés de Belfius Banque SA durant au moins 22 exercices consécutifs.

### Rapport sur les comptes consolidés

#### Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes consolidés du groupe, comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2018, ainsi que le compte de résultats consolidé, l'état consolidé du résultat global, le tableau de variation des fonds propres consolidés et le tableau des flux de trésorerie consolidés de l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes, contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives, dont le total du bilan consolidé s'élève à 164 165 152 (000) EUR et dont le compte de résultats consolidé se solde par un bénéfice de l'exercice (part du groupe) de 649 028 (000) EUR.

A notre avis, les comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2018, ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

#### Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA), telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB applicables à la présente clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes consolidés en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

#### Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

## POINTS CLÉS DE L'AUDIT

## COMMENT NOTRE AUDIT A TRAITÉ LE POINT CLÉ DE L'AUDIT

**Dépréciations des prêts et créances et des dettes représentées par un titre**

Le portefeuille des prêts et créances évalués au coût amorti de Belfius Banque s'élève à 89 302 446 (000) EUR au 31 décembre 2018, y compris un montant de 1 483 775 (000) EUR lié aux dépréciations des étapes 1, 2 et 3. Le portefeuille de dettes représentées par un titre évalués tant au coût amorti qu'à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global s'élève à 25 676 633 (000) EUR y compris un montant de 217 598 (000) EUR lié aux dépréciations des étapes 1, 2 et 3.

La détermination de l'allocation des étapes 1, 2 ou 3 des Prêts et créances et des Dettes représentées par un titre, selon IFRS 9 contient des éléments subjectifs qui sont en partie fondés sur le jugement de la direction, e.a. liés à la définition de « l'augmentation sensible du risque de crédit » qui détermine le périmètre des étapes 1 et 2.

La valorisation selon IFRS 9 des pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir et sur la durée de vie contient également des éléments subjectifs qui sont en partie fondés sur le jugement de la direction, e.a. liés à des éléments prospectifs, des scénarios économiques, la perte encourue en cas de défaut et la probabilité de défaut.

En tenant compte des considérations susmentionnées, nous considérons que la détermination et la valorisation des dépréciations des prêts et créances et des dettes représentées par un titre est un point clé de l'audit.

Les dépréciations des prêts et créances et des dettes représentées par un titre consistent en:

- Étape 1: expositions au risque de crédit productives, pour lesquelles il n'y a pas eu d'augmentation sensible du risque de crédit depuis la création;
- Étape 2: expositions au risque de crédit insuffisamment productives, pour lesquelles le risque de crédit a sensiblement augmenté entre la création ou l'acquisition de l'actif financier et la date de clôture;
- Étape 3: expositions au risque de crédit non productives, pour lesquelles il existe une indication objective de dépréciation.

Nous référons à l'annexe III - Règles de présentation et d'évaluation dans laquelle la section 6.5 reprend les règles de présentation et d'évaluation relatives aux dépréciations, ainsi que l'annexe 5.4 concernant le détail des prêts et créances et l'annexe 5.5 concernant le détail des dettes représentées par un titre.

**Incertitude relative à l'estimation liée aux provisions pour litiges juridiques**

Le groupe est partie à une série de litiges qui découlent de ses activités professionnelles habituelles.

La reconnaissance et la valorisation des provisions et de la présentation des passifs éventuels requièrent des jugements significatifs de la part du management.

Notre approche d'audit inclut les tests de conception et de mise en œuvre des contrôles internes pour la détermination des dépréciations sur les prêts et créances et les dettes représentées par un titre, ainsi que des procédures d'audit substantives.

Nos procédures sur le contrôle interne sont notamment les suivantes:

- nous évaluons la conception et la mise en œuvre des mesures de contrôle interne pertinentes;
- nous obtenons les évidences d'audit liées aux contrôles clés, démontrant la revue et le processus d'approbation que le management a mis en place pour:
  - l'identification des événements qui donnent lieu à la détermination et la valorisation des dépréciations; ainsi que
  - la gouvernance mise en place supportant les jugements de la direction.

Nos procédures substantives sont notamment les suivantes:

- nous prenons note des procès-verbaux des Risk Committees et Default Committees;
- nous évaluons l'exhaustivité et l'exactitude des données incluses dans les modèles de dépréciation de crédit;
- nous évaluons la pertinence des hypothèses et des méthodologies utilisées pour déterminer les dépréciations en utilisant notre connaissance de l'industrie et notre expérience, en nous concentrant sur les éventuels changements depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018;
- nous évaluons le jugement de la direction, en nous concentrant spécifiquement sur le caractère raisonnable de l'approche;
- nous testons sur base d'un échantillon des prêts et créances et des dettes représentées par un titre afin de nous assurer de l'identification en temps opportun et du calcul correct des dépréciations:
  - pour les dépréciations en étape 3, nous réalisons des revues de dossier crédit détaillées pour un échantillon, challengeant de ce fait les hypothèses retenues dans le contexte de la dépréciation;
  - pour les dépréciations en étapes 1 et 2, nous avons revu le modèle utilisé et testé l'exhaustivité et l'exactitude des données utilisées.

Nous avons évalué la conception et la mise en œuvre des contrôles clés du reporting financier liés aux provisions pour litiges juridiques et la présentation des passifs éventuels. Les contrôles clés incluent entre autres des contrôles liés à la valorisation des litiges matériels, leur revue et leur valorisation si nécessaire.



## POINTS CLÉS DE L'AUDIT

Nous avons identifié les litiges suivants comme étant matériels:

- Arco – Actionnaires coopérateurs;
- Ethias.

Etant donné l'aspect significatif des incertitudes sur le résultat de ces litiges et les jugements appliqués, l'audit de l'adéquation des provisions et de la présentation de ces litiges est considéré comme un point clé de l'audit.

Nous référons à l'annexe III - Règles de présentation et d'évaluation dans laquelle la section 19 reprend les règles de présentation et d'évaluation relatives aux provisions et passifs éventuels, ainsi que l'annexe 6.6 dans laquelle les principaux litiges juridiques sont décrits dans la sous-section 3.B.

#### Valorisation à la juste valeur des instruments financiers classés en tant qu'instruments de Niveau 2 et 3 avec des caractéristiques de risque élevées

Les instruments financiers définis par le groupe comme étant de Niveau 2 et de Niveau 3 dans la hiérarchie de la juste valeur selon IFRS 13, sont davantage exposés au risque d'une valorisation incorrecte.

La juste valeur des instruments financiers de Niveau 2 et de Niveau 3 suivants est considérée comme un point clé de l'audit:

- prêts et créances évalués à la juste valeur par le biais du résultat net pour 32 133 (000) EUR en Niveau 2 et 1 787 934 (000) EUR en Niveau 3;
- dettes représentées par un titre évaluées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pour 299 277 (000) EUR en Niveau 2 et 285 688 (000) EUR en Niveau 3;
- dettes représentées par un titre évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour 506 689 (000) EUR en Niveau 2 et 444 235 (000) EUR en Niveau 3;
- instruments fonds propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pour 298 832 (000) EUR en Niveau 3;
- instruments fonds propres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net pour 381 (000) EUR en Niveau 3;
- dérivés pour 12 052 792 (000) EUR en Niveau 2 et 714 199 (000) EUR en Niveau 3 comptabilisés à l'actif et 17 059 286 (000) EUR en Niveau 2 et 680 871 (000) EUR en Niveau 3 reconnus au passif;
- dettes et dépôts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net pour 51 563 (000) EUR en Niveau 2;
- titres de créance émis et autres passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net pour 4 753 369 (000) EUR en Niveau 2 et 2 556 005 (000) EUR en Niveau 3.

## COMMENT NOTRE AUDIT A TRAITÉ LE POINT CLÉ DE L'AUDIT

Nous avons analysé la valorisation du groupe liée à la nature et au statut des litiges juridiques et des passifs éventuels. Nous avons considéré les avis légaux reçus par le groupe de ses conseillers juridiques internes ainsi que des conseillers juridiques externes indépendants quand cela était relevant pour les litiges les plus matériels. Pour les litiges matériels, nous avons reçu une confirmation externe directement des conseillers juridiques externes indépendants du groupe.

Nous avons examiné les analyses et les conclusions du groupe liées aux provisions et à la présentation pour les litiges matériels par investigation auprès du management et avons considéré la confirmation des conseillers juridiques externes indépendants.

Finalement, nous avons évalué l'exhaustivité et l'exactitude des annexes sur les provisions et les passifs éventuels. Nous avons également évalué si les annexes sont conformes aux exigences des normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne (IAS 37).

Nos procédures d'audit incluent d'obtenir un aperçu du groupe et de son environnement, notamment le contrôle interne et la gouvernance qui sont pertinents pour la valorisation des instruments financiers, ainsi que le test des paramètres, de la conception des modèles de valorisation, ainsi que des annexes aux comptes consolidés.

Nous avons impliqué nos spécialistes d'évaluation de manière intensive dans l'exécution de notre évaluation et vérification des modèles de valorisation.

Nos procédures sur le contrôle interne sont notamment les suivantes:

- nous effectuons une analyse du cycle de vie des produits de trading afin de confirmer notre compréhension des processus et contrôles du groupe afin de conclure et d'enregistrer les transactions des instruments financiers;
- nous obtenons une compréhension de la structure de contrôle (y inclus les procédures de surveillance) concernant le processus de valorisation des instruments financiers;
- nous suivons la documentation appropriée et opportune des choix de modèles et de paramètres et l'approbation formelle par les comités compétents;
- nous lisons les rapports de validation de modèles de la fonction de validation indépendante.

Nos procédures substantives sont notamment les suivantes:

- nous évaluons sur base d'un échantillon des paramètres de marché et des hypothèses clés utilisées dans les modèles;
- nous évaluons si les méthodes de calcul reposent e.a. sur les bonnes pratiques observables sur le marché, sur l'expérience des experts et la connaissance du marché et sont en ligne avec IFRS 13;

POINTS CLÉS DE L'AUDIT	COMMENT NOTRE AUDIT A TRAITÉ LE POINT CLÉ DE L'AUDIT
<p>La valorisation de ces instruments financiers complexes nécessite des efforts considérables de la part du groupe en termes de ressources et de gouvernance. Notre évaluation prend en compte de nombreux facteurs, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ la complexité des modèles de valorisation appliqués;</li> <li>→ le manque de pertinence des informations de marché disponibles pour la valorisation d'instruments financiers spécifiques;</li> <li>→ la nécessité d'utiliser des informations de marché non observables; et</li> <li>→ le degré significatif de jugement nécessaire dans ce qui précède.</li> </ul> <p>L'utilisation de différentes techniques de valorisation et/ou d'hypothèses peut donner lieu à d'autres valorisations à la juste valeur, qui pourraient différer sensiblement l'une de l'autre. Ceux-ci incluent entre autres:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ l'utilisation des modèles pour la valorisation des instruments financiers complexes de Niveau 2 et de Niveau 3;</li> <li>→ les ajustements à la juste valeur pour les dérivés afin de refléter le risque de crédit de la contrepartie (CVA/DVA) et le risque de financement (FVA);</li> <li>→ la nécessité d'utiliser des paramètres de tarification dérivés et / ou illiquides pour l'évaluation de ces instruments de Niveau 2 et Niveau 3.</li> </ul> <p>Nous référons à l'annexe III - Règles de présentation et d'évaluation dans laquelle la section 6.7 reprend les règles de présentation et d'évaluation relatives à la juste valeur des instruments financiers, ainsi que l'annexe 9.1 dans laquelle les détails concernant le niveau de classification des instruments financiers sont repris dans la sous-section 2.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ nous identifions des éléments avec un haut niveau de jugement, en vérifiant des analyses d'impact préparées par la direction et en tenant compte des explications des spécialistes de valorisation;</li> <li>→ nous réalisons sur base d'un échantillon des revalorisations indépendantes d'instruments financiers par nos experts de valorisation;</li> <li>→ nous lisons les annexes aux comptes consolidés relatives à la valorisation des instruments financiers afin de vérifier la conformité aux IFRS.</li> </ul>
<p><b>Continuité et intégrité des systèmes informatiques</b></p> <p>L'infrastructure informatique du groupe étant indispensable pour la continuité et l'intégrité de ses activités opérationnelles et de son reporting financier et prudentiel, nous considérons la continuité et l'intégrité des systèmes informatiques comme un point clé de l'audit.</p> <p>Notre évaluation prend également en compte:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ la variété des applications informatiques;</li> <li>→ le volume élevé des transactions;</li> <li>→ le fait que différentes applications ont été développées en interne ou sur mesure pour le groupe;</li> <li>→ le fait que l'information qualitative, déterminée au niveau des transactions par les départements opérationnels, est indispensable à la préparation des états financiers et à la préparation des reportings prudentiels (y compris la nature des transactions et des contreparties, le rating, etc.);</li> <li>→ le fait que des éléments importants de l'infrastructure informatique sont sous-traités.</li> </ul>	<p>Nous avons impliqué nos spécialistes de l'audit informatique dans l'exécution de nos procédures.</p> <p>Nos procédures de contrôle sont notamment les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ nous évaluons le contrôle interne des mesures générales de contrôle informatiques (<i>General IT Controls</i>) applicable aux composants IT ou aux applications considérées comme indispensables au reporting financier;</li> <li>→ nous évaluons le contrôle interne des mesures de contrôle interne supplémentaires réalisées par les départements financier, opérationnel et informatique concernant l'intégrité et la qualité des données ainsi que l'interface entre les applications opérationnelles et les applications de reporting financier.</li> </ul>

## POINTS CLÉS DE L'AUDIT

**Adéquation des provisions techniques d'assurance Vie (y compris la comptabilité reflet ou *shadow accounting*)**

Au 31 décembre 2018, les provisions techniques d'assurance Vie s'élèvent à 12 643 869 (000) EUR.

Le test d'adéquation des provisions techniques Vie et la comptabilité reflet appliquée sont basés sur des calculs modélisés complexes. Ceux-ci dépendent de nombreuses hypothèses économiques et non économiques concernant des événements futurs incertains qui sont en partie fondés sur le jugement de la direction.

En outre, ces calculs complexes peuvent être sujets à des erreurs dues à une qualité des données insuffisante, à des données incomplètes ou à des insuffisances dans les mesures de contrôle interne.

Conformément aux règles d'évaluation, le groupe applique la comptabilité reflet par laquelle des résultats d'investissement non réalisés sont transférés (partiellement) du résultat global vers les provisions techniques d'assurance. Ce traitement comptable est appliqué lorsque la réalisation des gains latents sur certains actifs, enregistrés en fonds propres, a un impact direct sur la valorisation des provisions techniques d'assurance. Au 31 décembre 2018, la correction conformément à la comptabilité de reflet est de 21 902 (000) EUR.

En tenant compte de l'importance de cet élément du bilan ainsi que l'impact sur les fonds propres du groupe conformément aux normes IFRS suite à l'application de la comptabilité reflet, nous considérons que l'adéquation des provisions techniques d'assurance Vie (y compris la comptabilité reflet) est un point clé de l'audit.

Nous référons à l'annexe III - Règles de présentation et d'évaluation dans laquelle la section 8.2 reprend les règles de présentation et d'évaluation relatives aux provisions techniques d'assurance Vie (y compris la comptabilité reflet), ainsi que l'annexe 6.5 Provisions techniques des sociétés d'assurance.

**Adéquation des provisions techniques Non-Vie**

Au 31 décembre 2018, les provisions techniques Non-Vie s'élèvent à 1 276 492 (000) EUR. Ces provisions comprennent une provision pour sinistres à payer de 969 238 (000) EUR.

D'une part, la provision pour sinistres à payer doit être adéquate afin de pouvoir remplir toutes les obligations en matière des sinistres, aussi bien pour des sinistres déclarés que pour des sinistres non encore déclarés. D'autre part, le test d'adéquation des provisions techniques Non-Vie est basé sur des calculs (modélisés) complexes.

Les calculs sont en partie fondés sur le jugement de la direction relatif à des estimations des résultats futurs incertains en utilisant différentes hypothèses. En outre, ces calculs peuvent être sujets à des erreurs dues à une qualité des données insuffisante, à des données incomplètes ou à des insuffisances dans les mesures de contrôle interne.

## COMMENT NOTRE AUDIT A TRAITÉ LE POINT CLÉ DE L'AUDIT

Nos procédures d'audit incluent d'obtenir un aperçu du groupe et de son environnement, notamment le contrôle interne et la gouvernance pertinents pour le calcul des provisions techniques d'assurance Vie, ainsi que les tests substantifs, entre autres, des paramètres et de la conception des calculs de modèles actuariels, et des annexes pertinentes aux comptes consolidés.

Nous avons impliqué nos spécialistes actuariels dans l'exécution de ces procédures d'audit.

Nos procédures d'audit sur le contrôle interne sont notamment les suivantes:

- nous évaluons la conception et la mise en œuvre des mesures de contrôle interne pertinentes (y compris la qualité des données);
- nous prenons note de et évaluons la documentation du choix des modèles et des paramètres, ainsi que leur approbation formelle par les comités compétents;
- nous prenons note du reporting des fonctions de contrôle indépendantes (gestion des risques et fonction actuarielle).

Nos procédures d'audit substantives sont notamment les suivantes:

- nous évaluons la pertinence des hypothèses et des méthodologies utilisées;
- nous prenons note des procès-verbaux des comités compétents;
- nous vérifions l'analyse de mouvement préparée par le groupe afin d'apprécier le caractère raisonnable des évolutions au cours de l'exercice;
- nous vérifions les flux de trésorerie projetés inclus dans le test d'adéquation afin d'évaluer leur caractère raisonnable;
- nous recalculons sur base d'un échantillon les éléments inclus dans le test d'adéquation;
- nous réconcilions sur base d'un échantillon des données d'entrée utilisées pour les calculs avec les données comptables;
- nous vérifions les données de base utilisées pour la valorisation des provisions techniques;
- nous vérifions les annexes aux comptes consolidés relative aux contrats d'assurance.

Nos procédures d'audit incluent d'obtenir un aperçu du groupe et de son environnement, notamment le contrôle interne et la gouvernance pertinents pour le calcul des provisions techniques Non-Vie, ainsi que les tests substantifs, entre autres, des paramètres et de la conception des calculs de modèles actuariels, et des annexes pertinentes aux comptes consolidés. Nous avons impliqué nos spécialistes actuariels dans l'exécution de nos procédures.

Nos procédures sur le contrôle interne sont notamment les suivantes:

- nous évaluons la conception et la mise en œuvre des mesures de contrôle interne pertinentes (y compris la qualité des données);
- nous prenons note de et évaluons la documentation du choix des modèles et des paramètres, ainsi que leur approbation formelle par les comités compétents;
- nous prenons note du reporting des fonctions de contrôle indépendantes (gestion des risques et fonction actuarielle).

POINTS CLÉS DE L'AUDIT	COMMENT NOTRE AUDIT A TRAITÉ LE POINT CLÉ DE L'AUDIT
<p>En tenant compte des considérations susmentionnées, nous considérons que l'adéquation des provisions techniques Non-Vie est un point clé de l'audit.</p> <p>Nous référons à l'annexe III - Règles de présentation et d'évaluation dans laquelle la section 8.2 reprend les règles de présentation et d'évaluation relatives aux provisions techniques d'assurance, ainsi que l'annexe 6.5 Provisions techniques des sociétés d'assurance.</p>	<p>Nos procédures substantives sont notamment les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ nous évaluons la pertinence des hypothèses et des méthodologies utilisées;</li> <li>→ nous prenons note des procès-verbaux des comités compétents;</li> <li>→ nous vérifions l'analyse de mouvement préparée par le groupe afin d'apprécier le caractère raisonnable des évolutions au cours de l'exercice;</li> <li>→ nous recalculons sur base d'un échantillon les éléments inclus dans le test d'adéquation;</li> <li>→ nous réconcilions des données d'entrée utilisées pour les calculs avec les données comptables;</li> <li>→ nous vérifions les données de base utilisées pour la valorisation des provisions techniques;</li> <li>→ nous vérifions les annexes aux comptes consolidés relative aux contrats d'assurance.</li> </ul>
<p><b>Explication de la situation de capital conformément à la réglementation Solvabilité II</b></p> <p>Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la réglementation Solvabilité II s'applique aux compagnies de (re)assurance. L'instauration de cette réglementation a eu un impact significatif sur le groupe, en raison de la complexité des calculs des fonds propres exigés et disponibles, et de l'accent mis sur la gestion des risques.</p> <p>Belfius Insurance réalise le calcul des fonds propres exigés sur base de la formule standard incluse dans la directive Solvency II.</p> <p>Au 31 décembre 2018, le ratio de solvabilité II de Belfius Insurance est de 203% (après dividende attendu). Le ratio est calculé comme le rapport entre les fonds propres Solvabilité II et le capital de solvabilité requis (<i>Solvency Capital Requirement</i> ou SCR).</p> <p>Le bilan économique de Solvabilité II, ainsi que le SCR reposent sur des calculs complexes faisant appel à des hypothèses importantes ayant une influence significative sur le ratio de Solvabilité II.</p> <p>La qualité des données utilisées dans les calculs est également d'une grande importance. Le processus de gouvernance sur la qualité des données doit être approprié pour assurer l'exhaustivité, l'exactitude et la pertinence des données utilisées.</p> <p>De plus, l'utilisation de modèles de calculs peut donner lieu à certaines incertitudes pouvant impacter le ratio de Solvabilité II.</p> <p>Nous référons à la section Gestion de Capital du Rapport de Gestion pour les ratios Solvabilité II de Belfius Insurance.</p>	<p>Nos procédures d'audit sont conçues pour identifier des écarts significatifs par rapport au ratio de Solvabilité II. Elles comprennent d'obtenir un aperçu du groupe et de son environnement, notamment le contrôle interne et la gouvernance pertinents pour le calcul du ratio de solvabilité.</p> <p>Nous avons impliqué nos spécialistes actuariels dans l'exécution de nos procédures.</p> <p>Nos procédures sur le contrôle interne sont notamment les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ nous évaluons la conception et la mise en œuvre des mesures de contrôle interne pertinentes du ratio de Solvabilité II (y compris la qualité des données);</li> <li>→ nous vérifions et évaluons la documentation du choix des modèles et des paramètres, ainsi que leur approbation formelle par les comités compétents;</li> <li>→ nous vérifions les rapports des fonctions de contrôle indépendantes (gestion des risques et fonction actuarielle).</li> </ul> <p>Nos procédures d'audit substantives sont notamment les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ nous évaluons la pertinence des hypothèses utilisées;</li> <li>→ nous vérifions l'exhaustivité et l'exactitude des ajustements relatifs à la transition du bilan IFRS au bilan économique Solvabilité II. Nos procédures sont notamment les suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>• nous évaluons les paramètres et modèles utilisés pour la détermination des flux de trésorerie utilisés dans la valorisation des provisions techniques;</li> <li>• nous vérifions l'exactitude et l'exhaustivité des données de base utilisées pour le calcul du SCR;</li> <li>• nous vérifions le calcul des fonds propres exigés par risque, conformément à la formule standard de la directive Solvabilité II;</li> <li>• nous vérifions l'analyse de mouvement préparée par le groupe, afin d'apprécier le caractère raisonnable des évolutions au cours de l'exercice, en ce qui concerne le ratio de solvabilité, les fonds propres exigés par risque et le bilan économique.</li> </ul> </li> </ul>

## Responsabilités de l'organe de gestion relatives à l'établissement des comptes consolidés

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à l'organe de gestion d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe de gestion a l'intention de mettre le groupe en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

## Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes consolidés en Belgique.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe de gestion du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire le groupe à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés et évaluons si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle;
- nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou activités du groupe pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit au niveau du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les observations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes consolidés de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la réglementation en interdit la publication.

## Autres obligations légales et réglementaires

### Responsabilités de l'organe de gestion

L'organe de gestion est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés, de la déclaration non financière annexée à celui-ci et des autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés.

### Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire (révisée en 2018) aux normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion sur les comptes consolidés, la déclaration non financière annexée à celui-ci et les autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

### Aspects relatifs au rapport de gestion sur les comptes consolidés et aux autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion sur les comptes consolidés, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes consolidés pour le même exercice et a été établi conformément à l'article 119 du Code des sociétés.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion sur les comptes consolidés et les autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés, à savoir:

- profil de Belfius;
- les mission et ambition de Belfius;
- autres informations (GRI, Abréviations et Informations complémentaires)

comportent une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

L'information non financière requise par l'article 119, § 2 du Code des sociétés est reprise dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés (section Rapport de Gestion – Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE)) qui fait partie du rapport annuel. Pour l'établissement de cette information non financière, la société s'est basée sur les standards GRI. Conformément à l'article 144, § 1, 6° du Code des sociétés nous ne nous prononçons pas sur la question de savoir si cette information non financière est établie conformément aux standards GRI précités.

### Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis du groupe au cours de notre mandat.

Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal visées à l'article 134 du Code des sociétés ont correctement été valorisés et ventilés dans l'annexe aux comptes consolidés.

### Autres mentions

Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Zaventem, le 29 mars 2019

### Le commissaire

DELOITTE Reviseurs d'Entreprises  
SCRL  
Représentée par

Bernard De Meulemeester

Bart Dewael







# COMPTES SOCIAUX (BE GAAP)

États financiers au 31 décembre 2018

Bilan (après répartition)	338
Hors-bilan	340
Compte de résultats (sous forme de liste)	341
Affectations et prélèvements	342
Commentaire des comptes non consolidés au 31 décembre 2018	343
Règles d'évaluation	345
Annexes aux comptes annuels sociaux	349
Bilan social	388
Rapports des commissaires	392

# BILAN (APRÈS RÉPARTITION)

<b>Actif</b> (en milliers d'EUR)		<b>31/12/17</b>	<b>31/12/18</b>
I.	Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	9 436 631	7 477 238
II.	Effets publics admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	2 003	1 000
III.	Créances sur les établissements de crédit	14 473 372	13 799 255
	A. À vue	11 904 697	10 798 793
	B. Autres créances (à terme ou à préavis)	2 568 675	3 000 462
IV.	Créances sur la clientèle	75 535 580	84 164 986
V.	Obligations et autres titres à revenu fixe	19 530 570	16 184 687
	A. Des émetteurs publics	6 687 017	5 713 415
	B. D'autres émetteurs	12 843 553	10 471 272
VI.	Actions, parts et autres titres à revenu variable	102 014	188 112
VII.	Immobilisations financières	2 751 641	2 742 906
	A. Participations dans des entreprises liées	2 087 606	2 090 555
	B. Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	91 318	82 881
	C. Autres actions et parts constituant des immobilisations financières	52 717	49 470
	D. Créances subordonnées sur des entreprises liées et sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	520 000	520 000
VIII.	Frais d'établissement et immobilisations incorporelles	122 067	132 277
IX.	Immobilisations corporelles	571 075	551 220
X.	Actions propres	0	0
XI.	Autres actifs	2 722 427	1 570 614
XII.	Comptes de régularisation	18 558 627	16 591 747
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>143 806 007</b>	<b>143 404 042</b>

<b>Passif</b> (en milliers d'EUR)		31/12/17	31/12/18
I.	Dettes envers les établissements de crédit	10 994 944	9 709 758
	A. À vue	5 377 884	4 225 543
	B. Dettes résultant de mobilisation par réescompte d'effets commerciaux	0	0
	C. Autres dettes à terme ou à préavis	5 617 060	5 484 215
II.	Dettes envers la clientèle	77 721 502	81 517 162
	A. Dépôts d'épargne	35 936 622	38 115 035
	B. Autres dettes	41 784 880	43 402 127
	1. À vue	26 148 888	28 497 247
	2. À terme ou à préavis	15 635 992	14 904 880
	3. Résultant de mobilisation par réescompte d'effets commerciaux	0	0
III.	Dettes représentées par un titre	27 846 175	26 461 702
	A. Bons et obligations en circulation	22 690 260	23 024 367
	B. Autres	5 155 915	3 437 335
IV.	Autres dettes	3 424 603	2 217 676
V.	Comptes de régularisation	13 890 810	12 980 531
VI.	A. Provisions pour risques et charges	173 794	182 481
	1. Pensions et obligations similaires	240	226
	2. Charges fiscales	32 415	34 710
	3. Autres risques et charges	141 139	147 546
	B. Impôts différés	0	2 170
VII.	Fonds pour risques bancaires généraux	988 737	988 737
VIII.	Dettes subordonnées	1 183 178	1 698 511
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>7 582 264</b>	<b>7 645 314</b>
IX.	Capital	3 458 066	3 458 066
	A. Capital souscrit	3 458 066	3 458 066
	B. Capital non appelé (-)	0	0
X.	Primes d'émission	209 232	209 232
XI.	Plus-values de réévaluation	215	212
XII.	Réserves	3 914 751	3 977 803
	A. Réserve légale	345 807	345 807
	B. Réserves indisponibles	2 344	2 344
	1. Pour actions propres	0	0
	2. Autres	2 344	2 344
	C. Réserves immunisées	26 167	31 333
	D. Réserves disponibles	3 540 433	3 598 319
XIII.	Bénéfice reporté (Perte reportée (-))	0	0
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>143 806 007</b>	<b>143 404 042</b>

# HORS-BILAN

(en milliers d'EUR)		31/12/17	31/12/18
I.	Passifs éventuels	15 867 878	15 606 062
	A. Acceptations non négociées	80 418	98 897
	B. Cautions à caractère de substitut de crédit	14 074 189	13 528 450
	C. Autres cautions	1 575 934	1 823 264
	D. Crédits documentaires	137 337	155 451
	E. Actifs grevés de sûretés réelles pour compte de tiers	0	0
II.	Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit	25 830 215	25 472 469
	A. Engagements fermes de mise à disposition de fonds	327 327	475 437
	B. Engagements du fait d'achats au comptant de valeurs mobilières ou autres valeurs	321 911	128 604
	C. Marge disponible sur lignes de crédit confirmées	25 180 977	24 868 428
	D. Engagements de prise ferme et de placement de valeurs mobilières	0	0
	E. Engagements de rachat résultant de cessions-rétrocessions imparfaites	0	0
III.	Valeurs confiées à l'établissement de crédit	109 622 459	109 573 456
	A. Valeurs détenues sous statut organisé de fiducie	0	0
	B. Dépôts à découvert et assimilés	109 622 459	109 573 456
IV.	À libérer sur actions et parts de sociétés	17 023	16 515

# COMPTE DE RÉSULTATS (SOUS FORME DE LISTE)

(en milliers d'EUR)		31/12/17	31/12/18
I.	Intérêts et produits assimilés	2 448 428	2 321 365
	<i>Dont : de titres à revenu fixe</i>	476 292	358 692
II.	Intérêts et charges assimilés (-)	(1 141 959)	(1 102 395)
III.	Revenus de titres à revenu variable	162 048	159 634
	A. D'actions, parts de société et autres titres à revenu variable	7 491	8 476
	B. De participations dans des entreprises liées	148 538	142 569
	C. De participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	2 951	6 638
	D. D'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières	3 068	1 951
IV.	Commissions perçues	633 828	603 766
	A. Courtages et commissions apparentées	0	0
	B. Rémunération de services de gestion, de conseil et de conservation	0	0
	C. Autres commissions perçues	633 828	603 766
V.	Commissions versées (-)	(413 400)	(382 972)
VI.	Bénéfice (Perte (-)) provenant d'opérations financières	78 712	53 874
	A. Du change et du négoce de titres et autres instruments financiers	135	(426 394)
	B. De la réalisation de titres de placement	78 577	480 268
VII.	Frais généraux administratifs (-)	(942 457)	(992 419)
	A. Rémunérations, charges sociales et pensions	(485 189)	(499 983)
	B. Autres frais administratifs	(457 268)	(492 436)
VIII.	Amortissements et réductions de valeur (-) sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	(75 010)	(84 876)
IX.	Reprises de réductions de valeur (Réductions de valeur (-)) sur créances et reprises de provisions (provisions (-)) pour les rubriques « I. Passifs éventuels » et « II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit » du hors-bilan	(91 733)	(92 808)
X.	Reprises de réductions de valeur (Réductions de valeur (-)) sur le portefeuille de placements en obligations, actions et autres titres à revenu fixe ou variable	72 678	(70)
XI.	Utilisations et reprises de provisions pour risques et charges autres que ceux visés par les rubriques « I. Passifs éventuels » et « II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit » du hors-bilan	43 157	44 533
XII.	Provisions pour risques et charges autres que ceux visés par les rubriques « I. Passifs éventuels » et « II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit » du hors-bilan (-)	(48 935)	(27 984)
XIII.	Prélèvement sur le (Dotations au (-)) Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
XIV.	Autres produits d'exploitation	235 846	156 538
XV.	Autres charges d'exploitation (-)	(188 025)	(180 220)
XVI.	Bénéfice courant (Perte courante (-)) avant impôts	773 178	475 966
XVII.	Produits exceptionnels	71 536	32 675
	A. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	44 537	0
	B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	4 001	0
	C. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels	0	0
	D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	22 998	32 675
	E. Autres produits exceptionnels	0	0
XVIII.	Charges exceptionnelles (-)	(8 152)	(5 268)
	A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	(3 985)	(1 428)
	B. Réductions de valeur sur immobilisations financières	(2 862)	(41)
	C. Provisions pour risques et charges exceptionnels	0	0
	D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés	(1 242)	(1)
	E. Autres charges exceptionnelles	(63)	(3 798)
XIX.	Bénéfice (Perte (-)) de l'exercice avant impôts	836 562	503 373
XIXbis.	A. Transfert aux impôts différés (-)	0	(2 170)
	B. Prélèvements sur les impôts différés	0	0
XX.	Impôts sur le résultat	(85 417)	(75 153)
	A. Impôts (-)	(87 747)	(123 845)
	B. Régularisation d'impôts et reprises de provisions fiscales	2 330	48 692
XXI.	Bénéfice (Perte (-)) de l'exercice	751 145	426 050
XXII.	Transfert aux réserves immunisées (-)	0	(5 166)
	Prélèvements sur les réserves immunisées	0	0
XXIII.	Bénéfice (Perte (-)) de l'exercice à affecter	751 145	420 884

# AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>A. Bénéfice (Perte (-)) à affecter</b>	751 145	420 884
1. Bénéfice (Perte (-)) de l'exercice à affecter	751 145	420 884
2. Bénéfice reporté (Perte reportée (-)) de l'exercice précédent	0	0
<b>B. Prélèvements sur les capitaux propres</b>	0	0
1. Sur le capital et les primes d'émission	0	0
2. Sur les réserves	0	0
<b>C. Affectations aux capitaux propres (-)</b>	388 145	57 884
1. Au capital et à la prime d'émission	0	0
2. À la réserve légale	0	0
3. Aux autres réserves	388 145	57 884
<b>D. Résultat à reporter</b>	0	0
1. Bénéfice à reporter (-)	0	0
2. Perte à reporter	0	0
<b>E. Intervention d'associés dans la perte</b>	0	0
<b>F. Bénéfice à distribuer (-)</b>	363 000	363 000
1. Rémunération du capital <sup>(1)</sup>	363 000	363 000
2. Administrateurs ou gérants <sup>(1)</sup>	0	0
3. Autres allocataires <sup>(1)</sup>	0	0

(1) Uniquement dans les sociétés à responsabilité limitée de droit belge.

# COMMENTAIRE DES COMPTES NON CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2018

## BILAN

Le total du bilan diminue de EUR 0,4 milliard, ou 0,3 %, passant de EUR 143,8 milliards fin 2017 à EUR 143,4 milliards au 31 décembre 2018.

### 1. Actif

Les « **créances sur les établissements de crédit et banques centrales** » s'élèvent, fin 2018, à EUR 21,3 milliards, soit une diminution de EUR 2,6 milliards par rapport à fin 2017, dont EUR 2 milliards à la suite de la diminution des dépôts à vue auprès des banques centrales et EUR 1,1 milliard à la suite de la diminution des garanties données en cash, partiellement compensée par l'augmentation de EUR 0,6 milliard des contrats de cession-rétrocession.

L'encours des « **créances sur la clientèle** » s'élève à EUR 84,2 milliards fin 2018, soit une hausse de EUR 8,6 milliards par rapport à fin 2017, à la suite d'une augmentation des prêts hypothécaires de EUR 2,2 milliards ainsi que d'une nouvelle production de EUR 6,6 milliards, partiellement compensée par une diminution de EUR 0,6 milliard des contrats de cession-rétrocession.

Les « **obligations et autres titres à revenu fixe** » diminuent de EUR 3,3 milliards pour atteindre un niveau de EUR 16,2 milliards à la suite du transfert des obligations de l'agence de Dublin à Belfius Ireland et des remboursements/ventes de titres d'autres émetteurs pour EUR 1,2 milliard.

Les « **comptes de régularisation** » s'élèvent fin 2018 à EUR 16,6 milliards, soit une diminution de EUR 2 milliards sur la valeur de marché des dérivés. Ceci est principalement dû aux services de compression sur le marché des produits dérivés et à l'évolution des marchés.

### 2. Passif

Les « **dettes envers les établissements de crédit** » s'élèvent à EUR 9,7 milliards fin 2018, soit une diminution de EUR 1,3 milliard par rapport à fin 2017, à la suite d'une baisse de EUR 1,1 milliard sur les garanties reçues en cash et EUR 0,2 milliard sur d'autres dettes.

Les « **dettes envers la clientèle** » augmentent de EUR 4 milliards pour atteindre EUR 81,5 milliards fin 2018, dont une augmentation de EUR 2,5 milliards sur les comptes d'épargne et EUR 1,5 milliard sur les comptes à vue et autres dépôts de la clientèle privée et publique.

La diminution des « **dettes représentées par un titre** » de EUR 1,4 milliard, pour atteindre EUR 26,5 milliards, s'explique par des remboursements de certificats de dépôt pour EUR 2,9 milliards, partiellement compensés par l'émission d'obligations sécurisées pour EUR 1,5 milliard en 2018.

Les « **comptes de régularisation** » diminuent de EUR 0,9 milliard et s'élèvent à EUR 13 milliards fin 2018, principalement à la suite de la diminution de la valeur de marché des dérivés. Ceci est principalement dû aux services de compression sur le marché des produits dérivés et à l'évolution des marchés.

Les « **dettes subordonnées** » augmentent de EUR 0,5 milliard. Cette hausse s'explique par une émission de EUR 500 millions d'instruments Additional Tier 1, qualifiant comme fonds propres additionnels en CRR/CRD IV.

Les « **fonds propres** », y compris le « **fonds pour risques bancaires généraux** », s'élèvent fin 2018 à EUR 8,6 milliards, soit EUR 63 millions de plus que fin 2017, à la suite de l'affectation du résultat de l'exercice.

## COMPTE DE RÉSULTATS

En 2018, le résultat social de l'exercice s'élève à EUR 421 millions, soit une diminution de EUR 330 millions par rapport à 2017.

La « **marge d'intérêts nette** » diminue de EUR 87 millions pour atteindre EUR 1 219 millions fin 2018, contre EUR 1 306 millions pour l'exercice 2017. La marge d'intérêts reste sous pression dans un contexte de taux d'intérêt faibles, sur un marché très concurrentiel. Elle est cependant en partie compensée par des volumes de prêts plus importants. La marge d'intérêts nette de 2017 comprend un impact exceptionnel de EUR 40 millions à la suite de la standardisation des contrats de garantie. Elle est par ailleurs influencée positivement par une ristourne de volume de EUR 21 millions sur le TLTRO II. En effet, Belfius a réalisé fin 2017 ses objectifs d'augmentation des crédits à l'économie réelle.

En 2018, les « **commissions reçues** » s'élèvent à EUR 604 millions et les « **commissions payées** » à EUR 383 millions. Les commissions nettes augmentent de EUR 0,4 million et restent donc stables par rapport à l'exercice précédent.

Les « **résultats de transactions financières** » diminuent de EUR 25 millions pour s'élever à EUR 54 millions fin 2018. Cette diminution est liée au manque de liquidité du marché au dernier trimestre 2018 ainsi qu'à l'augmentation des spreads de crédit.



Les « **frais généraux** » s'élèvent à EUR 992 millions, soit une augmentation de EUR 50 millions par rapport à 2017, à la suite de l'augmentation de EUR 35 millions des autres frais administratifs, principalement en raison d'importants investissements dans le numérique et l'innovation. En outre, les frais de personnel augmentent de EUR 14,8 millions.

Les « **réductions de valeur** » s'élèvent à EUR 93 millions en 2018. L'évolution négative de EUR 74 millions par rapport à 2017 est enregistrée principalement au niveau des réductions de valeur sur titres Riverview en 2017 provenant de l'ancien portefeuille « legacy ».

Les « **provisions pour risques et charges** » s'élèvent à EUR -16 millions en 2018. L'évolution négative de EUR 22 millions s'explique principalement par la constitution de provisions pour litiges en 2017.

Les « **autres produits et charges d'exploitation** » sont négatifs pour un montant de EUR -24 millions en 2018. Cette évolution s'explique principalement par une indemnité compensatoire perçue de Belfius Investment Partners pour la gestion de fonds d'investissement en 2017.

Les « **résultats exceptionnels** » s'élèvent à EUR 27 millions contre EUR 63 millions en 2017, essentiellement à la suite des reprises de réductions de valeur sur bâtiments en 2017.

# RÈGLES D'ÉVALUATION

## TABLE DES MATIÈRES

### RÈGLES GÉNÉRALES

1. Législation
2. Conversion de devises en EUR

### RÈGLES SPÉCIFIQUES - ACTIF

1. Créances sur les banques et la clientèle
2. Titres et autres valeurs
3. Immobilisations financières
4. Immobilisations corporelles
5. Frais d'établissement et immobilisations incorporelles

### RÈGLES SPÉCIFIQUES - PASSIF

1. Dettes envers les banques et la clientèle
2. Dettes représentées par un titre
3. Provisions, fonds pour risques bancaires généraux et impôts différés
4. Fonds propres

### RÈGLES SPÉCIFIQUES - POSTES HORS BILAN

1. Instruments financiers
2. Contrats internes, dérogation : circulaire CBFA du 8 juillet 1996

## RÈGLES GÉNÉRALES

### 345 1. Législation

345

345

345

346

346

346

346

346

346

347

347

347

347

347

347

347

347

347

348

348

348

348

348

Les règles d'évaluation relatives aux comptes annuels de Belfius Banque ont été établies conformément à l'arrêté royal relatif aux comptes des établissements de crédit du 23 septembre 1992, publié au Moniteur belge du 6 octobre 1992.

S'il n'est pas fait mention expresse des règles d'évaluation spécifiques, les dispositions de l'arrêté royal précité sont d'application.

Quand la législation prévoit une possibilité de choix ou autorise une exception, l'option choisie ou l'exception appliquées sont mentionnées expressément.

Sur la base de l'arrêté royal du 3 mars 2011 concernant l'évolution des structures de contrôle du secteur financier, les compétences relatives au contrôle prudentiel ont été transférées de la CBFA à la Banque nationale de Belgique. Depuis le 4 novembre 2014, la Banque centrale européenne exerce en collaboration avec la Banque nationale de Belgique, un contrôle direct sur Belfius.

### 2. Conversion de devises en EUR

Les dettes monétaires, avoirs, droits et obligations exprimés en devises sont convertis en EUR au cours moyen à la date du bilan.

Les éléments non monétaires sont convertis en EUR au cours du change à la date de l'opération. Si les éléments non monétaires font l'objet d'un financement durable dans la devise correspondante, on applique une méthode d'évaluation dans laquelle les écarts de conversion relatifs aux emprunts précités ne sont pas systématiquement pris en considération pour le calcul des écarts de conversion mais sont enregistrés dans les comptes de régularisation.

Les produits et charges en devises sont convertis en EUR au cours du jour où les résultats sont reconnus.

## RÈGLES SPÉCIFIQUES - ACTIF

### 1. Créances sur les banques et la clientèle

Les créances sont reprises au bilan à concurrence des montants mis à disposition, après déduction des remboursements effectués entre-temps et majoration des intérêts échus.

#### 1.1. Réductions de valeur

Des réductions de valeur sont actées sur les créances douteuses et irrécupérables.

#### 1.2. Produits réservés

Pour les créances présentant un risque, les intérêts sont calculés et comptabilisés comme une créance effective. Conformément au principe de prudence, ces intérêts ne sont pas pris en résultat mais enregistrés sur un compte correctif de l'actif.

### 2. Titres et autres valeurs

#### 2.1. Valeur d'acquisition

En fonction de la nature du portefeuille partiel et de celle des titres, la valeur d'acquisition est déterminée sur la base du principe du prix individualisé ou du prix d'acquisition moyen. Les coûts accessoires sont immédiatement pris en charge.

#### 2.2. Règles d'évaluation

##### 2.2.1. Portefeuille de négociation

Les titres à placer et à réaliser pour lesquels il existe un marché liquide sont évalués à leur valeur de marché à la date du bilan. En l'absence de marché liquide, ils sont évalués à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

##### 2.2.2. Portefeuille de placement

Les titres du portefeuille de placement sont répartis entre les différents portefeuilles partiels suivants sur la base de leur destination :

- le portefeuille partiel support de liquidité ;
- le portefeuille de placement.

Les titres qui servent de support de liquidité sont évalués à leur valeur d'acquisition ou à leur valeur de marché à la date du bilan si celle-ci est inférieure (pour la fin de l'exercice 31/12, il s'agit de la valeur de marché de l'avant-dernier jour ouvrable).

Les titres à revenus variables du portefeuille de placement sont évalués à leur valeur d'acquisition ou à leur valeur de marché à la date du bilan si celle-ci est inférieure (pour la fin de l'exercice 31/12, il s'agit de la valeur de marché de l'avant-dernier jour ouvrable).

Les titres à revenus fixes du portefeuille de placement sont évalués sur la base de leur rendement actuariel, calculé à l'achat et compte tenu de leur valeur de remboursement à l'échéance.

Les titres à revenus fixes du portefeuille de placement sont des opérations d'arbitrage telles que définies à l'article 35ter, §5 : tout achat et vente combiné de titres à revenus fixes dans un délai

relativement court qui a pour conséquence une amélioration réelle du rendement de ces titres de placement.

S'ils se produisent, les résultats de ces opérations d'arbitrage sont traités conformément à l'article 35 ter, §5, les plus-values et moins-values des titres à revenus fixes étant étalées sur le résultat avec les revenus futurs de l'arbitrage.

#### 2.2.3. Réductions de valeur

Pour les titres de la partie du portefeuille d'investissement, des réductions de valeurs sont actées si une perte de valeur durable est constatée. Les réductions de valeur viennent en déduction des actifs concernés. Pour les titres à revenus fixes du portefeuille de placement qui, étant donné leur nature, sont évalués sur la base de leur valeur actuarielle, des réductions de valeur sont actées en cas de moins-value ou de perte de valeur durable. Les emprunts perpétuels et d'autres instruments financiers sont évalués selon le principe *lower of cost or market*.

### 3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont reprises au bilan à la valeur d'acquisition. Les frais supplémentaires d'acquisition sont mis à la charge de l'exercice d'acquisition.

Pour les actions et participations reprises dans cette rubrique, des réductions de valeur sont actées si une moins-value ou une réduction de valeur durable est constatée.

Les actions et participations peuvent être réévaluées si leur valeur, constatée sur la base de l'utilité pour l'institution, dépasse d'une manière fixe et durable leur valeur comptable.

Lors de la vente des actions et participations, le prix d'acquisition à prendre en considération à la sortie des comptes est fixé selon le principe du prix individualisé (rubrique par rubrique).

Pour les créances et titres à revenus fixes d'immobilisations financières, des réductions de valeur sont actées si l'encaissement est incertain en tout ou en partie.

### 4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements.

Si ces actifs présentent une plus-value fixe et durable par rapport à leur valeur comptable, ils peuvent être réévalués.

#### 4.1. Frais supplémentaires et impôts non récupérables

Pour les actifs à durée limitée, les frais supplémentaires résultant de coûts d'installation, d'autres frais annexes et de taxes irrécupérables sont amortis conformément au régime de l'élément principal auquel ils ont trait (au prorata).

Les frais supplémentaires comme les taxes irrécupérables pour les actifs à durée utile indéterminée sont intégralement mis à la charge de l'exercice d'acquisition via une réduction de valeur.

## 4.2. Intérêts intercalaires

Les intérêts intercalaires ne sont pas activés et ne sont pas repris dans la base d'évaluation des immobilisations corporelles.

## 4.3. Règles d'amortissement

Les règles d'amortissement sont fixées sur la base de la durée de vie économique prévue et sont appliquées linéairement ou dégressivement. Pour le maintien de la neutralité fiscale, les règles d'amortissement divergentes utilisées dans le passé restent d'application.

Les amortissements sur les investissements acquis à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003 se font au prorata à partir de la date de la facture. Par conséquent, les actifs ne sont pas amortis pendant l'année d'acquisition pour une annuité complète.

Cette règle s'applique également aux nouveaux investissements à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 en agences bancaires, coffres, coffres des estafettes, coffres de l'agence, mobilier avec serrures à retardement et agences bancaires en construction.

Ici, on utilise les durées de vie utiles suivantes :

- Bâtiments : 20 à 34 ans ;
- Installations, machines, équipement, mobilier et matériel roulant : 3 à 34 ans ;
- Autres mobilisations corporelles : 4 à 34 ans.

## 5. Frais d'établissement et immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont activés et amortis à 100 % pendant l'exercice auquel ils ont trait.

Les frais d'émission d'emprunts sont imputés à l'exercice pendant lesquels les emprunts ont été accordés.

Les achats de licences sont comptabilisés comme immobilisations incorporelles s'ils respectent la notion de moyen d'exploitation et ils sont amortis en cinq ans maximum.

Les coûts de développement sont activés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012. Ces coûts sont amortis linéairement sur leur durée estimée à compter de la date où les produits du développement sont effectivement utilisables. La durée d'amortissement se situe entre trois et cinq ans.

Les indemnités pour l'apport d'opérations avec la clientèle sont intégralement traitées comme des frais de l'année au cours de laquelle elles sont versées.

Un portefeuille clients acquis est amorti linéairement sur la durée attendue de la portefeuille en tenant compte de la perte de clients attendue dans le portefeuille clients.

## RÈGLES SPÉCIFIQUES - PASSIF

### 1. Dettes envers les banques et la clientèle

Les dettes envers les banques et la clientèle sont reprises au bilan à concurrence des fonds mis à disposition après déduction des remboursements effectués entre-temps.

### 2. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sans prime d'émission sont reprises au bilan à leur valeur nominale.

Les dettes représentées par un titre pour lesquelles la valeur de remboursement diffère du prix d'émission sont reprises au bilan à concurrence des fonds mis à la disposition de l'établissement de crédit.

Ces dettes sont réévaluées périodiquement sur la base du rendement actuariel calculé à la vente et compte tenu de la valeur de remboursement à l'échéance.

L'encours des bons de caisse est majoré des souscriptions avant l'entrée en jouissance et diminué des remboursements avant l'échéance.

Pour les bons de caisse à capitalisation obligatoire, l'encours est majoré des intérêts capitalisés. En cas de capitalisation facultative, les intérêts échus non demandés sont également ajoutés à l'encours.

### 3. Provisions, fonds pour risques bancaires généraux et impôts différés

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour couvrir des pertes et charges clairement circonscrites d'après leur nature qui sont probables ou certaines à la date du bilan mais dont le montant n'est pas fixé.

Le Fonds pour risques bancaires généraux est un fonds de prévoyance visant à protéger la banque contre les risques futurs qui, bien que n'étant pas encore matérialisés, sont latents parce qu'inhérents à l'activité d'un établissement de crédit. Le seuil minimum est actuellement fixé à 1 % du volume pondéré des risques.

### 4. Fonds propres

#### 4.1. Plus-values de réévaluation

Les immobilisations corporelles et les participations et actions qui font partie des immobilisations financières peuvent être réévaluées quand leur valeur, déterminée sur la base de leur utilité pour l'établissement, dépassent leur valeur comptable d'une manière fixe et durable. Elles restent dans cette rubrique jusqu'à la réalisation des actifs concernés ou l'incorporation dans le capital.

Le montant de ces plus-values de réévaluation est diminué annuellement par transfert à la réserve disponible du montant de l'amortissement comptabilisé sur les actifs réévalués.

## RÈGLES SPÉCIFIQUES – POSTES HORS BILAN

## 1. Instruments financiers

L'évaluation des opérations à terme sur devises, intérêts, actions et indices diffère selon qu'il s'agisse d'opérations de couverture ou de négociation. Les opérations à terme sur taux d'intérêt peuvent faire l'objet d'une dérogation à l'article 36bis §2 de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit.

Par sa lettre uniforme du 18 novembre 2014, la BNB a décidé d'appliquer à partir de l'exercice 2016 une nouvelle politique pour les dérogations à l'article 36bis §2, avec une période transitoire allant jusqu'au 31 décembre 2021 inclus. Pour les opérations à terme sur taux conclues avant le 31 décembre 2015 et les opérations à terme sur taux conclues à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 qui relèvent des dérogations existantes accordées à Belfius Banque, le traitement comptable ne change pas. Ces opérations sont cependant soumises à des tests d'effectivité sur la base de la méthodologie IFRS et un reporting plus étendu est requis dans les comptes annuels.

Pour les nouvelles opérations à terme sur taux conclues après le 1<sup>er</sup> janvier 2016 qui ne relèvent pas des dérogations existantes pour Belfius Banque, une nouvelle dérogation doit être demandée, et les conditions de la nouvelle politique en matière de gouvernance, de traitement comptable et d'exigences de transparence doivent être respectées. Belfius Banque n'a, à ce jour, demandé aucune nouvelle dérogation.

## 1.1. Opérations de couverture

Les opérations de couverture sont conclues pour couvrir en tout ou en partie les fluctuations des devises, taux d'intérêt ou prix. Le traitement dans le compte de résultats des profits et pertes est symétrique à l'allocation des produits et charges de l'élément couvert. L'opération de couverture doit notamment être documentée et son efficacité doit être testée. Les opérations visant à couvrir des opérations de négociation sont traitées elles-mêmes comme des opérations de négociation.

## 1.2. Opérations de négociation

Les opérations de négociation sont conclues dans le but de réaliser des gains sur les cours à court terme. Les opérations sont évaluées à leur valeur de marché à la date du bilan. Si elles sont négociées sur un marché liquide, les écarts d'évaluation positifs et négatifs sont pris en résultat. Si elles ont lieu sur un marché non liquide, les écarts négatifs sont seuls à être pris en résultat et les écarts positifs sont portés aux comptes de régularisation.

## 1.3. Opérations de gestion

Par dérogation à l'article 36bis §2 de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, la CBFA, dans une lettre du 18 janvier 2002, conformément à l'article 38 de l'arrêté royal précité et à la décision-cadre du 14 juin 1994, a accordé la dérogation suivante à Belfius Banque.

- Opérations à terme conclues dans le cadre de la gestion de trésorerie. Il s'agit d'opérations dont le terme est inférieur ou égal à un an. Les résultats sont comptabilisés au prorata sur la durée de l'opération et traités dans la rubrique « Produits d'intérêts et assimilés ».
- Opérations à terme en EUR conclues dans le cadre de la gestion globale du bilan (gestion ALM) à caractère de réduction de risque ou sans caractère de réduction de risque mais dans une certaine limite en fonction de la rentabilité et de la solvabilité de la Banque. Toutes les opérations doivent être validées par l'ALCo. En outre, les opérations doivent être documentées. Les résultats sont enregistrés au prorata sur la durée correspondante de l'opération et traités dans la rubrique « Produits d'intérêts et assimilés ».
- Opérations à terme en devises avec caractère de réduction de risque. Toutes les opérations doivent être documentées et validées par l'ALCo. Les résultats sont enregistrés au prorata sur la durée correspondante de l'opération et traités dans la rubrique « Produits d'intérêts et assimilés ».

## 2. Contrats internes, dérogation : circulaire CBFA du 8 juillet 1996

Les contrats internes sont des opérations entre deux services de la même entité ou deux entités (succursale/siège) du même établissement. On fait la distinction entre les contrats symétriques et asymétriques. Les premiers sont des contrats internes entre des divisions qui utilisent la même règle d'évaluation.

Les contrats internes asymétriques sont conclus entre deux services ou entités ayant des méthodes d'évaluation différentes. Seuls les contrats asymétriques donnent lieu à l'enregistrement de résultats autonomes, qui influencent en eux-mêmes les résultats de l'établissement. Le traitement comptable des contrats asymétriques internes dans le cadre des opérations hors bilan se fait conformément à la circulaire de la CBFA du 8 juillet 1996.

# ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS SOCIAUX

## I. ÉTAT DES CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (RUBRIQUE III. DE L'ACTIF)

### 1. Pour la rubrique dans son ensemble

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
a) Créances sur des entreprises liées	0	0
Créances sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	1 747	217
b) Créances subordonnées	0	0

### 2. Autres créances sur les établissements de crédit (à terme ou à préavis) (rubrique III.B. de l'actif)

a) Effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale du ou des pays d'implantation de l'établissement de crédit
Néant

(en milliers d'EUR)	31/12/18
b) Ventilation selon la durée résiduelle	
Jusqu'à 3 mois	2 921 651
Plus de 3 mois à un an	72 467
Plus d'un an à 5 ans	0
Plus de 5 ans	5 750
À durée indéterminée	594

## II. ÉTAT DES CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE (RUBRIQUE IV. DE L'ACTIF)

## 1. Créances

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Sur des entreprises liées	6 583 767	8 631 731
Sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	274 254	244 766

## 2. Créances subordonnées

Néant

## 3. Effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale du ou des pays d'implantation de l'établissement de crédit

Néant

## 4. Ventilation selon la durée résiduelle

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Jusqu'à 3 mois	12 383 918	14 710 757
Plus de 3 mois à un an	6 847 393	7 986 418
Plus d'un an à 5 ans	21 118 027	23 415 000
Plus de 5 ans	32 801 566	35 872 534
À durée indéterminée	2 384 676	2 180 277

## 5. Ventilation selon la nature

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Effets commerciaux (y compris acceptations propres)	23 112	77 339
Créances résultant de la location-financement et créances similaires	449 943	398 981
Prêts à taux de chargement forfaitaire	1 559 212	1 803 075
Prêts hypothécaires	20 891 506	23 528 986
Autres prêts à terme à plus d'un an	38 540 916	41 638 156
Autres	14 070 891	16 718 449

6. Ventilation géographique<sup>(1)</sup>

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Créances sur la Belgique	70 510 489	76 534 900
Créances sur l'étranger	5 025 091	7 630 086

(1) Les effets commerciaux sont ventilés par référence aux bénéficiaires de crédits.

## 7. Données analytiques relatives aux prêts hypothécaires avec reconstitution auprès de l'établissement de crédit ou assortis de contrats d'assurance vie et de capitalisation

Néant

## 8. Ventilation des créances sur la clientèle selon la nature des débiteurs

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Créances sur les pouvoirs publics	19 533 321	19 556 445
Créances sur les particuliers	23 850 669	26 757 869
Créances sur les entreprises	32 151 590	37 850 672



### III. ÉTAT DES OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE (RUBRIQUE V. DE L'ACTIF)

#### 1. Obligations et autres titres émis par

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Des entreprises liées	9 007 056	7 864 910
D'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	0	0

#### 2. Obligations et titres représentant des créances subordonnées

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Obligations et titres représentant des créances subordonnées	16 856	0

#### 3. Ventilation géographique des rubriques suivantes

(en milliers d'EUR)	Belgique	Étranger
Émetteurs publics (V.A.)	2 815 140	2 898 275
Autres émetteurs (V.B.)	7 439 971	3 031 301

#### 4. Cotations et durées

(en milliers d'EUR)	Valeur comptable	Valeur de marché
a) Titres cotés	15 344 654	16 391 771
Titres non cotés	840 033	

(en milliers d'EUR)	31/12/18
b) Durée résiduelle d'un an au plus	1 186 935
Durée résiduelle supérieure à un an	14 997 752

#### 5. Ventilation selon l'appartenance

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Au portefeuille commercial	1 028 501
Au portefeuille de placement	15 156 186

#### 6. Pour le portefeuille commercial

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Différence positive entre la valeur supérieure de marché et la valeur d'acquisition pour les obligations et titres évalués à la valeur de marché	27 878
Le cas échéant, différence positive entre la valeur supérieure de marché et la valeur comptable pour les obligations et titres évalués selon l'art. 35ter, § 2, alinéa 2	0

#### 7. Pour le portefeuille de placement

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Différence positive de l'ensemble des titres dont la valeur de remboursement est supérieure à la valeur comptable	36 303
Différence négative de l'ensemble des titres dont la valeur de remboursement est inférieure à la valeur comptable	338 313

**8. Détail de la valeur comptable du portefeuille de placement**

(en milliers d'EUR)	31/12/18
<b>A. VALEUR D'ACQUISITION</b>	
Au terme de l'exercice précédent	18 486 168
Mutations de l'exercice :	
Acquisitions	1 461 829
Cessions (-)	(4 790 970)
Ajustements selon l'article 35ter, § 4 et 5 (+/-)	
Différences de change (+/-)	0
<b>AU TERME DE L'EXERCICE (A)</b>	<b>15 157 027</b>
<b>B. TRANSFERTS ENTRE PORTEFEUILLES (B)</b>	
Néant	
<b>C. RÉDUCTIONS DE VALEUR</b>	
Au terme de l'exercice précédent	1 058
Mutations de l'exercice :	
Actées	0
Reprises car excédentaires (-)	(217)
<b>AU TERME DE L'EXERCICE (C)</b>	<b>841</b>
<b>D. VALEUR COMPTABLE AU TERME DE L'EXERCICE (A) + (B) - (C)</b>	<b>15 156 186</b>

## III/BIS. ÉTAT DES OPÉRATIONS RÉALISÉES EN APPLICATION DE LA LOI DU 26 DÉCEMBRE 2013 PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS CONCERNANT LES PRÊTS-CITOYENS THÉMATIQUES

**1. Montant total des fonds collectés**

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Fonds récoltés sous la forme de bons de caisse et de dépôts à terme	951 938	948 969
Fonds récoltés au moyen de prêts interbancaires	0	0

**2. Montant de fonds collectés précités**

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Prêts-citoyens	1 132 631	1 132 631
Investissements réalisés	0	0
Prêts interbancaires	0	0

**3. Revenus des investissements réalisés**

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Intérêts	142	142

## IV. ÉTAT DES ACTIONS, PARTS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE (RUBRIQUE VI. DE L'ACTIF)

### 1. Ventilation géographique des émetteurs des titres

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Émetteurs belges	70 754	80 251
Émetteurs étrangers	31 260	107 861

### 2. Cotations

(en milliers d'EUR)	Valeur comptable	Valeur de marché
Titres cotés	187 717	187 296
Titres non cotés	395	0

### 3. Ventilation selon l'appartenance

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Au portefeuille commercial	38 599	124 846
Au portefeuille de placement	63 415	63 266

### 4. Pour le portefeuille commercial

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Différence positive entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition pour les titres évalués à la valeur de marché	7 871
Différence positive entre la valeur de marché et la valeur comptable pour les titres évalués selon l'article 35ter, § 2, alinéa 2	0

### 5. Détail de la valeur comptable du portefeuille de placement

(en milliers d'EUR)	31/12/18
<b>A. VALEUR D'ACQUISITION</b>	
Au terme de l'exercice précédent	80 012
Mutations de l'exercice :	
Acquisitions	663
Cessions (-)	(1 468)
<b>AU TERME DE L'EXERCICE (A)</b>	<b>79 207</b>
<b>B. TRANSFERTS ENTRE PORTEFEUILLES (B)</b>	
Néant	
<b>C. RÉDUCTIONS DE VALEUR</b>	
Au terme de l'exercice précédent	16 597
Mutations de l'exercice :	
Actées	287
Reprises car excédentaires (-)	(943)
<b>AU TERME DE L'EXERCICE (C)</b>	<b>15 941</b>
<b>D. VALEUR COMPTABLE AU TERME DE L'EXERCICE (A) + (B) - (C)</b>	<b>63 266</b>

## V. ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (RUBRIQUE VII. DE L'ACTIF)

## 1. Ventilation des rubriques VII.A., B., C. de l'actif

## A. Secteur économique des rubriques suivantes

(en milliers d'EUR)	Établissements de crédit		Autres	
	31/12/17	31/12/18	31/12/17	31/12/18
Participations dans des entreprises liées	0	0	2 087 606	2 090 555
Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	23 939	23 939	67 379	58 942
Autres actions et parts constituant des immobilisations financières	124	124	52 593	49 346

## B. Cotation

(en milliers d'EUR)	Cotés		Non cotés	
	31/12/17	31/12/18	31/12/17	31/12/18
Participations dans des entreprises liées	0	0	2 087 606	2 090 555
Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	0	0	91 318	82 881
Autres actions et parts constituant des immobilisations financières	512	988	52 205	48 482

## 2. Détail de la valeur comptable au terme de l'exercice des rubriques VII.A., B. et C. de l'actif

(en milliers d'EUR)	Entreprises		
	Liées (VII.A.)	Avec lien de participation (VII.B.)	Autres (VII.C.)
<b>A. VALEUR D'ACQUISITION</b>			
Au terme de l'exercice précédent	2 090 739	95 093	54 182
Mutations de l'exercice :			
Acquisitions	2 949	9 422	1 340
Cessions et retraits (-)	0	(17 818)	(4 587)
Transferts d'une rubrique à une autre (+/-)	0	0	0
<b>AU TERME DE L'EXERCICE (A)</b>	<b>2 093 688</b>	<b>86 697</b>	<b>50 935</b>
<b>B. PLUS-VALUES (B)</b>			
Néant			
<b>C. RÉDUCTIONS DE VALEUR</b>			
Au terme de l'exercice précédent	3 133	3 775	1 465
Mutations de l'exercice :			
Actées	0	41	0
Reprises car excédentaires (-)	0	0	0
<b>AU TERME DE L'EXERCICE (C)</b>	<b>3 133</b>	<b>3 816</b>	<b>1 465</b>
<b>D. VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE (A) + (B) - (C)</b>	<b>2 090 555</b>	<b>82 881</b>	<b>49 470</b>

### 3. Ventilation de la rubrique VII.D. de l'actif

#### A. Créances subordonnées sur

(en milliers d'EUR)	Établissements de crédit		Autres	
	31/12/17	31/12/18	31/12/17	31/12/18
Des entreprises liées	0	0	520 000	520 000
D'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	0	0	0	0

#### B. Montant des créances subordonnées représentées par des titres cotés

Néant

#### C. Détail des créances subordonnées

(en milliers d'EUR)	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT</b>	<b>520 000</b>	<b>0</b>
Mutations de l'exercice :		
Additions	0	0
Remboursements (-)	0	0
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE</b>	<b>520 000</b>	<b>0</b>
<b>RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES AU TERME DE L'EXERCICE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 4. Déclaration relative aux comptes consolidés

#### A. Informations à compléter par tous les établissements de crédit

L'établissement de crédit établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit : **OUI**

#### B. Informations à compléter par l'établissement de crédit s'il est filiale ou filiale commune

→ Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro de l'(des) entreprise(s)-mère(s) si cette (ces) entreprise(s)-mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels les comptes de l'établissement sont intégrés par consolidation<sup>(1)</sup> :

**Pas applicable**

→ Si l'(les) entreprise(s)-mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus<sup>(1)</sup> :

**Pas applicable**

(1) Si les comptes de l'établissement sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés, d'une part, pour l'ensemble le plus grand et, d'autre part, pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'établissement fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

## VI. §1. LISTE DES ENTREPRISES DANS LESQUELLES L'ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT DÉTIENT UNE PARTICIPATION

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'établissement de crédit détient une participation au sens de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'établissement de crédit détient des droits sociaux représentant 10 % au moins du capital souscrit.

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres (en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	Résultat net
	Type <sup>(1)</sup>	Nombre	%				
AIA-POOL SCRL Chaussée de Jette 221 B-1080 Molenbeek-Saint-Jean 0453.634.752				10,00	31/12/10	EUR	427 (17)
Arkafund NV (en liquidation) Alfons Gossetlaan 30 B-1702 Groot-Bijgaarden 0878.929.173	ps	5 000	25		31/12/17	EUR	1 420 2 415
Arlinvest NV Hamiltonpark 24-26 B-8000 Brugge 0480.175.140	ps	595 210	49		31/12/17	EUR	1 760 (208)
Assurcard NV Fonteinstraat 1A Bus 0301 B-3000 Leuven 0475.433.127				20,00	31/12/17	EUR	2 946 86
Auxiliaire de participations SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0414.259.878				74,98	31/12/17	EUR	21 492 5 277
Bancontact Payconiq Company NV Kempische Steenweg 303 bus 53 B-3500 Hasselt 0675.984.882	ps	12 414 110	22,50		-	EUR	- -
Banking Funding Company SA Rue d'Arlon 82 B-1040 Bruxelles 0884.525.182	ps	13 278	21,62		31/12/17	EUR	725 109
BedrijvenCentrum Regio Mechelen NV De Regenboog 11 B-2800 Mechelen 0428.667.645	ps	500	24,33		31/12/17	EUR	638 13
BedrijvenCentrum Regio Waregem NV Kalkhoevestraat 1 B-8790 Waregem 0436.674.895	ps	500	16,64		31/12/17	EUR	1 837 49
Belfius Antwerpen - Berchem CVBA Grotesteenweg 456 B-2600 Berchem 0475.204.681	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	437 248
Belfius Antwerpen Zuidrand CVBA Kioskplaats 49 B-2660 Hoboken 0473.526.977	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	335 59
Belfius Ardenne - Spa - Pays de Herve SCRL Place du Marché 22 B-4651 Battice 0474.573.488	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	626 468
Belfius Ardenne et Famenne SCRL Avenue de Bouillon 16 B-6800 Libramont-Chevigny 0474.536.866	ps	7 000	24,37	0,32	31/12/17	EUR	567 521

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net
	Type <sup>(1)</sup>	Nombre	%					
							(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
Belfius Asset Finance Holding SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0893.860.839	ps	6 379 943	100		30/06/18	EUR	77 596	13 946
Belfius Auderghem-Boitsfort SCRL Boulevard du Souverain 282 B-1160 Auderghem 0473.622.393	ps	7 700	24,84	0,32	31/12/17	EUR	517	200
Belfius Auto Lease SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0461.783.247	ps	1	0,02	99,98	31/12/17	EUR	10 325	2 981
Belfius Binche Mariemont SCRL Route de Mons 333 B-7130 Binche 0475.737.983	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	349	226
Belfius Borinage SCRL Rue J. Dufrane 3-5 B-7080 Frameries 0464.955.642	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	330	94
Belfius Brugs Ommeland-Oudenburg CVBA Dorpsstraat 8 B-8200 Sint-Michiels 0463.669.995	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	438	186
Belfius Brussels City Center SCRL Place Stéphanie 8 B-1050 Ixelles 0466.378.176	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	641	127
Belfius Brussels East SCRL Rue des Champs 6 B-1040 Bruxelles 0455.967.405	ps	7 700	22,65	0,29	31/12/17	EUR	541	603
Belfius Brussels North SCRL Boulevard de Smet de Naeyer 2A B-1090 Bruxelles 0463.693.850	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	442	123
Belfius Centrum-West CVBA Hendrik Consciencestraat 23 bus 6 B-8800 Roeselare 0456.777.750	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	452	277
Belfius Charleroi Pont-à-Nôle SCRL Avenue Paul Pastur 114 B-6032 Mont-Sur-Marchienne 0468.860.683	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	340	46
Belfius Charleroi-Sud SCRL Boulevard Joseph Tirou 76-82 B-6000 Charleroi 0468.859.495	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	383	271
Belfius Commercial Finance SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0440.627.349				100	31/12/17	EUR	12 350	2 990
Belfius Condroz-Famenne SCRL Rue St Eloi 1 B-5590 Ciney 0471.656.362	ps	7 700	25,50	0,33	31/12/17	EUR	406	184
Belfius Druivenstreek CVBA (en liquidation) Stationsplein 17 B-3090 Overijse 0468.523.064	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	227	8

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net	
	Type <sup>(1)</sup>	Nombre						
			%	%			(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
Belfius Durmevallei CVBA Marktplaats 3 B-9220 Hamme (O.-VI.) 0465.017.505	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	455	437
Belfius Eeklo-Gent-Oost CVBA Grondwetlaan 9 B-9040 Sint-Amandsberg 0468.561.864	ps	7 700	25,33	0,33	31/12/17	EUR	358	33
Belfius entre Sambre et Meuse SCRL Rue de France 50-52 B-5600 Philippeville 0461.504.521	ps	7 700	25,41	0,33	31/12/17	EUR	453	106
Belfius Fiduciaire SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0416.799.201	ps	1 499	99,93	0,07	31/12/17	EUR	486	75
Belfius Financing Company SA Rue de l'industrie 20 L-8399 Windhof	ps	251	100		31/12/17	EUR	4 603	615
Belfius Fléron - Visé SCRL Rue Saint Hadelin 1 B-4600 Visé 0468.670.247	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	596	813
Belfius Forêt de Soignes Avenue Brugmann 247 B-1180 Uccle 0469.209.883	ps	7 700	24,06	0,31	31/12/17	EUR	327	33
Belfius Gent Centrum & Noordwest CVBA Zonnestraat 23-25 B-9000 Gent 0456.775.473	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	684	508
Belfius Geraardsbergen-Ninove CVBA Oudenaardsestraat 4-6 B-9500 Geraardsbergen 0468.504.258	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	454	75
Belfius Hageland Noord CVBA Bogaardenstraat 26 B-3200 Aarschot 0461.505.214	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	490	127
Belfius Hainaut Centre et Senne SCRL Rue Albert 1 <sup>er</sup> 23 B-7100 La Louvière 0465.013.743	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	457	99
Belfius Hesbaye SCRL Grand'Place 5 B-4280 Hannut 0459.659.640	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	459	504
Belfius IMMO SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0436.006.090	ps	338 866	100		31/12/17	EUR	86 664	1 154
Belfius Insurance Invest SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0878.881.762				100	31/12/17	EUR	3 132 797	59 135
Belfius Insurance SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0405.764.064	ps	2 679 937	100		31/12/17	EUR	920 475	113 453

(1) ps : parts sociales



Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité moné- taire	Capitaux propres	Résultat net
	Type <sup>(1)</sup>	Nombre	%				
Belfius Insurance Services Finance SA Rue de l'Industrie 20 L-8399 Windhof B 37.631				100	31/12/17	EUR	213 053 70 409
Belfius Investment Partners SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0654.876.296	ps	93 444	100,00		31/12/17	EUR	99 528 6 083
Belfius Ireland Unltd 23 Shelbourne Road Ballsbridge Dublin 4 IE 4886676 P	ps	1 164 349 542	100		31/12/17	EUR	440 375 45 866
Belfius Kempen Noord CVBA Gemeenteplaats 6 B-2960 Brecht 0475.811.328	ps	7 700	24,84	0,32	31/12/17	EUR	364 199
Belfius Kempen Oost CVBA Markt 27 B-2400 Mol 0466.424.597	ps	7 700	25,67	0,35	31/12/17	EUR	408 94
Belfius Klein Brabant CVBA Nieuwstraat 21 B-2830 Willebroek 0475.123.519	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	196 28
Belfius Kortrijk-Menen-leper CVBA Wijngaardstraat 52 B-8500 Kortrijk 0466.460.726	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	352 258
Belfius Lease SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0431.916.551				100	31/12/17	EUR	18 486 4 074
Belfius Lease Services SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0427.903.127				100	31/12/17	EUR	35 299 6 854
Belfius Leuven CVBA Brusselsestraat 2 B-3000 Leuven 0465.019.978	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	452 301
Belfius Liège Centre et Sud SCRL Rue des Mineurs 12 B-4000 Liège 0460.558.473	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	423 260
Belfius Liège Nord et Est SCRL Chaussée de Tongres 391 B-4000 Liège 0462.372.967	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	509 406
Belfius Mandel-Leie CVBA Holdestraat 19 B-8760 Meulebeke 0468.495.449	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	302 31
Belfius Meuse-Ourthe-Amblève SCRL Place Joseph Thiry 47 B-4920 Aywaille 0463.712.062	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	468 868
Belfius Midden-Limburg CVBA Dorpsstraat 1A B-3530 Houthalen-Helchteren 0473.708.210	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	577 725
Belfius Namur Haute-Meuse SCRL Rue de Marchovelette 1 B-5000 Namur 0464.103.329	ps	7 700	25,00	0,32	31/12/17	EUR	334 282

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net	
	Type <sup>(1)</sup>	Nombre						
			%	%			(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
Belfius Namur-Eghezée SCRL Chaussée de Louvain 440 B-5004 Namur 0464.982.366	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	358	373
Belfius Namur-Gembloux SCRL Avenue de la Faculté d'Agronomie 12 B-5030 Gembloux 0464.656.922	ps	7 700	24,98	0,32	31/12/17	EUR	563	526
Belfius Netevallei CVBA Grote Markt 13 B-2500 Lier 0468.248.296	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	336	87
Belfius Nivelles-Tubize SCRL Rue de Nivelles 30 B-1480 Tubize 0466.977.596	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	425	117
Belfius Noord-Brabant CVBA Kattestraat 2 B-1730 Asse 0464.672.659	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	516	381
Belfius Noord-Limburg CVBA Hertog Janplein 45 B-3920 Lommel 0473.590.424	ps	7 700	25,26	0,33	31/12/17	EUR	390	384
Belfius Nord Picardie SCRL Rue de la Station 39 Boite 41 B-7700 Mouscron 0472.305.767	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	427	299
Belfius PART SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0419.838.467	ps	1 249	99,92	0,08	31/12/17	EUR	3 060	(273)
Belfius Pays de Mons SCRL Avenue Jean d'Avesnes 9 B-7000 Mons 0464.187.263	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	642	196
Belfius Regio Aalst CVBA Stationsstraat 4 B-9300 Aalst 0464.206.861	ps	7 700	25,33	0,33	31/12/17	EUR	620	511
Belfius Regio Antwerpen Oost CVBA André Hermanslaan 1 B-2100 Deurne 0473.611.705	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	298	170
Belfius Région Charleroi Airport SCRL Place des Martyrs 2 B-6041 Gosselies 0476.491.813	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	470	192
Belfius Regio Dendermonde-Buggenhout CVBA Kerkstraat 64-66 B-9200 Dendermonde 0463.700.184	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	425	374
Belfius Regio Erpe-Mere CVBA Marktplein 36 B-9520 Sint-Lievens-Houtem 0466.990.959	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	352	111
Belfius Regio Genk-Maaseik CVBA Fruitmarkt 7 B-3600 Genk 0466.987.001	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	303	368

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net
	Type <sup>(1)</sup>	Nombre	%					
							(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
Belfius Regio Hasselt CVBA Havermarkt 36-38 B-3500 Hasselt 0473.588.444	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	404	224
Belfius Région Huy-Andenne SCRL Avenue du Bosquet 41/11 B-4500 Huy 0464.663.058	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	446	231
Belfius Regio Leie-Schipdonk CVBA Volhardingslaan 72 (Bus 1) B-9800 Deinze 0463.653.367	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	406	223
Belfius Région Liège-Airport SCRL Chaussée du Roi Albert 50 B-4431 Ans 0475.741.448	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	417	160
Belfius Regio Mechelen CVBA Grote Markt 31 B-2800 Mechelen 0475.734.025	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	528	330
Belfius Regio Menen-Wevelgem CVBA (en liquidation) Kerkomtrek 16 B-8930 Menen 0464.214.482	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	328	112
Belfius Regio Mortsel Kontich CVBA Mechelsesteenweg 56 B-2640 Mortsel 0476.374.720	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	456	113
Belfius Regio Noord-Antwerpen CVBA Antwerpsesteenweg 49 B-2950 Kapellen 0862.652.375	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	439	117
Belfius Regio Oostende-Knokke CVBA Lippenslaan 74 B-8300 Knokke-Heist 0465.840.025	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	503	198
Belfius Regio St. Niklaas CVBA Hendrik Heymanplein 9 B-9100 Sint-Niklaas 0865.262.368	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	465	102
Belfius Regio Turnhout-Hoogstraten CVBA Vrijheid 109 B-2320 Hoogstraten 0463.702.758	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	396	361
Belfius Regio Waregem-Kruishoutem CVBA Markt 12 B-8790 Waregem 0473.703.458	ps	7 700	25,50	0,33	31/12/17	EUR	386	344
Belfius Regio Westhoek CVBA ( en liquidation) Grote Markt 31 B-8600 Diksmuide 0464.991.373	ps	7 700	29,10	0,38	31/12/17	EUR	365	56
Belfius Scheldeland CVBA Kalkendorp 21 B-9270 Laarne 0463.671.480	ps	7 700	25,41	0,33	31/12/17	EUR	498	169
Belfius Sille et Dendre SCRL Grand Place 72 B-7850 Enghien 0473.630.907	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	441	38

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité moné- taire	Capitaux propres	Résultat net
	Type <sup>(1)</sup>	Nombre	%					
				%			(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
Belfius Sud-Luxembourg SCRL Rue d'Alba 1 B-6700 Arlon 0466.444.195	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	411	566
Belfius Tienen-Sint-Truiden CVBA Clockemstraat 38 B-3800 Sint-Truiden 0464.680.280	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	450	118
Belfius Tournai-Val de Verne SCRL Rue Royale 105/107/109 B-7500 Tournai 0473.660.007	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	370	478
Belfius Val de Sambre SCRL Rue de Falisolle 401 B-5060 Sambreville 0461.824.423	ps	7 700	24,06	0,31	31/12/17	EUR	358	143
Belfius Val d'Haine et Haut-Pays SCRL Rue Grande 49 B-7380 Quiévrain 0468.851.874	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	428	107
Belfius Vallée de la Dyle SCRL Place Alphonse Bosch 15 B-1300 Wavre 0459.668.845	ps	7 700	25,08	0,33	31/12/17	EUR	462	85
Belfius Vilvoorde-Tervuren CVBA Portaelsplein 68 B-1800 Vilvoorde 0476.492.110	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	455	111
Belfius Vlaamse Ardennen CVBA Nederstraat 17 B-9700 Oudenaarde 0459.674.288	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	459	208
Belfius Waterloo SCRL Chaussée de Bruxelles 306 B-1410 Waterloo 0465.137.368	ps	7 700	25,00	0,33	31/12/17	EUR	498	124
Belfius West-Brabant CVBA Steenweg op Alseberg 1410 B-1620 Drogenbos 0456.766.763	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	406	448
Belfius Westkust CVBA Kerkstraat 58 B-8430 Middelkerke 0468.461.401	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	267	69
Belfius Zennevallei CVBA Basiliekstraat 13 B-1500 Halle 0454.765.692	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	271	212
Belfius Zottegem-Zuidrand Gent CVBA Heldenlaan 22 B-9620 Zottegem 0460.956.965	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	424	275
Belfius Zuid-Oost Limburg CVBA Visésteenweg 204 (Bus 1) B-3770 Riemst 0464.705.323	ps	7 700	25,67	0,33	31/12/17	EUR	199	29
Belgian Mobile ID SA Place Sainte-Gudule 5 B-1000 Bruxelles 0541.659.084	ps	73 093	15,00		31/12/17	EUR	7 223	(6 072)

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité moné- taire	Capitaux propres (en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	Résultat net	
	Type <sup>(1)</sup>	Nombre						%
Belsur SPRL (Ex Zakenkantoor Frans Verfaillie) Boulevard du Jardin Botanique 44 B-1000 Bruxelles 0459.772.773				100,00	31/12/17	EUR	81	70
Belwing SA Avenue Maurice Destenay 13 B-4000 Liège 0674.535.327				20,00	31/12/17	EUR	61	0
BEM - Flemish Construction and Investment Company SA Rue du Lombard 34-42 B-1000 Bruxelles 0461.612.904	ps	2 793	12,05		31/12/17	EUR	2 969	(41)
BEM II SA Rue du Lombard 34-42 B-1000 Bruxelles 0832.115.686	ps	2 000	15,04		31/12/17	EUR	907	(21)
Berlaymont 2000 SA (en liquidation ) Avenue de la Toison d'Or 87 B-1060 Bruxelles 0441.629.617	ps	250	14,61		31/12/17	EUR	15 090	(3 576)
Bervoets Real Estate SA Avenue Maurice 8 B-1050 Bruxelles 0884.639.010	ps	30	15,00		31/12/17	EUR	177	(6)
BF3 Belgium Rue de Balzac 23 F-75008 Paris				33,33	-	EUR	-	-
BI NEW CO SA (Jaimy) Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0699.693.365	ps	1	0,10	99,90	-	EUR	-	-
BIZIMMO SA Boulevard du Souverain 68 boîte 9 B-1170 Watermael-Boitsfort 0667.687.622				50,00	31/12/17	EUR	791	(9)
Brightknight SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0674.508.405	ps	1	0,20	99,80	31/12/17	EUR	567	67
Buildingnest SA Boulevard du Souverain 68 boîte 9 B-1170 Watermael-Boitsfort 0677.607.950				50,00	31/12/17	EUR	462	(38)
Bureau Laveaux & Martin BVBA Ravensteinstraat 2 bus 3 B-9000 Gent 0429.260.830				100,00	31/12/17	EUR	164	223
Canius I CVA Plankstraat 13 B-3800 Sint-Truiden 0687.883.517				99,95	-	EUR	-	-
Capricorn Health Tech Fund NV Lei 19 bus 15 B-3000 Leuven 0823.483.676				11,89	31/12/17	EUR	20 678	21 305
Caring People SA Avenue de la Métrologie 2 B-1130 Bruxelles 0899.572.456				100,00	31/12/17	EUR	1 212	(113)

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net	
	Type <sup>(1)</sup>	Nombre	%						%
							(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)		
Charlin SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0699.693.959	ps	1	0,10	99,90	-	EUR	-	-	
Coquelets SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0837.442.174				100,00	31/12/17	EUR	557	95	
Corfius Immo NV Industrielaan 18 B-3730 Hoeselt 0661.775.471				50,00	31/12/17	EUR	485	(15)	
Corona SA Avenue de la Métrologie 2 B-1130 Bruxelles 0403.263.939				100,00	31/12/17	EUR	35 647	3 873	
Crefius SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0405.549.377	ps	17 724	99,99	0,01	31/12/17	EUR	43 425	9 469	
De Haan Vakantiehuisen SA Boulevard de la Woluwe B-1200 Woluwe-Saint-Lambert 0707.946.778				25,00	-	EUR	-	-	
Dexia Secured Funding Belgium SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0890.181.767	ps	6 200	10,00		31/12/17	EUR	62	6	
DG INFRA+ Bis GCV Karel Oomsstraat 37 B-2018 Antwerpen 0553.654.917	ps	549 370	25,27	3,26	30/06/18	EUR	9 554	1 687	
DG INFRA+ Ter GCV Karel Oomsstraat 37 B-2018 Antwerpen 0553.655.511	ps	500	25,00	12,50	30/06/18	EUR	(310)	(9)	
Domus Flandria SA Avenue du Port 88 boîte 94 B-1000 Bruxelles 0436.825.642	ps	35 000	17,46		31/12/17	EUR	8 475	244	
Elantis SA Rue des Clarisses 38 B-4000 Liège 0404.228.296				100,00	31/12/17	EUR	31 171	2 850	
EquipNet Direct.com 50 Hudson Road MA-02021 Canton-Massachussets USA	ps	4 530 556	15,66		31/12/17	USD	7 853	(373)	
Erasmus Gardens SA Avenue Hermann-Debroux 42 B-1160 Bruxelles 0891.137.515				50,00	31/12/17	EUR	4 723	1 670	
E.P.C. SCRL (Economie Populaire de Ciney) Rue Edouard Dinot 32 B-5590 Ciney 0401.388.176				81,85	31/12/17	EUR	30 649	1 699	
Europay Belgium SCRL Rue d'Arlon 82 B-1040 Bruxelles 0434.197.536	ps	4 592	13,56		31/12/17	EUR	1 120	48	

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité moné-taire	Capitaux propres	Résultat net	
	Type <sup>(1)</sup>	Nombre						%
FINIMMO SA (en liquidation ) Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles 0436.044.197	ps	1 010	100,00		31/12/17	EUR	292	0
First Retail International NV Pontbeekstraat 2 B-1702 Dilbeek 0844.591.965				10,00	31/12/17	EUR	66 563	310
First Retail International 2 NV Pontbeekstraat 2 B-1702 Dilbeek 0644.497.494				12,13	31/12/17	EUR	125 952	(1 745)
Fynergie SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0455.739.850	ps	1 249	99,92	0,08	31/12/17	EUR	54	(8)
GCC II Feeder BV Herengracht 338 NL-1016 CG Amsterdam 51510332	ps	180 000	100,00		31/12/17	EUR	2 910	(550)
Groene Poort Dreef NV Westlaan 120 B-8800 Roeselare 0680.836.268				50,00	-	EUR	-	-
HOPLR NV Waterhoenweg 3 B-9160 Lokeren 0564.835.057				10,20	31/12/17	EUR	16	(154)
IDE Lux SCRL Drève de l'Arc-en-Ciel 98 B-6700 Arlon 0205.797.475	ps	1 092	14,16		31/12/17	EUR	67 377	2 783
IDE Lux Finances SCRL Drève de l'Arc-en-Ciel 98 B-6700 Arlon 0258.258.738	ps	3 719	36,87		31/12/17	EUR	33 158	378
Immo Activity SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0892.092.073				100,00	31/12/17	EUR	2 492	28
Immo Malvoz SPRL Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0475.108.473				100,00	31/12/17	EUR	4 599	159
Immo Rhododendrons SPRL Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0679.778.968				100,00	-	EUR	-	-
Immo Tumulis SPRL Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0679.778.869				100,00	-	EUR	-	-
Immo Zeedrift SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0860.266.274				100,00	31/12/17	EUR	1 196	58
Immorente SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0406.206.306	ps	999	99,90	0,10	31/12/17	EUR	46	(8)

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net
	Type <sup>(1)</sup>	Nombre	%			(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
Imsol NV Molenbergstraat 2 B-2000 Antwerpen 0823.545.044				39,98	31/12/17	EUR	3 853 283
Inclusio SCA Avenue Hermann-Debroux 40 B-1160 Bruxelles 0840.020.295				12,75	31/12/17	EUR	55 770 (1 360)
Inforum G.I.E. Rue d'Arlon 53 Boite 4 B-1040 Bruxelles 0472.721.679	ps	50	50,00		31/12/17	EUR	365 (7)
Interfinance SCRL Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0447.736.855				99,99	31/12/17	EUR	2 125 168
Intervest Offices & Warehouses NV Uitbreidingstraat 66 B-2600 Antwerpen 0458.623.918				13,61	31/12/17	EUR	359 366 21 186
Isabel SA Boulevard de l'Impératrice 13-15 B-1000 Bruxelles 0455.530.509	ps	240 034	24,00		31/12/17	EUR	22 582 4 614
Justinvest NV Heistraat 129 B-2610 Antwerpen-Wilrijk 0476.658.097	ps	50	33,33		31/12/17	EUR	550 47
Kuborn Real Estate SA Avenue Maurice 8 B-1050 Bruxelles 0638.888.223				20,00	31/12/17	EUR	53 (4)
Legros-Renier Les Amarantes Seigneurie de Loverval SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0442.301.192				100,00	31/12/17	EUR	8 665 600
Les News 24 SA Rue de Genève 175 B-1140 Evere 0711.723.741				33,22	-	EUR	- -
Leskoo SA Avenue des Communautés 100 B-1200 Woluwe-Saint-Lambert 0439.077.824				50,00	31/12/17	EUR	432 321
Letsgo City SA Boulevard Piercot 44 B-4000 Liège 0639.912.166	ps	42	27,27		31/12/17	EUR	(22) (102)
LFB SA Avenue Galilée 5 B-1210 Bruxelles 0475.017.809				100,00	31/12/17	EUR	3 958 199
M80 Capital SCS Rue de la Victoire 1 B-1060 Bruxelles 0713.914.852				22,91	-	EUR	- -
Mercurius Funding SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0842.094.414	ps	3 100	5,00		31/12/17	EUR	11 166 (164)

(1) ps : parts sociales



Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net
	Type <sup>(1)</sup>	Nombre	%					
							(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
NEB Foncière SA Rue Louvrex 95 B-4000 Liège 0480.029.838	ps	101	20,49		31/12/17	EUR	210	60
Newton Biocapital SA Avenue de Tervueren 273 B-1150 Bruxelles 0674.831.275				12,20	31/12/17	EUR	9 175	(1 053)
Notre Maison SCRL Boulevard Joseph Tirou 167 B-6000 Charleroi 0240.277.017				13,58	31/12/17	EUR	59 493	475
Offico Immo SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0473.255.179				100,00	31/12/17	EUR	(1 082)	6
Partners Through Innovation SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0685.928.669	ps	481 632	25,02		-	EUR	-	-
Penates Funding SA Rue Royale 97 Boîte 4 B-1000 Bruxelles 0899.763.684	ps	6 200	10,00		31/12/17	EUR	62	9
Publipart SA Rue Royale 55 Boîte 14 B-1000 Bruxelles 0875.090.844	ps	209 993	10,76		30/09/18	EUR	101 007	3 351
Qualitass NV Vilvoordsesteenweg 166 B-1850 Grimbergen 0430.175.402				100,00	31/12/17	EUR	161	137
Quest for Growth NV Lei 19 bus 3 B-3000 Leuven 0463.541.422				14,49	31/12/17	EUR	162 359	27 390
Rabot Invest NV Heistraat 129 B-2610 Wilrijk 0479.758.733	ps	60	25,00		31/12/17	EUR	659	7
R.E.D. Laboratoires NV Z1. Researchpark 100 B-1731 Zellik 0462.648.824	ps	278 068	22,20		31/12/17	EUR	3 229	224
Re-Vive Brownfield Fund I CVBA Nieuwewandeling 62 B-9000 Gent 0824.442.986	ps	4 595 000	24,97		31/12/17	EUR	9 503	1 006
Re-Vive Brownfield Fund II CVBA Nieuwewandeling 62 B-9000 Gent 0845.418.148	ps	2 941 539	10,11		31/12/17	EUR	18 745	42
Smart Belgium Services SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0683.827.729	ps	749	99,87	0,13	-	EUR	-	-
Service Communal de Belgique SCI (en liquidation) Avenue Louise 106 B-1050 Ixelles 0226.308.918	ps	34 351	63,59		31/12/17	EUR	(3 603)	0

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net
	Type <sup>(1)</sup>	Nombre	%					
							(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
Shop Equipments SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0424.304.625	ps	224	99,56	0,44	31/12/17	EUR	318	8
Société Mixte de Développement Immobilier SA Avenue Maurice Destenay 13 B-4000 Liège 0816.917.469				25,04	31/12/17	EUR	983	(154)
SOFIBAIL SA - Société Wallonne de Location-Financement (en liquidation) Avenue Maurice Destenay 13 B-4000 Liège 0426.091.207	ps	2 000	19,42		31/12/17	EUR	2 206	120
Spencr SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0676.845.709	ps	1	0,05	99,95	-	EUR	-	-
Syneco Agence Conseil ASBL Place l'Illon 13 B-5000 Namur 0460.180.470				20	31/12/17	EUR	219	3
TDP NV Karel Oomsstraat 37 B-2018 Antwerpen 0891.786.920	ps	36 000	50,00		31/12/17	EUR	7 448	284
The Good Life Development Fund CVBA Nieuwewandeling 62 B-9000 Gent 0665.802.060				12,34	31/12/17	EUR	5 295	(657)
The Studio SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0672.741.520	ps	4 999	99,98	0,02	-	EUR	-	-
Theodorus II SA (en liquidation) Allée de la Recherche 12 B-1070 Anderlecht 0879.436.147	ps	1 000	18,52		31/12/17	EUR	660	1 528
TINC Comm. VA Karel Oomsstraat 37 B-2018 Antwerpen 0894.555.972				15,35	30/06/18	EUR	237 792	10 685
VDK Bank NV Sint-Michielsplein 16 B-9000 Gent 0400.067.788	ps	8 771	17,53		31/12/17	EUR	285 998	15 278
VDL - Interass NV Brusselsesteenweg 346 bus C B-9090 Melle 0431.686.127				100,00	31/12/17	EUR	1 059	13
Visa Belgium SCRL Rue d'Arlon 82 B-1040 Bruxelles 0435.551.972	ps	26	14,77		30/09/18	EUR	40 622	200
Wandelaar Invest SA Rue du Vieux Marché aux Grains 63 B-1000 Bruxelles 0811.706.589				25,00	31/12/17	EUR	8 230	1 251
Zonnige Kempen CVBA Grote Markt 39 B-2260 Westerlo 0404.221.368				16,29	31/12/17	EUR	31.345	1.035

(1) ps : parts sociales

## VI. § 2. LISTE DES ENTREPRISES DONT L'ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT RÉPOND DE MANIÈRE ILLIMITÉE EN QUALITÉ D'ASSOCIÉ OU DE MEMBRE INDÉFINIMENT RESPONSABLE

Néant

## VII. ÉTAT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (RUBRIQUE VIII. DE L'ACTIF)

### 1. Détail des frais d'établissement

Néant

### 2. Immobilisations incorporelles

	Goodwill	Autres immobilisations incorporelles	Dont commissions d'apport art. 27bis <sup>(1)</sup>
(en milliers d'EUR)			
<b>A. VALEUR D'ACQUISITION</b>			
Au terme de l'exercice précédent	1 313	249 755	0
Mutations de l'exercice :			
Acquisitions y compris production immobilisée	455	53 840	
Cessions et désaffectations (-)		(773)	
<b>AU TERME DE L'EXERCICE (A)</b>	<b>1 768</b>	<b>302 822</b>	<b>0</b>
<b>B. AMORTISSEMENTS ET RÉDUCTIONS DE VALEUR</b>			
Au terme de l'exercice précédent	107	128 894	0
Mutations de l'exercice :			
Actées	304	43 073	
Annulées (-)		(65)	
<b>AU TERME DE L'EXERCICE (B)</b>	<b>411</b>	<b>171 902</b>	<b>0</b>
<b>C. VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE (A) - (B)</b>	<b>1 357</b>	<b>130 920</b>	<b>0</b>

(1) Si celles-ci représentent un montant important.

## VIII. ÉTAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (RUBRIQUE IX. DE L'ACTIF)

	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Location-financement et droits similaires	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Frais pour bâtiments loués
(en milliers d'EUR)							
<b>A. VALEUR D'ACQUISITION</b>							
Au terme de l'exercice précédent	1 150 650	252 245	124 768	1 851	30 065	5 684	77 711
Mutations de l'exercice :							
Acquisitions y compris production immobilisée	18 580	1 390	1 289	863	0	4 518	1 886
Cessions et désaffectations (-)	(20 835)	(2 257)	(1 352)	0	(11 157)	0	(883)
Transférées d'une rubrique à une autre (+/-)	3 050	0	0	0	0	(5 043)	0
<b>AU TERME DE L'EXERCICE (A)</b>	<b>1 151 445</b>	<b>251 378</b>	<b>124 705</b>	<b>2 714</b>	<b>18 908</b>	<b>5 159</b>	<b>78 714</b>
<b>B. PLUS-VALUES</b>							
Au terme de l'exercice précédent	45 156	0	0	0	124	0	0
Mutations de l'exercice :							
Annulées (-)	(2 442)	0	0	0	0	0	0
Transférées d'une rubrique à une autre (+/-)	261	0	0	0	0	0	0
<b>AU TERME DE L'EXERCICE (B)</b>	<b>42 975</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>124</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>C. AMORTISSEMENTS ET RÉDUCTIONS DE VALEUR</b>							
Au terme de l'exercice précédent	682 359	243 750	102 204	1 276	20 793	955	65 842
Mutations de l'exercice :							
Actées	28 962	4 918	2 149	549	557	(4)	3 541
Reprises car excédentaires (-)	0	0	0	0	0	0	0
Annulées (-)	(19 101)	(2 257)	(1 350)	0	(11 157)	0	(59)
Transférées d'une rubrique à une autre (+/-)	975	0	0	0	0	0	0
<b>AU TERME DE L'EXERCICE (C)</b>	<b>693 195</b>	<b>246 411</b>	<b>103 003</b>	<b>1 825</b>	<b>10 193</b>	<b>951</b>	<b>69 324</b>
<b>D. VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE (A) + (B) - (C)</b>	<b>501 225</b>	<b>4 967</b>	<b>21 702</b>	<b>889</b>	<b>8 839</b>	<b>4 208</b>	<b>9 390</b>
Dont							
mobilier et matériel roulant				0			

## IX. AUTRES ACTIFS (RUBRIQUE XI. DE L'ACTIF)

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Ventilation de cette rubrique si celle-ci représente un montant important :	
Primes payées sur swaptions acquises	978 532
Primes payées sur options	508 718
Biens destinés à la revente	29 897
Métaux précieux	10 890
Autres actifs	42 577

## X. COMPTES DE RÉGULARISATION (RUBRIQUE XII. DE L'ACTIF)

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Charges à reporter	1 616 701
Produits acquis	14 975 046

## XBIS. EMPLOI DES FONDS DE CLIENTS SÉGRÉGÉS

Néant

## XI. ÉTAT DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (RUBRIQUE I. DU PASSIF)

## 1. Pour la rubrique dans son ensemble

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Dettes envers des entreprises liées	0	0
Dettes envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	1 348	1 409

## 2. Ventilation des dettes autres qu'à vue selon la durée résiduelle (rubrique I.B. et C. du passif)

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Jusqu'à 3 mois	1 235 123
Plus de 3 mois à un an	46 236
Plus d'un an à 5 ans	4 000 000
Plus de 5 ans	202 856
À durée indéterminée	0

## XII. ÉTAT DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE (RUBRIQUE II. DU PASSIF)

## 1. Dettes

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Envers des entreprises liées	972 016	1 536 431
Envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	115 161	96 965

## 2. Ventilation géographique des dettes

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Envers la Belgique	75 575 050	78 551 879
Envers l'étranger	2 146 452	2 965 283

## 3. Ventilation selon la durée résiduelle

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
À vue	33 152 250	35 285 856
Jusqu'à 3 mois	6 940 687	6 365 591
Plus de 3 mois à un an	95 998	148 439
Plus d'un an à 5 ans	623 167	780 491
Plus de 5 ans	898 006	767 177
À durée indéterminée	36 011 394	38 169 608

## 4. Ventilation des dettes envers la clientèle selon la nature des débiteurs

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Dettes envers les pouvoirs publics	12 172 203	11 479 488
Dettes envers les particuliers	46 698 140	49 726 446
Dettes envers les entreprises	18 851 159	20 311 228

## XIII. ÉTAT DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE (RUBRIQUE III. DU PASSIF)

## 1. Dettes qui, à la connaissance de l'établissement de crédit, constituent des dettes envers des entreprises liées ou envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Envers des entreprises liées	9 384 665	9 118 795
Envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	0	0

## 2. Ventilation selon la durée résiduelle

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Jusqu'à 3 mois	2 998 427
Plus de 3 mois à un an	3 671 355
Plus d'un an à 5 ans	12 444 478
Plus de 5 ans	7 347 442
À durée indéterminée	0

## XIV. ÉTAT DES AUTRES DETTES (RUBRIQUE IV. DU PASSIF)

## 1. Dettes fiscales, salariales et sociales envers des administrations fiscales

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Dettes échues	0
Dettes non échues	11 861

## 2. Dettes fiscales, salariales et sociales envers l'Office national de sécurité sociale

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Dettes échues	0
Dettes non échues	103 209

## 3. Impôts

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Impôts à payer	0
Dettes fiscales estimées	10 046

## 4. Autres dettes

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Ventilation de cette rubrique si celle-ci représente un montant important :	
Primes reçues sur swaptions émises	1 097 479
Primes reçues sur options	708 818
Dividende à payer	263 000
Fournisseurs	16 274
Autres	6 989

## XV. COMPTES DE RÉGULARISATION (RUBRIQUE V. DU PASSIF)

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Charges à imputer	13 187 678	12 318 204
Produits à reporter	703 132	662 327

## XVI. PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES (RUBRIQUE VI.A.3. DU PASSIF)

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Ventilation de cette rubrique si celle-ci représente un montant important :		
Frais de restructuration	60 065	43 571
Litiges en cours	50 750	46 985
Assurance hospitalisation et soins ambulatoires	14 447	31 332
Provision pour crédits d'engagement	8 400	14 089
Démontage des bâtiments	4 450	3 929
Provision activités bancaires	834	845
Contrats déficitaires	0	4 624
Autres provisions	2 193	2 171

L'information relative aux provisions pour litiges juridiques est présentée à l'annexe XXVIII. C.

## XVII. ÉTAT DES DETTES SUBORDONNÉES (RUBRIQUE VIII. DU PASSIF)

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>A. POUR LA RUBRIQUE DANS SON ENSEMBLE</b>		
Dettes envers des entreprises liées	299 136	185 128
Dettes envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	0	0
<b>B. CHARGES AFFÉRENTES AUX DETTES SUBORDONNÉES</b>	<b>45 630</b>	<b>59 570</b>

### C. INDICATIONS RELATIVES À CHAQUE EMPRUNT (SUITE DE LA RUBRIQUE VII. DU PASSIF)

N° de réf.	Unité monétaire	Valeur comptable en milliers de l'unité monétaire	Échéance ou modalité de durée	a) Circonstances de remboursement anticipé b) Conditions de subordination c) Conditions de convertibilité	Conditions de rémunération
1.	EUR	40 000	03/12/19	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	<ul style="list-style-type: none"> <li>• si GBP libor 12 mois &lt; 5 % : taux = GBP libor 12 mois + 20 pb</li> <li>• si GBP libor 12 mois ≥ 5 % : taux = 7,55 %</li> </ul>
2.	JPY	10 000 000	11/09/25	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	multicurrency 6,135 %
3.	JPY	10 000 000	11/09/25	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	multicurrency 6,085 %

(1) CMS : Constant Maturity Swap.



N° de réf.	Unité monétaire	Valeur comptable en milliers de l'unité monétaire	Échéance ou modalité de durée	a) Circonstances de remboursement anticipé b) Conditions de subordination c) Conditions de convertibilité	Conditions de rémunération
4.	EUR	15 000	15/07/19	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	CMS linked <sup>(1)</sup>
5.	EUR	11 000	16/12/19	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	CMS linked <sup>(1)</sup>
6.	EUR	50 000	indéterminé (date de call 15/07/23)	a) possible avec l'accord de la BCE, à partir de la date de call et ensuite tous les 12 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	jusqu'au 15/07/23 : 5,348 % ensuite : IRS 12 ans + 200 pb
7.	EUR	17 500	indéterminé (date de call 29/12/22)	a) possible avec l'accord de la BCE, à partir de la date de call du 29/12/29 et ensuite tous les 10 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	jusqu'au 29/12/19 : 5,564 % ensuite : IRS 3 ans + 200 pb
8.	EUR	17 500	indéterminé (date de call 29/12/23)	a) possible avec l'accord de la BCE, à partir de la date de call et ensuite tous les 12 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	jusqu'au 29/12/23 : 4,609 % ensuite : IRS 12 ans + 200 pb
9.	EUR	29 973	01/03/22	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	Euribor 3 mois + 43 pb
10.	EUR	44 962	04/04/22	a) possible avec l'accord de la BNB b) pas de conditions spécifiques c) néant	6 %
11.	EUR	72 000	indéterminé (date de call 01/01/25)	a) possible avec l'accord de la BCE, à partir de la date de call et ensuite tous les ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	jusqu'au 01/01/25 : 6,25 % ensuite : Euribor 3 mois + 417 pb
12.	EUR	546 606	11/05/26	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	3,125 %
13.	EUR	197 759	15/03/28 (date de call 15/03/23)	a) possible avec l'accord de la BCE, à partir de la date de call b) pas de conditions spécifiques c) néant	1,625 % ensuite : IRS 5 ans + 123 bp
14. <sup>(2)</sup>	EUR	497 083	indéterminé (date de call 16/04/25)	a) possible avec l'accord de la BCE, et ensuite tous les 6 mois b) pas de conditions spécifiques c) néant	3,625 % ensuite : révisable tous les 5 ans

(1) CMS : Constant Maturity Swap.

(2) Émission de EUR 500 millions (valeur nominale) d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1), qualifiant comme fonds propres additionnels en CRR/CRD IV.

## XVIII. ÉTAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

## 1. État du capital

## A. Capital social

(en milliers d'EUR)	Montant (en milliers d'EUR)
<b>A. CAPITAL SOUSCRIT (RUBRIQUE IX.A. DU PASSIF)</b>	
Au terme de l'exercice précédent	3 458 066
Modifications au cours de l'exercice	0

<b>AU TERME DE L'EXERCICE</b>	<b>3 458 066</b>
-------------------------------	------------------

(en milliers d'EUR)	Montant (en milliers d'EUR)	Nombre d'actions
<b>B. REPRÉSENTATION DU CAPITAL</b>		
1. Catégories d'actions		
Catégorie A	3 458 066	359 412 616
2. Actions nominatives ou dématérialisées		
Nominatives	0	0
Dématérialisées	0	359 412 616

## B. Capital non libéré

Néant

## C. Actions propres détenues

Néant

## D. Engagements d'émission d'actions

Néant

## E. Capital autorisé non souscrit

(en milliers d'EUR)	Montant (en milliers d'EUR)
Capital autorisé non souscrit	3 458 066

## F. Parts non représentatives du capital

Néant

## 2. Structure de l'actionnariat de l'établissement à la date de clôture de ses comptes, telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'établissement

- La SA Société Fédérale de Participations et d'Investissement est détentrice de 359 407 616 actions en son nom propre, mais pour le compte de l'État belge.
- La SA Certi-Fed est détentrice de 5 000 actions.

## XIX. VENTILATION BILANTAIRE EUROS - DEVICES

(en milliers d'EUR)	EUR	Devises (contre-valeur en EUR)
Total de l'actif	128 684 361	14 719 681
Total du passif	132 736 210	10 667 832

XX. OPÉRATIONS FIDUCIAIRES VISÉES À L'ART. 27<sup>TER</sup> § 1, ALINÉA 3

Néant

## XXI. ÉTAT DES DETTES ET ENGAGEMENTS GARANTIS

## Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'établissement de crédit sur ses actifs propres

(en milliers d'EUR)	Hypothèques <sup>(1)</sup>	Gages sur fonds de commerce <sup>(2)</sup>	Gages sur d'autres actifs <sup>(3)</sup>	Sûretés constituées sur des actifs futurs <sup>(4)</sup>
<b>A. POUR SÛRETÉS DE DETTES ET ENGAGEMENTS DE L'ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT</b>				
Rubriques du passif				
Opérations de mobilisation	0	0	7 714 810	0
Programme obligations sécurisées	0	0	10 951 352	0
Prêts BEI	0	0	344 915	0
Autres rubriques du passif	0	0	3 916 817	0
Rubriques du hors-bilan				
Gages de caisse pour instruments financiers	0	0	15 575 017	0
<b>B. POUR SÛRETÉS DE DETTES ET ENGAGEMENTS DE TIERS</b>				
Néant				

(1) Montant de l'inscription ou valeur comptable des immeubles grevés si celle-ci est inférieure.

(2) Montant de l'inscription.

(3) Valeur comptable des actifs gagés.

(4) Montant des actifs en cause.

XXII. ÉTAT DES PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS POUVANT  
DONNER LIEU À UN RISQUE DE CRÉDIT (RUBRIQUES I. ET II. DU HORS-BILAN)

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
Total des passifs éventuels pour compte d'entreprises liées	1 000 582	926 837
Total des passifs éventuels pour d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	9 935	9 665
Total des engagements envers des entreprises liées	1 814 856	1 222 864
Total des engagements envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	39 465	51 633

## XXIII. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX RÉSULTATS D'EXPLOITATION (RUBRIQUES I. À XV. DU COMPTE DE RÉSULTATS)

	31/12/17	31/12/18
<b>A. 1. RELEVÉ DES TRAVAILLEURS INSCRITS AU REGISTRE DU PERSONNEL</b>		
Nombre total de personnes inscrites à la date de clôture	5 310	5 257
Nombre moyen de personnes inscrites en équivalents temps plein	4 628,80	4 668,01
Personnel de direction	108,19	109,78
Employés	4 517,28	4 555,49
Ouvriers	3,33	2,74
Autres	0,00	0,00
Nombre effectif d'heures prestées	6 724 145,04	6 840 757,71
<b>1BIS. INTÉRIMAIRES ET TRAVAILLEURS MIS À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE</b>		
Nombre total à la date de clôture	3	3
Nombre moyen de personnes occupées en équivalents temps plein	1,60	0,97
Nombre effectif d'heures prestées	3 160,00	1 905,27
Frais liés à ces catégories de personnel (en milliers d'EUR)	78	59
<b>2. FRAIS DE PERSONNEL (en milliers d'EUR)</b>		
Rémunérations et avantages sociaux directs	341 632	359 149
Cotisations patronales d'assurances sociales	89 160	87 286
Primes patronales pour assurances extralégales	53 985	53 006
Autres frais de personnel	230	265
Pensions	182	277
<b>3. PROVISIONS POUR PENSIONS (en milliers d'EUR)</b>		
Dotations (+)	0	0
Utilisations et reprises (-)	(14)	(14)
<b>B. 1. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION (en milliers d'EUR)</b>		
Ventilation de la rubrique XIV. du compte de résultats si celui-ci représente un montant important :		
Activation des frais de logiciel et de développement	47 320	38 238
Loyers perçus	10 153	8 615
Récupérations de frais d'entreprises liées	25 070	44 448
Autres produits d'exploitation	153 303	65 237
<b>2. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION (RUBRIQUE XV. DU COMPTE DE RÉSULTATS) (en milliers d'EUR)</b>		
Impôts et taxes	172 865	164 712
Autres charges d'exploitation	15 161	15 507
Ventilation des autres charges d'exploitation si cette rubrique représente un montant important :		
Néant		
<b>C. RÉSULTATS D'EXPLOITATION RELATIFS À DES ENTREPRISES LIÉES (en milliers d'EUR)</b>		
Produits	9 437 350	9 939 163
Charges	9 080 767	9 308 312

	31/12/17		31/12/18	
	Sièges belges	Sièges étrangers	Sièges belges	Sièges étrangers
(en milliers d'EUR)				
<b>D. PRODUITS D'EXPLOITATION SELON LEUR ORIGINE</b>				
I. Intérêts et produits similaires	2 373 413	75 015	2 268 754	52 611
III. Revenus de titres à revenu variable				
D'actions, parts de société et autres titres à revenu variable	7 491	0	8 476	0
De participations dans des entreprises liées	148 538	0	142 569	0
De participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	2 951	0	6 638	0
D'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières	3 068	0	1 951	0
IV. Commissions perçues	633 609	219	603 660	106
VI. Bénéfices provenant d'opérations financières				
Du change et du négoce de titres et autres instruments financiers	(11 779)	11 914	(167 821)	(258 573)
De la réalisation de titres de placement	118 593	(40 016)	330 289	149 979
XIV. Autres produits d'exploitation	235 135	711	155 752	786

### Remarques

- En ce qui concerne les sièges étrangers, une ventilation par catégorie d'activités et marché géographique doit figurer en annexe au document normalisé, dans la mesure où, du point de vue de l'organisation de la vente des produits et de la prestation des services relevant des activités ordinaires de l'établissement de crédit, ces catégories de marché diffèrent entre eux de façon considérable.
- Les rubriques III B. et C. du compte de résultats doivent en annexe au document normalisé, être ventilés géographiquement par référence au lieu du siège principal des entreprises concernées.

## XXIV. RELEVÉ DES OPÉRATIONS HORS BILAN À TERME SUR VALEURS MOBILIÈRES, SUR DEVICES ET AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS NON CONSTITUTIVES D'ENGAGEMENTS POUVANT DONNER LIEU À UN RISQUE DE CRÉDIT AU SENS DE LA RUBRIQUE II. DU HORS-BILAN

### 1. Types d'opérations

	Montant en fin d'exercice	Dont opérations ne constituant pas des opérations de couverture affectée
(en milliers d'EUR)		
<b>A. SUR VALEURS MOBILIÈRES</b>		
Achats et ventes à terme de valeurs mobilières et titres négociables	1 134	1 134
<b>B. SUR DEVISES<sup>(1)</sup></b>		
Opérations de change à terme	5 261 407	5 207 293
Swaps de devises et d'intérêts	19 811 829	19 811 829
Futures sur devises	0	0
Options sur devises	215 025	215 025
Contrats de taux de change à terme	3 512	3 512
<b>C. SUR AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS</b>		
Sur intérêts <sup>(2)</sup>		
Swaps de taux d'intérêt	179 045 093	177 892 032
Opérations interest futures	3 293 943	49 800
Contrats à terme de taux d'intérêt	0	0
Options sur taux d'intérêt	151 358 159	151 358 159
Autres achats et ventes à terme <sup>(3)</sup>		
Autres contrats d'options	6 409 066	6 409 066
Autres opérations de futures	176 675	176 675
Autres achats et ventes à terme	0	0

(1) Montants à livrer.

(2) Montant nominal/notionnel de référence.

(3) Prix d'achat/de vente convenu entre parties.

### 2. Impact sur le résultat de la dérogation aux règles d'évaluation selon l'article 36bis § 2, relative aux opérations sur intérêts à terme

	Montant en fin d'exercice <sup>(1)</sup>	Différence entre valeur de marché et valeur comptable <sup>(2)</sup>
(en milliers d'EUR)		
Dans le cadre de gestion de trésorerie	(2 016 143)	1
Dans le cadre de gestion ALM	49 561 365	(2 441 297)
Sans effet de réduction du risque (LOCOM)	0	0

(1) Montant nominal/notionnel, y compris les contrats asymétriques.

(2) + : différence positive entre la valeur de marché et le résultat enregistré.

- : différence négative entre la valeur de marché et le résultat enregistré.

## XXV. RÉSULTATS EXCEPTIONNELS

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>A. PLUS-VALUES RÉALISÉES SUR CESSIONS D'ACTIFS IMMOBILISÉS À DES ENTREPRISES LIÉES</b>	0	25 225
<b>MOINS-VALUES RÉALISÉES SUR CESSIONS D'ACTIFS IMMOBILISÉS À DES ENTREPRISES LIÉES</b>	824	0
<b>B. AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS (RUBRIQUE XVII.E. DU COMPTE DE RÉSULTATS)</b>		
Néant		
<b>AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES (RUBRIQUE XVIII.E. DU COMPTE DE RÉSULTATS)</b>	63	3 798

## XXVI. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>A. VENTILATION DE LA RUBRIQUE XX.A. DU COMPTE DE RÉSULTATS</b>		
Impôts sur le résultat de l'exercice :		
Impôts et précomptes dus ou versés	57 020	82 459
Excédents de versements d'impôts ou de précomptes portés à l'actif	0	39 092
Suppléments d'impôts estimés (portés à la rubrique IV.B. du passif) au titre de dettes fiscales	19 646	0
Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs :		
Suppléments d'impôts dus ou versés	0	0
Suppléments d'impôts estimés (portés à la rubrique IV. du passif) ou provisionnés (portés à la rubrique VI.A.2. du passif)	11 081	2 294
<b>B. PRINCIPALES SOURCES DES DISPARITÉS ENTRE LE BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS EXPRIMÉ DANS LES COMPTES ET LE BÉNÉFICE TAXABLE ESTIMÉ, AVEC MENTION PARTICULIÈRE DE CELLES DÉCOULANT DE DÉCALAGES DANS LE TEMPS ENTRE LE BÉNÉFICE COMPTABLE ET LE BÉNÉFICE FISCAL (SI LE RÉSULTAT DE L'EXERCICE EN EST INFLUENCÉ DE MANIÈRE SENSIBLE AU NIVEAU DES IMPÔTS)</b>		
Plus-values et moins-values sur actions	825	(24 837)
Revenus définitivement taxés	(152 360)	(155 659)
Réserves taxées et dépenses non admises	(32 381)	(17 972)
Pertes reportées et divers éléments déductibles	(437 429)	(23 357)
<b>C. INCIDENCE DES RÉSULTATS EXCEPTIONNELS SUR LE MONTANT DES IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>		
Produits exceptionnels	7 817	2 204
Charges exceptionnelles	166	342
<b>D. SOURCES DE LATENCES FISCALES (DANS LA MESURE OÙ CES INDICATIONS SONT IMPORTANTES POUR L'APPRÉCIATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT)</b>		
Latences actives	0	0
Latences passives	0	2 169

## XXVII. AUTRES TAXES ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>A. TAXES SUR LA VALEUR AJOUTÉE, TAXES D'ÉGALISATION ET TAXES SPÉCIALES PORTÉES EN COMPTE</b>		
À l'entreprise (déductibles)	22 256	21 240
Par l'entreprise	60 396	51 594
<b>B. MONTANTS RETENUS À CHARGE DE TIERS AU TITRE DE</b>		
Précompte professionnel	108 312	110 889
Précompte mobilier	138 079	105 244

## XXVIII. DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN NON VISÉS PAR LES ÉTATS REPRIS DANS CETTE SECTION, NI PAR LES RUBRIQUES DU HORS-BILAN

### 1. Description du régime complémentaire de pension et de survie

Dans le cadre du système de retraite et de pension de survie complémentaire, Belfius Banque assure à ses collaborateurs un revenu supplémentaire après leur retraite.

Pour les plans « Defined Benefit » (prestation déterminée ou but à atteindre), l'avantage final peut être exprimé en intérêt ou en capital. L'avantage final dépend de différents éléments comme l'âge de la retraite, les années de service prestées et le salaire final.

Pour les plans « Defined Contribution » (contribution déterminée), l'avantage final est déterminé sur la base du placement des contributions de Belfius Banque et des employés concernés. La contribution patronale dépend des années de service prestées et de la base salariale.

Tous les plans à prestations définies ont été fermés à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2013 de sorte que les employés ne peuvent plus acquérir des années de service prestées. Ces plans continuent à être gérés de façon dynamique et tous les employés sont depuis cette date affiliés au plan à contribution déterminée de Belfius Banque.

Le plan Defined Benefit le plus grand est une assurance groupe contractée chez Ethias. Les autres plans sont gérés dans le fonds de pension Belfius OFP.

Une nouvelle politique de rémunération ajustée est en préparation dans le cadre du projet « Belfius Drive 2020 ». Un accord de principe a déjà été conclu avec quelques syndicats, mais le traitement effectif dans les conventions collectives de travail doit encore avoir lieu au cours de 2019. Étant donné que l'évolution future des salaires se fera sur la base de critères renouvelés, les obligations de pension de certains régimes de retraite devraient éventuellement être ajustées à l'avenir.

### 2. Transactions avec des parties liées effectuées dans des conditions autres que celles du marché

Néant.

### 3. Événements significatifs postérieurs à la date de clôture

Néant.

### 4. Autres droits et engagements

Belfius Banque est membre d'une unité TVA.

Belfius Banque a prêté des titres (non garantis) pour un montant de EUR 0,254 milliard à une entreprise liée.

### 5. Litiges importants

Belfius (c.-à-d. Belfius Banque et ses filiales consolidées) est partie à une série de litiges en Belgique qui découlent de ses activités professionnelles habituelles, y compris celles où elle agit en tant qu'assureur, bailleur de fonds et prêteur, employeur, investisseur et contribuable.

Belfius constitue des provisions pour ces litiges si sa direction estime, en prenant en considération l'ensemble des éléments à sa disposition, tels que l'analyse par ses juristes d'entreprise et des conseillers juridiques externes selon le cas,

- qu'il existe une obligation actuelle résultant d'événements passés ;
- qu'un paiement par Belfius est probable ; et
- que le montant d'un tel paiement peut être déterminé raisonnablement.

Bien qu'il soit souvent impossible de prédire ou de déterminer l'issue de tous les litiges en cours, Belfius ne constitue pas de provision pour certains autres litiges dont elle a connaissance lorsque, conformément aux principes décrits ci-dessus, la direction estime, après examen approfondi d'avis pertinents, que ces litiges sont infondés, qu'il est possible de s'y opposer avec succès, ou que l'issue de ces litiges ne devrait pas entraîner de perte significative.

De l'avis de Belfius, les litiges en cours les plus importants sont décrits ci-dessous, qu'une provision soit constituée à cet effet ou non. Leur description ne traite pas des éléments et évolutions qui n'ont pas d'impact sur la position de Belfius. Si l'issue de ces litiges devait être favorable pour les parties adverses, ils pourraient éventuellement avoir un impact financier sur Belfius. Cet impact demeure non quantifiable à ce jour. Dans le secteur financier belge, la prévention du blanchiment d'argent est intégrée dans la gestion courante et occupe une place prioritaire à l'agenda. Et, comme toujours, Belfius collabore avec les autorités belges dans ce contexte.

#### A. Le Fonds du Logement de Bruxelles-Capitale

Le Fonds du Logement de Bruxelles-Capitale a cité Belfius Banque le 9 octobre 2012 à comparaître devant le Tribunal de Commerce de Bruxelles. Le Fonds du Logement a souscrit, pour un montant total de EUR 32 millions, quatre billets de trésorerie émis entre juillet et septembre 2011 par le Holding Communal et placés par Belfius en qualité de dealer (agent placeur) dans le cadre du



programme d'émission de billets de trésorerie. En raison de graves difficultés financières rencontrées par le Holding Communal, le Fonds du Logement a accordé au Holding Communal le 24 novembre 2011 un abandon de créances volontaire et a reçu un remboursement de EUR 16 millions. Le Holding Communal a été mis en liquidation en décembre 2011. Belfius ayant agi en qualité de dealer des billets de trésorerie, le Fonds du Logement exige de Belfius Banque le remboursement du solde. Belfius Banque rejette la demande du Fonds du Logement étant donné que la perte engendrée sur cet investissement résulte d'un abandon de créances volontaire par le Fonds du Logement correspondant à la moitié de son investissement.

Le 27 mars 2014, le Tribunal de Commerce de Bruxelles a déclaré la demande du Fonds du Logement recevable, mais non fondée. Le Fonds du Logement a interjeté appel de cette décision le 3 juin 2014.

Ce litige n'a connu aucune évolution significative depuis 2016. La date de l'audience n'est pas encore connue.

Aucune provision n'a été constituée pour ce litige.

## B. Arco - Actionnaires coopérateurs

Différentes parties, dont Belfius Banque, ont été assignées par des actionnaires des sociétés coopératives du groupe Arco dans trois procédures distinctes, dont une procédure devant le Tribunal de Commerce néerlandophone de Bruxelles, une procédure devant le Tribunal de Première Instance d'Anvers, section de Turnhout, et une procédure devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles :

→ 737 actionnaires de trois sociétés du groupe Arco (Arcopar, Arcoplus et Arcofin) ont assigné (avec le soutien de Deminor) les entités Arco et Belfius Banque, le 30 septembre 2014, devant le Tribunal de Commerce néerlandophone de Bruxelles (les « Procédures Deminor »). Le 19 décembre 2014, 1 027 autres actionnaires des entités Arco se sont joints aux Procédures Deminor. Le 15 janvier 2016, 405 autres actionnaires des entités Arco se sont joints aux Procédures Deminor, portant à 2 169 le nombre de demandeurs. Les demandeurs réclament notamment que

- le Tribunal de Bruxelles déclare nulle et non avenue leur convention d'affiliation ;
- les défendeurs soient condamnés, conjointement et solidairement, à rembourser aux demandeurs leur apport en capital dans ces entités, plus les intérêts ; et que
- les défendeurs soient en outre condamnés au versement d'une indemnité aux demandeurs.

Les apports en capital des 2 169 demandeurs qui sollicitent un remboursement s'élevaient à EUR 6,5 millions (montant en principal) à la date de ce rapport. Les réclamations des demandeurs dans les Procédures Deminor sont fondées sur des allégations de fraude et/ou d'erreur qui aurait été commises par les entités Arco et Belfius Banque. En ordre subsidiaire, les demandeurs ont allégué que Belfius Banque avait failli à son devoir d'information, tel que l'on est en droit de l'attendre d'un banquier normalement prudent et diligent. Concernant Belfius Banque, les demandeurs ont mentionné des courriers et des brochures qui contiendraient des informations trompeuses émises par les prédécesseurs de

Belfius Banque. L'État belge et le président du comité de direction des entités Arco sont également défendeurs dans le cadre du procès devant le Tribunal Commercial de Bruxelles. Belfius Banque a soumis ses premières conclusions le 16 août 2018, et l'affaire sera normalement plaidée en juin 2021 durant plusieurs audiences de plaidoirie.

→ Outre les procédures précitées devant le Tribunal de Commerce de Bruxelles, trois actionnaires d'Arcopar ont, le 24 octobre 2016, cité Belfius à comparaître devant le Tribunal de première instance d'Anvers, section Turnhout (les « Procédures Turnhout »). Dans le cadre de ces procédures, les demandeurs réclament que Belfius Banque soit condamnée à payer un « montant provisoire indéterminé de EUR 2 100 » par demandeur majoré d'intérêts et des frais, au motif que Belfius Banque les aurait induits en erreur lors de la souscription des parts Arcopar. À la date de ce rapport, le montant total des réclamations des demandeurs dans les Procédures Turnhout avoisine EUR 6 300 (montant principal). Les demandeurs fondent leur revendication sur la documentation distribuée par les prédécesseurs de Belfius Banque et les entités Arco, ainsi que l'ex-Mouvement ouvrier chrétien flamand (ACW). Le 27 février 2017, dans le cadre des Procédures Turnhout, Belfius Banque a cité Arcopar à comparaître et à indemniser Belfius Banque au titre de tous montants qu'elle serait condamnée à verser aux demandeurs. En ordre subsidiaire, les demandeurs ont également déposé une plainte à l'encontre d'Arcopar et de Belfius Banque demandant que leur souscription des parts Arcopar soit déclarée nulle et non avenue. Le 3 avril 2018, les demandeurs ont également assigné l'État belge en intervention dans les Procédures Turnhout. Toutes les parties aux Procédures Turnhout ont demandé le renvoi de l'affaire vers le Tribunal de Première Instance de Bruxelles (voir ci-dessous). La demande de renvoi a été accordée par le Tribunal le 19 novembre 2018, ce qui implique que les Procédures Turnhout ont été jointes aux procédures devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

→ En outre, le 7 février 2018, deux actionnaires du groupe Arco ont assigné l'État belge devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles. Il est invoqué que l'État belge aurait commis une faute en promettant et en instaurant un système de garantie en faveur des actionnaires de sociétés coopératives (tels que les actionnaires des sociétés du groupe Arco) qui a, par la suite, été considéré comme une aide d'État illicite par la Commission européenne. Ces deux demandeurs ont également assigné Belfius Banque, le 7 février 2018, en intervention dans cette procédure, en invoquant une faute de Belfius Banque dans la vente des actions Arco. Des groupements d'actionnaires Arco se sont organisés, via les réseaux sociaux, afin de convaincre d'autres actionnaires Arco à joindre cette procédure judiciaire. À ce jour, à la connaissance de Belfius, au moins 5 000 actionnaires Arco se sont joints à la procédure à la suite de cet appel. Aucun calendrier de plaidoiries n'a encore été fixé pour cette affaire.

Aucune provision n'a été constituée pour ces litiges parce que Belfius Banque estime disposer d'arguments valables pour que ces demandes soient déclarées irrecevables et/ou non fondées.

### C. Ethias

Belfius est partie à un litige l'opposant à Ethias relatif à la gestion d'un plan de pension complémentaire.

Ethias gère un des plans de pension complémentaire de Belfius dans le cadre d'un contrat d'assurance groupe aux termes duquel Ethias doit octroyer un rendement garanti sur les réserves. Étant donné que le plan est géré dans un fonds cantonné et que 100 % des revenus financiers générés par les actifs sous-jacents sont alloués contractuellement au plan, Belfius devait valoriser ces actifs à leur valeur de marché selon les règles IFRS (IAS 19). Dans le courant de 2016, Ethias a réclamé une augmentation significative des frais de gestion non prévue dans les conventions existantes. À la suite du refus de Belfius, Ethias a signifié son intention de transférer le plan vers leur fonds commun (« main fund »). Dans un tel cas, Belfius ne serait plus en mesure de valoriser le plan à la valeur de marché des actifs, mais plutôt à la valeur actualisée des réserves à terme échu majorée de la garantie de rendement d'Ethias, avec comme conséquence un impact OCI (« other comprehensive income ») global d'environ EUR -66 millions avant impôt à la fin de 2018.

Pour éviter cela, le 23 décembre 2016, Belfius a décidé de citer Ethias à comparaître en référé devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles. En complément à la procédure en référé, Belfius a également intenté une action le 12 janvier 2017 devant le Tribunal de Commerce de Bruxelles.

Le 18 janvier 2017, le Tribunal a interdit, dans le cadre de la procédure en référé, le transfert des actifs et a ordonné à Ethias de continuer à affecter 100 % des revenus financiers au fonds cantonné. Ethias a interjeté appel de cette décision devant la cour d'appel de Bruxelles. Le 20 juin 2017, la cour d'appel a confirmé la décision en première instance et maintenu l'interdiction de transférer les actifs du plan de pension. Toutefois, la procédure en référé ne permettant pas de statuer sur le fond, le Tribunal a également décidé qu'Ethias n'était plus tenu d'affecter 100 % des profits financiers au plan de pension, dans l'attente du jugement au fond.

Entretemps, Ethias n'a plus fourni les informations financières relatives à la valeur de marché des actifs sous-jacents du plan, rendant impossible pour Belfius toute valorisation des actifs du plan à leur valeur de marché. Le 29 mars 2018, Belfius a introduit une requête de mesures avant dire droit auprès du Tribunal de Commerce, dans le cadre de la procédure au fond, avec l'objectif d'enjoindre Ethias à communiquer les informations financières au sujet des actifs du plan de pension. Le 30 juillet 2018, la cour décida qu'au stade actuel de la procédure (c.-à-d. tant qu'une décision au fond n'avait pas été rendue) Ethias n'était pas tenu de communiquer lesdites informations financières relatives au fonds cantonné. En conséquence, Belfius a cessé de valoriser le plan à la valeur de marché des actifs sous-jacents, ce qui a résulté en un impact négatif en OCI (« other comprehensive income »), tel que précité, le 31 décembre 2018.

### D. Funding loss

Belfius Banque est actuellement confrontée à des poursuites judiciaires portant sur les indemnités de funding loss sollicitées par la Banque. Celles-ci sont réclamées aux clients professionnels dans le cadre du remboursement anticipé de crédits professionnels. Ces indemnités sont calculées conformément aux dispositions légales en vigueur et conformément aux dispositions contractuelles applicables afin de refléter les pertes financières réellement encourues par la Banque en cas de remboursement anticipé d'un crédit professionnel. Belfius a comptabilisé une provision pour couvrir l'issue potentiellement défavorable de ces procédures, dans lesquelles elle estime disposer d'arguments moins solides.

### E. Investigations liées aux « Panama Papers »

Les présents paragraphes sont mentionnés dans un souci d'exhaustivité, et l'information ci-après ne fait pas l'objet d'un litige. Le 5 décembre 2017, une perquisition ordonnée par un juge d'instruction de Bruxelles a eu lieu au siège social de Belfius Banque dans le cadre de la Commission parlementaire sur les « Panama Papers » belges. La Banque a été perquisitionnée à titre de témoin et n'est pas accusée de faute. Le champ de l'investigation vise à établir si une quelconque violation d'obligations relatives au blanchiment d'argent a eu lieu et d'investiguer le lien entre Belfius Banque (ou ses prédécesseurs) et, entre autres, Experta et Dexia Banque International Luxembourg (anciennes entités du groupe Dexia).

À ce jour et depuis la perquisition, Belfius Banque n'a pas reçu d'autres informations.

## XXIX. RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

(en milliers d'EUR)	31/12/18
<b>A. LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS<sup>(1)</sup></b>	
<b>B. LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT SANS ÊTRE LIÉES À CELUI-CI</b>	
<b>C. LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR LES PERSONNES CITÉES SOUS B.</b>	
<b>D. LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)</b>	
<b>A. 1. Créances existant à leur charge</b>	2 786
<b>2. Passifs constitués en leur faveur</b>	11 737
<b>3. Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur</b>	0
<b>B. 1. Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable</b>	
Aux administrateurs et gérants	4 943
Aux anciens administrateurs et anciens gérants	0
<b>D. 1. Émoluments du (des) commissaire(s)</b>	1 301
<b>2. Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)</b>	
Autres missions d'attestation	108
Missions de conseils fiscaux	0
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	510
<b>3. Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le (ou les) commissaire(s) est (sont) lié(s)</b>	
Autres missions d'attestation	0
Missions de conseils fiscaux	17
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	1 107
<b>TOTAL</b>	<b>3 043</b>

(1) Les transactions avec les administrateurs et gérants sont conclues aux conditions de marché. Les conditions de ces transactions ne sont pas mentionnées parce que cette information n'est pas significative (cf. Art. 12,9° AR 05/12/2016).

## XXX. POSITIONS PORTANT SUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

(en milliers d'EUR)	31/12/18
Instruments financiers à recevoir par l'établissement pour le compte de clients	6 124 246
Instruments financiers à livrer par l'établissement à des clients	6 062 433
Instruments financiers de clients reçus en dépôt par l'établissement	104 349 176
Instruments financiers de clients donnés en dépôt par l'établissement	105 966 701
Instruments financiers de clients reçus en garantie par l'établissement	1 679 337
Instruments financiers de clients donnés en garantie par l'établissement	0

## XXXI. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

## 1. Pour chaque catégorie d'instruments financiers dérivés

Catégorie d'instruments financiers dérivés (en milliers d'EUR)	31/12/18				
	Risque couvert	Spéculation/couverture	Volume <sup>(1)</sup>	Valeur comptable	Juste valeur
Swaps de taux d'intérêt et futures	Intérêts	Couverture	4 391 302	980 150	(2 957 888)
Swaps de devises	Devises	Couverture	57 011	(64 801)	(65 061)
Swaps d'actions	Actions	Couverture	0	6 463	11 858

(1) Montant nominal/notionnel, non compris les contrats asymétriques parce que ces contrats ne doivent pas être rapportés en Bgaap.

## 2. Immobilisations financières comptabilisées à un montant supérieur à la juste valeur

(en milliers d'EUR)	31/12/18	
	Valeur comptable	Juste valeur
Montants des actifs pris isolément ou regroupés de manière adéquate		
Néant		
Raisons pour lesquelles la valeur comptable n'a pas été réduite		
Néant		
Éléments qui permettent de supposer que la valeur comptable sera recouvrée		
Néant		

## XXXII. INFORMATION RELATIVE AU NETTING DES PRODUITS DÉRIVÉS

Les dérivés conclus avec LCH font l'objet d'un accord contraignant de netting relatif à leur règlement, qui implique concrètement que les positions en produits dérivés vis-à-vis de LCH soient comptabilisées à la fin de chaque jour comme une créance ou comme une dette.

L'impact au bilan s'élève à EUR 6 597 047 216.

XXXIII. ENTREPRISES ASSOCIÉES<sup>(1)</sup>

(en milliers d'EUR)	31/12/17	31/12/18
<b>A. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>		
Participations	15 368	10 268
Créances subordonnées	0	0
Autres créances	0	0
<b>B. CRÉANCES</b>		
A plus d'un an	0	30 552
A un an au plus	0	0
<b>C. DETTES</b>		
A plus d'un an	0	0
A un an au plus	18 657	7 990
<b>D. GARANTIES PERSONNELLES ET RÉELLES</b>		
Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées	0	160 851
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises associées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	19 591	10 581
<b>E. AUTRES ENGAGEMENTS FINANCIERS SIGNIFICATIFS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) Les sociétés associées sont des participations dans lesquelles Belfius exerce une influence notable sans en posséder le contrôle. C'est généralement le cas pour les participations dans lesquelles Belfius possède entre 20 et 50 % des droits de vote. (Bancontact Payconiq Company SA, Isabel SA, De Haan Vakantiehuisen SA, M80 Capital SCS, E.P.C. SCRL et Erasmus Gardens SA)

# BILAN SOCIAL

## I. ÉTAT DES PERSONNES OCCUPÉES

### 1. Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration Dimona ou qui sont inscrits au registre général du personnel

#### A. Au cours de l'exercice

	Code	Hommes	Femmes	Total
<b>NOMBRE MOYEN DE TRAVAILLEURS</b>				
Temps plein	1001	2 353,58	1 296,00	3 649,58
Temps partiel	1002	449,83	1 196,00	1 645,83
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003	2 604,83	2 063,18	4 668,01
<b>NOMBRE D'HEURES EFFECTIVEMENT PRESTÉES</b>				
Temps plein	1011	3 482 256,80	1 865 783,38	5 348 040,18
Temps partiel	1012	384 431,27	1 108 286,26	1 492 717,53
Total	1013	3 866 688,07	2 974 069,64	6 840 757,71
<b>FRAIS DE PERSONNEL (en milliers d'EUR)</b>				
Temps plein	1021	260 510,00	124 020,00	384 530,00
Temps partiel	1022	34 336,00	72 969,00	107 305,00
Total	1023	294 846,00	196 989,00	491 835,00
<b>MONTANT DES AVANTAGES ACCORDÉS EN SUS DU SALAIRE (en milliers d'EUR)</b>	<b>1033</b>	<b>716,00</b>	<b>478,00</b>	<b>1 194,00</b>

#### B. Au cours de l'exercice précédent

	Code	Hommes	Femmes	Total
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003	2 583,86	2 044,94	4 628,80
Nombre d'heures effectivement prestées	1013	3 805 552,10	2 918 592,94	6 724 145,04
Frais de personnel (en milliers d'EUR)	1023	288 539,00	187 913,00	476 452,00
Montant des avantages accordés en sus du salaire (en milliers d'EUR)	1033	890,00	580,00	1 470,00

## C. À la date de clôture de l'exercice

	Code	Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
<b>NOMBRE DE TRAVAILLEURS</b>	<b>105</b>	<b>3 654,00</b>	<b>1 603,00</b>	<b>4 643,96</b>
<b>PAR TYPE DE CONTRAT DE TRAVAIL</b>				
Contrat à durée indéterminée	110	3 554,00	1 603,00	4 543,96
Contrat à durée déterminée	111	100,00	0,00	100,00
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112	0,00	0,00	0,00
Contrat de remplacement	113	0,00	0,00	0,00
<b>PAR SEXE ET NIVEAU D'ÉTUDES</b>				
Hommes	120	2 358,00	441,00	2 601,98
De niveau primaire	1200	3,00	3,00	4,30
De niveau secondaire	1201	317,00	130,00	380,08
De niveau supérieur non universitaire	1202	1 006,00	188,00	1 115,00
De niveau universitaire	1203	1032,00	120,00	1 102,60
Femmes	121	1 296,00	1 162,00	2 041,98
De niveau primaire	1210	0,00	9,00	4,06
De niveau secondaire	1211	174,00	370,00	377,26
De niveau supérieur non universitaire	1212	587,00	571,00	980,28
De niveau universitaire	1213	535,00	212,00	680,38
<b>PAR CATÉGORIE PROFESSIONNELLE</b>				
Personnel de direction	130	105,00	13,00	110,20
Employés	134	3 549,00	1 582,00	4 531,10
Ouvriers	132	0,00	8,00	2,66
Autres	133	0,00	0,00	0,00

## 2. Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise

## Au cours de l'exercice

	Code	Personnel intérimaire	Personnes mises à la disposition de l'entreprise
Nombre moyen de personnes occupées	150	0,97	0,00
Nombre d'heures effectivement prestées	151	1 905,27	0,00
Frais pour l'entreprise	152	58 765,61	0,00

## II. TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

## 1. Entrées

	Code	Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
NOMBRE DE TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI ONT ÉTÉ INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE	205	287,00	5,00	291,20
PAR TYPE DE CONTRAT DE TRAVAIL				
Contrat à durée indéterminée	210	186,00	5,00	190,20
Contrat à durée déterminée	211	101,00	0,00	101,00
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	212	0,00	0,00	0,00
Contrat de remplacement	213	0,00	0,00	0,00

## 2. Sorties

	Code	Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
NOMBRE DE TRAVAILLEURS DONT LA DATE DE FIN DE CONTRAT A ÉTÉ INSCRITE DANS UNE DÉCLARATION DIMONA OU AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE	305	171,00	174,00	252,57
PAR TYPE DE CONTRAT DE TRAVAIL				
Contrat à durée indéterminée	310	109,00	174,00	190,57
Contrat à durée déterminée	311	62,00	0,00	62,00
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	312	0,00	0,00	0,00
Contrat de remplacement	313	0,00	0,00	0,00
PAR MOTIF DE FIN DE CONTRAT				
Pension	340	20,00	134,00	79,97
Chômage avec complément d'entreprise	341	0,00	0,00	0,00
Licenciement	342	52,00	17,00	63,70
Autre motif	343	99,00	23,00	108,90
<i>Dont : le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prêter des services au profit de l'entreprise comme indépendants</i>	350	0,00	0,00	0,00



### III. RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

	Code	Hommes	Code	Femmes
<b>INITIATIVES EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE À CARACTÈRE FORMEL À CHARGE DE L'EMPLOYEUR</b>				
Nombre de travailleurs concernés	5801	1 948,00	5811	1 596,00
Nombre d'heures de formation suivies	5802	42 456,20	5812	30 331,20
Coût net pour l'entreprise (en milliers d'EUR)	5803	3 488 330,03	5813	2 351 378,85
<i>Dont coût brut directement lié aux formations</i>	<i>58031</i>	<i>3 488 330,03</i>	<i>58131</i>	<i>2 351 378,85</i>
<i>Dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs</i>	<i>58032</i>	<i>0,00</i>	<i>58132</i>	<i>0,00</i>
<i>Dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)</i>	<i>58033</i>	<i>0,00</i>	<i>58133</i>	<i>0,00</i>
<b>INITIATIVES EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE À CARACTÈRE MOINS FORMEL OU INFORMEL À CHARGE DE L'EMPLOYEUR</b>				
Nombre de travailleurs concernés	5821	2 605,00	5831	2 063,00
Nombre d'heures de formation suivies	5822	80 718,04	5832	67 354,16
Coût net pour l'entreprise (en milliers d'EUR)	5823	4 210 882,40	5833	3 446 417,36
<b>INITIATIVES EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE À CHARGE DE L'EMPLOYEUR</b>				
Nombre de travailleurs concernés	5841	0,00	5851	0,00
Nombre d'heures de formation suivies	5842	0,00	5852	0,00
Coût net pour l'entreprise (en milliers d'EUR)	5843	0,00	5853	0,00

# BELFIUS BANQUE SA

## RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE BELFIUS BANQUE SA POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018 - COMPTES ANNUELS

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de Belfius Banque SA (la « société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 26 avril 2017, conformément à la proposition de l'organe de gestion émise sur recommandation du comité d'audit et sur présentation du conseil d'entreprise. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2019. Etant donné l'absence d'archives électroniques antérieures à 1997, nous sommes dans l'impossibilité de déterminer avec précision la première année de mission. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de Belfius Banque SA durant au moins 22 exercices consécutifs.

### Rapport sur les comptes annuels

#### Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la société, comprenant le bilan au 31 décembre 2018, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à 143 404 042 (000) EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 426 050 (000) EUR.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2018, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

#### Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA), telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB applicables à la présente clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

#### Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

## POINTS CLÉS DE L'AUDIT

## COMMENT NOTRE AUDIT A TRAITÉ LE POINT CLÉ DE L'AUDIT

**Dépréciations des créances sur la clientèle**

Le portefeuille des créances sur la clientèle de Belfius Banque s'élève à 84 164 986 (000) EUR au 31 décembre 2018.

La méthodologie pour la détermination et l'étendue des créances sur la clientèle identifiées pour les dépréciations et les hypothèses retenues pour la valorisation des dépréciations contiennent des éléments subjectifs et requièrent des jugements du management, comme le moment de la reconnaissance et l'estimation des montants recouvrables.

Les changements d'hypothèses et de méthodologie peuvent avoir un impact majeur sur l'étendue des créances sur la clientèle dépréciées et sur la valorisation de la dépréciation.

Étant donné l'importance significative des dépréciations des créances sur la clientèle et l'incertitude de l'estimation liée, nous considérons la détermination et la valorisation des dépréciations des créances sur la clientèle comme un point clé de l'audit.

Nous référons aux règles d'évaluation sur les comptes sociaux ainsi que l'annexe II concernant le détail des créances sur la clientèle.

**Incertitude relative à l'estimation liée aux provisions pour litiges juridiques**

La banque est partie à une série de litiges qui découlent de ses activités professionnelles habituelles.

La reconnaissance et la valorisation des provisions et de la présentation des passifs éventuels requièrent des jugements significatifs de la part du management.

Nous avons identifié les litiges suivants comme étant matériels:

- Arco - Actionnaires coopérateurs;
- Ethias.

Étant donné l'aspect significatif des incertitudes sur le résultat de ces litiges et les jugements appliqués, l'audit de l'adéquation des provisions et de la présentation de ces litiges est considéré comme un point clé de l'audit.

Nous référons aux règles d'évaluation sur les comptes sociaux ainsi que l'annexe XXVIII dans laquelle les principaux litiges sont décrits.

Notre approche d'audit inclut les tests de conception et de mise en œuvre des contrôles internes pour la détermination des dépréciations sur les prêts et créances sur la clientèle, ainsi que des procédures d'audit substantives.

Nos procédures sur le contrôle interne sont notamment les suivantes:

- nous avons obtenu les évidences d'audit liées aux contrôles clés, démontrant la revue et le processus d'approbation que le management a mis en place pour l'identification des événements de dépréciation, ainsi que les jugements du management;
- nous avons challengé l'exhaustivité et l'exactitude des données incluses dans les modèles de dépréciation de crédit;
- nous avons challengé les méthodologies et les hypothèses appliquées en utilisant notre connaissance de l'industrie et notre expérience, en nous concentrant sur les éventuels changements depuis l'année passée.

Nos procédures substantives sont notamment les suivantes:

- nous avons lu les procès-verbaux des Risk Committees et Default Committees;
- nous avons obtenu les évidences d'audit des jugements du management, en nous concentrant spécifiquement sur le caractère raisonnable de l'approche;
- nous avons testé un échantillon de prêts et créances sur la clientèle pour nous assurer de l'identification en temps opportun de la dépréciation et pour les prêts déjà dépréciés, pour nous assurer que le montant déprécié est approprié.

Nous avons évalué la conception et la mise en œuvre des contrôles clés du reporting financier liés aux provisions pour litiges juridiques et la présentation des passifs éventuels. Les contrôles clés incluent entre autres des contrôles liés à la valorisation des litiges matériels, leur revue et leur valorisation si nécessaire.

Nous avons analysé la valorisation de la banque liée à la nature et au statut des litiges juridiques et des passifs éventuels. Nous avons considéré les avis légaux reçus par la banque de ses conseillers juridiques internes ainsi que des conseillers juridiques externes indépendants quand cela était relevant pour les litiges les plus matériels. Pour les litiges matériels, nous avons reçu une confirmation externe directement des conseillers juridiques externes indépendants de la banque.

Nous avons examiné les analyses et les conclusions de la banque liées aux provisions et à leur présentation pour les litiges matériels par investigation auprès du management et avons considéré la confirmation des conseillers juridiques externes indépendants.

## POINTS CLÉS DE L'AUDIT

**Valorisation des instruments financiers complexes**

La banque détient certains instruments financiers qui présentent un risque d'une valorisation incorrecte étant donné leur nature complexe.

La valorisation d'instruments financiers complexes et de dérivés nécessite des efforts considérables de la part de la banque en termes de ressources et de gouvernance.

Notre évaluation prend en compte de nombreux facteurs, notamment:

- la complexité des modèles de valorisation appliqués;
- le manque de pertinence des informations de marché disponibles pour la valorisation d'instruments financiers spécifiques;
- la nécessité d'utiliser des informations de marché non observables; et
- le degré significatif de jugement nécessaire dans ce qui précède.

L'utilisation de différentes techniques de valorisation ou d'hypothèses peut donner lieu à d'autres valorisations à la juste valeur, qui pourraient différer sensiblement l'une de l'autre.

Ceux-ci incluent entre autres:

- l'utilisation des modèles pour la valorisation des instruments financiers complexes;
- les ajustements à la juste valeur pour les dérivés afin de refléter le risque de crédit de la contrepartie (CVA/DVA) et le risque de financement (FVA);
- la nécessité d'utiliser des paramètres de tarification ou illiquides pour la valorisation de ces instruments financiers complexes.

Nous référons aux règles d'évaluation sur les comptes sociaux, aux annexes III et IV dans lesquelles les justes valeurs sont reprises pour le portefeuille commercial, ainsi que l'annexe XXXI sur les instruments financiers dérivés non évalués à la juste valeur au bilan.

**Continuité et intégrité des systèmes informatiques**

L'infrastructure informatique du groupe étant indispensable pour la continuité et l'intégrité de ses activités opérationnelles et de son reporting financier et prudentiel, nous considérons la continuité et l'intégrité des systèmes informatiques comme un point clé de l'audit.

Notre évaluation prend également en compte:

- la variété des applications informatiques;
- le volume élevé des transactions;
- le fait que différentes applications ont été développées en interne ou sur mesure pour la banque;
- le fait que l'information qualitative, déterminée au niveau des transactions par les départements opérationnels, est indispensable à la préparation des états financiers et à la préparation des reportings prudentiels (y compris la nature des transactions et des contreparties, le rating, etc.);
- le fait que des éléments importants de l'infrastructure informatique sont sous-traités.

## COMMENT NOTRE AUDIT A TRAITÉ LE POINT CLÉ DE L'AUDIT

Nos procédures d'audit incluent d'obtenir un aperçu de la banque et de son environnement, notamment le contrôle interne et la gouvernance qui sont pertinents pour la valorisation des instruments financiers complexes, ainsi que le test des paramètres, de la conception des modèles de valorisation, ainsi que des annexes.

Nous avons impliqué nos spécialistes de valorisation de manière intensive dans l'exécution de notre évaluation et vérification des modèles de valorisation.

Nos procédures sur le contrôle interne sont notamment les suivantes:

- nous effectuons une analyse du cycle de vie des produits de trading afin de confirmer notre compréhension des processus et contrôles de la banque afin de conclure et d'enregistrer les transactions des instruments financiers;
- nous obtenons une compréhension de la structure de contrôle (y inclus les procédures de surveillance) concernant le processus de valorisation des instruments financiers;
- nous suivons la documentation appropriée et opportune des choix de modèles et de paramètres et l'approbation formelle par les comités compétents;
- nous lisons les rapports de validation de modèles de la fonction de validation indépendante.

Nos procédures substantives sont notamment les suivantes:

- nous évaluons sur base d'un échantillon des paramètres de marché et des hypothèses clés utilisées dans les modèles;
- nous évaluons si les méthodes de calcul reposent e.a. sur les bonnes pratiques observables sur le marché, sur l'expérience des experts et la connaissance du marché;
- nous identifions des éléments avec un haut niveau de jugement, en vérifiant des analyses d'impact préparées par la direction et en tenant compte des explications des spécialistes de valorisation;
- nous réalisons sur base d'un échantillon des réévaluations indépendantes d'instruments financiers par nos experts de valorisation.

Nous avons impliqué nos spécialistes de l'audit informatique dans l'exécution de nos procédures.

Nos procédures de contrôle sont notamment les suivantes:

- nous évaluons le contrôle interne des mesures générales de contrôle informatiques (General IT Controls) applicable aux composants IT ou aux applications considérées comme indispensables au reporting financier;
- nous évaluons le contrôle interne des mesures de contrôle interne supplémentaires réalisées par les départements financier, opérationnel et informatique concernant l'intégrité et la qualité des données ainsi que l'interface entre les applications opérationnelles et les applications de reporting financier.

## Responsabilités de l'organe de gestion relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe de gestion d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe de gestion a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

## Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe de gestion du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la société à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les observations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la réglementation en interdit la publication.

## Autres obligations légales et réglementaires

### Responsabilités de l'organe de gestion

L'organe de gestion est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, de la déclaration non financière annexée à celui-ci et des autres informations contenues dans le rapport annuel, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des statuts de la société.

### Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire (révisée en 2018) aux normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion, la déclaration non financière annexée à celui-ci et les autres informations contenues dans le rapport annuel, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

### Aspects relatifs au rapport de gestion et aux autres informations contenues dans le rapport annuel

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 95 et 96 du Code des sociétés.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion et les autres informations contenues dans le rapport annuel, à savoir:

- profil de Belfius;
- les mission et ambition de Belfius;
- autres informations (GRI, Abréviations et Informations complémentaires)

comportent une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

L'information non financière requise par l'article 96, § 4 du Code des sociétés est reprise dans le rapport de gestion (section Rapport de Gestion – Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE)) qui fait partie du rapport annuel. Pour l'établissement de cette information non financière, la société s'est basée sur les standards GRI. Conformément à l'article 144, § 1, 6° du Code des sociétés nous ne nous prononçons pas sur la question de savoir si cette information non financière est établie conformément aux standards GRI précités.

### Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 100, § 1er, 6°/2 du Code des sociétés, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

### Mentions relatives à l'indépendance

- Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la société au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 134 du Code des sociétés ont correctement été valorisés et ventilés dans l'annexe aux comptes annuels.

### Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés.
- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.
- Au cours de l'exercice, un acompte sur dividende a été distribué à propos duquel nous avons établi le rapport joint en annexe, conformément aux exigences légales.

Zaventem, le 29 mars 2019

### Le commissaire

---

DELOITTE Reviseurs d'Entreprises  
SCRL  
Représentée par

Bernard De Meulemeester

Bart Dewael

---

## BELFIUS BANQUE SA RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ DE L'ÉTAT RÉSUMANT LA SITUATION ACTIVE ET PASSIVE AU 30 JUIN 2018 DE LA SOCIÉTÉ BELFIUS BANQUE SA DANS LE CADRE DE LA DISTRIBUTION D'UN ACOMPTÉ SUR DIVIDENDE

Conformément à l'article 618 du Code des sociétés et à l'article 26.3 des statuts de la société Belfius Banque SA (la « société »), le conseil d'administration propose de distribuer un acompte sur dividende qui sera octroyé sur les résultats de l'exercice. Conformément à l'article 618 du Code des sociétés, nous émettons, en notre qualité de commissaire de la société, le présent rapport de vérification sur l'état résumant la situation active et passive arrêté au 30 juin 2018, destiné au conseil d'administration.

Nous avons effectué l'examen limité de l'état résumant la situation active et passive ci-joint de la société au 30 juin 2018, établi sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique et dont le total du bilan s'élève à 143 834 097 (000) EUR.

### **Responsabilité du conseil d'administration relative à l'établissement de l'état résumant la situation active et passive**

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement de cet état résumant la situation active et passive au 30 juin 2018 conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, selon les principes de l'article 92, § 1er, premier alinéa, du Code des sociétés, et du respect des conditions requises par l'article 618, alinéa 2, du Code des sociétés.

### **Responsabilité du commissaire**

Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur l'état résumant la situation active et passive, sur la base de notre examen limité.

Nous avons effectué notre examen limité selon la Norme ISRE 2410 "Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité". Un tel examen limité consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit effectué selon les normes internationales d'audit (normes ISA, International Standards on Auditing) et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier.

En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit sur cet état résumant la situation active et passive.



## Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que l'état résumant la situation active et passive ci-joint de la société Belfius Banque SA arrêté au 30 juin 2018, qui fait apparaître un total du bilan de 143 834 097 (000) EUR et un bénéfice de la période en cours de 342 104 (000) EUR, n'a pas été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Restriction d'utilisation et de diffusion de notre rapport

Ce rapport a été établi uniquement en vertu de l'article 618 du Code des sociétés et à l'usage exclusif du conseil d'administration et des actionnaires de la société et ne peut être utilisé à d'autres fins.

Zaventem, le 9 août 2018

### Le commissaire

---

DELOITTE Reviseurs d'Entreprises  
SCRL  
Représentée par

Bart Dewael

Bernard De Meulemeester

---

Annexe: Etat résumant la situation active et passive arrêté au 30 juin 2018 et règles d'évaluation de la société

# GLOBAL REPORTING INITIATIVE (GRI) - TABLEAU

Norme GRI	Éléments d'information GRI	Références (->)/information	Page	Omission	Lien vers les ODD (sur la base du SDG Compass)
<b>GRI 102 : ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX D'INFORMATION</b>					
<b>GRI 102 : ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX D'INFORMATION - PROFIL DE L'ORGANISATION</b>					
102-1	Nom de l'organisation	Belfius Banque SA			
102-2	Activités, marques, produits et services	-> Profil de Belfius	2		
102-3	Localisation du siège social	Place Charles Rogier 11, B-1210 Bruxelles			
102-4	Localisation des opérations	Belgique			
102-5	Propriété et forme juridique	Société anonyme			
102-6	Marchés desservis	-> Reporting par segment	59		
102-7	Envergure de l'organisation	-> Profil de Belfius, Chiffres clés	2, 4		
102-8	Informations concernant les employés et les autres travailleurs	-> RH, Les personnes et les échanges de talents en interne et en externe	46	Belfius n'a pas fait savoir si une partie importante des activités de l'entreprise a été accomplie par des personnes autres que des salariés.	N°8 Travail décent et croissance économique
102-9	Chaîne d'approvisionnement	-> RSE, Achats durables -> RSE, Banking intègre et lutte contre la fraude	39 33		
102-10	Modifications significatives de l'organisation et de sa chaîne d'approvisionnement	-> Rapport de gestion, Message des présidents	10		
102-11	Principe de précaution ou approche préventive	-> Gestion des risques	89		
102-12	Initiatives externes	-> RSE, Belfius et la RSE	14		
102-13	Appartenance à des associations	-> RSE, Belfius et la RSE	14		
<b>GRI 102 : ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX D'INFORMATION - STRATÉGIE ET ANALYSE</b>					
102-14	Déclaration du décideur le plus haut placé	-> Rapport de gestion, Message des présidents	10		
<b>GRI 102 : ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX D'INFORMATION - ÉTHIQUE ET INTÉGRITÉ</b>					
102-16	Valeurs, principes, normes et règles de conduite	RH, Mettre en œuvre une nouvelle culture d'entreprise	41		N°16 Paix, justice et institutions efficaces
<b>GRI 102 : ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX D'INFORMATION - GOUVERNANCE</b>					
102-18	Structure de gouvernance	-> Gouvernance d'entreprise	123		
102-22	Composition de l'organe de gouvernance le plus élevé et de ses comités	-> Gouvernance d'entreprise	123		
102-24	Nomination et sélection de l'organe de gouvernance le plus élevé	-> Gouvernance d'entreprise	123		

Norme GRI	Éléments d'information GRI	Références (→)/information	Page	Omission	Lien vers les ODD (sur la base du SDG Compass)
<b>GRI 102 : ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX D'INFORMATION - DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES</b>					
102-40	Liste des groupes des parties prenantes	→ RSE, Analyse de matérialité et dialogue avec les parties prenantes	16		
102-41	Conventions collectives de travail	En 2018, 96,03 % des employés étaient couverts par une convention collective de travail. Seuls le conseil d'administration, les membres du comité de direction et les cadres supérieurs ne sont pas couverts par des conventions collectives de travail, mais par un « contrat de gestion ».			N°8 Travail décent et croissance économique
102-42	Identification et sélection des parties prenantes	→ RSE, Analyse de matérialité et dialogue avec les parties prenantes	16		
102-43	Approche du dialogue avec les parties prenantes	→ RSE, Analyse de matérialité et dialogue avec les parties prenantes	16		
102-44	Enjeux et préoccupations majeurs soulevés	→ RSE, Analyse de matérialité et dialogue avec les parties prenantes	16		
<b>GRI 102 : ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX D'INFORMATION - PRATIQUES DE REPORTING</b>					
102-45	Entités incluses dans les états financiers consolidés	Comptes annuels consolidés	145		
102-46	Définition du contenu du rapport et des périmètres de l'enjeu	Les périmètres de consolidation financière du groupe Belfius sont appliqués, sauf stipulation contraire.			
102-47	Liste des enjeux pertinents	→ RSE, Analyse de matérialité et dialogue avec les parties prenantes	16		
102-48	Réaffirmation des informations	Des révisions ont été effectuées dans les sections suivantes : chiffres clés (fonds durables), évolution des fonds gérés durablement	5, 27		
102-49	Modifications relatives au reporting	Il n'y a pas de changement par rapport au rapport annuel 2017.			
102-50	Période de reporting	Exercice fiscal du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018			
102-51	Date du rapport le plus récent	Le rapport annuel 2017 est le rapport le plus récent contenant des informations économiques, environnementales et sociales.			
102-52	Cycle de reporting	Annuel			
102-53	Point de contact pour les questions relatives au rapport	CSR@belfius.be			
102-54	Déclarations de reporting en conformité avec les normes GRI	Ce rapport est établi conformément aux normes GRI option « core ».			
102-55	Index du contenu GRI	→ Rapport annuel, tableau du contenu GRI	400		
102-56	Vérification externe	Le contrôleur légal de Belfius, Deloitte Réviseurs d'Entreprises/Bedrijfsrevisoren, a passé le rapport annuel en revue, afin de s'assurer de la présence des informations requises par la législation sur la publication d'informations non financières (transposition de la directive 2014/95/UE).	328		
<b>GRI 103 : APPROCHE MANAGÉRIALE</b>					
103-1	Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	Les limites des sujets pertinents, les approches managériales et leurs méthodes d'évaluation respectives sont expliquées en même temps que les pratiques particulières. → RSE, Analyse de matérialité et dialogue avec les parties prenantes → RSE → RH	16 14 41		
103-2	L'approche managériale et ses composantes				
103-3	Évaluation de l'approche managériale				
<b>GRI 201 : PERFORMANCE ÉCONOMIQUE</b>					
201-1	Valeur économique directe générée et distribuée	→ États financiers consolidés → RSE, Fondamentaux éthiques sains, transparence fiscale	145 31		N°5 Égalité entre les sexes N°7 Énergie propre et d'un coût abordable N°8 Travail décent et croissance économique N°9 Industrie, innovation et infrastructure

Norme GRI	Éléments d'information GRI	Références (→)/information	Page	Omission	Lien vers les ODD (sur la base du SDG Compass)
<b>GRI 203 : IMPACTS ÉCONOMIQUES INDIRECTS</b>					
203-1	Investissements dans les infrastructures et mécénat	→ RSE, Impact des activités de Belfius sur la société : impact social via « Smart Belgium »	21		N°8 Travail décent et croissance économique
203-2	Impacts économiques indirects significatifs	→ RSE, Impact des activités de Belfius sur la société	20		N°9 Industrie, innovation et infrastructure N°10 Inégalités réduites N°11 Villes et communautés durables
<b>GRI 205 : ANTI-CORRUPTION</b>					
205-1	Activités évaluées en termes de risque lié à la corruption	Une nouvelle politique anti-corruption a été élaborée et mise en œuvre par Belfius en 2018.	34		
205-3	Cas avérés de corruption et mesures prises	Aucun cas de corruption n'a été recensé en 2018. → RSE, Fondamentaux sains en matière d'éthique : banking intègre et lutte contre la fraude	31		
<b>GRI 301 : MATIÈRES</b>					
301-1	Matières utilisées par poids ou par volume	Ce point couvre principalement la consommation de papier, qui affiche une tendance à la baisse. → RSE, L'impact direct de Belfius sur l'environnement et le climat	37		N°12 Consommation et production responsables
<b>GRI 302 : ÉNERGIE</b>					
302-1	Consommation énergétique au sein de l'organisation	→ RSE, L'impact direct de Belfius sur l'environnement et le climat : durabilité dans les bâtiments et la mobilité	37		N°7 Énergie propre et d'un coût abordable
302-2	Consommation énergétique en dehors de l'organisation	→ RSE, L'impact direct de Belfius sur l'environnement et le climat : la mobilité domicile-travail durable reste un des points forts de Belfius.	39		N°13 Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
302-4	Réduction de la consommation énergétique	→ RSE, L'impact direct de Belfius sur l'environnement et le climat : durabilité dans les bâtiments et la mobilité	37		
<b>GRI 305 : ÉMISSIONS</b>					
305-1	Émissions directes de GES (champ d'application 1)	→ RSE, L'impact direct de Belfius sur l'environnement et le climat : empreinte carbone du groupe Belfius	40		N°3 Bonne santé et bien-être
305-2	Émissions indirectes de GES (champ d'application 2)	→ RSE, L'impact direct de Belfius sur l'environnement et le climat : empreinte carbone du groupe Belfius	40		N°13 Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
305-3	Autres émissions indirectes de GES (champ d'application 3)	→ RSE, L'impact direct de Belfius sur l'environnement et le climat : empreinte carbone du groupe Belfius	40		
<b>GRI 306 : EFFLUENTS ET DÉCHETS</b>					
306-2	Déchets par type et méthode d'élimination	L'ensemble des déchets mentionnés concernant des déchets non dangereux et sont recyclés, à l'exception des déchets résiduels qui sont incinérés. Cette information a été fournie par la société chargée de l'élimination des déchets. → RSE, L'impact direct de Belfius sur l'environnement et le climat : empreinte carbone du groupe Belfius	40		N°3 Bonne santé et bien-être
<b>GRI 401 : EMPLOI</b>					
401-1	Recrutement de nouveaux employés et rotation du personnel	→ RH, Investir dans de nouveaux talents	43		
401-2	Avantages accordés aux salariés à temps plein et non aux employés temporaires ou à temps partiel	Il est possible d'appliquer une différenciation au niveau des avantages accordés aux salariés en fonction de leur type de contrat. Certains équipements fournis par la société ne sont, par exemple, pas accordés aux employés occupés dans le cadre d'un contrat temporaire.			N°5 Égalité entre les sexes N°8 Travail décent et croissance économique
401-3	Congé parental	→ RH, Continuer de développer une politique du bien-être	47		

Norme GRI	Éléments d'information GRI	Références (→)/information	Page	Omission	Lien vers les ODD (sur la base du SDG Compass)
GRI 403 : SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL					
403-2	Types d'accidents du travail et taux d'accident du travail, de maladies professionnelles, de journées perdues, d'absentéisme et nombre de décès liés au travail	Vu la nature des activités commerciales de Belfius, seuls des cas d'absentéisme ont été rapportés. → RH, Continuer de développer une politique du bien-être	47		N°3 Bonne santé et bien-être N°8 Travail décent et croissance économique
403-4	Questions de santé et de sécurité faisant l'objet d'accords formalisés avec les syndicats	→ RH, Stimuler l'engagement par l' « empowerment ».	42		
GRI 404 : FORMATION ET ÉDUCATION					
404-1	Nombre moyen d'heures de formation par an par employé	→ RH, Investir dans le « Learning & Development »	45		N°4 Éducation de qualité et formation tout au long de la vie N°8 Travail décent et croissance économique
404-3	Pourcentage d'employés bénéficiant de revues régulières de performance et d'évolution de carrière	Tous les employés de Belfius reçoivent régulièrement des entretiens d'évaluation des performances et/ou des entretiens de carrière. Ceci a lieu pendant les entretiens annuels d'évaluation, pendant les entretiens d'évaluation intermédiaires et pendant les entretiens de définition des objectifs.			
GRI 405 : DIVERSITÉ ET ÉGALITÉ DES CHANCES					
405-1	Diversité des organes de gouvernance et des employés	→ RH, Investir dans de nouveaux talents → RH, Les personnes et les échanges de talents en interne et en externe	43 46		N°5 Égalité entre les sexes N°8 Travail décent et croissance économique
GRI 418 : CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES DES CLIENTS					
418-1	Plaintes fondées relatives à l'atteinte à la confidentialité des données des clients et aux pertes de données des clients	→ Fondamentaux sains en matière d'éthique : respect de l'avis des clients, Plaintes concernant les droits de l'homme et la vie privée → Fondamentaux sains en matière d'éthique : confidentialité des données	31 33		
SUPPLÉMENT POUR LE SECTEUR DES SERVICES FINANCIERS					
FS1	Politiques comprenant des volets environnementaux et sociaux particuliers appliqués aux secteurs d'activité	RSE, Impact des activités de Belfius sur la société	20		N°8 Travail décent et croissance économique N°9 Industrie, innovation et infrastructure N°10 Inégalités réduites N°11 Villes et communautés durables
FS2	Procédures d'évaluation et d'identification des risques environnementaux et sociaux dans les secteurs d'activité	→ RSE, Impact des activités de Belfius sur la société : investir durablement et de manière responsable	24		
FS6	Pourcentage du portefeuille par région, taille et par secteur	→ RSE, Impact des activités de Belfius sur la société → Reporting par segment	20 59		
FS7	Valeur monétaire des produits et des services conçus en vue de générer un bénéfice social par secteur d'activité et ventilé par objet	RSE, Impact des activités de Belfius sur la société : philanthropie via Wealth Management → RSE, Impact des activités de Belfius sur la société : les produits sociaux, une exclusivité Belfius	30 31		
FS8	Valeur monétaire des produits et des services conçus en vue de générer un bénéfice environnemental par secteur d'activité et ventilé par objet	RSE, Impact des activités de Belfius sur la société : Politique de crédit comme moteur socioéconomique → RSE, Impact des activités de Belfius sur la société : le leasing fait le choix stratégique du circulaire, du vert et du numérique	23 29		
FS11	Pourcentage des actifs faisant l'objet d'un filtrage/ tamisage positif ou négatif en matière environnementale ou sociale	→ RSE, Impact des activités de Belfius sur la société : investir durablement et de manière responsable	24		
FS14	Initiatives en vue d'améliorer l'accès aux services financiers pour les personnes défavorisées	→ RSE, Impact des activités de Belfius sur la société : accès aux services bancaires via des produits sociaux	31		

# ABRÉVIATIONS

## Acronyme

ABE	European Banking Authority (Autorité bancaire européenne)
ABS	Asset-Backed Securities
AFS	Available For Sale
ALM	Asset and Liability Management
AuM	Asset under Management (Actifs sous gestion)
B/S	Balance Sheet (Bilan)
BCE	Banque centrale européenne
BNB	Banque nationale de Belgique
C/I	Charges-Produits
CET 1	Common Equity Tier 1
CoR	Cost of Risk (Coût du risque)
CRD	Capital Requirements Directive
CRR	Capital Requirements Regulation (Réglementation des fonds propres)
CRU	Conseil de Résolution Unique
CVA	Credit value adjustment
DCL	Dexia Crédit Local
DSFB	Dexia Secured Funding Belgium
EAD	Exposure At Default
LCM	Liquidity and Capital Management
LCR	Liquidity Coverage Ratio
LGD	Loss Given Default (Perte en cas de défaut)
LT	Long Terme
LTRO	Long-Term Refinancing Operations
MCRE	Maximum Credit Risk Exposure (Exposition maximale au risque de crédit)
MREL	"Regulatory Technical Standards on minimum requirement for own funds and eligible liabilities (Nouvelles exigences réglementaires minimales en termes de fonds propres et de passif éligible)"
NIG	Non-Investment Grade
NSFR	Net Stable Funding Ratio (Ratio structurel de liquidité à long terme)
pb	Point de base
PIB	Produit intérieur brut
P&L	Compte de résultats
RoNRE	Return on Normative Regulatory Equity
SNI	Système Notation Interne
SREP	Supervisory Review and Evaluation Process
T-LTRO	Targeted Long-Term Refinancing Operations
VaR	Value at Risk



# INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

## ADRESSES DES PRINCIPALES FILIALES ET DE LA SUCCURSALE DE BELFIUS BANQUE ET BELFIUS INSURANCE<sup>(1)</sup>

### **Belfius Auto Lease**

Leasing opérationnel de véhicules et services en matière de gestion de parcs automobiles, d'entretien et de gestion des sinistres

Place Charles Rogier 11  
BE-1210 Bruxelles  
Tél. : +32 2 285 35 94  
[www.belfius-autolease.be](http://www.belfius-autolease.be)

### **Belfius Commercial Finance**

Financement des créances commerciales envers les débiteurs, couverture du risque d'insolvabilité des débiteurs et récupération des créances sur débiteurs

Place Charles Rogier 11  
BE-1210 Bruxelles  
Tél. : +32 2 285 26 11  
[www.belfius-commercialfinance.be](http://www.belfius-commercialfinance.be)

### **Belfius Insurance**

Société d'assurances qui commercialise des produits d'assurances vie et non-vie, des produits d'épargne et de placement pour les particuliers, les indépendants, les professions libérales, les entreprises et le secteur public et social

Place Charles Rogier 11  
BE-1210 Bruxelles  
Tél. : +32 2 286 76 11  
[www.dvvlap.be](http://www.dvvlap.be)  
[www.belfius-insurance.be](http://www.belfius-insurance.be)

### **Belfius Insurance Invest**

Société de gestion d'investissements pour Belfius Insurance

Place Charles Rogier 11  
BE-1210 Bruxelles  
Tél. : +32 2 286 69 22

### **Belfius Investment Partners**

Société de gestion d'organismes de placement collectif (OPC)

Place Charles Rogier 11  
BE-1210 Bruxelles  
Tél. : +32 2 222 12 01  
[www.belfiusip.be](http://www.belfiusip.be)

### **Belfius Ireland Unlimited Company**

Gestion d'un portefeuille obligataire Public Sector

23, Shelbourne Road  
IE-IFSC Dublin 4  
Tél. : +353 15 31 15 00

### **Belfius Lease**

Leasing financier et renting de biens d'équipement professionnel au secteur public

Place Charles Rogier 11  
BE-1210 Bruxelles  
Tél. : +32 2 222 37 08  
[www.belfius-lease.be](http://www.belfius-lease.be)

### **Belfius Lease Services**

Leasing financier et renting de biens d'équipement professionnel aux indépendants, aux entreprises et aux titulaires d'une profession libérale

Place Charles Rogier 11  
BE-1210 Bruxelles  
Tél. : +32 2 222 37 08  
[www.belfius-lease.be](http://www.belfius-lease.be)

### **Corona**

Assurances en direct pour les particuliers (produits d'assurances vie et non-vie)

Avenue de la Métrologie 2  
BE-1130 Bruxelles  
Tél. : +32 2 244 22 11  
[www.coronadirect.be](http://www.coronadirect.be)

### **Crefius**

Octroi et gestion de crédits hypothécaires

#### **Siège social**

Place Charles Rogier 11  
BE-1210 Bruxelles  
Tél. : +32 2 222 11 11

#### **Sièges d'exploitation**

Chaussée de Dinant 1033  
BE-5100 Wépion  
Tél. : +32 81 46 82 11

H. Consciencestraat 6  
BE-8800 Roeselare  
Tél. : +32 51 23 21 11  
[www.crefius.com](http://www.crefius.com)

### **Elantis**

Octroi et gestion de crédits hypothécaires et de crédits à la consommation via un réseau d'apporteurs

#### **Siège social**

Rue des Clarisses 38  
BE-4000 Liège  
Tél. : +32 4 232 45 45

#### **Siège d'exploitation**

Boulevard Saint-Michel 50  
BE-1040 Bruxelles  
Tél. : +32 2 732 12 12  
[www.elantis.be](http://www.elantis.be)

### **The Studio**

Laboratoire digital visant à développer des solutions technologiques et les vendre à des tiers

Place Charles Rogier 11  
BE-1210 Bruxelles  
Tél. : +32 2 222 09 36

(1) Sont reprises dans cette liste les filiales et la succursale qui exercent (ou dont l'activité contribue à) des activités opérationnelles bancaires ou d'assurances.



## DONNÉES GÉNÉRALES DE BELFIUS BANQUE

### Dénomination sociale

Belfius Banque SA

### Contact

Tél. : +32 2 222 11 11

### Siège social

Place Charles Rogier 11  
BE-1210 Bruxelles

### Adresse postale générale

Place Charles Rogier 11  
BE-1210 Bruxelles

### Numéro d'entreprise

RPM Bruxelles TVA BE 0403.201.185

### Numéro FSMA

19649 A

### Sites internet

[www.belfius.be](http://www.belfius.be)

## PLAINTES

En cas de problème, vous pouvez vous adresser tout d'abord à votre agence ou à votre gestionnaire chargé de relations et si votre problème n'est pas réglé, au service Gestion des plaintes.

### Belfius Banque

Service Gestion des Plaintes

RT 23/14

Place Charles Rogier 11

BE-1210 Bruxelles

E-mail : [claim@belfius.be](mailto:claim@belfius.be)

Si la réponse n'est pas satisfaisante, vous pouvez vous adresser au Negotiator de Belfius Banque.

### Belfius Banque

Negotiation - RT 23/17

Place Charles Rogier 11

BE-1210 Bruxelles

E-mail : [negotiation@belfius.be](mailto:negotiation@belfius.be)

Si vous agissez en qualité de personne physique à des fins privées, et que vous n'êtes pas satisfait de la réponse qui vous a été réservée par les instances précitées de la Banque, vous pouvez vous adresser pour les produits bancaires au Service de médiation pour le secteur financier.

### Ombudsfin - North Gate II

Boulevard du Roi Albert II 8, boîte 2

BE-1000 Bruxelles

Tél. : +32 2 545 77 70

Fax : +32 2 545 77 79

E-mail : [Ombudsman@Ombudsfin.be](mailto:Ombudsman@Ombudsfin.be)

Pour les produits d'assurance, vous pouvez vous adresser au Service de médiation assurances.

### Ombudsman des Assurances

Square de Meeûs 35

BE-1000 Bruxelles

E-mail : [info@ombudsman.as](mailto:info@ombudsman.as)

## CONTACT

Vous souhaitez plus d'informations sur Belfius Banque & Assurances ? Surfez sur [www.belfius.be](http://www.belfius.be).

Vous souhaitez poser une question sur les résultats ou la stratégie de Belfius Banque ? Envoyez un mail à [financialcommunication@belfius.be](mailto:financialcommunication@belfius.be).

Vous avez d'autres questions ? Vous pouvez nous joindre au +32 2 222 12 01 (du lundi au vendredi : de 8 à 22 heures / le samedi : de 9 à 17 heures).

Vous pouvez bien entendu nous suivre sur les réseaux sociaux :



[facebook.com/Belfius](https://facebook.com/Belfius)



[twitter.com/Belfius](https://twitter.com/Belfius)



[LinkedIn.com/company/Belfius](https://LinkedIn.com/company/Belfius)



[YouTube.com/BelfiusBe](https://YouTube.com/BelfiusBe)